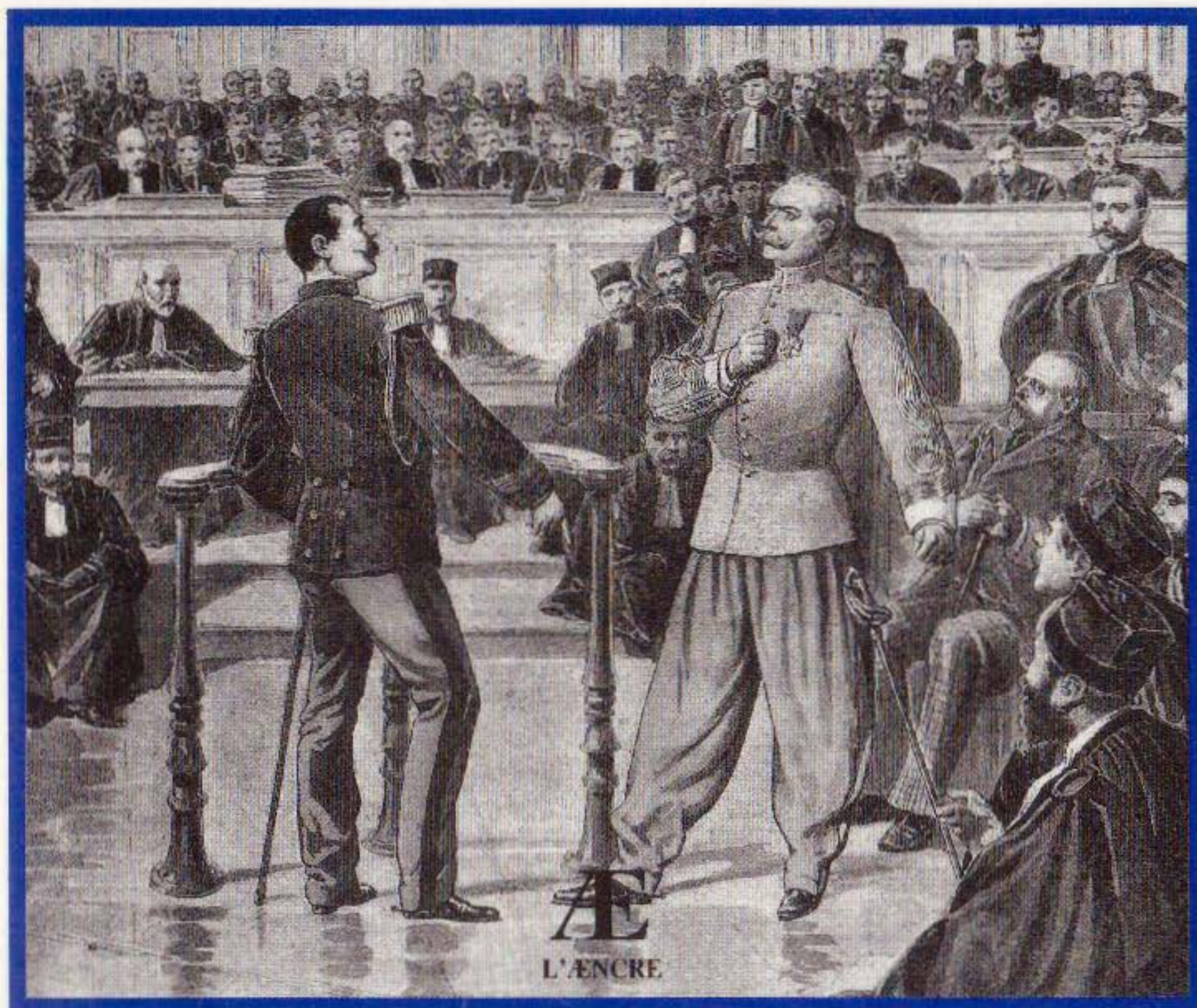


Monique DELCROIX

# DREYFUS - ESTERHAZY

RÉFUTATION DE LA VULGATE





# DREYFUS-ESTERHAZY

## RÉFUTATION DE LA VULGATE

Certes, l'affaire Dreyfus a fait couler énormément d'encre depuis un siècle. Mais la quasi-totalité des ouvrages sont soumis à ce que Monique Delcroix nomme la "vulgate", c'est-à-dire une manière obligée de raconter l'histoire. Non seulement l'innocence d'Alfred Dreyfus est érigée en dogme, mais de plus un historien "correct" se doit de tenir pour établi que c'est Esterhazy qui a écrit le fameux bordereau ; que le colonel Picquart a découvert fortuitement la culpabilité d'Esterhazy ; que l'état-major a guidé et protégé Esterhazy jusqu'à son procès ; que les dreyfusards n'ont eu aucune relation avec Picquart, ni indirecte avant juillet 1897 ni directe avant janvier 1898, et strictement aucun contact avec Esterhazy.

Or, rien de tout cela n'est acquis. Cette trame correspond à une simple hypothèse, à une explication de l'affaire Dreyfus qui s'avère être très contestable. Une étude extrêmement serrée prouve que l'historiographie officielle a accumulé les silences, multiplié les dissimulations, gommé les incohérences. Des affirmations répétées durant un siècle ne deviennent pas pour autant des vérités et dès que l'on s'affranchit du prêt-à-penser, dès que l'on sort du cadre rassurant de l'histoire toute faite, les questions affluent...

C'est ainsi qu'en filigrane apparaît une autre possibilité que l'on s'est efforcé de dénigrer et de soustraire à l'étude : Esterhazy pourrait bien avoir été stipendié par les défenseurs de Dreyfus pour endosser la paternité du bordereau. Pour la première fois, cette hypothèse, qui oblige à reconsidérer le rôle de Picquart et des chefs dreyfusards, est traitée avec le sérieux qu'elle mérite. Le présent ouvrage ne saurait pourtant être qualifié d'"antidreyfusard", car il porte également un jugement sévère sur certaines légendes véhiculées par les tenants de la culpabilité de Dreyfus. Ce livre, qui remet en question tout ce que l'on croit savoir de l'affaire Dreyfus et la replonge dans son mystère, s'adresse à des esprits libres.



9 782911 202360

180 F

I.S.B.N. 2-911202-36-8



Morhuc DELCROIX

# **DREYFUS-ESTERHAZY**

**RÉFUTATION  
DE LA VULGATE**

Éditions de la Revue



11/07/01

**Monique DELCROIX**

# **DREYFUS-ESTERHAZY**

## **RÉFUTATION DE LA VULGATE**

**ÉDITIONS DE L'ÆNCRE**



Illustration de couverture : *L'Affaire Dreyfus / Zola 1898 – Grave incident d'audience : le colonel Henry et le lieutenant-colonel Picquart*

Si vous voulez être tenu informé de nos parutions  
ou pour toute communication nous concernant,  
veuillez vous adresser à :

**Éditions de l'Encre**  
12, rue de La Sourdière - 75001 Paris  
Tél : 01 42 86 06 92 - Fax : 01 42 86 06 98

© S.E.D.E. - 2000  
I.S.B.N. 2-911202-36-8

**Première partie : *L'origine de l'affaire (1894)***

**Deuxième partie : *Le cœur inconnu de l'affaire (1895-1897)***

- Chapitre I : *Esterhazy, le coupable auto-proclamé*
- Chapitre II : *Picquart, le champion de Dreyfus*
- Chapitre III : *Histoire de la cause dreyfusarde dans ses débuts*
- Chapitre IV : *Analyse critique de la "collusion"*

**Troisième partie : *Le déroulement public de l'affaire (1898-1906)***

- Chapitre I : *Les premiers affrontements*
- Chapitre II : *La révision du procès de 1894*
- Chapitre III : *De la grâce à la réhabilitation*



## AVERTISSEMENT EN GUISE D'INTRODUCTION

Depuis un siècle, l'affaire Dreyfus a fait couler énormément d'encre. D'encre inutile serions-nous tenté de dire, tant il est vrai que la plupart des ouvrages consacrés à "L'Affaire", près d'un millier dit-on, n'ont rien apporté de nouveau.

La plupart des auteurs ont pour bible *L'Histoire de l'affaire Dreyfus*, en sept volumes, de Joseph Reinach. Nous reviendrons longuement sur cet ouvrage fondamental, mais soulignons dès à présent que Joseph Reinach n'est pas un simple historien contemporain des faits, mais un des tout premiers acteurs de l'affaire. Cinq tomes sur sept ont été publiés avant 1905, dans le but d'obtenir la réhabilitation d'Alfred Dreyfus par deux fois jugé coupable de trahison. Il s'agit donc d'une œuvre polémique, à considérer comme telle sous peine de fausser la perspective.

Or, sous la tutelle de *L'Histoire de l'affaire Dreyfus*, rectifiée par quelques critiques accessoires, s'est édifiée ce que nous appelons la "vulgate", une histoire convenue de l'affaire Dreyfus, dont il n'est pas correct de trop s'écarter. Rappelons-nous qu'en 1994, le colonel Paul Caujac, chef du Service Historique de l'Armée de Terre, a été limogé par François Léotard, alors ministre de la Défense, pour avoir écrit « *Aujourd'hui, l'innocence de Dreyfus est la thèse généralement admise par les historiens* »<sup>(1)</sup>... Il fallait dire, comme le plaida l'avocat du colonel lui-même, que « *la thèse de l'innocence de Dreyfus est unanimement admise* »<sup>(2)</sup>. Évidemment, puisque ceux qui douteraient de l'innocence seraient de ce fait exclus de la communauté des "historiens" nantis d'un ne sait quel visa ministériel...

L'existence d'une vérité officielle est toujours choquante. Imaginons que Dreyfus ait été jugé coupable une troisième fois : devrions-nous avoir pour livre de référence obligée *Lumières sur l'affaire Dreyfus*, d'Henriette Dardenne, fille du ministre Cavaignac, ouvrage fort intéressant mais d'une partialité manifeste à l'encontre de Dreyfus ?

Pour notre part, nous avons d'abord décidé de nous affranchir du prêt à penser, de tenter simplement de connaître l'affaire telle qu'elle

(1) *Libération*, 5/6 février 1994 ; le *Figaro*, 9 février 1994

(2) *Libération*, 19 janvier 1995. M<sup>e</sup> Fakiroff pratique là une défense de connivence.



fut. Mais dès que l'on sort du cadre rassurant de l'histoire toute faite, les questions affluent... Toute une foule de questions dont l'honnête homme de l'an 2000 ne se doute pas. Le seul fait de les poser, souvent sans pouvoir y apporter de réponse même hypothétique, nous semble justifier cet ouvrage.

Plus gravement, il nous est apparu que la version généralement admise de l'affaire Dreyfus-Esterhazy repose sur des bases extrêmement fragiles et que la vulgate a précisément été élaborée dans l'objectif de camoufler ces faiblesses, en particulier d'étouffer toute question gênante quant aux rapports entre Esterhazy et les défenseurs de Dreyfus. Le lecteur jugera.

Par commodité, nous utilisons les qualificatifs "dreyfusard" et "anti-dreyfusard". Ces termes sont pris dans l'acceptation la plus élémentaire : un dreyfusard est quelqu'un qui croit à l'innocence de Dreyfus<sup>(3)</sup>, un antidreyfusard est quelqu'un qui croit à sa culpabilité.

Ainsi, celui qui doute, qui avoue "ne pas savoir", n'est ni dreyfusard ni antidreyfusard. Telle devrait être, nous semble-t-il, la position de départ pour tout travail historique, indispensable à une recherche objective. Telle a été la nôtre.

Avertissons d'emblée le lecteur que les résultats de notre enquête vont le décevoir s'il est lui-même dreyfusard ou antidreyfusard...

Cet ouvrage s'adresse à des esprits libres.

(3) Sous l'étiquette dreyfusarde se trouvent donc rassemblés des personnages et des auteurs appartenant à des écoles différentes au regard de l'interprétation donnée à l'affaire. Entre une affaire d'espionnage de grande envergure et une histoire minable aux conséquences disproportionnées, on trouve tout un faisceau de versions diverses, s'opposant essentiellement sur le rôle d'Esterhazy, mais lié par la conviction que l'innocence de Dreyfus est un fait acquis.

## REPÈRES CHRONOLOGIQUES

- 26 septembre 1894 : découverte d'un bordereau révélant qu'un traître fournit à l'Allemagne des renseignements concernant la défense nationale.
- 8 octobre 1894 : Dreyfus est soupçonné.
- 15 octobre 1894 : arrestation de Dreyfus.
- Du 18 au 22 décembre : procès. Dreyfus est déclaré coupable à l'unanimité.
- 5 janvier 1895 : dégradation du capitaine Dreyfus.
- 1er juillet 1895 : le commandant Picquart devient chef du service de renseignements.
- mars 1896 : Picquart est en possession du Petit bleu, télégramme adressé à Esterhazy, découvert selon lui dans la corbeille à papier de Schwartzkoppen.
- Picquart enquête. Il dit s'apercevoir fin-août que l'écriture est identique à celle du bordereau.
- Septembre 1896 : agitation dans la presse.
- 31 octobre 1896 : date d'une lettre de Schwartzkoppen nommant Dreyfus. On saura plus tard qu'elle a été fabriquée par le commandant Henry.
- 16 novembre 1897 : dénonciation d'Esterhazy par Mathieu Dreyfus.
- 10-11 janvier 1898 : procès et acquittement d'Esterhazy.
- 13 janvier 1898 : publication du *J'accuse* de Zola dans *l'Aurore*.
- 7-23 février 1898 : procès Zola, à l'issue duquel il est condamné.
- 28 juin 1898 : formation du ministère Brisson. Cavaignac, ministre de la Guerre, est opposé à la révision du procès de 1894.
- juillet 1898 : instructions ouvertes contre Picquart et contre Esterhazy.
- 13 août 1898 : découverte du faux Henry par le capitaine Cuignet.
- 1er septembre 1898 : suicide d'Henry.
- 3 septembre 1898 : démission de Cavaignac. Le général Zurlinden lui succède, puis démissionne le 17 septembre. Le général Chanoine lui succède, puis démissionne le 25 octobre, entraînant la chute du ministère Brisson.
- de novembre 1898 à avril 1899 : enquête de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.



- 3 juin 1899 : le verdict de 1894 est cassé.
- 12 août 1899 : ouverture du procès de Rennes.
- 9 septembre 1899 : Dreyfus est déclaré coupable à cinq voix contre deux. Il bénéficie, à l'unanimité, des circonstances atténuantes. Il est condamné à dix ans de prison.
- 20 septembre 1899 : grâce présidentielle en faveur de Dreyfus.
- juin 1900 : loi d'amnistie pour tout ce qui touche à l'affaire Dreyfus.
- 6 avril 1903 : discours de Jaurès à la chambre relançant l'affaire.
- 26 novembre 1903 : lettre d'Alfred Dreyfus, sollicitant la révision du procès de Rennes.
- 5 mars 1904 : la Cour de cassation ordonne un supplément d'enquête.
- mars 1904-juillet 1906 : enquête des Chambres réunies de la Cour de cassation, en vue de la révision du procès de Rennes.
- 12 juillet 1906 : le verdict de Rennes est cassé sans renvoi. Il n'y aura donc pas de seconde révision.
- 13 juillet 1906 : Dreyfus est réintégré dans l'armée.

### Abrégés des ouvrages les plus fréquemment référencés

**Reinach, Hist. I à VII** : Joseph Reinach, *Histoire de l'Affaire Dreyfus*, sept volumes, La Revue Blanche, Paris, 1901 à 1911.

**Mathieu Dreyfus** : Mathieu Dreyfus, *L'Affaire telle que je l'ai vécue*, Grasset, Paris, 1978.

**Scheurer-Kestner** : *Mémoires d'un sénateur dreyfusard*, présenté par A. Roumieux, Bueb et Reumaux, Strasbourg, 1988.

**Carnets** : *Carnets de Schwartzkoppen*, présenté par le colonel Schwertfeger, Rieder, Paris, 1930.

**Marcel Thomas** : Marcel Thomas, *L'Affaire sans Dreyfus*, Idégraf, Genève, 1978 (1ère édition chez Fayard, Paris, 1961).

**Jean-Denis Bredin** : Jean-Denis Bredin, *L'Affaire*, Presses Pocket, Paris, 1985 (1ère édition chez Julliard, Paris, 1983).

**Zola, I et II** : *Le procès Zola*, Paris, Librairie du Siècle, 1898, deux volumes.

**1ère Cass., I et II** : *La Révision du procès Dreyfus, Enquête de la Cour de cassation* (I: Instruction de la Chambre criminelle; II: Instruction des Chambres réunies), Paris, Pierre-Victor Stock, 1899, trois volumes.

**Rennes, I à III** : *Le procès Dreyfus devant le Conseil de guerre de Rennes*, Paris, Pierre-Victor Stock, 1900, trois volumes.

**2ème Cass., I à III** : *La Révision du procès de Rennes, Enquête de la Chambre criminelle de la Cour de cassation*, Paris, Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, 1908, trois volumes.



## Première Partie

### L'origine de l'affaire (1894)



## I – LE BORDEREAU

*Sans nouvelles m'indiquant que vous désirez me voir, je vous adresse cependant, Monsieur, quelques renseignements intéressants :*

1° Une note sur le frein hydraulique du 120 et la manière dont s'est conduite cette pièce.

2° Une note sur les troupes de couverture (quelques modifications seront apportées par le nouveau plan).

3° Une note sur une modification aux formations à l'artillerie.

4° Une note relative à Madagascar.

5° Le projet de manuel de tir de l'artillerie de campagne (14 mars 1894).

*Ce dernier document est extrêmement difficile à se procurer et je ne puis l'avoir à ma disposition que très peu de jours. Le ministère de la Guerre en a envoyé un nombre fixe dans les corps et ces corps en sont responsables, chaque officier détenteur doit remettre le sien après les manœuvres. Si donc vous voulez y prendre ce qui vous intéresse et le tenir à ma disposition après, je le prendrai. A moins que vous ne vouliez que je le fasse copier in extenso et ne vous en adresse la copie.*

*Je vais partir en manœuvres.*

Ce message est écrit sur du papier pelure. Il ne porte ni date ni signature. Déchiré en quatre morceaux encore légèrement attachés entre eux, il a été dérobé dans la corbeille à papier de l'attaché militaire allemand, Maximilien von Schwartzkoppen, par Marie Bastian, agent de renseignement français<sup>(1)</sup>.

Femme de ménage à l'ambassade d'Allemagne de Paris depuis 1886, Mme Bastian a la consigne de brûler les papiers mis à la corbeille, mais elle en détourne régulièrement une partie au profit du service de renseignements de l'armée française. Sa livraison est désignée sous le nom de "voie ordinaire"<sup>(2)</sup>. En huit ans, elle a ainsi livré une quantité impres-

(1) L'origine du bordereau a été vigoureusement contestée par toute une école d'historiens appuyés sur la parole, pour le moins partielle, de Schwartzkoppen. Elle peut cependant être tenue pour certaine. Voir par exemple la mise au point de Marcel Thomas, *L'affaire sans Dreyfus*, p. 128 à 139.

(2) Au début, Mme Bastian remettait le cornet à un intermédiaire, l'agent Brücker qui l'avait recrutée. En 1893, cet agent a été brûlé et elle est en contact direct avec un officier du service de renseignements. Les rendez-vous ont lieu à l'église Sainte-Clothilde, environ tous les quinze jours; ils sont soit fixés par le service de renseignements, soit demandés par Mme Bastian, dont le pseudonyme au service est "Auguste".



sionnante de papiers. Certains sont déchirés en tout petits morceaux, d'autres jetés presque intacts ; certains sont sans valeur, d'autres extrêmement précieux. Les officiers chargés de dépouiller, trier, reconstituer ces déchets, ne s'étonnent plus de la légèreté de Schwartzkoppen qui met au panier n'importe quel papier avec désinvolture.

C'est le 26 septembre 1894 que Mme Bastian remet au commandant Henry le lot de papiers dans lequel se trouve le bordereau, qu'on a d'abord nommé "lettre-missive"<sup>(3)</sup>.

Le texte révèle qu'un militaire français (« *Je vais partir en manœuvres* »), probablement un officier, fournit des renseignements à l'Allemagne. Chacun des sujets évoqués, les trois premiers surtout, sont au cœur des travaux en cours à l'état-major. La question de Madagascar est en ce moment même une des grandes préoccupations des Affaires étrangères<sup>(4)</sup>. De plus la promesse de tenir l'attaché militaire allemand au courant des modifications apportées aux troupes de couverture (modifications effectivement à l'étude) laisse penser que le traître est bien placé pour avoir accès à de tels secrets. L'affaire se présente donc d'emblée sous un aspect particulièrement grave.

## II – LE CONTEXTE

### a – Espionnage et contre-espionnage

C'est seulement au lendemain de la défaite de 1870 que la France a pris conscience de la nécessité d'organiser un service de renseignements capable de rivaliser avec les services allemands.

Bismarck, lui, avait très tôt compris l'importance des divers agents d'influence. Son maître des services secrets (officiellement "chef du bureau de la presse"), Wilhelm Stieber, avait organisé un vaste réseau d'agitateurs et d'espions dans toute l'Europe. Après la victoire sur l'Autriche, Stieber s'était installé à Paris, en 1868. Bien que vraisemblablement grossie par la légende et la peur rétrospective (on a parlé sérieusement de 30.000 dossiers de traîtres français à Berlin...), l'importance quantitative et qualitative de ses informateurs eut un rôle certain dans le désastre de 1870. L'opposition politique à Napoléon III avait notamment fourni "une élite d'espions", y compris des militaires de haut grade<sup>(5)</sup>. En 1871, à la demande de Thiers, la préfecture de police avait recensé 165 espions allemands à Paris.

(3) C'est seulement en 1899, que le nom de bordereau sera adopté. Par commodité, nous utilisons d'ores et déjà cette dénomination.

(4) 2ème Cass. II, p. 156 : Hanotaux.

(5) Pascal Krop, *Les Secrets de l'espionnage français*, Lattès, Paris, 1993, pp. 9-13.

Le premier embryon d'un service de renseignements français est créé le 10 août 1871 ; il a alors pour seule mission la surveillance du territoire occupé par l'ennemi (soit les trois départements Meuse, Moselle et Vosges). Son chef, le capitaine Samuel est remplacé en 1873 par le commandant Campionnet. Celui-ci reste sept ans à la tête du service qui se développe lentement. En 1878, il apparaît officiellement, nanti d'un maigre budget de 186.000 francs annuels (les services secrets allemands ont, à la même époque, un budget de cinq millions de francs, plus ce qu'il leur vient du trésor de guerre<sup>(6)</sup>). Après Campionnet, se succèdent le colonel Guisot et le colonel Vincent, qui semblent sans compétence particulière pour ce type de travail. Le service reste assez peu efficace jusqu'à ce qu'il soit pris en main par le commandant Jean Sandherr, en 1886.

Sandherr (promu lieutenant-colonel en 1891) a été le second de Guisot au bureau de renseignement ; il le réorganise avec passion et en fait rapidement un instrument d'une grande efficacité. De 1887 à 1895, Sandherr est l'âme de ce service à demi occulte, qui figure dans les registres sous le nom de "Section de statistique". Le général Delétoile écrit :

« [...] il existait au ministère un bureau modestement appelé "section de statistique" qui était en réalité le point de convergence de tout le système d'espionnage et de contre-espionnage. Il avait été fort bien organisé et perfectionné par le lieutenant-colonel Sandherr. »<sup>(7)</sup>

Le colonel Rollin, qui a travaillé sous les ordres de Sandherr et reviendra à la Section de statistique après la mort d'Henry, parle de la « *somme de travail et de dévouement encore insoupçonnée* » de son chef qui galvanisait ses collaborateurs.

Officiellement rattachée au 2ème bureau de l'état-major général, la Section de statistique jouit en pratique d'une grande indépendance, tant budgétaire (384.000 francs par an durant toute la période de Sandherr, ce qui reste modeste) que décisionnelle. Le chef de service est placé sous la seule autorité du deuxième sous-chef d'état-major. Encore a-t-il le plus souvent directement à faire au chef d'état-major, ou au ministre lui-même, à qui il adresse un rapport nommé "bulletin de renseignements", au moins tous les trois jours.

Ce service spécial est en relation avec le ministère de l'Intérieur ; la Sûreté générale fournit ses renseignements, prête parfois ses policiers. Le "cabinet noir" du service des Postes intercepte et copie certains courriers. La Section de statistique a également des rapports fréquents avec le ministère des Affaires étrangères, qui possède son service du

(6) Pascal Krop, opus cité, p. 32.

(7) Mémoires inédites du général Delétoile, cité par Pascal Krop, opus cité, p. 36.



chiffre, capable de décoder des messages étrangers, et qui est concerné par les problèmes diplomatiques qu'induisent les questions d'espionnage.

La Section de statistique occupe au ministère de la Guerre des bureaux exigus et isolés, jouissant d'une entrée particulière, au 231, boulevard Saint-Germain. Même de l'intérieur du ministère, il faut s'adresser au concierge qui annonce les visiteurs par téléphone. Les personnes douteuses sont reçues dans une petite pièce attenante à la loge du concierge, les autres dans l'antichambre de Sandherr où une sonnerie électrique annonce leur entrée.

En 1894, le ministre de la Guerre est le général Mercier, en poste depuis décembre 1893, le chef d'état-major est le général de Boisdeffre, et le sous-chef dont dépend la Section de statistique est le général Gonse.

Cinq officiers travaillent alors sous les ordres de Sandherr. Le commandant Cordier, qui sera en 1895 remplacé par le capitaine Iunck, et le capitaine Matton, spécialement chargé des affaires italiennes, interviendront peu dans l'affaire Dreyfus. Le commandant Henry est chargé du contre-espionnage ; soldat sorti du rang lors de la guerre de 1870, il a été affecté à ce service dès 1877, recommandé par le général de Miribel, l'a quitté en 1880 et y revient en août 1893, prenant la succession du commandant Rollin. Bien que ne parlant aucune langue étrangère, Henry se montre très compétent pour ce type de travail, notamment en ce qui concerne la maîtrise des agents français, et il jouit de la confiance de Sandherr. A ce personnage si controversé, chacun reconnaît le courage physique, beaucoup de psychologie sous une apparence rude, voire rustre, et un grand dévouement à son service. Il s'est lié d'amitié avec le dernier entré, le capitaine Lauth ; alsacien, capable de lire et de traduire la langue germanique, il est spécialement chargé des documents allemands. Ajoutons enfin l'archiviste de la Section de statistique, Gribelin ; chargé de classer les dossiers, de recopier certaines pièces secrètes, de tenir les registres de comptabilité, il est au cœur du service, au courant de tout ce qui se passe.

La Section de statistique entretient en outre de multiples agents, des Alsaciens bénévoles, des militaires de petit grade ou policiers à la retraite, des gens de maison, des étrangers soudoyés. Nous avons vu comment Mme Bastian dérobe des papiers à l'ambassade d'Allemagne ; elle a été recrutée par un agent alsacien nommé Brucker qui a mis sur pied tout un réseau d'espions parmi la domesticité des ambassades. Jusqu'à ce qu'il soit brûlé, dénoncé par sa maîtresse, en 1893, Brucker fut un précieux agent. Un ancien policier, Guénée, est également très apprécié par Henry ; d'une part, il connaît bien les tripots et les cercles de jeu, d'autre part, il est entré en relation avec le second attaché militaire de l'ambassade d'Espagne, le marquis de Val Carlos qui lui fournit des renseignements saisis dans les coulisses des ambassades étrangères.

Le colonel Sandherr a aussi recruté des agents doubles servant à intoxiquer une puissance étrangère en lui faisant parvenir des renseignements savamment truqués. Ce travail très délicat exige la tenue d'archives complexes et la collaboration directe du général de Boisdeffre, ainsi que du général Deloye, directeur de l'Artillerie.

L'Allemagne est bien entendu la bête noire de nos services secrets, tant en raison de la récente défaite et des provinces perdues, qu'en raison de ses propres activités d'espionnage militaire sur le sol français. Le *Nachrichtenbüro* de Berlin possède tout un réseau d'espions, au premier rang desquels il faut mettre certains représentants officiels de l'Allemagne, qui se voient attribuer des fonds sous l'éloquente rubrique "service confidentiel"... Parmi le personnel diplomatique concerné par ce "service confidentiel", les attachés militaires de l'ambassade d'Allemagne (au nombre de deux, assistés de quelques officiers) sont les plus précieux auxiliaires.

Officiellement chargés de se tenir au courant de la situation militaire du pays où ils sont en poste<sup>(8)</sup>, les attachés militaires sont très proches de ces secrets si convoités et particulièrement bien placés pour nouer des relations inavouables.

Ainsi, en 1890, l'attaché militaire allemand von Huene avait été surpris en pleine nuit, sur un banc public de l'avenue de Friedland, en train de recevoir des documents dérobés par un nommé Boutonnet, employé à la section technique de l'artillerie. Boutonnet fut condamné à cinq ans de prison ; Huene, couvert par l'immunité diplomatique, renvoyé en Allemagne, le 30 janvier 1891. L'ambassadeur, le comte Georges von Münster-Ledenburg, affirma ne rien savoir des activités illicites de son attaché militaire et en être scandalisé. La plupart des historiens s'accordent à voir en von Münster un diplomate de la vieille école, aussi courtois que rigoureux, et réellement tenu à l'écart des activités clandestines de ses attachés militaires. S'il est bien difficile d'admettre que l'ambassadeur ignorait l'existence de telles activités<sup>(9)</sup>, il est vraisemblable qu'il n'en connaissait pas les détails ; la partie publiée de sa correspondance le laisse penser et, par ailleurs, on sait que les attachés militaires répondaient directement à Berlin de leur travail d'espionnage.

Von Huene fut remplacé par von Füncke. Mais, en 1892, l'attaché militaire de l'ambassade des États-Unis, le capitaine Borup, fut à son

(8) Dans le cadre de leur fonction officielle, en France, les attachés militaires sont reçus tous les mardis par le chef du 2<sup>ème</sup> bureau qui répondait à leurs questions, dans la limite du possible. A l'époque qui nous intéresse, le 2<sup>ème</sup> bureau est dirigé par le colonel Sancy dont le second est le lieutenant-colonel Davignon.

(9) On a retrouvé le projet de budget de l'ambassade pour 1893, mentionnant les sommes affectées au "service confidentiel" et annoté de la main de Münster (Henriette Dardenne, *Lumières sur l'affaire Dreyfus*, p. 20).



tour convaincu d'espionnage: un employé du ministère de la Marine, Greiner, lui livrait des documents... qu'il communiquait à son homologue allemand! Borup fut rappelé, Greiner condamné à vingt ans de travaux forcés. Quant à Füncke, il fut remplacé par le lieutenant-colonel von Schwartzkoppen, qui avait été second attaché militaire à Paris de 1882 à 1885.

Né en 1850, Maximilian von Schwartzkoppen a participé à la campagne de France en 1870. En 1891, il commande le 3<sup>ème</sup> régiment de la garde. Très à l'aise dans les salons, il entretient des relations cordiales avec de nombreux militaires français, avec ses collègues étrangers, avec son ambassadeur. Séduisant, il a de nombreuses aventures galantes, notamment une liaison suivie avec la femme d'un diplomate de l'ambassade des Pays-Bas, Mme de Weede. Sous ces dehors mondains, se cache un travailleur consciencieux ; militaire avant d'être diplomate, il obéit aux consignes du chef d'état-major de l'armée allemande (le général von Schlieffen, de 1891 à 1906), supervisées avec attention par Guillaume II. Il est là pour contrôler et développer l'espionnage militaire allemand en France, à une période particulièrement cruciale : concurrence entre les deux pays pour la modernisation du matériel de guerre, renouvellement des plans de mobilisation français. Il se consacre avec zèle et efficacité à cette mission. Il recrute des agents à qui il adresse des questionnaires précis (l'un au moins, connu sous le nom d'Alex, est un agent double à la solde de Sandherr). Il obtient la collaboration d'autres attachés militaires, le colonel Schneider de l'ambassade d'Autriche, peut-être l'Espagnol Mendigorria, mais surtout l'Italien Alessandro Panizzardi.

Les relations de Schwartzkoppen et Panizzardi nous sont bien connues grâce à l'incroyable quantité de lettres, à l'authenticité incontestable, rapportées par Mme Bastian. La Section de statistique est entrée en possession de centaines<sup>(10)</sup> de lettres, billets, brouillons échangés entre les deux hommes qui s'écrivent presque chaque jour. Cette correspondance, toujours en français, avec de multiples fautes (surtout chez l'Italien), est des plus variées: commentaires mondains et échange de renseignements secrets se mêlent à des allusions aux rapports intimes qui unissent les deux hommes. La lecture des babillages du "beau bourreur" et du "petit chien rouge" ne laisse aucun doute sur la nature homosexuelle de leur liaison. De nombreux billets sont signés Maximilienne (Schwartzkoppen) et Alexandrine (Panizzardi), mais, pour tout simplifier, les deux coquin(e)s s'amusent souvent à intervertir leur prénom... Entre ces divertissements, les deux complices se livrent à un actif travail d'espionnage, mettant en commun les résultats obtenus.

(10) Marcel Thomas, p. 76.

L'ambassade d'Allemagne est donc légitimement surveillée de très près par la Section de statistique. L'attaché militaire en second, ajoint de Schwartzkoppen, est le capitaine von Süsskind.

Dans les années qui précèdent l'affaire Dreyfus, de nombreux espions ont été démasqués. L'adjudant Chatelain en 1888, le lieutenant Bornet, le capitaine Guillot, l'artificier Thomas, l'archiviste Boutonnet en 1890, et Greiner en 1892 ont été convaincus de trahison.

## b – Des signes précurseurs

La collaboration avérée entre les services de renseignements allemand, italien, autrichien, américain est naturellement un grand objet de préoccupation. On conçoit l'importance que la Section de statistique accorde à la collaboration du marquis de Val Carlos.

Élevé en France, le second attaché militaire espagnol proclame hautement sa francophilie et c'est bénévolement qu'il renseigne l'agent Guénée depuis 1893 (il sera faiblement rémunéré à partir de décembre 1894, 49,50 francs !, puis 400 francs mensuels jusqu'en 1898). Il livre certains documents espagnols et rapporte ce qu'il sait des agissements des autres attachés militaires. Il est important de noter que le général Mercier fit plusieurs fois mentionner la recommandation de dissimuler les renseignements émanant de Val Carlos au ministre des Affaires étrangères<sup>(11)</sup>... Le quai d'Orsay aurait naturellement redouté des complications avec l'Espagne, qui passait pour plutôt amie de la France.

Mais Val Carlos signale un fort parti germanophile en Espagne et prétend que le premier attaché militaire, le marquis de Mendigorria, va jusqu'à travailler pour Schwartzkoppen. En cet homme qu'il déteste, il voit un nouveau Borup et s'applique à faire partager sa conviction à Guénée. Le 27 mars 1894, il signale notamment un voyage de Mendigorria en Suisse ; le prétexte d'aller étudier l'armée helvétique paraît cousu de fil blanc et dissimule, selon Val Carlos, un travail au bénéfice de l'Allemagne. D'après le rapport de l'entrevue, signé par Guénée le 28 mars, l'Espagnol ajoute l'avertissement suivant :

« [...] il résulte de ma dernière conversation avec le capitaine de Süsskind, que les attachés allemands ont dans les bureaux de l'État-Major de l'armée un officier qui les renseigne admirablement. Cherchez, Guénée, si je connaissais le nom, je vous le dirais ».

Dans un rapport daté du 6 avril 1894, figure une nouvelle allusion inquiétante. Val Carlos affirme que quelqu'un, du ministère français, a prévenu les Allemands des soupçons nourris contre Mendigorria : « Voilà encore une preuve que vous avez un, ou plusieurs loups, dans

(11) Marcel Thomas, p. 199.



*vosre bergerie... Cherchez, je ne saurais trop vous le répéter, car je suis certain du fait. »*

En 1971, un historien, Marcel Thomas, crut découvrir que ces rapports étaient des faux, réalisés à dessein par la Section de statistique<sup>(12)</sup>. Depuis, ses suiveurs ne parlent plus que des "faux rapports Guénée". Voyons rapidement son raisonnement.

Deux rapports rédigés d'après les dires de Val Carlos à Guénée figurent dans les bulletins de renseignements régulièrement remis au ministre de la Guerre. Tapés à la machine, anonymes selon l'usage (Mendigorría est bien sûr nommé, mais ni Val Carlos ni Guénée ne le sont), ils sont également adressés à la Présidence, à l'état-major, aux Affaires étrangères et au 2<sup>ème</sup> bureau. L'un, dans le bulletin n°35 du 30 mars 1894, est daté du 28 mars ; l'autre, dans le n°36 du 2 avril, est daté du 30 mars 1894, présenté comme la suite du précédent. Marcel Thomas compare les deux textes datés du 28 mars : le bulletin du 30, remis au ministre, et la note de Guénée du 28 mars, conservée à la Section de statistique.

Il se trouve que le texte figurant au bulletin n'est pas la réplique de la note : certains paragraphes sont rigoureusement les mêmes, mais le bulletin est beaucoup plus long. Il contient de grandes digressions sur la vie privée de Mendigorría et sur du personnel de l'ambassade, absentes de la note autographe. En revanche, le paragraphe crucial de la note sur l'officier qui « *renseigne admirablement* » les Allemands ne figure pas au bulletin de renseignement.

Conclusion de M. Thomas : des deux documents datés du 28 mars, seul est authentique celui communiqué au ministre. L'autre est un faux, ultérieurement rédigé par Guénée, avec une adjonction factice sur l'éventualité d'un traître à l'état-major.

Cela n'est nullement convaincant. En effet, personne n'a jamais prétendu que les bulletins de renseignements présentaient une copie conforme des rapports des agents ! On sait, au contraire, que seuls les documents étrangers interceptés étaient retranscrits *in extenso*. Pour ce qui est des informations apportées par nos agents, les notes au ministre étaient des présentations rédigées par un officier du service, très souvent des résumés. Ici, c'est l'inverse ; les très longs rapports des 28 et 30 mars (à vrai dire bien fastidieux...) semblent être une récapitulation de tout ce que Val Carlos a dit sur Mendigorría. A l'occasion de ce voyage suspect en Suisse, on rassemble tout ce qu'on sait sur l'attaché militaire espagnol, sur sa vie privée, sur l'éventualité de ses relations avec Schwartzkoppen et Süßkind. Le rédacteur de cette somme a vraisemblablement puisé dans plusieurs notes de Guénée (on reconnaît assez bien son style),

(12) Marcel Thomas, pp. 201-203.

dont celle du 28 mars, d'où la mention « *communiqué le 31 mars* » qui figure sur la note originale.

En revanche, l'allusion à un officier traître a disparu. Faut-il s'en étonner ? D'une part, la communication au ministre est axée sur les agissements de Mendigorría et Schwartzkoppen. D'autre part, la "révélation" de Val Carlos n'est pas de celle qu'on s'empresse de mettre sous les yeux d'un ministre. Surtout pas dans un rapport dont quatre autres exemplaires sont diffusés à l'extérieur de l'armée ! La conviction exprimée par l'Espagnol éveille assurément l'attention de la Section de statistique, mais, ni précise ni étayée, elle ne mérite pas d'alarmer la hiérarchie.

Quant au rapport autographe daté du 6 avril, il porte la mention "communiqué 8 avril". Le bulletin correspondant n'a pas été retrouvé<sup>(13)</sup>, mais cela n'empêche : il est qualifié de faux dans la foulée du raisonnement précédent ! Un auteur plein de zèle, André Ehrhardt, va même jusqu'à proposer une reconstitution de l'original auquel ce supposé faux aurait été substitué<sup>(14)</sup> !

Ajoutons que tous ces documents seront aux mains des enquêteurs, lors des débats en vue d'une seconde révision, en 1904, et nul ne prétendra que les bulletins de renseignements devaient être les "doubles" des rapports de l'agent. Pourtant les deux notes autographes de Guénée, produites dès 1898, gêneront beaucoup les dreyfusards. Ils essaieront bien de les dénoncer comme des faux, mais en s'acharnant à dénigrer Val Carlos : à la solde des services secrets (ce qui était inexact en 1894), celui-ci aurait menti à leur demande. Cette question occupera une place importante dans les débats de 1904, ce sera même un des treize faits nouveaux invoqués par l'avocat Mornard. N'aurait-il pas été plus simple, si cela avait été défendable, de dire que la falsification venait de la Section de statistique ? D'autant plus que Val Carlos, complètement affolé par le scandale autour de son nom, niera farouchement les propos que Guénée lui attribuait<sup>(15)</sup>. Val Carlos qui, à la même époque, prendra Labori, célèbre avocat dreyfusard, pour le défendre dans un procès de presse...

Nous ne voyons donc aucune raison valable de douter de l'authenticité des rapports Guénée. Et on peut retenir qu'au printemps 1894, à

(13) C'est du moins ce que nous déduisons du fait que nul n'en souffle mot. Marcel Thomas, qui a eu accès aux archives, n'aurait pas manqué de signaler son existence.

(14) André Ehrhardt, *Henry et Val Carlos*, pp. 32-33. Cet ouvrage étonnant est tout entier consacré à la question des "faux rapports Guénée". A partir de la découverte de Marcel Thomas, cet auteur imagine la manière dont les prétendus faux ont été réalisés, se glissant sans vergogne (et sans la moindre source...) dans la pensée du commandant Henry. Le seul mérite du livre est de publier le texte complet des rapports signés de Guénée et des bulletins de renseignements.

(15) 2<sup>ème</sup> Cass. I, p. 217 et II, p. 373 : Val Carlos (dépositions de 1904. Lors du procès de Rennes, Val Carlos n'est pas entendu).



tort ou à raison, Val Carlos a signalé à la Section de statistique qu'il y a vraisemblablement un traître au ministère de la Guerre.

De toute façon, l'idée qu'il existe un traître à l'état-major même n'est pas née avec les rapports Guénée. Depuis le début de l'année, une telle supposition rôde à la Section de statistique.

Voici une pièce saisie par la voie ordinaire, à une date non précisée (aussi négligent que cela puisse paraître, les pièces saisies par le bureau de renseignement n'étaient pas toujours datées à leur arrivée). Sa découverte est, suivant les auteurs, située entre janvier et juillet 1894 :

*« Doute... Preuve... Brevet... Situation dangereuse pour moi avec un officier français. Ne pas conduire moi-même les tractations... apporter ce qu'il a. Absolue ge... Bureau de Renseignement... Aucune relation... la troupe. Seule valeur... Venant du ministère. Déjà quelque part ailleurs. »*

Ce texte, connu sous le nom de "mémento de Schwartzkoppen", est constitué de fragments déchirés, écrits au crayon noir par l'attaché militaire, en allemand. Le « ge » est le début d'un mot trop lacunaire pour être traduit, et « venant du ministère » est la traduction évidente de « aus Minist ».

Mme Bastian a souvent porté des brouillons de ce genre, où Schwartzkoppen résume ses préoccupations, soit en préparation d'une lettre, soit à son propre usage. Ici, sans ambiguïté possible, il est surpris en train de nouer des relations avec un officier français. Sans qu'aucun témoignage à cet égard ait été recueilli, on peut être certain que la révélation fit l'effet d'une bombe au sein de la Section de statistique.

Peut-on déduire autre chose de ce texte lacunaire ? Il est facile de supposer que l'officier traître n'a pas de relations avec la troupe, mais que la valeur des renseignements qu'il peut apporter tient à ce qu'ils proviennent du ministère. Le « déjà quelque part ailleurs » peut s'interpréter soit par "cet officier nous a déjà renseignés", soit par "les renseignements qu'il propose nous sont apportés par une autre voie". Rien de certain à cela, assurément, mais l'expression « aus Minist » est propre à faire sursauter tous les services secrets du monde.

Il y a donc un officier français, en contact avec le ministère, qui renseigne l'Allemagne. Pareille découverte recoupe de façon frappante les propos alarmants de Val Carlos, dont elle est, à quelques mois près, contemporaine.

Et pourtant, lors de son arrivée, le mémento n'a pas été jugé assez éloquent pour figurer dans un bulletin de renseignements<sup>(16)</sup>. C'est encore un indice de la réticence à alerter le ministre sur l'éventualité

(16) C'est André Erhardt qui affirme qu'il n'y figure pas (opus cité, p.50). Il faut cependant nuancer cette affirmation par le fait que tous les bulletins n'ont pas été retrouvés.

d'une trahison d'officier que nous alléguions tout à l'heure. Trop vague pour déclencher des recherches, il a été classé parmi les pièces « qui étaient pour ainsi dire en réserve », attendant qu'un fait nouveau vienne les éclairer<sup>(17)</sup>. C'est le fonctionnement routinier (presque trop routinier...) du service de contre-espionnage.

Mais, lorsque, seulement quelques mois plus tard, le bordereau apporte la preuve qu'une trahison a effectivement lieu, portant sur des sujets d'envergure, il est tout naturel de ressortir cette pièce, établissant, de la main de Schwartzkoppen, qu'un officier livre des renseignements, apparemment issus du ministère. L'idée que le mémento de Schwartzkoppen met en cause le même traître que le bordereau est d'ailleurs tellement naturelle que les tenants de la culpabilité d'Esterhazy l'appliquent à leur traître. Ils sont alors obligés d'expliquer les formules « aucune relation... la troupe » et « venant du ministère » par un mensonge d'Esterhazy à Schwartzkoppen<sup>(18)</sup>. Interprétation arbitraire, bien difficile à admettre, en particulier pour le premier terme : quel intérêt le major de régiment Esterhazy aurait-il eu à faire croire à l'Allemand qu'il n'avait pas de relations avec la troupe ?

Le 16 février 1894, la Section de statistique communique au ministre une lettre adressée par Panizzardi à Schwartzkoppen, en français, connue sous le nom de "lettre Davignon". Ici les lacunes dues aux déchirures sont aisées à reconstituer ; en voici l'essentiel, pour ce qui nous concerne :

*« Mon cher Bourreur,*

*Je vous envoie ce que vous savez. Dès que vous êtes parti, j'ai étudié la question [des] appelle[s] [sic] [...] [Pour] un appel partiel, [c'est-à]-dire limité seulement [dans quel]ques régions, les manifestes [sont-ils] publiés seulement dans les régions intéressées, ou dans tout l'État ?*

*J'ai écrit encore au colonel Davignon et c'est pour ce que je vous prie, si vous avez l'occasion [de vous] occuper de cette [ques]tion avec votre ami de le faire particulièrement, en façon que Davignon ne vient pas à le savoir – du reste il ne répondrai pas – car il faut jama[is] faire savoir qu'un at[taché] s'occupe de l'autre.*

*Adieu mon bons. [L]e petit chien, Ton A. »*

La lettre montre l'intérêt porté à la question des appels de mobilisation en cas de conflit.

On ignore si l'expression « votre ami » fut jugée alarmante au reçu de cette lettre. Un auteur a récemment prétendu que le commandant Henry l'avait immédiatement interprétée comme un indice de trahison

(17) Rennes II, p. 513 : Cordier.

(18) Marcel Thomas, p. 102. C'est pourquoi cet historien est obligé de supposer que le document date du mois de juillet 1894, date la plus reculée jamais proposée.



au 2ème bureau (dont Davignon était le sous-chef), mais il n'en apporte aucune preuve<sup>(19)</sup>. On ne connaît pas de trace d'enquête sur cet "ami", au printemps 94. Apparemment, c'est seulement lors de l'enquête sur le bordereau, qu'on émettra la supposition que cet "ami" et le traître peuvent être une seule et même personne.

La plupart des auteurs estiment qu'il s'agit là d'une erreur d'interprétation flagrante : contrairement à la pièce précédente, ils ne voient pas l'ombre d'un traître dans ce texte. Selon eux, l'ami dont il est question serait « plus que probablement »<sup>(20)</sup> le colonel Sancy, chef du 2ème bureau (dont Davignon est le sous-chef), avec qui Schwartzkoppen entretient les meilleurs relations, dans le cadre de ses fonctions officielles. Et de souligner que la question des appels n'a rien de confidentiel, Panizzardi ayant adressé très ouvertement sa demande à Davignon.

Cela n'a pourtant rien d'évident...

Puisque Panizzardi nomme Davignon, pourquoi ne nommerait-il pas aussi simplement Sancy ? Mais surtout, si Schwartzkoppen posait la même question à Sancy que Panizzardi à Davignon, de façon tout aussi officielle donc, comment penser que Davignon puisse l'ignorer ? Imagine-t-on l'Allemand en train de recommander au Français : "Et surtout, pas un mot à votre sous-chef"<sup>(21)</sup> ? Enfin, si la question est aussi banale qu'on le prétend, en quoi pourrait-elle trahir la collaboration des deux attachés militaires (ce serait plutôt, nous semble-t-il, un gage d'indépendance) ?

Il paraît plus vraisemblable que Panizzardi ait réuni, par Davignon, les éléments de réponse licites et qu'il laisse à son compère le soin de « s'occuper de cette question » dans ce qu'elle a de secret, avec un « ami » prié d'être spécialement discret. L'ami, par hypothèse un agent de Schwartzkoppen, serait donc assez proche de Davignon, qui, cependant, s'il était questionné directement et licitement, « ne lui répondrai pas » (remarquons que cette phrase est inexplicable si l'ami est le colonel Sancy...). La dernière phrase n'est alors compréhensible que s'il s'agit d'une recommandation concernant l'espion, qui doit ignorer la collaboration des deux attachés militaires.

Il reste que, sauf preuve du contraire, la lettre Davignon ne sera considérée comme un indice de trahison qu'après la réception du bordereau. A juste titre, croyons-nous.

La plus célèbre des pièces rattachées à l'affaire Dreyfus est *Ce canaille de D.*, lettre de Schwartzkoppen à Panizzardi, toujours en français. Elle est signée Alexandrine, mais c'est un cas où Schwartzkoppen a

(19) André Erhardt, opus cité, p. 15.

(20) Marcel Thomas, p. 197.

(21) C'est pourtant ce que soutient André Ehrhardt, opus cité, p. 15.

emprunté la signature de son ami. On remarquera au passage combien l'Allemand maîtrise mieux la langue française que son complice italien.

« Je regrette de ne pas vous avoir vu avant mon départ. Du reste, je serais [sic] de retour dans huit jours. Ci joint 12 plans directeurs de Nice que ce canaille de D... m'a donné pour vous. Je lui ai dit que vous n'avez [sic] pas l'intention de reprendre les relations. Il prétend qu'il y a eu un malentendu et qu'il ferait tout son possible pour vous satisfaire. Il dit qu'il s'était entêté et que vous ne lui en voulez [sic] pas. Je lui ai répondu qu'il était fou et que je ne croyais pas que vous voudriez [sic] reprendre les relations. Faites ce que vous voulez [sic]. Au revoir. Je suis très pressé. Alexandrine. »

Le texte se rapporte au trafic des plans directeurs, dont l'existence est connue de la Section de statistique depuis 1892. Par divers messages interceptés, elle a appris que Schwartzkoppen réussit à se procurer les relevés topographiques de nos fortifications frontalières, des cartes détaillées où figure notamment l'emplacement des batteries, donc capitales pour l'ennemi en cas de guerre. L'attaché militaire a notamment reçu de Berlin un crédit spécial de 5 à 6 000 francs pour monnayer les plans. Ce renseignement semble difficilement compatible avec un brouillon saisi en janvier 94, révélant que Schwartzkoppen paye 10 francs la feuille pour les forts des Alpes.

La possibilité que l'attaché militaire allemand ait eu plusieurs fournisseurs a été négligée. Pourtant, cette hypothèse permet d'expliquer à la fois les variations de prix et les interruptions du trafic. Or, cela est très nettement révélé par une phrase d'une lettre bien connue de Schwartzkoppen ; fin 93, s'adressant au second attaché militaire de son ambassade, il mentionne que « l'homme des fortifications de la Meuse m'a laissé complètement en plan »<sup>(22)</sup>. Il existe par ailleurs un message de Berlin à Schwartzkoppen conseillant, en 1892, de « renouer avec l'ancien fournisseur »<sup>(23)</sup>. Il nous semble donc pouvoir conclure que Schwartzkoppen recevait une enveloppe globale pour l'obtention des précieux plans directeurs, libre à lui de payer ses informateurs à sa guise, certainement en fonction de leur importance.

Plusieurs enquêtes ont été menées par la Section de statistique, en vain. C'est le 16 avril 1894 que *Ce canaille de D.* est découvert. L'émotion est d'autant plus vive que le général Mercier est précisément en train de réviser le système de défense de Nice et que les plans de cette place circulent au ministère. Après s'être assuré qu'aucun plan ne manque à la collection du Service géographique des Armées, qui édite et stocke les relevés, ni à Nice même, la Section de statistique en déduit

(22) Rennes I, p. 84 : Mercier.

(23) Cité par A. Erhardt, opus cité, p. 38.



que les fuites ne peuvent provenir que du ministère. Effectivement, deux garçons de bureau, dont la conduite paraît louche et qui se nomment Dacher et Dubois, sont soupçonnés au début de l'été. Mais les enquêtes n'aboutissent qu'à innocenter les suspects.

En septembre 1894, on en est donc au point mort et la seule alternative est d'abandonner provisoirement les recherches ou d'enquêter par les officiers du ministère. D'après une note, il est vrai tardive (rédigée le 30 avril 1898 par le colonel Henry), cette dernière piste aurait été suggérée par « une personne généralement bien renseignée » (sans doute Val Carlos). Elle n'a en tout cas pas été suivie par Sandherr. Mais l'arrivée du bordereau réactualise la question.

### c – Le contexte militaire

La rénovation de notre artillerie est une préoccupation majeure de l'état-major.

De 1815 à 1870, les canons français avaient connu peu de progrès, les seules innovations ayant été le canon rayé à partir de 1854 et le remplacement du boulet par l'obus. A la lueur de la défaite, ce matériel paraît désuet face au canon allemand, bien que Jean Doise, historien militaire à qui nous empruntons l'essentiel de ce paragraphe<sup>(24)</sup>, estime que ce canon était en réalité médiocre et que la victoire allemande avait surtout tenu à la supériorité numérique (deux fois plus de pièces).

De 1877 à 1881 un nouveau système d'artillerie a été mis en place, conçu par la colonel de Bange, avec toute une gamme d'excellents canons modernes. Le principal problème à résoudre reste toujours celui du recul, lié à la cadence de tir selon le temps perdu à remettre le canon en place et à refaire les réglages en hausse et azimut. Divers systèmes de freinage sont donc à l'étude. Sont notamment en concurrence le frein à petite course, perfectionné par le capitaine Baquet, et le frein à longue course, imaginé par l'ingénieur allemand Haussner, sans succès dans son pays, mais dont les plans avaient été obtenus par le service de renseignements en 1892 et qui sera perfectionné par le lieutenant colonel Deport, père de notre fameux canon de 75.

En 1886, le capitaine Baquet a imaginé d'adapter au lourd canon de 120 le système de freinage jusque là réservé à des pièces plus légères. Le canon étant muni d'un affût en deux parties, « la partie supérieure, ou petit affût, porte le tube et un frein à petite course (une quarantaine de centimètres) ; elle repose sur un pivot et tourne par un mécanisme à vis sur le grand affût. Au tir, le frein à petite course est incapable

(24) Jean Doise, *Un secret bien gardé – Histoire militaire de l'affaire Dreyfus*, Éditions du seuil, 1994.

d'encaisser tout le choc, la pièce frémit et se dépointe. On corrige alors rapidement le pointage par un mouvement du petit affût». Il a fallu cinq ans à la fonderie de Bourges pour mettre la pièce au point. Le canon, dit "canon de 120 court, modèle 1890", est adopté en octobre 1891. « Les mises en service dans huit régiments d'artillerie s'échelonnent jusqu'au printemps de 1894. Mais le règlement de manœuvre définitif n'est approuvé que le 25 mai 1895. »<sup>(25)</sup> On sait, par exemple que deux batteries de 120 court ont été essayées au camp de Châlons, en août 1894, et que Schwartzkoppen avait criblé ses espions de questions sur ces pièces « en raison de leur nouveauté, les plus intéressantes du point de vue techniques »<sup>(26)</sup>.

On voit donc que lorsque le bordereau annonce une note sur le frein du 120, on se trouve au cœur de l'actualité...

Cela d'autant plus que, depuis 1892, sont menées en grand secret les travaux qui aboutiront au canon de 75. Le programme d'étude prévoyait plusieurs hypothèses quant au système de freinage. Un prototype dit "75 A" était étudié à la fonderie de Bourges, avec un frein à petite course, précisément sur le modèle du 120 court, tandis qu'à Puteau Deport était chargé d'étudier un "75 C" avec frein à longue course, principe qui, pensait-on "ne marcherait jamais". Finalement, notamment grâce à la volonté du général Deloye, directeur de l'artillerie de 1893 à 1900, c'est ce dernier qui va l'emporter. Mais en 1894, la décision n'est pas arrêtée. Au printemps 1894, Baquet est même en train de concevoir un "75 Abis", toujours sur le modèle du 120, qui devra subir des essais comparatifs avec le "75 C" de Deport.

Dans un tel contexte, on imagine donc aisément l'effet que fit le bordereau sur les artilleurs.

## III – L'ENQUÊTE

### a – Dreyfus soupçonné

Le 27 septembre, le commandant Henry arrive au ministère avec le bordereau qu'il a découvert dans le cornet remis la veille par Mme Bastian. Il le montre à ses collaborateurs Gribelin et Lauth, puis à son chef, le colonel Sandherr, dans l'ordre de leur arrivée.

Immédiatement, la découverte paraît alarmante; il y a bien un traître, comme on le soupçonnait depuis quelque temps, et le document saisi tend à prouver que la trahison est plus grave encore qu'on ne le craignait.

(25) Ibid. p. 17.

(26) Marcel Thomas, p. 108.



Aux yeux de tous, la diversité et l'importance des sujets évoqués indiquent que les fuites proviennent de l'état-major même. C'est le capitaine Matton, dernier arrivé au bureau ce matin-là, qui fera observer que trois notes sur cinq concernent l'artillerie, ce qui l'amène à avancer l'hypothèse que l'informateur de Schwartzkoppen est artilleur. Enfin, la mention sur les quelques modifications en cours d'étude ajoute au sentiment d'urgence qu'éprouvent les officiers du service de renseignements : le traître semble avoir accès aux travaux secrets de l'état-major et pouvoir les livrer à tout moment.

Le général de Boisdeffre étant absent, c'est au sous-chef d'état-major Renouard, qui assure l'intérim, que Sandherr rend compte du document saisi. Cette fois, il faut avertir le ministre ; c'est fait le soir même.

La base de recherche est bien entendu l'écriture, seul indice matériel dont on dispose. A la Section de statistique, on fouille dans les archives, espérant retrouver un manuscrit semblable. En vain. Le général Renouard convoque les chefs des différents bureaux de l'état-major, leur soumet le bordereau. Avec un évident soulagement, tous répondent que cette écriture n'évoque celle d'aucun officier de leur service. Le général Deloye, chef de la direction de l'artillerie, est également consulté ; lui aussi est effrayé, mais n'apporte aucun élément nouveau.

On recherche également dans les archives si des documents antérieurs peuvent se rattacher à cette affaire. On pense notamment au trafic des plans de nos places fortes, sur lequel on avait enquêté en vain au printemps<sup>(27)</sup>.

Des photographies sont faites du bordereau et distribuées dans les différents bureaux, le 4 octobre, de façon à pouvoir effectuer une recherche systématique par comparaison d'écriture.

Le 6 octobre, le colonel Fabre, chef du 4<sup>ème</sup> bureau, montre la reproduction du bordereau à son nouveau sous-chef, le lieutenant-colonel d'Aboville<sup>(28)</sup>. Ce dernier a été marqué par un voyage qu'il a fait à la fonderie de Bourges, au début de l'année, pour une mission concernant le canon de 120 court, alors en fin de construction. Il se souvient avoir posé une question sur le frein à laquelle l'officier chargé de l'accompagner avait refusé de répondre, disant : « *le frein du canon de 120 est absolument secret* ». Il pense donc à son tour que le traître est un artilleur, spécialiste des questions techniques. Il observe ensuite que les cinq sujets relèvent de trois bureaux différents sur les quatre qui composent l'état-major général. Il émet alors l'idée que l'auteur du bordereau puisse être un stagiaire, tout stagiaire d'état-major travaillant six mois dans chacun des bureaux tour à tour.

(27) Voir pp. 29 et 53.

(28) Pour les deux paragraphes suivants, voir les dépositions de Fabre et d'Aboville, Instruction d'Ormescheville et Rennes I, pp. 568 à 580.

Les quatre bureaux de l'état-major général sont les suivants : le premier bureau est chargé du personnel et du matériel, le deuxième bureau des armées étrangères (ce pourquoi la Section de statistique lui est théoriquement rattachée), le troisième bureau s'occupe des opérations et le quatrième des transports. Le canon de 120 et le manuel de tir relèvent donc du premier bureau, Madagascar du troisième, les troupes de couverture à la fois du troisième et du quatrième bureaux, voire du premier.

Arrivés à ce point du raisonnement, Fabre et d'Aboville passent en revue les stagiaires récents. Un seul a laissé une mauvaise impression, le capitaine Dreyfus. Stagiaire au 4<sup>ème</sup> bureau de juillet à décembre 1893, il a été sous les ordres du commandant Bertin-Mouro, commissaire militaire du réseau de l'Est, qui n'avait pas apprécié son « *extrême nonchalance pour traiter [...] le service courant* », opposée au « *vif intérêt* » porté aux questions touchant le réseau de l'Est. D'après le rapport de Bertin et sa propre impression sur Dreyfus, qui lui avait paru sans « *franchise d'allure, [...] prétentieux, furetant dans tous les coins* », le colonel Fabre avait donc mal noté Dreyfus à la fin de son stage, souhaitant éviter qu'il entre dans le cadre fixe de l'état-major.

Il ne faut pas en déduire que les premiers soupçons tombèrent ainsi arbitrairement sur Dreyfus. La déposition de Fabre est très nette : « *De là cependant à soupçonner le capitaine Dreyfus d'être un traître, il y avait loin. Aussi ne fût-ce que par curiosité que nous eûmes l'idée de comparer son écriture à celle du bordereau* ». Fabre et d'Aboville vont donc consulter la feuille d'inspection de Dreyfus, dont l'en-tête est de sa main. Les deux officiers ont toujours souligné leur stupeur en découvrant l'analogie apparente des deux écritures. Ils vont alors voir d'autres pièces écrites par Dreyfus ; elles confirment leur impression.

Comme il est naturel, le colonel Fabre va rendre compte au général Gonse de son soupçon. Boisdeffre est immédiatement prévenu, ainsi que la Section de statistique.

La première question qui se pose est, bien sûr, de savoir si Fabre et d'Aboville ont vu clair, si l'analogie d'écriture entre Dreyfus et le bordereau est digne de retenir l'attention. Le général de Boisdeffre sait que le commandant du Paty de Clam, alors affecté au 3<sup>ème</sup> bureau, est amateur de graphologie, d'où l'idée de soumettre à cet officier les pièces de comparaison. Dès le 6 au soir, et le lendemain dimanche, du Paty étudie les pièces, sans avoir connaissance du nom du suspect. Il conclut que les similitudes sont suffisantes pour justifier une véritable expertise, faite par un professionnel.

Le 8, le général de Boisdeffre prend connaissance des conclusions de du Paty et le charge de constituer un dossier, c'est-à-dire des pièces de comparaison, destiné à des experts officiels.



Le 9, le général Mercier, ministre de la Guerre, donne l'ordre de passer à l'enquête officielle. « *On peut, certes, le blâmer de cette première décision* », note un historien<sup>(29)</sup>, ajoutant qu'elle « *n'entache en tout cas en rien son honorabilité* »... La remarque paraît saugrenue ! En présence d'une analogie d'écriture constatée entre un document de haute trahison et des manuscrits d'un officier travaillant à l'état-major, d'où paraissent venir les fuites, comment peut-on sérieusement soutenir que le ministre pouvait « *enterrer l'affaire* » ? Certes, le général Saussier, gouverneur militaire de Paris, seconde personnalité militaire du pays (mais première en temps de guerre, car devenant automatiquement généralissime des armées), consulté par Mercier entre le 6 et le 9, avait été hostile aux poursuites, pour ne pas salir le prestige de l'armée<sup>(30)</sup>. Mais n'est-ce pas plutôt cette réaction qui doit paraître blâmable, ou pour le moins irresponsable ?

Le 10, Mercier met au courant le président de la République, Jean Casimir-Périer, puis le président du conseil, Charles Dupuy. Le 11, un conseil restreint se tient au ministère de l'Intérieur, réunissant Dupuy, Mercier, le ministre des Affaires étrangères, Gabriel Hanotaux, et le Garde des Sceaux, Jules Guérin. Malgré des objections d'ordre diplomatique formulées par Hanotaux, décision est prise d'entamer des poursuites contre l'officier soupçonné (Dreyfus n'est pas nommé).

L'après-midi du 11, sur ordre de Mercier, le général Gonse reçoit Gobert, expert de la banque de France et près la cour d'appel, et lui remet le bordereau et des pièces de comparaison, anonymes bien sûr. Il ne s'agit pas d'une expertise officielle, aucune enquête n'étant encore ouverte et Gobert n'ayant pas à prêter serment, mais d'une opinion exprimée par un professionnel.

La première impression de Gobert est que « *l'apparence de similitude d'écriture était frappante* » et que « *ce ne sera pas long* »<sup>(31)</sup>. Il emporte les documents chez lui et, lorsque Gonse vient aux nouvelles, le lendemain, Gobert lui demande le nom de la personne soupçonnée et le général refuse avec indignation de répondre à une question aussi déplacée de la part d'un expert. Mais Gobert a la curiosité tenace. Voici sa propre déposition devant le commandant d'Ormescheville :

« *Je ne connaissais pas le nom du capitaine Dreyfus ; parmi les documents qui m'ont été fournis il s'en trouvait qui m'ont permis, à titre de curiosité personnelle, de pressentir ce nom* ».

Ce "pressentiment" frappe à juste titre de suspicion les conclusions de Gobert. Mais quels sont les documents auxquels il fait allusion ?

(29) Marcel Thomas, p. 163.

(30) Marcel Thomas, p. 167. Saussier a donné une autre raison, plus sérieuse, à ses réticences ; voir p. 70.

(31) Gobert, Rennes II, p. 15.

Plus tard, Gobert prétendra s'être basé sur les dates de naissance et de promotion figurant sur une des pièces et avoir trouvé le nom correspondant en consultant un annuaire militaire. Mais, à Rennes, le général Mercier fera observer que la date de naissance ne figure pas dans cet annuaire... En revanche, une des pièces de comparaison a forcément frappé Gobert ; la seule qui peut justifier son étrange curiosité, c'est un travail manuscrit de Dreyfus sur les ressources de la Banque de France en cas de guerre, pour lequel Dreyfus avait dû entrer en contact avec cet établissement, qui par ailleurs employait Gobert...

Le 13 octobre 1894, Gobert remet son compte-rendu, sous forme d'une lettre qui n'innocente nullement Dreyfus, contrairement à ce qu'on lit parfois<sup>(32)</sup>. Notant des similitudes, mais aussi des dissemblances, il dit de façon fort vague que le bordereau « *pourrait être d'une autre personne que celle soupçonnée* ».

Avant de connaître cette conclusion dubitative, le général Mercier s'est adressé à un second expert, indiqué par le préfet de police, Alphonse Bertillon. Au terme d'une journée de travail, celui-ci a conclu que « *si l'on écarte l'hypothèse d'un document forgé avec le plus grand soin, il appert manifestement pour nous que c'est la même personne qui a écrit les pièces communiquées et le document incriminé* ».

« *Je connaissais Bertillon pour un esprit réfléchi et consciencieux, d'une ingéniosité confinant par certains côtés au génie* », témoignera le préfet Lépine<sup>(33)</sup>. Le bruit perdure aujourd'hui encore que ce Bertillon n'est que le neveu de l'illustre inventeur de l'anthropométrie et de la dactyloscopie ; or, c'est bel et bien de lui qu'il s'agit, salué « *comme le plus compétent des graphologues* »<sup>(34)</sup>, notamment en raison de son succès lors de l'identification de l'anarchiste Pauwels par des comparaisons d'écriture. Cela, bien sûr, ne le met pas à l'abri d'une erreur, mais explique le crédit accordé à son avis.

## b – Dreyfus accusé

Le 14 octobre, du Paty de Clam est désigné comme officier de police judiciaire et reçoit l'ordre d'arrêter Dreyfus, le lendemain, assisté de Cochefert, chef de la Sûreté.

Le 15 au matin, donc, Dreyfus est convoqué au ministère et soumis à l'épreuve dite de la dictée. Du Paty, qui s'est bandé la main pour affecter de ne pouvoir écrire, dicte au capitaine un texte où se retrouvent les principales expressions du bordereau. Les trois premières lignes

(32) Par exemple, Jean-Denis Bredin, p. 113, et la revue *L'Histoire* (numéro spécial de janvier 1994), p. 15.

(33) 1ère Cass. II, p. 10 : Lépine.

(34) N°243 des Archives d'anthropologie criminelle, voir pp. 127 et 128.



sont calmes et régulières. Lorsqu'apparaît le mot "manœuvres", l'écriture accuse une soudaine irrégularité. A partir de ce point, elle est plus large et les lignes jusque là parfaitement droites, deviennent légèrement ondulées. A Rennes, M. Cochefert dira que Dreyfus lui avait paru éprouver une très grande émotion à ce moment<sup>(35)</sup>.

D'une manière généralement dénoncée comme théâtrale, du Paty interrompt l'expérience : « *Vous tremblez, capitaine !* ». Dreyfus répond qu'il a froid aux doigts. Du Paty procède alors à l'arrestation de Dreyfus. Le capitaine se livre à des protestations qui apparaissent également fort théâtrales aux témoins de la scène<sup>(36)</sup>. Dans son rapport au ministre, du Paty mentionnera notamment « *ses gestes contrôlés du coin de l'œil dans une glace* ». L'époque avait, ne l'oublions pas, le goût de la théâtralité...

Beaucoup d'encre a coulé sur cet épisode. Certains dreyfusards, à la suite de Joseph Reinach, ont nié que l'écriture de Dreyfus se soit modifiée au cours de la dictée. C'est inexact ; qu'on y voit ou non un tremblement, il est visible que le graphisme devient irrégulier à partir des "manœuvres". Il est amusant de constater que dans les ouvrages de librairies les reproductions de la dictée sont souvent en format réduit, ce qui amenuise les différences<sup>(37)</sup>... D'ailleurs, Dreyfus n'a nullement nié cette irrégularité ; il a répondu à du Paty, et a toujours soutenu par la suite, que l'altération de son écriture était due au froid. Les témoins protestèrent que la pièce était parfaitement chauffée. Et pourquoi l'effet du froid se serait-il fait sentir après quelques lignes, alors que d'ordinaire les doigts gourds s'assouplissent petit à petit ? D'autres dreyfusards justifient l'émotion du capitaine par l'étrangeté de la mise en scène de du Paty. Admettons, répliquent leurs adversaires, mais pourquoi le trouble n'apparaît-il qu'après trois lignes ?

Bref, l'épreuve de la dictée parut décisive à du Paty, mais sera dite dérisoire par les défenseurs de Dreyfus, passés et présents.

Du Paty et Cochefert procèdent alors à l'arrestation. Mis en présence d'une arme préparée d'avance, selon une tradition militaire (on trouve ici le côté exagérément romanesque du commandant du Paty qui lui fera beaucoup de tort), Dreyfus dit : « *Je ne veux pas me tuer parce que je veux vivre pour établir mon innocence* ».

Immédiatement a lieu le premier interrogatoire de l'accusé. Il est averti qu'il est accusé de haute trahison à partir d'une lettre de sa main livrant des renseignements à une puissance étrangère. Placé au secret à

(35) Rennes I, p. 583 : Cochefert.

(36) Idem et Cass. III, p. 12 : rapport du Paty.

(37) Voir par exemple la première édition en tête du premier volume de Reinach. En revanche, la première édition de *L'Affaire* de Jean-Denis Bredin présente un fac-similé grandeur nature sur lequel la soudaine irrégularité de l'écriture est bien visible.

la prison du Cherche-Midi, il est interrogé six fois, du 18 au 29 octobre, par du Paty<sup>(38)</sup>. Ses réponses sont généralement brèves, avec beaucoup de négations nettes lors des premiers interrogatoires, puis plus de prudence au fur et à mesure (« *Je ne me rappelle pas...* », « *Je ne crois pas...* »).

Quelques contradictions apparaissent cependant. Interrogé sur le manuel de tir, il répond le 15 : « *Je n'en ai jamais entendu parler [...]* je ne savais même pas qu'on en fit un ». Le 20, il dit que le commandant Jeannel « *lui en a parlé au cours de [leur] conversation sur l'artillerie étrangère* » et, le 29, il n'en a de nouveau jamais entendu parler (A Rennes, il homogénéisera tout cela en disant que c'était d'un manuel de tir allemand dont il avait parlé avec Jeannel, ce qui ne correspondra pas aux souvenirs de cet officier).

Le 15, il affirme : « *Je ne connais rien de nos débarquements* ». Le 20, il se souvient avoir mis à jour une carte des quais de débarquements du réseau Est et reconnaît avoir été capable de tracer les lignes de transport de ce réseau sur la seule indication de leur numéro. Ses camarades témoigneront d'ailleurs de l'excellence de Dreyfus à cet exercice, au demeurant recommandé.

Le 22, il dit ne pas avoir connu les changements effectués par rapport aux formations d'artillerie, mais le 29 il admet que ses travaux auraient pu lui permettre de connaître la nouvelle organisation de l'artillerie.

Pour ce qui est de l'écriture, Dreyfus semble hésiter sur la position à prendre. Le 18, du Paty lui montre une ligne du bordereau. Dreyfus nie que cette écriture ressemble à la sienne et signale qu'elle lui évoque celle d'un certain capitaine Bro. L'hypothèse sera vérifiée et écartée au cours de l'enquête<sup>(39)</sup>. En revanche, le 22 et le 24, il estime que certains mots ressemblent vaguement aux siens et émet l'hypothèse qu'on ait volé ou calqué des fragments de ses papiers. Le 29, en présence de l'intégralité du bordereau, il le trouve si différent de son écriture qu'il dit : « *On n'a même pas cherché à l'imiter* », puis quelques minutes après il concède que des ressemblances de détails justifient les soupçons portés sur lui.

Comme il est naturel, Dreyfus cherche des parades. Il prétend par exemple que les documents confidentiels ou secrets sont mal gardés, affirmation qui choquera beaucoup d'officiers.

L'extrait du bordereau présenté le 18 à Dreyfus est : « *Je vais partir en manœuvres* ». Le 22, il pense avoir trouvé une solution. Il signale à du Paty qu'il entretient une « *correspondance active* » avec un camarade, pour l'aider à préparer l'École de Guerre (le surlendemain, il précisera

(38) Voir 2ème Cass. III, pp. 603 à 624 : interrogatoire du Paty.

(39) 1ère Cass. II, p. 80 : rapport d'Ormescheville.



que ce camarade est Hadamard, son cousin par alliance). Et justement, il se souvient lui avoir écrit une lettre en juin 1894 : « ...je lui envoyais les derniers travaux ; je le prévins que devant partir prochainement aux manœuvres et devant être occupé tout l'été, je ne pourrais reprendre cette correspondance qu'à la fin septembre... ».

Ainsi pense-t-il expliquer le mot manœuvres, car il se souvient avoir jeté cette lettre dans sa corbeille à papier où, dit-il, elle a pu être volée. De plus, il signale que les termes de cette lettre peuvent être susceptibles d'une « fausse interprétation ».

« Parmi les travaux que vous [lui] avez communiqués [...] s'en trouve-t-il qui puissent être interprétés comme une note ayant trait aux troupes de couvertures ? », demande du Paty.

« Oui, il y en a qui, pris partiellement, peuvent être interprétés comme tels », répond Dreyfus.

Pourtant, le 14 novembre suivant, interrogé par l'instructeur d'Ormescheville, il affirme n'avoir jamais possédé aucun document sur la couverture, hormis un tirage de plans effectué en août ou septembre. Il ajoute n'avoir jamais communiqué de renseignements à son cousin. De quoi parlait-il à Hadamard qui puisse prêter à confusion ? Ils faisaient des jeux de guerre, dit Dreyfus sans donner plus de détails. On ignore si la question a été creusée, si la correspondance en question a été versée au dossier ; en tout cas, le cousin Hadamard ne sera pas cité comme témoin par la défense.

D'Ormescheville revient sur la question le 19 novembre. Dreyfus dit alors n'avoir vraisemblablement pas écrit l'expression « Je vais partir en manœuvres », puisque le voyage qu'il effectue fin juin est un voyage d'état-major<sup>(40)</sup>. Il souligne que l'expression "manœuvres" est impropre pour désigner un voyage d'état-major. Pourtant, le 22 octobre, il avait spontanément mentionné la lettre à Hadamard, précisément pour justifier l'existence éventuelle d'un « Je vais partir en manœuvres » écrit de sa main ou calqué sur un autographe... Là encore, la sténographie du procès nous manque pour savoir s'il a été interrogé par les juges sur cette contradiction.

Revenons aux premiers interrogatoires. Dans son rapport du 30 octobre, du Paty signale certaines manifestations emphatiques de Dreyfus, « me maudissant, appelant la malédiction de Dieu sur moi et les miens, criant que sa race se vengerait sur la mienne »<sup>(41)</sup>. Mais c'est exceptionnel (du Paty eut l'impression qu'il s'agissait d'une diversion ; en général, l'accusé paraît très maître de lui. On sent qu'il est sur ses gardes et qu'il cherche les réponses les plus anodines possibles. Cela

(40) 2ème Cass. III, p. 638 : instruction d'Ormescheville.

(41) 2ème Cass. III, p. 14 : rapport du Paty.

n'a rien de déterminant : une telle attitude peut être celle d'un coupable (froideur, calcul) comme celle d'un innocent (légitime méfiance de celui qui ignore de quoi on l'accuse). De même, les contradictions que l'on constate dans ses propos peuvent venir aussi bien d'un coupable qui se coupe que d'un innocent qui tente maladroitement de nier tout ce qu'on lui oppose. Visiblement, Dreyfus cherche une stratégie, avec d'autant plus d'hésitation qu'il ne connaît pas, avant le 29 octobre, le texte entier du bordereau.

Du reste, le rapport rendu par du Paty est extrêmement prudent ; très neutre, il laisse le ministre juger de la suite à donner. Dans une lettre du 29, il suggère même d'abandonner les poursuites ; il a compris que Dreyfus n'avouera pas et l'unique preuve matérielle lui paraît fragile.

Pendant que du Paty interroge Dreyfus, trois experts officiels sont commis, M. Pelletier, expert près la cour d'appel, MM. Charavay et Teyssonnières, experts près le tribunal de la Seine. Ils prêtent serment le 22 octobre, avec consigne de ne pas communiquer entre eux. Ils reçoivent une photographie du bordereau et des documents écrits par Dreyfus (toujours anonymes). Ils viennent chaque jour contrôler leur travail sur l'original du bordereau qui reste à la préfecture de police. Bertillon leur fournit de nouveaux spécimens de l'écriture de Dreyfus (annoncés le 22, mais leur photographie n'était pas achevée). Seul Pelletier estime inutile d'en prendre connaissance ; il est le premier à remettre ses conclusions le 25. Elles sont en faveur de Dreyfus, puisqu'il conclut « Nous ne nous croyons pas autorisé à attribuer à l'une ni à l'autre des personnes soupçonnées le document incriminé » (cet expert avait reçu une autre écriture à tester). Le 29, Teyssonnières et Chavaray concluent au contraire que « la pièce incriminée n°1 [le bordereau] est de la même main que les pièces de comparaison de 2 à 30 ».

Le papier est également objet d'enquête. On n'en avait pas trouvé chez Dreyfus, lors de la perquisition. Il s'avère que ce papier pelure filigrané n'est pas d'un modèle courant. Les papetiers consultés disent ne pouvoir le livrer que sur commande et affirment qu'il est de fabrication anglaise<sup>(42)</sup>. Un grossiste, M. Marion, possède ce modèle de pelure de fabrication française, mais d'un autre format et, selon lui, ancien. Plus tard, on dira même qu'il s'agit d'un papier allemand.

En présence de ces éléments, le général Mercier doit prendre une décision. Il demande la réunion d'un conseil de cabinet exceptionnel le 1er novembre ; il présente le dossier à ses collègues et, quoiqu'on ait plus tard tenté de le nier, c'est à l'unanimité que les poursuites furent décidées<sup>(43)</sup>. On dira notamment, plus tard, que Charles Dupuy avait

(42) 2ème Cass. III, p. 188 : rapport Brissard.

(43) A Rennes, tous les ministres l'ont confirmé sans restriction.



fait toutes sortes de difficultés, mais celui-ci protestera et confirmera avoir « facilité de [son] mieux » la tâche du ministre de la Guerre<sup>(44)</sup>. Hanotaux seul exprime à nouveau des réticences, d'ordre diplomatique, mais il ne s'oppose pas à la décision.

### c – L'instruction d'Ormescheville<sup>(45)</sup>

Le 3 novembre, le général Saussier donne l'ordre d'informer. L'instruction contre Dreyfus est confiée au commandant Bexon d'Ormescheville. Du 5 au 29 novembre, il interroge seize fois Dreyfus, reçoit vingt-trois témoignages, plus les éclaircissements techniques de du Paty.

Les témoignages sont essentiellement ceux de camarades ou de supérieurs de Dreyfus. On lit parfois que ces officiers se complaisent à charger Dreyfus<sup>(46)</sup>. Pour notre part, nous avons au contraire l'impression d'une répugnance à l'idée qu'un autre officier puisse avoir trahi. Les réponses sont courtes, sans détails inutiles, généralement très sobres. Plusieurs ont le souci manifeste de rester mesurés et objectifs : « il partit sans insister » (capitaine Sibille) ; « cette observation n'avait rien de surprenant » (commandant Mercier-Milon) ; « il n'a pas demandé aux officiers de la section d'autres renseignements que ceux qui lui étaient nécessaires » (lieutenant-colonel Colard). Il est vrai que les renseignements apportés sur la personnalité de Dreyfus font un portrait peu sympathique de cet officier, à la fois distant et vantard, aimant souligner sa différence de fortune avec les autres. Mais ces traits de caractère ne sont pas contestés.

Une anecdote est restée connue. A la sortie de l'école de guerre, Dreyfus avait éprouvé un vif dépit de n'obtenir "que" le 9ème rang au lieu du 3ème qu'il escomptait. Ses notes étaient excellentes, sauf celle dite "cote d'amour", attribuée par le général Bonnefond, qui était 5 sur 20 (antisémitisme diront les uns, pas étonnant vu le caractère du sujet penseront les autres). Ayant eu connaissance de cette note, il était allé protester contre une injustice due selon lui au seul fait qu'il était Juif. Cette petite histoire atténue quelque peu le portrait usuel d'un Dreyfus passionnément respectueux de la hiérarchie militaire. Elle révèle un caractère fouineur, car la note dont il est question ne devait en principe pas être connue des élèves. Devant d'Ormescheville, Dreyfus commence

(44) Lettre de Dupuy à Mercier, du 20 octobre 1897, luc à Rennes I, p. 92 : Mercier.

(45) Les témoignages et le rapport de l'instructeur sont publiés en annexe de 1ère Cass. II, pp. 39-86. Le texte des interrogatoires de Dreyfus ne sera publié qu'en annexe de 2ème Cass. III, pp. 625-668.

(46) Jean-Denis Bredin, p. 113. Joseph Reinach parle de « sycophantes », « antisémites et envieux », venus pour « un bas déballage de menus faits ».

par nier l'existence de cette aigreur sur son rang de sortie. Mais l'instructeur lui apprend que sa femme en a spontanément témoigné, parlant même des cauchemars qu'il avait eus. « Rien de plus naturel » qu'une déception, dit-il alors. Conscient du mauvais effet produit, Dreyfus exprime son regret d'avoir parlé devant du Paty « d'infamie » commise envers lui à ce sujet et il affirme n'avoir jamais connu cette note de 5 : « Si j'ai dit ça, je me suis trompé ». Rien à voir avec la trahison, certes, mais mauvais effet.

Dreyfus est également interrogé sur le jeu et les femmes.

Sur le jeu, ses dénégations sont catégoriques ; il affirme n'avoir fait partie d'aucun cercle, contrairement aux informations recueillies par l'agent Guénée et consignées dans un rapport des 4 et 7 novembre. Dès le 9 novembre, la sûreté générale établit un contre-rapport exposant que Guénée s'est trompé de prénom ; moult Dreyfus figurent à l'annuaire des cercles, mais pas d'Alfred... Contré dans sa spécialité, Guénée réplique que les cercles dits "ouverts" reçoivent de nombreux clients sans les inscrire, par souci de discrétion. En effet, depuis 1892, la fréquentation des cercles de jeux est interdite aux officiers par la gouverneur militaire de Paris. Un officier qui passe outre doit donc utiliser un nom d'emprunt ou bénéficier de la complicité du gérant. Quoi qu'il en soit, dans une ultime note du 19 novembre, Guénée reconnaît son « insuccès relatif » : s'il est certain « autant qu'on peut l'être » que Dreyfus était joueur, certitude acquise auprès du petit personnel qui lui sert habituellement d'informateur ou d'autres joueurs, il souligne l'impossibilité de produire « des témoins acceptables qui veulent bien venir témoigner devant le conseil de guerre »<sup>(47)</sup>. Ainsi, sur ce point qui aurait pu fournir un mobile à la trahison, l'accusation ne peut rien présenter de certain.

Pour ce qui est des femmes, Dreyfus affirme en avoir connu beaucoup avant son mariage (avril 1890) et être toujours resté fidèle à sa femme ensuite. Mais deux liaisons récentes sont établies, bien que l'accusé soutienne s'être arrêté avant l'adultère. En avril 94, il a rencontré une nommée Suzanne Cron. « Je crois, reconnaît-il avec réticence, que je lui ai proposé de lui louer une villa pour l'été à la condition qu'elle deviendrait ma maîtresse ». Mais il dit avoir rompu en juillet, s'apercevant que cette femme en voulait à son argent. En 1893, il a eu des relations avec une Mme Dhéry, dont il reconnaît avoir su qu'elle vivait de sa galanterie (il le nie le lendemain). Devant du Paty, il l'avait spontanément déclarée suspecte d'espionnage, envisageant même que ce soit elle

(47) Yves Amiot, *Une affaire d'Honneur, L'Affaire Dreyfus*, Ulysse, 1998, pp. 51-63 et 151-156, fait une étude intéressante des rapports de Guénée sur le jeu, rapports que les dreyfusards ne publient jamais intégralement. Il signale notamment qu'en avril 1895, donc après la condamnation, Guénée a pu noter le nom de quatre informateurs, avec leur adresse, informateurs qu'on n'aurait jamais tenté de retrouver par la suite.



qui l'ait dénoncé, mais il s'était rétracté. A d'Ormescheville, il dit simplement qu'elle ne lui avait pas paru "catholique", car elle parlait très bien l'allemand (elle était autrichienne). Or, Mme Dhéry figurait effectivement sur les listes de personnes suspectes tenues par la Section de statistique... Parmi les anciennes relations de Dreyfus, on trouve une Mme Dida, qui avait été assassinée par Wladimiroff, un officier russe, et dont il avait été témoin au procès<sup>(48)</sup>.

Rien de décisif bien sûr dans ce chapitre souvent présenté comme de l'acharnement malveillant contre Dreyfus. Ce type d'enquête de moralité est pourtant systématique. Il reste que l'accusation ne pourra pas présenter de mobile : Dreyfus est riche (24.000 à 40.000 francs de rente mensuelle, dit-il lui-même<sup>(49)</sup>, un héritage paternel de 225.000 francs mentionne le rapport du Paty). La pratique du jeu n'est pas avérée.

Mais l'instruction n'a pas que ces préoccupations. L'essentiel est de savoir si Dreyfus était en mesure de livrer les documents annoncés par le bordereau. Joseph Reinach prétend que d'Ormescheville pose des questions « *d'une sottise épaisse* », « *d'une sombre niaiserie* », ce qui est pour le moins partial, et qu'il ne fait que reprendre les questions déjà posées par du Paty<sup>(50)</sup>, ce qui est faux. En effet, la majorité des interrogatoires de l'accusé se situent du 14 au 29 novembre, après l'audition des témoins et les questions d'Ormescheville sont en partie dictées par ces témoignages, que du Paty ne connaissait pas.

Les officiers sont interrogés sur le travail fourni par Dreyfus, les précautions prises pour protéger les documents confidentiels, le degré de confiance accordé aux stagiaires. Devant du Paty, Dreyfus avait dit que, notamment au 2ème bureau, les travaux confidentiels étaient mal protégés, relativement facile d'accès. Le colonel Colard, chef du 2ème bureau, les officiers qui y sont attachés, Maistre, Tocanne, Dervieu, Roy, disent tous que les consignes sont extrêmement strictes ; le tiroir de chaque officier ferme à clef ; les travaux achevés sont dans une armoire munie d'une clef de sûreté ou d'un cadenas codé. Le capitaine Dervieu précise que « *la clef de sûreté est cachée dans un endroit convenu de la bibliothèque dont seuls les officiers du cadre fixe, à l'exclusion des stagiaires, avaient connaissance* ». Les stagiaires doivent demander cette clef à des officiers qui, il est vrai, selon le capitaine Roy, ne prennent pas vis-à-vis d'eux les mêmes précautions qu'envers les employés civils : « *L'autorisation n'a jamais été donnée aux stagiaires de prendre la clef à l'endroit où ils pouvaient voir les officiers titulaires la prendre eux-mêmes* ». Dreyfus reconnaît d'ailleurs s'être

(48) Rapport d'Ormescheville, 1ère Cass. II, p. 82.

(49) 2ème Cass. III, p. 620 : interrogatoire du Paty.

(50) Reinach, Hist. I, p. 285

procuré deux ou trois fois la clef d'une armoire confidentielle au 2ème bureau et avoir possédé le mot d'un cadenas du 3ème bureau (section des manœuvres).

Le commandant Bertin-Mouroit signale que « *le capitaine Dreyfus s'est trouvé à même, par sa situation au 4ème bureau, de prendre connaissance de toutes les questions relatives aux transports par chemin de fer sur l'Est, en temps de guerre* ». Dreyfus, qui était stagiaire au 4ème bureau durant le second semestre 1893, répond qu'il a effectivement eu ces connaissances en 1893, mais qu'il n'en a « *plus actuellement qu'une vague notion* ». Questionné plus précisément sur les plans de débarquement, il affirme que sa mémoire « *qui est surtout généralisatrice, ne [lui] aurait pas permis d'apprendre des noms par cœur* ». Tous ses proches ont pourtant été frappés par son excellente mémoire. Il avait admis devant du Paty sa capacité de tracer les lignes du réseau Est d'après leur numéro ; au commandant d'Ormescheville, il répond : « *Je ne me souviens plus exactement de tout cela* ». Même flou concernant sa connaissance des transformations apportées à ces lignes de transport et d'un avant projet du plan de 1895. Dreyfus se retranche systématiquement derrière le fait qu'il a quitté le 4ème bureau en décembre dernier.

Le capitaine Boullenger mentionne que « *le capitaine Dreyfus a demandé instamment, et à plusieurs reprises, à être chargé de certaines fonctions spéciales du temps de guerre sur le réseau Est, qui nécessitent la tenue à jour de certains dossiers importants conservés dans les archives du 4ème bureau, ce qui permet aux officiers titulaires de ces emplois de conserver des relations permanentes au 4ème bureau* ». Interrogé à ce sujet par d'Ormescheville, qui précise que ces demandes ont été effectuées après son départ du 4ème bureau et réitérées malgré plusieurs refus, Dreyfus ne le conteste pas. Il répond simplement que ces questions l'intéressaient beaucoup.

Au sujet de la nouvelle mobilisation de l'artillerie : « *Je ne sais qu'une chose très vague, qu'au moment de la mobilisation, on formera un nombre de batterie moindre que précédemment* ». Lors du dernier interrogatoire, Dreyfus précise que deux régiments d'artilleurs pontonniers seront supprimés et vingt-huit batteries nouvelles créées, mais qu'il ne sait rien de plus. Sur les formations du temps de paix, il dit ne savoir que ce qu'en ont dit les journaux.

Les capitaines Brault et Sibille, toujours du 4ème bureau, signalent que Dreyfus est venu, au mois d'août, leur poser une question relative au tir ; dans leur souvenir, il s'agissait de savoir si un nouveau manuel avait paru. Dreyfus répond sèchement : « *C'est faux* ».

Plusieurs témoignages signalent sa présence au ministère à des heures inhabituelles, entre 11h.30 et 13h., quand seuls des plantons gardent les



bureaux. Dreyfus reconnaît avoir récemment obtenu l'autorisation de rentrer à midi le lundi matin, mais il dit n'être jamais allé dans d'autres bureaux que le sien. Du Paty l'a pourtant trouvé dans son propre bureau, un soir après cinq heures, au début septembre, mais il avait un motif : il cherchait la capitaine Corvisard.

Le capitaine Dervieu, du 2ème bureau, rapporte que Dreyfus venait souvent dans son bureau et « *aimait à s'entretenir sur des questions confidentielles n'ayant pas trait aux travaux en cours dont il était chargé* ». Dreyfus dit « *pas très souvent* », mais le capitaine Roy confirme « *presque tous les jours* ». Le capitaine Maistre mentionne que début octobre, donc après son départ du 2ème bureau, Dreyfus lui a demandé la communication d'une étude qu'il était en train de faire. Le capitaine Boullenger a été l'objet de questions parfois si précises, également après le départ de Dreyfus du 4ème bureau, qu'il a estimé devoir ne pas y répondre.

Enfin, plusieurs témoignages font état de l'intérêt que portait Dreyfus aux questions d'espionnage, de ses théories sur les agents-doubles, les pratiques d'amorçage, etc. Fabre et d'Aboville témoigneront tous deux, à Rennes, que le colonel Sandherr avait également été l'objet de questions sur le fonctionnement du service de renseignements, qu'il avait jugées indiscrettes<sup>(51)</sup>.

Pour ce qui est du canon de 120, l'accusé déclare n'en avoir rien su depuis qu'il a quitté l'école de guerre.

Quant à Madagascar, c'est un mot qu'il dit n'avoir jamais écrit de sa vie. Le caporal Bernollin, attaché au 2ème bureau, témoigne avoir effectué un travail de copie sur un projet de campagne à Madagascar en février 1894. Le travail dura quelques jours et Dreyfus vint plusieurs fois dans la pièce, contiguë au bureau du colonel de Sancy, sans parler particulièrement à Bernollin.

Dans son rapport, le commandant d'Ormescheville signale que « *les réponses du capitaine Dreyfus ont toujours été obtenues avec une grande difficulté, il est facile de s'en rendre compte par le nombre considérable de mots rayés nuls et de renvois en marge qui figurent sur le procès-verbal. Quand le capitaine Dreyfus hasardait une affirmation, il s'empressait généralement de l'atténuer par des phrases vagues ou embrouillées [...]* ». Cette réticence est tellement sensible que les dreyfusards ne publieront les réponses de Dreyfus qu'en 1908, quand tout sera joué, alors que les témoignages et le rapport de d'Ormescheville auront paru dès 1899...

L'instructeur a la nette impression que Dreyfus cherche à dissimuler la vérité, l'ensemble des témoignages lui paraît dessiner une attitude

(51) Rennes I, p. 572 : Fabre ; p. 578 : d'Aboville.

pour le moins louche, trois experts sur quatre identifient l'écriture de l'accusé à celle du bordereau (Gobert est exclu, ayant de surcroît refusé de procéder à une expertise officielle, avec prestation de serment, dans l'affaire Dreyfus). D'Ormescheville est convaincu de la culpabilité. Tellement convaincu que le ton de son rapport n'a pas la neutralité de celui de du Paty; on y trouve par exemple l'affirmation suivante, au sujet des renseignements cités par le bordereau : « *Le premier interrogatoire, aussi bien que celui qu'il a subi devant nous, établissent [...] qu'il était parfaitement en mesure de les fournir* ». Or, ni les interrogatoires ni les témoignages n'ont pu établir quoi que ce soit concernant le frein du canon de 120 et le manuel de tir de mars 1894. Surtout quand on la compare à la minutieuse enquête qui sera faite lors de la révision, la partie technique de l'instruction paraît bien négligée. C'est d'ailleurs sur ce point que se basera la plaidoirie de l'avocat lors du procès.

Le 3 décembre, le commandant d'Ormescheville conclut donc à la mise en accusation de Dreyfus.

## IV – LE PROCÈS

### a – Les préoccupations diplomatiques

Lorsque le général Mercier a réuni le conseil restreint du 11 octobre, seul le ministre des Affaires étrangères, Gabriel Hanotaux, s'est opposé aux poursuites.

Lors de ses diverses dépositions en justice, de 1898 à 1904, Hanotaux s'en expliquera avec une parfaite constance. Voici par exemple sa déclaration de 1898, basée sur une note manuscrite de décembre 1894 qu'il produira devant les juges de Rennes<sup>(52)</sup> :

« *...j'insistai particulièrement sur les graves inconvénients que pouvaient représenter, au point de vue de nos relations internationales, une poursuite qui n'aurait pour base que des renseignements émanant d'une source dont il me paraissait impossible de dévoiler l'origine* ».

Il a alors obtenu du ministre de la Guerre la promesse d'essayer de produire d'autres preuves avant d'entamer des poursuites.

Ce 11 octobre, Hanotaux est inquiet au point d'aller relancer Mercier chez lui pour le conjurer de ne pas donner suite à l'affaire, insistant sur « *les suites fatales* »<sup>(53)</sup> qui peuvent advenir. Mais son collègue reste inflexible, retranché derrière la loi et, plus prosaïquement, derrière le fait que, trop d'officiers étant déjà au courant, l'abandon de la procédure

(52) 1ère Cass. I, p. 641 – Rennes I, p. 219 : Hanotaux.

(53) 1ère Cass. I, p. 642 : Hanotaux.



causerait un scandale. Malgré cela, Hanotaux renouvelle plusieurs fois sa tentative de faire céder Mercier.

Plus tard, Gabriel Monod répandra le bruit que son ami Hanotaux lui avait fait part de ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus, dès décembre 94. « Avec la plus grande précision », à chaque procès, Hanotaux démentira formellement la chose<sup>(54)</sup>. Il insistera sur le fait que ses appréhensions, bien réelles, ont toujours été uniquement d'ordre diplomatique, qu'il n'était d'ailleurs pas en mesure d'apprécier la culpabilité de Dreyfus, n'ayant jamais eu connaissance du dossier. En 1904, pressé d'expliquer son opposition aux poursuites par un président de tribunal à peine courtois, excédé, il aura cette phrase, illustrant parfaitement sa position de 1894 :

« On peut empêcher quelqu'un de jeter une pierre dans une mare. Mais quand elle est jetée, cela fait des ronds et personne ne peut les arrêter ».

Le premier pays étranger à réagir est l'Italie. Le nom de Dreyfus apparaît dans la presse le 1er novembre. Le 2 novembre, le "cabinet noir" du ministère des Postes intercepte un télégramme chiffré envoyé par Panizzardi à son chef d'état-major à Rome. Le texte est immédiatement transmis au service du chiffre du ministère des Affaires étrangères qui s'attelle au décodage, tâche d'autant plus délicate que les Italiens ont récemment changé leur chiffres. Le colonel Sandherr est tenu au courant au fur et à mesure des différentes ébauches de traduction<sup>(55)</sup> et contribue au décryptage en envoyant à Panizzardi de fausses informations que celui-ci répercute à Rome, en utilisant le code. Le 13 novembre, les Affaires étrangères livrent la traduction définitive : « Si le capitaine Dreyfus n'a pas eu de relation avec vous, il serait bon de charger l'ambassadeur de publier un démenti officiel. Notre émissaire est prévenu. » Les derniers mots, signalés comme douteux, sont remplacés quelques jours après par : « Pour éviter les commentaires de la presse ».

Mais, parmi les ébauches communiquées au ministère de la Guerre, l'une était cohérente et complète. Lors des débats ultérieurs, cette question sera l'objet d'une vive polémique, car les souvenirs divergeront sur son contenu<sup>(56)</sup>.

Selon Maurice Paléologue, cette traduction, remise à la Section de statistique vers le 5 novembre, avait pratiquement le même sens que la version définitive. M. Delaroche-Vernet, qui assurait la liaison entre les deux ministères, acceptera la version proposée par l'avocat de Dreyfus au procès de Rennes : « On a arrêté le capitaine Dreyfus qui n'a pas

(54) 1ère Cass. I, p. 654 – Rennes I, p. 223 – 2ème Cass. II, p. 153 : Hanotaux.

(55) Rennes I, p. 52 : Delaroche-Vernet ; pp. 57 à 61 : Maurice Paléologue.

(56) Rennes I, idem et p. 160 : général Mercier. 2ème Cass. I, pp. 263 et 268 : du Paty.

eu de relations avec l'Allemagne » (version pour le moins singulière ! Il est difficile d'admettre que, à peine le nom de Dreyfus connu, Panizzardi se permette pareille affirmation).

Les militaires, eux, se fonderont sur les souvenirs du colonel du Paty de Clam, mis par écrit en 1898 et confirmés à chaque déposition. Selon ce dernier, qui en 1904 n'a plus aucune raison de se montrer solidaire de l'état-major, la première traduction était la suivante :

« Arrêté capitaine Dreyfus. Ministre de la Guerre a eu preuves offres destinées Allemagne. Cause instruite dans le plus grand secret. Reste prévenir émissaire. » (derniers mots douteux).

Du Paty affirmera la précision de ses souvenirs sur ce point avec la plus grande fermeté. Il ajoutera que le colonel Sandherr (décédé en 1895) avait la conviction que cette première version, pouvant laisser penser que Dreyfus était connu de l'Italie, avait inquiété les Affaires étrangères et que la seconde résultait d'une falsification intentionnelle<sup>(57)</sup>.

Plus tard, on fouillera en vain les archives ; tant l'original de la dépêche de Panizzardi que la première version communiquée par les Affaires étrangères resteront introuvables...

Devant les tribunaux, l'affaire s'envenimera, les militaires estimant que "leur" traduction contribuait à accuser Dreyfus, les dreyfusards répliquant que du Paty mentait et que la traduction officielle innocentait Dreyfus. Chacune de ces interprétations est manifestement abusive, bien révélatrice de l'échauffement des esprits. Aucune des deux versions n'apporte d'élément décisif et il est absurde de chercher à saisir des nuances dans le texte d'un télégramme.

L'ampleur prise ultérieurement par cette discussion est donc tout à fait disproportionnée à son importance réelle. D'ailleurs, en 1894, le général Mercier n'a pas fait usage de cette pièce<sup>(58)</sup>.

En fait, comme on pouvait s'y attendre, c'est d'Allemagne que les difficultés tant redoutées par Gabriel Hanotaux ne tardent pas à se manifester. Dans la presse française, le bruit se répand rapidement que le traître travaille au profit d'une ambassade étrangère, sans doute allemande.

Dès le 9 novembre, Schwartzkoppen est mis en cause<sup>(59)</sup>. Officieusement d'abord, l'ambassadeur Münster vient voir Hanotaux et proteste contre ces calomnies, affirmant que « l'ambassade d'Allemagne

(57) Une troisième version n'a intéressé personne. Selon le capitaine Matton (2ème Cass II, p. 355), il n'était même pas question de Dreyfus dans la première traduction !

(58) D'une part, les dreyfusards le lui reprocheront puisque, selon eux, la traduction finale innocentait Dreyfus. D'autre part, d'autres dreyfusards soutiendront que Mercier mentait et que ladite dépêche, première version, avait servi à accabler Dreyfus...

(59) Dans la *Patrie* du 9 novembre. Dès le 2, l'Autorité dit que l'Allemagne est en cause. Le 17, l'*Écho de Paris* exprime l'idée que l'attaché militaire concerné est plutôt celui de l'ambassade d'Allemagne en Belgique.



*n'est pas mêlée à cette affaire »<sup>(60)</sup>. « Non seulement on nous l'a dit [...], mais encore on nous a demandé de l'insérer dans les journaux », raconte Hanotaux qui souligne l'insistance de Münster, ses démarches répétées. Le 28 novembre, dans une interview au *Figaro*, officiellement démentie, le général Mercier dit que la puissance concernée par la trahison n'est ni l'Italie ni l'Autriche-Hongrie. Tout le monde comprend, bien sûr, de qui il s'agit. Du coup, l'Allemagne durcit sa position : elle exige d'être officiellement mise hors de cause. En marge d'une dépêche de son ambassadeur, Guillaume II écrit : « Münster doit de toute urgence insister pour obtenir rapidement et officiellement la plus entière satisfaction. Sinon, je serais très net ! »<sup>(61)</sup>*

Le 29 novembre, l'agence Havas publie un premier texte, que Münster juge insuffisant. Avec la collaboration de l'ambassadeur, Hanotaux rédige une seconde note. Publiée le 30, elle concerne toutes les ambassades étrangères, sans distinction : « [...] Nous sommes autorisés à déclarer que les allégations qui les concernent sont dénuées de fondement. » Il faut bien souligner que, toujours par souci diplomatique, Hanotaux fait là une déclaration dont il ne croit pas le premier mot ; sur l'origine du bordereau, il fait toute confiance à son collègue de la Guerre, étant depuis longtemps édifié sur les activités de Schwartzkoppen.

Mais le démenti du 30 novembre ne suffit pas à l'Allemagne, et le 13 décembre, un nouveau texte paraît, celui-ci uniquement consacré à l'Allemagne. Que s'est-il passé entre ces deux dates ?

Le 3 décembre, nous avons vu d'Ormescheville conclure au renvoi de Dreyfus devant le Conseil de guerre. Le 4, au conseil des ministres, Hanotaux rappelle que l'origine du bordereau ne doit en aucun cas être révélée au cours du procès ; il insiste spécialement sur ce point auprès de Casimir-Périer et de Dupuy. Toujours en proie « aux plus grandes appréhensions », il y revient encore le 7. Ces démarches sont certainement suscitées par l'attitude de Münster, que son gouvernement pousse à l'intransigeance. Le 6 décembre, par exemple, l'ambassadeur allemand a reçu une dépêche des Affaires étrangères lui apprenant que « Sa Majesté est très irritée » par les attaques des journaux français<sup>(62)</sup>. La presse allemande se déchaîne... Certains journaux annoncent que le gouvernement impérial est prêt à rompre les relations diplomatiques<sup>(63)</sup>. Le 7, la Gazette de l'Allemagne du Nord met en doute le bruit que Münster ait menacé de démissionner ; il n'est pas d'usage de « commencer par des menaces de ce genre », dit-elle, d'un ton peu rassurant.

(60) Note de Münster, dans le *Figaro* du 10 novembre.

(61) Cité par Maurice Baumont, *Aux Sources de l'affaire*, Les productions de Paris, 1959, p. 100.

(62) Cité par Maurice Baumont, opus cité, p. 101.

(63) *Tagblatt* de Berlin et *Correspondance* de Hambourg, Reinach, Hist. I, p. 342.

Le 7 au soir, atteint d'une pleurésie, Hanotaux doit s'aliter. Les négociations se poursuivent entre Münster et le président du conseil Dupuy, qui assure l'intérim des Affaires étrangères. Hanotaux est tenu au courant, sans pouvoir agir sur les événements. En 1904, il affirmera que son avis eût été de dire catégoriquement à l'ambassadeur d'Allemagne que la pièce établissant la trahison venait bel et bien de son attaché militaire (Hanotaux est en effet convaincu que Schwartzkoppen agissait « au désu » de Münster, comme il dit joliment). Mais Dupuy ne l'ose pas ; très embarrassé par ces complications, le président du conseil subit les protestations indignées de l'Allemand qui soutient que nul document suspect n'a pu disparaître de son ambassade.

D'après les souvenirs du général Mercier, dans la soirée du 12 décembre, Dupuy et Mercier se rendent à l'Élysée<sup>(64)</sup> ; le ministre de la Guerre menace de démissionner si on cède à l'Allemagne. L'ancien président Casimir-Périer contestera toujours l'existence de cette scène<sup>(65)</sup>. Quoi qu'il en soit, vers minuit, on se met finalement d'accord sur le texte qui sera publié le 13, par Havas : il dit que le comte von Münster proteste « formellement contre les allégations qui mêlaient à cette affaire l'ambassade d'Allemagne ».

Ce n'est qu'en 1904, « après des recherches faites à l'Élysée », que le général Mercier fixera le 12 décembre comme date du point culminant de la crise diplomatique. Devant les juges de Rennes, se fiant explicitement à la déposition qu'avait faite Casimir-Périer lors de l'enquête préliminaire, six mois plus tôt, il le plaçait aux alentours du 6 janvier 1895<sup>(66)</sup>.

Effectivement, après la dégradation de Dreyfus, a lieu le dernier rebondissement de la crise, le seul dans lequel le président de la République ait joué un rôle personnel.

Suite à des polémiques de presse, le 5 janvier 1895, le prince de Hohenlohe, chancelier du Reich, fait savoir à Casimir-Périer, via son ambassadeur, que « s'il est prouvé que l'ambassade d'Allemagne n'a jamais été impliquée dans l'affaire Dreyfus, [...l'Empereur] espère que le gouvernement de la République n'hésitera pas à le déclarer ». On peut admirer la tournure dubitative... La dépêche se termine beaucoup plus sèchement : « Sans une déclaration formelle, les légendes que la presse continue de semer sur le compte de l'ambassade d'Allemagne compromettraient la situation du représentant de l'Empereur ». Ici, il

(64) Vers 8 heures selon Mercier, vers 22 heures selon Jean-Denis Bredin qui ne précise pas sur quel témoignage il s'appuie.

(65) 1ère Cass. I, p. 327 – Rennes I, p. 62 – 2ème Cass. II, p. 286 : Casimir-Périer. Rennes I, p. 153 : confrontation Mercier/Casimir-Périer.

(66) Rennes I, p. 97, et 2ème Cass. I, p. 286 : Mercier.



s'agit indéniablement d'une menace de rupture diplomatique. Encore la traduction faite par Münster atténue-t-elle « *très fortement* » le ton du télégramme<sup>(67)</sup>...

Cette fois, c'est d'abord Casimir-Périer qui reçoit Münster, puisque l'Allemagne s'adresse nommément à lui. Le grand bourgeois tente de se placer sur le terrain des bonnes relations mondaines qu'il entretient avec l'ambassadeur. Le 6, les deux hommes échangent des courtoisies gênées<sup>(68)</sup>. Le 7 et le 8, Berlin et Paris discutent pied à pied les termes du communiqué. Le chancelier Hohenlohe veut que la France affirme solennellement qu'au cours du procès Dreyfus aucun élément n'est apparu pouvant justifier les bruits répandus par la presse. Encouragé par une dépêche d'Hanotaux, toujours cloué au lit, Dupuy refuse de porter atteinte au huis-clos.

Finalement, le 9 janvier, on se met d'accord sur un texte fort anodin, puisqu'il se contente de rappeler les termes de la note du 30 novembre mettant hors de cause les ambassades en général. On est bien en-deça du texte du 13 décembre. Les raisons de cette concession de l'Allemagne, assez surprenante vu la vivacité de ses réclamations (quelle différence entre le ton du 5 janvier et la platitude du communiqué du 9...), ne sont pas connues. On sait seulement que c'est le point de vue du comte von Münster qui triomphe, car, depuis le début, celui-ci est partisan de temporiser. Le 17 janvier, il écrit à son attaché militaire : « *Pour ce qui est de l'Affaire Dreyfus, on trouve enfin que j'ai bien agi* »<sup>(69)</sup>.

Nous venons de voir ici les principales étapes d'une crise diplomatique qui s'étend de la mi-octobre 1894 au 9 janvier 1895. C'est la toile de fond devant laquelle se déroulent l'enquête et le procès de Dreyfus. Elle rappelle que l'affaire est un épisode de la "guerre froide" qui, malgré maintes tentatives de rapprochement, caractérise les relations franco-allemandes de 1871 à 1914.

La question de savoir s'il y eut ou non risque de guerre, et si cette menace se situe vers le 12 décembre, avant l'ouverture du procès, ou début janvier, après la condamnation, occupera une place importante ultérieurement. Mercier a-t-il sciemment déformé ses souvenirs, pour justifier ses initiatives par la gravité de la situation politique ? Face aux témoignages contradictoires et en l'absence de confrontation finale entre Mercier, Casimir-Périer, Hanotaux et Dupuy, il nous paraît impossible de répondre sans parti-pris. En tout cas, il est certain que la tension

(67) Maurice Baumont, opus cité, p. 112.

(68) Rennes I, p. 62 : Casimir-Périer. Il faut à l'ancien président une longue phrase embarrassée de dix-huit lignes pour évoquer ce qu'il considère comme une conversation privée « *que l'Empereur désirait avoir avec [lui]* », via l'ambassadeur !

(69) Rennes I, p. 104 : Mercier.

fut très forte entre les deux pays (et, pour un ministre de la Guerre, le mot "tension" évoque forcément le spectre de la guerre).

Il reste acquis qu'en décembre 1894, le gouvernement français sait que l'Allemagne ment (serait-ce par la voix d'un ambassadeur sincère...), au moins en ce qui concerne l'origine du bordereau. Les récentes affaires l'ont édifié sur la réalité de l'espionnage allemand et sur la valeur des dénégations de Münster. Il sait donc que le procès Dreyfus va avoir lieu sous le regard d'un pays étranger de mauvaise foi, complice de la trahison et bien décidé à la nier. Ces éléments incontestables, et qui n'ont en eux-mêmes rien d'extraordinaire, sont essentiels pour comprendre deux choses : le huis-clos et le dossier secret.

## b – Le dossier secret

L'affaire met en cause non seulement les activités inavouables de Schwartzkoppen, mais aussi celles de la Section de statistique. Quelle que soit la justification du contre-espionnage, dérober des papiers dans une ambassade étrangère est en soi un délit dont la révélation publique est susceptible d'entraîner des complications diplomatiques, voire même d'indigner une partie de l'opinion française, alors complètement ignorante de ce genre de pratiques... A tout point de vue donc, le secret doit être gardé sur l'origine du bordereau. On a vu l'insistance des Affaires étrangères à cet égard. Cela est d'ailleurs plus ou moins admis par tous les historiens.

Aussi, à la veille du procès d'Alfred Dreyfus, la décision de huis-clos, usuelle en matière d'espionnage, semble-t-elle aller de soi. Pourtant, dès la mi-novembre, alors que nul ne sait encore si le procès aura lieu, déjà des voix s'élèvent contre le huis-clos. Le 13 novembre, dans *Paris*, le journaliste Arthur Ranc souligne l'absence de mobile (qu'en sait-il ?) ; dans *l'Autorité* du 14, Paul de Cassagnac dénonce « *le retour aux plus sombres traditions des tribunaux secrets* ». Les protestations reprennent avec vigueur en décembre ; du 7 au 13, *la Lanterne*, *le Siècle*, *le Figaro*, *l'Autorité* combattent le principe du huis-clos, d'autant plus que l'accusé nie. Les journaux de droite, eux, soutiennent en général la raison d'État, sauf *La Libre Parole* qui prétend que le secret des débats est imposé par l'Allemagne... Pour l'avocat de Dreyfus, Edgar Demange, tenter de repousser le huis-clos est la première ligne de défense. Il prie son confrère Waldeck-Rousseau (qui avait été sollicité par la famille Dreyfus, mais avait refusé d'assumer la défense et avait indiqué Demange) d'intercéder auprès de Casimir-Périer pour obtenir des débats publics. Joseph Reinach est chargé de la même démarche. Le président de la République ne peut que transmettre la demande, qui est naturellement repoussée. Reinach tente aussi



d'ébranler Mercier, les frères de Dreyfus s'adressent à Sandherr, en vain. La décision de huis-clos est maintenue. Les défenseurs de Dreyfus voient leur échapper l'espoir de créer une émotion favorable à l'accusé et de gêner les militaires accusateurs.

Plus tard, Demange se défendra d'avoir voulu des débats entièrement publics; conscient des dangers diplomatiques, il souhaitait, dira-t-il à Rennes, « huis-clos pour les dépositions des témoins, publicité pour les plaidoiries »<sup>(70)</sup>. Il affirmera s'être engagé auprès de Casimir-Périer à ce que ni lui ni son client ne dévoilent l'origine du bordereau et Dreyfus évoquera une promesse du président de s'opposer au huis-clos, ce qui n'était de toute façon pas de son ressort.

Le huis-clos, en lui-même parfaitement justifié répétons-le, va permettre la communication aux juges d'un dossier secret, procédé des plus contestables.

On sait assez peu de chose sur la manière dont a été prise la décision de constituer le "dossier secret". Début décembre, de façon concomitante aux récriminations de l'Allemagne<sup>(71)</sup>, du Paty est chargé par Sandherr de rédiger un commentaire de certaines pièces secrètes paraissant à charge de Dreyfus. Comme telles, la Section de statistique a retenu le memento de Schwartzkoppen, la lettre Davignon, *Ce Canaille de D.* et les propos de Val Carlos<sup>(72)</sup>.

Plus tard, on dira que Sandherr et ses hommes ont passé les mois d'octobre et novembre à mettre au point une surnoise machination contre Dreyfus. La vérité est qu'on a fouillé les archives, dans l'espoir de trouver des éléments pouvant éclairer l'affaire, et qu'à partir du 6 octobre, ces recherches ont été orientées par le fait que Dreyfus était le seul suspect. Mais, indépendamment de l'individu soupçonné, le memento de Schwartzkoppen et la lettre Davignon eussent été retenues puisqu'elles indiquaient (sûrement pour la première, peut-être pour la seconde) une trahison.

*Ce canaille de D.* est traditionnellement présentée comme la pièce par excellence qui a été exhumée des archives pour être portée à charge de Dreyfus en raison de l'initiale. Ce n'est pas exact. D'abord, nous avons vu que, au printemps 1894, cette lettre avait entraîné une enquête sur les nommés Dacher et Dubois, preuve que l'initiale avait été prise à la lettre avant que Dreyfus n'entre en ligne de mire. Mais, surtout, on sait maintenant que dès le 4 octobre, soit deux jours avant que le nom de Dreyfus ne soit prononcé, Sandherr a transmis au général Mercier la note suivante :

(70) Rennes I, p. 72 : Demange.

(71) Marcel Thomas, p. 209.

(72) Pour ce qui est de Val Carlos, il semble qu'on ait d'abord mis au dossier une note résumant les rapports Guénée, puis les rapports eux-mêmes.

« Le major Mueller, spécialement chargé au grand état-major allemand des questions de fortification a récemment remercié par lettre particulière le lieutenant-colonel de S., attaché militaire allemand à Paris, de l'envoi de cartes qu'il a dit être récentes et "bonnes, très bonnes" »<sup>(73)</sup>.

Or, depuis le 29 septembre, le bordereau est devenu l'unique objet des communications au ministre. Ce message témoigne donc que, le 4 octobre, une corrélation est en train de s'établir, à tort ou à raison, entre le trafic des plans directeurs et l'affaire du bordereau. La coïncidence entre l'initiale de *Ce canaille de D.* et le nom de l'officier soupçonné, deux jours plus tard, renforce certainement l'hypothèse, mais elle a été émise dès le début des recherches, et non après coup pour accabler Alfred Dreyfus.

Mais lorsque tout ceci sera discuté, à partir de 1898, Sandherr sera mort depuis presque deux ans, Henry depuis quelques mois et Mercier aura oublié ces détails (à supposer qu'il les ait connus). Et l'on pourra même allègrement prétendre que *Ce canaille de D.* a été faussement datée pour nuire à Dreyfus, que c'est « une antiquité » arrivée en 1892 « une vieille pièce maquillée »<sup>(74)</sup> (!)

Jusque là, il n'y a rien que de normal dans la manière de procéder à cette partie de l'enquête, consistant à chercher d'éventuels antécédents à la trahison (le ton du bordereau est celui d'un agent bien connu de Schwartzkoppen, ayant déjà rendu des services). Les trois pièces suspectes et les dires de Val Carlos sont finalement les seuls documents retenus, après que de nombreux autres aient été écartés. Chacun est libre de juger le butin assez maigre, mais la suite de la démarche reste normale. D'une part, voici quatre documents qui sont, ou paraissent être, liés à une trahison; d'autre part, nous avons un suspect dans l'affaire du bordereau : voyons donc si ces documents peuvent s'appliquer à cet homme. Le commentaire de Sandherr et du Paty est simplement la synthèse de ce travail, destinée au ministre de la Guerre.

— Le memento de Schwartzkoppen révèle qu'il existe un officier traître, apparemment au ministère. Dreyfus est un officier qui travaille au ministère.

— Si "l'ami" de la lettre Davignon est effectivement quelqu'un qui renseigne Schwartzkoppen, il doit être assez proche du lieutenant-colonel Davignon. Dans le premier semestre 94, Dreyfus était affecté au 2ème bureau (dont Davignon était le sous-chef), plus spécialement à la section allemande. De plus, l'année précédente, il avait séjourné au 1er bureau où l'on s'occupe des questions de mobilisation dont parle la lettre de Davignon.

(73) Cité par Marcel Thomas, p. 150.

(74) Rennes II, pp. 511-514 : Cordier.



– *Ce canaille de D.* présente l'analogie d'initiale et semble évoquer une brouille, à laquelle du Paty suggère de rattacher le « *Sans nouvelles m'indiquant que vous désirez me voir* » par lequel commence le bordereau. Par ailleurs, les fameux plans directeurs sont dans une armoire du 1<sup>er</sup> bureau, fermé par un cadenas dont Dreyfus a connu (ou pu connaître) le code, inchangé depuis son passage.

Du Paty conclut : « *Les faits énumérés ci-dessus peuvent s'appliquer au capitaine Dr...* »<sup>(75)</sup>.

Ce sont ces trois pièces (le memento, la lettre Davignon, *Ce canaille de D.*), plus un rapport de Guénée (ou une note le résumant) et le commentaire écrit par du Paty qui constituent le dossier secret de 1894.

Dans le cadre de l'enquête interne du service de renseignements, le travail de recoupement est usuel ; si l'on admet la véracité des propos prêtés à Val Carlos par Guénée, il n'y a nulle machination à ce stade. La constatation que de précédents soupçons peuvent s'appliquer à Dreyfus n'est pas en soi un élément déterminant ; elle ne peut cependant pas être maintenue sous le boisseau par la Section de statistique. Le commentaire paraît charger Dreyfus, mais la formulation est systématiquement conditionnelle (du moins quant au brouillon qui seul subsiste).

C'est ici qu'il devient délicat de juger avec sérénité la conduite du général Mercier. Que devait-il advenir de ce dossier ?

– On aurait pu le ranger dans un tiroir et ne pas le mêler à l'affaire, puisqu'il n'apportait aucune preuve décisive contre Dreyfus. Mais le général Mercier, sans doute avec Sandherr, estime que les éléments qu'il contient doivent être connus des juges. En effet, ils complètent leur connaissance de la situation en matière de trahison et peuvent s'appliquer à Dreyfus. Ils sont également, on ne le remarque pas assez, une réplique absolue aux dénégations officielles de l'Allemagne. Le gouvernement français cautionne si obligeamment ces dénégations que les juges auraient eu toutes les raisons de se poser des questions... Or, chacune des trois pièces interceptées est une preuve irréfutable des manigances de Schwartzkoppen.

– Ces pièces auraient pu (et dû) être versées au dossier, connues de la défense de l'accusé. A Rennes, Mercier dira que le huis-clos était à ses yeux une sécurité insuffisante pour garantir le secret, l'origine du bordereau devant rester rigoureusement cachée, hors de portée des journalistes. Probablement redoutait-il aussi l'usage que l'avocat et la famille de Dreyfus (dont les frères habitaient l'Alsace allemande, rappelons-le) auraient pu faire de telles pièces, relevant incontestablement du secret d'État. C'est pour justifier cette décision que l'ancien

(75) Brouillon du commentaire produit en 2<sup>ème</sup> Cass. I, p. 375.

ministre alléguera le risque de guerre avec l'Allemagne. Il ajoutera qu'il avait fait là « *ce qui avait déjà été fait dans la plupart des affaires d'espionnage, aussi bien devant les tribunaux civils que militaires [...]* sans aucune protestation, bien que la chose eût été connue »<sup>(76)</sup>.

Et, de fait, le dossier secret est communiqué aux juges à l'insu de la défense, ce qui est une évidente violation du caractère contradictoire que doit avoir tout débat judiciaire.

### c – La condamnation

Le procès s'ouvre le 19 décembre. Le Conseil de Guerre est présidé par le colonel Maurel, les six autres juges sont le lieutenant-colonel Echerman, les commandants Florentin, Patron et Gallet, les capitaines Roche et Freystaetter. M<sup>e</sup> Demange tente une ultime fois de s'opposer au huis-clos, en vain.

On ne connaît pas les détails des quatre jours du procès dont rien n'a été publié. Outre les juges, l'accusé et son avocat, assistent aux débats le commandant Brisset, commissaire du gouvernement, le sous-chef du 3<sup>ème</sup> bureau, Georges Picquart, en tant que représentant du ministre de la Guerre et le préfet de police Lépine. Certains d'entre eux livreront leurs souvenirs, interrogés lors de la révision du procès, quatre ans plus tard, ou dans les journaux, de façon plus ou moins partielle. Tous ont insisté sur la déposition du commandant Henry qui a été, semble-t-il, la plus frappante.

Henry représente la Section de statistique, l'usage voulant que le chef de ce service ne dépose pas lui-même devant les tribunaux. Convaincu de la culpabilité de Dreyfus, il affirme avec force cette conviction, allant jusqu'à désigner l'accusé d'un geste solennel : « *J'affirme, moi, que le traître, le voilà* »<sup>(77)</sup>. Il relate l'essentiel des propos de Val Carlos, bien entendu sans le nommer. Lorsque Dreyfus, puis Demange insistent pour connaître ce nom, il réplique : « *Il y a des secrets dans la tête d'un officier qui doivent être ignorés de son képi* ». Promise à la célébrité, cette phrase est certes un peu ridicule ; elle n'en traduit pas moins un souci de discrétion normal pour un officier travaillant aux services secrets. Mais après le suicide d'Henry, en 1899, elle symbolisera la duplicité d'un officier décidé à tout pour perdre Dreyfus.

Voici l'impression conservée par le président Maurel<sup>(78)</sup> :

« *Le témoignage du commandant Henry eut gagné à être moins exagéré en gestes et en paroles ; on l'a raconté ces jours derniers, vous*

(76) Rennes I, pp. 98-99 : Mercier.

(77) 1<sup>ère</sup> Cass. II, p. 8 : Freystaetter.

(78) Rennes II, p. 192 : Maurel.



le connaissez. Pour moi, je crois que le commandant Henry a parlé sans haine et sans passion ».

Lorsqu'ils seront interrogés sur les éléments de leur conviction, les juges citeront les dépositions d'Henry et du Paty, les expertises en écriture et les débats contradictoires<sup>(79)</sup>.

De ces derniers, on ne sait rien. Sans doute s'agit-il des témoignages d'officiers contribuant à montrer que Dreyfus était en mesure d'accéder aux renseignements mentionnés au bordereau ; nous en connaissons ce qui a été dit lors de l'instruction d'Ormescheville. Dans le souvenir du préfet de police Lépine, Dreyfus nie « tout d'une voix atone, paresseuse, blanche »<sup>(80)</sup>. De l'avis de tous, l'impression produite par l'accusé est extrêmement défavorable.

Pour ce qui est des expertises, Gobert (qui comparait uniquement en tant que témoin) a vraisemblablement été facilement discrédité par l'étrangeté de sa conduite à l'égard de Dreyfus. Comme lui, l'expert Pelletier souligne l'existence de certaines dissemblances entre les écritures du bordereau et de l'accusé. Mais Bertillon propose une explication : Dreyfus aurait modifié son écriture de façon rationnelle en utilisant celle de son frère (l'expert étaye cette théorie hardie sur une lettre de Mathieu trouvée lors de la perquisition au domicile de Dreyfus, dite "lettre du buvard"). Selon les souvenirs, le raisonnement de Bertillon parut lumineux aux uns, grotesque aux autres<sup>(81)</sup>. Quoi qu'il en soit, même si sa longue déposition est rébarbative, les juges en retiennent au moins que les dissemblances peuvent s'expliquer<sup>(82)</sup>. Et malgré ces dissemblances, les deux autres experts commis, Charavay et Teyssonnières, attribuent sans ambages le bordereau à Dreyfus.

Du Paty et Henry présentent aux juges les éléments résultant de l'enquête pratiquée par leur service. Il semble que du Paty ait parlé sans passion, comme dans son rapport du 30 octobre.

Des témoins à décharge sont également entendu ; le rabbin de Paris, Dreyfus (non parent avec l'accusé), le philosophe Lucien Lévy-Brühl, cousin de l'accusé, Amson, un industriel, et Vaucaire, un médecin, viennent dire leur estime pour la famille Dreyfus. Cinq officiers, le colonel Clément, les commandants Barbarin, Ruffey, Leblond, les capitaines Meyer et Devaux témoignent de leur opinion que Dreyfus est un loyal

(79) Rennes II, p. 92 : Maurel, et p. 399 : Freystaetter.

(80) 1ère Cass. II, p. 9 : Lépine.

(81) Mercier avait été si convaincu qu'il avait envoyé Bertillon exposer son idée à Casimir-Périer... lequel eut, dit-il, l'impression d'avoir affaire à un fou. Une telle divergence peut s'expliquer par l'extrême timidité de Bertillon dont témoigne sa nièce (Suzanne Bertillon, *Vie d'Alphonse Bertillon*, Gallimard, Paris, 1941). Homme de cabinet, il était notamment paniqué à l'idée de prendre la parole en public.

(82) 1ère Cass. II, p. 7 : Freystaetter.

soldat. « Autant de vaines paroles », reconnaît Joseph Reinach. Aucun des témoins cités par la défense ne s'oppose à la matérialité des faits. Le cousin Hadamard n'est pas là pour montrer la correspondance litigieuse que Dreyfus entretient avec lui. Le capitaine Tocanne, qui pourtant affirme à la barre « Je le crois incapable d'une félonie », est un témoin à charge car il conteste les affirmations de Dreyfus lorsque celui-ci prétend qu'il était facile d'accéder aux documents secrets du 2ème bureau.

Le colonel Maurel dira plus tard qu'à l'issue des débats, il avait acquis la conviction de la culpabilité de Dreyfus, conviction qui était « ferme et inébranlable lorsque le conseil s'est retiré pour délibérer »<sup>(83)</sup>. Selon lui, les autres juges partageaient le même sentiment et aucun ne l'a contredit. Il faut donc souligner, car ce point est très fréquemment déformé dans les ouvrages consacrés à l'affaire<sup>(84)</sup>, que la religion du Conseil de Guerre était faite avant qu'il ait pris connaissance des pièces secrètes. Même Freystaetter, celui des juges qui, à Rennes, se montrera le plus en faveur des dreyfusards, reconnaîtra qu'elles n'ont eu qu'une « légère influence » sur lui.

Ce fameux dossier est remis au Conseil le 21 décembre par du Paty, avec l'ordre moral du ministre d'en prendre connaissance (en effet, Mercier n'a pas le droit de donner un tel ordre, au sens militaire du terme). L'enveloppe scellée est ouverte lors des débats, Maurel donne lecture d'une seule pièce, vraisemblablement *Ce canaille de D.* et fait circuler les autres.

La culpabilité de Dreyfus fait l'unanimité des juges. Le capitaine est condamné à la dégradation et à la détention perpétuelle dans une enceinte fortifiée.

#### d – Après le procès

Alfred Dreyfus dépose un pourvoi en cassation. Il est rejeté le 31 décembre. Le même jour, du Paty est envoyé à la prison du Cherche-Midi par le général Mercier. Il s'agit une ultime fois de tenter d'obtenir des aveux, en particulier pour connaître l'étendue des renseignements livrés à l'Allemagne. Selon Dreyfus, du Paty lui aurait alors demandé s'il n'aurait pas voulu se livrer à une opération d'amorçage<sup>(85)</sup>.

(83) Rennes, p. 192 : Maurel.

(84) Autant il est explicable que les dreyfusards de l'époque aient cru que le mystérieux dossier secret avait emporté la conviction des juges, autant il n'est pas admissible que des historiens ultérieurs accréditent une version contournée par tous les témoins. Voir par exemple Maurice Baumont, opus cité, p. 108, ou Pierre Miquel, *L'Affaire Dreyfus*, PUF, Paris, 1959, p. 29.

(85) Lettre de Dreyfus à son avocat, datée du 31 décembre, citée par Marcel Thomas, pp. 218-219. Du Paty niera le fait.



Mais le condamné se déclare toujours non coupable et affirme sa conviction d'être un jour innocenté.

Le 5 janvier 1895, Dreyfus est dégradé, solennellement, dans la cour de l'École militaire.

Le procès étant terminé, début janvier, le général Mercier donne l'ordre au colonel Sandherr de disperser le dossier secret qui lui a été restitué. Il estime que chaque pièce doit revenir dans son carton d'origine<sup>(86)</sup>. Du coup, le commentaire de du Paty n'a plus de signification et le ministre détruit ce qu'il considère comme sa propriété personnelle. Ce geste sera l'objet d'une vive indignation des dreyfusards, lorsqu'il sera connu ; il sera décrit comme celui de l'assassin qui tente d'effacer toute trace de son crime.

Mais le 15 janvier, le gouvernement est renversé et le général Mercier quitte le ministère, remplacé par le général Zurlinden. Sandherr n'applique pas la consigne du précédent ministre (on ignore pourquoi) et conserve le dossier secret dans une enveloppe scellée où il ajoute des photographies du bordereau et une copie du rapport du Paty. Cette enveloppe est ensuite enfermée dans l'armoire de son bureau.

Le 17 février 1895, Dreyfus part pour l'île de Ré d'où un bateau l'emmène à l'Île du Diable. Il y arrive le 13 avril.

A partir de cette date, le personnage d'Alfred Dreyfus entre dans la légende. Les lettres à sa femme, les paroles d'un père séparé de ses enfants, ses cris d'innocence, tout cela sera amplement utilisé pour composer un portrait émouvant de l'exilé. Lorsqu'il sera de retour en France, pour la révision de son procès, le personnage surprendra ses défenseurs par sa froideur, son espèce d'indifférence à sa propre histoire. Ses thuriféraires tenteront alors de construire le personnage du militaire idéal, passionnément dévoué à l'armée, respectueux jusqu'à l'absurde de la hiérarchie. Ces portraits sont de circonstance, destinés à imposer une image au public. Le personnage réel nous échappe.

Est-il possible aujourd'hui d'esquisser un portrait psychologique de Dreyfus ?

La difficulté vient de ce que la plupart des éléments en notre possession ont été livrés dans un contexte de crise : du jour de son arrestation à la fin de sa vie, qu'il soit innocent ou coupable, l'homme doit se composer un visage. L'absence de spontanéité qui semble être une donnée de son caractère accroît l'impression artificielle que laisse cette figure de cire.

Alfred Dreyfus est incontestablement intelligent et travailleur, sa réussite à Polytechnique, à l'École de Guerre en témoigne. Il est très

(86) Rennes II, p. 221 : Mercier.

attaché à la réussite sociale que cela représente et qui vient compléter une fortune matérielle qu'il est fier de montrer. L'anecdote de la place à la sortie de l'École de guerre trahit un caractère orgueilleux et revendicatif, très sensible aux blessures d'amour propre.

Le personnage, d'avis unanime peu sympathique, ne semble pas avoir un caractère franc. Dans la position, assurément difficile, d'accusé, ses réponses sont systématiquement ambiguës et floues. Il est d'ailleurs caractéristique que ses défenseurs aient différé la publication de ses interrogatoires jusqu'à deux ans après sa réhabilitation.

Ses deux aventures avérées extra conjugales (ou esquisses d'aventures si l'on prend sa parole à la lettre) viennent contredire le portrait idyllique du père de famille modèle. Il n'est peut-être pas anodin que deux de ses relations féminines aient été des étrangères – ce qui écorche aussi l'image de l'alsacien patriote, surtout dans le contexte de l'époque – de plus liées au milieu de l'espionnage.

Enfin, la curiosité dont il faisait preuve dans le cadre de son service avait souvent paru déplacée à certains de ses collaborateurs qui, sans avoir rien soupçonné, ne seront pas surpris de sa condamnation.

Tout cela compose une image peu nette d'un personnage insaisissable, capable de dissimulation.

## V – LES POINTS FAIBLES DE LA CONDAMNATION

En 1894, la condamnation de Dreyfus fait l'unanimité tant des juges que des différents officiers tenus au courant de l'affaire.

Pourtant, elle comporte un certain nombre de faiblesses. Faiblesses que les défenseurs de Dreyfus pourront exploiter ultérieurement, à la grande satisfaction des antimilitaristes et des philosémites. Faiblesses qui contraindront les militaires à prendre une position défensive, à l'origine de bien des initiatives déplorables.

D'abord, et accessoirement, Dreyfus n'a pas avoué. Du moins pas de façon officielle<sup>(87)</sup>. Au contraire, il a toujours clamé son innocence et sa certitude d'être un jour innocenté. Sans doute, cela ne prouve rien ; moult criminels avérés ne sont jamais passés aux aveux. Mais des aveux auraient définitivement clos le dossier (ce qui explique l'ultime tentative de du Paty pour en obtenir). Au contraire, des cris d'innocence ont toujours quelques chances d'émouvoir les hommes, et Dreyfus ne cessera pas d'en jeter, sachant par ailleurs que sa famille, particulièrement son frère Mathieu, s'occupe activement de sa cause.

(87) Les antidreyfusards se raccrocheront sur le tard à des aveux que nous estimons douteux (pp. 346 et suivantes) et qui n'ont, de toute façon, aucun caractère officiel.



Mais la fragilité essentielle et intrinsèque de la condamnation tient au bordereau lui-même. La pièce sur laquelle est fondée l'affaire comporte trois éléments accusateurs : son origine, son écriture et son contenu.

L'origine a été maintenue secrète pour d'évidentes raisons, nous l'avons dit : ni les méthodes du service de renseignements, ni les pratiques de l'attaché militaire allemand ne pouvaient être révélées. Mais il s'ensuit que l'origine du bordereau pouvait être contestée... Elle l'a été en 1894 par l'Allemagne, sans que nul ne soit dupe. Elle le sera lorsqu'on voudra accuser l'état-major en général, le commandant Henry en particulier, de machination contre Dreyfus. Pour rétablir la vérité sur ce point, il faudra "brûler" Mme Bastian, à Rennes, en 1899. Et cela aboutira à la destruction de notre réseau de contre-espionnage.

La question de l'écriture n'a pas fait l'unanimité des experts. Certes, en 1894, le conseil de guerre a de bonnes raisons de douter de l'impartialité de Gobert et de la qualité du travail de Pelletier ; ces raisons ont notamment été exposées dans le rapport d'Ormescheville. Mais on pourra dire que cela résulte d'un parti pris contre Dreyfus. Et il reste que sur cinq experts consultés, un, non assermenté, a refusé de conclure et un autre, assermenté, a conclu que le bordereau n'était pas de Dreyfus. Il suffira donc qu'un des trois experts ayant attribué le texte à Dreyfus déclare changer d'avis pour qu'on puisse dire que la majorité se trouve déplacée. Celui-là sera Charavay, en 1898.

La teneur réelle des notes annoncées par le traître est inconnue et le restera. On les considère aujourd'hui définitivement disparues<sup>(88)</sup>. Le fait est qu'on n'a jamais su, et qu'on ne sait toujours pas, ce que l'auteur du bordereau a exactement livré à l'Allemagne... En 1894, nul n'a mis en doute qu'il s'agissait d'informations de grande importance. Le fait que Dreyfus ait été en mesure de les connaître a certainement eu une part importante à sa condamnation. Mais lorsque les défenseurs du condamné prendront l'offensive, ils pourront desserrer l'étau en soutenant que ces notes étaient sans doute de médiocre valeur et pouvaient avoir été écrites par un quelconque militaire. Et plus le temps passera, plus cet argument pourra être crédible... Ce sera l'hypothèse indispensable à la mise en cause d'Esterhazy.

Enfin, il y a le dossier secret. En 1894, sa constitution n'a nullement choqué les juges militaires ; des pièces montrant le fonctionnement de l'espionnage d'un pays étranger relèvent du secret d'État. Les civils n'ont pas à s'en mêler : rien de plus naturel aux yeux d'un officier de 1894...

Mais l'existence du dossier secret sera le premier, et sans doute le meilleur cheval de bataille des dreyfusards, la première "forfaiture" des militaires qu'ils dénonceront. A l'évidence, il y a là de quoi alerter les

(88) C'est ce qu'affirme l'archiviste Marcel Thomas.

juristes et tous ceux qui se réclament des droits de l'individu. Le fait que Dreyfus ait pu être condamné avec le concours de pièces inconnues à la défense est à même de rallier beaucoup de gens à sa cause, si la famille vient à l'apprendre. La position d'Urbain Gohier, par exemple, en sera une bonne illustration : il s'insurgera à l'idée que Dreyfus ait été condamné « en violant les garanties que la loi accorde à tout accusé. [...] cela créait un précédent qui pouvait être employé contre n'importe quel citoyen français n'épousant pas les idées du gouvernement »<sup>(89)</sup>.

Conscients de cette faiblesse, les militaires chercheront longtemps à la tenir secrète, d'où un manque de franchise qui paraîtra dissimuler une culpabilité plus profonde. Ainsi, le 13 janvier 1898, jour du fameux *J'accuse* de Zola, Jaurès pourra se donner l'élégance de dire à la Chambre que, si la communication de pièces secrètes avait été « un acte révolutionnaire pour la patrie », il fallait la revendiquer « hautement, orgueilleusement » et non la dissimuler... La volonté de protéger les méthodes ancillaires d'un service secret n'est pas, le romancier le sait parfaitement, un sujet digne d'orgueil.

Lorsqu'il se confirmera qu'aucune pièce de ce fameux dossier ne dénonce formellement Dreyfus, que *Ce canaille de D.* ne s'applique pas forcément à Dreyfus, l'état-major ne pourra qu'arguer du risque diplomatique et exposer que la conviction du conseil de guerre était établie avant d'ouvrir le dossier. Justifications bien ternes, qui paraîtront des arguties jésuitiques face à la bruyante indignation des dreyfusards...

Doit-on en conclure que l'enquête avait été trop sommaire et la condamnation prononcée à la légère ?

Telle est aujourd'hui l'opinion générale. Il faut pourtant se rendre compte que toutes ces faiblesses sont vues à la lumière des événements qui suivirent et que la perspective s'en trouve faussée.

Avec les éléments dont ils disposaient, la certitude d'une trahison grave et le faisceau convergent qui désignait Dreyfus comme coupable, les juges de 1894 ne pouvaient pas ne pas condamner. D'ailleurs, leur sincérité n'est pas mise en cause. On a seulement prétendu qu'ils avaient entre les mains un dossier faussé (ce qui était de la pure propagande, puisque c'est seulement en 1971 que l'historien Marcel Thomas tentera d'établir le caractère mensonger des rapports Guénée, à notre avis sans y parvenir). Toutes les autres pièces sont sans conteste authentiques. On a dit qu'ils avaient été abusés par la Section de statistique, tout comme d'Ormescheville l'aurait été.

La faute ("le crime" si l'on préfère la terminologie de convenance) est donc entièrement reportée sur Sandherr, Henry et du Paty en ce qui concerne l'enquête, sur le général Mercier pour ce qui est des décisions

(89) Jean Drault, *Drumont*, p. 225.



A leur malveillance supposée, on proposera mille raisons : l'antisémitisme, la peur du commandant Henry qui serait le véritable traître, l'affolement de Mercier terrifié par les attaques de la presse, etc. Nous allons revenir sur ces piliers de la littérature dreyfusarde. Mais, avec un peu de sérénité, il apparaît quasiment certain que, à tort ou à raison, ces hommes ont été sincèrement convaincus de la culpabilité de Dreyfus et que l'enquête a été menée avec honnêteté. Il est également acquis que chacun d'eux, à un moment donné, a eu le sentiment que les choses allaient trop vite, qu'il aurait fallu approfondir davantage<sup>(90)</sup>.

Il est vrai que nombre de questions concrètes n'ont pas été élucidées. Quelle est la date du bordereau ? Comment le coupable a-t-il connu le frein du canon de 120 ? Quels documents ont-ils été transmis ?

Il est vrai que Dreyfus n'a pas le profil de l'espion tel qu'on se l'imaginerait ; il est sans doute antipathique et fureteur, mais c'est un officier généralement très bien noté, promis à une belle carrière, jouissant de surcroît d'une grande fortune personnelle.

Pas de preuve autre que l'écriture, pas de mobile, pas d'aveu. De nos jours, Dreyfus serait vraisemblablement acquitté au bénéfice du doute.

Mais en 1894, vingt-quatre ans après une terrible défaite ayant amputé la France de deux provinces, en pleine période de réarmement et de tension incessante avec l'Allemagne, la trahison est le plus redoutable des crimes. L'assassin tue un homme, le traître est ressenti comme responsable potentiel d'une guerre perdue, donc de la mort de milliers d'hommes. Trahison il y avait. L'écriture désignait un homme. Cet homme était bien placé pour trahir. Son attitude apparaissait suspecte. Il fut condamné. L'affaire Dreyfus, en 1894, pourrait être sous-titrée "une justice expéditive".

Le général Billot expliquera plus tard (parlant d'un autre épisode de l'affaire) qu'en matière d'espionnage, on ne peut arriver à la vérité que par recoupement. « *Quand on a 2, 3 ou 4 bases qui permettent de viser le même point, il est rare qu'on ne tombe pas juste* »<sup>(91)</sup>. Ce propos s'applique parfaitement au jugement de 1894. C'est le meilleur résumé du pourquoi de la condamnation. « *Il est rare qu'on ne tombe pas juste* », dit Billot : ici se glisse le spectre de l'erreur judiciaire. Seuls des aveux ou le flagrant délit peuvent garantir contre l'erreur judiciaire. Ni les aveux ni le flagrant délit ne sont exigés pour condamner un homme.

(90) Avant que l'arrestation ne soit décidée, on sait que Sandherr aurait souhaité pouvoir faire surveiller Dreyfus, afin d'en savoir plus et d'obtenir un flagrant délit. A la fin de son enquête préliminaire, du Paty a redouté que les bases de l'accusation ne soient trop fragiles. Mercier lui-même avouera, à Rennes (I, p. 91), qu'il aurait préféré prolonger l'enquête de quelques jours.

(91) 2ème Cass. I, p. 675 : Billot.

## VI - LA SIDÉRATION ACTUELLE

Ce qui précède a été rédigé dans le souci de donner une vision objective du jugement de 1894. Mais, pour ceux qui se sont déjà intéressés à l'affaire Dreyfus, ce récit neutre risque de paraître partial...

C'est que le flot de littérature qui a coulé sur cette question depuis un siècle est à une écrasante majorité l'œuvre d'auteurs convaincus de l'innocence de Dreyfus. Tellement convaincus qu'ils sont incapables d'exposer sereinement les circonstances et les motifs de sa condamnation. Une seule question les guide : "Pourquoi a-t-on condamné cet innocent ?". Aussi s'appliquent-ils à donner les couleurs les plus noires aux différentes étapes qui mènent à la condamnation. Et, trop souvent, le scrupule de l'historien s'efface derrière l'effet littéraire.

Tous ces auteurs, qui se copient les uns les autres depuis un siècle, apportant au plus une obole d'originalité, ont la même source : Joseph Reinach, auteur de la monumentale *Histoire de l'affaire Dreyfus*, en sept volumes. Or, bien qu'il ait par ailleurs des velléités d'historien, Reinach est avant tout un acteur de l'affaire, et même l'un des tout premiers acteurs, tant du point de vue chronologique que par l'importance de son rôle<sup>(92)</sup>. Passionnément engagé dans la défense de Dreyfus, son récit est un document fort précieux, mais c'est avant tout une œuvre de militantisme.

Ainsi s'est installée la conviction que l'enquête a été menée de bout en bout avec la plus abjecte mauvaise foi et que la sentence de 1894 résulte d'une épouvantable machination. Or, de cette machination, sur laquelle les imaginations ont tant travaillé, en vain, il n'existe nulle autre preuve que l'innocence de Dreyfus posée en dogme !

### a - M. Bredin ou l'art d'utiliser la forme pour suggérer le fond

Parmi les ouvrages les plus récents, le livre que Jean-Denis Bredin a consacré à l'affaire Dreyfus en 1983, sobrement intitulé *L'Affaire*, est destiné à servir de référence.

Travail revêtu de l'estampille de l'académicien, il dit tout ce que l'étudiant de "Science-Po" doit savoir. Il dit tout ce que le mondain doit connaître pour faire bonne figure lorsqu'on aborde le sujet<sup>(93)</sup>. Se targuant

(92) Voir pp. 224-226.

(93) C'est par exemple, avec Reinach, l'auteur de référence cité dans l'ouvrage à usage universitaire de Pierre Mayeur, *La Vie politique sous la Troisième République*, Éditions du Seuil, Paris, 1984. Dans le numéro spécial que la revue *L'Histoire* a consacré à Dreyfus en janvier 1994, *L'Affaire* de Jean-Denis Bredin est, de loin, la source la plus souvent mentionnée. Destiné à être un succès de librairie, le livre a d'ailleurs été réédité pour le centenaire de 1894.



d'une abondante documentation, de plusieurs années de travail, l'auteur laisse entendre qu'il a fait la somme des connaissances sur "l'affaire". Il est d'ailleurs encensé comme tel dans les ouvrages postérieurs. La petite notice de l'édition de poche annonce même qu'il va en « démonter les ressorts » et répondre « aux questions que l'affaire continue de susciter ».

Or, loin de démonter quoi que ce soit, M. Bredin se contente de reprendre, sans aucune remise en cause sérieuse, sans enquête personnelle, le récit séculaire des dreyfusards. Pour ce qui est des réponses, les faits induisant des questions gênantes sont occultés, nous le verrons.

Les premiers chapitres du livre annoncent clairement la position de l'auteur : Alfred Dreyfus est un officier au cœur pur, un ardent patriote qui a été la victime de l'antisémitisme français, ajouté aux « préjugés inhérents à l'esprit militaire »... En fait de préjugés, c'est bien des siens dont M. Bredin nous fait part d'emblée. L'innocence de Dreyfus n'aura pas besoin d'être prouvée : c'est le postulat de départ.

De façon caractéristique, *L'Affaire* commence par une avant-scène mélodramatique relatant la dégradation de Dreyfus, le 5 janvier 1895, alors que Jean-Denis Bredin n'a encore rien dit de l'affaire. Détachée de tout contexte, uniquement destinée à émouvoir le lecteur en faveur du condamné, la narration est émaillée d'extraits de lettres de Dreyfus à sa femme Lucie (il pleure, il lutte contre le désespoir, « fort de sa conscience pure et sans tache ») et de commentaires écrits par des contemporains antisémites, Léon Daudet et Maurice Barrès. La noble et émouvante victime d'un côté, les ignobles persécuteurs de l'autre ; le décor est planté et tout le livre ne sera que détails et raffinements autour de cette interprétation de l'affaire.

Pourtant, si l'on raisonne, les lettres de Dreyfus auraient exactement le même pouvoir émotionnel, et la même teneur, s'il était coupable, pour peu qu'il soit bon écrivain... La même remarque vaut pour les longs extraits des mémoires pro domo de Dreyfus, pour les grands paragraphes évoquant la pénible détention à l'île du Diable ou les angoisses de ses proches. Tout cela agrmente plaisamment un ouvrage de vulgarisation historique, mais ne constitue pas même un indice de l'innocence du condamné.

Il en va de même pour le choix des extraits de presse. Les antisémites se réjouissent. Si le coupable avait été un aumônier militaire, sans doute les anticléricaux eussent-ils triomphé. Et pourquoi M. Bredin ne signale-t-il pas que, le 25 décembre 1894, Clemenceau s'indignait que le traître n'ait pas été fusillé ? et que, pour avoir réclamé la même chose, Jaurès fut expulsé de la chambre des députés ? Oh, il le dira... Mais plus tard, quand il aura besoin de prouver que les ralliements à Dreyfus furent lents et difficiles. Pour le prologue, il faut seulement

que l'affaire soit celle d'un martyr juif, décrété coupable parce qu'étant de la race de Judas. Question d'ambiance.

Jean-Denis Bredin récidive le procédé d'anticipation, faussant la perspective. Reportons-nous page 75 de son ouvrage.

L'auteur vient de broser le tableau de la France, de l'espionnage et du contre-espionnage, les principaux protagonistes ont été présentés. L'action peut donc commencer.

Elle commence, en effet,... le 13 octobre 1894.

Le lecteur est propulsé dans le cabinet du général de Boisdeffre, le jour de la convocation du suspect. Il assiste d'emblée à la scène de la dictée : le commandant du Paty de Clam dicte au capitaine Dreyfus une lettre dans laquelle sont repris les termes mêmes du bordereau. Cette expérience est on ne peut plus normale dans le cadre de l'enquête, mais M. Bredin n'a pas encore parlé du bordereau, arrivé le 26 septembre.

N'étant au courant ni du crime commis ni de l'enquête préliminaire, le lecteur trouve bien sûr cette scène absurde et éprouve le sentiment d'arbitraire que l'auteur a tout fait pour lui donner... D'autant plus que, non content d'avoir placé cet épisode dix-huit pages avant l'ordre logique, M. Bredin l'a fait précéder d'un paragraphe où il a présenté le vrai traître, selon la vulgate : Esterhazy, cautionné par Schwartzkoppen. Cette hypothèse, contestable nous le verrons, a été introduite comme Vérité avant même d'aborder le vif du sujet !

Résumons. Page 72, Esterhazy frappe à la porte de l'ambassade d'Allemagne (« le 20 juillet 1894, entre 3 et 4 heures de l'après-midi... »). Page 75, la foudre tombe sur la tête de ce pauvre capitaine Dreyfus, venu sereinement au ministère « suivant les quais de la Seine, heureux de traverser ce Paris d'automne », après avoir embrassé sa femme et ses enfants. Comment l'indignation ne saisirait-elle pas le lecteur qui sait déjà Dreyfus innocent d'un crime qu'il ignore encore ? Et il comprendra tout quand on lui expliquera le complot antisémite, fomenté autour d'un obscur bordereau qui apparaît enfin page 80. Bel effet de manche, mais cela n'est pas de l'histoire !

## b – L'antisémitisme à la rescousse

Avant d'aborder le vif de l'affaire, outre les évocations de Dreyfus – son enfance exemplaire, sa famille, le malheur qui le frappe – Jean-Denis Bredin peint longuement d'horribles tableaux d'une France antisémite, toute vibrante derrière Drumont et Déroulède. Ce faisant, il cultive l'effet littéraire et replonge le lecteur dans l'ambiance d'une affaire qui va déchirer la France, séparer familles et amis. Mais, par le même élan, seront désamorçés les témoignages défavorables à Dreyfus,



émanant de militaires qui ont vécu aux côtés de lui. La réplique sera simple : ils étaient antisémites. Tous.

Le général Bonnefond, celui qui avait attribué à Dreyfus la mauvaise note de "cote d'amour" est bien sûr taxé d'antisémitisme. Mais le général de Dionne, qui pourtant en avait octroyé une bonne, est lui aussi antisémite car il dira avoir une mauvaise opinion de Dreyfus au point de vue moral. Le commandant Bertin-Mouroit est un authentique juif, par sa mère, mais s'il a mal jugé Dreyfus au cours de son stage, c'est parce qu'il est... antisémite, pour faire oublier son origine ! De toute façon, pour Jean-Denis Bredin, l'armée en général et l'état-major en particulier sont antisémites, ce qui ne l'empêche pas de signaler qu'il y a, à l'époque, dix pour cent d'officiers juifs en France<sup>(94)</sup>. Tous des Bertin-Mouroit sans doute ?

Quant à la Section de statistique, à en croire M. Bredin, elle présente une concentration record en la matière : Sandherr est « un antisémite passionné », Lauth est antisémite par dépit d'être protestant (?!), Henry est sous l'influence de Lauth... Tous antisémites, tous, jusqu'au "divin Picquart" dont l'hagiographie exige qu'il soit devenu dreyfusard contre ses propres préjugés. A ce compte-là, qui s'étonnera de l'acharnement déployé contre le malheureux Dreyfus ?

Or, prétendre que Dreyfus a été désigné coupable parce que juif est absolument dénué de fondement. Jean-Denis Bredin n'ose tout de même pas raconter qu'on a cherché quels étaient les juifs proches de l'état-major pour désigner le traître<sup>(95)</sup>, mais il présente l'enquête sur un ton ironique, de façon à laisser entendre qu'elle fut superficielle, voire fantaisiste, et que ses conclusions ont été arrêtées dès qu'un juif est apparu.

Le bordereau est qualifié d'« étonnante trouvaille » qui émoustille une Section de statistique dans laquelle, nous a-t-il prévenus, « l'espionnite

(94) Jean-Denis Bredin s'appuie sur l'étude de W. Serman, *Les Officiers français dans la nation*, Aubier, Paris, 1982. Voici le passage que reprend la revue *L'Histoire*, opus cité, p. 19 : « Avant 1890, l'antisémitisme était peu répandu dans la société militaire. La proportion d'officiers juifs tendait à s'élever progressivement, passant de 2% à 10%. Égale à la proportion de juifs dans la population française avant 1870, elle devient supérieure vers 1892. »

(95) Sur ce point, Marcel Thomas est très net : « Bien entendu, il ne vint à l'idée de personne que Dreyfus était coupable parce que juif » (*L'Affaire sans Dreyfus*, p. 158). Mais dans un livre aussi sérieux que *L'Histoire de la France contemporaine*, édité chez Hachette en 1921, sous le patronage d'Ernest Lavisse, on trouve la présentation suivante : « Cette condamnation était liée à l'agitation contre les juifs commencée en 1886 par le journaliste Drumont. Les officiers du ministère de la Guerre avaient porté leurs soupçons sur Dreyfus parce qu'il était juif » (Tome huitième, *L'Évolution de la troisième République*, par Ch. Seignoblos). Aujourd'hui encore, dans la revue *L'Histoire*, opus cité, p. 14, les professeurs Maurice Vaisse et Jean-François Boulanger écrivent : « On comprend que, dans ce contexte, les soupçons se portent presque naturellement sur un juif alsacien. » Et ceci avant d'expliquer la démarche d'Aboville...

est devenue une maladie naturelle ». Étrange critique envers un service de contre-espionnage.

L'idée de chercher parmi les stagiaires de seconde année est, nous l'avons vu, justifiée par la variété des renseignements cités dans le bordereau, émanant de différents bureaux où les stagiaires passent six mois tout à tour. Mais, d'un ton volontairement badin, M. Bredin raconte que cette piste a été imaginée par le lieutenant-colonel d'Aboville, « fier de sa nouvelle nomination », « heureux d'étaler ses capacités », comme s'il s'agissait d'une idée complètement saugrenue<sup>(96)</sup>.

Dreyfus est parmi les quatre ou cinq officiers autour desquels l'étau de resserre. On trouve dans son dossier une note le jugeant très intelligent, mais « incomplet » et « prétentieux ». Commentaire de M. Bredin : « cet officier incomplet, cet officier juif, retient aussitôt l'attention ». Or, ce n'est pas parce qu'Alfred Dreyfus est de confession israélite qu'il est retenu comme suspect, mais parce que son écriture est très semblable à celle du bordereau. Ce que nul ne nie.

Et le chapitre sur le bordereau se termine par une phrase censée refléter la pensée des officiers qui accusent Dreyfus :

« En vérité on aurait dû y penser plus tôt ! Le traître est un officier juif ».

Cela est caractéristique de la façon dont opère un historien dominé par ses sentiments. La première partie de la phrase (« On aurait dû y penser plus tôt ») est effectivement, selon le témoignage du lieutenant-colonel d'Aboville<sup>(97)</sup>, l'exclamation lancée par Sandherr lorsqu'il apprend que les soupçons se portent sur Dreyfus. Mais M. Bredin invente la seconde partie (« Le traître est un officier juif »), afin de donner à la première une couleur antisémite... Un pesant silence pèse sur cette réflexion, puis vient le titre du chapitre suivant : "Les Conjurés" (il s'agit bien sûr de l'état-major).

Cette supercherie est d'autant plus scandaleuse que le véritable motif de la réflexion du colonel Sandherr est parfaitement connu. Il est exposé dans la déposition d'Aboville, comme dans celle du colonel Fabre :

« Le colonel Sandherr, dès qu'il connut le nom de l'officier incriminé, dit que ce nom ne l'étonnait qu'à moitié, attendu que, quoique ne le connaissant pas, il l'avait vu rôder autour de lui à diverses reprises pour lui demander des renseignements et lui poser des questions, auxquelles il n'avait pas répondu d'ailleurs, sur le service de renseignements »<sup>(98)</sup>.

(96) Michel de Lombarès souligne que, à partir de justes remarques et d'une idée qu'il croit fausse, mais « qui aurait pu être la bonne », les enquêteurs « devaient fatalement arriver à Dreyfus », *L'Affaire Dreyfus, La clef du mystère*, Robert Laffont, Paris, 1972, p. 56.

(97) Rennes I, p. 578 : Aboville.

(98) Rennes I, p. 572 : Fabre, et p. 579 : Aboville.



M. Bredin a donc choisi d'évacuer un élément défavorable à Dreyfus (curiosité déplacée, qui recoupe d'autres témoignages sur son intérêt pour tout ce qui concerne l'espionnage) et de le remplacer par un argument antisémite imaginaire, propre à le faire passer pour une victime...

A l'époque, l'antisémitisme est un courant d'opinion dont les adhérents (de droite et de gauche) ne font pas figure d'asociaux. L'antisémitisme d'alors était même « *une grande pensée politique* »<sup>(99)</sup>, selon Georges Bernanos... Il n'aurait été contredit ni par Urbain Gohier ni par Georges Sorel, tous deux antisémites résolus, qui combattirent pour la cause de Dreyfus.

Se demander si les officiers du service de renseignements avaient des opinions antisémites, et si celles-ci ont pu les influencer, peut certes s'avérer une recherche intéressante pour l'historien. Si son enquête lui amène des éléments valables, il doit alors exposer clairement la question, citer ses sources et les soumettre à discussion.

Prenons l'exemple du colonel Sandherr. Il ne suffit pas que tous les dreyfusards aient répété en chœur qu'il était antisémite pour le qualifier d'« *antisémite notoire* ». Sur quoi repose cette affirmation, que le plus mince ouvrage sur l'affaire Dreyfus ne manque pas de reprendre avec force ? Le seul élément que Joseph Reinach puisse fournir est une phrase que Sandherr aurait prononcée, en 1893, lors d'une remise de drapeau : « *Je me méfie de tous les juifs* ». Le propos fut rapporté par « *un témoin auriculaire, M. Schwartz* » au député Lalancette, lequel en témoignera au procès Zola en 1898<sup>(100)</sup>... Comment peut-on fonder un jugement sur un témoignage au deuxième degré ?

Mais admettons un instant que des indices sérieux permettent de conclure que le colonel alsacien était, comme on nous l'affirme, tout acquis aux théories de Drumont ou d'Auguste Chirac<sup>(101)</sup>. Encore faudrait-il se demander si cela aurait pu le conduire à faire condamner un innocent. Cela n'est guère conforme à la personnalité du colonel Sandherr que toutes les sources s'accordent à décrire passionnément dévoué à son travail, constamment occupé à traquer les espions, à mettre au point de nouveaux réseaux de contre-espionnage. Un tel homme aurait-il pu faire sciemment condamner un innocent, ce qui aurait eu pour conséquence première de laisser le vrai coupable continuer son œuvre ? Cela ne paraît pas admissible.

(99) Georges Bernanos, *La Grande peur des bien-pensants*, Grasset, 1931, p. 151. « *Alors, dégagé des hyperboles ridicules, l'antisémitisme apparaît ce qu'il est : non pas une marotte, une vue de l'esprit, mais une grande pensée politique* ».

(100) Reinach, *Hist.* I, p. 146.

(101) Auguste Chirac est un représentant de l'antisémitisme "de gauche". Auteur des *Rois de la République*, publié dès 1883 – donc trois ans avant *La France Juive* de Drumont – il dénonce essentiellement l'oppression du peuple par les financiers juifs.

Mais M. Bredin préfère marteler sur le mode incantatoire que Dreyfus a été accusé par des antisémites qui agissaient par antisémitisme. Tenter d'apporter des preuves de cette affirmation serait admettre qu'elle nécessite d'être prouvée...

### c – Le poids réel de la question juive en 1894

L'analyse de l'impact de l'antisémitisme dans l'affaire de 1894 exige une grande rigueur.

Sur le sentiment des officiers de la Section de statistique à l'égard des juifs, nous n'avons rien que de vagues ragots. La conscience professionnelle de ce service rend quasiment impossible que des passions politiques aient pu faire condamner un innocent, en laissant agir le véritable traître.

Il n'en est pas moins vrai que, dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, les familles israélites fortunées, soucieuses de s'intégrer dans la haute société française, commencent à ambitionner la carrière militaire. Nous avons vu que la proportion d'officiers israélites (10%) dépasse désormais la proportion de citoyens israélites. Ces familles envoient donc leurs fils dans des écoles d'officiers. L'École polytechnique est la plus prestigieuse; elle conduit à l'état-major, aux plus hautes responsabilités militaires. Or, la majorité des élèves viennent de la grande maison Jésuite, l'école de la rue des Postes, qui prodigue la meilleure préparation à Polytechnique. Les élèves israélites, ainsi que les protestants, tous considérés comme "laïcs", forment une minorité non négligeable. Les seuls israélites sont au nombre de huit en 1890, huit en 1892, neuf en 1892, onze en 1893<sup>(102)</sup>.

Entre les deux groupes, qu'unissent l'esprit militaire et le patriotisme très extraverti des années 1870-1914, il existe des rivalités, reflet de celles qui agitent le monde civil à cette période de tension religieuse. Polytechnique, état-major, armée en général : partout se distinguent les officiers catholiques et les autres. Les premiers, dont beaucoup appartiennent à des familles nobles, sont plus ou moins suspects d'hostilité à la République<sup>(103)</sup>. Les seconds, minoritaires, sont de plus en plus présents dans les sphères dirigeantes, installés aux postes de responsabilité par

(102) Ces chiffres sont donnés par Pierre Birnbaum, dans son article *L'Armée française était-elle antisémite ?*, in *L'Histoire*, opus cité, p. 24.

(103) Rappelons que l'Église catholique était par principe monarchiste, hostile au régime issu de 1789. Ce n'est qu'en 1892, quatre ans seulement avant le début de l'affaire, que le pape Léon XIII décide d'accepter le régime établi. Ce qu'on appelle le "ralliement" heurte les convictions de nombreux catholiques. Cette importante question est mise en regard de l'affaire Dreyfus dans le "cahier" de François Brigneau, *Mon affaire Dreyfus*, Publications F.B., Saint-Brieuc, 1993. Par ailleurs, l'épisode boulangiste, lui aussi très frais, pouvait laisser craindre qu'une alliance "du sabre et du goupillon" renverse le régime.



une République soucieuse de laïciser l'armée. Le général Mercier, par exemple, qui sera honni par les siens le jour où "républicain" rimera avec "dreyfusard", est en 1894 un symbole de militaire anticlérical... Marié à une Anglaise protestante, il nomme le général André (le futur ministre des finances...) au commandement de Polytechnique, en disant « *J'en ai assez d'un clérical [...], je veux un républicain à la tête de Polytechnique* »<sup>(104)</sup>.

La plupart des officiers israélites se trouvent d'emblée dans le camp opposé aux catholiques, qui ne les aiment guère. De plus, certains, dont Dreyfus, font maladroitement état de leur fortune, blessant beaucoup d'officiers pauvres. Il est indéniable qu'un certain antisémitisme existe dans l'armée comme dans la population. Il est vraisemblable qu'en apprenant que le traître se nomme Dreyfus, les catholiques ont éprouvé un véritable soulagement. Pour eux, la honte qu'il existe un traître parmi les officiers – nous ne saurions trop souligner l'importance de ce sentiment – s'est trouvée atténuée par le fait qu'il n'était pas tout à fait "des leurs". On pourrait réunir tout un ensemble de réflexions et de "petites phrases" ; elles illustreraient sans doute une étude sur les mentalités, mais n'apportent rien à l'affaire Dreyfus elle-même.

En revanche, en 1894, le fait d'être juif a bien failli sauver Dreyfus. C'est Dreyfus et sa famille qui, les premiers, tentent de placer l'affaire sur le terrain de l'antisémitisme. A peine arrêté, Dreyfus mentionne à du Paty de Clam "l'infamie" commise envers lui à l'École de Guerre<sup>(105)</sup> pour la seule raison de sa religion. Le 13 décembre, deux de ses frères, Mathieu et Léon, vont trouver le colonel Sandherr et lui disent : « *C'est une machination contre notre frère, parce qu'il est officier juif et qu'on voulait le mettre hors de l'armée* ». Sandherr se récrie. Le premier réflexe des Dreyfus est de se dire victimes d'antisémitisme. Plus tard, Reinach écrira qu'il avait eu l'intuition de l'innocence de Dreyfus, devinant qu'il avait été accusé parce que juif<sup>(106)</sup>.

Sur un autre plan, on a vu que le général Saussier, consulté dès la mi-octobre sur l'opportunité de poursuivre Dreyfus, avait conseillé de laisser tomber l'affaire, sous prétexte de ne pas rendre publique la forfaiture d'un officier, argument capable de toucher des militaires. Mais voici, citée par M. Bredin lui-même, la véritable objection de Saussier : « *Et quelles seront les réactions de la banque juive ?* »... Selon Marcel Thomas, le général aurait dit : « *Vous allez faire émigrer 150 millions hors de France* »<sup>(107)</sup>. Rappelons ici que le général Saussier, gouverneur

(104) Cité par Maurice Baumont, *Aux sources de l'affaire*, p. 85.

(105) Rapport du Paty, 2ème Cass. III, p. 12.

(106) Joseph Reinach, *Hist. I*, p. 336.

(107) Jean-Denis Bredin, p. 90, et Marcel Thomas, p. 167. Aucun ne cite sa source.

militaire de Paris, est la première personnalité militaire du pays, appelée à devenir généralissime en cas de conflit. Ses relations avec la société israélite parisienne sont avérées, au moins par l'intermédiaire de son grand ami, Maurice Weil, que nous retrouverons.

Dans les souvenirs de Louis Lépine, préfet de police en 1894, figure une intéressante anecdote. Il s'agit d'une visite qu'il a reçue du grand rabbin Zadoc-Kahn. Elle se situe au tout début de novembre 1894, après que la nouvelle de l'arrestation d'un officier pour crime de trahison fut apparue dans certains journaux dès le 29 octobre, la *Libre Parole* donnant même, le 1er novembre, le nom de Dreyfus. Zadoc-Kahn est bien informé ; voici les propos qu'il tient à Lépine : « *On veut envoyer au conseil de guerre un des nôtres. Si vous avez quelque influence sur le gouvernement, c'est le cas de le montrer. Si pareille chose arrivait, vous porteriez la responsabilité de ce que je vous annonce : le pays coupé en deux, tous les coreligionnaires debout et la guerre déchaînée entre les deux camps. Quant aux moyens de la soutenir, vous pouvez vous en fier à nous.* »<sup>(108)</sup>

L'aspect prophétique du discours (« *pays coupé en deux, guerre entre les deux camps* ») a de quoi faire frissonner... Prosaïquement, l'historien circonspect soupçonnera une rédaction tardive de Lépine, influencée par la suite des événements. Ce qu'il faut retenir, c'est la démarche du grand rabbin, fait incontestable, Lépine s'étant montré nettement dreyfusard par la suite. Il s'agit d'une tentative, vraisemblablement menaçante, pour soustraire un homme à la justice en raison de sa race.

En résumé, il est certain, d'une part que Dreyfus n'a pas été poursuivi et condamné parce que juif, d'autre part que les premières démarches en sa faveur sont effectuées en raison même de son appartenance israélite. Tout le reste est verbiage.

#### d – Un érudit : Marcel Thomas

Outre Reinach, Jean-Denis Bredin se réfère principalement à Marcel Thomas. Moins médiatique que l'académicien, M. Thomas a écrit le livre le plus sérieux jamais consacré à l'affaire : *L'Affaire sans Dreyfus*, paru en 1961. Conservateur à la Bibliothèque nationale, l'auteur a dépouillé quantité d'archives et il détruit un certain nombre de légendes. Il a le ton mesuré de l'historien, une volonté ostentatoire de rigueur.

Pour l'honnête homme que les outrances dreyfusardes auraient laissé insatisfait, la première lecture de *L'Affaire sans Dreyfus* peut apporter

(108) Lépine, *Mes Souvenirs*, Paris, Payot, 1929, pp. 217 et 218. On sait par ailleurs que Zadoc-Kahn, dont une fille était mariée à un cousin de Dreyfus, avait été averti de son arrestation avant qu'elle ne soit publique (Julien Weill, *Zadoc-Kahn*, Alcan, 1912).



tout l'apaisement désiré. Hormis quelques zones d'ombre mineures et bien désignées, tout paraît clair : Dreyfus est innocent, Esterhazy est coupable ; Marcel Thomas explique pourquoi au fil d'une étude sérieuse, chevillée par des références impressionnantes.

Mais, si notre honnête homme se pique au jeu, s'il va consulter certaines sources, il risque de s'apercevoir que des documents fondamentaux sont fausement présentés, que des arguments historiques des dreyfusards sont passés sous silence, que des raisonnements entamés par l'historien sont interrompus. Nous pouvons déjà en donner un exemple. M. Thomas, qui pourtant a plus important à faire que de s'étendre longuement sur l'antisémitisme, rapporte de façon tronquée – suivi par tous les auteurs modernes – l'exclamation de Sandherr apprenant que l'on soupçonnait Dreyfus : « *J'aurais dû m'en douter* »<sup>(109)</sup>. Et l'archiviste d'affirmer que la réflexion se rapporte à la race de Dreyfus, omettant de dire la vérité, savoir que Sandherr avait déjà été frappé par la curiosité du capitaine...

Bref, Marcel Thomas est partial, subtilement partial. Nous le montrerons.

Son introduction de *L'Affaire sans Dreyfus* est d'ailleurs révélatrice : « *Après douze années quasi interrompues de controverses, de procès, d'enquêtes et d'instruction de toute sorte, on pouvait penser que l'ultime sentence de la Cour de cassation proclamant en 1906 la complète innocence du capitaine Dreyfus, mettrait un point final à toute discussion sur le fond même de l'affaire, qui depuis 1894, était, pour tous les Français devenue "l'Affaire".* »

Et de déplorer que les historiens aient encore à s'occuper d'autre chose que « *des répercussions sociales et politiques du grand drame [...]* », tout en reconnaissant que la Cour de cassation, pour avoir « *victorieusement établi l'innocence de Dreyfus* », n'avait pas fait la lumière sur tous les points, d'où son livre. En quoi une vérité judiciaire est-elle une vérité historique ? Marcel Thomas utilise l'argument que l'on a tant reproché aux antidreyfusards pour qui la culpabilité de Dreyfus était garantie par l'autorité de la chose jugée...

Mais surtout, il est significatif d'annoncer d'emblée qu'on a travaillé dans la certitude de l'innocence de Dreyfus. Même dans l'hypothèse d'une parfaite bonne foi, cela ne trouble-t-il pas la recherche ? Autrement dit, peut-on travailler objectivement sans pratiquer le doute cartésien ?

Pour notre part, nous avons réellement commencé notre étude en nous gardant de toute idée préconçue. Nous terminons l'examen des faits de 1894 en doutant de la culpabilité de Dreyfus qui, en tout état de cause, n'a pas été irréfutablement établie au cours de la procédure.

Mais l'affaire ne fait que commencer...

(109) Marcel Thomas, p. 158.

## Deuxième Partie

### Le cœur inconnu de l'affaire (1895-1897)



## Chapitre I

### *Esterhazy, le coupable autoproclamé*

Nous avons vu comment Jean-Denis Bredin avertit précipitamment ses lecteurs qu'Esterhazy est le coupable, avant même qu'ils sachent de quoi il s'agit. De façon moins choquante, puisque Esterhazy est en fait le centre de son livre, Marcel Thomas aussi commence par lui consacrer un chapitre d'une cinquantaine de pages intitulé *Le Roman d'un tricheur*. Comme s'il fallait absolument qu'avant d'aborder l'affaire, chacun se pénétre de cette vérité révélée : Esterhazy est le traître à la place duquel Dreyfus a été condamné.

Il est frappant que les deux auteurs contemporains majeurs aient choisi d'user du même procédé. C'est qu'Esterhazy est fuyant comme une anguille et devient vite encombrant... C'est que sa culpabilité est en fait, nous allons le voir, indémontrable. La méthode consiste donc à le poser comme coupable, puis à livrer de temps à autre un élément concret s'intégrant bien dans la théorie de cette culpabilité, élément toujours présenté comme une "preuve surabondante". Ce qui donne l'illusion au lecteur d'avoir lu une démonstration. Axiome : l'autruche vole ; constatation : l'autruche est couverte de plumes. Cela prouve surabondamment qu'elle peut voler.

Esterhazy est le nœud de l'affaire. Si Esterhazy avait dit la vérité, l'essentiel de l'énigme serait sans doute résolue, du moins aurait-on une base de travail saine. Mais Esterhazy n'a cessé de mentir, tout le monde s'accorde sur ce point. Au plus, certains espèrent-ils qu'il a mêlé un peu de vérité à ses mensonges et prennent dans ses récits ce qui conforte leur théorie.

Pourtant, si presque personne depuis 1906 n'ose mettre en doute l'innocence de Dreyfus, la culpabilité d'Esterhazy est loin de faire la même unanimité. Elle est notamment contestée, du moins dans sa version officielle, par des auteurs qui se sont essentiellement intéressés à l'espionnage et à l'aspect militaire de l'affaire : Henri Giscard d'Estaing, Michel de Lombarès, Jean Doise<sup>(1)</sup>. Pour eux, c'est clair, la culpabilité

(1) Henri Giscard d'Estaing: *D'Esterhazy à Dreyfus*, Paris, Plon, 1950. Michel de Lombarès: *L'Affaire Dreyfus, la clé du mystère*, Paris, Robert Laffont, 1972. Jean Doise: *Un Secret bien gardé*, Paris, Seuil, 1994.



d'Esterhazy telle qu'on la raconte ne tient pas debout. Et ils essaient d'imaginer d'autres solutions.

Commençons par présenter les interventions visibles et incontables d'Esterhazy dans l'affaire Dreyfus.

### I - L'ÉTRANGE TRAJECTOIRE DU COMMANDANT ESTERHAZY

Esterhazy a pour véritable patronyme Walsin-Esterhazy (Marie Charles Ferdinand), le prénom de Walsin étant resté attaché à la branche française des Esterhazy, issue d'un fils né hors mariage d'Anne-Marie Esterhazy, appartenant à une grande famille austro-hongroise. Hormis cette arrière-grand-mère, tous les ascendants d'Esterhazy sont français ; son père fut général du second Empire, son éducation fut française et à vocation militaire. Né en 1847, orphelin de bonne heure, Esterhazy (il a abandonné le nom de Walsin et s'est arrogé le titre de comte) s'engage d'abord dans la Légion pontificale, puis dans la Légion étrangère, et enfin dans l'armée française en 1870. Après avoir été l'ordonnance du général Grenier, il est affecté au service de renseignements de 1877 à 1880, puis participe à la campagne de Tunisie en 1881. En 1886, il épouse Anne de Nettancourt, dont il aura deux filles, mais les relations conjugales sont rapidement détériorées par les soucis d'argent. Affecté à un régiment de garnison à Courbevoie, Esterhazy mène une vie parisienne et accumule les dettes. En juillet 1892, il reçoit le grade de chef de bataillon et, en décembre, une affectation au 74<sup>ème</sup> régiment d'infanterie, alors en garnison à Rouen, où il se trouve en 1894, à l'époque de l'affaire du bordereau. En 1896, quand Esterhazy fait son entrée dans l'affaire, le 74<sup>ème</sup> régiment d'infanterie est en garnison à Paris.

Au début du mois de mars 1896, Mme Bastian remet son habituelle livraison au commandant Henry qui la remet à son tour au colonel Picquart, devenu chef de la Section de statistique en juillet 1895, en remplacement de Sandherr gravement malade. C'est un changement instauré par Picquart ; du temps de Sandherr, Henry effectuait lui-même le tri des documents, mais le nouveau chef a exigé de faire en personne le dépouillement et la répartition des pièces à reconstituer entre Henry et Lauth. Henry devant s'absenter quelques jours, c'est à Lauth que Picquart remet tout le cornet, après l'avoir eu un ou deux jours en sa possession. Lauth découvre alors le célèbre Petit bleu, ainsi nommé car il s'agit des fragments d'un télégramme de couleur bleue. D'écriture inconnue, il est signé d'une des signatures conventionnelles de Schwartzkoppen, adressé au domicile parisien du commandant Esterhazy.

Logiquement, Picquart ouvre une enquête sur cet officier qui paraît en relation avec l'Allemagne ; mais il n'en parle pas à ses supérieurs avant le début du mois d'août. A la fin du mois, il annonce au général de Boisdeffre qu'il vient de découvrir la similitude de l'écriture d'Esterhazy avec celle du bordereau.

A partir du 29 juillet 1896, Esterhazy commence à multiplier les démarches pour entrer au ministère de la Guerre. Il utilise pour cela l'influence de son ami Weil qui lui a déjà rendu de nombreux services ; il fait appel au général Saussier, au député Jules Roche ; le comte de Montebello, le baron de Lareinty, le fils du général Grenier interviennent en sa faveur. Son agitation ne cesse pas jusqu'à la fin de l'année.

Le 10 novembre 1896, le *Matin* publie un fac-similé du bordereau ; le 11 Esterhazy est averti par une lettre anonyme, adressée à Weil, que le député Castelin va le dénoncer à la chambre (ce qui n'aura pas lieu). Weil et lui font parvenir la lettre au ministre. C'est précisément à partir du 10 novembre qu'une lettre d'Esterhazy adressée à Weil est mise en circulation dans le milieu juif pour obtenir qu'une souscription soit ouverte en sa faveur ; cela lui rapporte dix mille francs. Les personnes sollicitées n'ont apparemment pas été saisies par la ressemblance des écritures<sup>(2)</sup>.

Une année se passe. A l'automne 1897 commence la grande offensive des dreyfusards.

Se targuant de posséder un dossier, qui, en fait, n'est autre que celui de Picquart, le vice-président du Sénat, Scheurer-Kestner, finit par aller voir le président de la République le 29 octobre 1897, puis le ministre de la Guerre pour leur faire ses confidences et obtenir que le gouvernement prenne l'initiative de demander la révision. En vain. Le même jour, Esterhazy adresse une lettre à Félix Faure disant que, victime d'une machination, il n'hésitera pas à faire appel à l'empereur d'Allemagne, « *suzerain de la famille Esterhazy* », si justice ne lui est pas rendue ! Cette lettre est suivie de deux autres.

Par la suite, les dreyfusards, ainsi qu'Esterhazy lui-même, prétendirent que ces lettres d'Esterhazy avaient été écrites avec la complicité de l'état-major. Il est vrai que, le 23 octobre, Esterhazy eut une entrevue secrète avec le colonel du Paty de Clam, officiellement chargé du dossier depuis le 16. Quelques autres rencontres eurent lieu, peut-être avec le colonel Henry. Nous consacrerons un chapitre à cet épisode connu sous le nom de "collusion".

Le 14 novembre 1897, Mathieu Dreyfus dénonce Esterhazy dans une lettre adressée au ministre de la Guerre, publiée dans les journaux

(2) Selon Reinach (Hist. II, p. 435) le fils du grand rabbin aurait reconnu l'écriture d'Esterhazy, mais son père lui intime l'ordre de se taire.



le 16. Toute la presse est alors abreuvée des déclarations intempestives d'Esterhazy.

Une enquête judiciaire contre Esterhazy est ouverte le 21 novembre, confiée au général de Pellieux. On saisit des lettres dans lesquelles Esterhazy tient des propos provocateurs hostiles à la France, certaines sont publiées par les soins des dreyfusards. Le 3 décembre, le général de Pellieux conclut qu'Esterhazy doit passer devant le conseil de guerre, comme il le réclame à cor et à cri. La presse répand le bruit qu'Esterhazy est l'objet de protections occultes, un journal belge va jusqu'à publier une fausse dépêche du général de Boisdeffre: « *N'hésitez pas à revenir à Paris, je vous couvrirai quand même* » est-il censé télégraphier à Esterhazy, alors en Angleterre... Le général dément. A la chambre et au sénat, on commence à s'invectiver.

Le commandant Ravary est chargé de l'instruction. Esterhazy nie être l'auteur du bordereau, soulignant qu'il n'était pas en mesure de connaître les renseignements concernés et disant n'avoir jamais utilisé de papier pelure. Trois experts sont commis pour comparer les écritures et concluent qu'Esterhazy n'est pas l'auteur du bordereau. Devant l'absence de preuve (hormis le Petit bleu que seule la parole de Picquart authentifie, il n'y a rien contre Esterhazy...), Ravary conclut au non-lieu.

Le 7 janvier 1898, le général Saussier passe outre et décide la mise en jugement. Le procès a lieu les 10 et 11 janvier, une partie à huis clos. Esterhazy est acquitté à l'unanimité. Cet acquittement suscite le fameux article *J'accuse* de Zola, texte dans lequel les généraux sont accusés d'avoir fait acquitter Esterhazy, tout en sachant qu'il était coupable.

Le 4 janvier 1898, le juge Bertulus a été saisi d'une plainte contre inconnu déposée par Picquart au sujet de deux télégrammes reçus par lui, qu'il dit être des faux<sup>(3)</sup>. L'affaire stagne jusqu'à l'intervention de Christian Esterhazy, neveu du commandant. Christian va raconter à l'avocat de Picquart qu'il y a eu connivence entre Esterhazy et l'état-major. Christian est entendu le 11 juillet, jour où le nouveau ministre de la Guerre, Cavaignac, a convoqué un conseil d'enquête pour décider des peines disciplinaires devant être infligées à Esterhazy. Dès le 12, Bertulus fait arrêter Esterhazy. Une perquisition à son domicile amène de providentiels documents qui permettront de déconsidérer le procès de janvier<sup>(4)</sup>.

Libéré le 12 août, Esterhazy passe devant le conseil d'enquête militaire du 14 au 27 août. Le 31, il est mis en réforme pour "inconduite habituelle". Début septembre, Esterhazy s'enfuit en Angleterre pour échapper à une inculpation qu'il doit à son neveu.

(3) Voir p. 283.

(4) Voir pp. 117 et 355.

Le 1er septembre, le colonel Henry se suicide après avoir avoué la fabrication d'une fausse pièce en 1896. Le 23 septembre, la commission consultative donne un avis contre la révision du procès de 1894. Le 25, Esterhazy proclame dans le journal anglais *Observer* qu'il est l'auteur du bordereau. Il dit avoir été un agent du colonel Sandherr et avoir écrit le bordereau sur son ordre. Le 25 au soir, le Temps reproduit l'article. Le 26, dans le *Morning Laeder*, Esterhazy dément l'interview publiée dans l'*Observer* et il reçoit 12500 francs de sa directrice en guise de réparation. Entre-temps, dans la matinée du 26, le conseil de cabinet a décidé la révision.

Lors de l'enquête de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, en janvier 1899, Esterhazy est entendu comme témoin. Il reconnaît être l'auteur de deux lettres écrites sur papier pelure, dont nous reparlerons, qui serviront de principal motif à la décision de cassation du verdict de 1894. Il se dérobe aux questions concernant le bordereau, mais déclare avoir été employé au service de renseignements et avoir été en contact avec Schwartzkoppen sur ordre du colonel Sandherr. Il venait d'exposer cette version dans un livre publiée en décembre 1898, *Les Dessous de l'affaire Dreyfus*. En mars 1899, il publie sa déposition dans le *Daily Chronicle* (qui lui verse 5000 francs) et dans l'*Aurore*.

Le jour même où l'arrêt de cassation est rendu, le 3 juin 1899, Esterhazy se proclame, définitivement, auteur du bordereau, dans le *Matin*.

Au cours du procès de Rennes, où il ne se présente pas, Esterhazy abreuve tout le monde de lettres accusant l'état-major de duplicité (dix au général Roget, sept aux magistrats, une au commissaire du gouvernement qui fut reproduite dans le *Figaro*). Il suscite un grand espoir chez les dreyfusards en se faisant photographier par un journal anglais en train d'écrire le texte du bordereau. La copie fut envoyée à Rennes..., mais il fallut déchanter : l'écriture ne présentait aucune similitude avec celle du bordereau !

En février 1900, alors que le gouvernement dreyfusard cherche par tous les moyens prétexte à une nouvelle révision, Esterhazy est autorisé à déposer devant le consul de France à Londres. Il réitère ses accusations contre l'état-major, offrant pour preuve des billets soi-disant à lui adressés mais qui ne sont, selon les propres paroles du ministre des Affaires étrangères que « *des chiffons de papiers sans signature* »<sup>(5)</sup>. Il invoque d'autres documents dont il ne peut fournir les originaux car, dit-il, ils se trouvent entre les mains d'une "tierce personne".

Esterhazy restera en Angleterre jusqu'à sa mort, le 21 mai 1923. S'étant enrichi, comme voyageur de commerce dit-on, il vivait dans la maison qu'il s'était fait construire, sous le nom de Jean de Voilemont.

(5) 2ème Cass. III, p. 770.



Le seul énoncé de ce parcours sinueux laisse entrevoir bien des mystères. Avant de s'y pencher, il faut étudier la valeur des aveux. Car nous disposons des aveux des deux partis : Esterhazy dit "C'est moi" et Schwartzkoppen dit "C'est lui" ! Si les dreyfusards eux-mêmes font fi des dires d'Esterhazy, par trop farfelus, ils s'appuient ostensiblement sur ceux de l'attaché militaire.

## II - LES CARNETS DE SCHWARTZKOPPEN

L'attaché militaire allemand, l'homme qui répond directement à Berlin de ses activités d'espionnage, le principal intéressé donc, déclare que le vrai traître est Esterhazy... D'emblée, Jean-Denis Bredin s'appuie sur les Carnets de Schwartzkoppen, ouvrage dont le crédit paraît indiscutable au lecteur.

Puis, un peu plus loin, M. Bredin est contraint d'avouer que « l'attaché militaire est devant l'histoire un témoin douteux ». Douteux ? L'avocat plaide alors que « l'espionnage ne laisse guère de marge à la vérité »<sup>(6)</sup>. Sans doute, mais alors pourquoi les déclarations de ce fabulateur sont-elles paroles d'évangile dès qu'elles proclament la culpabilité d'Esterhazy ?

Dans sa conclusion (mais l'opinion du lecteur est faite lorsqu'il en arrive là), il va jusqu'à admettre que « Schwartzkoppen, dont les Carnets ont le ton posé de la vérité, a pris avec celle-ci l'importance des licences ».

– Des licences ? Tiens ! Mais alors, où s'arrêtent ces licences ?

– On ne sait pas. Mais peu importe. Schwartzkoppen ne ment pas au sujet d'Esterhazy, puisque Dreyfus est innocent. Dreyfus est innocent, tout le monde le sait ; d'ailleurs Schwartzkoppen lui-même reconnaît que le coupable est Esterhazy !

Cet admirable raisonnement est l'une des trames de l'académique ouvrage...

En cela, il n'est pas isolé. La quasi-totalité des auteurs modernes en usent de même, sans doute par facilité. Aucun n'a mis en lumière l'ensemble des caractères douteux que présentent les Carnets.

L'historien qui a montré le plus d'esprit critique à leur égard est Marcel Thomas. Il présente les Carnets comme « un amalgame assez bizarre », « de trop brefs souvenirs, rédigés longtemps après les événements et intercalés dans un banal résumé de l'affaire ». Mais, immédiatement après cette peu engageante introduction, M. Thomas s'empresse de dire que seuls les adversaires de Dreyfus estiment les Carnets suspects et

(6) Jean-Denis Bredin, *L'Affaire*, pp. 83 et 346.

il nous affirme que « l'élément central de l'ouvrage est bien de Schwartzkoppen »<sup>(7)</sup>.

Il nous paraît regrettable et significatif qu'un érudit, un homme n'étant pas soumis à des obligations mondaines et conformistes, décrète l'authenticité d'un texte pour le motif essentiel que seuls "les méchants" l'ont mise en doute. Plus regrettable encore qu'un conservateur à la Bibliothèque nationale couvre ainsi de son autorité un ouvrage qui devrait être étudié de près. Les vulgarisateurs n'en demandaient pas tant ! De sorte qu'aujourd'hui, l'amateur qui s'intéresse à l'affaire Dreyfus est implicitement amené à accorder aux Carnets une valeur primordiale, laissé dans l'ignorance tant que leur origine que de leur teneur réelle.

Il est indispensable de lever le voile.

### a - La genèse des Carnets

La simple chronologie des Carnets n'est jamais donnée intégralement. Ils ont été publiés en 1930, alors que le colonel Schwartzkoppen, devenu général, était mort en 1917 et aurait rédigé ses notes en 1903. Le récit s'interrompt en novembre 1896, au moment où la presse française recommençait à parler de l'affaire Dreyfus. Pourtant, l'attaché militaire allait rester encore toute une année en poste à Paris. N'est-il pas surprenant qu'une œuvre destinée à servir l'histoire, commencée neuf ans après les faits, donc avec recul et méditation, soit interrompue douze ans avant la mort de son auteur, puis achevée par autrui vingt-sept ans après ?

En effet, la publication posthume des Carnets est le fait d'un certain colonel Schwertfeger. Et, si la première partie du livre est présentée comme un texte écrit par Schwartzkoppen en 1903, d'après des notes prises à l'époque des faits, la seconde partie est rédigée par ce Schwertfeger qui commente des lettres retrouvées dans les papiers du défunt. Notons que M. Thomas, lui, estime que la rédaction de Schwartzkoppen "semble" être de 1906. Il est regrettable qu'il ne donne pas ses raisons de mettre en doute la parole de Schwertfeger, qui se montre très précis sur ce point (selon ce dernier, c'est le 1er août 1903 que l'ancien attaché militaire se serait mis au travail)<sup>(8)</sup>. Aurait-il menti ? et pourquoi ? De toute façon, il serait souhaitable d'en savoir plus sur Schwertfeger. Qui est cet homme ? Pourquoi s'intéresse-t-il à ce point d'histoire d'un pays étranger ? Agit-il de son propre chef ? Est-ce un érudit fiable ou peut-il être soupçonné d'avoir altéré (ou "arrangé" ou encore... créé !) les souvenirs de Schwartzkoppen ? Ce sont des questions que l'on ne peut

(7) Marcel Thomas, p. 98.

(8) *Les Carnets de Schwartzkoppen*, Rieder, 1930, p. 274.



éviter quand on utilise des documents de seconde main. N'étant pas, pour notre part, en mesure d'y répondre, nous poursuivons en supposant que c'est bien l'ancien attaché militaire qui prit la plume en 1903.

Mais reste à savoir dans quelle intention... Admettre, sans certitude, l'authenticité des Carnets n'est pas admettre que Schwartzkoppen ait écrit la vérité ! L'image du vaillant général allemand, blessé au combat et clamant sur son lit de mort l'innocence de Dreyfus, est digne d'un film de Pagnol (on pense à l'agonie de Panis), mais n'a aucun poids historique. Pourtant les auteurs les plus sérieux considèrent comme une preuve (surabondante) de l'innocence de Dreyfus cette scène, dont l'épouse de Schwartzkoppen fut le seul témoin, et Schwertfeger le seul chroniqueur.

Dans son agonie, l'ancien attaché militaire se serait écrié, en français : « Français ! Écoutez-moi ! Alfred Dreyfus est innocent ! Il n'a jamais rien fait ! Tout n'était que faux et mensonges ! Dreyfus est innocent ! »<sup>(9)</sup>.

A supposer que la scène n'ait pas été inventée par la veuve, certaines questions s'imposent. Mme von Schwartzkoppen entendait-elle le français ? Si oui, maîtrisait-elle assez bien la langue pour en saisir les nuances, surtout dans un tel moment d'émotion ? (Schwartzkoppen pourrait, par exemple, avoir prononcé quelques phrases où son épouse aurait discerné les mots "Dreyfus - innocence - mensonge".) Enfin, même en admettant la scène pour authentique, Schwartzkoppen peut très bien, dans son délire, avoir clamé la vérité officielle, jusqu'au bout respectueux des consignes.

Seule une étude du texte des Carnets peut apporter quelque lumière.

## b - Le contenu des carnets

Gageons que les lecteurs de M. Bredin seraient bien surpris s'ils lisaient les aveux de Schwartzkoppen... L'édition française a beau être imprimée en gros caractères, avec des pages blanches de séparation entre chaque petits chapitres, M. Lévy-Brühl a beau parler dans la préface de "l'émotion" qui s'en dégage, le contenu des Carnets est étonnamment plat. Il s'agit d'un texte très bref, d'une sorte de résumé dépersonnalisé de ce que tout le monde savait en 1903.

Seules les premières visites d'Esterhazy sont relatées, avec une extrême précision (date et heure !). Mais ce relevé minutieux coïncide plutôt mal avec le texte du bordereau.

L'ancien attaché militaire dit n'avoir jamais eu en main le bordereau, volé par les services secrets français, et précise que jamais il ne fut

(9) Ibid, p. XII.

question de cette pièce entre Esterhazy et lui. Ceci est difficile à croire, car l'auteur du bordereau attend des instructions concernant le manuel de tir. Selon les Carnets, Esterhazy apporta la copie du manuel, sans avoir reçu de réponse, et sans s'en inquiéter.

Selon les Carnets, la livraison des pièces annoncées au bordereau se fit en trois fois, les 15 août, 1er et 6 septembre 1894 et Schwartzkoppen estime que le bordereau fut écrit entre le 15 août et le 1er septembre. Or, le bordereau annonce clairement un envoi global et immédiat, sauf pour le Manuel. Comment Esterhazy peut-il écrire « *je vous adresse [...]* » s'il a remis le 15 le plan de mobilisation de l'artillerie ?

Enfin, l'auteur des Carnets explique que le « *Je vais partir en manœuvres* » s'applique aux manœuvres de masse du camp de Sissonne, manœuvres sur lesquelles Esterhazy lui remit personnellement un rapport le 5 septembre. Or, Esterhazy n'est pas allé à Sissonne<sup>(10)</sup>.

Un tel luxe de détails contraste avec le silence sur tous les points qui pourraient authentifier la plume du chef de l'espionnage allemand à Paris.

Prenons le cas du Petit bleu. Ce télégramme, censé avoir été envoyé par Schwartzkoppen à Esterhazy, intercepté par la Section de statistique est le point de départ de l'enquête du colonel Picquart contre Esterhazy, une pièce essentielle de l'affaire. Dans ses Carnets, Schwartzkoppen affirme en être l'auteur. Mais il ne dit ni s'il est de sa main – ce que l'on sait être faux, mais qui est une thèse à l'époque soutenue par les dreyfusards et qui a fait l'objet de questions pressantes de l'ambassadeur von Münster à Schwartzkoppen –, ni à qui il l'aurait dicté – ce qui eût éclairé l'histoire de cette pièce dont l'écriture est toujours resté inconnue. Peut-être ne s'en souvient-il plus. Alors, pour apporter un élément probant de l'authenticité du Petit bleu, il aurait pu nous apprendre qui désignait la mystérieuse lettre R. figurant dans le texte. Il n'en dit rien<sup>(11)</sup>.

Ce silence est d'ailleurs généralisé à toute la signification du Petit bleu : on ignore totalement quelle affaire il concerne. Le "révéler" aurait pourtant permis aux historiens de laver Picquart du soupçon d'avoir forgé le Petit bleu. Le colonel français sera en effet mis en réforme en 1898, et ne sera réintégré dans l'armée en 1906 ; en 1903, on pouvait penser qu'il resterait officiellement suspecté. Mais Schwartzkoppen, qui manifeste pourtant une vibrante admiration pour Picquart, n'a pas saisi cette occasion de le disculper.

Par ailleurs, dans les Carnets, l'ancien attaché militaire raconte qu'Esterhazy n'était plus revenu "pendant un temps assez long", après qu'il

(10) Ibid, pp. 14 à 21, Ces remarques ont été faites par Henry Dutrait-Crozon, *Précis de l'Affaire Dreyfus*, Librairie de l'Action Française, appendice, pp. VIII et IX.

(11) Les Carnets, pp. 139-140. Voir p. 112 le texte du Petit bleu.



l'ait menacé de rupture, le 20 février 1896, mécontent de ses services. Comment comprendre alors que le texte du Petit bleu évoque « *la question en suspens* » dont les deux compères auraient parlé « *l'autre jour* » ?

Schwartzkoppen reste également muet sur la réaction d'Esterhazy. Ou bien le "traître" n'a jamais reçu ce télégramme, saisi par les Français, et Schwartzkoppen devrait s'étonner de l'absence de réponse. Ou bien, comme on l'a avancé, sans preuve, le Petit bleu a été mis à la corbeille et remplacé par un second message, légèrement modifié. Le seul à le savoir n'en dit mot et ne parle pas des suites de cette affaire... Il ne parle même plus d'Esterhazy qui disparaît totalement des Carnets, préférant jusqu'à la fin voir l'affaire avec les yeux de Picquart !

On ne peut s'empêcher de remarquer que, s'il avait voulu cautionner une pièce dont il ignorait tout, l'auteur des Carnets ne s'y serait pas pris autrement...

Tous les mystères dont l'attaché militaire détenait les clefs sont pareillement laissés dans l'ombre : nature exacte de la trahison de 1894, mode de correspondance avec le traître, rapport avec le trafic des plans directeurs, rôle de l'agent Cuers, etc. Pourtant Schwartzkoppen, qui suivait avec intérêt le déroulement de l'affaire, ne pouvait ignorer que toutes ces questions étaient l'objet d'une vive polémique.

En fait, hormis pour accuser Esterhazy, rien n'est vu de l'intérieur de l'ambassade d'Allemagne... Dans son avertissement, Schwertfeger souligne que le texte de Schwartzkoppen concerne « *la période dont l'attaché militaire peut parler de par sa propre expérience* ». Il le pouvait, certes, mais il ne l'a pas fait ! Et l'on s'étonne de ne trouver sous sa plume que des généralités connues de tout observateur un peu attentif au déroulement de l'affaire. A partir du procès de Rennes au moins, dont la sténographie fut éditée par Stock en 1899, n'importe qui aurait pu écrire les Carnets...

Mais il y a mieux encore. Avant 1898, Schwartzkoppen n'aurait pas été en mesure d'écrire ses Carnets ! Sa "propre expérience" ne lui permettait en rien de connaître ce qui constitue l'essentiel de son livre... En effet, il nous résume l'enquête du service de renseignements français en 1894, la constitution du dossier secret, le procès à huis clos de Dreyfus, l'enquête de Picquart en 1896 : tout cela était parfaitement ignoré de l'attaché militaire qu'il était à l'époque des faits. Il n'a pu le savoir que plus tard, une fois rentré en Allemagne, par la presse et les livres. Risquant à tout moment d'être appelé à témoigner, objet de multiples pressions pour intervenir, Schwartzkoppen recevait les principales publications concernant l'affaire. Schwertfeger signale qu'il a retrouvé ses livres sur l'affaire annotés et soulignés. Mais aucun lecteur actuel n'est averti que la majeure partie des "mémoires" du principal person-

nage allemand de ce drame est une simple recension de documents français, déjà publiés...

Voici donc que les Carnets sont indéniablement plus l'œuvre d'un observateur que d'un acteur. Leur lecture réserve d'autres surprises. Cet observateur n'a pas la froide indifférence qu'on pourrait attendre d'un militaire, qui fut durant quatre ans le maître de l'espionnage allemand en France. Nous découvrons, non sans étonnement, que Maximilian von Schwartzkoppen est devenu un ardent dreyfusard !

Il nous parle de « *la joie sauvage de la foule* », de l'antisémitisme en France ; il nous apprend que Dreyfus a été condamné sur des préjugés, que son procès fut un « *assassinat juridique* », que Mercier a sciemment trompé les juges ; nous lisons que du Paty et Henry sont « *les acolytes* » du ministre. On croirait lire Reinach...

Le point culminant de cet acte de foi est le chapitre d'hommage à Picquart ; Schwartzkoppen interrompt son récit pour proclamer sa « *haute considération pour cet homme courageux* », salue son abnégation et son « *sentiment aigu de la justice* »<sup>(12)</sup>. On croirait entendre Pressensé encenser le "divin Picquart". Et M. Thomas parle d'un « *banal résumé* »... Il n'est pas banal, ce résumé, surtout pas en 1903, il est tout bonnement partial.

On y voit, entre bien d'autres choses, Schwartzkoppen citer la fameuse réplique du général Gonse à Picquart : « *Si vous ne dites rien, personne ne le saura* » (au sujet de la supposée innocence de Dreyfus). Or, Gonse a toujours nié avoir tenu ce propos. Donc Schwartzkoppen, sur ce point précis (que bien sûr il ne peut connaître par lui-même), a choisi la version dreyfusarde, la version qui déconsidère l'armée française. Il convient de se demander pourquoi.

Faisons nous bien entendre : on pourrait sans étonnement trouver en Schwartzkoppen un dreyfusard de raison : sachant (?) Esterhazy coupable, il serait forcément "dreyfusard". Mais ce qui est singulier, c'est de trouver sous sa plume un ton passionnel, des jugements arbitraires relevant du credo dreyfusard.

Tout cela nous paraît bizarre, bien plus bizarre que M. Thomas ne le suggère. Cet érudit est l'un des rares à avoir critiqué les Carnets, nous l'avons dit, ce qui passe pour un gage de scrupule. En fait, il reproche essentiellement à Schwartzkoppen d'avoir nié, comme Joseph Reinach, que le bordereau et le Petit bleu aient été ramassés dans sa corbeille à papiers. Une analyse très serrée lui permet de prouver que cette version est insoutenable, et de conclure qu'il « *suffit d'attribuer à Schwartzkoppen un véniel mensonge sur ce point* » pour que tout rentre dans l'ordre<sup>(13)</sup>. C'est aller un peu vite en besogne ! En effet, dans ces

(12) Ibid, pp. 91-92.

(13) Marcel Thomas, p. 141.



pages remarquables d'esprit critique, M. Thomas met définitivement à bas la thèse selon laquelle le bordereau ne serait pas arrivé par la voie ordinaire. Ce faisant, il dément explicitement Joseph Reinach d'une part, les Carnets de Schwartzkoppen d'autre part, sans envisager le moins du monde qu'il puisse y avoir un lien entre ces deux mensonges...

Pourtant, il lui aurait suffi de pousser un peu plus loin son analyse pour que la question, et sa réponse, s'imposent. En effet, M. Thomas ne dit pas à ses lecteurs que Schwartzkoppen, non content de nier la version officielle de l'arrivée du bordereau, a fourni son explication... Selon lui, le bordereau a été laissé par Esterhazy « dans mon casier, ouvert, qui se trouvait dans la loge » du concierge de l'ambassade, et là il a été « volé et remis au commandant Henry par l'agent Brücker [...qui] voulait rentrer en grâce ». Or, c'est exactement le résumé de ce que soutient Joseph Reinach. Dans son premier volume, paru en 1901, de la monumentale *Histoire de l'affaire Dreyfus*, celui-ci écrit : « L'agent Brücker, disgracié [...] cherchant à rentrer en faveur par quelque exploit [...] était entré dans la loge du concierge de l'ambassade d'Allemagne [...] y avait pris la lettre dans le casier de Schwartzkoppen. [...] [Brücker] porte le jour même à Henry sa précieuse trouvaille ». Il est flagrant sur ce point que c'est dans l'ouvrage de Reinach que l'auteur des Carnets a puisé sa science<sup>(14)</sup>, pratiquement mot pour mot.

Or, cette version n'est pas innocente. Elle fait partie de la thèse échafaudée par Reinach selon laquelle le colonel Henry aurait été le complice d'Esterhazy. Dans le second volume de *L'Histoire de l'affaire Dreyfus*, Reinach prétend savoir qu'Esterhazy avait affirmé à l'attaché militaire être renseigné par Henry. Dans les Carnets, Schwartzkoppen infirme ce point, mais il dit : « Je laisse ouverte la question » ; « Je ne pense pas que cela soit impossible », puis, plus nettement, rapportant une réflexion d'Esterhazy : « De là, on pourrait peut-être conclure à une collaboration avec Henry »<sup>(15)</sup>. Autrement dit, il accepte de suivre la version de Reinach jusqu'à son terme. Ne nous laissons pas abuser par la mesure des termes employés ; Schwartzkoppen sait parfaitement qu'il sera lu entre les lignes.

Cette fois, il ne s'agit plus de dissimuler ses légèretés, d'arranger son rôle aux yeux de l'histoire (péché véniel), mais bien d'apporter sa caution à une version dreyfusarde, controversée à l'époque, reconnue invraisemblable aujourd'hui par la plupart des historiens.

(14) Les Carnets, p. 42, et Reinach, Hist I, p. 45. Même similitude en ce qui concerne la déception supposée d'Henry, qui aurait ambitionné le poste de Picquart : Carnets, p. 134 et Reinach, Hist. II, pp. 213 et 219.

(15) Les Carnets, pp. 127-128.

Pour ce qui est de la seconde partie, Schwertfeger ne cache pas ses sources : une main compulse les papiers que, dit-il, la veuve lui a remis, l'autre feuillette Reinach. Il raconte le départ de Schwartzkoppen de Paris « selon l'exposé de Joseph Reinach », il connaît le contenu du testament de Picquart par Reinach, il peut citer la lettre du commandant Dame car elle a été publiée dans Reinach<sup>(16)</sup>.

C'est encore grâce à Reinach qu'il peut relater l'ultime visite d'Esterhazy à Schwartzkoppen, le 23 octobre 1897. Ce récit avait été annoncé au début des Carnets, mais, l'œuvre s'interrompant, il n'a pas été mené à bien. Schwertfeger a la candeur de nous dire que Schwartzkoppen avait souligné les passages correspondants dans les livres de Reinach, "preuve" qu'il avait bien l'intention de donner sa version, la même naturellement. Si elle devait être aussi personnelle que celle du Petit bleu, il n'y a rien à regretter ! Et on peut tout aussi bien imaginer que Schwartzkoppen ait souligné ce qu'il voulait contester, ou ce dont il avait décidé de s'inspirer.

Les lettres publiées dans la seconde partie sont pour la plupart adressées à Schwartzkoppen et leur ensemble rend un son parfaitement favorable à Dreyfus. Sans qu'aucune d'elles constitue une preuve de son innocence ou de la culpabilité d'Esterhazy, toutes concourent à montrer que "tous les gens raisonnables" en étaient convaincus. Il faut se défier des impressions. Si l'on retrouvait le courrier du général Mercier, il y aurait sans doute de quoi avoir l'impression que Dreyfus était coupable ! Les deux correspondants les plus sérieux sont l'ambassadeur Münster et l'attaché militaire italien Panizzardi (lettres de 1897 et 1898). En admettant que ces lettres soient exactement traduites, il faut les lire en se rappelant deux choses :

1° Von Münster a toujours été tenu à l'écart de cette affaire. De la trahison de 1894, il ne sait rien (« J'en sais moins que personne sur les relations d'Esterhazy et de M. de Schwartzkoppen »<sup>(17)</sup>), écrit-il lui-même en 1901 à Joseph Reinach dont il est pourtant le principal informateur allemand). En revanche, lorsqu'il demande avec insistance à Schwartzkoppen de faire quelque chose en faveur de Picquart, dans une lettre assez stupéfiante du 7 décembre 1898, on peut se douter que le vieil ambassadeur n'agit pas par impulsion personnelle<sup>(18)</sup>. Pareille démarche est la trace d'un choix de la diplomatie allemande (soutien plus ou moins implicite du parti dreyfusard), choix qui fut, semble-t-il, contrarié par l'état-major allemand.

2° Tout le courrier que Panizzardi envoie à son ami, après qu'il ait regagné Berlin, a pour objet de lui exposer quelle position officielle il

(16) Ibid, pp. 169, 174 et 190.

(17) Ibid, p. 348.

(18) Ibid, pp. 224-225. Nous revenons sur cette lettre p. 115.



adopte (en fait, celle que son ambassadeur Tornielli, lui-même lié aux dreyfusards, entend lui voir adopter...). Mais Panizzardi sait-il la vérité ? Il ne sait, de toute façon, que ce que Schwartzkoppen lui en a dit. Un document émanant de l'ambassade italienne prouve qu'en 1895 il croyait que Dreyfus avait effectivement renseigné l'Allemagne<sup>(19)</sup>. Son apparente conviction, en 1897, de la culpabilité d'Esterhazy ne peut être considérée comme une preuve de quoi que ce soit.

### c – Les différentes hypothèses possibles

A la lumière de ces remarques, il faut renoncer à la vision communément admise des Carnets et formuler deux hypothèses.

En effet, après une lecture attentive des Carnets, il est insoutenable que Schwartzkoppen ait ainsi voulu éclairer l'histoire en révélant « *la vérité sur l'affaire Dreyfus* », titre qu'il avait, paraît-il, projeté. Pourquoi cette singulière passion dreyfusarde ? Pourquoi tant de bavardage sur ce qu'il ignore et tant de discrétion sur ce qu'il devrait savoir ? Pourquoi avoir laissé l'ouvrage inachevé alors qu'il a encore douze ans à vivre ? Pourquoi avoir interrompu le récit en novembre 1896 alors qu'il va être témoin, à Paris, des débuts de la campagne de presse en faveur de Dreyfus, alors qu'il sera maintes fois sollicité pour intervenir dans la suite ? « *Dans le cadre classique de cette histoire, c'est inexplicable* », estime Michel de Lombarès, qui ne songe pas pour autant à remettre en cause la valeur des Carnets<sup>(20)</sup>.

Conscient de la brièveté du texte, Schwertfeger tente d'expliquer qu'il ne s'agit que d'une préparation destinée à un futur livre. Cela nous paraît encore moins concevable ! Si telle avait été l'intention de Schwartzkoppen, il aurait noté (d'après son journal intime de l'époque, si l'on en croit l'introduction...) des faits le concernant, il aurait fixé sur le papier ses propres souvenirs, ceux qu'il risquait d'oublier, ceux qu'il était le seul à connaître, et non pas au contraire des généralités figurant dans tous les livres sur l'affaire.

La première hypothèse à formuler est que l'auteur des Carnets, le dreyfusard phraseur, soit Schwertfeger. Il aurait rédigé la première partie comme il a rédigé la seconde, grâce aux livres de Reinach, au mieux en utilisant quelques papiers fournis par la veuve de Schwartzkoppen. Nous avons le sentiment qu'un Marcel Thomas se rallierait volontiers à cette impression ; sans distinguer la seconde partie de la première, l'archiviste parle en effet d'un « *banal résumé, compilé par l'éditeur* ». Toute la question serait alors de savoir si, parmi ces hypothétiques

(19) Ibid, p. 283.

(20) Michel de Lombarès, *L'Affaire Dreyfus, la clef du mystère*, p. 246.

papiers, se trouvent des pièces dignes de foi fondant les accusations si précises portées contre Esterhazy. Aucun historien n'a dit en avoir vu. Schwertfeger laisse entendre que le journal tenu par Schwartzkoppen à l'époque des faits a disparu. On s'enfonce dans l'inconnu et, dès lors, plus aucun crédit ne peut être accordé au contenu des Carnets, hors quelques lettres dont les originaux sont conservés à Coblenze.

Pourquoi Schwertfeger aurait-il agi ainsi ? Les raisons seraient à chercher dans la propre histoire de ce personnage. Il faudrait par exemple savoir quelles furent ses relations avec les dreyfusards français, avec Reinach, avec son préfacer Lucien Lévy-Brühl, parent de Dreyfus. Il peut aussi, tout simplement, avoir eu l'idée de faire un *best-seller*.

Mais si cette hypothèse permet d'expliquer le ton dreyfusard des Carnets, et surtout l'impression que celui qui écrit ne connaît rien à l'affaire, elle ne nous satisfait pas entièrement. Pourquoi Schwertfeger aurait-il distingué une première partie, réputée authentique, et une seconde, ouvertement rédigée par lui ?

La seconde possibilité est que ce soit bien Schwartzkoppen qui ait rédigé ce petit brûlot dreyfusard, mais en obéissant à des impératifs autres que ceux de la vérité historique. Un seul objectif, bien visible : accuser Esterhazy. Et aucune intention de "dévoiler" quoi que ce soit de secret.

Il y a deux choses à ne pas perdre de vue. D'abord, qu'en 1903 Dreyfus est un coupable gracié et que ses amis, au pouvoir, remuent ciel et terre pour trouver prétexte à une seconde révision. Ensuite qu'à cette date Schwartzkoppen est toujours un militaire au service de son pays. Un général n'est jamais "à la retraite"...

Si les Carnets sont bien de Schwartzkoppen, ce n'est pas l'homme qui écrit, mais le militaire. Or, l'affaire Dreyfus est d'abord une affaire franco-allemande. La position officielle de l'Allemagne n'a jamais varié depuis décembre 1894 : "Nous n'avons jamais eu commerce avec un espion nommé Dreyfus". Plus tard, quand il fut question d'Esterhazy, elle se réfugia dans un silence plein de sous-entendus, trop heureuse de voir l'armée française aussi durement ébranlée par la théorie de l'infâme complot contre Dreyfus, mais elle refusa de franchir le pas tant sollicité ; malgré de nombreuses démarches, dont celle du président du conseil Waldeck-Rousseau en personne, durant le procès de Rennes, elle resta hautainement muette.

Avec leur caractère d'affirmations brutales, valorisées par leur seule signature, les "confessions" de Schwartzkoppen sont exactement ce que les dreyfusards avaient espéré en 1899... Or, c'est précisément en 1903 qu'ils repartent en campagne, en vue d'une seconde révision. Le 21 avril 1903, Dreyfus dépose sa "requête à fin d'enquête" qui donne lieu



à l'enquête Targe, prémilinaire à la cassation du verdict de Rennes ; le 1er août 1903, Schwartzkoppen se met à rédiger ses aveux ; le 26 novembre 1903, Dreyfus demande la révision du procès de Rennes. Et il avance notamment, comme "fait nouveau", que Schwartzkoppen aurait avoué à l'ambassadeur von Münster ses relations avec Esterhazy... La coïncidence n'est-elle pas frappante ? Si les Carnets avaient été publiés à la fin de l'année, c'eût été le fait nouveau qu'on avait tant de mal à trouver. C'eût été la cassation du verdict de Rennes avec deux ans d'avance...

Ce que Schwertfeger publie de la correspondance de Schwartzkoppen fait état de relations entre Schwartzkoppen et Reinach en été 1901. Le général allemand a laissé une note assurant qu'il n'a « *pas dit un mot* » de l'affaire même, lors de leur entrevue du 6 août 1901. Admettons. Ensuite, on trouve les félicitations de Reinach pour le mariage de Schwartzkoppen, en février 1902. C'est tout. Il est difficile de penser que le zélé Reinach ait si facilement abandonné un "contact". Là encore, l'image d'un Reinach courtois, gentilhomme jusqu'au bout des ongles, respectant la conscience professionnelle d'un militaire étranger, nous paraît un peu trop angélique et guère conforme au caractère militant du grand dreyfusard... On sait seulement qu'en 1904 les Dreyfusards sollicitent toujours de Schwartzkoppen une prise de position officielle. Mais, curieusement, pas la plus petite lettre de 1903, année où l'enquête française reprend, année où Schwartzkoppen prend la plume...

Par ailleurs, il est impensable que Schwartzkoppen, surtout dans une affaire où il est aussi compromis, ait pu agir sans autorisation de ses supérieurs. Aussi, notre hypothèse est-elle que le gouvernement allemand a pu commander ce travail à Schwartzkoppen, à une époque où il lui paraissait politique d'encourager la reprise de l'affaire Dreyfus en France, puis qu'il ait renoncé à cette idée. Ce ne serait jamais que la réitération, sous couvert de "confessions" de l'ancien attaché militaire, des déclarations officielles de l'Allemagne depuis 1894, complétées par la dénonciation d'Esterhazy.

On sait qu'un certain nombre d'hommes politiques allemands, dès 1898, pensaient que Schwartzkoppen devait intervenir en faveur de Picquart et avaient tenté de l'en convaincre. Ceux-là utilisaient souvent l'argument d'un rapprochement avec la France, ils exposaient la nécessité d'apaiser l'Alsace, émue de voir accuser deux de ses "enfants", Dreyfus et Picquart<sup>(21)</sup>. Ce point de vue n'avait pas triomphé à l'époque du procès de Rennes. Mais, en 1903, bien des changes ont changé. Depuis quatre ans, le gouvernement officiel de la France est aux mains

(21) Voir par exemple les lettres du prince de Hohenlohe et de Münster, publiées par Schwertfeger.

des dreyfusards. Si l'on veut jouer le rapprochement franco-allemand, c'est avec eux qu'il faut s'entendre. Or, en 1903, l'Allemagne a quelques bonnes raisons de s'alarmer ; la visite en France d'Edouard VII de mars 1903, rendue en juillet de la même année par le président Loubet, annonce le rapprochement franco-anglais que couronnera l'Entente Cordiale, deux ans plus tard. La politique d'alliances (Russie, Angleterre, Italie en secret) que poursuit le ministre français des Affaires étrangères Delcassé, en vue d'isoler l'Allemagne, commence à avoir des effets sensibles.

Par ailleurs, les antidreyfusards restent très écoutés, ils gardent une influence considérable sur toute une partie de la population. Or, les plus organisés de ces antidreyfusards sont les nationalistes : ceux-là qui dénoncent toute tentative de seconde révision sont les mêmes qui tiennent l'Allemagne pour notre pire ennemi, qui rêvent de revanche, qui réclament des crédits pour l'armée. Proclamer en 1903 l'innocence de Dreyfus (que ce fût ou non la vérité, peu importe à la diplomatie !) eût été pour l'Allemagne un bon moyen de déconsidérer ces partis germanophobes et de revigorer la vague d'antimilitarisme suscitée par la presse dreyfusarde.

Voici ce qu'écrivait, en septembre 1898, von Bülow, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères :

« *Une victoire des antirévissionnistes n'est pas à souhaiter parce qu'elle pourrait conduire à la dictature, et celle-ci à une guerre contre nous. Que les généraux français et l'État major général français – et surtout la partie la plus chauvine de cet état-major, probablement la plus capable au point de vue militaire : les officiers cléricaux – se discréditent, nous n'avons pas à nous en affliger. [...]*

*D'autre part, il n'est pas désirable que la France, par une réhabilitation rapide et éclatante de Dreyfus, regagne tout de suite les sympathies libérales et juives. Le mieux est que l'affaire continue de s'envenimer, désagrège l'armée et scandalise l'Europe. [...]* »<sup>(22)</sup>.

En 1903, Bülow est, depuis trois ans, chancelier du Reich...

Nous ne prétendons pas apporter de preuve que les Carnets soient un texte de commande. Il ne s'agit que d'une hypothèse, mais elle permettrait d'expliquer les mystères de cette œuvre singulière laissée par l'ancien attaché militaire. Elle est étayée par la coïncidence des dates en 1903 et l'appui apporté aux thèses les plus contestables de Reinach.

Notons enfin que tout un pan de la correspondance de Schwartzkoppen nous manque. Schwertfeger ne publie que des lettres en fait mondaines. Rien n'émane de l'état-major allemand, et c'est bien compréhensible ; cinq ans après la divulgation de ses négligences, Schwartzkoppen devait avoir appris à brûler les papiers secrets...

(22) Maurice Baumont, *Aux Sources de l'affaire Dreyfus*, Les Productions de Paris, 1959, p. 221.



### d – Enseignements des Carnets

Il nous a paru fondamental de démystifier les Carnets de Schwartzkoppen, car ils ne peuvent pas être considérés comme l'expression de la vérité (ce qui n'implique nullement que la vérité se trouve en lisant Schwartzkoppen à l'envers !).

En eux-mêmes, les Carnets ne présentent aucune preuve de la culpabilité d'Esterhazy. Mais ils apportent sa dénonciation par Schwartzkoppen. Alors ce document tardif, douteux, est pris pour base d'accusation par la majorité des historiens.

"Mais non, voyons", protesteraient nos vertueux auteurs, "nous ne disons pas que les Carnets prouvent quoi que ce soit, nous disons qu'ils confirment ce qu'on sait par ailleurs".

– D'une part, c'est là le mot magique : "confirmer"... Nous verrons au fil de cet ouvrage que "ce qu'on sait par ailleurs" n'a jamais d'autre valeur que de "confirmer" la culpabilité (acquise) d'Esterhazy. Il y a bien quelques dissonances, mais un bataillon d'historiens dévoués s'est appliqué à les gommer ou à les expliquer, de façon à présenter un empilement de "confirmations" impressionnantes et presque cohérentes.

– D'autre part, les Carnets, admis puisque "confirmés", sont pour le lecteur confiant ou l'historien amateur d'un grand poids psychologique<sup>(23)</sup>. Schwartzkoppen parle ! Tous les auteurs, même les plus critiques, comme M. Thomas, racontent l'affaire Dreyfus à partir des Carnets. Esterhazy est venu le 20 juillet entre 3 et 4 heures ; le 13 août, c'était à 10 heures du soir, etc. Sans les Carnets, *L'Affaire sans Dreyfus*, de M. Thomas, serait privé de ses fondations. Depuis 1930, l'affaire est scrutée à travers ce qu'en dit Schwartzkoppen. La caution des Carnets a pris le relais de la foi du charbonnier des dreyfusards de la première époque.

Malgré leurs défauts intrinsèques, les Carnets sont à verser au dossier. Bien que très tardifs, leur signature en fait un document intéressant à étudier (à notre avis, plus par les questions qu'ils induisent que par les affirmations qu'ils apportent).

Mais l'ensemble des caractères douteux qu'ils présentent est tel qu'il est déontologiquement interdit à l'historien de les prendre pour base. Pour un détail, M. Thomas dit de Schwartzkoppen : « *Entre sa parole et les multiples indices qui doivent nous la faire mettre en doute, comment pourrions-nous hésiter ?* » Nous reprenons la remarque à notre compte, étendue à l'ensemble des Carnets.

(23) Reprenant une phrase d'Henry Giscard d'Estaing, Michel de Lombarès écrit : « *depuis la publication des Carnets [...] le maintien de la culpabilité de Dreyfus n'est plus admissible [et nous avons] la certitude qu'Esterhazy a écrit et livré le bordereau* ». Jacques Amiot, bien qu'il ne croit pas qu'Esterhazy ait écrit les bordereaux, est convaincu qu'il était un espion à la solde de Schwartzkoppen, puisque celui-ci le dit...

### III – QUE FAIRE D'ESTERHAZY ?

#### a – Un fol ?

Il est intéressant de noter avec quelle mansuétude les dreyfusards traitent Esterhazy. Autant ils portent sur les militaires des jugements d'une extrême sévérité, s'appliquant à leur peindre une âme noire, autant ils parlent du traître avec une espèce de tendresse... Il n'est que de voir les titres des chapitres consacrés à Esterhazy par M. Bredin : *Un fabuleux joueur, Un idéaliste ?*, *Haro à moi, mon prince, à ma res-cousse* (ce dernier étant extrait d'une lettre d'Esterhazy à Félix Faure)...

L'avocat fait d'Esterhazy un personnage presque sympathique, du moins selon la "morale" des films de ganstères. Il est pourri, certes, mais c'est un aventurier cosmopolite, audacieux que « *ni le cynisme ni la prudence ne peuvent arrêter* ». Il trompe ses amis, il séduit les femmes (déçu par la sienne, il écrit un couplet sur l'amour et le mariage, prétexte du titre *Un idéaliste ?*). C'est une sorte de fou génial qui parvient à tirer de l'argent à Drumont en même temps que des Rothschild. Après de complaisantes analyses de « *cet officier insinuant et charmeur, [...] en qui paraissent rassemblés tous les dons et tous les vices* », M. Bredin nous confie, comme si cela nous intéressait, que cet homme est « *au bout du compte malheureux* ». Nous voici de nouveau, et là où nous ne l'attendions pas, dans le domaine de l'émotion, si périlleux pour l'historien.

De son côté, Marcel Thomas, vingt-quatre ans après son livre *L'Affaire sans Dreyfus*, a publié un étonnant roman historique consacré à Esterhazy, *Esterhazy ou l'envers de l'affaire Dreyfus*. Sur l'affaire, il reprend tous les points de vue qui lui tiennent à cœur, autour du personnage fascinant du traître. On voit Esterhazy, sorte d'enfant perdu de la belle époque, torturé par une exaltation romantique et un perpétuel besoin d'argent, glisser peu à peu vers la trahison. Il n'avait pourtant pas un si mauvais fond, cet Esterhazy qu'indignaient si fortement « *les vaticinations de sa belle famille contre la race élue* »...

Nos auteurs ne font là que reprendre, avec leur touche personnelle, la position des dreyfusards de l'époque. Reinach, qui joue la sévérité envers ce cosmopolite (« *ce n'est pas un français* », « *tout en lui est exotique* »<sup>(24)</sup>), jugements qui peuvent faire sourire...), a pourtant voulu comprendre. Il nous dit qu'Esterhazy était un malade (ce tuberculeux va tout de même vivre encore 26 ans après son procès, jusqu'à l'âge de

(24) Reinach, Hist. II, p. 40.



75 ans...). Il fait même appel à Hippocrate pour expliquer le "délire verbal" d'Esterhazy. Finalement, cet Esterhazy, « certains jours moins traître qu'escroc »<sup>(25)</sup>, est demi-fou. Et chacun d'insister : Esterhazy est un menteur congénital, un mythomane.

En effet, il n'y a guère d'autre moyen pour les dreyfusards d'expliquer les apparentes incohérences de l'attitude d'Esterhazy, ses multiples mensonges qui embrouillent l'affaire comme à plaisir. Récemment encore, un ami convaincu de l'innocence de Dreyfus coupa court à mes arguments, alors que j'essayais de lui parler d'Esterhazy :

— De toute façon, il était complètement cinglé. Il a dit tout et n'importe quoi !

— Cinglé, Esterhazy ? Peut-être. Mais pensons aux assassins de chef d'État : on commence toujours par décréter qu'ils sont des illuminés agissant pour leur propre compte. Il est rare que l'Histoire ne révise pas cette explication quelque peu sommaire...

— "Tout et n'importe quoi", Esterhazy ? Voire... Au regard de la théorie dreyfusarde, certainement. Quel est cet homme qui collabore aux journaux qui l'injurient, qui s'affiche à l'ambassade d'Allemagne alors qu'il a été dénoncé ? Quel est ce coupable qui s'ingénie à se faire remarquer lorsqu'il sait être soupçonné, qui se dénonce pour démentir, puis "avouer" à nouveau quelques mois après ?

Mais tout cela devient beaucoup moins incohérent si l'on envisage l'hypothèse qu'Esterhazy ait collaboré avec les dreyfusards. Nous y reviendrons en détail.

En fait, c'est presque malgré eux que les dreyfusards sont conduits à soutenir la culpabilité d'Esterhazy... Le fil des événements, leurs positions historiques, la teneur même des jugements dans lesquels cette culpabilité est soit franchement affirmée, soit sous-jacente, le fait qu'ils n'ont de toute façon aucun autre coupable à proposer, font que tous se rallient à la même version : Esterhazy a écrit le bordereau. Mais presque tous sont mal à l'aise dès qu'il faut expliquer comment.

De façon caractéristique, citons la réflexion de M. Bredin, lorsqu'il nous apprend les aveux cette fois définitifs d'Esterhazy, le jour même de l'arrêt de cassation : « Point n'est besoin des élucubrations d'Esterhazy ! ». Le propos n'est pas simple effet de style ; il faut le rapprocher de ce que le sénateur Scheurer-Kestner a laissé échapper à l'audience publique du procès Esterhazy en 1897 : « Oh ! mon dieu ! Je peux me tromper en attribuant le bordereau au commandant Esterhazy... (rire dans l'auditoire). Il m'importe peu que le bordereau soit attribué à un tel ou à un autre, ce qui importe, c'est qu'il soit bien

(25) Idem, p. 87.

établi que le bordereau a été attribué par erreur à monsieur Alfred Dreyfus »<sup>(26)</sup>...

Or, le rôle d'Esterhazy est la clef de l'affaire. Quoi qu'en ait dit Scheurer-Kestner, il n'est pas sans importance que ce soit Esterhazy ou un autre qui ait écrit le bordereau ! Car jamais un autre coupable n'est entré dans la ligne de mire, jamais un argument dreyfusard n'a été assez fort pour convaincre de l'innocence de Dreyfus sans le secours de la culpabilité d'Esterhazy. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'arrêt de 1906. Neuf "attendus" lui sont consacrés, avec cette conclusion partielle : « il reste acquis que le bordereau a été écrit par Esterhazy et non par Dreyfus ». Et on enchaîne allègrement : « Attendu que le bordereau ayant été écrit par Esterhazy... ».

De façon schématique, on peut dire que, pour l'opinion publique, l'affaire Dreyfus se réduit à l'alternative suivante :

— ou bien Dreyfus est innocent et Esterhazy est à la fois coupable et complice de l'état-major.

— ou bien Dreyfus est coupable et Esterhazy est innocent du crime de trahison, mais complice des dreyfusards.

La seule échappatoire à cette alternative est de faire reposer l'affaire du bordereau sur une manigance des services secrets, nous y reviendrons.

## b — Les relations d'Esterhazy

Marcel Thomas parvient à donner l'impression que ce brigand d'Esterhazy avait réussi à jouer à part égale avec Drumont et avec les Rothschild. La réalité est fort différente et mérite qu'on s'y attarde.

### Esterhazy et le milieu juif

Esterhazy entre dans la petite histoire en 1892 ; le 1er juin, il est le témoin du capitaine juif André Crémieu-Foa lors du duel de celui-ci avec Édouard Drumont. A partir de ce moment au moins, il est introduit dans le milieu israélite (vraisemblablement plus tôt par son ami Weil). On sait d'ailleurs, par l'étude de M. Thomas, qu'il ne cachait pas ses sentiments philosémites. Cela est au demeurant en accord avec la fascination envieuse d'Esterhazy pour les gens capables de s'enrichir rapidement et avec son caractère cosmopolite, complaisamment souligné par Reinach. Et, réciproquement, on connaît la fascination de la finance juive pour l'aristocratie titrée, vraie ou fausse.

Tous les témoignages le montrent flagorneur avec les juifs influents. Son duel lui permet de se poser en champion de la cause juive. Il jouit

(26) Cité par Henriette Dardenne, *Lumières sur l'affaire Dreyfus*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1964, p.115.



de la protection de la famille Crémieu-Foa, particulièrement de la mère qui lui conservera sa confiance, même après la mort de son fils André (indirectement causée par une sombre histoire de publication d'un procès-verbal de duel dont on accusera Esterhazy d'avoir été l'instigateur).

Par Gaston Grenier, préfet et fils du général, qui a épousé une demoiselle Crémieu-Foa, il est mis en relation avec le député Jules Roche. Celui-ci, ambitionnant rien moins que le poste de ministre de la Guerre, a besoin de ses connaissances militaires. Esterhazy est aussi en contact avec les Rothschild, avec le grand rabbin Zadoc-Kahn, avec le sous-préfet Isaac<sup>(27)</sup>.

Il est de mise de présenter ces rapports comme ceux d'un incroyable insolent, affectant la familiarité avec des gens qu'il connaît à peine, et d'attribuer ces succès à son bagout, à son côté "charmeur"... Toujours est-il que ces relations existaient et qu'Esterhazy y faisait largement appel, tant pour ses nécessités pécuniaires que pour ses besoins de recommandations.

Lorsqu'en 1892, menacé d'être affecté à Dunkerque, catastrophe pour ce mondain, Esterhazy cherche une solution pour ne pas s'éloigner de Paris, il met ses relations en mouvement. Gaston Grenier lui promet l'appui de Reinach, dans une lettre du 16 octobre: « [Reinach] est un vieux camarade assez lâcheur, mais puissant, bon garçon et israélite... »<sup>(28)</sup>. M. Thomas affirme que Reinach « reçut aimablement Esterhazy », quoique celui-ci l'ait formellement nié par la suite.

Lorsqu'il a besoin d'argent, il sollicite ses amis juifs. Et il obtient satisfaction, soit sous forme de prêts (qu'il ne rembourse pas comme le laisse supposer le refus d'un "nouveau prêt" de Crémieu-Foa frère en 1893), soit sous forme de dons comme les 2.000 francs reçus de la banque Rothschild sur le compte "pauvres", le 5 juillet 1894. Lorsqu'il écrit à Edmond de Rothschild, il le tutoie. Pense-t-on vraiment que n'importe quel petit solliciteur pouvait se permettre de tutoyer le grand financier<sup>(29)</sup>?

Par ailleurs, Esterhazy a un grand ami israélite, Maurice Weil. Weil a travaillé quelque temps au service de renseignements, vers 1878 ; c'est là qu'il a connu Esterhazy (Esterhazy a en effet été affecté à la Section de statistique de 1877 à 1880). Mais en 1881 Weil est contraint de quitter l'armée car on a découvert qu'il trichait aux courses. Officier très mondain, il fréquente les salons Rothschild, Ephrussi, Cahen

(27) Joseph Reinach, opus cité, note p. 62. Ce sous-préfet Isaac n'est autre que le "fusilleur de Fourmies", fustigé par Drumont pour avoir fait tirer la troupe sur des ouvriers qui manifestaient le 1er mai 1891, malgré l'interdiction des patrons.

(28) Marcel Thomas, p. 52.

(29) M. Thomas signale qu'Esterhazy avait été condisciple d'Edmond au lycée.

d'Anvers. Il connaît bien le grand rabbin. Son frère occupe un poste de confiance à la banque Rothschild de Madrid. Il est particulièrement lié au général Saussier, deuxième personnalité militaire du pays, auquel il prête, dit-on, la belle Mme Weil, israélite d'origine autrichienne. Grâce au général, il est réintégré dans l'armée en janvier 1890, à l'état-major du gouverneur militaire de Paris (c'est-à-dire de Saussier lui-même). Mais il doit à nouveau démissionner en 1893, à la suite des accusations d'espionnage lancées contre lui par le marquis de Morès. Il semble d'ailleurs que ce soit lui qui ait choisi la démission, préférant cela à l'enquête dont le ministre de la Guerre avait annoncé l'imminence à Saussier. Mais il reste reçu dans le monde et, bien sûr, dans l'intimité de Saussier<sup>(30)</sup>.

Dans son livre consacré à Esterhazy, Marcel Thomas se livre à une réhabilitation inattendue de Weil. Cet officier aurait, selon lui, été l'objet de « rumeurs malveillantes » et infondées, parce que juif<sup>(31)</sup>.

Toujours est-il que Weil, ce personnage clinquant, va se montrer tout dévoué à Esterhazy ; maintes fois, il s'emploie à lui obtenir de l'argent. En été 1894, il fait parvenir au grand rabbin Zadoc-Kahn une lettre dans laquelle Esterhazy rappelle les services qu'il a rendus à la cause juive et se dit acculé à envisager de commettre un crime tant ses difficultés sont grandes. Cette lettre sera plus tard versée au dossier par Mathieu Dreyfus pour prouver qu'Esterhazy était sur le point de trahir la France. La même lettre a encore servi au rabbin, selon son propre témoignage<sup>(32)</sup>, pour réunir, avec le concours de Weil, une somme de 10.000 francs auprès d'israélites à partir du 8 novembre 1896. Weil se démène aussi pour appuyer les démarches de son ami lorsqu'il veut entrer au ministère ; il s'adresse à l'ordonnance du ministre de la Guerre, au général Tisseyre, au général Saussier.

Esterhazy a donc établi des relations privilégiées avec les juifs influents. Il a certainement su leur rendre des services, mais il est, en 1894, leur débiteur. Il le dit lui-même à Edmond de Rothschild, dans une autre lettre, début 1895 : « [...] pour te témoigner combien je suis reconnaissant, je pourrais cependant peut-être t'être de quelque utilité. [allusion à de mystérieux travaux auxquels la nécessité le contraint...]. Ces travaux m'ont fait pénétrer dans des milieux où j'ai appris des choses sérieuses que, je crois, tu aurais intérêt à savoir ». Voilà qui s'appelle une offre de service.

(30) Maurice Paléologue, *Journal de l'affaire Dreyfus*, Plon, Paris, 1955, p. 72.

(31) M. Thomas, *Esterhazy ou l'envers de l'affaire Dreyfus*, Vernal et Philippe Lebaud, 1989.

(32) 1ère Cass. I, p. 130 : Weil lit une lettre du grand rabbin l'autorisant à dire que la lettre d'Esterhazy qui lui fut communiquée à l'été 1894 lui « a encore servi en 1896 pour des démarches analogues ».



Mais Marcel Thomas soutient que c'est en fait pour la *Libre Parole* que travaillait Esterhazy. Allons donc voir du côté du journal d'Édouard Drumont puisque l'érudit nous y invite.

### Esterhazy et la Libre Parole

Il n'a jamais été contesté qu'Esterhazy n'avait pas eu de contacts avec ce journal avant le duel de Drumont contre Crémieu-Foa, dont il était, rappelons-le, le premier témoin. Dès le lendemain du duel, le 2 juin 1892, il envoie sa carte à Drumont. Ce simple geste de courtoisie, sûrement pas effectué sans arrière-pensée, est à l'origine des rapports entre Esterhazy et le quotidien antisémite. A partir de là, Marcel Thomas a bâti toute une théorie faisant de la collaboration entre Esterhazy et *La Libre Parole* la clef de l'affaire Dreyfus, solution que nombre d'auteurs modernes déclarent démontrée. C'est pourquoi il importe de consacrer un peu de temps à mettre les choses au point.

#### 1° – de 1892 à 1895

Pour le lecteur attentif, la manière dont procède M. Thomas relève de la tentative de persuasion et non de la démonstration.

A la page 49, l'archiviste juge « assez invraisemblable » l'affirmation de Joseph Reinach, selon laquelle Esterhazy aurait participé à *La Libre Parole* immédiatement après le fameux duel (affirmation d'ailleurs dépourvue de preuve. Les seules références indiquées par Reinach renvoient à des articles parus dans la *Libre Parole* et l'*Intransigeant*<sup>(33)</sup> en... 1897 !).

Ensuite, page 53, M. Thomas trouve « quelques vraisemblances » aux bruits qui ont attribué à Esterhazy une influence sur la *Libre Parole* dès fin 1892. Il aurait obtenu que le quotidien ménage Freycinet. Il aurait surtout fait cesser les attaques contre le général Saussier, lors de l'affaire Edon<sup>(34)</sup>, en juin 1894. Cette hypothèse est basée sur deux éléments : une lettre de Maurice Weil de 1896, faisant allusion à des services autrefois rendus par Esterhazy à Saussier et une lettre de 1897 où Esterhazy évoque l'affaire Saussier-Edon et écrit : « C'est à moi qu'on doit que ce scandale n'ait pas éclaté ». On ne peut conclure sans avoir d'autres éléments : il peut y avoir simple coïncidence, Esterhazy essayant de "tirer la couverture à lui" *a posteriori*. En effet, il paraît bien étonnant qu'Esterhazy soit en mesure de faire pression sur un journal avec lequel il n'a, sauf information contraire, que des relations de courtoise adversité...

(33) Reinach, Hist. II, p. 61.

(34) Edon est un vieux général ayant involontairement tué un jeune lieutenant. Il aurait été protégé par Saussier en raison des charmes de son épouse.

Pourtant, page 52, M. Thomas affirme qu'Esterhazy devint le collaborateur du chroniqueur militaire de la *Libre Parole*, le commandant Biot, « à partir de 1894 ». Soit. Voilà une vérité dont le lecteur sera imprégné. A la page 229, il préfère pourtant situer le début de cette collaboration « dans le courant de 1895, semble-t-il »...! Et, page 239, il avoue ignorer « dans quelles circonstances exactes » (entendez "à quelle époque") Biot fit la connaissance d'Esterhazy... Mais il présume que les présentations se firent grâce au journaliste Boisandré<sup>(35)</sup>,... dont Esterhazy aurait pris la maîtresse dans l'année 1895 (laquelle n'est autre que Marguerite Pays).

Or page 236, l'archiviste cite une lettre d'Esterhazy qui garantit qu'Esterhazy n'était pas collaborateur de la *Libre Parole* le 14 septembre 1895. En effet, ce jour-là, Esterhazy adresse à Boisandré une lettre dans laquelle il dénonce l'espionnage allemand à l'Est. Il le prie de faire profiter la *Libre Parole* de l'information. Il est évident, et Marcel Thomas le reconnaît implicitement<sup>(36)</sup>, que si Esterhazy avait alors été le collaborateur de Biot, il n'aurait pas eu besoin du truchement de Boisandré pour se faire publier dans le quotidien. Et on ne voit vraiment pas pourquoi le fol aurait fait semblant de ne pas connaître le journal auprès de celui-là même qui est censé l'y avoir introduit ! Des extraits de ladite lettre furent effectivement publiés, le 12 octobre seulement. Une éventuelle participation d'Esterhazy à la *Libre Parole* ne peut donc pas être envisagée avant cette date.

De ces incohérences mises en évidence (il va de soi que le simple curieux n'y prête pas attention), il ressort que Marcel Thomas n'a aucune idée précise quant à la réalité de la collaboration entre Esterhazy et le commandant Biot, ni aucun indice apte à nous en convaincre.

Ensuite M. Thomas ose s'appuyer sur la supposition comme sur un fait pour bâtir sa théorie de la culpabilité d'Esterhazy. Écoutons l'ancien conservateur de la Bibliothèque Nationale énoncer, page 231, d'un ton dégagé :

« [...] "Commandant Z", pseudonyme qui masqua longtemps la double personnalité de Biot et d'Esterhazy ».

Or, page 231, nous sommes en février-mars 1895... La tranquille certitude de l'affirmation ne jure-t-elle pas avec le flou que l'archiviste avouera quelques pages plus loin, et avec la quasi-impossibilité de situer ladite collaboration avant octobre 1895 ? Seulement, page 231, M. Thomas a besoin d'une certitude..., alors fouette cocher !

(35) André de Boisandré fut un des principaux collaborateurs de la *Libre Parole*, depuis le premier numéro (18 avril 1892) jusqu'à sa mort en août 1913.

(36) M. Thomas, p. 237 : « A moins toutefois que les termes de sa lettre ne fussent une comédie de plus, et qu'il n'appartint déjà à l'équipe de la *Libre Parole* » Une preuve de plus que l'historien ne sait pas quand Esterhazy commence à collaborer au journal...



2° – en 1896

Certes, des relations d'amitié se sont nouées entre Esterhazy et Boisandré, amitié dont Boisandré fut incontestablement la dupe. Mais il n'en existe aucune trace avant la lettre du 14 septembre 1895, et c'est en 1897 que l'on verra se manifester des conséquences de ces relations. Le truchement de Boisandré conduisit-il Esterhazy à prêter sa plume au commandant Biot en 1896 ? Aucun élément ne permet de l'affirmer.

Marcel Thomas voit un indice flagrant dans un rapport que Schwartzkoppen adresse à Berlin en janvier 1896<sup>(37)</sup>. Il y est fait allusion à divers points des projets de Cavaignac, ministre de la Guerre depuis novembre 1895. Or, le "commandant Z." traitera ces thèmes en mars 96 dans *La Libre Parole*. La coïncidence est jugée révélatrice... Mais Cavaignac ne travaillait pas en catimini ! Son projet de loi avait été déposé à la Chambre dès novembre et toute l'armée commentait avec passion les mesures envisagées. Il est naturel que Schwartzkoppen s'y soit intéressé. Il est naturel qu'un chroniqueur militaire en parle (deux mois plus tard). Pas besoin d'un traître entre les deux !

Entre autres, on parlait beaucoup d'adjoindre un second au général Saussier vieillissant. Le 3 mars 1896, le "commandant Z." écrit que ce militaire pourrait être le général Giovanelli, commandant du 3ème Corps d'armée, celui dont relève le régiment d'Esterhazy. Pour Marcel Thomas, il est clair comme le jour qu'Esterhazy est le véritable auteur de l'article puisqu'il a saisi l'occasion « *de glisser négligemment dans l'article un petit couplet à la louange de son chef* ». Avec la meilleure volonté, nous ne voyons pas quel intérêt aurait eu Esterhazy à glisser négligemment une flatterie dans un article non signé de lui...

Il importe de dire qu'à ce point du développement de M. Thomas le rapprochement du rapport de janvier de Schwartzkoppen et des articles de mars de la *Libre Parole* n'est nullement un argument à l'appui de la collaboration Biot-Esterhazy. L'historien est en train d'étudier les rapports d'Esterhazy et de Schwartzkoppen: Esterhazy « *collaborait régulièrement* » avec Biot, « *nous l'avons vu* » ; Schwartzkoppen parle de la même chose que Biot ; donc Esterhazy est bien l'informateur de Schwartzkoppen, CQFD. Or, nous n'avons rien vu du tout ! Entre le « *nous allons voir* » de la page 237 et le « *nous avons vu* » de la page 252, nous avons appris une seule chose, qu'Esterhazy utilisa la signature Z. dans le *Journal des Sciences Militaires*, en 1896...

Lorsqu'on y regarde de près, toute la construction s'avère en stuc.

Et cela alors que Marcel Thomas passe complètement sous silence trois messages adressés à Esterhazy, en 1896, par Drumont lui-même<sup>(38)</sup> !

(37) Marcel Thomas p. 251.

(38) Reinach, Hist. II, p. 385.

Les deux premiers sont découverts en octobre 1896, lors de la perquisition demandée par Picquart au domicile d'Esterhazy. Au milieu de papiers calcinés dans la cheminée, on trouve deux cartes du directeur de la *Libre Parole*. L'une remercie brièvement Esterhazy de sa sympathie. Voici le texte de l'autre :

« *Tous mes remerciements, mon cher commandant, pour votre communication, qui me prouve la sympathie que vous avez pour notre cause. Je suis absolument de votre avis et c'est parfaitement ignoble de voir la France protéger une clique dans un coupe-gorge. Malheureusement, personne n'ose dire cela à la Chambre depuis que Douville est mort. Cordiale poignée de main.* »

Ce texte est-il compatible avec la théorie du travail en commun d'Esterhazy et Biot ? Il faudrait alors que ce fut à l'insu de Drumont, car on n'écrit pas semblables remerciements à un collaborateur usuel. Par ailleurs, ce texte de Drumont est une réponse qui laisse deviner une démarche très entrante d'Esterhazy ; on sent bien qu'il a protesté de son admiration pour le quotidien nationaliste.

La troisième pièce est une lettre du 4 novembre 1896, répondant à une missive où Esterhazy s'est plaint de l'ingratitude des juifs à son égard, sans doute pour convaincre Drumont de son "retournement" ; le grand antisémite lui répond en l'encourageant à se détourner de ces gens-là (nouvel indice que ce n'est pas chose faite). Que fait Esterhazy de cette lettre ? Il la confie à Weil pour qu'il la montre au grand rabbin, espérant en tirer de l'argent... (Il n'est d'ailleurs pas prouvé que cette lettre ne soit pas un faux, comme c'était le cas d'une autre lettre utilisée par Esterhazy à la même fin, prétendument écrite par un oncle qui insultait son neveu trop philosémite).

Ces traces concrètes, cachées par Marcel Thomas, prouvent qu'en automne 1896 Esterhazy est en train de faire la cour à Drumont. Et cela incite à penser qu'il n'est nullement un collaborateur de la *Libre Parole*.

3° – à partir de 1897

Tout comme Reinach, Marcel Thomas joue sur les relations, évidentes et non dissimulées, qu'Esterhazy entretint avec ce quotidien en 1897. Il parle toujours de la période « *de 1895 à 1897* », comme si ces trois années formaient un bloc monolithique<sup>(39)</sup> !

Effectivement, à partir de l'automne 1897 et du scandale autour de son nom, Esterhazy va trouver ouvertes les colonnes de la *Libre Parole*. Ravi d'attaquer le régime, le journal se rue joyeusement sur les personnalités militaires qu'Esterhazy souhaite voir mises en cause (Biot a-t-il

(39) Voir par exemple pp. 240-242.



seulement besoin d'être poussé pour vilipender le ministre Billot dont les tergiversations face à la reprise de l'affaire Dreyfus exaspèrent les nationalistes ?) *La Libre Parole* est parmi les plus véhéments journaux à défendre Esterhazy, le malheureux officier que l'on croit victime des dreyfusards.

La différence avec les autres organes nationalistes est seulement que, même après le procès de Rennes, *La Libre Parole*, par la plume de Boisandré, s'obstinera à défendre Esterhazy, allant jusqu'à accréditer ses fables sur son "contrat" avec Sandherr ! De sa retraite anglaise, Esterhazy enverra encore des articles antisémites au quotidien. Cela prouve seulement que Drumont, qui en 1900 ne partageait plus l'opinion de Boisandré sur Esterhazy, laissait une grande liberté à ses collaborateurs, et que l'amitié d'un Boisandré est de meilleure qualité que celle d'un Weil (en apparence au moins, ce dernier s'est complètement désolidarisé d'Esterhazy, envers qui il avait montré tant de zèle).

Mais il est évidemment malhonnête de s'appuyer sur des relations avérées entre 1897 et 1900 pour entériner l'existence de relations de 1894 à 1896. Et nous retiendrons que Marcel Thomas n'a absolument rien démontré quant à d'éventuels rapports entre Esterhazy et un quelconque collaborateur de *La Libre Parole* de 1892 à 1896.

Entre 1892 et 1897, Esterhazy a donc entretenu avec l'équipe de la *Libre Parole* des relations dont on ignore l'étendue, dont on n'a pas la moindre trace concrète entre le 2 juin 1892 (duel Crémieu-Foa Drumont) et le 14 septembre 1895 (lettre de Boisandré), qui se manifestent en 1896, sous forme de messages de sympathie d'Esterhazy à Drumont, qui aboutissent à l'engagement du journal à ses côtés à l'automne 1897.

Or, rien dans la nature de cet officier cosmopolite et mondain ne l'inclinait vers le quotidien antisémite et nationaliste. Pourquoi la *Libre Parole* plutôt que le *Figaro* ou le *Siècle* pour cet homme qu'on nous dit titillé par la fièvre d'écrire ?

C'est dans la lettre par laquelle il relance Weil, le 6 novembre 1896, qu'Esterhazy se flatte d'être bien vu par Drumont, donc de pouvoir être un agent à l'intérieur de la *Libre Parole*<sup>(40)</sup>. Et il joint comme preuve la lettre de Drumont, du 4, véritable photographie de sa pénétration dans le camp ennemi.

M. Bredin se gausse de tout cela ; pour lui, c'est une preuve que le personnage est capable de se vendre à n'importe quelle cause (« *Schwartzkoppen ? Drumont ? Edmond de Rothschild ? Peu lui importe !* »). Soyons sérieux ! Les subsides des Rothschild et consorts pèsent d'un autre poids que le rapport de quelques éventuelles "piges"

(40) Instruction Fabre, p. 22 – Reinach, Hist. II, p. 433.

à la *Libre Parole* ! Et que vaut le "pistonnage" (?) de Drumont quand on a celui du général Saussier ou de l'ambitieux député Jules Roche ?

En revanche, il semble que, comme le laisse entendre Esterhazy dans cette lettre, il eût été très intéressant pour les juifs, et somme toute de bonne guerre, d'avoir un homme à eux dans le grand organe antisémite. Leur obligé Esterhazy, que l'on voit à l'automne 96 faire de l'entrisme auprès de Drumont, aurait été fort bien adapté à ce rôle.

Le fait que deux ans avant l'affaire Dreyfus, Esterhazy fut déjà connu de Reinach et l'obligé des coreligionnaires du condamné, « *ne manque pas d'un certain humour noir* », dit Marcel Thomas, qui ajoute : « *Il ne faut pas chercher plus loin l'origine de l'absurde légende d'un Esterhazy "homme de paille des juifs"* ». Même réflexion dans son dernier livre, et il répète que cette hypothèse antidreyfusarde doit être regardée « *comme une pure et simple affabulation* ». C'est là encore un des regrettables raccourcis du prétendu spécialiste de l'affaire Dreyfus. Un haussement d'épaule, un jugement péremptoire, et le voilà dispensé d'étudier une théorie contraire à la sienne.

Pourtant Esterhazy a bel et bien été reçu par Reinach, « *aimablement* », précise M. Thomas, qui ne donne malheureusement pas ses sources. Mais soyons assuré qu'il a de bonnes raisons pour aller contre la dénégation formelle du grand dreyfusard<sup>(41)</sup>.

Or, si l'on peut à la rigueur comprendre le silence, et le mensonge, de Joseph Reinach sur cette entrevue qui risquait d'étayer la thèse de ses adversaires, le silence du bavard Esterhazy est beaucoup plus difficile à expliquer... Lui qui adore compromettre ses anciens amis, pourquoi avoir tu un détail qui eût bien gêné ces dreyfusards qu'il affecte de détester ? (Le silence d'Esterhazy est précisément l'argument que donne Reinach pour nier toute entrevue avec lui !)

Dans le même ordre d'idée, on peut remarquer un revirement radical d'Esterhazy ; philosémite affiché jusqu'en 1895, il se transforme en antisémite enragé en 1897, les deux attitudes paraissant aussi artificielles et opportunistes l'une que l'autre.

On peut bien sûr se raccrocher à l'instabilité chronique du prétendu psychopathe. On peut aussi remarquer qu'en se montrant sous ce jour, Esterhazy apporte une aide incontestable aux dreyfusards. Si Reinach fait une large place aux relations de Drumont et Esterhazy, ce n'est pas pour bâtir une théorie de la trahison comme Marcel Thomas, c'est essentiellement pour rendre Esterhazy antipathique à ses lecteurs, pour fixer des traits antisémites à celui qui fut le témoin de Crémieu-Foa. Effet de style ou précaution pour dissimuler une réalité gênante, présentant en plus l'avantage de ligoter la *Libre Parole* prise aux rets d'Esterhazy ?

(41) Reinach, Hist. II, p. 64.



### c – Une logique possible pour Esterhazy

N'en déplaise à Marcel Thomas, nous allons ici voir quelle tournure prendraient les choses en supposant qu'Esterhazy, acculé comme il l'était sur le plan financier, doté d'une écriture du même type que celle du bordereau, ait été désigné par ses "protecteurs" pour assumer le rôle du traître de l'affaire Dreyfus. Rappelons que l'écriture d'Esterhazy est connue tant du Grand rabbin (lettre de l'été 1894) que de Joseph Reinach. Ce dernier s'offre le luxe de s'exclamer que, si en 1897 le sénateur Scheurer-Kestner lui avait nommé cet Esterhazy dont il cherchait l'écriture, « [il] lui aurai[t] porté dix lettres du misérable »<sup>(42)</sup>.

Dans cette éventualité, pourquoi avoir attendu 1896 pour sortir le Petit bleu ? Il fallait d'abord que Picquart fut bien installé dans la place (il est certain que l'hypothèse "Esterhazy homme de paille" exige la complicité, au moins partielle, de Picquart, personnage qui est l'objet du chapitre suivant. Il a peut-être aussi fallu un certain temps pour convaincre, ou contraindre, Esterhazy d'accepter le principe. Il fallait ensuite, surtout, qu'Esterhazy s'entraîne à modeler son écriture sur celle de Dreyfus, et qu'il répande un peu partout des lettres de lui, certaines antidatées. Tout cela demande du temps.

Peut-on suggérer une date pour "l'embauche" d'Esterhazy ? A la différence de Marcel Thomas, nous tenons à souligner le caractère hypothétique, donc discutable, de la version ici exposée qui devra être confrontée à tous les éléments concrets dont nous disposons avant de prendre, éventuellement, quelque poids. Aucune date certaine donc, mais quelques éléments permettent de proposer un encadrement. Nous avons vu que début 1895, Esterhazy rappelle opportunément ses bonnes dispositions à Edmond de Rothschild, peut-être à d'autres. Au printemps 1895, Bernard Lazare écrit, à la demande de Mathieu Dreyfus, une brochure pour défendre Alfred Dreyfus ; quoique nul ne paraisse s'en apercevoir aujourd'hui, cette brochure était évidemment destinée à être publiée. Mais la publication est différée, en attendant « un moment favorable »<sup>(43)</sup>. La véritable raison de cette suspension pourrait bien être qu'un plan de plus grande envergure est en train de se mettre en place et, qu'effectivement, rien ne servait de lancer le doute sur la culpabilité de Dreyfus tant qu'Esterhazy n'était pas prêt à assumer son rôle. Le Petit bleu qui lance Esterhazy sur la scène datant de la fin février 1896, ce serait donc dans le deuxième semestre de 1895 qu'Esterhazy aurait accepté d'entrer dans le jeu, peut-être sans avoir été averti de l'ampleur du "service" attendu...

(42) Reinach, Hist. II, p. 529.

(43) *Dreyfusards !*, Julliard, Paris, 1965, p. 85.

Reprenons maintenant la conduite d'Esterhazy, en l'observant à la lumière de l'hypothèse que nous avons avancée.

Début 1896, Esterhazy demande à un officier de son régiment, le capitaine Daguene, de lui prêter certains documents ayant trait à un nouveau fusil. « Sans se cacher davantage »<sup>(44)</sup>, Esterhazy fait venir à son domicile personnel un jeune soldat du même régiment nommé Ecal, et lui demande d'exécuter une reproduction de divers plans du fusil<sup>(45)</sup>. Devant la Cour de cassation, Ecal a déclaré que les faits avaient eu lieu en février ou mars 1896. Le Petit bleu est découvert début mars. Début avril, Picquart interroge le commandant Curé qui lui raconte tout de suite qu'Esterhazy vient d'emprunter des documents à Daguene. On peut deviner que Curé tient la confidence de Daguene, sans doute bien embarrassé, car... Esterhazy ne lui a toujours pas restitué les papiers, que Daguene lui-même devait remettre à son colonel<sup>(46)</sup> !

On ne saurait imaginer espion plus négligent... Faire venir chez lui un copiste de son régiment est folie ; le jeune soldat ne risque pas d'oublier un épisode aussi singulier. Ne pas rapporter rapidement les documents à Daguene doit nécessairement donner un caractère d'incident à un emprunt pouvant passer pour anodin... A Ecal, Esterhazy raconte qu'il s'agit d'une commande urgente pour le ministère, mensonge qu'il sera facile de constater.

Cette histoire de fusil mettant en évidence une activité louche d'Esterhazy, dont témoigneront « des dépositions toutes concordantes et parfaitement désintéressées », comme le souligne obligeamment Marcel Thomas, tranche de façon frappante avec les obscurs et douteux "indices" de trahison que les historiens cherchent à la loupe pour 1894 et 1895.

Les premiers soupçons de Picquart se trouvent ainsi étayés par un fait flagrant.

A partir d'avril 1896, Picquart fait surveiller Esterhazy ; celui-ci se rend ouvertement à l'ambassade d'Allemagne, en uniforme. Esterhazy était allé obtenir un permis pour son colonel qui souhaitait se rendre en Alsace. Pourquoi le colonel d'Abria s'était-il adressé à lui ? L'année suivante, à l'instructeur Ravary, et dans la presse, Esterhazy expliquera qu'il connaissait Schwartzkoppen, par des membres de sa famille<sup>(47)</sup>. Sans

(44) Marcel Thomas, p. 254.

(45) Pour les parties plus techniques, Ecal fait appel à un de ses amis de l'École Centrale, Bousquet, qui se souviendra bien être venu chez Esterhazy pour copier des plans de fusils.

(46) 1ère Cass. I, p. 149 : Picquart. Ce souvenir fut confirmé par Curé (Rennes II, p. 240) qui précisa avoir conseillé à Daguene de se faire rendre les documents, après les propos de Picquart. Esterhazy restitua alors son emprunt.

(47) 1ère Cass. II, p. 118.



doute s'en était-il vanté ouvertement. En tout cas, cette démarche permet à Picquart de noter que le suspect a ses entrées à l'ambassade d'Allemagne.

A la fin de juillet 1896, commencent les démarches d'Esterhazy pour entrer au ministère de la Guerre, ostensibles, insistantes. Or, c'est le 5 août que Picquart met ses chefs au courant de son enquête sur Esterhazy. Et ce sont ces démarches qui vont lui permettre d'obtenir le premier spécimen officiel de l'écriture d'Esterhazy, deux lettres de sollicitation, datées du 25 août, à partir desquelles il dira avoir découvert l'identité de graphisme avec le bordereau.

De telles démarches, incessantes jusqu'au printemps 1897, semblent incohérentes si Esterhazy est coupable. Il faudrait être fou, effectivement, pour introduire au ministère l'écriture du bordereau, publiée en fac-similé le 10 novembre 1896 dans le *Matin* ; fou pour chercher à se faire remarquer par tous les moyens alors même qu'il est soupçonné, et qu'il le sait par la lettre anonyme du 11 novembre 1896. Lettre anonyme qu'il n'a rien de plus pressé que de faire parvenir au ministre ! En revanche, il est parfaitement explicable que l'agent stipendié des dreyfusards cherche à entrer au ministère. Cela lui permet d'exhiber en haut lieu son écriture. Cela nourrit le dossier de Picquart qui est, nous le verrons, extrêmement léger. Picquart soulignera que ses soupçons ont été renforcés en constatant le désir du suspect d'entrer au ministère de la Guerre. Quant au ministre, le général Billot, il témoignera avoir été d'autant plus ébranlé par les dires de Picquart qu'il était au même moment, de tous côtés, l'objet de « *sollicitations étranges* [concernant Esterhazy]. *J'étais exaspéré* »<sup>(48)</sup>.

De plus, le principal écueil pour établir la culpabilité d'Esterhazy sera toujours l'impossibilité de prouver qu'Esterhazy était en mesure de se procurer les renseignements énoncés dans le bordereau. Il était donc, accessoirement, tout à fait judicieux de montrer qu'Esterhazy avait "des relations" ; s'il était parvenu à ses fins, les dreyfusards eussent pu affirmer qu'un homme si bien introduit avait assurément les moyens de se procurer des informations secrètes. Cela eût sérieusement étayé l'affirmation ultérieure d'Esterhazy, selon laquelle il aurait agi sur ordre de Sandherr, ainsi que la thèse de la "partie liée" avec l'état-major...

Les entrevues de l'automne 1897, avec du Paty et sans doute Henry, seront les seuls éléments tangibles à l'appui de cette fameuse "partie liée" par laquelle les dreyfusards tentèrent de déshonorer l'armée française aux yeux de la population. Lorsque nous étudierons cet épisode, nous verrons que chaque initiative d'Esterhazy vient à point pour appuyer les démarches des défenseurs de Dreyfus à cette époque cruciale<sup>(49)</sup>...

(48) Rennes I, p. 178 : Billot.

(49) Voir pp. 260-270, puis pp. 282 et suivantes.

Une fois dénoncé par Mathieu Dreyfus, le 14 novembre 1897, Esterhazy se répand dans les journaux, s'empresse de reconnaître l'"épouvantable similitude" de son écriture avec celle du bordereau... pour ceux qui en douteraient ! (Un coupable "normal" n'aurait-il pas, entre autres, tenté d'objecter que ce type d'écriture était banal, comme nous le dit M. Bredin ? Scheurer-Kestner, par exemple, ne sera pas d'emblée convaincu de l'identité des deux écritures). Le *Figaro* mène campagne contre Esterhazy. Qui trouve-t-on dans la salle de rédaction ? Esterhazy ! « *Il allait y lire en épreuve les articles où il était malmené, plaisantait* » ; c'est Reinach lui-même qui nous le raconte<sup>(50)</sup>... Entre autres "folies", Esterhazy signale obligeamment au général de Pellieux qu'un camarade lui a communiqué le fameux manuel de tir, cinquième point du bordereau, ce qui s'avérera d'ailleurs inexact.

Fin novembre, l'instruction préliminaire du général de Pellieux semble devoir se clore par un non-lieu. Apparaît alors Mme de Boulancy. Cousine et ancienne maîtresse d'Esterhazy, soi-disant désireuse de se venger d'une escroquerie d'Esterhazy, elle remet à son avocat, M<sup>e</sup> Jullemier, les fameuses lettres anti-françaises, écrites en 1884 par son amant. Notons, en passant, que l'escroquerie dont se plaint Mme de Boulancy date également de 1884... ; elle est donc largement prescrite et n'avait au demeurant jamais fait l'objet d'une démarche judiciaire de la part de cette tendre cousine, bien qu'elle eût rompu avec Esterhazy à la fin de 1884. Sans doute la vengeance est-elle un plat qui se mange froid, mais tout de même...

La plus virulente de ces lettres, dite "lettre du Uhlan" car Esterhazy y exprimait le souhait d'être tué comme capitaine de Uhlans en sabrant des Français, parvient à point nommé à Scheurer-Kestner. Comme par hasard, le sénateur a une "connaissance commune" avec M<sup>e</sup> Jullemier, qui lui remet le brûlot. Scheurer court l'apporter au général de Pellieux et demande une perquisition chez Mme de Boulancy, qui a lieu le 27 novembre. Tout à fait consentante, celle-ci livre alors la totalité des lettres. A l'exception de celle "du Uhlan", Esterhazy s'empresse de les authentifier, c'est-à-dire d'authentifier son écriture, puisque les lettres en question sont censées avoir été écrites treize ans auparavant.

Treize ans ou quelques mois ? Par moment, les dreyfusards font une grande confiance à leur escroc préféré ! Et puisqu'on a la parole de Mme de Boulancy...

Pourquoi contester la seule lettre "du Uhlan" (contestation qui trouve une assise matérielle : les expertises établiront que l'enveloppe et la lettre ne sont pas contemporaines) ? C'est M. Bredin qui propose

(50) Reinach, Hist. III, p. 10.



une réponse : ces dénégations « *présentent pour la famille Dreyfus un évident avantage. Elles devraient obliger le général de Pellieux à une expertise d'écriture* ». Et pour accentuer la pression sur l'instructeur, Mathieu Dreyfus et Reinach la font publier en fac-similé par le *Figaro* sous le titre Lettre d'un Uhlan, le 28 novembre. Les autres suivront.

Si l'on juge que l'apparition de ces lettres au moment où les charges contre Esterhazy paraissaient vraiment trop faibles, la complaisance de la cousine, saisissant l'occasion de se venger treize ans après, les faciles aveux d'Esterhazy et le jeu des "amis communs" sont de ces coïncidences heureuses qui se rencontrent parfois, que l'on retienne bien l'anecdote Boulancy. Il y a là des ingrédients que l'on va retrouver...

Le 2 décembre 1897, dans une lettre emphatique, Esterhazy réclame le conseil de guerre qui seul peut laver son honneur. Le 4 septembre, le général Saussier (l'ami de Maurice Weil) donne donc l'ordre d'informer.

Après avoir tout fait pour affoler l'opinion, Esterhazy va maintenant se conduire comme un accusé tout à fait normal. Il dit pour sa défense des choses fort sensées, notamment qu'il n'était pas en mesure d'obtenir les fameux renseignements et qu'il n'a jamais utilisé de papier pelure (support du bordereau). La baudruche se dégonfle, le dossier apparaît ce qu'il est : vide. Et l'instructeur Ravary conclut au non-lieu.

Mais cela ne saurait satisfaire les dreyfusards : un non-lieu serait l'échec des efforts entrepris depuis octobre et, de plus, il rendrait Esterhazy inutilisable puisque, l'instruction pouvant toujours être réouverte, il ne pourrait plus revenir sur ses dires. Il faut un procès, il faut l'acquittement (en l'état, inéluctable<sup>(51)</sup>) : en effet, un homme acquitté ne peut plus jamais être condamné, quand bien même trouverait-on ultérieurement cent preuves de sa culpabilité... Et on sait que c'est l'avocat d'Esterhazy, M<sup>e</sup> Tézenas, qui s'efforce de convaincre les généraux que le procès d'Esterhazy est le meilleur moyen de clore l'affaire Dreyfus.

Nouvelles clameurs d'Esterhazy, demandant à comparaître devant le Conseil de Guerre. Saussier, encore lui, impose le procès, qui a lieu les 10 et 11 janvier 1898.

Esterhazy est naturellement acquitté. C'est la porte ouverte sur la suite.

Le surlendemain, Zola lance son *J'accuse*, préparé d'avance. L'affaire entre définitivement dans le monde civil et médiatique. Zola s'engouffre dans la théorie de la "partie liée", issue largement préparée par Esterhazy. Désormais les dreyfusards ont compris qu'ils ne pourront sauver Dreyfus qu'en accusant tout l'état-major de complicité, jusqu'au ministre de la Guerre de 1894, le général Mercier... La manœuvre Zola

(51) Tel est bien l'avis, par exemple, de Michel de Lombarès, opus cité, p. 231.

échoue, trop précoce, trop littéraire : son procès devant un jury populaire se solde par sa condamnation à un an de prison. Mais les accusations sont là ; pour les faire mûrir on va encore avoir besoin d'Esterhazy.

Pour commencer, c'est un neveu d'Esterhazy, personnage aussi flou que son oncle, qui entre en scène. Après la cousine, le neveu..., on reste en famille. Lui aussi veut se venger d'une escroquerie de son parent ; au mois de mai 1898, il est mis en contact par son avocat avec Labori, l'avocat de Lucie Dreyfus et de Zola (encore des "connaissances communes"...). Il lui révèle que des contacts ont eu lieu entre l'état-major et son oncle. Il faut cependant le bousculer un peu pour obtenir qu'il dépose devant le juge Bertulus ; on aurait préféré qu'il le fit spontanément, mais le temps presse car Cavaignac, le nouveau ministre de la Guerre, veut ouvrir une enquête militaire sur Esterhazy. Picquart se résout, le 4 juillet, à parler de Christian à Bertulus, qui le convoque le 9. Le 11, c'est la perquisition chez Mlle Pays, la découverte de brouillons d'Esterhazy, aussi importants que les lettres Boulancy. Le principal texte permet en effet de faire cadrer la culpabilité d'Esterhazy avec les expertises de janvier (qui l'innocentaient) en "prouvant" la "partie liée" avec l'état-major...<sup>(52)</sup>. Dans l'hypothèse actuelle, il n'était que trop facile à l'homme des dreyfusards de "dissimuler" – sur sa cheminée ! – des pièces préparées à dessein, dont seule sa parole assurera la valeur.

Fin août 1898, dans le cadre de l'enquête militaire le concernant, Esterhazy envoie un long télégramme à son avocat pour lui demander de venir « *confirmer déclaration à vous faite sur partie liée et devant être gagnée ou perdue ensemble* ». S'il ne peut venir, M<sup>e</sup> Tézenas est prié d'envoyer une déclaration « *attestant formellement partie liée et attestation formelle pièce attestant [sic] relations et qu'agissais sur indications précises* ». Comment expliquer qu'Esterhazy adresse à son avocat un texte si complaisamment détaillé, pain béni pour les dreyfusards ? Comment expliquer que ce télégramme se retrouve, deux mois plus tard, en possession de M<sup>e</sup> Mornard, un des avocats de Dreyfus...<sup>(53)</sup> ? De tels détails sont négligés par des auteurs tels que MM. Bredin et Thomas, et le lecteur d'aujourd'hui les ignore...

Le 23 septembre 1898, la commission consultative donne un avis contraire à la révision du procès de Dreyfus, pour la raison que le faux Henry est largement postérieur au jugement. Le 25, Esterhazy vole à la rescousse en "avouant". Le 26, la révision est décidée par le conseil de cabinet. Esterhazy peut se rétracter, empochant une coquette somme au passage.

(52) Voir pp. 119, 300 et suivantes.

(53) Rev, p. 245 : M<sup>e</sup> Mornand.



Dès le début de l'enquête pour la révision, en novembre 1898, ce sont deux papiers pelures autographes d'Esterhazy qui surgissent de l'ombre. Toujours plein de zèle à reconnaître ce qui l'accable, Esterhazy s'empresse de les authentifier, alors qu'un an auparavant il jurait ses grands dieux n'avoir jamais utilisé de tel papier. Nous allons étudier en détail ces pièces dont la réapparition fut providentielle pour les dreyfusards en quête d'un fait nouveau juridiquement acceptable.

En janvier 1899, lors de sa déposition devant la Cour de cassation, Esterhazy soutient, entre autres, que le bordereau n'est pas arrivé par la voie ordinaire. Or, c'est à l'époque une thèse des dreyfusards. Il est significatif que sur ce point Esterhazy ait pris la position dreyfusarde, aujourd'hui généralement abandonnée : les prétendues "fabulations" d'Esterhazy ne vont pas dans n'importe quel sens...

De toute façon, acquitté l'année précédente, de surcroît à l'abri en Angleterre (avec quel argent ?), Esterhazy peut raconter ce que bon lui semble. Il peut dire avoir menti lors de son procès (sur les conseils de l'état-major, ne manquera-t-il pas d'ajouter). Il peut avouer, se rétracter, en toute impunité.

Le 1er mars 1899, la Chambre criminelle est dessaisie au profit des chambres réunies, son comportement paraissant ouvertement favorable à Dreyfus. Le 5, Esterhazy publie sa déposition devant ladite chambre, ainsi que la troisième édition de sa brochure *Les dessous de l'affaire Dreyfus*. La version présentée est celle de la partie liée avec l'état-major, et le prétendu rôle d'agent double qui aurait été le sien en 1894, sur ordre de Sandherr. Esterhazy n'assume pas encore la paternité du bordereau. Il "passe aux aveux" le 9 avril, dans l'*Observer*, mais se rétracte le lendemain dans le *Matin*. Cette publication opportune est à rapprocher de l'initiative de Mathieu qui lui aussi décide de fronder la loi et fait publier les enquêtes de la Chambre criminelle de la Cour de cassation dans le *Figaro*, à partir du 31 mars et durant tout le mois d'avril. Une fois de plus, on surprend Esterhazy à marcher du même pas que les dreyfusards.

Esterhazy avoue de nouveau, définitivement, le 3 juin 1899, le jour même où les chambres réunies rendent leur verdict : il avalise l'arrêt de cassation du jugement de 1894, rendu le jour même.

Ces aveux à point nommé ne sont pas folie d'Esterhazy ; ils jouent un rôle capital dans la manipulation de l'opinion publique. Ils influencent aussi les juges, même s'ils n'osent pas s'appuyer ouvertement sur la parole d'Esterhazy. Même si cette parole n'agit que de façon inconsciente (ce qui est d'autant plus facile que les juges n'ont pas le droit de remettre directement en cause l'acquittement d'Esterhazy), elle donne plus de poids à des pièces et à des informations par elles-mêmes douteuses.

Qu'on imagine, à Rennes, la difficulté de juger avec sérénité de la culpabilité de Dreyfus quand un autre se proclame l'auteur du bordereau...

A partir du procès de Rennes, la seule tâche d'Esterhazy semble être de déconsidérer les chefs de l'armée. Dans l'affaire Dreyfus, il est à peu près usé, comme le montrent ses pitoyables prestations de 1899 et 1900. Mais sa position lui permet d'insulter tout à loisir. Il alimente ainsi l'anti-militarisme en France, ce qui était l'objectif de beaucoup de dreyfusards.

La théorie dreyfusarde suppose un Esterhazy incohérent, jouant à chaque acte un rôle différent, d'où la nécessité d'insister sur son caractère maladivement versatile. Pourtant, avec un peu d'attention, on s'aperçoit que la conduite d'Esterhazy est systématiquement favorable aux agissements dreyfusards. Si Esterhazy avait été agent stipendié par les partisans de Dreyfus, tout ce qui paraît insolite dans sa conduite deviendrait explicable et se transformerait en autant d'indices à l'appui de cette hypothèse. Elle mérite donc au moins d'être étudiée, et non rejetée d'un haussement d'épaules à la manière de M. Thomas qui la rejette comme « une pure et simple affabulation » mais se dispense de le prouver.

"Esterhazy traître" ou "Esterhazy homme de paille" : ce sont deux grilles d'interprétation de l'affaire Dreyfus. On ne peut en juger qu'en les confrontant aux documents et aux faits.

#### IV – TROIS DOCUMENTS FONDAMENTAUX

Historiquement, la culpabilité d'Esterhazy s'est imposée à partir de deux documents bien concrets : le Petit bleu qui, en 1896, attire l'attention sur cet officier en relation avec l'attaché militaire allemand, et deux lettres sur papier pelure découvertes en 1898, prouvant qu'Esterhazy utilisait un papier semblable à celui du bordereau. Nous allons voir que ces deux piliers de l'accusation sont bien fragiles... Les incantations qui soutiennent le Petit bleu et le silence qui tend à faire oublier l'existence même des deux papiers pelure dissimulent au lecteur actuel le caractère très suspect de ces pièces.

Nous insérons dans ce chapitre l'étude des brouillons découverts sur la cheminée de Marguerite Pays. Moins fondamentaux que les documents précédents, ils permirent pourtant aux dreyfusards de sortir de l'apparente impasse que constituait l'acquittement d'Esterhazy.

##### a – Le Petit bleu

C'est la découverte par Picquart de ce télégramme adressé au commandant Esterhazy qui lance officiellement Esterhazy dans l'affaire Dreyfus.



« Monsieur, j'attends avant tout une explication plus détaillée que celle que vous m'avez donnée l'autre jour sur la question en suspens. En conséquence, je vous prie de me la donner par écrit pour pouvoir juger si je peux continuer mes relations avec la maison R. ou non. »

Il porte la signature C., parfois employée par Schwartzkoppen.

Non timbré, il n'a pas été posté et se présente déchiré en petits morceaux, comme de nombreux brouillons issus de la corbeille à papier de Schwartzkoppen. Il s'agirait donc d'un télégramme n'ayant pas été envoyé à son destinataire.

Pourquoi ? Ce point a paru très mystérieux, d'autant plus que Schwartzkoppen, dans "ses" Carnets affirme avoir mis lui-même ce télégramme à la poste. Le crédit accordé à Schwartzkoppen conduit certains à des inventions rocambolesques (vol du Petit bleu à la poste, avant le coup de tampon pour Henri Giscard d'Estaing ; galanterie du *gentilhomme* (sic) Schwartzkoppen, craignant au dernier moment de compromettre l'amie à qui il avait dicté le texte pour Michel de Lombardès).

Jean-Denis Bredin préfère se ranger derrière Marcel Thomas à une version dite "raisonnable" : Schwartzkoppen doit avoir travesti la vérité sur ce point de détail. Il aurait bel et bien jeté le télégramme à la corbeille. Pourquoi ? M. Thomas suggère qu'il ait voulu en modifier le texte et que ce soit une seconde version que l'attaché militaire ait postée (car Schwartzkoppen ne saurait mentir, il "adapte", tout au plus). Là encore, la manière dont procède M. Thomas, si pointilleux pour juger les raisonnements des autres, mérite d'être notée :

— page 261, il énonce que Schwartzkoppen « *comme nous le verrons* » a renoncé à envoyer le Petit bleu.

— dix pages sont consacrées à évoquer et à critiquer, avec justesse, des légendes ayant couru sur l'identité du rédacteur de ce télégramme.

— page 272, comme las de ces sornettes, l'érudit laisse tomber : « *il est logique d'admettre que le Petit bleu présente une première rédaction d'un message que Schwartzkoppen renonça à envoyer* » !

Le raisonnement logique a assurément un grand rôle en recherche historique. Mais ici la logique est invoquée, nullement mise en œuvre ! M. Thomas ne présente aucun matériau lui permettant de bâtir, bien ou mal, cette hypothèse ; il énonce et le disciple est prié d'admettre...

Quant aux antidreyfusards, ils refusaient purement et simplement d'admettre que l'attaché militaire allemand puisse correspondre avec un espion par la poste. Il est vrai que l'on en connaît aucun autre exemple.

Objectivement, si c'est bien Schwartzkoppen qui a jeté le télégramme à la corbeille, on ignore les raisons de son geste.

La question de l'écriture est pareillement réglée par M. Thomas. En effet, la graphie du Petit bleu est toujours restée inconnue ; une seule

autre pièce semble être de la même main, arrivée le même jour à la Section de statistique, mais jamais plus cette écriture ne réapparaît<sup>(54)</sup>. Après avoir réfuté avec sévérité les histoires extravagantes dans lesquelles l'attaché militaire dicte son texte à une de ses maîtresses, M. Thomas conclut : « *Que retenir, somme toute, de cette enquête dont le résultat est tristement négatif ? Que, fort probablement, ce fut un obscur secrétaire d'ambassade [...] que Schwartzkoppen chargea d'annoncer sa disgrâce à Esterhazy* ». Obscur, bien obscur, en effet. Après la logique, les probabilités sont appelées en renfort, mais il n'y a toujours pas d'arguments à l'appui de cette hypothèse : elle est assurément moins romanesque que les inventions d'époque, mais pas mieux fondée !

Ajoutons que chacun s'accorde à juger l'écriture du Petit bleu contrefaite. Pourquoi diable un si obscur secrétaire aurait-il cherché à dissimuler son écriture ?

Aujourd'hui, force est d'avouer qu'on ignore totalement qui a écrit le Petit bleu.

Il faut signaler ici une étrange manière de lire le texte du Petit bleu.

Depuis la publication des Carnets de Schwartzkoppen, on tient pour acquis que mars 1896, date à peu près certaine de la découverte du Petit bleu, correspond à la période de rupture entre Schwartzkoppen et Esterhazy. Les dreyfusards le prétendaient déjà à l'époque, se basant sur les dires d'un agent allemand assez suspect, Cuers<sup>(55)</sup>. De là une propension des auteurs modernes à voir dans le célèbre télégramme une annonce de rupture. Mais nous avons beau lire et relire ces lignes qui demandent « *une explication [...] sur la question en suspens* », nous n'y voyons pas le moindre signe de rupture...

Pour soutenir cette interprétation, il faut admettre que « *la maison R.* » désigne Esterhazy, avec qui l'attaché militaire se demanderait s'il doit ou non continuer ses relations (encore cela constituerait-il un avertissement plus qu'une rupture). C'est ce que fait très clairement M. Thomas, seul auteur, à notre connaissance, qui ose proposer un décryptage de la lettre R : « *il se pourrait que la lettre R. rappelât la ville de Rouen où Esterhazy était en garnison en 1894* »... (même Reinach n'y avait pas pensé !).

Or, il est impossible que la maison R. désigne Esterhazy. Relisons le texte du Petit bleu. Il y a nettement trois personnages distincts : « *Je* », supposé être l'attaché militaire, « *vous* », l'espion à qui il parle d'une affaire en cours, et enfin « *la maison R.* », objet de cette affaire. On ne voit pas quel intérêt aurait eu Schwartzkoppen à employer une éventuelle désignation conventionnelle s'il avait tout simplement

(54) Pièce citée à la note 64.

(55) Voir pp. 169 et suivantes.



voulu dire : « ...pour juger si je peux continuer mes relations avec vous ». Surabondamment, remarquons que le symbole R. n'est signalé nulle part dans les nombreux papiers de Schwartzkoppen. Et rappelons que l'auteur des Carnets n'a pas livré la clef du mystère qu'il était censé détenir...

Mais Marcel Thomas tient à son idée et il n'hésite pas à indiquer une cause de la rupture : les fameux plans de fusil qu'Esterhazy a fait si ostensiblement reproduire par le soldat Ecalte. Selon les Carnets, le traître était venu voir Schwartzkoppen le 20 février. Pourquoi ? « Plus que probablement », raconte M. Thomas, pour rapporter ces dessins. Schwartzkoppen, écrit-il, « conserva cependant les dessins du fusil [...] l'examen ne fut pas favorable [...] ce fut] une nouvelle raison pour l'allemand de se séparer » de son informateur. Ne croirait-on pas que tout cela a été dit dans les Carnets<sup>(56)</sup> ? Or, Schwartzkoppen (ni même Schwertfeger, qui complète les lacunes du texte) ne donne pas l'ombre d'une indication quant aux motifs de la prétendue rupture<sup>(57)</sup> ! Et de plan de fusil, pas un mot !

En fait, le "plus que probablement" doit renvoyer aux derniers mots d'un brouillon dont, à ce moment, l'historien n'a pas encore parlé à ses lecteurs (autant que le vulgaire croit que tout cela est cautionné par l'attaché militaire, n'est-ce pas ?). Ce brouillon, déchiré et fragmentaire, a été trouvé en même temps que le Petit bleu. C'est la seule pièce de la même écriture, cette fois sans trace de dissimulation. Si le Petit bleu est un faux, cette pièce en est un autre, auquel cas la dernière phrase : « Je vous renvoie les esquisses que vous m'avez donné [sic] l'autre jour » serait destinée à accentuer les soupçons sur Esterhazy, le jour où l'épisode des plans de fusils empruntés à Daguenet serait connu. M. Thomas, qui bien sûr ne met pas son authenticité en question, fait de ce texte un argument à l'appui de la rupture. Outre que l'on ignore et l'auteur et le texte de ce message lacunaire, sa teneur est assez obscure pour se prêter à toutes les interprétations<sup>(58)</sup>...

Si l'on s'interdit les supputations hasardeuses, il faut admettre que le texte du Petit bleu reste totalement mystérieux. Rien, ni dans les déclarations si prolixes d'Esterhazy, ni dans les "mémoires" de Schwartzkoppen, n'est venu en éclairer le sens. Aucune tentative d'explication non plus du côté de Reinach, pourtant d'imagination féconde. Curieux silence

(56) Nos lecteurs peuvent aller constater, p. 256 (Marcel Thomas), que le texte de M. Thomas donne bel et bien cette impression.

(57) Voilà les seules phrases consacrées à la "rupture" avec Esterhazy. Page 130 : « Différents signes me firent vers cette époque tirer la conclusion qu'une partie de ses informations étaient douteuses », et page 139 : « J'ai déjà dit que j'avais, à cette époque, des raisons d'être mécontent des informations d'Esterhazy ». C'est tout...

pour un document qui fit couler tant d'encre, y compris celle d'illustres personnages qui supplièrent Schwartzkoppen de s'en déclarer l'auteur...

A ce propos, signalons que le 7 décembre 1898, l'ambassadeur von Münster écrit à Schwartzkoppen pour savoir s'il a écrit lui-même le Petit bleu, s'il l'a fait écrire ou si le télégramme n'est véritablement pas de lui. On ne possède pas la réponse de l'ancien attaché militaire, mais voici ce qu'écrit Münster, le 13 décembre : « Par votre dépêche, j'ai vu que vous ne saviez rien au sujet du petit bleu »<sup>(59)</sup>. Schwartzkoppen a donc choisi la troisième réponse. Il est vrai qu'après une furieuse missive du 19, dans laquelle Münster affirme que « les experts ont reconnu l'écriture comme étant de vous » (ce qui est faux), Schwartzkoppen tente de noyer le poisson en répondant, le 22 décembre, qu'il a écrit plusieurs petits bleus à Esterhazy et ne peut pas se souvenir précisément de celui-là (On pourra utilement se demander les raisons du revirement de Münster et de sa fausse information concernant les experts ; ment-il sur ordre ? lui a-t-on menti ? qui ? questions jamais posées...). Dans les Carnets, Schwartzkoppen ne fait état d'aucune hésitation de ce type ; au contraire, il écrit benoîtement : « je lui envoyais au début de mars un "petit bleu", c'est à dire une carte pneumatique fermée, du contenu suivant [...] »...

(58) Voici le texte du brouillon, signé C. (Archives Nationales, BB/19/68). Nous respectons les lacunes correspondant à la partie centrale non retrouvée. Marcel Thomas se permet de les combler, de façon hypothétique, mais vraisemblable, dit-il : il donne ainsi à ce texte le sens d'une lettre de rupture (p. 264). Nous suggérons, en marge du texte, une autre manière de le reconstituer, tout aussi cohérente, mais d'un sens tout différent ! Nos lecteurs pourront s'amuser à en inventer d'autres...

« A faire porter par le concierge.

Monsieur,

Je regrette de p... arler personnellement  
d'une affaire q... beaucoup

Mon père vien... les fonds nécessaires  
pour continuer... ans les conditions

qui étaient stipu... vous expliquerai  
ses raisons... à vous dire

déjà aujourd'hui... ditions trop  
dures pour moi... résultats qui

pourraient... n de ce voyage.

Il me propose... e tournée sur laquelle  
nous pourrions... que les relations

que je lui ai fai... jusqu'ici ne sont pas  
en proportion av... e j'ai dépensé pour ces

voyages. Enfin... t que je vous parle le plus  
tôt possible.

Je vous renvoie ci-joint les esquisses que

vous m'avez donné (sic) l'autre jour ; ce ne sont pas les derniers. »

(59) Les Carnets, p. 228.

(as pouvoir vous parler)

(ui m'intéresse)

(t de m'envoyer)

(nos voyages, mais pas d)

(lés à l'origine. Je)

(de vive voix. Mais j'ai)

(que je juge vos dernières con)

(et que l'avenir dépendra des)

(être obtenus à l'occasion)

(encore une novell)

(nous entendre. D'autant plus)

(t connaître)

(ec les sommes qu)

(il faut absolumen)



Pour résumer, on peut simplement dire qu'en mars 1896, est découvert un télégramme, selon Picquart émanant de l'ambassade d'Allemagne et venu par la voie ordinaire. Si l'origine est exacte, ce télégramme indique l'existence de relations suspectes entre l'attaché militaire allemand et l'officier auquel il est adressé. Ni son écriture, ni son contexte, ni sa signification ne furent connus. Ils ne le sont toujours pas. Le "dreyfusologue" M. Thomas n'en sait pas davantage...

Le Petit bleu ne vaut que par son adresse, qui justifie une enquête sur Esterhazy.

Or, si Marcel Thomas passe beaucoup de temps à réfuter certaines versions invraisemblables, il se refuse à étudier la vraie question. Il se contente de signaler que l'authenticité de ce document, qui ne repose que sur la parole de Picquart, fut mise en doute. Et d'affirmer que ces doutes sont « *parfaitement injustifiés* ». Nous estimons, quant à nous, que le lecteur d'aujourd'hui a le droit de savoir sur quoi reposait une aussi grave accusation contre le lieutenant-colonel Picquart et nous l'étudierons dans le chapitre consacré à cet officier.

Pour l'instant, retenons simplement que le Petit bleu fut un document contesté. A cet égard, les propos du conseiller Bard, lors de l'audience sur la requête en révision, méritent d'être rapportés :

« *Cette discussion [sur l'authenticité du Petit bleu] nous paraît oiseuse car le carte-télégramme n'avait d'autre valeur réelle que de montrer qu'il existait des relations entre Esterhazy et l'auteur de ce petit bleu. Or, ces relations, elles existaient effectivement ; Esterhazy l'a reconnu, et par lettre et sur interrogatoire.* »

On ne saurait mieux dire...

## b – Les brouillons de la potiche

Nous sommes maintenant à l'été 1898, plus de deux ans après la découverte du Petit bleu. Le procès Esterhazy s'est conclu par son acquittement, au grand soulagement de l'armée qui a vu dans ce résultat une confirmation de la condamnation de Dreyfus. Zola a bruyamment dénoncé une connivence entre Esterhazy et l'état-major, mais rien n'étayant ses accusations, il a été condamné et s'est enfui en Angleterre.

Du point de vue juridique, les dreyfusards ne peuvent plus compter que sur une plainte déposée par Picquart en janvier 1898, au sujet de deux faux télégrammes, dont nous reparlerons, qui lui permettent d'accuser la Section de statistique d'avoir comploté contre lui. Nous avons vu que c'est grâce à Christian Esterhazy que cette procédure peut être relancée, ce dernier venant accuser son oncle d'avoir écrit lesdits télégramme, et d'avoir partie liée avec l'état-major. Christian est un personnage trop

louche pour que sa parole ait un poids durable, mais sa dénonciation permet la perquisition du 11 juillet 1898, 49 rue de Douai, au domicile de Mme Pays et d'Esterhazy. C'est là que sont saisies les "pièces à conviction" étayant la "partie liée".

Écoutons le récit du juge Bertulus :

« *Dans une potiche japonaise placée sur la cheminée du salon, je trouvai moi-même un nombre considérable de petits morceaux de papiers écrits. [...] Je les mis dans une enveloppe* »<sup>(60)</sup>.

Dûment scellée par le greffier, l'enveloppe est ouverte le 16 juillet en présence d'Esterhazy. Il reconnaît être l'auteur des brouillons, avant même que le juge ne lui pose la question<sup>(61)</sup>.

Pareille "cachette" était évidemment, nous semble-t-il, destinée à être découverte par le plus borné des enquêteurs.

On peut toujours dire qu'Esterhazy voulait se venger de l'état-major qui le "persécutait" depuis l'arrivée de Cavaignac au ministère (1er juillet), mais, comme par hasard, ces brouillons apparaissent dans le cadre d'une affaire menée de concert avec Labori, avocat de Picquart... De plus, révéler la partie liée, si elle a vraiment existé, c'est pour Esterhazy se priver définitivement du soutien de l'armée. A l'heure où tout semble tourner à l'avantage des antidreyfusards (nous sommes un mois et demi avant le suicide d'Henry), s'il n'est pas au service des dreyfusards, c'est pure folie. Notons d'ailleurs qu'il n'y a pas de trace d'un quelconque chantage d'Esterhazy envers l'armée.

Cette histoire de potiche inspire une telle confiance à MM. Thomas et Bredin qu'ils choisissent de n'en pas parler à leurs lecteurs !

M. Bredin se contente de signaler qu'on « *découvre une quantité considérable de papiers* »... Il y avait en effet tant de paperasse saisie que le juge dut prendre une valise, puis un « *immense carton à chapeau* », obligeamment fourni par la dame Pays. Et passez muscade... Pas un mot de ces papiers, dont il ne sera plus jamais question dans la suite de l'académique ouvrage. Pourtant, comme pris de remords, l'auteur a voulu justifier ce silence par une petite note en bas de page ; il s'agissait de documents « *sans grande importance* », dit-il, suivant M. Thomas qui les décrète « *sans grand intérêt* »<sup>(62)</sup>.

Et pourtant, quiconque a travaillé avec un peu de profondeur sur l'affaire Dreyfus ne peut ignorer que les brouillons trouvés au cours de la perquisition du 12 juillet vont, quelques mois plus tard, étayer la demande en révision, selon les étapes suivantes :

(60) 1ère Cass. I, p. 223 : Bertulus.

(61) 1ère Cass. I, p. 224 : Bertulus, et 1ère Cass. II, pp. 234-235 : Esterhazy.

(62) Jean-Denis Bredin, p. 402 et Marcel Thomas, p. 644.



1° Dans la requête en révision du 27 septembre 1898, le Garde des Sceaux cite en entier le texte de l'un de ces documents, qui « *tendait à laisser supposer* » que le bordereau n'est pas de Dreyfus<sup>(63)</sup>.

2° Dans son réquisitoire introductif, le 15 octobre, le procureur général Manau cite également le texte d'une ébauche de lettre de remerciement à un général (non nommé), saisie dans la même potiche. Le faux Henry, les expertises d'écriture et ces brouillons sont les trois éléments à partir desquels il conclut à la cassation du jugement de 1894<sup>(64)</sup>.

3° Le 27 octobre, le rapporteur Bard s'appuie également sur les brouillons dont il juge utile de citer à nouveau les textes en entier<sup>(65)</sup>.

4° Le septième attendu des conclusions de l'avocat Mornard, repose sur les brouillons en question<sup>(66)</sup>.

5° Enfin, dans son réquisitoire final du 29 octobre 1898, Manau revient avec force sur le principal brouillon. Rappelant que « *cette note a été trouvée cachée dans une potiche japonaise, sur la cheminée de la demoiselle Pays* », il souligne qu'elle a été « *écrite et reconnue par Esterhazy* », cite une quatrième fois le texte, et conclut sans broncher : « *Nous nous dispensons quant à nous de tout commentaire. Il est inutile. La vérité éclate dans toute sa lumière, aveugle qui ne la verrait pas* »<sup>(67)</sup>.

MM. Thomas et Bredin ont dû être tellement éblouis qu'ils en ont été aveuglés... et n'ont plus rien vu du tout !

Mieux, lorsque l'archiviste fait allusion au peu d'intérêt des documents recueillis lors de la perquisition, il prend tout de même la peine de mentionner deux brouillons faisant « *état de différents ragots (relatifs à Picquart, à Billot, à la gestion des fonds secrets, etc...)* ». Mais ce ne sont pas les textes trouvés dans la potiche ; ce sont des ébauches d'interview préparées par Esterhazy, prises à Bertulus par le ministère de la Guerre, sans doute pour ne pas laisser traîner ces ragots, des papiers qui ne jouèrent aucun rôle dans la suite et qu'un auteur soucieux de concision pourrait aisément passer sous silence.

Au contraire, si les brouillons de la potiche tiennent une telle place dans l'examen de la requête en révision, c'est parce qu'ils sont les outils indispensables pour passer outre les expertises de janvier 1898. Voici pourquoi.

Les trois experts commis en décembre 1897 pour comparer l'écriture d'Esterhazy avec celle du bordereau avaient conclu qu'il n'en était

(63) Révision, p. 8.

(64) Révision, p. 17.

(65) Révision, p. 81.

(66) Révision, p. 145.

(67) Révision, pp. 175 et 177.

pas l'auteur. Mais, ayant évidemment remarqué certaines analogies entre les deux écritures (analogies qu'Esterhazy criait sur les toits), ils avaient envisagé l'hypothèse d'un calque pour les expliquer (l'auteur du bordereau aurait pu, disaient-ils, avoir décalqué de l'écriture d'Esterhazy et ils signalaient certains mots particulièrement susceptibles d'avoir été calqués). L'idée du calque n'était pas nouvelle, facilement induite par l'emploi du papier pelure. On se rappelle qu'elle avait été le premier argument de défense de Dreyfus.

Comment espérer prouver l'innocence de Dreyfus au moyen de la culpabilité d'Esterhazy, avec une telle expertise, qui refusait à Esterhazy la paternité du texte ?

Un seul moyen : faire passer l'hypothèse subsidiaire (le calque) pour déterminante et essayer de prouver qu'elle résultait d'une coupable intervention de l'état-major.

Or, tel est exactement le but, ou si l'on préfère le résultat, des brouillons de la potiche... Rappelons qu'ils sont censés avoir été écrits par Esterhazy à l'état-major durant l'instruction de son procès, en décembre 1897 (seul le dernier est daté). En voici les extraits les plus marquants :

« *Que dois-je faire tout à l'heure, puisque les experts se refusent à conclure comme vous l'espérez ? Dois-je [...] reparler du décalque ?* »

« *Comprenez donc bien que, si vous êtes véritablement les maîtres de l'instruction et des experts, je ne puis que m'en rapporter absolument à vous, mais que, si cela vous échappe comme je le crains, je suis dans l'obligation absolue de démontrer que le bordereau est calqué par Dreyfus sur mon écriture.* »

« *Mon général, Je venais de vous écrire pour vous exprimer [...] toute l'infinie reconnaissance que j'ai au cœur pour vous* » (ébauche de lettre datée du 12 janvier 1898).

A partir du moment où l'on accorde quelque valeur juridique à ces brouillons (et pour cela, on a la reconnaissance formelle d'Esterhazy, affirmée devant le très dreyfusard juge Bertulus), ils permettent de considérer les expertises de janvier 1898 non seulement comme nulles, mais encore comme réversibles en faveur de Dreyfus (victime d'un complot militaire). C'est là le verrou essentiel à faire sauter pour continuer à accuser Esterhazy nonobstant son acquittement.

Il faut souligner qu'Esterhazy est l'instigateur, dans sa propre affaire, de la solution du calque. Quand il clame la ressemblance frappante de son écriture avec certains mots du bordereau, en 1897, il ne manque pas d'ajouter qu'« *on les dirait calqués* ». Il présente l'argument comme son intime conviction, dès le 25 octobre 1897, dans une lettre au ministre de la Guerre (De nombreux auteurs disent que c'était Henry qui lui avait soufflé l'idée : nous verrons qu'ils n'ont aucune preuve à



l'appui et qu'on peut tout aussi bien penser que ce sont des dreyfusards qui guidaient Esterhazy à ce moment).

Or, l'hypothèse que Dreyfus ait calqué de l'écriture d'Esterhazy était quasiment insoutenable, le jour où elle serait sérieusement discutée. Si aux yeux des experts elle peut paraître logique, elle se heurte à une impossibilité matérielle, Dreyfus n'ayant jamais été en mesure de se procurer l'écriture d'Esterhazy. Les tentatives d'explication d'Esterhazy à cet égard seront cousues de fil blanc (il suggère que Dreyfus a ignoré l'identité de l'homme dont il copiait l'écriture, il invoque un document prêté par lui à un capitaine, qui niera l'avoir reçu). La réfutation de l'hypothèse du calque est l'objet du cinquième attendu de M<sup>e</sup> Mornard dans la requête en révision ; il est aisément convaincant<sup>(68)</sup>.

La théorie du calque sera bien sûr rapidement abandonnée. Elle a servi à se débarrasser des expertises du procès Esterhazy ; une fois le but atteint, elle devient caduque. On pourra désormais soutenir que le bordereau est un texte authentique d'Esterhazy, dont on aura bientôt l'"aveu", tout détour par un calque oublié !

Il est frappant de constater que ces brouillons, qui apportaient en octobre 1898 une si aveuglante lumière au procureur Manau, auront simplement disparu de sa conclusion, les 29 et 30 mai 1899... Alors, les brouillons de la potiche seront désormais éclipsés par les papiers pelures dont nous allons parler. A Rennes, il n'y en aura même plus trace.

Toujours est-il que les brouillons de la potiche ont dans l'affaire Esterhazy une importance historique qui doit être signalée. Seulement, lorsqu'on la signale, on ne peut éviter certaines questions. Si l'on estime que la probabilité d'une présence fortuite des brouillons sur la cheminée est faible, si l'on s'aperçoit que leur découverte est le point d'appui du levier qui fera basculer les procès Esterhazy et Zola du côté dreyfusard, on ne peut plus rejeter aussi légèrement l'hypothèse qu'Esterhazy agisse de connivence avec les partisans de Dreyfus... On est encore plus troublé en retrouvant dans la poche de M<sup>e</sup> Mornard l'extraordinaire télégramme d'Esterhazy à son avocat, lui demandant de venir « attester la partie liée »... Le silence de nos auteurs n'est pas innocent.

Mais nous allons voir encore plus étonnant.

### c – Les lettres sur papier pelure

En janvier 1899, devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation, Esterhazy reconnaît être l'auteur de deux lettres écrites, comme le bordereau, sur du papier pelure. C'est un aveu essentiel car, d'une

(68) Révision, pp. 14 et 141.

part, le papier en question passait pour rarissime et, d'autre part, lors de son procès, Esterhazy avait juré ses grands dieux que jamais de sa vie il n'avait utilisé pareil support.

L'itinéraire de ces documents mérite d'être rapporté<sup>(69)</sup>.

Le 5 octobre 1898, le président de la Chambre criminelle, Louis Leow, reçoit une lettre anonyme l'avertissant qu'un huissier nommé Callé possède, depuis le milieu de 1894, une lettre d'Esterhazy écrite sur papier pelure. L'enquête s'ouvre officiellement le 29 octobre, un samedi. Le lundi 31, une procédure d'urgence conduit M<sup>e</sup> Callé à remettre ladite lettre au juge Josse (subdélégation Atthalin), le mercredi 2 novembre.

Cette lettre, que nous appellerons la "lettre Callé" (nous verrons que l'huissier en possède une autre), est datée du 17 août 1894 à Rouen. Relative à des frais de 160 francs dus par Esterhazy, dans une affaire de poursuite de locataires, sa teneur serait sans intérêt, si elle ne commençait par la phrase : « *J'ai reçu, en revenant du camp de Châlons où j'ai été passé quinze jours,...* ». Outre les expertises d'écriture et de papier, elle permettra aux dreyfusards de soutenir qu'Esterhazy se trouvait à Châlons lorsque le canon de 120 court fut tiré pour la première fois, donc qu'il pouvait avoir rédigé la note sur son frein annoncée dans le bordereau.

Callé affirmera avoir montré cette pièce à des amis (qui le confirmeront) au début de 1898. Lors du procès Zola, il avait donc conscience de son importance. Il peut déjà paraître curieux que l'huissier ait gardé la lettre par devers lui et qu'elle réapparaisse lorsqu'elle peut servir Dreyfus, sans nuire à Esterhazy, dûment acquitté.

L'autre lettre a une histoire rocambolesque<sup>(70)</sup>.

Le même 2 novembre 1898, le même juge Josse est dépêché chez un agent d'affaire, un nommé Schmidt : M<sup>e</sup> Mornard, un des avocats de Dreyfus, a en effet révélé que cet homme détenait aussi une lettre d'Esterhazy sur papier pelure (comment l'avait-il su ? Nous n'avons trouvé nulle part ni la question ni la réponse...).

Sur le moment, ledit Schmidt paraît pris au dépourvu, il bredouille : oui, il connaît l'existence de cette lettre, mais il ne l'a plus. Elle se trouve dans un dossier qui était chez un avoué, M<sup>e</sup> Chartier, puis qui est passé chez un avocat, M<sup>e</sup> Prévost, depuis le 24 octobre de cette année. Pourtant, dès le 7 novembre, un autre juge, nommé Louiche, est subdélégué auprès de Schmidt. Cette fois, en toute simplicité, l'agent d'affaire lui remet un papier pelure signé Esterhazy. Il fait partie d'un dossier

(69) Cass. I, pp. 660-676. On y trouvera les citations non référencées de ce paragraphe.

(70) Rennes I, pp. 137-139.



« qui m'a été remis par M. Rieu », dit-il alors, sans qu'aucune explication lui soit demandée...

Datée du 17 avril 1892 (Esterhazy devait avoir tout un stock de papier pelure !), cette lettre est une simple note de créance adressée par Esterhazy à son tailleur, M. Rieu. A Rennes, on apprendra que c'est Schmidt qui est allé demander ce papier à M. Rieu, en octobre 1897 (date à laquelle Esterhazy est encore inconnu du grand public). Pour obtenir que le tailleur lui remette la note, Schmidt avait prétexté... avoir les moyens de faire payer les dettes d'Esterhazy par le ministère de la Guerre ! Bien entendu, Rieu ne fut pas payé et Schmidt était inconnu au ministère... Quel était le but véritable de l'agent d'affaire ?

Le papier pelure est donc resté un an aux mains de Schmidt, avec peut-être un séjour chez MM. Chartier et Prévost. Il a dormi durant tout le procès Esterhazy où la France entière savait que la question d'écriture était centrale et refait miraculeusement surface au moment idoine.

La manière dont ces pièces capitales arrivent aux mains de la justice, lettre anonyme pour l'une, agent d'affaire pas très sûr de son rôle pour l'autre, est typique de méthodes que l'on retrouve tout au long de l'affaire Dreyfus.

Que faut-il penser de l'authenticité de ces deux lettres ?

Chacune d'elles fait partie d'un dossier dont l'existence a été dûment constatée. M<sup>e</sup> Callé a remis une vingtaine de lettres ayant trait à la même affaire avec, notamment, une lettre du 9 août 1894 à laquelle celle du 17 paraît effectivement répondre. La famille Rieu a de son côté affirmé situer la dette d'Esterhazy dans ses livres de compte ; Mme Rieu a même reconnu le petit calcul de sa main figurant au bas de la lettre de 1892. Notons cependant que le ministre Cavaignac, ayant observé qu'un petit morceau de papier calque était resté collé au timbre de la lettre Rieu, a émis l'hypothèse que la pièce ait pu être fabriquée par décalque<sup>(71)</sup>.

Pour ce qui est du papier employé, trois experts furent commis et tous attestèrent que ces papiers pelure et celui du bordereau « *présent[ai]ent les caractères de la plus grande similitude* ». Cependant la comparaison du nombre de fils au centimètre carré de chacun des papiers n'a pas été faite. En 1906, le général Mercier réclamait encore cette expertise qui lui fut toujours refusée.

Aucun de ces deux éléments n'empêche que les deux lettres aient pu être écrites tardivement par Esterhazy, sur un papier pelure quasiment identique à celui du bordereau.

Cette éventualité a été évoquée par le général Roget, lors des débats de la Cour de cassation ; le président Ballot-Beaupré l'a déclarée impossible du fait que les lettres incriminées font partie de dossiers

(71) Rennes I, p. 192.

existants<sup>(72)</sup>. L'objection ne tient pas. Si Esterhazy a fait un tel faux, c'est évidemment avec la complicité des sieurs Schmidt et Callé, en recopiant sur papier pelure des lettres d'époque, non sans modifier utilement le début de la lettre Callé : quel intérêt de raconter qu'il est resté quinze jours à Châlons ? Rappelons que Schmidt est allé chercher la lettre Rieu, en octobre 1897. Les lettres Boulancy sont sorties en novembre – compromettantes mais nullement déterminantes. Ce pourrait donc être vers cette date que, la stratégie se mettant au point, la lettre Callé aurait été confectionnée par Esterhazy. Afin d'authentifier son existence, l'huissier aurait alors pris la précaution de la montrer à quelques amis (l'un d'eux dit l'avoir vue dès qu'on commence à parler d'Esterhazy dans la presse, ce qui nous place en novembre 1897), se gardant de la faire parvenir ni à la presse, ni à la justice.

Un expert chimiste fut consulté, M. Lhote ; il déclara qu'une datation scientifique des lettres était impossible<sup>(73)</sup>.

Avant de revenir sur cette hypothèse, soulignons le rôle capital de ces lettres.

Le 30 mai 1899, le président Ballot-Beaupré lit son rapport devant les Chambres Réunies. Il ne retient qu'un seul fait nouveau pouvant entraîner la révision du jugement de 1894 : la découverte de deux lettres d'Esterhazy écrites sur papier pelure<sup>(74)</sup>. « *Incontestablement authentiques* », elles prouvent qu'Esterhazy employait ce papier « *et certes il ne décalquait ni ne déguisait son écriture quand il répondait aux demandes d'argent de son tailleur ou de son huissier* ». Car, bien sûr, les analogies graphiques avec le bordereau fourmillent...

Le 3 juin, la cour rend son arrêt. La cassation du jugement de 1894 et le renvoi de Dreyfus devant la cour de Rennes sont motivés par deux faits nouveaux, et deux seulement : la pièce *Ce canaille de D.*, présentée aux juges de 1894 et considérée comme inapplicable à Dreyfus, et nos deux lettres<sup>(75)</sup>.

Dans l'arrêt de 1906, ces deux lettres figurent toujours comme principales pièces à la charge d'Esterhazy.

Notre surprise de ne pas trouver trace de ces ressorts essentiels de l'affaire dans l'historiographie officielle est à son comble. Pas un mot chez Jean-Denis Bredin, dans un livre se voulant une somme. Rien non plus chez des auteurs moins complets comme Lombarès, Doise, Israël, etc. A peine une mince allusion chez Marcel Thomas<sup>(76)</sup> – qui s'était

(72) 1<sup>ère</sup> Cass. III, p. 194.

(73) 1<sup>ère</sup> Cass. III, pp. 688-690 : Lhote.

(74) 1<sup>ère</sup> Cass. III, pp. 188-197.

(75) 1<sup>ère</sup> Cass. III, p. 710.

(76) Marcel Thomas, p. 112.



étendu sur les lettres Boulancy, pourtant bien moins importantes que ces deux papiers pelures appelés à confondre Esterhazy.

Il est d'autant plus singulier que l'historien ait négligé la lettre Callé qu'il s'est livré à une étude extrêmement approfondie de l'emploi du temps d'Esterhazy en août 1894<sup>(77)</sup>...

Il est en effet très important de savoir à quelle date Esterhazy a été présent au camp de Châlons, en 1894. Il est certain qu'il a quitté le camp le 9 août. Mais a-t-il pu y revenir du 10 au 16, comme le prétend Reinach ? La question préoccupe d'autant plus les dreyfusards que les Carnets de Schwartzkoppen affirment qu'Esterhazy était à Paris les 13 et 15 août.

M. Thomas tranche en faveur de Schwartzkoppen, car il a découvert un pneumatique d'Esterhazy timbré à Paris le 13 août. Il y a donc erreur de Reinach et l'historien en a trouvé l'explication : la confusion est due à une lettre d'Esterhazy adressée le 11 août 1894 au Crédit foncier, datée de Châlons. En voici le texte :

« *Je quitte le camp dans cinq jours (il m'est impossible de partir plus tôt) et passerai de suite au Crédit Foncier pour assurer le règlement de cette affaire* ».

M. Thomas, convaincu qu'Esterhazy ment, et sur sa présence à Châlons, et sur les cinq jours, explique que l'affaire en question est un remboursement de 2500 francs réclamé sans délai par le Crédit Foncier. Voulant gagner du temps, espérant des rentrées, Esterhazy aurait alors inventé une prolongation de son séjour au camp, « *au grand dam des historiens* ». L'explication est ingénieuse, mais...

Marcel Thomas ne semble pas remarquer que 11 et 5 font 16.

On comprend mal que cet historien, si soucieux de reconstituer le calendrier d'Esterhazy, n'ait pas pris en considération la lettre Callé. En effet, celle-ci est écrite par Esterhazy, datée de Rouen du 17 août 1894, et précise « *en revenant du camp de Châlons, où j'ai été passer quinze jours* »... Il est clair que la lettre du 17, écrite sur le magique papier pelure et celle du 11 se confirment l'une l'autre. Il est inconcevable de discourir, fort doctement au demeurant, sur celle du 11 sans parler de celle du 17 :

- le 11, à Châlons : « *Je quitte le camp dans cinq jours* » ;
- 11 et 5 font 16 ;
- le 17, rentré à Rouen : « *en revenant du camp de Châlons* ».

La mécanique est parfaitement huilée. M<sup>e</sup> Mornard l'avait d'ailleurs, en son temps, largement utilisée<sup>(78)</sup>.

(77) Marcel Thomas, p. 109.

(78) 1<sup>ère</sup> Cass. III, p. 387.

Or, il est certain, sans besoin du douteux témoignage de Schwartzkoppen, qu'Esterhazy n'était pas à Châlons du 10 au 16. Le capitaine Le Rond a formellement affirmé qu'ayant quitté le camp le 9, Esterhazy n'y est pas revenu ensuite. Le pneumatique signalé par Marcel Thomas atteste sa présence à Paris le 13. Donc Esterhazy ment. Mais il ment par deux fois, et il n'est pas possible de donner pour la lettre Callé l'explication imaginée par M. Thomas pour celle du 11.

Deux mensonges s'emboîtant exactement d'une lettre à l'autre, alors qu'elles ne concernent pas la même affaire, ne s'adressent pas à la même personne, voilà qui est suspect.

Cela devient confondant quand on sait que ces deux lettres ont été découvertes le même 2 novembre 1898 chez le même huissier Callé... De plus, rien ne semble justifier la présence de la lettre adressée au Crédit Foncier entre les mains de M<sup>e</sup> Callé ; elle est sans rapport avec les affaires de l'huissier concernant Esterhazy.

Le simple bon sens conduit à conclure que ces deux lettres ont été écrites dans une même volonté de faire croire à la présence d'Esterhazy au camp entre le 10 et le 16 août 1894, au moment où l'on tirait le canon de 120. Le fait que les dates soient si ostensiblement précisées, avec cette mention des durées, conforte cette hypothèse. Les deux faux auraient été ensuite intégrés dans le dossier de l'huissier complaisant. Et en faisant écrire la lettre du 17 sur papier pelure, on faisait coup double...

Après analyse, la situation se retourne...

Non seulement, il apparaît extrêmement périlleux de fonder la culpabilité d'Esterhazy sur des pièces risquant d'être mensongères, mais encore la lettre Callé, à la lumière de celle du 11 août, devient un très sérieux indice de la connivence d'Esterhazy avec les dreyfusards.

Le Petit bleu, les brouillons de la potiche, les papiers pelure... La légèreté avec laquelle sont traités ces documents, qui sont historiquement les pièces à conviction de la culpabilité d'Esterhazy, est stupéfiante. Les affirmations gratuites concernant le Petit bleu confinent à la propagande, dans le but de faire croire qu'il s'agit d'une pièce sans mystère. Quant à la dissimulation des autres documents (saisissons bien qu'un amateur éclairé de 1994, qui aurait voulu lire les principaux ouvrages du centenaire, et les livres référencés, n'en soupçonne pas l'existence !), elle est effarante. Elle révèle, au moins, à quel point les auteurs de l'après-guerre attendent que le lecteur croit à la culpabilité d'Esterhazy, puisqu'ils vont jusqu'à en cacher les preuves ! Nous estimons d'ailleurs fort probable que la majorité desdits auteurs, écrivains pressés et superficiels, ignorent effectivement le rôle joué par ces pièces, l'ignorance des uns caution-



nant celle des autres... Mais ce n'est certes pas le cas de Marcel Thomas, dont le silence ne peut que relever d'un choix délibéré. Et ce choix ne peut avoir d'autre raison que le refus d'une étude sérieuse de l'hypothèse de "l'homme de paille".

Nous allons maintenant examiner les points forts de l'accusation d'Esterhazy.

## V - ESTERHAZY PEUT-IL ÊTRE L'AUTEUR DU BORDEREAU ?

Lorsqu'ils affirment la culpabilité d'Esterhazy, les auteurs conventionnels s'appuient essentiellement sur deux "preuves", les Carnets de Schwartzkoppen et l'écriture d'Esterhazy, puis, au fil du récit, ils mentionnent d'autres indices : l'emprunt du fusil au capitaine Daguene, le témoignage du lieutenant Bernheim et des lettres d'un agent allemand, Richard Cuers. Nous avons vu ce qu'il fallait penser des étranges aveux de l'ancien attaché militaire, dont les dreyfusards affirment d'ailleurs qu'ils sont superflus (forcément, puisque de vingt-quatre ans postérieurs à la réhabilitation de Dreyfus !), et que l'histoire du fusil, datant de mars 1896, s'insère tout aussi bien dans la version de "l'homme de paille". Nous étudierons le cas de Cuers dans le chapitre consacré à Picquart ; disons tout de suite que les documents émanant de ce louche personnage n'ont pas l'importance qu'on leur prête souvent et que les dreyfusards font de ses propos un usage captieux. Reste donc l'écriture et Bernheim.

### a - L'écriture du bordereau

On sait que chaque procès rythmant l'affaire Dreyfus-Esterhazy vit des querelles d'experts. Écoutons Marcel Thomas :

*« Aujourd'hui un point au moins ne peut plus faire de doute pour personne : à défaut de l'original, disparu semble-t-il, il suffit de regarder une photo du bordereau, et n'importe laquelle des milliers de pages autographes d'Esterhazy en notre possession pour se convaincre qu'il est bien l'auteur de la célèbre pièce, comme il l'a d'ailleurs reconnu. »*

On notera au passage l'utilisation discrète des aveux ("élucubrations") d'Esterhazy pour soutenir une affirmation toute subjective. Nous ne nous permettons pas de douter de l'intime conviction de Marcel Thomas, mais, devant un ton aussi catégorique, quelques remarques s'imposent.

— Un bon faussaire qui aurait, par hypothèse, pris soin de répandre des imitations (« des milliers ») doit pouvoir aisément convaincre tout non-spécialiste de l'identité de deux écritures.

— Il a souvent été dit qu'Esterhazy avait naturellement une écriture irrégulière. M. Thomas affirme-t-il que toutes les pages autographes qu'il a vues ressemblent au bordereau ? Si oui, c'est plutôt inquiétant ; sinon son énoncé (« n'importe laquelle ») n'est pas exact.

— Marcel Thomas a-t-il comparé le bordereau à plusieurs écrits de Dreyfus, de préférence antérieurs à septembre 1894 ? Si oui, l'a-t-il fait avec la même arrière-pensée ?

— En 1897, les trois experts chargés de comparer l'écriture du bordereau à celle d'Esterhazy, dont M. Thomas reconnaît l'intégrité, ont eu la conviction opposée. Tous l'ont formellement réaffirmé à Rennes. Par exemple, M. Couard a déclaré, parlant du bordereau : « *Je me trouve en présence d'une écriture toute différente, par son train, par son allure, de ce qu'est l'écriture d'Esterhazy* »<sup>(79)</sup>.

Tout dreyfusologue qu'il soit, M. Thomas ne dispose donc d'aucun argument nouveau lui permettant de décréter que l'attribution graphique du bordereau à Esterhazy ne doit « *plus faire de doute* ».

Pour notre part, nous n'avons pas vu des milliers de pages autographes d'Esterhazy, mais seulement une petite centaine, conservée aux Archives nationales. Signalons que les fac-similés qui figurent dans la première édition du livre de Jean-Denis Bredin sont particulièrement de bonne qualité ; on y voit le bordereau en grandeur réelle, avec ses déchirures et ses transparences, ce qui est très rare. Après les avoir attentivement regardés, nous partageons l'impression éprouvée par Michel de Lombarès : « *Il ne faut jamais perdre de vue que les écritures d'Esterhazy et de Dreyfus se ressemblaient étrangement* »<sup>(80)</sup>. Telle devrait être, nous semble-t-il, l'attitude de toute personne raisonnable n'ayant pas de compétence particulière en matière d'écriture.

Mais passons aux professionnels.

### \* L'expert Bertillon

Le principal expert à la charge de Dreyfus fut Alphonse Bertillon.

Pas un amateur de l'affaire Dreyfus, qui, nourri aux "bons" auteurs, ne sache que Bertillon était "raide fou". Les plus appliqués auront retenu qu'il était antisémite et les plus fouineurs que Bertillon n'était pas Bertillon, mais son neveu. Ce bric-à-brac est le résultat de la haine vigilante que les dreyfusards n'ont cessé de porter à l'expert. Essayons d'y voir clair.

D'abord l'oncle et le neveu. Alphonse Bertillon jouit encore d'un immense prestige dans le monde policier et judiciaire. Il est en effet l'inventeur du système des fiches anthropométriques, méthode adoptée

(79) Rennes II, p. 483, Couard.

(80) M. de Lombarès, *L'Affaire Dreyfus, la cef du mystère*, Éd. Laffont, 1972, p. 59.



par toutes les polices du monde, qui lui permit notamment d'identifier l'anarchiste Pauwels. Son renom était immense tant en France qu'à l'étranger<sup>(81)</sup>. Pour contrer cette image favorable, les dreyfusards prétendirent qu'en réalité Bertillon n'était qu'un besogneux sans génie qui avait exploité des trouvailles de son oncle... Or, il se trouve que Bertillon l'expert n'avait pas d'oncle, mais seulement un père, Louis-Alphonse de son prénom et médecin de son métier. Bertillon père était effectivement passionné par les sciences biologiques et fut le fondateur, avec Broca, de l'École d'Anthropologie ; il fut très fier de voir son fils approfondir et mettre en pratique des notions auxquelles il l'avait initié, mais ne s'occupa jamais de technique policière. A partir de cette calomnie, s'est greffée l'idée que le Bertillon de l'affaire Dreyfus n'était pas le Bertillon de la police judiciaire, mais son neveu ! Un amateur de nos amis nous l'a donné pour une vérité établie, Michel de Lombardès le signale obligeamment<sup>(82)</sup>. Dénouons une fois pour toutes cette fausse légende.

Antisémitisme ? Forcené, dit-on. Nous n'avons jamais rencontré ni témoignage précis ni indice à cet égard. Une nièce de Bertillon, qui a consacré à son oncle un ouvrage pittoresque, le nie formellement : de famille et d'esprit libéral, scientifique libre penseur, Alphonse Bertillon était très éloigné des idées antisémites. Il fut, à partir de 1900, le professeur et l'ami de l'israélite Rodolphe Reiss, qui devint professeur de photographie judiciaire à l'université de Lausanne<sup>(83)</sup>. Nous-même avons eu entre les mains une brochure à laquelle il avait collaboré, traitant de la folie... antisémitisme, au sens médical du terme. Dans son entourage, on rencontre Edgar Demange qui l'avait aidé à percer, Yves Guyot, Gustave Hubbard, conseiller de Zola. Sa position dans l'affaire, qui lui valut des déchirements familiaux et un acharnement inouï<sup>(84)</sup>, semble vraiment n'avoir été dictée par aucun autre sentiment qu'une profonde conviction personnelle.

Reste la folie. Ce ne peut être une folie généralisée, puisque Alphonse Bertillon n'était pas un pensionnaire de Charenton, mais bel et bien l'inventeur de l'anthropométrie, le chef d'un service remarquablement organisé, modèle du genre... Il s'agirait donc d'une folie restreinte à l'affaire Dreyfus, une sorte d'aveuglement entêté dans l'erreur. Voilà qui serait déjà plus raisonnable, et ne mériterait certes pas le torrent

(81) Fait chevalier de l'ordre de Wasa par le roi de Suède, il reçut la visite du prince de Galles et un cadeau du tsar de Russie. Sa célébrité à l'époque était comparable à celle de Pasteur qui vint d'ailleurs visiter le service d'anthropométrie.

(82) Opus cit., p. 60.

(83) Suzanne Bertillon, *Vie d'Alphonse Bertillon*, Gallimard, 1941, p. 188.

(84) Idem, pp. 163 et suivantes ; p. 203. Peu avant sa mort (1913), on lui proposa le grade d'officier de la Légion d'honneur s'il se rétractait au sujet de Dreyfus. Il refusa.

d'insultes déchaîné au seul nom de Bertillon ! C'est là, en effet, un type de "folie" fréquent chez les scientifiques, passionnément attachés à leur découverte, dont seul l'avenir dit – souvent à titre posthume – si elle était géniale ou erronée.

Pour notre part, avouons que la théorie de Bertillon nous paraît peu crédible. Il ne s'est pas contenté d'attribuer le bordereau à Dreyfus. Ayant noté des dissemblances avec son écriture usuelle et jugeant, avec beaucoup d'autres experts, que le bordereau n'était pas d'une écriture spontanée, il se persuada que Dreyfus avait mis au point un système fort compliqué, copiant l'écriture de son frère Mathieu par calquages et glissements... Une lettre de Mathieu saisie chez Dreyfus lors de la perquisition, dite "lettre du buvard", aurait été le guide du trucage. Certaines lettres tracées par Mathieu avaient en effet la même forme que celles du bordereau. Ébauchée en 1894, sa théorie s'affina avec le temps, de plus en plus complexe. La légende a retenu le "redan", schéma destiné à son propre usage (sa nièce rapporte que ce grand timide était affolé à l'idée de parler en public), dont l'expert s'aida pour sa longue démonstration au tableau noir, lors du procès de Rennes. Les dreyfusards ne manquèrent pas d'en faire des gorges chaudes, tandis que les anti-dreyfusards s'accrochaient à "leur" expert. Le ministre Cavaignac déclara qu'après avoir trouvée abracadabrante la théorie de Bertillon, une étude attentive l'avait finalement convaincu de son bien-fondé. Tel n'est pas notre cas.

En 1904, dans le cadre de l'enquête de la Cour de cassation, les mathématiciens Darboux, Appell et Poincaré ont fait l'examen scientifique du système Bertillon. Tout en s'excusant « d'appliquer le calcul aux choses morales », mais ils étaient chargés d'une « mission », les trois grands scientifiques se sont livrés à une expertise des conclusions de Bertillon, avec interrogatoire du suspect. En résulte un rapport de cent pages serrées<sup>(85)</sup>. Parfaitement indigeste lui aussi, s'il semble plus crédible que les écrits de Bertillon, c'est dans la mesure où il en est la critique.

Par expérience personnelle, nous connaissons bien le mépris qu'éprouvent les scientifiques purs envers les scientifiques appliqués et nous avons été amusé de sentir le rapport des illustres mathématiciens tout pétri de cet esprit... Dans les mesures de M. Bertillon, il y a des approximations. Fi ! Pour travailler sur le bordereau nonobstant la transparence d'écriture du recto sur le verso, M. Bertillon s'est livré à des manipulations photographiques. Fi ! Notons que le trio, chargé d'une « mission » bien précise, ne dit rien sur les expertises dreyfusardes

(85) 2ème Cass. III, pp. 500 à 601.



effectuées sur des fac-similés de presse, tandis que Bertillon réalisait lui-même ses photographies dans le plus perfectionné des laboratoires. Pis, l'employé de bureau qu'est Bertillon a osé parler de probabilités, crime de lèse-science s'il en est ! Il est vrai que l'expert avait commis une énorme erreur en élevant à la puissance 4 la probabilité d'une coïncidence qui avait eu lieu 4 fois sur 26 essais, oubliant de tenir compte des 26 essais (donc de 22 cas de non-coïncidence), mais il l'avait rectifié par la suite. Darboux, Appell et Poincaré se ruent dans la brèche et administrent au tribunal une leçon de probabilité, sans hésiter à recourir aux formules du calcul intégral ! On brocarde à plaisir les tribunaux militaires qui ont "feint" de comprendre les démonstrations de Bertillon. Soit. Mais la Cour de cassation de 1904 est-elle à même de suivre l'exposé des professeurs de Polytechnique ? Aucun de ces respectables magistrats n'a évidemment de compétence pour en jauger la valeur. En 1894, les juges militaires avaient seulement retenu qu'un célèbre expert concluait à la culpabilité de Dreyfus ; en 1904, les juges civils retiennent seulement que trois mathématiciens renommés concluent à la sottise de Bertillon.

Sur le fond, le rapport Darboux-Appell-Poincaré est essentiellement l'attaque d'une méthode tissée d'approximations par des hommes dont le métier est la rigueur. L'exercice n'est pas difficile en soi, et, si l'on veut bien y réfléchir, plutôt à côté du sujet. Quelques passages peuvent faire sourire. Un savant calcul mène le trio à trouver sur les polysyllabes 79 coïncidences réelles sur 57 probables : « *il y a un léger excès, mais que mille causes peuvent expliquer* ». Sur un autre thème, à partir d'une remarque faite par Bertillon lui-même, ils notent qu'il ne reste plus que « *48 - 41 = 7 coïncidences réelles que le hasard peut fort bien se charger d'expliquer* »<sup>(86)</sup>. Les mathématiques et la police sont assurément deux arts bien différents...

Ajoutons que M. Appell était un dreyfusard engagé dès 1897. Il faisait précisément partie des hommes qui s'étaient donné pour mission de convaincre la communauté scientifique que Dreyfus avait été condamné par erreur, en vertu de principes d'un autre âge. Les Lumières (républicaines) contre l'Obscurantisme (militaro-clérical). Au fil du temps, M. Bertillon était sans doute devenu partial. M. Appell l'était aussi.

#### \* Les autres experts

Dressons rapidement l'historique des différentes expertises.

En 1894, cinq professionnels furent consultés. MM. Gobert et Pelletier conclurent que le bordereau, écrit avec rapidité et spontanéité, n'était pas de la main de Dreyfus. Gobert fut disqualifié, lors du procès,

(86) 2ème Cass. III, pp. 509 et 529.

pour avoir connu le nom de Dreyfus avant de rendre sa conclusion ; il affirmera plus tard l'identité complète du bordereau avec l'écriture d'Esterhazy. A Rennes, Pelletier refusera de se prononcer sur Esterhazy, mais remarquera que toutes les dissemblances entre l'écriture de Dreyfus et celle du bordereau sont des ressemblances en ce qui le concerne.

Les trois autres experts de 1894, MM. Bertillon, Charavay et Teyssonnières, qui attribuèrent le bordereau à Dreyfus, avaient effectivement relevé certaines dissemblances, mais elles leur paraissaient explicables. Tous les trois mentionnèrent que le bordereau n'était pas d'une écriture naturelle. En 1899, mis en présence de l'écriture d'Esterhazy par la Cour de cassation, M. Charavay, particulièrement troublé par la lettre d'Esterhazy du 17 août 1894 (lettre Callé), déclarera ne pas pouvoir maintenir ses conclusions de 1894. Son maître et ami Gabriel Monod lui reprochera alors de n'avoir « *pas été assez affirmatif* » et, à Rennes, l'expert reconnaîtra l'identité entre l'écriture du bordereau et celle d'Esterhazy<sup>(87)</sup>. Teyssonnières attendra 1903 pour attribuer le célèbre texte à Esterhazy<sup>(88)</sup>. Bertillon ne changera jamais d'avis.

Après la publication du fac-similé par le *Matin*, en novembre 1896, Mathieu Dreyfus et Bernard Lazare firent établir une série d'expertises, publiées l'année suivante<sup>(89)</sup>. Les experts consultés étaient MM. Bridier d'Issoudun, Guérin, expert au ministère des Finances, et Crépieux-Jamin, dentiste à Rouen, graphologue amateur assez connu, Gurrin, Gray-Birch et Scooling, anglais, Maneffre, belge, Rougemont et Moriaud, suisses, Ames et Carvalho, américains. Esterhazy n'étant pas encore entré en scène, il s'agissait seulement de comparer l'écriture du condamné à celle du bordereau. Tous concluaient que, malgré une ressemblance apparente, Dreyfus n'en était pas l'auteur. Ils soulignaient les dissemblances existantes, qui seront maintes fois répétées devant les tribunaux et dans la presse. Mentionnons les plus faciles à constater :

- La plus célèbre est le double *s* : Dreyfus fait le premier *s* plus grand que le second, or le bordereau présente le défaut inverse.
- Le *M* du bordereau (Monsieur, Madagascar) n'est pas celui que trace usuellement Dreyfus (cela lui arrive cependant).
- Les *o* de Dreyfus sont fréquemment ouverts et ses *a* bien formés, tandis que le bordereau présente des *o* fermés et des *a* en forme d'alpha.

Les experts de Bernard Lazare ont également donné leur avis sur le bordereau en lui-même. Seuls MM. de Rougemont, de Maneffre et de

(87) Rennes II, p. 464 : Charavay.

(88) Dans un petit ouvrage extravagant intitulé *Les Faits nouveaux*.

(89) Bernard Lazare, *Une erreur judiciaire, l'affaire Dreyfus* (2ème mémoire avec des expertises d'écriture), Stock, 1897. Voir en particulier pp. 54-55, 131-151, 193-202, 241-245.



Gray-Birch (dont les rapports sont les moins détaillés) en ont trouvé l'écriture naturelle. Tous les autres l'ont jugée suspecte, insistant longuement sur ce caractère qui leur inspirait « une forte méfiance ». Gustave Bridier a noté des « hachures, hésitations, éraillures et retouches », et a jugé que le bordereau était manifestement « écrit à trois reprises différentes au moins » (observation également explicitée par M. Crépieux-Jamin et Moriaud) ; il concluait que « le graphisme est laborieusement conçu, sinon copié ». Crépieux-Jamin, de son côté, a trouvé que le bordereau présentait trop de ressemblance avec l'écriture de Dreyfus « pour ne pas reconnaître là une intention d'imiter son écriture ». Paul Moriaud : « tout s'éclaire [...] si on admet que le faussaire a voulu imiter l'écriture de Dreyfus ». Carvalho : « [le bordereau] est l'œuvre d'une personne qui a consacré beaucoup d'efforts [...] à imiter certains traits caractéristiques, particuliers et dominants de l'écriture authentique du capitaine Dreyfus ». Etc. Sept experts sur dix ont conclu que le bordereau était une imitation de l'écriture de Dreyfus ! Plus personne ne parle aujourd'hui de la teneur de ces expertises...

Il n'y a guère que deux possibilités. Ou bien ces experts ont été influencés par leurs commanditaires (avant l'apparition d'Esterhazy, leur conclusion est la seule permettant d'expliquer l'attribution erronée du bordereau à Dreyfus) ; alors les dreyfusards ne sont pas si vertueux qu'on nous le dit. Ou bien l'observation de ces spécialistes est fondée et elle contredit la version officielle selon laquelle le bordereau est de l'écriture courante d'Esterhazy.

En décembre 1897, la procédure contre Esterhazy comporta une comparaison de son écriture avec le bordereau. MM. Couard, Belhomme et Varinard, experts près les tribunaux, furent commis à cet office. Avec celle de 1894, il s'agit de la seule expertise officielle de la célèbre pièce, effectuée par des experts professionnels et assermentés, à partir de l'original et de spécimens d'écriture dictés par eux à Esterhazy.

Ils expliquèrent avoir attaché une grande importance à l'observation du suspect tenant sa plume. Ils disposèrent en outre d'une vingtaine d'écrits reconnus par Esterhazy, datés de 1882 à 1897, qu'ils étudièrent séparément, à tour de rôle. Leur méthode n'était pas, comme celle de Bertillon, fondée sur une analyse exclusivement géométrique des lettres, mais sur la physionomie, l'allure de l'écriture, le trait caractéristique, méthode analogue à celle des experts en tableau, expliqua Belhomme à Rennes. Aujourd'hui encore les expertises en écriture reposent sur les mêmes principes d'observation du trait par des personnes rompues à cet exercice.

Leur conclusion, déposée sous forme d'un rapport commun, synthétisant les trois expertises, fut que « le bordereau n'est pas l'œuvre du

commandant Walsin-Esterhazy ». Sous-entendant qu'ils obéissaient à des ordres de l'état-major, les auteurs conventionnels s'efforcent de ridiculiser leur rapport (« puisque l'écriture du bordereau est celle d'Esterhazy, Esterhazy n'est pas l'auteur du bordereau », résume Reinach. C'est tout à fait injuste, car ces experts, dont M. Thomas doit reconnaître l'intégrité<sup>(90)</sup> ont fourni un travail de professionnels, sérieux et très intelligible.

Au delà d'une ressemblance de forme entre les graphismes d'Esterhazy et du bordereau, les experts ont signalé des dissemblances fondamentales. Tous jugèrent l'écriture d'Esterhazy plus anguleuse que celle du bordereau. M. Varinard précisa que ses lettres « comportent à la base un petit angle bien caractéristique et bien personnel » qui ne se retrouve pas dans le bordereau. Par ailleurs, en fin de mot, le coup de plume d'Esterhazy va en s'amincissant, alors que celui du bordereau reste ferme<sup>(91)</sup>. L'expert Belhomme étudia particulièrement le fameux *s* inversé. Sans doute, Esterhazy le trace souvent comme dans le bordereau, mais, selon lui, ce rapprochement évident a « hypnotisé » certains experts. Car, non seulement Esterhazy ne pratique pas toujours cette inversion, mais surtout la véritable caractéristique de son écriture pour les mots se terminant par *sse* est de relier le *s* au *e* par un trait remontant, tandis que le bordereau soude le *e* au *s*, formant une sorte de *b*<sup>(92)</sup> (particularité qu'un non-initié constate facilement).

Le rapport de 1897 signalait également que l'écriture d'Esterhazy était irrégulière (« M. Esterhazy varie incessamment les formes des caractères et n'écrit jamais deux fois le même mot de la même façon », mais que, considérée dans son ensemble, elle était homogène par son allure et son trait, jugé rapide et énergique. Tout au contraire, le bordereau leur apparut comme un texte sans homogénéité globale (et ils signalaient les différences entre les trois parties qui avaient frappé MM. Crépieux-Jamin, Bridier et Moriaud), mais dont les mots répétés (manœuvre, intérêt) étaient tracés exactement de la même façon. Cette dernière remarque les conduisit à émettre l'hypothèse que certains mots précis du bordereau aient pu avoir été calqués sur l'écriture d'Esterhazy, mais pas le texte entier, contrairement à ce qu'Esterhazy voulait leur faire dire<sup>(93)</sup>.

Comme les experts de Bernard Lazare, Couard, Belhomme et Varinard ont trouvé dans le bordereau « des hésitations, des tremblements, des retouches » indiquant que l'écriture n'en est pas naturelle. Ils l'affirmeront encore avec force au procès de Rennes dans leurs dépositions respectives, où ils se déclareront toujours convaincus qu'Esterhazy ne saurait

(90) Marcel Thomas, p. 618. Plus précisément, il reconnaît n'avoir pas pu trouver la preuve du contraire.

(91) Rennes II, p. 492 : Varinard.

(92) Rennes II, p. 577 : Belhomme.

(93) Rennes II, p. 573 : Belhomme.



être l'auteur du bordereau. En revanche, ils refuseront de se prononcer sur l'écriture de Dreyfus qui ne leur sera jamais soumise pour expertise, mais seulement rapidement montrée, en janvier 1899, pour savoir si elle les inciterait à modifier leur conclusion. Lors de la seconde cassation, ces gêneurs, auxquels on ne pouvait même pas reprocher d'avoir été circonvenus, ne furent même pas entendus<sup>(94)</sup>.

A partir du moment où Esterhazy fut publiquement dénoncé comme le vrai coupable, le 15 novembre 1897, de multiples articles parurent dans la presse pour démontrer que le bordereau était bien de sa main.

Les premiers à l'exposer devant la justice, lors du procès Zola, furent MM. Molinier, Giry et Meyer, que l'on retrouvera à chaque étape judiciaire. Il importe de préciser qu'ils déposèrent toujours en tant que témoins cités par la défense, non en tant qu'experts (l'arrêt de 1896 commet une faute à cet égard). Ils n'étaient ni experts assermentés par le tribunal, ni même experts de profession, comme ils l'ont reconnu eux-mêmes. Tous trois étaient professeurs à l'école des Chartes, dont Paul Meyer était le directeur, têt engagé parmi les militants dreyfusards. Contrairement à ce que peut croire le profane, leur formation d'archiviste paléographe (comme M. Couard), qui assure leur compétence en matière d'écriture ancienne, de datation de manuscrit (au siècle près), ne leur confère aucune aptitude particulière lorsqu'il s'agit d'identifier une écriture individuelle.

Dans toutes leurs dépositions, les trois hommes ont repris les dissemblances déjà évoquées pour montrer que Dreyfus n'était pas l'auteur du bordereau. Se servant abondamment de la lettre du 17 août 1894, au texte par ailleurs si fécond, ils ont longuement expliqué comment toutes ces dissemblances devenaient des ressemblances avec l'écriture d'Esterhazy. Tout trois se sont élevés avec vigueur contre l'idée que l'écriture du bordereau ne serait pas naturelle. Pour eux, elle est au contraire « courante, naturelle, non déguisée »<sup>(95)</sup>. Les rapports publiés en 1897 par Bernard Lazare (où 7 experts sur 10 voyaient une écriture travestie...) sont bien oubliés. Plus question non plus d'une imitation de l'écriture de Dreyfus. Il faut désormais s'appliquer à contrer les expertises de Bertillon, Couard et consorts pour affirmer que « c'est la main du commandant Esterhazy » qui a rédigé ces quelques lignes, de son écriture courante et rapide.

Comparativement à Couard, Belhomme et Varinard, il est flagrant que Meyer, Molinier et Giry déposent en témoins engagés. Les premiers se sont cantonnés strictement à leur rôle d'experts (sauf une fois, à Rennes

(94) Une enquête fut diligentée contre M. Belhomme à partir des ragots d'un journaliste. Bien qu'âgé de 83 ans, l'expert n'eut pas de mal à se justifier.

(95) Rennes III, p. 32 : Arthur Giry

pour dire brièvement que les aveux d'Esterhazy étaient trop suspects pour les influencer). Les seconds ont toujours parlé de bien d'autre chose. A Rennes, Paul Meyer, qui avait envoyé une carte de condoléances ironique au général de Pellieux lors de la découverte du faux Henry, s'est mêlé de raconter comment Mathieu avait obtenu l'écriture d'Esterhazy, d'argumenter sur la partie liée avec l'état-major, etc.<sup>(96)</sup>. Auguste Molinier, après avoir affirmé qu'Esterhazy était en « correspondance journalière » (sic) avec Schwartzkoppen, a déclamé en plein tribunal que « le savant qui hésiterait à attribuer au commandant Esterhazy la paternité du bordereau serait à jamais disqualifié dans tous les cercles érudits »<sup>(97)</sup>. Rien moins !

En vérité, MM. Giry, Meyer et Molinier ont été les dreyfusards délégués pour exposer, loupe en main, les motifs d'attribuer le bordereau à Esterhazy. Leurs titres étaient propres à en imposer à l'opinion comme aux juges, mais ils n'étaient pas des experts, et ne sont pas comportés comme tels. Cela ne les empêche pas d'avoir pu faire des remarques judicieuses, peut-être même d'avoir saisi la vérité, mais cela oblige l'historien à regarder leur avis comme une opinion. Il en va de même pour les nombreux dreyfusards qui ont développé des comparaisons graphiques au fil d'innombrables articles, conférences ou déposition.

On lit partout qu'une multitude d'experts, tous plus savants les uns que les autres, ont attribué le bordereau à Esterhazy. Force est de constater que seuls des amateurs engagés dans la défense de Dreyfus l'ont fait, en contradiction partielle avec les expertises obtenues par Mathieu Dreyfus en 1897. Il n'existe aucune expertise professionnelle ayant conclu que le bordereau avait été écrit par Esterhazy. Au contraire, les seuls experts judiciaires consultés sur ce point précis, les seuls ayant disposé à la fois du bordereau et du suspect, ont nié avec constance l'identité des écritures. Tels sont les faits.

Il n'est pas question d'en déduire l'innocence d'Esterhazy. Des experts peuvent se tromper, leurs conclusions peuvent être contestées. En revanche, présenter l'identité des écritures du bordereau et d'Esterhazy comme un fait acquis, prouvant sa culpabilité, est inexact.

## b – Un témoignage troublant

Le témoignage du lieutenant Bernheim a fait couler beaucoup moins d'encre que les comparaisons d'écriture. Il est pourtant l'indice le plus sérieux à la culpabilité d'Esterhazy.

(96) Rennes III, pp. 4 et 13 : Paul Meyer

(97) Rennes III, pp. 23 et 27 : Auguste Molinier – qui avait pourtant reconnu « Je ne suis pas expert »... Commissaire politique, peut-être ?



En septembre 1894, la Section de statistique est entrée en possession d'une liste écrite de la main de Schwartzkoppen, constituée de douze questions.

1° *Quelle est la composition des batteries du régiment de corps à Châlons ?*

2° *Combien de batteries de 120 ?*

3° *Quels obus tirent-elles ?*

4° *Quels sont les effectifs de batteries ?*

5° *Manuel de tir de l'artillerie de campagne ?*

6° *Réglette de correspondance ?*

7° *Mobilisation de l'artillerie ?*

8° *Le nouveau canon ?*

9° *Le nouveau fusil ?*

10° *Formation des armées ?*

11° *Le fort de Manonvillers ?*

12° *Projet de règlement sur les manœuvres de batteries attelées.*

Cette pièce est évidemment d'une grande importance, dans la mesure où le bordereau annonce des réponses aux questions 5°, 7° et peut-être 10°. Il peut s'agir soit d'un questionnaire prévu pour un agent, soit d'un memorandum à l'usage personnel de Schwartzkoppen. En tout cas, la liste traduit bien les préoccupations de l'attaché militaire à ce moment et la mention du camp de Châlons permet de la dater de l'été 1894.

Or, selon le témoignage du lieutenant Bernheim<sup>(98)</sup>, Esterhazy lui avait emprunté, à la fin du mois d'août 1894, la réglette de correspondance servant à ajuster le tir des pièces de 120, ainsi que le *Règlement sur le service des bouches à feu de siège et de place, troisième partie*. Cela répond à la 6ème question de la liste, peut-être à la 12ème.

Le questionnaire de Schwartzkoppen est authentifié par la parole du général Mercier. Esterhazy est bien allé à Châlons début août. La déposition de Bernheim est cautionnée, à Rennes, par une lettre du capitaine Graveteau, à qui il avait dû demander ladite réglette. Le témoignage de Bernheim a d'autant plus de valeur que, lorsqu'il a été produit pour la première fois, le 20 novembre 1897, devant le général de Pellieux, le questionnaire de Schwartzkoppen n'avait pas été versé aux débats et nul ne pouvait deviner l'importance de l'information.

Cette fois, un faisceau semble converger vers Esterhazy...

Ajoutons pour être complet que dans ses Carnets, Schwartzkoppen affirme que, le 13 octobre 1894, Esterhazy lui remit effectivement la réglette de correspondance. Comme d'habitude, sans commentaires ni

(98) Bernheim a été entendu dès le 20 novembre 1897 par le général de Pellieux. Rennes III, pp. 141-143, pp. 520-524, et 2ème Cass. II, pp. 358-362.

détails. L'œuvre est trop douteuse pour que ce renfort soit retenu. La question de la réglette avait été amplement traitée à Rennes et fournissait un exemple facile, dans le cas où, comme nous le pensons, l'unique but des Carnets ait été de clamer la culpabilité d'Esterhazy.

Il reste que le recoupement entre le témoignage de Bernheim et le questionnaire de Schwartzkoppen est un indice sérieux.

L'emprunt du *Règlement sur le service des bouches à feu de siège et de place* est de peu d'importance en soi.

Il s'agissait d'une édition disponible dans le commerce, datant de 1892<sup>(99)</sup>. C'est évidemment au nouveau règlement paru en décembre 1894 que s'intéressait Schwartzkoppen, comme en atteste un message de Panizzardi lui signalant que ce dernier « *n'est pas encore sorti* ». Il paraîtra en décembre 1894<sup>(100)</sup>. Il faudra toute la partialité de l'enquêteur Targe, en 1904, pour laisser croire que c'est cette partie, non encore éditée, que Bernheim avait remise à Esterhazy<sup>(101)</sup> ! Quant à M. Thomas, il raconte qu'Esterhazy remit tout de même à Schwartzkoppen l'ouvrage banal prêté par Bernheim, et que l'attaché militaire « *ne lui tint pas rigueur de sa bétise, ou de sa tentative d'escroquerie* »... Cette affirmation n'est aucunement étayée (les Carnets ne mentionnent même pas cet ouvrage !).

La question importante est celle de la réglette de tir.

Il s'agissait d'une réglette « *non réglementaire* », en bois, servant pour les exercices d'artillerie. Le comité d'artillerie avait en effet recommandé l'essai de cet instrument, mais sans en fournir au régiment, de sorte que les réglettes furent fabriquées sur place, « *sur le même principe que celle réglementaire du règlement de manœuvre de 1890* »<sup>(102)</sup>. Chaque capitaine en reçut trois. Esterhazy ayant, dit-il, admiré l'usage de cet appareil au camp de Châlons, il en demanda un exemplaire au lieutenant Bernheim, lors de leur rencontre à la mi-août 1894. Avec la permission de son capitaine, celui-ci prêta l'objet, sans parvenir à se le faire restituer.

Là encore, on pourrait se demander s'il s'agit bien de cette réglette « *élémentaire* », que n'importe quel lieutenant d'artillerie pouvait construire, qui intéressait l'armée allemande. Dans ses Carnets, Schwartzkoppen ne fait aucun commentaire. Admettons.

Le témoignage du capitaine Bernheim, resté cohérent et particulièrement mesuré au fil des années, semble très sûr. Certaines particularités doivent cependant être signalées.

(99) Archives nationales, BB/19/80. Le document est à sa place dans le dossier de Pellieux, portant l'approbation du ministère de la Guerre du 4 juin 1892.

(100) Marcel Thomas, p. 228.

(101) 2ème Cass. I, p. 95 : Targe.

(102) Rennes III, p. 522 : Bernheim.



D'abord, le 20 novembre 1897, son témoignage n'est nullement spontané : il est réclamé par... Esterhazy. L'histoire de la réglette ne retient alors pas l'attention, nous l'avons dit, mais Esterhazy a raconté au général de Pellieux que c'est un « *manuel de tir* » qu'il a emprunté à Bernheim. Cela n'est pas rigoureusement exact – le *Règlement sur le service des bouches à feu de siège et de place* est un livre sur le tir, mais n'est pas le "manuel" qui désigne un ouvrage bien particulier – mais cela contribue à le rendre suspect. Par la suite, les dreyfusards ne manqueront pas de répéter que le manuel de tir mentionné dans le bordereau avait été remis à Esterhazy par le capitaine Bernheim. Malgré les démentis réitérés de ce dernier, l'enquêteur Targe l'affirmait encore en 1904, déplorant que l'officier n'ait pas « *eu le courage de le reconnaître* »<sup>(103)</sup> !

Lors de l'enquête de la Cour de cassation, Bernheim n'est pas appelé à témoigner.

Le 6 août 1899, une semaine avant l'ouverture du procès de Rennes, Esterhazy adresse une lettre au commandant Carrière, commissaire du gouvernement, lettre communiquée à la presse. Il reparle de la réglette. Le commandant Carrière en donne pour information l'aperçu suivant<sup>(104)</sup> :

« *Si vous voulez faire une perquisition à tel endroit, à tel hôtel, au sujet du lieutenant Bernheim, vous trouverez la réglette que je lui ai adressée à telle destination, à telle époque* ».

Peu importe ce qu'Esterhazy a derrière la tête avec cette idée saugrenue de perquisition, cinq ans après les faits... ; ce genre de fioritures dont il entoure l'essentiel fait partie de son style habituel. Mais, d'une part, l'aveu public qu'il a bien emprunté la réglette contribue à alourdir le dossier de ce coupable auto-proclamé, d'autre part, il impose ainsi que cette question, restée dans l'ombre, soit débattue à Rennes.

Cette fois, le questionnaire de Schwartzkoppen a été versé aux débats et le témoignage apporté par Bernheim est tout en faveur des dreyfusards. Le commandant Hartmann, dreyfusard, s'efforce notamment de démontrer que la réglette est inutilisable sans le secours du manuel de tir. Le capitaine Beauvais, membre du conseil de guerre, constate que cela est faux, le manuel ne contenant « *absolument rien* » de spécial pour l'emploi de la réglette de correspondance<sup>(105)</sup>.

Le témoignage de Bernheim est, avons-nous dit, confirmé par une lettre du capitaine Graveteau. C'est au cours du procès de Rennes, le 23 août 1899, que Bernheim écrit à son ancien capitaine pour solliciter son appui. Le lendemain 24, Graveteau répond qu'il se souvient parfaitement de l'anecdote, d'autant plus que, malgré plusieurs réclamations, la réglette n'a pas été restituée... Mais aucune date ne figure dans la

(103) 2ème Cass. I, p. 96 : Targe.

(104) Rennes III, p. 524 : commissaire du Gouvernement.

(105) Rennes III, p. 523 : Beauvais.

réponse de Graveteau, alors qu'il s'agissait bien sûr d'une donnée essentielle ; il confirme l'autorisation « *accordée autrefois* ». Est-ce en été 1894, comme l'affirment Bernheim et Esterhazy, ou plus tard ? Cet objet emprunté non rendu rappelle en effet singulièrement le fusil prêté à Esterhazy par le capitaine Daguenet en mars 1896... Peut-on suspecter Bernheim d'avoir antériorisé ses souvenirs de quelques 18 mois ? Cela paraît difficile étant donné le ton très sincère de son témoignage et son refus de se plier aux vues des dreyfusards qui voulaient à toute force lui faire dire qu'il avait prêté le manuel. Pourtant, l'hypothèse d'une telle altération ponctuelle de la vérité ne peut être écartée.

D'autant plus qu'il est une surprenante coïncidence : le lieutenant Bernheim fait partie des relations de Picquart. C'est ce dernier qui le révèle en 1904, lors des débats pour une seconde cassation. Il raconte qu'à l'époque du procès Zola, le commandant Hartmann avait cru savoir que Bernheim était revenu sur sa déposition de novembre 1897 devant Pellieux (notons en passant que cela dit long sur le climat qui régnait entre militaires pro et anti Dreyfus...). Après avoir effectué des recherches, Picquart avait pu constater qu'il n'en était rien. Il dit alors : « *... après avoir été quelque temps en froid avec Bernheim avant que je sache la vérité, je lui ai rendu ensuite toute mon estime et j'ai continué mes relations d'autrefois avec lui* »<sup>(106)</sup>.

Il est singulier que l'indice le plus troublant contre Esterhazy résulte du témoignage d'un homme appelé à déposer par Esterhazy lui-même, et se trouvant en relation avec Picquart.

Malgré son apparente solidité, le témoignage de Bernheim n'est donc pas exempt de tout soupçon. Recevons-le tout de même pour crédible : l'emprunt de la réglette peut-il être considéré comme une preuve de la culpabilité d'Esterhazy ?

– L'hypothèse d'une coïncidence (même s'il est toujours gênant de faire appel à ce genre d'argument) ne peut être écartée. Esterhazy a fort bien pu s'intéresser à un instrument que Schwartzkoppen recherchait par ailleurs. Il n'y a rien d'extraordinaire à ce qu'un officier curieux d'artillerie, habitué à rédiger ça et là des ressentiments militaires, souhaite examiner une réglette de tir. Telle fut manifestement l'opinion du conseil de guerre de Rennes. Telle était aussi celle des dreyfusards qui ont toujours cherché autre chose dans les paroles de Bernheim.

– Si il ne s'agit pas d'un hasard, le recoupement entre le questionnaire et le témoignage de Bernheim est effectivement une trace de contact entre Esterhazy et Schwartzkoppen. Avec deux possibilités, la première qu'Esterhazy ait été un agent double du service de renseignements français comme il l'a soutenu, la seconde qu'il ait été un traître.

(106) 2ème Cass. II, p. 537 : Picquart.



On serait tenté de trouver cet indice plus probant dans le premier cas (le règlement est en vente, la réglette facile à construire et guère secrète : voilà quelques éléments qu'un agent double pourrait livrer sans risque à l'Allemand). Mais pratiquement plus personne ne soutient qu'Esterhazy était employé par la Section de statistique. L'argument définitif contre cette hypothèse, ne permettant d'ailleurs aucun scénario cohérent, est que, le cas échéant, Sandherr en aurait évidemment averti Picquart.

Reste la seconde. Esterhazy aurait effectivement renseigné Schwartzkoppen. Même dans cette hypothèse, il ne s'en suit nullement qu'Esterhazy soit l'auteur du bordereau. On sait que, sur un même sujet, l'attaché militaire allemand multipliait les recherches pour faire des recoupements. L'éventualité qu'Esterhazy ait figuré parmi les informateurs de Schwartzkoppen n'empêche a priori ni que Dreyfus ait pu un être un autre, ni qu'Esterhazy soit devenu un agent dreyfusard.

Le témoignage du lieutenant Bernheim n'est qu'un indice à la charge d'Esterhazy, indice d'autant plus troublant que c'est le seul qui résulte d'une convergence de faits. Toutefois un tel indice, ne prouvant rien à lui seul, ne pourrait prendre de signification que s'il s'insérait dans un ensemble complet et cohérent de la trahison d'Esterhazy. C'est le moment de se demander s'il existe un tel ensemble.

### c – La version *soft* : un traître de pacotille

C'est la théorie qui domine dans la littérature actuelle.

Elle n'est, dans son principe, pas nouvelle. Expliquer comment Esterhazy, simple officier de troupe, avait pu connaître les éléments mentionnés au bordereau a été une des difficultés majeures de la défense de Dreyfus. Affirmer que les renseignements fournis par Esterhazy n'étaient que des informations très ordinaires fut l'argument modéré des dreyfusards devant les tribunaux. C'était, entre autres, celui des militaires dreyfusards : ils soutenaient que le mot "note", cinq fois employé dans le bordereau, ne signifiait nullement "rapport élaboré" comme on l'avait cru à l'état-major, mais "communication sommaire". A Rennes, on a discuté à perte de vue sur ce terme de "note".

Mais Marcel Thomas est le premier à présenter une théorie complète du "traître de pacotille", théorie considérée comme acquise par la majorité de ses suiveurs.

#### \* Les coulisses du journalisme

Il est vrai qu'Esterhazy avait travaillé de 1875 à 1877 à la rédaction du bulletin pour officiers, traitant de questions techniques et de biblio-

graphie militaire. Il est vrai que ses connaissances générales et l'art de les exposer lui permirent de documenter le député Jules Roche, en 1894, lorsque ce dernier, ancien ministre du Commerce devenu rapporteur du budget de la guerre, cherchait à acquérir un minimum de connaissances en matière militaire. Il est vrai enfin qu'à partir de 1897, une fois lancé dans l'affaire, Esterhazy démontre son talent littéraire en une pléthore de lettres, articles, brochures où éclatent vitupérations et insultes colorées.

C'est clair ; Esterhazy est un officier sachant écrire, capable d'exposer correctement un sujet militaire et ayant probablement le goût de le faire.

Marcel Thomas est de plus convaincu qu'Esterhazy a multiplié les chroniques militaires à partir de 1894, écrivant dans divers journaux, mais toujours anonymement ; c'est à son style que l'historien le reconnaît. Il n'en peut apporter aucune autre preuve, ce qui serait assez anodin (il n'y a rien de bien extraordinaire à ce qu'un officier mondain et désargenté écrive des articles militaires) si toute une théorie n'allait pas se greffer là dessus... En effet, si la carrière journalistique d'Esterhazy ne se révèle qu'en recoupant « une foule d'indices, fort insignifiants en eux-mêmes », c'est que « cette activité, que des circonstances diverses l'obligèrent toujours à cacher plus ou moins, constitue le mystère essentiel de son existence »...

Et, sous la plume de M. Thomas, le don d'Esterhazy pour le journalisme finit par constituer le fond de l'affaire Dreyfus. A grands coups de "probablement", de "fort probablement" et de "semble-t-il", l'historien nous explique qu'Esterhazy livrait tout simplement à Schwartzkoppen les informations avec lesquelles il fabriquait ses articles... C'est là que va servir sa construction – purement chimérique – relative aux rapports entre Esterhazy et *La Libre Parole*<sup>(107)</sup>.

Sa grande découverte est qu'Esterhazy fournit à Schwartzkoppen des renseignements d'un « parallélisme quasi constant » avec les thèmes traités par le chroniqueur militaire de *La Libre Parole*, le commandant Biot (rappelons qu'on a jamais rien retrouvé des livraisons de l'espion français de Schwartzkoppen et qu'on en sait seulement le peu que les Carnets veulent bien dire).

M. Thomas a donc acquis cette conviction par induction grâce, dit-il, à toute une série de textes « qu'il serait fastidieux d'énumérer ». Il compte la faire partager à ses lecteurs en donnant trois exemples, qu'on suppose donc choisis parmi les plus frappants. Jugeons-en<sup>(108)</sup> :

1° Le 11 septembre 1894, Schwartzkoppen annonce à Berlin que Jules Roche a de grandes chances de succéder au général Mercier au

(107) Voir pp. 98 et suivantes.

(108) Marcel Thomas, p. 229.



ministère de la Guerre. M. Thomas en conclut que l'information vient d'Esterhazy « *prenant sans doute ses désirs pour des réalités* »...

On sait que Mercier était fort critiqué, les cabinets ministériels instables et que Jules Roche ne faisait pas mystère de ses ambitions. Aller chercher la griffe d'Esterhazy dans ce mince document est pour le moins hardi et parfaitement aléatoire.

2° Le 13 octobre de la même année, selon les Carnets, Esterhazy remet à l'attaché militaire un rapport sur l'état de l'armée français dans lequel il évoque des propos du général de Galliffet en des termes assez voisins de ceux employés par Drumont le 9 juin précédent. Conclusion : Esterhazy a sûrement utilisé un vieux numéro de la *Libre Parole*.

Or, l'interview de Galliffet est bien réelle, officielle (M. Thomas précise lui-même qu'elle fut "retentissante") ; on ne peut en parler de mille manières différentes et n'importe quel secrétaire d'ambassade, ou Schwartzkoppen lui-même, peut avoir noté que, selon un général français, la réorganisation de l'armée, dont s'enorgueillit la République, n'est qu'une apparence. On imagine aisément que ce genre de déclaration régalaient l'attaché militaire allemand et qu'il n'avait pas besoin d'un Esterhazy, ni d'aucun espion, pour attirer son attention dessus, qui plus est avec quatre mois de retard...

Ajoutons que ce petit détail s'insère même très bien dans notre hypothèse d'une rédaction tardive et factice des Carnets ! Obligé de livrer quelques-unes des prétendues "révélations" d'Esterhazy pour assurer à ses mémoires un minimum de crédibilité, Schwartzkoppen a pu se souvenir de cette anecdote qui l'avait marqué à l'époque, et dont il avait peut-être gardé une note ou une coupure de presse (peut-être l'article de Drumont...).

3° En février 1896, la Section de statistique saisit, par la voie ordinaire, quelques mots notés par Schwartzkoppen :

« *Maintien sous les drapeaux de la classe 92 – Service de deux ans – Épidémies – Dédoublément du 6<sup>e</sup> corps – Pensions – Artillerie – Jules Roche – Appel des réserves – Nouvelles affaire Dreyfus – Canon à tir rapide – Canrobert – Buisson – etc.* »

Les thèmes évoqués permettent de dater ce brouillon du printemps 1895. Et Marcel Thomas crie victoire : ce sont là des titres « *d'articles publiés en février et mars 1895* » dans la *Libre Parole*. Il affirme alors, comme un fait certain, que la signature "Commandant Z" recouvre aussi bien le commandant Biot qu'Esterhazy. CQFD : cette trace autographe des centres d'intérêt de Schwartzkoppen porte « *la marque de fabrique d'Esterhazy* » !

C'est un bel exemple de raisonnement vicié...

D'abord, non seulement la collaboration Biot-Esterhazy n'est pas établie, mais encore nous avons vu qu'elle est quasiment insoutenable avant septembre 1895. Elle n'est d'ailleurs pas indispensable (on pourrait toujours dire, comme dans le cas précédent, qu'Esterhazy a recopié la *Libre Parole*), mais psychologiquement l'argument contribue à convaincre le lecteur, ou à endormir sa méfiance... En effet, qu'est-ce qui permet à M. Thomas de voir dans ce brouillon une sorte de bordereau inversé où Schwartzkoppen aurait noté une liste de sujets traités par son espion ? Ce genre de document évoque bien d'avantage un memento des questions d'actualité qui éveillent l'intérêt de l'attaché militaire, peut-être griffonné en compulsant la presse (et pourquoi pas une série de numéros de la *Libre Parole* ?!). La voie ordinaire a livré d'autres listes thématiques de la main de Schwartzkoppen ; elles sont toujours interprétées comme des pense-bête à son propre usage ou des consignes passées à ses espions.

Aucun des trois exemples présentés ne résiste à une analyse un tant soi peu rigoureuse... Des éléments anodins, même savamment "interprétés", tordus pour cadrer avec une théorie pré-établie, ne sauraient constituer ce faisceau convergent que M. Thomas se targue d'avoir découvert. Sa conviction qu'Esterhazy vend les mêmes informations à la *Libre Parole* comme journaliste amateur et à Schwartzkoppen comme traître relève du mirage.

La version dont veut se convaincre Marcel Thomas est-elle seulement plausible ? Esterhazy peut-il avoir durablement abusé l'attaché militaire allemand en accommodant des informations glanées dans la presse ?

C'est oublier que Schwartzkoppen portait lui-même la plus grande attention aux journaux français... Cela faisait partie de sa fonction d'attaché militaire dans ce qu'elle avait de plus officiel. Homme consciencieux et appliqué, « *il se livrait régulièrement à un travail fort absorbant qui consistait à dépouiller les revues spécialisées et les chroniques militaires de la grande presse. [...] au début de 1895, il réclamait même pour l'aider dans cette tâche un secrétaire militaire à plein temps* »<sup>(109)</sup>.

Comment peut-on penser qu'un militaire qui lisait lui-même la presse, avec toute l'attention que son sérieux permet d'imaginer, ait pu être dupe d'une pareille supercherie ? Comment peut-on penser que le prétendu « *parallélisme quasi constant* » avec la *Libre Parole* n'ait pas frappé Schwartzkoppen bien avant Marcel Thomas (journal à scandale, attaquant sans cesse le régime, notamment sur les questions militaires, la *Libre Parole* figurait certainement en bonne place dans la revue de presse de l'ambassade) ?

Cela nous paraît inadmissible.

(109) Marcel Thomas, p. 116.



Et on ne peut pas imaginer Schwartzkoppen, ayant eu la puce à l'oreille (nous sommes en plein roman, mais c'est la logique de Marcel Thomas qui nous entraîne), se soit satisfait « *d'intelligentes compilations [faites] par un officier à l'esprit ouvert et critique* » (sic). Recruter un officier français comme espion était chose rare (la plupart des traîtres connus étaient soit des civils employés aux bureaux de l'armée, soit des militaires de petit grade) ; d'un officier, Schwartzkoppen attendait certainement autre chose qu'une besogne de "secrétaire militaire"...

\* La lettre des mers de Chine

Pourtant, dans la seconde édition de son *Affaire sans Dreyfus*, Marcel Thomas révèle qu'une pièce récemment découverte vient confirmer la véracité de sa théorie de manière éclatante...

Il s'agit d'une lettre manuscrite d'Esterhazy, retrouvée parmi les papiers remis par la veuve de Schwartzkoppen au colonel Schwertfeger, lors de la publication des fameux Carnets. C'est « *la seule lettre d'Esterhazy à Schwartzkoppen que nous connaissions directement* », c'est-à-dire matériellement.

La lettre, que nous n'avons pas la place de reproduire ici<sup>(110)</sup>, est un étrange pataquès... En de longues phrases fastidieuses qui tentent de "faire durer le suspens", Esterhazy apprend à Schwartzkoppen que son beau-frère, « *un homme connu comme des plus sérieux, des plus appréciés dans la marine [...] incapable d'avancer des choses de cette nature s'il n'en est pas 20 fois certain* », a appris par un capitaine de frégate attaché au président Casimir Périer, que le commandant (français suppose-t-on) « *dans les mers de Chine [a reçu l'ordre] de se tenir en communication avec le commandant russe* ». Le contexte est celui de la guerre sino-japonaise qui a éclaté le 1er août 1894, mais il n'a « *pas été possible de déterminer exactement à quels événements précis Esterhazy fait ici allusion* » (M. Thomas). La lettre se termine par une phrase sur le possible renvoi anticipé des classes 91-92 et l'annonce d'un projet d'emprunt.

M. Thomas reçoit cette lettre comme une véritable manne récompensant le chercheur obstiné. Il exulte : cette pièce, d'une « *exceptionnelle importance* » est l'ultime preuve qu'Esterhazy est « *un besogneux mythomane mieux approvisionné en ragots de popote ou en tuyaux de salle de rédaction qu'en secret militaire* ». D'où sa « *très grande satisfaction* ». D'autant que « *point n'est besoin de mobiliser les experts* » ; la lettre présente certains mots parfaitement identiques au bordereau et son graphisme a les particularités de celui d'Esterhazy.

Mieux encore ! Cette lettre est, merveille des merveilles, écrite sur... le fameux papier pelure ! Eh oui ! 77 ans après le bordereau,

(110) Marcel Thomas, pp. 686-689.

73 ans après la lettre Rieu et celle au Crédit foncier, apparaît un quatrième papier pelure dans l'affaire.

Osons dire que l'euphorie ôte au chercheur tout sens critique...

Il est évident que cette lettre est à peu près totalement creuse et que ces longues phrases de diversion ne peuvent qu'agacer un militaire avide de renseignements. A la rigueur, en entrant dans la logique de M. Thomas, nous pourrions admettre qu'Esterhazy ait désespérément tenté "d'accrocher" ainsi l'attaché militaire à une période où il n'aurait rien à dire d'intéressant.

Mais la lettre a une date ; c'est Schwartzkoppen lui-même qui l'a portée de sa main, l'informateur l'ayant omis. Cette date c'est le 5-9-94, 5 septembre 1894... Comment Marcel Thomas n'a-t-il pas sursauté ?

Suivant la chronologie qu'il admet, garantie qu'elle est par les Carnets, le 5 septembre, nous sommes en plein cœur de l'affaire du bordereau. L'attaché militaire dit avoir rencontré le traître le 13 août, puis le 15. Le 1er septembre, Esterhazy est venu lui apporter une brassée d'informations concrètes que Schwartzkoppen a jugées de haute valeur<sup>(111)</sup>. Non seulement les Carnets ne disent pas un mot de la singulière lettre des mers de Chine (alors que l'auteur affirme vouloir donner tous les détails de ses relations avec Esterhazy à cette période), mais encore ils relatent que ce 5 septembre Esterhazy remet un rapport sur le camp de Sissonne. Et le lendemain 6 un rapport sur Madagascar. Pourquoi écrire le 4 à un homme qu'on doit voir le lendemain ? Schwartzkoppen dit être très intéressé par ces premières livraisons ; peut-on penser que c'est le moment que choisirait le subtil Esterhazy pour envoyer à son employeur une lettre aussi filandreuse ? Tout cela n'est guère cohérent...

Voici pour le contenu, maintenant le support.

Si l'on veut bien réfléchir, cette réapparition du papier pelure est plutôt inquiétante pour les dreyfusards.

Les trois pièces connues sur papier pelure, le bordereau, la note au tailleur Rieu, le message au Crédit foncier, sont toutes de nature à avoir été écrites sur un tel support ; il est concevable que leur scripteur ait pris ce qu'il avait sous la main pour rédiger ces communications brèves et de médiocre importance (quoiqu'un peu plus long, le bordereau n'est que l'accompagnement d'un envoi de valeur). Rappelons que le papier pelure est un mince feuillet, le plus souvent utilisé pour les doubles ou les calques, mais qui ne saurait servir de papier à lettre. Or, la lettre des mers de Chine est, elle, une véritable épître de quatre pages. On sent que l'auteur l'a méditée, qu'il a recherché un style alléchant (une partie est présentée sous forme de dialogue entre le beau-frère et un tiers ami). On n'écrit pas une telle lettre sur du brouillon !

(111) Carnets, p. 19.



De plus, ni Schwartzkoppen ni Schwertfeger ne sont sans savoir l'importance de ce fameux papier pelure dans l'affaire Dreyfus-Esterhazy. Comment expliquer que dans les Carnets, dont l'un des deux au moins est l'auteur, l'un et l'autre taisent l'existence de cette pièce en leur possession ? On peut admettre que le texte ait été jugé négligeable, mais pas le papier...

L'emploi du papier pelure est incongru, le style et la date sont quasiment incompatibles avec les Carnets ; malgré les apparences, on constate que cette lettre ne cadre pas avec la théorie de Marcel Thomas.

Plaçons nous maintenant dans la version "Esterhazy homme de paille" :

Dans cette hypothèse, une des activités essentielles d'Esterhazy a été d'écrire, de réécrire et de répandre des lettres, toutes reproduisant certains mots identiques au bordereau, notamment les doubles s. Quelques-unes, judicieusement utilisées, furent sur papier pelure. Par ailleurs, on sait que, plus ou moins directement, les dreyfusards firent pression sur Schwartzkoppen pour obtenir son concours. Un épais mystère plane sur ces tractations dont on ignore le détail et le résultat, mais on peut tout de même raisonner. Si Schwartzkoppen était intervenu, l'exaltation des esprits était telle que sa parole n'aurait jamais suffi, il l'a lui-même souvent dit ; il lui aurait donc fallu apporter une preuve qu'Esterhazy était bien l'homme qui le renseignait. Seul Esterhazy pouvait fournir une telle preuve, *a posteriori*, sous forme d'une lettre de renseignement, à la fois incontestable (écriture, support) et suffisamment anodine pour ne pas entraîner Esterhazy dans un nouveau procès de trahison. Le sujet de la lettre des mers de Chine aurait alors été choisi parce que se situant en été 1894, en laissant à Schwartzkoppen le soin d'y mettre une date, ce qu'il fait, au crayon précédé de deux lettres dont « *le sens et même la lecture [...] restent incertains* ».

Bref, la version selon laquelle Esterhazy n'aurait été qu'un simple petit escroc, abusant Schwartzkoppen grâce à ses dons de plume, ne repose sur rien de solide. La construction de Marcel Thomas est certes une ingénieuse manière de pallier l'absence de preuve de la culpabilité d'Esterhazy, mais elle n'est étayée par aucun véritable indice... Et les éléments qu'il présente à l'appui de sa version sont tous retournables.

#### d - La version *hard* : nécessité d'un troisième homme

Certains auteurs contemporains se sont tout de même rebellés contre le modèle proposé par Marcel Thomas. Michel de Lombarès est convaincu que ce n'est « *pas dans les revues et journaux qu'[Esterhazy] recueillait les renseignements [remis à] Schwartzkoppen, [lequel] n'était*

*pas un enfant et que le Nachrichtenbüro était là pour conseiller* »<sup>(112)</sup>. Henri Guillemin formule la même critique et n'hésite pas à écrire que l'hypothèse de M. Thomas est « *très mal étayée* » et « *costumée en fait établi* »<sup>(113)</sup>. Ils se rangent donc derrière l'avis de militaires antidreyfusards, tel le général Roget, ou neutres comme le général Deloye : il est inadmissible que l'attaché militaire allemand se soit durablement laissé abuser par un escroc.

Mais, si Esterhazy était un traître de valeur, que pouvait-il livrer ? Si les notes du bordereau, qui portent incontestablement sur des questions au cœur des préoccupations de l'état-major, sont importantes, comment Esterhazy a-t-il pu en trouver la matière ? Comment cet officier d'infanterie, ne fréquentant guère que les tripots, a-t-il obtenu des renseignements sur les troupes de concentration, sur les modifications du nouveau plan ? Dès que l'on quitte la version *soft*, ces questions sont inévitables. Et elles n'ont qu'une réponse possible : pour être l'auteur du bordereau, il faut qu'Esterhazy ait eu un complice dans les hautes sphères de l'armée.

Cette version avait été adoptée par de nombreux dreyfusards historiques, exposée dans plusieurs livres et articles.

Pour eux, le complice ne pouvait être que le colonel Henry. Partant du fait réel qu'Esterhazy avait travaillé à la Section de statistique en 1878 et de l'affirmation gratuite qu'Henry n'aurait pas pu ne pas reconnaître l'écriture de son ancien collaborateur en voyant le bordereau, Joseph Reinach fut le premier à dénoncer la complicité des deux hommes. Il lança avec virulence l'accusation contre le défunt Henry dans le *Siècle*, fin 1898. Il fut alors poursuivi en diffamation par la veuve du colonel. Le procès n'eut jamais lieu, Reinach étant parvenu à entraver la procédure jusqu'à l'amnistie finale. Dans son *Histoire de l'affaire Dreyfus*, l'accusation est reprise, sans être étayée. Il reconnaît même que l'hypothèse de la complicité Esterhazy-Henry est dépourvue de « *preuve matérielle* », ce qui ne l'empêche pas de la présenter systématiquement comme acquise, sous couvert de mystérieux « *renseignements inédits* »<sup>(114)</sup>.

Lors des procès, cette version resta dans l'ombre ; soit par conviction personnelle, soit par stratégie, pour ne pas braquer les militaires, Mathieu Dreyfus et l'avocat Demange tenaient à s'en écarter. Cependant, certains dreyfusards tentèrent d'établir la complicité d'Henry avec Esterhazy, notamment le juge Bertulus<sup>(115)</sup>. Picquart lui-même,

(112) Michel de Lombarès, opus cité, p. 48.

(113) Henri Guillemin, *L'Enigme Esterhazy*, Gallimard, 1962, p. 193.

(114) Entre autres, Reinach, *Hist.* I, p. 72, pp. 78-80, etc.

(115) Voir pp. 385-387.



quoique généralement rallié à la version faisant d'Esterhazy un banal escroc, ne dédaigna pas de jalonner ses dépositions d'arguments visant à compromettre son défunt collègue. Sans "avouer" cette complicité (incompatible avec sa version selon laquelle il agissait sur ordre de Sandherr), Esterhazy apporta volontiers des éléments susceptibles de l'accréditer.

Cette thèse connut son succès au début du siècle. Léon Blum et Lévy-Brühl la considèrent comme certaine<sup>(116)</sup>. Elle est aujourd'hui complètement abandonnée. En effet, on sait qu'en 1896, le commandant Henry participa sans aucune réticence à l'enquête sur Esterhazy, et lorsqu'il se retrouva virtuellement chef de service, après l'éviction de Picquart, il fit continuer la filature d'Esterhazy qui se poursuivit jusqu'à l'automne 1897. Par ailleurs, si Esterhazy avait été le complice d'Henry en 1894, ce dernier eût évidemment reconnu son écriture et éliminé le bordereau (c'est cette évidence qui conduisait Reinach à nier l'arrivée du bordereau par la voie ordinaire et à imaginer une rocambolesque histoire mêlant l'agent Brücker, version justement anéantie par M. Thomas).

Si ce n'est pas Henry le complice d'Esterhazy, il en faut un autre, de préférence plus haut placé.

La version du complice est aussi connue sous le nom de "thèse du troisième homme", depuis la publication en 1955 du *Journal de l'affaire Dreyfus*, de Maurice Paléologue. Ce fonctionnaire des Affaires étrangères avait beau être à l'époque de la découverte du bordereau en relation régulière avec la Section de statistique, il ne connaît pas l'affaire elle-même et n'en donne, hormis sur quelques points limités à l'aspect diplomatique, que des échos extérieurs et superficiels, s'accompagnant d'un « *grave mépris de la chronologie et des documents* »<sup>(117)</sup>. On voit ce diplomate mondain passer en temps utiles de la croyance à la culpabilité de Dreyfus au doute, puis à la conviction de l'innocence. Cela étant d'un intérêt fort limité, Paléologue a pimenté son œuvre en confiant que les auteurs de la trahison étaient en vérité trois, Esterhazy, Maurice Weil et un "troisième homme", dont il préfère taire le nom, un certain X « *de très haut grade* »...

Il est quasiment certain que Paléologue ne savait rien du tout, mais qu'il se faisait l'écho de divers bruits qui couraient alors les salons. A plusieurs reprises, Picquart avait ouvertement soupçonné Weil. Le général Legrand-Girarde rapporte qu'en 1904, aux Affaires étrangères, une rumeur accusait le général Rau : Marcel Thomas, qui prend la peine de montrer ce que l'allégation a d'infondé, pense qu'elle a pu inspirer à Paléologue un « *petit roman* ».

(116) Carnets, p. XXI. Léon Blum, *Souvenirs sur l'affaire*, Gallimard, 1981, p. 65.

(117) Marcel Thomas, p. 669.

Quoique dépourvues de tout caractère sérieux, les "révélations" de Paléologue ont encouragé ceux qui, convaincus qu'Esterhazy était l'auteur du bordereau, ne parvenaient pas à comprendre comment il avait pu entrer en possession de renseignements dignes d'intéresser Schwartzkoppen. Le "gros seigneur", le plus fréquemment suspecté fut le général Saussier, ce qui vient naturellement à l'esprit, étant donné ses relations avec Weil et Esterhazy.

Dans *L'Énigme Esterhazy*, Henri Guillemin, qui accuse Marcel Thomas de complaisance envers les généraux, affirme que Mercier, Boisdeffre, Gonse savaient dès l'origine que Dreyfus était innocent. S'ils l'ont fait accuser et condamner en toute connaissance de cause, satisfaisant accessoirement leur antisémitisme, c'est pour protéger le vrai coupable, très haut placé, qui fournit les renseignements à Esterhazy... Bien qu'il n'en apporte aucune preuve, procédant toujours par induction à partir de quelques bribes de phrases auxquelles il excelle à prêter un sens caché, M. Guillemin affirme avoir établi là des certitudes incontestables. Reste à dévoiler le personnage mystérieux. Rau écarté, il propose Saussier, ou peut-être, plus modestement, Mme Weil qui aurait soutiré des renseignements à son amant. Convaincu que le bordereau n'est pas arrivé par la voie ordinaire (son argument majeur est que, si les militaires l'ont dit, ce doit être faux), Henri Guillemin imagine que Sandherr, connaissant les "imprudences" de Saussier, ait dicté à Esterhazy le bordereau pour inciter Saussier à se méfier... « *Hypothèse en l'air, dont j'aperçois bien les fragilités. Je n'y tiens en aucune façon* », avoue honnêtement notre auteur (ouf !).

Ce piteux résultat ne doit pas trop faire sourire ; il est la conclusion naturelle d'une enquête sur un présumé espion, dont on ignore autant les prestations que les sources. M. Guillemin a au moins le mérite de s'être basé sur un des rares renseignements certains concernant Esterhazy : l'officier jouissait de la protection du général Saussier. Il a raison de faire remarquer que la justice militaire s'est montrée fort peu curieuse du rôle de Maurice Weil et voit probablement juste en expliquant que les militaires ne tenaient pas à revenir sur les scandaleux rapports entre Weil et Saussier (volonté de discrétion explicable, sans besoin d'imaginer une suspicion de trahison !). Mais il a tort d'oublier que la défense de Dreyfus n'a pas tenu davantage à braquer le projecteur sur Weil (seul Picquart insistait, en vain, pour que l'on enquêtât sur ce louche individu). Aveuglé par la certitude de la trahison d'Esterhazy, M. Guillemin cherche dans cette direction le motif de la protection de Saussier, ce qui le conduit à des solutions hurluberlues.

Pour Michel de Lombarès aussi, le X de "très haut grade" est le général Saussier. Mais il propose une explication un peu différente.



Saussier n'est pas un traître (pour Lombarès, de toute façon, aucun militaire, ni français ni allemand, n'est capable de faillir à l'honneur), mais, inquiet des progrès de l'artillerie allemande, le général a, pour son propre compte, monté un petit réseau d'espionnage, plus ou moins concurrent de la Section de statistique. Son agent est son ami Maurice Weil qui emploie Esterhazy afin d'intoxiquer Schwartzkoppen (il se peut qu'Esterhazy ait un peu abusé de la situation)... Convaincu qu'Esterhazy, alimenté par Saussier, a bel et bien fourni les importants documents énumérés au bordereau, Michel de Lombarès ne croit pas pour autant qu'Esterhazy soit l'auteur de la pièce fatale. En effet, il constate des incohérences par rapport aux Carnets (qu'il révère) et se souvient de la quantité d'expertises qui estimaient l'écriture du bordereau forgée. Sa solution est donc que le bordereau serait une fabrication du contre-espionnage allemand (à l'insu de Schwartzkoppen qui représente l'espionnage), lequel voulait à la fois tester l'agent Esterhazy et vérifier si les poubelles de Saussier étaient ou non saisies par les Français !

Bien exposée, émaillée de remarques judicieuses, la construction peut paraître séduisante ; elle n'en est pas moins totalement détachée de la réalité ! Le point de départ, l'idée que Saussier ait voulu espionner les Allemands, relève entièrement de l'imagination de l'auteur, qui d'ailleurs ne propose pas l'ombre d'un indice. On se demande pourquoi une si honorable vérité n'aurait pas été avouée, fût-ce à titre posthume, par un des initiés. Quant à l'intervention, *deus ex machina*, du contre-espionnage allemand, elle est pareillement dépourvue de fondement.

Cette version romanesque, mise au point par un auteur de bonne volonté, pourrait certes être conforme à la vérité, mais dissimulée derrière le mystère sacré de l'espionnage, celle-ci resterait alors par essence inaccessible à l'historien, la seule alternative étant de croire ou ne pas croire à la version de M. de Lombarès. Ajoutons que bien des problèmes fondamentaux sont esquivés. Quid, par exemple, du rôle de Picquart ? Fatigué d'avoir autant d'esprit critique, Michel de Lombarès recopie la vulgate. Quid de la potiche et des papiers pelures ? Il ne semble pas en soupçonner l'existence. Ainsi de suite.

Attardons-nous sur le général Saussier, puisque aucun autre "troisième homme" potentiel n'a durablement retenu l'attention. Il intervient concrètement à deux phases de l'affaire. En 1894, dès qu'il est mis au courant des soupçons contre Dreyfus, il se prononce non seulement contre son arrestation, mais encore pour l'abandon de l'enquête à son encontre. On le retrouve en 1897 : par deux fois c'est lui qui décide de faire passer Esterhazy en justice (ordre d'informer le 4 décembre, mise en jugement le 2 janvier suivant).

La première attitude est des plus singulières et ne peut s'expliquer par la seule hostilité entre les généraux Saussier et Mercier. On peut y voir la volonté de Saussier d'étouffer une affaire compromettante pour lui. Mais s'il sait, ou devine, que l'auteur du bordereau est Esterhazy, il devrait être plutôt satisfait de voir les soupçons se porter sur un autre ; à défaut, la Section de statistique aurait forcément poursuivi ses investigations, risquant, par hypothèse, de conduire à lui, Saussier. Objectivement, si Saussier a tenté de protéger quelqu'un en 1894, ce n'est pas Esterhazy, mais Dreyfus.

Rien n'autorise à penser que Saussier soit personnellement mêlé à l'affaire du bordereau, et si Weil a été soupçonné en 1892 de trahison, aucun indice précis ne permet d'avancer dans cette voie. En revanche, on sait que le général a manifesté des inquiétudes concernant les réactions de la banque juive ; il a immédiatement redouté des complications liées au fait que l'officier accusé de trahison était israélite. Et, précisément par son ami Weil, Saussier connaît bien le milieu israélite parisien. Il était notamment apprécié de Reinach, qui lui avait consacré un article élogieux dans la *Revue des deux mondes*, en 1891.

Après la dénonciation d'Esterhazy par Mathieu Dreyfus, Saussier a par deux fois le pouvoir d'entraver sa mise en cause, et des prétextes valables pour le faire. La réaction du monde politique face à Scheurer-Kestner, début décembre 1897, montrait que l'on pouvait encore étouffer l'affaire ; une majorité de la presse et de l'opinion le souhaitait. S'il est compromis, pourquoi ne saisit-il pas l'occasion ? Pourquoi, par deux fois, donne-t-il son feu vert au procès d'Esterhazy ? Parce qu'il est sûr de l'acquittement d'Esterhazy, répondent en chœur MM. Guillemin et Lombarès. Réponse irréfléchie s'il y a une complicité de quelque degré que ce soit entre le général et le forban et si les dreyfusards sont de véritables adversaires aux yeux de Saussier. Comment ne pas craindre qu'un enquêteur, militaire ou dreyfusard, ne découvre cette vérité que Saussier tient à dissimuler ? Et comment être sûr du silence d'un Esterhazy, si ce dernier se sent véritablement menacé ? Dans ses multiples tentatives de chantage, jamais Esterhazy n'a laissé entendre qu'il aurait "un général à vendre". En revanche, en poussant Esterhazy devant les tribunaux, Saussier satisfait les désirs des défenseurs de Dreyfus.

Saussier traître ? Cette idée ne repose sur rien.

Saussier apportant une aide discrète aux dreyfusards ? On ne peut que le constater. A défaut d'autres éléments, rien ne permet de penser que cet appui soit lié au fond de l'affaire. Sans doute l'explication réside-t-elle dans les fréquentations du général. Le rôle de Maurice Weil reste obscur.

Aucune des tentatives pour débusquer le "troisième homme" n'a abouti à un résultat sérieux. Même si leurs auteurs se laissent entraîner



par leur imagination, ces tentatives ont le mérite de replacer l'affaire Dreyfus-Esterhazy dans son mystère, dans sa nature d'affaire d'espionnage et de rappeler que la culpabilité d'Esterhazy n'a jamais été démontrée.

### QUESTION : QUEL TRIBUNAL POURRAIT CONDAMNER ESTERHAZY ?

Esterhazy est coupable. Nous avons vu Jean-Denis Bredin et Marcel Thomas nous l'affirmer. A quelques exceptions près, tous les auteurs en font autant. Mais qui l'a prouvé ? Personne.

On nous dit que le procès de 1898 qui innocentait Esterhazy était truqué. Il y avait, en tout cas, trop d'éléments inconnus des juges pour que ceux-ci aient pu se prononcer en toute connaissance de cause.

Nous avons rencontré beaucoup d'esprits cultivés convaincus que la seconde Cour de cassation avait établi la culpabilité d'Esterhazy. C'est faux. En 1906, la Cour de cassation a prétendu établir l'innocence de Dreyfus. Ce faisant, elle a énoncé en incidente la culpabilité d'Esterhazy : mais cela ne constituait en rien une condamnation d'Esterhazy. Le contexte politique et médiatique de 1906 faisait qu'on pouvait à loisir affirmer sa culpabilité, mais certains témoins purent affirmer son innocence : ils n'étaient pas écoutés, considérés comme des dinosaures, mais nullement contredits.

Les débats de 1904 à 1906, pas plus que ceux du procès de Rennes, n'ont jamais pris la tournure d'un procès d'Esterhazy. Esterhazy ne fut ni présent aux débats ni même interrogé<sup>(118)</sup>. Il n'y eut ni enquête ni d'expertise le concernant. Il n'avait a fortiori pas d'avocat.

Actuellement, la culpabilité d'Esterhazy reste une vérité médiatique, imposée aux esprits par la polémique dreyfusarde des années 1900, répétée avec force depuis ce temps. Mais elle n'est pas établie... On nous ressasse qu'en 1894 Dreyfus a été condamné à la légère, ce qui est vrai, mais on nous enjoint de condamner tout simplement Esterhazy sans jugement ! Après un siècle de recherche, tentons de l'imaginer, ce procès.

Peut-on prouver qu'Esterhazy était le scripteur du bordereau ? Nous avons vu que non. Rappelons que les trois experts du procès Esterhazy sont les seuls à avoir travaillé sur des échantillons d'écriture dictés par eux au suspect, rédigés sous leurs yeux. Ces échantillons présentent donc une garantie de spontanéité unique, ce qui n'est évidemment pas

(118) Les dernières dépositions officielles d'Esterhazy ont lieu à Londres en 1900, totalement inexploitable, on l'a vu.

le cas des multiples lettres d'Esterhazy "retrouvées" à point nommé. Or, MM. Belhomme, Couard et Varinard furent unanimes pour nier qu'Esterhazy ait écrit le bordereau et persistèrent formellement dans leurs conclusions.

Le procès d'Esterhazy amènerait sans doute d'amusantes querelles d'experts, dont, pas plus aujourd'hui qu'hier, n'émanerait la moindre certitude.

Dans l'impossibilité d'interroger Esterhazy, son témoignage – accumulation de mensonges flagrants et d'affirmations invérifiables – est inutilisable. Hormis Jean Doise<sup>(119)</sup>, pour qui il s'agit d'une conviction subjective, nul ne peut envisager sérieusement qu'il ait été un agent ultra-secret de Sandherr. Donc Esterhazy ment. "Pour se donner le beau rôle", dit-on aimablement. Il nous semble pourtant qu'Esterhazy n'a jamais recherché les beaux rôles : il se complaît bien davantage au chantage et au cynisme. Sauf lorsqu'il cherche à séduire Drumont, l'étalement des sentiments patriotiques n'est pas du tout dans son style.

En revanche, sa version présente un avantage énorme, qui n'a pas été remarqué : elle le dispense d'avoir à donner la moindre explication sur la nature des documents livrés à l'Allemagne et sur la manière dont il les a obtenus... Lui ? Il ne faisait qu'obéir à Sandherr, sans rien savoir de plus... Ses "aveux" sont basés sur un mensonge verrouillé à double tour.

Les Carnets de Schwartzkoppen seraient un élément nouveau de poids pour l'accusation. Mais l'avocat d'Esterhazy n'aurait pas de mal à démontrer l'inconsistance de ces prétendus souvenirs, à demi-copiés dans Reinach, à l'évidence dépourvus de sincérité, peut-être d'authenticité.

Expertises indécises, aveux farfelus, dénonciation posthume et incontrôlable : rien ne permet de prouver qu'Esterhazy ait écrit le bordereau. Serait-il au moins possible de donner à des juges intègres l'intime conviction qu'il l'ait écrit ?

Les témoignage cumulés de Schwartzkoppen, Bernheim, Daguenet et Cuers<sup>(120)</sup>, pourraient conduire certains à soupçonner Esterhazy d'avoir travaillé pour l'Allemagne. Mais rien ne leur indiquerait de quel type de travail il s'agirait, et surtout rien ne leur permettrait de le rattacher à la trahison du bordereau.

Les tentatives d'explication de Joseph Reinach, Henri Guillemain ou Michel de Lombarès peuvent passionner les amateurs, voire ouvrir des

(119) Jean Doise *Un secret bien gardé*, Éd. du Seuil, Paris 1994. Seul dans son cas, il choisit de croire à la version d'Esterhazy, agent français chargé d'intoxiquer Schwartzkoppen... Il imagine que le bordereau aurait été dirigé contre Dreyfus, soupçonné par Sandherr d'une trahison autour de notre canon de 75. Aucune base solide à ce roman.

(120) Pour ce qui est de Cuers, voir pp. 169 et suivantes.



voies aux chercheurs, mais elles sont trop aléatoires, trop imaginatives (de l'aveu même de leurs auteurs) pour convaincre un tribunal.

Marcel Thomas viendrait présenter sa version, dont l'avantage insigne est qu'on a quasiment plus rien à prouver quant à la trahison elle-même. Si Esterhazy racontait n'importe quoi à Schwartzkoppen (ce que l'historien ne prouve nullement), plus besoin de chercher comment il se procurait les renseignements. De façon générale, dans les journaux. Mais en ce qui concerne précisément le bordereau, Marcel Thomas se contente de conjectures d'une modestie extrême...

Le 120 ? « *Quelques conversations au mess [...] pouvaient lui en fournir la matière* ».

Les troupes de couvertures ? « *Esterhazy pouvait sans peine apporter quelques précisions supplémentaires aux indications fournies par la presse* » (lesquelles ?).

Madagascar ? Le colonel de Torcy, chargé de l'expédition, était affecté au camp de Châlons ; « *Comment, dans ces conditions, Esterhazy n'aurait-il pas recueilli quelques "tuyaux" intéressants ?* »

Le manuel de tir ? Il n'était pas difficile à se procurer.

Quant au départ en manœuvres, il est acquis qu'Esterhazy n'alla pas aux grandes manœuvres, pas plus que Dreyfus. L'archiviste démontre qu'il « *put en revanche fort bien aller à des manœuvres plus modestes* », mais nullement qu'il y est allé.

Avec des arguments pareils, n'importe quel militaire peut effectivement être l'auteur du bordereau ! Il est exact qu'en 1894 les éléments rassemblés à charge contre Dreyfus étaient insuffisants, mais reconnaissons que l'enquête de Marcel Thomas est au moins aussi inconsistante...

En revanche, tant que l'archiviste serait à la barre, le tribunal pourrait lui demander, entre autres, ce qu'il pense de l'histoire de la potiche et pourquoi il ne parle pas des papiers pelures de la main d'Esterhazy. D'autant plus que l'une de ces deux pièces fondamentales est, d'après les découvertes de Marcel Thomas lui-même, antidatée de façon à faire croire qu'Esterhazy était au camp de Châlons au moment où l'on tirait le canon de 120. Notons au passage que la découverte de ce faux constitue un fait nouveau susceptible d'amener la révision de l'arrêt de 1906...

Et l'avocat d'Esterhazy ne manquerait pas de mettre M. Thomas face à cet aveu révélateur, échappé de sa plume : « *Des relations [d'Esterhazy et de Schwartzkoppen], que savons-nous au juste ? De source directe, à peu près rien, hélas, sinon à travers des récits tardifs et plus ou moins intéressés, que ne vient étayer aucun document sûr.* »<sup>(121)</sup>

(121) Marcel Thomas, p. 683.

Aujourd'hui, le procès d'Esterhazy ne pourrait se conclure que par un acquittement, fût-ce au bénéfice du doute.

Mais un autre procès pourrait être intenté à Esterhazy, celui de complicité avec les dreyfusards. La thèse dite de "l'homme de paille" n'a jamais été étudiée hors du contexte polémique (jalons posés par certains antidreyfusards, anathème lancé depuis lors par les dreyfusards et leurs héritiers). La complicité d'Esterhazy avec les dreyfusards expliquerait son comportement apparemment saugrenu. Elle pourrait être fondée sur ses relations attestées avec le milieu israélite parisien. La découverte si opportune des brouillons dans la potiche de Mlle Pays et la lettre du 17 août 1894, écrite par Esterhazy sur du papier pelure, au texte mensonger, en sont des indices très sérieux. A la suite, nous en verrons d'autres.

Pareille hypothèse obligerait à reconsidérer le rôle du colonel Picquart. Il nous faut donc maintenant analyser de quelle manière le chef du service de renseignements a découvert que le véritable coupable était Esterhazy.



## Chapitre II

### *Picquart, le champion de Dreyfus*

Le lieutenant-colonel Picquart, qui deviendra en 1906 général, et ministre de la Guerre, est un personnage capital de l'affaire, une figure de proue du dreyfusisme. Il est le militaire qui a proclamé l'innocence de Dreyfus ; il est celui qui a fait de la prison pour avoir défié la hiérarchie militaire. A ce titre, il est encensé par les dreyfusards ; c'est le "divin Picquart" pour les uns, plus sobrement "un héros" pour les autres.

Mais jamais les dreyfusards, anciens ou modernes, n'accepteront de reconnaître le plus petit indice laissant supposer que Picquart ait été en relation avec les défenseurs de Dreyfus avant le milieu de 1897. En effet, il leur importe au plus haut point que la conviction de Picquart ait été emportée par des faits et non par des influences. L'intégrité et surtout la rigueur de Picquart est un axiome quasiment aussi sacré que l'innocence de Dreyfus. Parce que c'est la cheville ouvrière de l'édifice...

En effet, Picquart est le seul dreyfusard dont les dires ne soient pas d'ordre littéraire, politique ou émotionnel ; il n'est pas lié à la famille, il n'est *a priori* ni philosémite<sup>(1)</sup> ni antimilitariste ; il prétend baser sa conviction sur des découvertes personnelles bien concrètes (le Petit bleu, l'enquête qui s'ensuit, la découverte de la similitude de l'écriture d'Esterhazy). Or, l'authenticité desdites découvertes, ou leur valeur, reposent précisément sur sa parole. Picquart est en quelque sorte l'antithèse d'Esterhazy : si la pureté de ses intentions devait faire l'objet de quelque doute, c'est toute la crédibilité de son témoignage qui serait atteinte...

#### I - PICQUART AU SERVICE DE RENSEIGNEMENTS

Nommé le 26 juin 1895 en remplacement du colonel Sandherr, gravement malade, Picquart prend la tête du service des renseignements le 1er juillet.

---

(1) Il est même couramment affirmé que Picquart était antisémite. Aux yeux des antidreyfusards, il n'en aurait que plus de mérite à avoir lutté pour l'honneur d'un juif.



Né à Strasbourg en 1854, il a préparé Saint-Cyr à Colmar et est sorti second de l'École d'état-major. Après des campagnes en Afrique et au Tonkin, chef de bataillon à 33 ans, ce brillant officier a été affecté à l'état-major du général de Galliffet qui l'avait en grande considération. C'est vraisemblablement lui qui suggère à Boisdeffre de lui confier la succession de Sandherr.

Un premier exemple de la difficulté de se faire une idée objective du rôle de Picquart est la surveillance exercée sur un officier, dont la situation financière semblait délicate, le commandant Donin de Rosière. Une lettre du général Zurlinden, alors ministre de la Guerre, adressée au Garde des Sceaux le 11 septembre 1898, affirme que Picquart avait signalé cet homme à ses agents ; le général se base sur des souvenirs de l'archiviste Gribelin. Picquart, lui, le nie catégoriquement<sup>(2)</sup>. En effet, on sait que Mathieu Dreyfus, qui cherchait un traître potentiel parmi les officiers au nom commençant par D, menait de son côté une enquête sur Donin de Rosière<sup>(3)</sup>.

Si Picquart ment, c'est pour dissimuler une trace d'entente avec le parti de Dreyfus ; si le ministère ment, c'est pour compromettre Picquart. Qui croire ?

Une autre affaire est plus significative, celle de la lettre C.C.C.

#### a - La lettre C.C.C.

Lorsque Picquart prend son nouveau poste, le général de Boisdeffre lui donne notamment pour instruction de continuer à enrichir le dossier Dreyfus, si l'occasion s'en présente, et de s'assurer que les divulgations de renseignements à l'ambassade d'Allemagne ont cessé.

Pas plus tard que le 2 juillet 1895, le ministère des Affaires étrangères communique à la Section de statistique un message qui vient de lui parvenir. C'est une lettre d'une informatrice italienne, datée du 16 juin 1895 ; elle signale qu'un colonel italien, désigné par les initiales C.C.C., aurait reçu des lettres de Dreyfus. Le texte est versé au dossier de la Cour de cassation en 1898 par Maurice Paléologue (personnage plutôt favorable à Dreyfus). Voici le passage concernant Dreyfus :

« [...] Voilà la pure vérité ; il y a chez le C.C.C. [un officier supérieur italien] deux lettres de Dreyfus écrite (sic) à l'adresse du major avec la date du 22 septembre 1892 - et une lettre avec la date de mai 1893 - Les deux lettres en question, le C.C.C. les a [sic] chez lui, dans son bureau. »<sup>(4)</sup>

(2) Rennes I, pp. 371-372 : Picquart.

(3) Joseph Reinach, Hist. II, p. 183.

(4) 1ère Cass. I, p. 397.

Interrogé au procès de Rennes, M. Delaroche-Vernet, le secrétaire d'ambassade qui avait communiqué la lettre à Picquart, se souviendra lui avoir reparlé à plusieurs reprises de cette affaire, entre juillet et septembre 95. Questionné sur ce qu'il comptait faire, le chef du service de renseignements lui avait répondu : « Rien du tout », arguant que l'Italienne « demandait trop cher » de ses services<sup>(5)</sup>.

Or, devant la Cour de cassation, interrogé sur l'arrivée des pièces concernant Dreyfus entre le 1er juillet 1895 et le 16 novembre 1896, Picquart a répondu : « Il n'en est arrivé aucune se rattachant à Dreyfus ou nommant Dreyfus »<sup>(6)</sup>...

Quelques mois plus tard, à Rennes, Picquart ne pourra pas mettre en doute la double parole de MM. Delaroche-Vernet et Paléologue. Il affirmera donc, dans un premier temps, qu'il ne garde aucun souvenir de cette lettre<sup>(7)</sup>. Certes, même un héros peut être sujet à d'humaines distractions. Mais...

- Mais, en juillet 1895, le nom de Dreyfus est encore frais à l'esprit. Picquart a été observateur au procès et a assisté à la dégradation. Il a reçu des instructions spéciales concernant Dreyfus. M. Delaroche-Vernet lui rappelle plusieurs fois cette lettre qui nomme Dreyfus. Peut-il vraiment ne pas y prêter attention ? Or, il ne communique ce nouvel élément ni à ses supérieurs ni à ses subordonnés (excepté, dira-t-il à Rennes, à Sandherr, mort, et à Cordier, devenu dreyfusard).

- Mais, la mémoire de Picquart est capricieuse : s'il a oublié l'existence même de la lettre, il se souvient parfaitement bien, en revanche, que l'Italienne était très gourmande<sup>(8)</sup> et qu'on lui avait conseillé la plus grande méfiance envers cet agent ! Citons la suite de la déposition de Picquart à Rennes :

« Le colonel Cordier, aussi bien que le colonel Sandherr, m'ont dit de me méfier de la façon la plus complète des relations avec les personnes de ce genre... Ainsi donc j'avais toutes les raisons du monde pour ne pas entrer en relation avec cette personne. »

Et Reinach de louer le « sens critique » de Picquart...

Remarquons d'abord que, surtout lorsqu'il s'agit d'espionnage, "se méfier de quelqu'un" ne signifie nullement "ne pas entrer en relation avec cette personne". Au demeurant, il a été établi que, le 5 juin 1895, le colonel Sandherr avait reçu une lettre d'offre de service de l'Italienne en question et qu'il l'avait transmise au capitaine Matton (officier de la Section de statistique habituellement chargé des questions italiennes)

(5) Rennes I, p. 53 : Delaroche-Vernet.

(6) 1ère Cass. I, p. 176 : Picquart.

(7) Rennes I, p. 369 : Picquart.

(8) Rennes I, p. 413 : Picquart. Il précise qu'elle demandait 500 francs par mois.



avec la mention de sa main : « *Pour Matton. Voir aux affaires étrangères ce qu'on peut en tirer* »<sup>(9)</sup>. Il serait curieux que Sandherr ait prescrit le 1er juillet de se désintéresser d'une informatrice qu'il conseillait de suivre le 5 juin. Avancer en guise d'explication, comme Reinach, le fait qu'une autre Italienne venait de se révéler une mauvaise recrue n'est pas acceptable.

Ensuite, comment Picquart peut-il déclarer sous la foi du serment « *Je ne me souviens pas de la lettre dont M. Delaroche-Vernet a parlé* », puis justifier son inaction par un conseil qui lui aurait été donné de ne pas s'occuper des renseignements émanant de l'auteur de ladite lettre ?

1° – Je n'ai jamais vu cette lettre.

2° – Je n'ai pas donné suite, car mon prédécesseur m'avait recommandé de ne pas le faire.

Nous ignorons ce qu'en penserait l'avocat, mais cela évoque bien un client qui aurait mélangé deux consignes...

De toute façon, on chercherait en vain une trace de la lettre de C.C.C. chez nos auteurs modernes. Reinach était obligé d'en parler puisqu'elle avait été un sujet de débat, mais aujourd'hui le silence est tombé. Sans sourciller, Jean-Denis Bredin écrit que « *respectueux de la consigne du général de Boisdeffre [Picquart] essaiera de "grossir" le dossier Dreyfus, sans rien découvrir contre le déporté de l'île du Diable qui mérite de l'intérêt* ». Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple ?...

Soyons bien clair : il n'est pas question de mettre cette pièce à la charge de Dreyfus. Il est regrettable qu'une enquête n'ait pas eu lieu en son temps, puisque son nom y figurait en clair. Mais l'Italienne a pu avoir une fausse information, elle a pu fabuler<sup>(10)</sup>.

Il reste que l'existence et le texte de la lettre sont assurés, garantis par deux paroles hors de soupçon. Picquart a eu cette pièce entre les mains et, malgré des ordres formels, il n'a pas donné suite. Pourquoi ? Et, sur ce point précis, Picquart a menti lors de ses dépositions<sup>(11)</sup>.

Ajoutons que la lettre C.C.C. n'a pas été retrouvée ; elle a disparu du dossier ouvert sur cette Italienne, où l'on a retrouvé la note de Sandherr du 5 juin, une de M. Delaroche-Vernet du 12 juin, puis une autre du 13 août<sup>(12)</sup>. D'autres documents compromettants pour Dreyfus n'ont-ils pas pu aussi disparaître ?

(9) La citation est faite de mémoire par Lauth (Rennes II, p. 536). Le général Roget, qui a consulté ce dossier, atteste également l'existence d'une note de Sandherr.

(10) L'agent des Affaires étrangères en relation avec l'Italienne signale qu'elle « *a cru pouvoir amorcer une campagne intéressée sur le nom de Dreyfus* ». 1ère Cass. II, p. 336.

(11) Pour le général Billot, cette lettre a été « *le trait de lumière qui l'a édifié sur Picquart* ». Rennes I, p. 171 : Billot.

(12) Rennes I, p. 300 : Roget.

## b – Réorganisation du service

Le nouveau chef de la Section de statistique hérite de la machine bien rodée du colonel Sandherr. Lui-même a une expérience de ce genre de travail, puisqu'il a dirigé pendant cinq ans le service de renseignements de l'état-major du général de Galliffet. C'est là qu'à l'automne 1891, sa route a croisé pour la première fois celle de Joseph Reinach, qui était attaché à cet état-major en tant qu'officier de l'armée territoriale<sup>(13)</sup>.

Avec Picquart, un nouvel agent entre au service de renseignements français ; inscrit sous le nom de Durand, il se nomme en fait Germain Ducasse, entièrement dévoué à son protecteur qui a toute confiance en lui. C'est lui par exemple que Picquart chargera d'installer un système de tuyaux acoustiques dans la maison de la rue de Lille où se trouvait le mess des attachés militaires allemands. La Section de statistique ayant loué l'appartement du dessus, leurs conversations pouvaient être écoutées.

Picquart a le caractère secret qui convient à sa fonction, quoique sa jeunesse et un brillant début de carrière le rendent, selon certains témoignages, un peu trop sûr de lui. Avec ses subordonnés, il est facilement sec et cassant, mais semble s'être ménagé de bons rapports avec Henry qui est un peu l'héritier moral du colonel Sandherr.

Le nouveau chef de service éprouve la nécessité de renforcer les consignes de discrétion à l'intérieur du service, les dernières années de Sandherr ayant, selon lui, vu la discipline se relâcher quelque peu. En plein accord avec le général Gonse, il exige notamment que les étrangers extérieurs au service ne soient en aucun cas introduits dans les bureaux.

Nous avons signalé, dans le précédent chapitre, la réforme introduite par Picquart quant au mode de réception du cornet de Mme Bastian. Désormais, c'est lui qui effectue le premier tri. Il n'y a aucune utilité apparente à ce changement qui ne fait que charger Picquart d'une besogne subalterne et sans intérêt, puisque, de toute façon, il remet ensuite les documents pour étude et reconstitution aux officiers concernés (il n'a donc pas le "privilège" de découvrir les textes). De surcroît, ceux-ci prennent ombrage de se voir retirer une responsabilité par leur supérieur. Pourquoi s'infliger un travail fastidieux, alors qu'il a lui-même déclaré ne pas se méfier de ses collaborateurs à cette époque ? La tentative de justification de M. Bredin, « *pour assurer son autorité sur le service* », nous échappe.

En revanche, cette singulière réforme permet à Picquart d'introduire, ou de retrancher, ce qu'il veut dans la "voie ordinaire". Nous ne disons pas qu'il l'a fait ; nous disons qu'il a pu le faire. Et qu'avec l'ancienne

(13) Joseph Reinach, Hist. II, p. 206.



méthode, où les documents étaient directement triés par les officiers, avant d'être présentés sous forme utilisable au chef de service, il ne pouvait pas le faire.

## II – PICQUART ET LE PETIT BLEU

En raison de cette réforme, le cornet dans lequel le capitaine Lauth découvre le Petit bleu, au printemps 1896, est resté quelque temps entre les mains du seul Picquart. A quelle date ?

### a – Date de réception du Petit bleu

Ce point est longtemps resté mystérieux en raison des mensonges réitérés de Picquart.

Lorsqu'il parle au général de Boisdeffre, au début du mois d'août 1896, il dit avoir reçu le Petit bleu fin avril. Au procès Zola, en janvier 98, il préférera la fin mai. A l'automne de la même année, lors de l'instruction Fabre, il optera pour « *fin avril ou commencement de mai* », osant ajouter « *Je défie le général de Pellieux de me citer une seule [de mes] déclaration[s] qui se soit trouvée en contradiction* » avec des faits ou des témoignages probes<sup>(14)</sup>. Il suffisait de se reporter à ses propres déclarations pour voir une contradiction ! D'autre part, on sait que le 8 ou le 9 avril 1896, Picquart a donné l'ordre de surveiller Esterhazy et, qu'auparavant, il avait questionné à son sujet le commandant Curé.

En réalité, l'étude de l'emploi du temps du colonel Henry, qui est le seul à recueillir les livraisons de Mme Bastian, les divers témoignages, les premières traces de l'enquête de Picquart, permettent d'affirmer que le célèbre télégramme est arrivé à la Section de statistique entre le 1er et le 15 mars. Plus vraisemblablement avant le 3. En effet, si M. Thomas avance le 7 ou le 8 mars, il doit supposer qu'Henry rencontra la femme de ménage au cours d'un « *bref passage à Paris entre deux trains* », car du 3 au 14 le commandant se trouvait en mission à Nancy<sup>(15)</sup>. C'est le respect des carnets de Schwartzkoppen qui exige cette gymnastique car l'attaché militaire déclare avoir envoyé le Petit bleu en mars... Il est plus naturel qu'Henry ait organisé une rencontre avant son départ.

A Rennes, Picquart finit par se rallier au mois de mars. Pourquoi tous ces mensonges ?

Les historiens actuels sont tous d'accord pour les mettre sur le compte de l'embarras de Picquart, parfaitement conscient d'avoir commis

(14) Instruction Fabre, p. 107 : Picquart – Texte du Petit bleu : voir p. 112.

(15) Marcel Thomas, p. 277.

une faute en menant une enquête de cinq mois sur un homme soupçonné de trahison, sans en parler à ses supérieurs... Mais pourquoi ce long silence ?

Si Picquart n'a aucune idée derrière la tête, c'est inexplicable. Ses amis ont pour seul recours d'en appeler au caractère solitaire de leur héros, et à son antipathie pour son supérieur direct, le général Gonse<sup>(16)</sup>...

Mais Picquart avait reçu du général de Boisdeffre l'instruction particulière de surveiller toute trace de fuite que pourrait révéler la voie ordinaire. Et il insiste lui-même sur son zèle à apporter à ses supérieurs tout brouillon un tant soit peu intéressant issu de la poubelle de Schwartzkoppen<sup>(17)</sup>. Ne pas signaler, dès son apparition, un nom suspect émanant de cette source est donc un grave manquement. De toute façon, en matière de trahison militaire, il peut être d'une importance majeure de savoir qu'il existe un soupçon de fuite.

Si au contraire Picquart a déjà en vue l'affaire Dreyfus, l'explication est qu'il attend d'être en mesure de convaincre ses supérieurs que le véritable auteur de la trahison de 1894 est Esterhazy. Dans ce cas, il parlerait début août, assuré de pouvoir bientôt fournir un exemplaire troublant de l'écriture d'Esterhazy, après les démarches de celui-ci pour entrer au ministère.

### b – L'origine du Petit bleu

Revenons au bureau des renseignements, en mars 1896.

Lorsque Lauth ramène à son chef le télégramme qu'il vient de reconstituer, il lui évoque l'éventualité d'une nouvelle trahison. Picquart, lui, ne dit rien sur le moment, puis, quelques jours plus tard, il demande aux capitaines Lauth et Lunck de réaliser des photographies du Petit bleu qui fassent disparaître les traces de déchirure. Les deux hommes s'appliquent en vain. Picquart insiste, fait recommencer les photos, fait même acheter un pupitre à retouche pour y parvenir.

Les photographies existent. Picquart n'a pas pu nier cette curieuse initiative. Lors de l'instruction dirigée contre lui, il tentera d'expliquer qu'il avait pensé que des fac-similés allaient lui être demandés, afin d'être diffusés dans les différents services et que la source devait en rester cachée<sup>(18)</sup>. Le général Roget a justement fait observer l'étrangeté d'une telle idée, puisque le Petit bleu, dont le destinataire était parfaitement identifié, ne nécessitait pas de recherches semblables à celles

(16) M. Thomas, un peu gêné tout de même, concède que ces mobiles peuvent paraître « *un peu enfantins* », mais « *fort courants dans toute administration, [ils] suffisent [...]* », p. 287.

(17) Rennes I, p. 370 : Picquart.

(18) Instruction Fabre, p. 125 : Picquart.



qu'on avait dû effectuer pour le bordereau en 1894 (référence prise par Picquart). D'ailleurs, lorsque l'existence du Petit bleu sera enfin révélée, nul ne jugera utile d'en faire circuler des reproductions, Picquart pas plus qu'un autre. Enfin, même si l'on accepte la justification de Picquart, comment expliquer qu'il soit si pressé de réaliser ces photos truquées, si désireux de les bien réussir, alors qu'il va mener son enquête en secret durant les quatre ou cinq mois suivants ?

Il est piquant de constater que les principaux auteurs ne retiennent même pas l'explication de Picquart. Jean-Denis Bredin préfère citer le témoignage de Lauth, selon lequel Picquart aurait dit : « *Je veux pouvoir dire que la pièce a été saisie à la poste* ». Et de glisser rapidement sur les questions ainsi soulevées en recopiant, presque mot à mot, la preste explication imaginée par Marcel Thomas : « *Il est probable, en effet qu'il [Picquart] ne tenait pas à ce que l'on reparlât, à l'extérieur, de la voie ordinaire. On en avait que trop parlé en 1894.* »<sup>(19)</sup>

À l'extérieur ? Mais Picquart lui-même a très clairement dit qu'il avait voulu dissimuler au général Gonse l'origine de la pièce<sup>(20)</sup>. Il a justifié cette tromperie délibérée en prétendant qu'il y avait toujours beaucoup de monde dans le bureau du général... À qui fera-t-on croire que le chef du service de renseignements ne pouvait pas obtenir un entretien particulier avec son supérieur hiérarchique ?

Marcel Thomas met tout cela sur le compte de l'inimitié existant entre Gonse et Picquart. Est-il plausible que, sans autre raison, Picquart ait pu délibérément envisager de tromper son chef sur la source d'un tel document ? Document censé être, il faut insister là-dessus, le point de départ d'une affaire dans laquelle le "solitaire" chef de service entendait prouver ses compétences... En effet, si l'enquête s'était déroulée de façon ordinaire, tôt ou tard, il aurait dû exposer tous les détails à ses chefs ; imagine-t-on Picquart en train d'avouer à Gonse ou à Boisdeffre qu'il a cru bon de leur mentir ? Il y a là dessous un vrai mystère, escamoté par les dreyfusards.

En vérité, Picquart n'a jamais ni nié ni avoué avoir eu l'intention de faire croire que le télégramme avait été saisi à la poste. Il est fâcheux que jamais un enquêteur ou un juge ne l'ait obligé à se prononcer nettement sur ce point. Mais puisqu'il reconnaît avoir souhaité dissimuler l'origine du Petit bleu, il faut bien qu'il ait envisagé de lui en attribuer une fausse... C'est sans doute cette évidence qui fait admettre aux historiens la réplique rapportée par Lauth.

(19) Jean-Denis Bredin, p. 185. Cf. la phrase de M. Thomas, « *Il souhaitait en effet qu'il fût le moins possible question de la voie ordinaire à l'extérieur. À son avis, on en avait beaucoup trop parlé en 1894* ». Marcel Thomas, p. 279.

(20) Instruction Fabre, p. 125 : Picquart.

Mais ils mettent en doute la suite du témoignage de Lauth, puisqu'elle a été explicitement réfutée par Picquart et qu'elle n'a pas d'assise matérielle. La voici :

Lauth ayant rétorqué à son chef que personne ne croirait que le Petit bleu avait été saisi à la poste, puisque le télégramme était dépourvu de cachet, Picquart lui aurait suggéré : « *on pourrait peut-être lui en faire mettre un* ». Surpris, Lauth aurait alors fait observer que pareille manœuvre effacerait la seule trace d'authenticité de la pièce : sa ressemblance avec les autres lettres issues de la voie ordinaire. Picquart aurait répliqué : « *Mais vous serez là pour certifier que c'est l'écriture de telle personne !* » (Schwartzkoppen n'était pas nommé en justice, pour garder l'anonymat, bien que, à l'époque des procès, ce fut pour tout le monde un secret de polichinelle). Là dessus, Lauth dit s'être indigné bruyamment, car il ne reconnaissait nullement ladite écriture. De fait, lorsqu'il sort du bureau de son chef, les capitaines Lunck et Valdant lui demandent la raison des clameurs qu'ils ont entendues. Lauth leur rapporte la discussion qui vient d'avoir lieu. Les deux officiers l'ont confirmé<sup>(21)</sup>.

Picquart nie avoir voulu faire apposer de faux cachets, mais il prétend pas que Lauth ait tout inventé. Il aurait seulement mal interprété ou déformé. Ainsi Picquart pense qu'il a pu demander à Gribelin, « *dans une autre occasion, si on n'avait jamais fait mettre sur des lettres des cachets portant des dates inexactes* »<sup>(22)</sup>. Il signale que de telles pratiques étaient parfois employées au service de renseignements. Notons que cela justifie le fait que Lauth ne se soit pas scandalisé de la proposition de son chef (objection souvent faite pour déconsidérer son témoignage).

Reinach, lui, n'hésite pas à renverser les rôles : ce serait Lauth qui aurait suggéré de faire mettre de faux cachets, et Picquart qui aurait objecté que cela ôterait toute preuve d'authenticité<sup>(23)</sup>. Rien n'étaye cette façon de raconter l'histoire.

Toutefois, si l'on accorde foi aux souvenirs de Lauth, l'intérêt des cachets de la poste nous échappe. Dans l'hypothèse où Picquart aurait pris le risque d'introduire frauduleusement le Petit bleu dans la voie ordinaire, pourquoi serait-il aller échafauder une autre version, au vu de ses collaborateurs ? Marcel Thomas se satisfait de cette remarque pour conclure au "probable" faux témoignage de Lauth, ou plus exactement de Gribelin, l'archiviste de la Section de statistique, qui a également dit avoir été sollicité par Picquart pour de faux cachets (curieusement, l'érudit ne signale pas le témoignage de Lauth sur ce point. Il est pourtant beaucoup plus précis). Mais on ne voit pas davantage quelle idée

(21) Instruction Fabre, p. 29 : Lauth ; p. 23 : Valdant ; p. 25 : Lunck.

(22) Instruction Fabre, p. 126 : Picquart.

(23) Joseph Reinach, Hist. II, p. 260.



machiavélique Lauth et Gribelin auraient eue en tête (ils ne l'ont jamais explicitée).

Il reste qu'au printemps 96, Picquart a bel et bien prémédité de tromper ses supérieurs sur l'origine du Petit bleu.

Ni ses tentatives d'explication ni celles de M. Thomas ne sont convaincantes. On pourrait en avancer d'autres, tenant aux nombreux tâtonnements des dreyfusards au début de leur entreprise, et basées sur l'observation que tout se passe comme si le Petit bleu était arrivé trop tôt ou avait été introduit de façon maladroite (les dreyfusards niaient l'importance, voire l'existence, de la voie ordinaire).

Mieux vaut dire clairement que, quel qu'ait été le rôle de Picquart dans cette affaire, en l'état actuel de nos connaissances, son comportement autour du Petit bleu est anormal.

### c – L'écriture du Petit bleu

Savoir qui avait rédigé le télégramme fut un sujet de polémique encore plus important.

Rappelons que le Petit bleu n'est pas de l'écriture de Schwartzkoppen et que personne aujourd'hui ne le conteste. Les officiers du service de renseignements l'affirmaient à l'époque, tous les magistrats et historiens qui ont vu les pièces de comparaison le confirment. Il est aussi, on l'oublie souvent, d'une écriture visiblement contrefaite.

Celui induit d'une part la question de savoir si ce télégramme fut ou non dicté par Schwartzkoppen, point qui ne nous occupe pas ici<sup>(24)</sup>, et d'autre part la question de savoir si, oui ou non, Picquart a soutenu que le Petit bleu était de la main même de Schwartzkoppen. Ce dernier problème embarrasse fort les sectateurs du dreyfusisme...

En ce qui concerne l'écriture, Picquart ne nie pas l'existence de la scène entre Lauth et lui, dont Lunck et Valdant ont perçu les échos. Voici comment il la relate, à l'instruction Fabre :

« J'ai parfaitement demandé, je le reconnais, au commandant Lauth, si l'écriture du Petit bleu n'était pas d'une personne déterminée. Il m'a répondu avec une vivacité qui lui est habituelle dans la conversation : "Ah ! Jamais, jamais de la vie !" »

Comparons avec ce dont se souvient Lauth :

« Le colonel Picquart me dit "Mais vous serez là pour justifier que c'est l'écriture de telle personne..." Je lui ai répliqué : "Ça, jamais de la vie ! C'est une écriture contrefaite, que je ne connais pas, et que je ne reconnais absolument pas pour être de la personne que vous me citez." »

(24) Voir pp. 83 et suivantes.

Il était interdit de nommer l'attaché militaire allemand, mais la « *personne déterminée* » de Picquart et « *telle personne* » de Lauth désignent évidemment Schwartzkoppen. La seule divergence des deux témoignages est donc que Picquart dit avoir formulé une question là où Lauth croit avoir entendu une demande...

Picquart affirme même avoir dit à Lauth qu'il comptait sur lui pour certifier « *en justice* » que le télégramme émanait de Schwartzkoppen. Et d'ajouter : « *Ces paroles sont parfaitement intelligibles, si l'on se rapporte aux habitudes du ministère* » selon lesquelles ce n'est pas le chef du service qui témoigne, mais un officier subalterne<sup>(25)</sup>. Ceci en juillet 1898. Dans un mémoire à la Cour de cassation, le 14 septembre de la même année, il niera ce propos, disant que cela eût été absurde, un tel témoignage étant sans valeur devant les tribunaux<sup>(26)</sup> ! Encore une des contradictions de Picquart qu'on s'applique à ne pas remarquer...

Marcel Thomas, plus embarrassé qu'il ne veut l'avouer, joue sur le mot "émaner"... Racontant à ses lecteurs que Picquart s'était demandé d'où "émanait" le Petit bleu, il feint de s'interroger :

« *Picquart faisait-il alors allusion à l'origine du Petit bleu, ou à son écriture ? La première hypothèse semble plus plausible : il devait en effet savoir que la pièce ne rappelait en rien le graphisme de Schwartzkoppen qu'il connaissait fort bien* »<sup>(27)</sup>.

Voilà qui est prudemment formulé, mais impudemment déduit ! De par son propre témoignage, Picquart a demandé à Lauth si l'écriture n'était pas « *d'une personne déterminée* » (c'est-à-dire de Schwartzkoppen). Et Picquart insiste : « *... je n'avais absolument pas cette écriture dans l'œil* »<sup>(28)</sup> ! M. Thomas pense donc que Picquart ment, mais ne juge pas bon d'en faire part à ses lecteurs...

Relisons les témoignages de Picquart et de Lauth : il est certain que Picquart a soit cru, soit voulu faire croire que l'écriture du Petit bleu était celle de l'attaché militaire. Retenons que d'après un érudit qui a compulsé les multiples pièces saisies à l'ambassade d'Allemagne, la première hypothèse paraît insoutenable...

C'est pourtant à cette branche de l'alternative que s'est rallié Reinach. Dans le deuxième tome de son *Histoire de l'affaire Dreyfus*, il affirme que Picquart a cru le Petit bleu écrit par Schwartzkoppen<sup>(29)</sup>. C'est qu'à l'époque où tous les détails étaient encore frais dans les mémoires, il lui aurait été impossible d'oser écrire, comme plus tard M. Bredin, « *Lauth,*

(25) *Instruction Fabre*, Éditions du Siècle, Paris, 1901, pp. 126-127 : Picquart.

(26) *L'affaire Picquart devant la Cour de cassation*, Stock, Paris, 1889, p. 227.

(27) Marcel Thomas, p. 280.

(28) *Instruction Fabre*, p. 126 : Picquart.

(29) Reinach, *Hist. II*, p. 261.



et sans doute Picquart, avait instantanément remarqué que l'écriture [...] n'était pas celle de Schwartzkoppen »<sup>(30)</sup> !

En effet, l'attribution de l'écriture du Petit bleu à Schwartzkoppen fut un des chevaux de bataille des dreyfusards ! Esterhazy était coupable parce que la main de Schwartzkoppen le désignait. Les journaux dreyfusards en étaient persuadés et accablèrent Schwartzkoppen de supplices pour qu'il l'avoue publiquement. Nous avons vu l'ambassadeur von Münster aller jusqu'à affirmer à Schwartzkoppen que les experts avaient indentifié son écriture !

Il est vrai que les dreyfusards ignorants ont souvent gêné les défenseurs de Dreyfus par leur zèle outrancier. Mais sur ce point précis, il aurait été facile au rigoureux Picquart de mettre les choses au clair, d'expliquer à ses admirateurs que le Petit bleu n'était pas un texte autographe de l'attaché militaire et qu'il ne fallait pas se ridiculiser en cherchant à l'établir.

Au lieu de cela, il laisse dire... Devant les tribunaux, il se montre convaincu que le télégramme n'est pas écrit par Schwartzkoppen lui-même, prétend même qu'il ne l'a jamais pensé, qu'on a déformé ses propos à ce sujet<sup>(31)</sup>. A ses amis, en revanche, il n'a manifestement jamais tenu pareils propos ; il les laisse s'engager dans une voie qu'il sait fautive, qui devrait donc paraître dangereuse à ce vertueux dreyfusard, soi-disant victime de tant de pièges. Ni articles, ni mémoires, ni lettre exhumée de quelque collection particulière, rien n'est venu apporter la moindre trace d'une mise en garde de Picquart à ce sujet. La version de Reinach prouve bien qu'il a laissé les siens dans l'erreur, donc qu'il en est complice.

Cet étrange double jeu, qui n'est jamais signalé, permet d'affirmer que Picquart ment, soit par intérêt personnel devant la justice, soit par laxisme en laissant se répandre une contre-vérité favorable à Dreyfus. Encore une alternative incontournable, et incompatible avec l'intransigeante vertu de Picquart.

### III - LE PETIT BLEU RELIÉ A L'AFFAIRE DREYFUS

Suivant la version donnée par Picquart, c'est en voyant le premier spécimen de l'écriture d'Esterhazy, à la fin du mois d'août 1896, que « l'évidence le frappe comme la foudre » (Jean-Denis Bredin) : cette écriture est celle du bordereau.

Les dreyfusards de stricte obédience ne sauraient remettre en doute la parole de Picquart. Pourtant, elle résiste mal à l'analyse des faits. Si

(30) Jean-Denis Bredin, p. 187.

(31) Instruction Fabre, pp. 106-107 : Picquart.

le chef du service de renseignements n'a effectivement parlé à personne de tels soupçons avant le 1er septembre, de nombreux indices permettent de prouver qu'il a envisagé beaucoup plus tôt de lier Esterhazy à la trahison de 194.

Marcel Thomas s'avoue « beaucoup moins sûr que [Picquart] ait établi aussi tard qu'il l'a prétendu une connexion étroite entre l'affaire Dreyfus et le Petit bleu »<sup>(32)</sup>. La seule hardiesse du propos tient dans le mot « étroite ». L'auteur se contente en effet de fixer à juillet les premiers éléments de cette connexion, ce que Picquart lui-même avait laissé entendre<sup>(33)</sup>. Nous verrons que l'historien passe sous silence les indices capitaux permettant d'affirmer que Picquart songeait à Dreyfus depuis au moins mai.

A en croire Picquart et M. Thomas, l'étincelle serait venue de l'intervention de Cuers.

#### a - Cuers, Lajoux et l'entrevue de Bâle.

Avec Richard Cuers, un Allemand employé au bureau des renseignements de son pays, et le Français Edmond Lajoux, nous pénétrons dans le monde obscur de l'espionnage, peuplé d'agents doubles, de révélations douteuses, d'arrière-pensées inconnues. Il est cependant indispensables de tenter d'éclaircir cette histoire embrouillée, véritable marécage dont les dreyfusards extraient quelques révélations choisies, mais sans trop oser fouiller la vase.

Voici d'abord la partie apparente de l'histoire qui se déroule en 1896, telle qu'elle est racontée par Picquart pour le début, par Lauth pour l'entrevue de Bâle.

En juin 1896, Cuers vient trouver notre attaché militaire à Berlin, le colonel de Foucault. Il se dit inquiet de documents que posséderait la France sur son compte, car ses chefs le soupçonnent de trahir au profit des Français. Au cours de la conversation, il rappelle qu'à sa connaissance les services secrets allemands n'ont jamais été en contact avec Dreyfus, mais qu'un officier français, âgé de 40 à 50 ans, décoré de la Légion d'honneur, un chef de bataillon, renseigne Schwartzkoppen (hormis la précision du grade, nous verrons que ces informations n'étaient que des redites). Il demande à être mis en relation avec quelqu'un de la Section de statistique.

Foucault fait état de cette visite par écrit au général de Boisdeffre. Début juillet, cette lettre est montrée à Picquart. Vivement intéressé, celui-ci demande qu'on fasse venir le colonel de Foucault à Paris.

(32) Marcel Thomas, p. 285.

(33) Cass. I, p. 186 : Picquart.



L'attaché militaire vient en juillet et détaille à Picquart les propos de Cuers. D'où l'intuition de Picquart : Esterhazy a l'âge et le grade du traître décrit par l'informateur, qui a de plus opportunément rappelé que l'Allemagne n'avait jamais connu Dreyfus (position officielle de ce pays).

Picquart organise alors l'entrevue sollicitée par Cuers, qui a lieu le 6 août 1896 à Bâle. Lauth, accompagné du colonel Henry et du commissaire Tomps, interroge longuement Cuers. Mais l'Allemand affirme ne rien savoir de plus sur le personnage du traître. Il précise seulement qu'il fournit surtout des renseignements sur l'artillerie. Par ailleurs, Cuers refuse d'entrer au service de la France, refuse même tout argent autre que le prix de son billet de train.

A son retour, Lauth rédige le compte-rendu de la rencontre. Son rapport sera un des principaux éléments du dossier de Picquart à la charge d'Esterhazy.

Qui est donc Richard Cuers ? Que faut-il penser de sa démarche ?

Selon Marcel Thomas, Cuers devint agent double dès 1890 et fournit beaucoup de précieux renseignements à Lajoux, son agent traitant<sup>(34)</sup>.

Cela est tout à fait différent de ce qui ressort des deux documents produits au procès de Rennes : une note des services français de décembre 1895, justifiant le licenciement de Lajoux, et une lettre d'esprit nettement dreyfusard adressée par Lajoux au ministre de la Guerre en juin 1899 (il y apportera d'intéressantes précisions dans sa déposition de 1904). En rassemblant ces documents, la déposition du commandant Rollin (prédécesseur d'Henry, qui avait la responsabilité de Lajoux jusqu'à l'été 1893) et celles de Lauth, le tout concordant sur l'essentiel et se complétant<sup>(35)</sup>, on parvient à reconstituer les grandes lignes de l'histoire Lajoux-Cuers, détour nécessaire pour fixer le contexte des révélations de Cuers.

Edmond Lajoux :

D'abord, en 1890, c'est Cuers qui embauche Lajoux, et non l'inverse !

Cuers dirigeait alors l'espionnage allemand en Belgique, où résidait Lajoux, un ancien sous-officier français. Contacté par Cuers, Lajoux prévient immédiatement le ministre de la Guerre, Freycinet (qui est très favorable au développement du service de renseignements), et lui propose de jouer au profit de la France le rôle d'agent double. Consulté, le général de Miribel, chef d'état-major, donne son accord. Toutes les

(34) Marcel Thomas, pp. 232-233 et 293-294.

(35) Rennes I, pp. 611-615 : Lauth ; II, pp. 10-29 : Rollin (comprenant la lettre de Lajoux, la note de la Section de statistique et une lettre du colonel Henry) ; 2ème Cass. II, pp. 52-55 : Lauth ; III, pp. 61-65 : Lajoux. Sauf indication contraire, toutes les citations qui suivent émanent d'une de ces sources.

sources concordent sur l'ordre des opérations<sup>(36)</sup>. A défaut de preuve du contraire, et M. Thomas n'en signale aucune, il n'y a aucune raison de penser que Cuers ait été mis au courant du double jeu de sa recrue.

Lajoux nous sert, honnêtement semble-t-il, en tout cas avec une efficacité reconnue, jusque vers 1893. La Section de statistique lui prépare des réponses savamment trompeuses pour les questionnaires que lui remet Berlin (technique d'intoxication, développée par Sandherr). Par ailleurs, ses indications contribuent à l'arrestation de quatre espions militaires (sur les quinze qui furent arrêtés entre 1890 et 1892). En 1892, les Allemands semblent avoir nourri certains soupçons envers Lajoux, l'avoir congédié, puis repris en 1893. A partir de cette époque, la valeur des services rendus à la Section de statistique décroît de façon inversement proportionnelle à ses exigences. Il inspire de moins en moins confiance.

Pour reculer le moment de le congédier, peut-être aussi pour donner une nouvelle chance à un espion qui l'avait bien servi, Sandherr le prête à la Russie pour une mission à Varsovie en 1894<sup>(37)</sup>. Ce déplacement dure jusqu'à la fin de l'année, puisque Lajoux explique qu'il était « *en mission, fort loin [...] au moment du procès de 1894* », et qu'on n'a pas connaissance d'autre déplacement important de Lajoux à cette époque. Lorsqu'il revient, début 1895, la Section de statistique est décidée à en finir avec cet agent usé. Mais c'est seulement Picquart qui lui signifie son congé en 1895, entre la fin août et octobre. En effet, on possède d'une part une lettre de Sandherr du 22 août, confirmant que la Section de statistique n'a passé aucun contrat écrit avec cet agent, et, d'autre part, la lettre de protestation, et accessoirement de menace, que Lajoux adresse le 19 octobre 1895 au ministre de la Guerre. A partir de ce moment, jérémiades et tentatives de chantage ne cessent pas. Après diverses péripéties, la Section de statistique expédie Lajoux en Amérique du Sud, en septembre 1897.

Le 25 novembre 1897, il adresse une nouvelle lettre au général de Boisdeffre<sup>(38)</sup>. Les menaces sont cette fois précises : si l'armée refuse de produire à charge d'Esterhazy les indications qu'il dit tenir de Richard

(36) Selon Marcel Thomas (p. 293), Cuers aurait déjà été un espion français à Bruxelles. Seul le commandant Rollin avance la date de 1888 pour les débuts de Lajoux, mais c'est une erreur manifeste car il signale bien, comme toutes les autres sources, que les services de Lajoux commencent avec son embauche par Cuers. Par ailleurs, si Lajoux avait déjà été en contact avec la Section de statistique, c'est à elle, et non au ministre de la Guerre qu'il se serait adressé. Lajoux lui-même a toujours fixé à 1890 son entrée dans les services secrets.

(37) Dans sa lettre de 1899, Lajoux dit incidemment que cette mission se passe sous l'autorité de Rollin. C'est sans doute une confusion avec de précédents voyages en Russie auxquels il fait allusion par ailleurs.

(38) 2ème Cass. II, p. 770 : Targe.



Cuers, il ira se mettre à la disposition des dreyfusards. Lajoux ne réapparaît qu'en mars 1899, mettant sa plume au service de la révision.

Richard Cuers :

Après la Belgique, Cuers est devenu secrétaire des informations au bureau des renseignements allemands à Berlin. Lajoux a effectivement prétendu l'avoir retourné. Lors des procès, nul ne fut soucieux de faire préciser à quelle date, et aujourd'hui on tente d'antérioriser et d'amplifier la collaboration de Cuers, collaboration qui n'a peut-être jamais existé...

On sait au moins qu'au moment où il s'est dit en mesure d'acheter les services de l'Allemand, Lajoux avait affaire à Henry, ce qui nous place à coup sûr après août 1893, et non en 1890 comme le dit Marcel Thomas. Il est d'autre part manifeste que l'agent annonce cet exploit quand il sent son étoile décliner à Paris, donc soit avant son départ à Varsovie début 1894, soit à son retour début 1895. Maints petits détails militent en faveur de la dernière période. Lorsqu'il en parle, Lajoux précise que ce recrutement de Cuers eut lieu « *le colonel Sandherr étant encore boulevard Saint-Germain* », ce qui semble indiquer une date proche du départ de celui-ci (juin 95). Il prétendra avoir remis à Sandherr un engagement écrit de Cuers<sup>(39)</sup>, « *quelque temps avant* » un épisode qui se déroule à l'été 1895. Par ailleurs, cette première moitié de 1895 est la période où Lajoux se trouve en sursis ; si son renvoi est différé, c'est sans doute qu'il tente de retenir l'attention de ses chefs par quelque nouveauté, vraisemblablement le retournement de Cuers.

La Section de statistique n'a jamais cru à la réalité de ce retournement. Par le passé, Cuers avait déjà donné des espérances de retournement, sans jamais les concrétiser, et on avait pensé qu'il agissait alors en agent provocateur. Lajoux réclamait une mensualité de 600 marks, selon lui destinée à Cuers. Sans doute par acquis de conscience, une unique mensualité fut versée, mais on arrêta là l'expérience, « *la mauvaise foi de Lajoux étant par trop évidente* », précise la note de décembre 1895. Ici encore, nous avons l'impression d'être très proche du licenciement de Lajoux.

Quoi qu'il en soit, le fait qu'une seule mensualité ait été consentie pour Cuers exclut la longue et fructueuse collaboration avec Lajoux dont parle Marcel Thomas. D'ailleurs, dans la lettre du 22 août 1895, le colonel Sandherr confirme que Lajoux n'a obtenu aucun résultat par Cuers (selon l'ancien chef du service, que l'on sent pourtant encore reconnaissant des services passés, les promesses de Lajoux relèvent de son imagination « *particulièrement ivre* »).

(39) Un tel engagement, si contraire aux usages et à ce qu'on connaît de Cuers, est certainement un produit de l'imagination de Lajoux, destiné à faire peser sur Henry le soupçon d'avoir détruit le document.

Les renseignements de 1895 :

Tout cela est très important car les dreyfusards modernes, à la remorque de Joseph Reinach, tiennent pour acquis que Cuers avait signalé depuis longtemps à Lajoux qu'un officier répondant au signalement d'Esterhazy renseignait Schwartzkoppen.

Lorsqu'il apprend à ses lecteurs que « *depuis octobre 1894* » Cuers avait signalé à Lajoux « *qu'un mystérieux personnage décoré rendait de fréquentes visites à Schwartzkoppen* », Marcel Thomas renvoie à l'enquête de 1904<sup>(40)</sup>, aux pages où l'enquêteur Targe produit le dossier de Lajoux. Voici l'unique pièce d'octobre 1894, un mot de Cuers à Lajoux :

« *Mon cher Monsieur, il est hors de mon pouvoir de vous dire le nom que vous me demandez, je ne le connais pas, autrement, je vous le dirais. Je veux vous être agréable quand l'occasion se présentera, de temps à autre.* » C'est tout.

Voilà comment on écrit l'histoire...

En fait, M. Thomas, imitant Targe, rattache arbitrairement ces trois lignes à une série de lettres de Lajoux reçues par le service des renseignements en avril et mai 1895. C'est-à-dire, pensons-nous, à l'époque où l'agent s'emploie à convaincre ses chefs qu'il a embauché Cuers (et les notes répétitives dont il accable le service à ce moment nous confortent dans cette idée, en admettant que les dates indiquées par Targe soient authentiques).

Voici les passages importants de la première note manuscrite d'Henry, datée d'avril 1895, rédigée d'après une lettre de Lajoux du 22 avril (dates indiquées par Targe en 1904) :

« *Vous avez à Paris un homme admirablement informé et qui est à la solde du lieutenant-colonel de Schwartzkoppen. [...] [Cette personne] serait décorée de la Légion d'honneur et âgée de 45 ans environ ; mais on ne sait si elle est civile ou militaire ; elle va fréquemment à l'ambassade de la rue de Lille en conservant à la boutonnière son ruban de la Légion d'honneur. Le dernier [rapport] remis est relatif à la fabrication d'un nouveau matériel d'artillerie* »<sup>(41)</sup>.

Le rapport de Lajoux est pratiquement de la même teneur, mais précise que le décoré « *appartient au ministère de la Guerre* ».

Le message est très vague et peut parfaitement être soit un produit de l'imagination de Lajoux, soit une fausse nouvelle distillée par Cuers en vue d'égarer les Français, de les affoler, six mois après l'affaire Dreyfus. En effet, on n'a guère remarqué que la description du traître selon Lajoux reproduit l'idée que l'on se faisait de l'auteur du bordereau : il

(40) Marcel Thomas, pp. 232-233. 2ème Cass. II, pp. 767-773 : Targe.

(41) 2ème Cass. II, p. 542 : Mornard.



appartient au ministère de la Guerre, il livre de nombreux documents considérés comme de grande valeur par Schwartzkoppen, c'est un spécialiste de l'artillerie. Or, à moins de déployer des trésors d'imagination, aucune de ces trois mentions ne semble concerner Esterhazy<sup>(42)</sup>...

Même en admettant l'existence d'un traître obligeamment signalée par Cuers, le fait que l'âge et la décoration soient ceux d'Esterhazy ne saurait constituer une preuve, ni même un indice à son encontre. Picquart le sait parfaitement et souligne lui-même que tous les officiers de cet âge sont décorés. Picquart a d'ailleurs reconnu qu'Henry et lui parlaient souvent de ce « décoré », ...et qu'ils l'avaient identifié au capitaine Guillot, qui fut effectivement condamné pour trahison en janvier 1897<sup>(43)</sup>.

En tout cas, il importe de souligner que ces indications n'ont pas empêché la mise à pied de Lajoux, sous l'autorité de Picquart, sans aucune velléité de fournir à Cuers un nouvel agent traitant, preuve du peu de crédit accordé à ses dires.

Targe, en 1904, citera encore une lettre du 10 juillet 1895, qui rapporte l'avant-dernière rencontre de Lajoux avec Cuers à Luxembourg : "le décoré" aurait été renvoyé. D'où la théorie du froid entre Esterhazy et Schwartzkoppen, complaisamment confirmée par ce dernier dans "ses" Carnets posthumes. Curieusement, lorsqu'il songe à tirer quelque avantage des affaires Esterhazy et Dreyfus, Lajoux ne mentionne ni ce renvoi ni ses avertissements du printemps. Que ce soit en 1897 (lettre de menace à Boisseffre), en 1899 (lettre au ministre de la Guerre) ou en 1904 (déposition devant le tribunal), il ne relate que sa dernière entrevue avec l'Allemand, toujours à Luxembourg, au mois d'août 1895 (avec une mince allusion à la précédente, sans jamais remonter plus haut dans le temps). C'est là que Cuers aurait incidemment, et pour la première fois, fait allusion à Dreyfus (Lajoux précise bien qu'il était en mission lors du procès Dreyfus et n'avait rien su de cette affaire). Cuers aurait alors garanti que ni lui ni personne de l'état-major n'avait entendu parler de Dreyfus, mais qu'un monsieur décoré, « *qui sait tout, qui voit tout* », vient avec grande tranquillité renseigner Schwartzkoppen, en particulier sur l'artillerie. Lajoux dit avoir fait un rapport à Henry qui, selon le témoignage du commandant Rollin, en a rédigé lui-même une recension pour le chef d'état-major.

Il est curieux que cet épisode soit parfaitement identique au compte-rendu présenté en 1904 comme étant daté d'avril 1895. On a bien

(42) Rappelons qu'Esterhazy n'a jamais été au ministère de la Guerre depuis 1880 ; Esterhazy est un officier d'infanterie ; s'il avait renseigné Schwartzkoppen, ce n'aurait pu être que superficiellement.

(43) 2ème Cass. II, p. 278 : Picquart. Cette précision n'est bien sûr jamais fournie par ceux qui utilisent l'argument Cuers.

retrouvé la communication d'Henry, effectivement couplée au manuscrit de Lajoux. Il est possible que, dans son récit tardif et opportuniste, Lajoux ait décalé de quatre mois les prétendues révélations de Cuers de manière à en faire la seule raison de son licenciement, selon lui manigancé par Henry. Mais la note de décembre 1895 précise que Lajoux est encore parvenu à tirer quelque argent de la Section de statistique pour cette entrevue du Luxembourg, apparemment après juillet 1895, juste avant son licenciement, ce qui tend à confirmer la date d'août. Il est dommage que cette question de date n'ait pas été étudiée et élucidée. On peut seulement dire que "le décoré" apparaît entre avril et août 1895 donc, mais certainement pas depuis octobre 1894.

#### L'entrevue de Bâle :

La teneur de l'entretien de 1895 à Luxembourg entre Lajoux et Cuers est, on le voit, la même que celle des propos de Cuers lorsqu'il réapparaît à la surface en juin 1896, dans le bureau de notre attaché militaire à Berlin. Il aurait simplement rajouté que l'informateur de Schwartzkoppen est chef de bataillon. Le colonel de Foucault n'a jamais été invité à rapporter ce que Cuers lui avait dit, mais c'est bien ce que l'Allemand répète à Lauth, lors de leur entrevue à Bâle, le 6 août 1896. Ce jour-là, il donne même quelques indications sur les renseignements que livrerait le traître : des rapports sur un fusil en essai au camp de Châlons, sur un canon, sur le camp de Toul et sur les fortifications de Nancy. Lauth note consciencieusement tout cela dans son rapport. Jamais l'Allemand n'a été aussi précis, et comme par hasard le renseignement sur le fusil correspond à l'emprunt si ostensible qu'a fait Esterhazy au capitaine Dagueneau.

La journée de Bâle sera un point de vive polémique entre dreyfusards et antidreyfusards. Elle focalisera l'attention au détriment de ce qui s'était passé en 1895.

Les dreyfusards, Reinach en tête, prétendront que Cuers avait l'intention de faire des révélations beaucoup plus compromettantes pour Esterhazy. Picquart racontera que Cuers était retourné voir le colonel de Foucault et s'était plaint auprès de lui d'avoir été bousculé par "le gros rouge" (Henry), lors de la rencontre de Bâle, pour l'empêcher de parler<sup>(44)</sup>. Cette histoire s'inscrit dans la théorie dreyfusarde faisant d'Henry le complice d'Esterhazy.

Les antidreyfusards, eux, diront que Cuers était un agent provocateur. L'intervention de cet Allemand, surgi de l'ombre au moment où l'enquête de Picquart piétinait, venant parler de l'affaire Dreyfus à l'attaché militaire alors que cette affaire vieille d'un an et demi était en

(44) Cass. I, p. 151 : Picquart. 2ème Cass. II, p. 58 : le procureur général.



principe classée, leur paraîtra bien singulière. Devant Foucault, Cuers semblait désireux d'entrer au service de la France (on ne sait pourquoi) et, lorsqu'il est mis en contact avec la Section de statistique, il se dérobe, refuse tout engagement, toute rémunération. Malheureusement, les dessous de cette étrange attitude ne seront pas sérieusement recherchés, tant les anciens officiers du service de renseignements auront à faire pour contrer l'accusation d'avoir molesté Cuers pour le faire taire, à Bâle.

Marcel Thomas, quelques fois soucieux de jouer les Salomon, estime que « *la vérité est sans doute à mi-chemin entre les deux versions* » – ce qui nous paraît difficile... Il récuse les accusations de Reinach et de ses suiveurs, soulignant qu'il est désormais établi que ni Henry ni Lauth ne cherchaient à protéger Esterhazy à cette époque. A preuve, par exemple, le rapport de Lauth en revenant de Bâle. Il fait également remarquer que si Cuers avait eu de vraies révélations à faire, rien ne l'empêchait de les livrer au colonel de Foucault, le jour où il est allé, paraît-il, se plaindre de l'entrevue de Bâle (l'historien néglige seulement de rendre à Lauth la paternité de cette réflexion pleine de bon sens<sup>(45)</sup>). On peut bousculer un homme pour le faire parler, pas pour le faire taire...

En effet, le commandant Lauth se portera en faux contre l'accusation d'avoir "bousculé" Cuers. A Rennes, il demandera solennellement que le lieutenant-colonel de Foucault soit appelé à témoigner ; lors de la seconde enquête de la Cour de cassation, en 1904, il s'étonnera qu'on eût aucun témoignage, ni oral ni écrit, de l'ancien attaché militaire à Berlin. De fait, Foucault ne sera jamais invité à se prononcer en justice... Et pourtant, il existe un témoignage écrit de ce personnage, que nul ne mentionne.

Il s'agit d'une lettre adressée par Foucault au ministre de la Guerre le 7 décembre 1898<sup>(46)</sup>. Il répond à Freycinet qui, à la demande de l'avocat Labori, lui a réclamé un rapport sur ses entrevues avec Cuers. Annonçant « *un compte rendu détaillé* », l'attaché militaire relate en effet les visites que lui fit l'agent allemand en 1896. Il se souvient bien que Cuers lui avait parlé d'un officier français d'une cinquantaine d'années renseignant l'Allemagne, il se rappelle en avoir parlé à Picquart et avoir organisé l'entrevue de Bâle. Mais c'est tout ! « *Voilà exactement, Monsieur le Ministre, tout ce que je retrouve dans ma mémoire au sujet des rapports que j'ai eus avec le nommé Cuers* ». On ne saurait être plus net. Il est évident qu'une nouvelle visite de Cuers, venant lui raconter que les Français l'auraient empêché de parler à Bâle, aurait

(45) Rennes I, p. 626 : Lauth.

(46) Archives Nationales, BB 19 68 – liasse 4. A Rennes, Picquart fera allusion à cette lettre, sous-entendant qu'elle n'est pas sincère. Pourtant, Foucault confirme les propos de Cuers pouvant désigner Esterhazy.

marqué l'attaché militaire. On peut donc tenir pour acquis que cette histoire est une pure invention.

Quant à Marcel Thomas, après sa demi-concession, il s'empresse d'ajouter que l'idée que Cuers ait pu être acheté par les dreyfusards « *est d'une absurdité criante* ». Mais les deux arguments qu'il fournit ne nous paraissent absolument pas convaincants :

– « [...] il eût alors donné le nom du traître ». En admettant que des amis de Dreyfus aient acheté les services d'un individu comme Cuers, par eux-mêmes ou avec la complicité des services allemands, la plus élémentaire prudence commandait de lui faire le moins possible de confidences. Dans cette hypothèse, son rôle devait être de cautionner les soupçons de Picquart, seul maître du jeu. Trop disert, l'agent n'eût-il pas paru évidemment douteux ? Lui faire livrer le renseignement sur le fusil qu'Esterhazy venait effectivement de faire dessiner était évidemment plus subtil.

– « *Cuers, jusqu'en 1897, était parfaitement inconnu de la famille Dreyfus* ». Ce n'est évidemment pas Mathieu Dreyfus qui, le cas échéant, aurait avoué le contraire ! En revanche, Cuers était parfaitement connu de Picquart qui avait licencié Lajoux, son soi-disant agent traitant, quelques mois plus tôt, en toute connaissance des rapports parlant du "décoré".

En vérité, faute de documents déterminants, cette histoire est suffisamment trouble pour que l'un ou l'autre camp puisse y trouver des arguments en faveur de sa thèse... Nous nous sommes contenté de la soumettre au lecteur en la dépouillant de certaines contrevérités accumulées depuis un siècle et malheureusement colportées par des historiens "sérieux".

Résumons ce qu'il en reste :

L'agent double français Lajoux prétendait avoir retourné l'agent allemand Cuers. La Section de statistique ne le crut jamais, y compris Picquart qui le licencia à l'automne 1895. Cette même année, Lajoux avait pourtant parlé d'un traître français, décoré, appartenant au ministère de la Guerre, âgé d'environ 45 ans. Ce personnage avait alors été identifié au traître Guillot.

En juin-juillet 1896, Cuers vient spontanément reparler de ce traître, le liant singulièrement à l'affaire Dreyfus et lui attribuant un certain nombre de caractéristiques d'Esterhazy. Interrogé à Bâle par des officiers du service de renseignements, il se dérobe à toute explication.

Pour en terminer avec Cuers, signalons que, comme Lajoux, on le trouve par la suite rangé du côté dreyfusard. Il semble avoir gardé son emploi en Allemagne. En réponse à ceux qui doutent de sa vertu, Reinach lui consacre des pages émouvantes, propres à tirer des larmes



à un roc<sup>(47)</sup>. Ce « *pauvre homme, père de famille, qui tremble pour lui et les siens* » n'est allé à Bâle « *que pour conjurer le danger dont il se croyait menacé* » ; s'il refuse ce jour-là d'entrer au service de la Section de statistique, « *c'est qu'il n'a jamais eu l'âme d'un traître, qu'il veut faire peau neuve, [...] que, déjà, il ne sait plus mentir* ». Reinach cite une lettre de juillet 1899, dans laquelle Cuers raconte avec force trémolo ses épreuves, lorsqu'en avril 1899, les débats de la Cour de cassation rendirent publics son nom et son rôle. Pourquoi l'Allemagne ne l'a-t-elle pas châtié en apprenant qu'il avait trahi ? La réponse du grand historiographe dreyfusard est un morceau d'anthologie : « *Cuers avait été couvert par l'universelle pitié pour Dreyfus qu'il avait contribué à sauver* ». On appréciera le contraste entre une telle magnanimité prussienne et la mesquinerie française...

### b – Premières enquêtes de Picquart

Revenons à la question de savoir à quel moment Picquart a établi une connexion entre Esterhazy et Dreyfus. Fin août 1895 officiellement. Juillet pense Marcel Thomas, avec l'aval discret de Picquart.

L'opinion de M. Thomas est étayée par le fait avéré que, dès le mois de juillet, Picquart demandait à l'agent Desvernine, chargé de surveiller Esterhazy, de lui procurer des spécimens de l'écriture du suspect. Forcément parce qu'il songeait déjà à la comparer à celle du bordereau ; estime l'historien. En effet, il n'y avait à cette époque aucun document manuscrit anonyme pouvant faire penser à une trahison au profit de l'Allemagne et justifiant que l'on analyse l'écriture d'Esterhazy<sup>(48)</sup>. Et si Picquart peut établir cette liaison, c'est grâce aux propos de Cuers.

La position adoptée par Marcel Thomas est fragile.

Desvernine se souvient que son chef lui a demandé les spécimens d'écriture « *vers juin ou juillet* ». Et le 25 juillet, il adresse à Picquart une note l'avertissant qu'il est sur le point d'obtenir quelques lignes de la main d'Esterhazy<sup>(49)</sup>. Il lui a forcément fallu un certain temps avant de parvenir à ce résultat.

Or, Picquart a connaissance de la démarche de Cuers au cours d'un voyage d'état-major, que lui-même fait débiter « *au milieu de la première quinzaine de juillet* », soit vers le 7 ou 8<sup>(50)</sup>. C'est ensuite qu'il fait venir à Paris le colonel de Foucault, qui lui rapporte les paroles de Cuers, verbalement. On ignore la durée du voyage d'état-major, mais le déplacement d'un attaché militaire ne s'improvise pas en un jour ;

(47) Joseph Reinach, Hist. II, p. 280.

(48) Marcel Thomas, p. 302.

(49) Cass. I, pp. 731-732 : Desvernine.

(50) Cass. I, p. 150 : Picquart.

avec la meilleure volonté, on ne peut situer avant la mi-juillet l'entrevue censée produire le premier déclic dans l'esprit de Picquart.

Il faudrait que Picquart soit revenu à Paris vers le 10 juillet, ait pu faire venir Foucault vers le 15, ait immédiatement alerté Desvernine, et que, au mieux dix jours plus tard l'agent ait trouvé l'écriture d'Esterhazy. Tout cela en comptant au plus juste. La marge chronologique est extrêmement étroite... (rappelons l'évasif « *juin ou juillet* » de Desvernine).

Par ailleurs, si l'on s'en tient à la version officielle, est-il plausible que Picquart n'ait pensé à Cuers qu'en juillet, à la suite des paroles rapportées par Foucault ? Le chef du service de renseignements détient le Petit bleu depuis mars ; il enquête sur Esterhazy, suspect de relations illicites avec Schwartzkoppen : la plus élémentaire démarche n'est-elle pas de consulter les rapports récents de nos agents en Allemagne ? Et forcément celui de Lajoux, congédié depuis moins d'un an, dont on se préoccupait encore en décembre...

Il ne s'agit là que de remarques de détails, un peu étonnantes, mais peut-être explicables. En revanche, il est grave que Marcel Thomas passe sous silence une partie essentielle du témoignage du commandant Curé<sup>(51)</sup>.

Le commandant Curé est une relation de Picquart (les deux hommes se tutoient) affecté, comme Esterhazy, au 74<sup>ème</sup> régiment d'infanterie. Picquart le convoque en avril 1896, pour l'interroger sur son camarade. C'est par lui que Picquart apprend qu'Esterhazy a emprunté des documents relatifs au nouveau fusil, renseignement coïncidant avec ce que dira Cuers quatre mois plus tard<sup>(52)</sup>.

Ce qu'on oublie de dire, c'est qu'à la fin de cet entretien, Picquart demande à Curé de lui procurer un exemplaire de l'écriture d'Esterhazy... Curé refuse de se livrer à cette recherche, à son avis indigne d'un officier. A la lumière de cette question, non démentie par Picquart, M. Thomas devrait conclure que ce n'est pas en juillet, mais dès avril que le chef du service de renseignements a songé à comparer l'écriture du suspect avec celle du bordereau.

Si l'historien avait mené son raisonnement jusque là, il aurait pourtant pu récupérer l'argument de Picquart, selon lequel rechercher l'écriture d'un suspect relève de la routine (ce qui est contesté).

Mais ce n'est pas tout. Picquart demande également à Curé « *à quelle époque le commandant Esterhazy était allé aux écoles à feu en 1894* ». Le lendemain même (signe que Picquart attache une grande importance à ce point), le commandant Curé lui apporte un exemplaire du rapport du régiment « *où il est dit qu'Esterhazy est désigné pour prendre part aux manœuvres de brigade, fin mai 1894* »<sup>(53)</sup>. Et cela,

(51) Cass. I, pp. 407-409 : Curé ; Rennes II, pp. 239-240 : Curé.

(52) Voir p. 162.

(53) Cass. I, p. 149 : Picquart.



ce n'est pas de la routine... Lorsque Picquart pose cette question, il pense évidemment à la dernière phrase du bordereau, le fameux « *Je vais partir en manœuvres* ».

Devant la Chambre criminelle, qui ne montrera aucune curiosité déplacée à son égard, Picquart reconnaîtra avoir posé la question, mais il restera évasif sur la date, d'autant plus aisément que personne ne la lui demandera. Ensuite, on oubliera ce "détail"... Il résulte pourtant du témoignage de Picquart que ses différentes conversations avec Curé ont toutes eu lieu avant le 15 mai<sup>(54)</sup>. Il est certain que Curé a été sollicité avant cette date. Le rapport de régiment prouvant qu'Esterhazy était en manœuvres en mai 1894 figurera au dossier constitué par Picquart contre Esterhazy (avec le Petit bleu et le rapport de Lauth sur Bâle, c'est l'une des trois pièces principales).

On peut donc tenir pour acquis que, dès le début de son enquête, Picquart a cherché à relier le Petit bleu au bordereau. Et là, il est bien difficile d'imaginer quel élément a pu lui faire deviner une connexion entre les deux affaires... Seulement, peut-on remarquer qu'il a soigneusement dissimulé cet élément.

Peut-être certains lecteurs pensent-ils que, le Petit bleu étant censément arrivé par voie ordinaire, il était assez naturel de se souvenir du bordereau. Dreyfus avait-il un complice ? Voilà une question qui aurait pu, qui aurait dû, s'imposer au chef de la Section de statistique. Mais, justement, jamais Picquart n'a dit y avoir pensé (sauf quelques jours, à la fin août), jamais un historien n'a envisagé qu'il y ait pensé...

C'est qu'en fait les démarches de Picquart laissent précisément supposer qu'il a cherché très tôt à prouver qu'Esterhazy pouvait être, non pas un complice, mais le traître de 1894 (importance d'obtenir son écriture, enquête sur son emploi du temps en 1894). C'est cela qui n'est pas explicable, c'est cette question que les dreyfusards ne veulent pas voir posée. C'est pour qu'elle ne soit pas examinée qu'ils antériorisent fallacieusement les propos de Cuers sur "le décoré" et qu'ils tronquent le témoignage de Picquart sur les questions posées à Curé.

#### IV - ACTIONS EN FAVEUR DE DREYFUS

##### a - Picquart prévient l'état-major

Lorsque Picquart apprend enfin au général de Boisdeffre qu'il enquête sur Esterhazy, le 5 août 1896 (veille de la journée de Bâle), il ne parle pas d'un éventuel rapport avec l'affaire Dreyfus.

(54) Cass. I, p. 150 : Picquart.

Pour cela, il lui faudrait le support de l'écriture de Dreyfus, et les quelques lignes procurées par Desvernine n'ont pas la qualité nécessaire, il l'a dit lui-même<sup>(55)</sup>. Tout va s'arranger dans le mois d'août, avec le concours (involontaire ?) d'Esterhazy. En effet, c'est le moment que celui-ci choisit pour s'agiter, pour faire intervenir quantité de ses relations afin d'entrer au ministère de la Guerre. Le général de Boisdeffre et le ministre Billot ont ainsi le regard fixé sur cet étrange personnage. Et c'est avec leur plein accord que le ministère fournit à Picquart les deux lettres de sollicitation de la main d'Esterhazy, datées du 25 août, deux exemplaires dont l'authenticité est donc indiscutable.

C'est sur ces deux pièces que Picquart, « *épouvanté* », prétend avoir reconnu l'écriture du bordereau. Nous savons désormais que cette stupeur, sur laquelle tant d'auteurs continuent de gloser, est en fait de la comédie. Lorsqu'il montre les lettres à Bertillon et à du Paty, tous deux sont effectivement frappés par la ressemblance avec le bordereau. Picquart peut alors demander à voir le dossier secret contenant les quatre pièces que Sandherr et Mercier avaient communiquées aux juges de 1894, à l'insu de la défense. Le dossier est enfermé dans l'armoire du commandant Henry. Chaque officier du service dispose d'une telle armoire où ranger les pièces dont il a la charge. Henry étant en congé, c'est l'archiviste Gribelin qui ouvre l'armoire et remet le dossier à son chef.

Picquart dira avoir été effaré par la vacuité de ce dossier, et de ce jour complètement convaincu de l'innocence de Dreyfus. Rappelons que le dossier secret n'était qu'un complément d'information, nullement l'ensemble des charges contre Dreyfus dont la condamnation fut vraisemblablement prononcée sans le secours de ces documents.

Le 1er septembre, Picquart remet au général de Boisdeffre son rapport contre Esterhazy. Il est fondé sur le Petit bleu, la curiosité d'Esterhazy en matière d'artillerie et le compte-rendu de l'entrevue de Bâle. Il signale la similitude de l'écriture d'Esterhazy avec celle du bordereau et l'existence de manœuvres où le suspect s'est rendu en mai 1894 (indication fournie par Curé). Cette fois, c'est la remise en cause de la culpabilité de Dreyfus.

Le général est extrêmement troublé par les "révélations" de Picquart, à la fois très graves et insuffisamment étayées. Le lendemain, il lui conseille d'approfondir son enquête et de consulter le général Gonse, son supérieur hiérarchique direct. Les auteurs dreyfusards parlent d'une dérobade du chef d'état-major, qui traitait souvent directement avec le chef de la Section de statistique, sans passer par Gonse. Il est certain que devant l'ampleur des vues de Picquart et les complications qu'elles impliquent (remise en question d'une affaire jugée, affaire de haute tra-

(55) 1ère Cass., p. 154 : Picquart.



hison impliquant un représentant officiel d'une puissance étrangère), le général a voulu se donner le temps de la réflexion et s'assurer la collaboration de son principal subordonné. Peut-on lui en faire grief ?

Le 3 septembre, le général Gonse reçoit donc Picquart à Corneilles en Paris, où il se trouve en congé, et prend connaissance du dossier. « Il se borna à réfléchir », note sévèrement M. Thomas. Là encore, reconnaissons qu'il y avait de quoi...

Une correspondance s'ensuit entre Picquart et Gonse jusqu'au retour de celui-ci, le 15 septembre ; Picquart s'évertue à persuader le général qu'il faut agir tout de suite contre Esterhazy, Gonse lui conseille d'approfondir d'abord son enquête.

On a dénoncé la différence entre la prétendue nonchalance qui accueille les révélations de Picquart et le vent de panique qui avait soufflé sur l'état-major lors de la découverte du bordereau. C'est oublier que le bordereau était la preuve matérielle qu'une trahison, apparemment de grande ampleur, avait lieu, alors que le Petit bleu n'est qu'un élément de correspondance entre un officier français et un attaché militaire allemand. Le bordereau était une liste de renseignements militaires, portant sur des thèmes cruciaux, fournis à l'Allemagne, tandis que le sens du Petit bleu reste à élucider. Il y a donc bien urgence dans un cas, nécessité d'enquêter dans l'autre.

On a beaucoup dit, Reinach en tête, que Gonse a manœuvré pour empêcher Picquart de poursuivre ses recherches ; c'est absolument faux. Lorsque le général recommande de « *séparer les deux affaires* », instruction qui fera scandale plus tard, il veut simplement retenir son bouillant subordonné sur la pente des conclusions hâtives. En ce qui concerne Esterhazy, il donne l'ordre de creuser ; le cas échéant, une véritable connexion avec la trahison de 1894 serait fatalement apparue au cours d'une enquête approfondie. Dans son rapport du 1er septembre, Picquart lui-même soulignait le caractère limité de son enquête préliminaire et concluait : « *Les faits signalés paraissent assez graves pour mériter une enquête plus approfondie* »<sup>(56)</sup>. Gonse ne dit pas autre chose. C'est au contraire le chef du service de renseignements qui se montre en rupture avec sa propre analyse lorsqu'il demande qu'Esterhazy soit immédiatement inquiété.

D'ailleurs M. Thomas est obligé de rétablir un minimum de justice sur la conduite de l'état-major durant cette période. Voici son jugement sur la recommandation de Gonse de séparer les deux affaires : « *Gonse suggère cependant une solution bâtarde certes, et surtout inique aux yeux de qui considère l'innocence de Dreyfus comme suffisamment*

(56) 1ère Cass. II, p. 87 : note du lieutenant-colonel Picquart du 1er septembre 1896.

démontrée<sup>(57)</sup>, mais moins absurde que n'affectera de le penser Picquart. [...] Si l'enquête avait pu établir les tares de la vie privée d'Esterhazy, [...] il faut bien reconnaître que sur le chapitre de la "trahison" Picquart apportait beaucoup moins de preuves solides. Le Petit bleu, pièce anonyme, d'une écriture inconnue ou déguisée, de sens obscur, était d'une origine incertaine, ou plus exactement inavouable [...]. On n'avait encore aucune preuve juridique qu'il eût livré des documents à l'étranger<sup>(58)</sup>. Les indications, fort imprécises de Cuers n'étaient pas non plus de celles qu'on peut utiliser facilement en justice. »

Ce paragraphe heureusement lucide fait partie des tentatives obstinables de l'auteur pour rejeter ce qu'il appelle pudiquement des simplifications exagérées. Mais cela ne l'empêche nullement de stigmatiser la prudence des « *grands chefs* », de déplorer « *que la hauteur de vue leur ait tristement fait défaut, qu'ils n'aient pas sainement apprécié les forces en présence* [...] ».

Cette dernière réflexion sonne bien étrangement quand on sait quels événements avaient lieu en ce même mois de septembre et que Marcel Thomas qualifie de coïncidences fortuites...

## b – Interventions extérieures

De même qu'Esterhazy sort de sa discrétion en août 1896, c'est le 3 septembre, surlendemain du rapport de Picquart, que Mathieu Dreyfus choisit de passer à l'offensive. Après un an et demi de travail souterrain, il décide de rappeler l'existence de son frère au souvenir des Français. Par une bien singulière méthode.

Il paye, fort cher<sup>(59)</sup>, un journaliste anglais pour imprimer dans le *Daily Chronicle* la fausse nouvelle de l'évasion de Dreyfus. Bien entendu, le soir même, la presse française reproduit l'information et le lendemain le gouvernement la dément.

Le but recherché, dit-on, était atteint : faire reparler de Dreyfus<sup>(60)</sup>. Néanmoins, s'il s'agissait d'une manœuvre isolée, on se demande quel avantage pouvait bien être espéré d'un tel "scoop", à l'évidence destiné à retomber rapidement à l'eau. Pourtant, le credo actuel commande de considérer l'article du *Daily Chronicle* comme le pavé dans la mare qui va déclencher, mécaniquement, la suite des événements...

Le 4 septembre, une lettre adressée à Dreyfus est ouverte, comme l'était tout son courrier. Entre les lignes d'une communication banale,

(57) Sauf à avoir lu le livre de M. Thomas, on voit mal à qui l'innocence de Dreyfus aurait pu sembler "suffisamment démontrée" en septembre 1896...

(58) Et on n'en aura jamais !

(59) C'est Reinach qui le dit (Hist. II, p. 305), sans donner de chiffre.

(60) *Dreyfusards, souvenirs de Mathieu Dreyfus*, Julliard, Paris, 1965, p. 71.



datée du 31 août, apparaît un message à l'encre sympathique, où l'on demande à Dreyfus les combinaisons des armoires et se terminant par la phrase « *acteur prêt à agir aussitôt* ». Cette lettre est connue sous le nom de faux Weiler (du nom que l'on peut deviner d'après l'indéchiffrable signature).

C'est le premier d'une longue série de documents mystérieux, dont on n'a élucidé ni l'origine ni l'objectif. Était-ce un faux ? Un consensus s'est fait sur ce point (resté mineur lors des procès), les antidreyfusards eux-mêmes ayant jugé le procédé trop naïf pour émaner des amis de Dreyfus. L'écriture apparente était visiblement déguisée, d'un graphisme compliqué, destiné à attirer l'attention.

Reinach attribue la lettre Weiler à Henry, mais le commandant était en permission depuis le 20 août. Un autre officier de la Section de statistique n'eût pas pris pareille initiative. Du Paty fut accusé, mais une expertise prouvera qu'il n'était pas l'auteur de cette lettre dont il affirmera toujours n'avoir même pas eu connaissance. M. Thomas propose... Bertillon ! Il étaye son hypothèse par le fait que, fin août, Picquart avait soumis à l'expert les deux lettres d'Esterhazy, et que, saisi par la ressemblance avec l'écriture du bordereau, Bertillon aurait immédiatement évoqué la possibilité que les juifs aient exercé quelqu'un à imiter l'écriture de Dreyfus. Or, cette réflexion ne repose que sur un témoignage tardif de Picquart<sup>(61)</sup>. Rien d'autre n'autorise pareille accusation, sinon le sentiment de M. Thomas que « *Bertillon était bien homme à vouloir rallier à tout prix l'État-Major* » à ses idées saugrenues. Mais comment justifier que Bertillon ait pris de son propre chef une telle décision, sans consulter un officier ? En tout cas, M. Thomas passe là dans le domaine de l'imaginaire...

L'historien antidreyfusard Dutrait-Crozon pense que cet ostensible faux émane des amis de Dreyfus, dans l'espoir qu'une enquête permettrait de dénoncer une machination contre Dreyfus. Aucune preuve à l'appui non plus.

Quant à nous, nous avouons n'avoir aucune idée de l'auteur de cet étrange message. Nous rejoignons seulement M. Thomas lorsqu'il estime qu'« *admettre une coïncidence purement fortuite entre ce document, la manœuvre de Mathieu et l'enquête de Picquart [...] serait faire au hasard la part un peu trop belle* » et lorsqu'il suggère que l'unique but de la lettre Weiler pourrait avoir été de « *jeter le trouble un peu partout* »<sup>(62)</sup>. Reste à savoir qui avait intérêt à un tel trouble...

(61) Cass. I, p. 155, et Rennes I, p. 431 : Picquart. Dans sa lettre du 6 septembre 1896 au général Gonse, il signalait seulement que Bertillon s'était écrié : « *Ils n'ont pu arriver à ce résultat qu'en calquant* », et se moquait de l'expert qui croyait à une machination, sans parler de substitution de personne. En cassation, il ajouta au calque la réflexion sur l'homme de paille ; à Rennes seule cette dernière subsiste...

La lettre Weiler est, selon lui, le « *fait grave* » dont parle Picquart dans sa lettre du 8 septembre au général Gonse. Il aurait cru à l'authenticité du message et y aurait vu le signe que les Dreyfus étaient prêts à agir, au risque de compromettre leur cause. Quoi qu'il en soit, le chef de service augmente la pression sur son supérieur : « *Si l'on perd trop de temps, l'initiative viendra d'ailleurs* »<sup>(63)</sup>... Si l'on procédait par a priori, à la manière de M. Thomas et si l'on posait que Picquart était l'allié des dreyfusards, on pourrait assurément dénoncer ici une tentative de chantage.

Picquart ne tient plus en place. Dès le 9 ou 10 septembre, il va exposer ses découvertes au ministre de la Guerre en personne. Il lui parle d'erreur judiciaire, lui révèle l'existence du dossier secret au procès de 1894, bref fait tout pour le convaincre que l'armée va se trouver en mauvaise posture (M. Bredin suggère que Picquart a tenté d'exploiter l'antipathie que Billot aurait éprouvé envers le général Mercier). Billot dira avoir passé plusieurs nuits sans sommeil à la suite de ses révélations.

La presse se met de la partie ; une vague d'articles, hostiles ou sympathiques à Dreyfus, paraît du 5 au 10 septembre. Cette fois, plus d'aveux de Mathieu ; il est censé n'y être pour rien, la mécanique médiatique marchant toute seule. Admettons, c'est sans grande importance jusqu'aux articles de l'*Éclair*.

### c - Les articles de l'*Éclair*

Le 10 septembre 1896, paraît dans l'*Éclair* un premier article sur Dreyfus, apparemment hostile, mais glissant la phrase : « *il n'y a qu'une façon de sauver [Dreyfus] dans l'opinion, en obtenant que l'on dise que sa culpabilité n'a pas éclaté aux yeux, qu'on n'en a pas de preuve formelle.* » Puis : « [...] il conviendrait de mettre les points sur les i, et de très franchement avouer sur quelles bases irréfutables s'est appuyé le Conseil de Guerre pour déclarer traître à la patrie l'homme qui semble bénéficier trop largement d'une inexplicable pitié [...] ».

Remarquons que, certes présentée de façon ironique, la première phrase contient l'essentiel de la plaidoirie de M<sup>e</sup> Demange (et... de celle qu'il fera à Rennes, trois ans plus tard !). Quant à la seconde, elle renoue avec les prises de positions contre le huis-clos lors des débats

(62) Dans ce cadre, on peut imaginer d'autres explications. Que Bertillon ait bel et bien deviné la vérité : Picquart aurait alors désamorcé la contre-attaque prévisible. Que Picquart ait cherché à dramatiser la situation pour augmenter la pression sur ses chefs : « *S'il faut décidément un incident grave pour émouvoir le sous-chef, on va lui en servir un, de taille !* » : c'est Marcel Thomas qui parle (p. 368)...

(63) Lettre de Picquart à Gonse du 8 septembre 1896.



de 1894. On notera également l'allusion à la trop large pitié dont Dreyfus serait l'objet, pitié pour l'heure quasiment inexistante<sup>(64)</sup>.

Le 14, l'*Éclair* publie un second article, très long, d'apparence toujours aussi hostile au traître de 1894, mais fourmillant de renseignements. Truffé de nombreuses petites erreurs, il révèle au public l'existence d'un télégramme chiffré adressé à l'Italie par l'ambassade d'Allemagne et qui aurait été communiqué aux juges secrètement, « hors la présence même de l'accusé ». Dans ce télégramme, il y aurait eu la phrase : « Décidément cet animal de Dreyfus devient trop exigeant ». Ensuite, le journal décrit à ses lecteurs le contenu du bordereau, cinq points qui correspondent presque parfaitement à la réalité.

Malgré les déformations, sans doute intentionnelles afin de couvrir l'informateur, il est évident que l'auteur connaît l'existence du dossier secret et de la pièce *Ce Canaille de D.*, peut-être aussi de la dépêche du 2 novembre (télégramme chiffré ?). Mais surtout, il révèle que c'est une pièce secrète qui, « communiquée aux juges seuls, dans la salle des délibérations [...], acheva de fixer le sentiment des membres du conseil » et entraîna la condamnation à l'unanimité... La "forfaiture", la grande faiblesse du procès de 1894, est désormais connue du public !

L'*Éclair* défie toute contradiction. C'est ouvrir la porte aux dreyfusards.

Dès le lendemain, Joseph Reinach écrit au Garde des Sceaux pour demander qu'un démenti soit publié, ou bien qu'une enquête soit ouverte.

Le 18 septembre, Lucie Dreyfus adresse une pétition à la chambre des députés. Constatant que la principale révélation de l'*Éclair*, la communication d'une pièce secrète aux membres du conseil de guerre, « négation de toute justice », n'a pas été démentie, elle réclame que la lumière soit faite.

Depuis plus d'un an, Bernard Lazare avait préparé une brochure défendant Dreyfus, que Mathieu n'avait pas jugé opportun de faire publier. Remaniée sous forme de réponse à l'*Éclair*, elle va être diffusée début novembre.

Comme le dit M. Bredin, l'affaire Dreyfus est commencée... Mais par qui ? Quel était l'auteur, ou plutôt quel était le commanditaire des articles de l'*Éclair* ?

L'enquête ouverte sur-le-champ par la Section de statistique ne donne rien. Le directeur de l'*Éclair* se retranche derrière le secret professionnel. Lors des procès, les dreyfusards seront unanimes à attribuer ces publications à quelqu'un de l'état-major : l'hostilité contre Dreyfus était criante et les méchants, affolés à l'idée que la forfaiture de 1894 allait être découverte, avaient voulu étouffer dans l'œuf les premiers efforts

(64) Seul un article de Gaston Calmette, dans le *Figaro* du 8, pouvait justifier l'allusion à la pitié, bien peu "large".

de la famille. Dès l'automne 96, Picquart sera soupçonné par ses collaborateurs d'être à l'origine des fuites, survenues une quinzaine de jours après qu'il eût pris connaissance du dossier secret. Notamment lors de l'instruction Fabre, dirigée contre lui en juillet 1898, il protestera très haut que pareilles révélations ne pouvaient qu'entraver son enquête sur Esterhazy, qu'une vingtaine de personnes à l'époque étaient en mesure de donner les indications contenues dans les articles et il accusera nommément du Paty de Clam<sup>(65)</sup>. Ce dernier le niera farouchement.

On découvrira plus tard que la plume avait été tenue par un nommé Lissajous. Mais qui l'avait informé ? Lissajous, incarcéré quelques jours à la fin du procès de Rennes, mais ne déposera pas en justice, mais expliquera dans la presse qu'il tenait sa science « de plusieurs personnes », dont « un officier »<sup>(66)</sup>. Il est clair que l'homme ne voudra jamais rien dire.

Les auteurs modernes restent perplexes, visiblement peu désireux d'approfondir la question.

Marcel Thomas reconnaît très discrètement, en note, que les articles n'émanent certainement pas de l'état-major, puisque « dans son ignorance ou dans son inconscience, l'*Éclair* ne réclamait rien moins que l'aveu officiel de la forfaiture commise en 1894 ». Son ignorance ou son inconscience... ! L'historien est bien décidé à ne pas envisager l'éventualité que les deux publications aient été orchestrées par les dreyfusards. Et pourtant... Voulant tout de même avancer un nom, Marcel Thomas propose... Forzinetti<sup>(67)</sup> ! Il s'agit là d'un lapsus, révélant au lecteur averti que le dreyfusologue est convaincu en son for intérieur que l'opération est montée par les dreyfusards. En effet, Forzinetti, directeur de la prison du Cherche-Midi, depuis l'origine acquis à l'innocence de Dreyfus, travaille à sa défense aux côtés de Mathieu...

Pour une fois, Jean-Denis Bredin se montre plus investigateur ; il ose poser la question : « Fallait-il chercher l'origine du côté des amis de Dreyfus ? » Sans aller jusqu'à répondre, il penche très sensiblement pour l'affirmative<sup>(68)</sup>...

(65) Instruction Fabre, p. 102 : Picquart. Il avait d'abord (p. 84) évoqué Bertillon. Mais le malheureux expert ne connaissait même pas l'existence du dossier secret. A l'avenir, Picquart s'en tiendra à du Paty, notamment à Rennes I, p. 437.

(66) *Figaro* du 30 août 1899.

(67) Marcel Thomas, p. 397 ; l'auteur ne fournit aucun argument. Forzinetti fut notamment l'inspirateur d'un journaliste nommé Poissien, pour un article exposant que Dreyfus avait été condamné sans preuve (*Le Jour*, 11 septembre 96). Outre Forzinetti, il avance aussi le commandant Florentin : arlésienne des dreyfusards, ce membre du conseil de guerre de 1894 a eu la bonne idée de mourir avant tous les procès et se voit attribuer maintes "révélations".

(68) Jean-Denis Bredin, p. 214.



Mais, sur ce point encore, l'autocensure fonctionne. Nos auteurs répugnent à démentir les dreyfusards historiques. Durant toute la bataille judiciaire et médiatique, ceux-ci présentèrent les articles de l'*Éclair* comme une intoxication d'origine militaire destinée à tromper le public. Dire aujourd'hui que Reinach s'est trompé, de bonne foi s'entend, en accusant Henry est une chose (Henry en avait tant fait qu'il est bien excusable de lui avoir attribué tous les forfaits anonymes) ; avouer que Reinach a probablement accusé autrui d'une manœuvre organisée par ses amis en est une autre... En 1904 encore, Picquart expliquait que du Paty était l'auteur des articles de l'*Éclair*. Mathieu a toujours affirmé sa conviction que les articles émanaient de l'état-major<sup>(69)</sup>.

Aussi la version dont il est convenu de se contenter est que les articles de l'*Éclair* ont été rédigés à partir de divers bruits d'origine indéfinie et sans commanditaire précis. Et si ces publications permettent aux dreyfusards d'exploiter des renseignements qu'ils connaissaient, mais dont ils ne pouvaient divulguer la source, cela n'est dû qu'à un heureux hasard. C'est aux miracles qu'on reconnaît les saintes causes...

Il est permis d'être moins crédule, et de reprendre la réflexion de Jean-Denis Bredin là où il l'a arrêtée. « Fallait-il chercher l'origine du côté des amis de Dreyfus ? »

On sait qu'en septembre 1896, Mathieu a décidé de passer à l'action. Les "révélations" de l'*Éclair* n'en sont pas pour lui ; il connaît notamment l'existence de la pièce secrète, mais ne peut dire comment il l'a appris (nous revenons sur cette question au chapitre suivant). Par ailleurs, il redoute l'hostilité, ou l'indifférence, de l'opinion. Il lui faut surmonter cette double difficulté.

Présentant le faux bruit de l'évasion de Dreyfus, lancé le 3 septembre, Reinach explique que Mathieu « avait cherché une préface éclatante au mémoire de Bernard Lazare »<sup>(70)</sup>... Il nous apprend donc au passage que la publication de la brochure de Bernard Lazare avait été décidée avant les articles de l'*Éclair*, et non après comme on le laisse souvent entendre. Cette fausse nouvelle n'avait pourtant rien d'éclatant en elle-même. En revanche, elle pouvait fort bien servir de prétexte à une campagne de presse dans laquelle on placerait les deux articles de l'*Éclair*. Dans ce cas, le ton hostile à Dreyfus (ostensiblement hostile !) d'une part permettait de ne pas braquer l'opinion convaincue de sa culpabilité, d'autre part d'attribuer le texte à quelqu'un de l'état-major. Ainsi les révélations dont Mathieu ne pouvait donner la source se trouvaient livrées au public par une plume anonyme, mais apparemment d'origine militaire. La brochure de Bernard Lazare pouvait alors paraître, sous

(69) Mathieu Dreyfus, pp. 83-84 ; 2ème Cass., p. 302 ; Picquart ; Reinach II, p. 372.

(70) Reinach, Hist. II, p. 425.

forme de réponse, corriger les erreurs ménagées à dessein dans l'*Éclair* et reprendre ses révélations au bénéfice de Dreyfus...

Contrairement à la thèse du seul article du *Daily Chronicle*, un tel plan semble cohérent, intelligent, et bien légitime pour qui cherche à sauver un innocent.

En relisant les articles des 10 et 14 septembre, on peut remarquer que l'appel à la pitié et au doute (qualifié de « plus généreux que perspicace ») n'y est pas absent. Dissimulée derrière l'ironie, l'idée que la culpabilité de Dreyfus « n'a pas éclaté aux yeux » est instillée dans les esprits. Quant aux révélations de l'article, elles mettent l'état-major dans la pénible alternative de démentir mensongèrement ou de laisser se répandre une vérité susceptible de mobiliser beaucoup de gens rigoureux en faveur de Dreyfus...

Enfin, dans l'article du 14, se trouve un élément que nul ne paraît avoir remarqué, bien qu'il soit déterminant. L'*Éclair* dénigre le bordereau... Il affirme que cette pièce ne pouvait être « qu'un élément moral » ; il ajoute que, sur les cinq experts, deux seulement l'attribuèrent à Dreyfus, les trois autres hésitant<sup>(71)</sup>. C'est la preuve formelle que le texte est conçu, sans inconscience ni ignorance, en faveur de Dreyfus ! Officiellement, Dreyfus a été accusé et condamné, sur une seule et unique pièce concrète, le bordereau, dans le texte duquel tous les officiers concernés avaient vu la preuve d'une trahison d'envergure. Le réduire à un « élément moral », c'est dire que Dreyfus a été condamné sans preuve. C'est le langage typique de la polémique dreyfusarde... De plus, l'auteur triche sur les comptes, puisqu'en réalité trois experts sur cinq avaient désigné Dreyfus comme auteur du bordereau. Dégager Dreyfus des expertises accusatrices est bien sûr l'objectif premier des dreyfusards, qui tenteront toujours de faire basculer la majorité en faveur de l'accusé.

Nous estimons ces éléments bien assez probants pour conclure que la publication des articles de l'*Éclair* a fait partie du plan de Mathieu Dreyfus en septembre 1896.

Dès le 14, Picquart peut écrire à Gonse que l'article de l'*Éclair* le « confirme malheureusement dans [son] opinion », c'est-à-dire dans l'idée que la famille passe à l'offensive et qu'il convient d'agir sans tarder contre Esterhazy.

Cette lettre du 14 clôt l'échange épistolaire de septembre entre Gonse et Picquart (lettre de Picquart du 5 réclamant l'expertise immé-

(71) L'extrait correspondant est bien rarement cité (il précède pourtant immédiatement la révélation de la communication secrète). On peut le lire dans l'ouvrage de Louis Leblois, *L'Affaire Dreyfus*, Aristide Quillot, Paris, 1929, p. 475, ou encore P. Miquel, *Une Énigme ? L'Affaire Dreyfus*, PUF, 1972, p. 33.



diate des écritures suspectes, réponse de Gonse du 7 : « *Mieux vaut, il me semble, attendre encore que l'on soit fixé [sur la trahison d'Esterhazy] pour continuer dans cette voie assez délicate* », réplique de Picquart le 8 insistant pour que « *l'initiative vienne de nous* », réponse du général le 10 maintenant la consigne de ne rien précipiter). On n'a pas remarqué l'étrangeté de cet ultime courrier de Picquart.

En effet, le général Gonse doit reprendre son service le lendemain matin 15 septembre, et sa lettre du 10 se terminait par : « *Je rentre le 15 au matin, venez donc me trouver de bonne heure à mon bureau, après que vous aurez vu votre courrier* ». Le 14, Picquart sait donc qu'il va voir son supérieur le lendemain, précisément pour lui parler de l'affaire Esterhazy-Dreyfus<sup>(72)</sup> (réunion qui aura effectivement lieu). Pourquoi éprouve-t-il le besoin de lui écrire ?

« *Mon général,*

*Le 8 septembre, j'avais l'honneur d'attirer votre attention sur le scandale que certaines gens menaçaient de faire éclater sous peu et je me permettais de vous dire qu'à mon avis nous allions avoir sur les bras de gros ennuis si nous ne prenions pas l'initiative.*

*L'article de l'Éclair, que vous trouverez ci-joint, me confirme malheureusement dans mon opinion... Je vais chercher avec soin qui a pu préparer si habilement la bombe. Mais je crois devoir affirmer encore une fois qu'à mon avis, il y aurait lieu d'agir sans retard.*

*Si nous attendons encore, nous serons débordés, enfermés dans une situation inextricable et nous n'aurons plus les moyens ni de nous défendre, ni d'établir la vérité vraie.*

*Veuillez agréer [...]*

*P.S. Les papiers que je vous ai montrés à Corneilles sont dans ma serviette qui est scellée. Si vous en aviez besoin, Lauth vous donnerait la serviette. Ni lui ni personne ne sait du reste rien de l'affaire. »*

Pourquoi Picquart a-t-il tenu à mettre par écrit cet "état des lieux" la veille de sa rencontre avec Gonse ? Est-ce pour souligner qu'il est l'homme de la situation (situation qu'il noircit à plaisir : « *bombe* », « *situation inextricable* », ...) ? Mais pourquoi prend-il le risque de braquer son supérieur en lui disant si sensiblement qu'il a eu raison contre lui ? Et pourquoi aucune mention de leur rendez-vous du lendemain ? Pourquoi ce singulier post-scriptum, comme s'il allait s'absenter, ce qui n'est pas le cas ? Picquart aurait-il eu, le 14 septembre, l'intention de quitter Paris (craignant par exemple d'être mis en cause) ?

Questions sans réponse, mais qui ajoutent à la singularité de la conduite de Picquart en ce mois de septembre...

(72) D'un ton dégagé, M. Thomas note que « *Gonse n'eut pas besoin de répondre à la dernière lettre de Picquart* », comme si son retour le 15 constituait une surprise (p. 387).

Dans sa lettre à Gonse, Picquart fixe déjà les arguments de sa défense, lorsqu'il sera soupçonné de connivence avec les dreyfusards. S'il a cherché à précipiter les choses dans la première quinzaine de septembre, c'est pour éviter à l'armée de se déshonorer en soutenant la culpabilité de Dreyfus, alors qu'il est innocent puisque lui, Picquart, a découvert le traître. Mais il y a quinze jours à peine qu'il a fait part au général de Boisdeffre de cette conviction, onze jours qu'il a montré son dossier à Gonse en congé, dossier contenant certains indices, mais nulle preuve... Comment les historiens peuvent-ils affecter de croire que les généraux auraient dû s'engouffrer dans l'issue proposée par Picquart ?

Devant la triple agitation d'Esterhazy, de la famille Dreyfus et de Picquart, la sagesse commandait évidemment de ne pas agir à l'étourdi. Et, malgré un siècle passé à détourner l'attention de cette question, c'est au contraire la précipitation de Picquart, ses multiples démarches visant à dramatiser les choses aux yeux de ses supérieurs, du ministre, qui sont singulières. Ajoutons que, durant cette période, Picquart est presque seul à Paris, son principal subordonné, Henry, se trouvant en vacances et son supérieur direct, Gonse, en congé.

#### d – Nouvelles publications

Le général Gonse rentre donc à Paris le 15 septembre 1896, le général de Boisdeffre et le commandant Henry le 18. La préoccupation de tous est la reprise de l'affaire Dreyfus, la fuite de l'Éclair, l'"idée fixe" de Picquart.

A cette période se situe la célèbre réplique prêtée par Picquart au général Gonse – qui l'a toujours démentie – « *Qu'est-ce que cela vous fait que ce juif reste à l'île du Diable ?* ». En vérité, Picquart exaspère ses supérieurs, d'autant plus qu'il ne leur fournit aucun élément nouveau. Il poursuit son enquête sur Esterhazy (surveillance du courrier, perquisition, convocation du sergent Mulot, qui avait été secrétaire d'Esterhazy, et du capitaine Le Rond qui l'avait guidé au camp de Châlon, etc.) sans rien obtenir d'intéressant. Mais il s'acharne à faire rouvrir le dossier Dreyfus, affirmant qu'Esterhazy est le vrai coupable.

L'enquête sur l'Éclair n'aboutit pas davantage. De là à soupçonner Picquart d'être à l'origine des fuites, il n'y a qu'un pas. N'oublions pas que l'officier détient le dossier secret depuis la fin août et que l'auteur des articles de l'Éclair connaît, au moins partiellement, le contenu de ce dossier...

Dans la seconde moitié d'octobre, le général de Boisdeffre demande au ministre d'éloigner le chef du service de statistique. Billot, qui a de l'estime pour Picquart, commence par résister, puis cède, et le 27 octobre signe son envoi en mission aux frontières du Sud-Est. La mission est



prévue pour un mois environ et Picquart peut affecter de n'y voir nulle disgrâce<sup>(73)</sup>. D'ailleurs aucune date n'a encore été fixée pour le départ de Picquart, qui reste chef du service.

Un député nommé Castelin avait annoncé qu'il interpellait le président du conseil sur l'affaire Dreyfus, à la rentrée parlementaire. Quoique la presse nationaliste affirmât que le député était un grand patriote, un rapport de Guénée le disait « inféodé aux Dreyfus », et l'état-major ignorait quelle serait la teneur de son intervention<sup>(74)</sup>. Était-il au courant de l'enquête de Picquart ? Dans l'incertitude, le général de Boisdeffre estima que mieux valait garder l'officier à Paris.

C'est à ce moment qu'Henry fabrique son célèbre faux, sur lequel nous reviendrons, un message censé être adressé à Schwartzkoppen par Panizzardi qui désigne en toutes lettres Dreyfus comme le traître. Il le remet au général Gonse le 2 novembre. La pièce est présentée au ministre le 5 et contribue à asseoir sa conviction de la culpabilité de Dreyfus. Mais les événements extérieurs semblent s'accélérer.

Les 7 et 8 novembre, les défenseurs de Dreyfus frappent un grand coup. Ils envoient à tous les parlementaires et à des journalistes influents la brochure de Bernard Lazare, éditée le 6 novembre en Belgique et tirée à 3000 exemplaires. Elle sera suivie d'une seconde édition, dès le 16 novembre, publiée cette fois chez le parisien Stock, qui deviendra l'éditeur attitré du parti dreyfusard.

L'article du 14 septembre 1896 a permis au jeune polémiste juif de remanier son travail, préparé dès l'été 1895, et de la présenter comme une réponse à l'*Éclair*. On se souvient du ton hostile de ce dernier. La brochure se place ouvertement en défense, expose que Dreyfus a été condamné à la légère et par des moyens en partie illégaux, donne le texte exact du bordereau et corrige certaines erreurs de l'*Éclair*. Elle révèle notamment que, dans la pièce secrète ne figurait pas le nom de Dreyfus, mais seulement l'initiale D. Cette fois, pas de mystère, tous ces renseignements étaient fournis par Mathieu ; nous verrons dans le prochain chapitre comment il dit les avoir connus, et que ses explications sont loin d'être satisfaisantes.

Cette parution achève de convaincre l'état-major que les Dreyfus ont un homme à eux au sein de l'armée, quelqu'un connaissant bien le dossier secret, d'autant plus qu'y figurent certains détails d'une troublante précision. Non seulement l'informateur de Bernard Lazare connaît l'existence de *Ce Canaille de D.*, mais en plus il sait que la pièce était arrivée avant la découverte du bordereau, détail interne au service

(73) Rennes I, p. 448 : Picquart.

(74) En fait Castelin exposa une série de ragots, la plupart grossièrement infondés, accusant le gouvernement de laxisme par rapport à Dreyfus. Il ne prononça pas le nom d'Esterhazy. L'incident fut sans suite aucune.

secret... Dans la seconde édition, Lazare ajoute un détail : au reçu de *Ce Canaille de D.*, la Section de statistique a fait suivre un certain Duchet. Or, ce mince épisode, connu des seules personnes ayant mené l'enquête en avril 1894, l'archiviste Gribelin se souvient l'avoir rapporté à Picquart après l'article de l'*Éclair*<sup>(75)</sup>.

Le 10 novembre 1896, nouveau coup d'éclat : le *Matin* publie le fac-similé du bordereau. C'est maintenant l'étude de l'écriture qui est livrée au public, au moment où le chef de la Section de statistique se dit convaincu que cette écriture est celle d'un autre. Mathieu ne cache pas sa satisfaction de cette aubaine (dans ses souvenirs, il souligne sa « stupéfaction », tant il est inutile de dire qu'il n'y est pour rien) : il va pouvoir se livrer à des expertises de façon parfaitement légale.

Le général Gonse interroge Picquart, qui s'enferme en répliquant qu'aucune copie du bordereau n'existe dans son service. C'était évidemment faux, le dossier secret, en possession de Picquart, contenant des photographies du bordereau. Le lendemain, Picquart annonce qu'il a découvert qui est à l'origine des fuites : la culpabilité de... Bertillon est, dit-il, « hors de doute ». Or, l'expert avait systématiquement refusé toute communication aux journalistes (il avait notamment été sollicité pour fournir la dictée). Cela renforce légitimement la suspicion envers Picquart.

Lors de l'instruction Fabre, en 1898, celui-ci affirmera sa conviction que la publication du *Matin* est le fait de quelqu'un de l'état-major, pour prouver à l'opinion la culpabilité de Dreyfus tout en avertissant Esterhazy, pense-t-il<sup>(76)</sup>. Les deux arguments sont sans valeur, voire ridicules. Que pouvait prouver le fac-similé du bordereau à un public ne connaissant pas l'écriture de Dreyfus et, à supposer qu'Esterhazy eût un complice au ministère, celui-ci n'aurait-il pas trouvé quelque moyen plus discret de le prévenir ?

Les historiens sont dispensés d'avoir à reprendre ces périlleuses explications, car ils ont l'aveu du "coupable" : L'exemplaire du bordereau ayant servi au *Matin* serait celui de l'expert Teyssonnières.

Teyssonnières l'avouera en effet, en 1903, dans une étrange brochure intitulée *Les Faits nouveaux*, dans laquelle il s'affirmera toujours convaincu de la culpabilité de Dreyfus, mais en soutenant que le bordereau est de la main d'Esterhazy ! Au procès Zola, en février 1898, il avait nié avoir donné au *Matin* son exemplaire du bordereau, mais avait déclaré que, dès novembre 1896, Bertillon l'en avait accusé, se basant mensongèrement sur un signe pratiqué par lui sur chaque fac-similé remis aux experts de 1894<sup>(77)</sup>. A en croire Reinach, l'année précédente,

(75) Instruction Fabre, p. 21. Picquart ne nie pas que Gribelin lui ait relaté cette filature, mais proteste ne l'avoir jamais divulgué (ibid., p. 97).

(76) Fabre, pp. 83-84 : Picquart.

(77) Zola II, pp. 28-29 : Teyssonnières. *Les faits nouveaux*, par Teyssonnières, p. 8.



Teyssonnières avait raconté à Scheurer-Kestner que l'auteur de la communication au *Matin* était Bertillon<sup>(78)</sup>.

On lit souvent, notamment chez MM. Thomas et Bredin, que la Section de statistique a su dès novembre 1896 que la photographie du *Matin* provenait de Teyssonnières. Cette affirmation n'est pas fondée, toute référencée qu'elle soit...

Elle est basée sur le témoignage du commissaire de police Toms chargé par Picquart, puis par Henry, d'enquêter sur le *Matin*<sup>(79)</sup>. Le 18 novembre, Toms apprend que le fac-similé du bordereau a été remis « par une personne qui le détenait de par ses fonctions ». Il a rapporté la satisfaction d'Henry à cette nouvelle (vraisemblablement, le commandant eut alors l'espoir de découvrir une preuve contre Picquart). Puis, le 21, son informateur lui précise que « la personne à qui le bordereau avait été pris était un expert ». Vive réaction d'Henry et de Gribelin qui lui affirment qu'il fait fausse route, et même qu'il s'est « laissé monter le coup », sous entendu par Picquart (S'ensuivent une altercation et une brouille passagère entre Toms et Gribelin). La réflexion d'Henry s'explique aisément quand on sait que, quelques jours plus tôt, Picquart avait soutenu contre toute vraisemblance que c'était Bertillon qui avait livré le bordereau au *Matin*. En effet, dans les dépositions de Toms, il apparaît clairement que Gribelin et Henry pensent que l'expert qu'on s'apprête à accuser est Bertillon.

Non seulement M. Thomas ne propose pas cette explication, mais encore il ment tout simplement en écrivant noir sur blanc : « Le 21 novembre, le policier annonça que la personne visée par son informateur n'était autre en réalité que l'expert Teyssonnières »<sup>(80)</sup>. A Rennes, Toms a pourtant corrigé Labori lorsque l'avocat a prétendu qu'il avait désigné Teyssonnières ; il a tenu à préciser que son rapport ne nommait pas l'expert... Devant la Cour de cassation, en janvier 1899, il dit : « J'ai eu depuis l'indication et la confirmation que c'est bien le bordereau d'un expert qui a servi au *Matin*, et que cet expert est M. Teyssonnières » ; à Rennes : « J'ai appris par la suite... ». Il l'ignorait en novembre 1896.

Par ailleurs, nous verrons que Teyssonnières, antidreyfusard affiché et virulent, mais lié à des dreyfusards, est un personnage très ambigu. En admettant que ce soit bien lui qui ait livré un exemplaire du bordereau à la presse, on ignore comment et pourquoi. Par vénalité sans doute, mais au profit de qui ?

L'*Éclair*, la brochure de Bernard Lazare, le *Matin* ; Gonse est maintenant persuadé que Picquart n'est pas étranger aux fuites. M. Thomas

(78) Reinach, Hist. II, p. 513.

(79) 1ère Cass. I, pp. 765-767, et Rennes III, p. 360 ; Toms. Les citations qui suivent sont extraites de ces dépositions.

(80) Marcel Thomas, p. 460.

ne peut nier qu'il y ait quelques motifs aux soupçons de l'état-major, tous dus, bien entendu, à de malheureuses circonstances se liguant pour accabler Picquart (« Une déduction trop rigoureuse à partir de prémices incertaines avait une fois de plus égaré l'État-major »...).

Le 14 novembre, Picquart est convoqué chez le ministre. Cette fois, Billot lui signifie son mécontentement ; il est clair que son enquête a été divulguée. Il lui reproche son inexplicable acharnement à vouloir substituer Esterhazy à Dreyfus, sans étudier, par exemple, l'hypothèse d'une complicité. Le départ de Picquart est alors décidé. Il partira le 16 novembre au soir, sans attendre l'interpellation Castelin.

Le 15 et le 16, Picquart transmet le service au général Gonse, qui assurera personnellement l'intérim.

L'interpellation du député Castelin se réduit à un discours, vigoureux dans la forme, réclamant une enquête sur les prétendues révélations de l'*Éclair* et divers autres bruits courant sur la famille Dreyfus. Le général Billot répond facilement, en affirmant l'autorité de la chose jugée, et la chambre vote la confiance à une écrasante majorité.

Fin novembre 1896, les tentatives de reprise de l'affaire Dreyfus semblent donc avoir définitivement échoué. En effet, le départ de Picquart coïncide avec une accalmie soudaine et totale de la campagne menée par la famille. De la mi-novembre à juillet 1897, c'est-à-dire de l'éloignement de Picquart à son retour en France, plus aucune action en faveur de Dreyfus n'aura lieu. Constatation qui, bien évidemment, va conforter les préventions de l'état-major contre Picquart.

## V – ÉVICTION DE PICQUART

### a – Deux lettres mystérieuses

D'abord envoyé en mission à la frontière italienne, Picquart va être chargé d'aller organiser le service de renseignements en Tunisie. Cet ordre de mission est signé le 9 décembre 1896, et Picquart quitte la France le 23, sans revenir à Paris.

Deux lettres adressées à Picquart sont interceptées par la Section de statistique.

Le 27 novembre 1896, ignorant le départ de Picquart, Germain Ducasse (cet agent que Picquart avait fait engager sous le nom de Durand et avec qui il entretenait des relations personnelles), lui adresse un message dont la première moitié est rédigée en espagnol, la seconde en français. L'authenticité de cette pièce n'est pas contestée.

« Très honoré Monsieur,

Jamais je ne l'aurais cru, si moi-même je ne l'avais vu. Le chef-



*d'œuvre est accompli depuis aujourd'hui : nous devons appeler Cagliostro Robert Houdin. La comtesse parle toujours de vous et me dit chaque jour que le demi-dieu demande quand il sera possible de vous voir.*

*Votre dévoué serviteur qui vous baise les mains.*

*J. »*

Il paraît que Ducasse adorait envelopper ses activités de mystère et se plaisait à écrire des rapports dans un jargon analogue à celui-là. Quoique ceux qui ont eu accès aux archives n'en fournissent pas d'exemples, admettons.

Sur le sens du message, les explications fournies par Ducasse ont été confirmées par Picquart. La première phrase concernerait l'installation acoustique effectuée dans le conduit de cheminée du mess des attachés allemands. Des ramoneurs devant venir, il avait effectivement fallu escamoter les tuyaux. L'agent Desvernine, chargé de ce travail, aurait reçu, pour cette seule mission, le pseudonyme de Cagliostro (Desvernine déposa plusieurs fois devant les tribunaux : jamais confirmation de cet important détail ne lui fut demandée). Ducasse ferait donc savoir à Picquart que la réussite de l'opération est telle que Desvernine-Cagliostro peut être comparé au célèbre policier Houdin.

La seconde phrase concernerait un tout autre sujet, d'ordre privé, cette fois. La comtesse serait Blanche de Comminges, ce qui est vraisemblablement exact, puisque Picquart avait donné à son fidèle Ducasse le poste de secrétaire privé de la vieille demoiselle. Le salon de Mlle de Comminges était fréquenté par de nombreux officiers dont un certain capitaine Lallemand, à qui était donné le surnom de *demi-dieu*, si l'on en croit Ducasse, Picquart et Mlle de Comminges elle-même<sup>(81)</sup>.

Hors le témoignage de personnes toutes dévouées à Picquart, les explications fournies sont incontrôlables... Quel que soit le crédit qu'on leur accorde, il est certain qu'il s'agit d'un message codé et que la signature, J., n'est pas celle habituellement utilisée par Ducasse (il avait encore signé Durand deux rapports des 24 et 26 novembre<sup>(82)</sup>). Picquart a expliqué que Ducasse prenait parfois le pseudonyme de "Just", sans en fournir la preuve.

Étant donné les soupçons qui pèsent à cette période sur Picquart à la Section de statistique, il n'est pas surprenant qu'Henry et Gonse jugent ce message suspect et décident d'en prendre copie avant de le faire suivre à Picquart.

On va retrouver le demi-dieu dans une lettre adressée à Picquart, arrivée le 15 décembre au ministère.

(81) Zola I, p. 511 : Mlle de Comminges, interrogée par Bertulus.

(82) Marcel Thomas, p. 467.

*« Paris minuit 35*

*Je sors de la maison, nos amis sont dans la consternation, votre malheureux départ a tout dérangé. Hâtez votre retour ici, hâtez le vite ! Le moment des fêtes étant très favorable pour la cause, nous comptons sur vous pour le 20. Elle est prête, mais elle ne peut et ne veut agir qu'après vous avoir causé. Le demi-dieu ayant parlé, on agira.*

*Speranza »*

Cette fois, la Section de statistique ne fait pas suivre le message, mais Henry le conserve. Picquart le verra en novembre 1897, lorsque le général de Pellieux l'interrogera sur l'ensemble des pièces suspectes. Il dira alors que cette pièce est un faux. Les historiens officiels se rallient à cette thèse, estimant qu'Henry a fabriqué ce texte compromettant afin de convaincre le ministre Billot d'envoyer Picquart en Tunisie. Pourtant, c'est le 9 décembre que Billot avait signé l'ordre de mission de Picquart et rien ne témoigne d'une hésitation de sa part à ce moment-là. Marcel Thomas croit identifier le style plébéien d'Henry à l'emploi incorrect du verbe causer, mais il cite un peu plus loin une lettre du ministre Lebon<sup>(83)</sup>, politicien de bonne famille, où figure le même solécisme..., preuve qu'il n'était pas particulier à Henry. C'est en fait sans aucune preuve que la responsabilité de ce prétendu faux est mise sur les épaules d'Henry, mais cela constitue la base de la théorie des "machinations" dont Picquart dira avoir été victime et qui prendront toute leur ampleur l'année suivante<sup>(84)</sup>. Notons qu'en 1897, les militaires identifieront le "demi-dieu" à Scheurer-Kestner, et qu'il aurait fallu une singulière prescience au colonel Henry pour deviner que, six plus tard, le vice-président du Sénat allait prendre fait et cause pour Dreyfus...

On peut tout aussi bien avancer, comme Dutrait-Crozon, dans une autre grille d'interprétation, que des dreyfusards travaillant avec Picquart aient fabriqué les lettres du 27 novembre et du 15 décembre dans le but de prétendre à une machination de la Section de statistique contre lui. Ou encore que les deux messages sont authentiques, le second arrivant au ministère à une date où normalement Picquart aurait dû y revenir.

## **b – La rupture de mai 1897**

Les premiers mois de 1897 sont calmes. Concrètement, Henry assure l'intérim à la tête de la Section de statistique sous les ordres du général Gonse. Il continue à faire surveiller Esterhazy. Les preuves du peu de moralité de cet officier s'accumulent, mais rien au chapitre de la trahi-

(83) Ibid., p. 500.

(84) Voir pp. 282 et suivantes.



son, puisque, comme dit Marcel Thomas, la "malchance" aurait voulu qu'Esterhazy fût brouillé avec Schwartzkoppen depuis un an.

Picquart entretient une correspondance courtoise avec Gonse et avec Henry. La situation est délicate, du fait qu'il reste officiellement chef de la Section de statistique; ni les officiers du service ni lui-même n'ignorent qu'il est éloigné pour son comportement par rapport à la question Esterhazy-Dreyfus. Mais chacun prend soin de n'en rien dire, d'où le ton parfaitement hypocrite (de part et d'autre !) de ladite correspondance...

Se sachant soupçonné de manigances avec les défenseurs de Dreyfus, expérimenté en matière de service secret, Picquart doit bien se douter qu'il est surveillé, et qu'à Paris on continue de s'interroger sur son rôle dans les événements de l'automne. Aussi sa belle indignation quand il découvre qu'il est l'objet d'une enquête est-elle sans doute de bonne guerre, mais certainement en grande partie feinte.

En effet, tout va se gâter le 18 mai 1897. Comme il le faisait systématiquement, Henry avait envoyé à Picquart le message qu'un agent lui avait adressé au ministère, en tant que chef de la Section de statistique. Picquart est alors pris d'une soudaine colère : il retourne le message à Paris, en y épinglant un billet cinglant, dépourvu de toute formule de politesse, adressé à Henry personnellement. Il demande qu'on avertisse enfin les gens qu'il a été relevé de ses fonctions : « [...] *ce qui me fait rougir ce sont les mensonges et les mystères auxquels ma situation vraie donne lieu depuis six mois.* »

Henry réplique seulement le 31 mai (Gonse l'avait incité à ne pas envenimer les choses) : « *Mon colonel, J'ai l'honneur de vous informer qu'il résulte de l'enquête faite ici, après la réception de votre note du 18 mai courant, que le mot "mystère" peut s'appliquer aux faits relatés ci-dessous [...]* »... Et Henry mentionne, à mots couverts, l'enquête sur Esterhazy, la tentative de faire dire à Lauth que le Petit bleu était écrit par Schwartzkoppen et les indiscretions sur des éléments contenus dans le dossier secret.

Ce vif échange est, selon la version officielle, le premier pas de Picquart vers son passage dans le camp dreyfusard. C'est en effet le 20 juin qu'il se rend chez son ami, l'avocat Louis Leblois, à Paris, et qu'il va lui confier, pour la première fois dit-il, ses découvertes sur Esterhazy et Dreyfus. Sa décision de parler à Leblois aurait été motivée par la lettre d'Henry, qui lui aurait révélé que l'on complotait contre lui. Ainsi Marcel Thomas qualifie-t-il la réponse du colonel Henry de « *faute psychologique* » !

C'est oublier que l'initiative de la rupture revient à Picquart... Son brûlot du 18 mai, dans lequel il demande (à son subordonné !) d'être officiellement démis de ses fonctions, ne pouvait évidemment pas rester sans réponse. M. Thomas attribue beaucoup d'inconséquence à Picquart

en y voyant « *une réaction toute épidermique* ». On sait pourtant que Picquart était venu en permission à Paris au mois de mars, qu'il avait parlé de son enquête au commandant Mercier-Milon, et qu'il avait rédigé le 2 avril un exposé de ses découvertes sur Esterhazy, sous pli cacheté à remettre au président de la République en cas de décès. Cela indique une mûre réflexion, comme il convient à cet officier très maître de lui. Sa lettre à Henry, brusquement insultante, (« *mensonges* », absence de formule finale) dans le cadre d'une correspondance policée, relève d'une décision délibérée de rompre. Sa visite à Leblois s'inscrit dans la logique de ces démarches, visant à divulguer sa conviction de l'innocence de Dreyfus. Jusqu'au 29 juin, départ de Picquart, les deux hommes passent toutes leurs soirées ensemble.

Selon la vulgate, Picquart a bien recommandé à Leblois de garder le secret. Surtout pas un mot aux Dreyfus. Mais, comme Picquart se dit menacé, il lui faut bien autoriser l'avocat à le défendre le cas échéant. Jamais très net sur ce point (pour ne pas désavouer l'avocat qui va "abuser de sa confiance", expliquent les belles âmes), Picquart dira tantôt l'avoir autorisé à parler aux plus hautes autorités du pays, tantôt lui avoir donné un « *mandat général de défense* ».

### c – Louis Leblois

Leblois avait été condisciple de Picquart au collège de Strasbourg. Son père, le pasteur Leblois, jouissait d'une grande notoriété; resté en Alsace malgré son hostilité à l'Allemand, il avait notamment été le "maître" de Scheurer-Kestner. Leblois est aussi maire-adjoint du VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, dont le maire n'est autre que Charles Risler, neveu de Scheurer. Risler et Leblois sont amis intimes depuis vingt ans<sup>(85)</sup>.

Cependant Scheurer et Louis Leblois affirmeront ne s'être jamais rencontrés avant juillet 1897, lors d'un dîner où le vice-président du Sénat exprima ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus. Leblois venait de recevoir les graves confidences que Picquart lui avait faites sous le sceau du secret et il cherchait « *à qui parler sans parler* » (Jean-Denis Bredin). Encouragé par Risler, à qui il avait, semble-t-il, déjà raconté beaucoup de choses, le 13 juillet, il raconta toute l'histoire à Scheurer. A partir de cette date, et par la force des choses, Leblois devint l'intermédiaire entre Picquart (à son insu) et les défenseurs de Dreyfus.

Telle est la version des dreyfusards. Soutenue par la parole des trois intéressés, Leblois, Scheurer et Picquart, chacun se portant garant de la vertu des autres, elle est bien difficile à contrer. Pourtant, elle ne convaincra jamais l'état-major.

(85) Fabre, p. 161 : Risler.



Depuis presque un an, Picquart est soupçonné d'être en contact avec les dreyfusards. En juillet 1897, les services secrets apprennent que Picquart a vu Leblois, que Leblois a vu Scheurer et, le lendemain, le vice-président du Sénat proclame sa conviction de l'innocence de Dreyfus... Aux yeux des militaires, c'est la preuve qu'ils avaient raison depuis un an et qu'hier comme aujourd'hui Leblois a été le truchement entre Picquart et les dreyfusards. En effet, du temps où Picquart était chef de la Section de statistique, Leblois venait souvent dans son bureau.

Picquart n'a jamais cherché à nier que, devenu chef de la Section de statistique, il a fait appel, à titre privé mais pour des questions d'ordre professionnel, aux conseils de son ami avocat. Il ne pouvait d'ailleurs le nier, puisque la présence de Leblois au ministère est attestée par une kyrielle de témoins : des concierges aux collaborateurs de Picquart, tous ont témoigné de fréquentes et longues visites de l'avocat dans le bureau du chef de service (parfois dans une autre pièce). Le seul débat porta sur le nombre de visites de Leblois (10 ou 12 en tout selon Picquart, de 20 à 30 selon ses collaborateurs) et sur la date des dernières, à l'automne 1896.

Il n'est pas contestable non plus que ces visites aient constitué des fautes, tant pour Leblois que pour Picquart. Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1892, un avocat n'avait pas le droit de donner de consultation hors de son cabinet, sa présence au domicile du client étant assimilée à du démarchage ; lorsque cela fut connu, Leblois fut d'ailleurs sanctionné par une suspension de six mois. Par ailleurs, le bureau des renseignements était l'un des lieux les plus secrets du ministère de la Guerre. Lors de l'instruction Fabre, le général Gonse a détaillé les consignes très strictes données aux officiers quant aux dossiers en leur possession et quant aux personnes étrangères au service<sup>(86)</sup>. Picquart a confirmé, précisant que beaucoup de ces consignes avaient été instaurées par lui, en réaction à un certain laisser-aller qui s'était établi à la fin du "règne" de Sandherr. En introduisant Leblois dans son bureau, il contrevenait donc au règlement. Pêché véniel ou faute grave ?

Picquart expliquera qu'il aimait consulter son ami lorsqu'il rencontrait une difficulté juridique dans le cadre de son service (« *soucieux de ne pas commettre d'illégalité* », commente Jean-Denis Bredin, assurément meilleur avocat qu'historien). Le général Gonse fera justement observer que le ministère avait ses propres avocats... Quant à la divulgation de secrets militaires à un civil étranger au service, elle relève de la trahison. Picquart le sait d'ailleurs fort bien, qui basera sa défense sur la véhémente affirmation que jamais il n'a communiqué à Leblois de dossier

(86) Fabre, p. 15 : Gonse.

véritablement secret. Naturellement, Leblois confirmera. Et jamais, affirmeront les deux hommes, Picquart n'avait parlé à son ami de son enquête sur Esterhazy en 1896, jamais a fortiori ne lui avait-il montré le dossier de Dreyfus.

Il en sera accusé indirectement dès l'instruction Ravary (prélude au procès Esterhazy, décembre 1897), puis directement en 1898 (poursuites donnant lieu à l'instruction Fabre).

Ses anciens collaborateurs témoigneront alors de la venue de Leblois au ministère, notamment à l'automne 1896. Henry et Gribelin diront avoir vu, chacun séparément, l'avocat penché sur le bureau de Picquart, jonché de dossiers (Picquart confirmera que telle était en effet sa méthode de travail). Parmi ces dossiers, celui dit "des pigeons voyageurs", que Picquart admettra effectivement avoir montré à Leblois, uniquement bien sûr dans sa partie non secrète, pour des questions de législation. Mais, selon Gribelin, il y avait aussi le fameux dossier secret qu'il avait lui-même remis à son chef fin août... Henry a également vu et reconnu le dossier secret du procès de 1894 ; il a même vu dépasser de l'enveloppe une photographie de la pièce *Ce canaille de D.*, qui portait son paraphe au crayon bleu... Toutefois aucun des deux hommes n'a vu Leblois et Picquart en train de compulser ce dossier<sup>(87)</sup>.

Ces témoignages, objets d'une vive altercation lors de la confrontation entre Henry et Picquart au procès Zola<sup>(88)</sup>, sont aujourd'hui considérés comme autant de faux témoignages. Ils le sont par essence, au regard de la vulgate, du fait qu'ils portent atteinte à la vertu de Picquart. Ils le sont subsidiairement parce qu'il semble prouvé que Leblois n'était pas à Paris en octobre 1896. Ils le sont enfin parce que les souvenirs, ou prétendus tels, d'Henry et Gribelin se sont manifestement affinés au fil du temps.

— Le premier point est un acte de foi. Il est cependant déjà arrivé que Picquart soit pris en flagrant délit de mensonge.

— Qu'en est-il de l'absence de Leblois ? Lors du procès Esterhazy, c'est Picquart qui arguera de cette absence à l'époque où Henry prétendait avoir vu l'avocat dans son bureau. Leblois lui-même n'en avait pas parlé, « *pour n'avoir pas à dire à des officiers qu'il avait passé ses vacances en Allemagne* », explique Reinach<sup>(89)</sup>. Au procès Zola, l'avocat dira qu'il était en vacances du 5 août au 7 novembre 1896, mais sans apporter encore aucune précision ni aucune preuve<sup>(90)</sup>. C'est seulement

(87) Au procès Zola, l'avocat Labori dira pourtant qu'Henry l'avait affirmé devant l'instructeur Ravary. Henry, paraissant déconcerté, concédera qu'il a pu parler "au figuré"... Zola, p. 363.

(88) Zola I, pp. 358 à 365.

(89) Reinach, Hist. III, p. 212.

(90) Zola I, p. 161 : Leblois.



au mois d'août 1898 que Leblois apportera à l'instructeur Fabre un impressionnant éventail d'attestations lui constituant un alibi apparemment parfait<sup>(91)</sup>. Ses concierges parisiens témoigneront alors de son absence aux dates dites. Du 5 août au 3 septembre, il était à Oppenau, à l'hôtel Peter, et produira une attestation du maître d'hôte, ainsi que ses notes d'hôtel ; du 3 septembre au 6 novembre, il était à Gernbasch, à l'hôtel Pfeiffer, dont il produira également notes et attestations (ainsi qu'une du bourgmestre et d'une cliente de l'hôtel). De surcroît, une note de voiturier lui permettra de prouver qu'il s'était rendu à Strasbourg les 14 et 19 août. Impossible donc d'être à Paris en octobre, comme l'avaient d'abord affirmé Gribelin et Henry, devenus beaucoup moins affirmatifs à l'instruction Fabre.

Notons que si les témoins de Leblois disent vrai, le concierge du ministère, Capiaux, ment en affirmant avoir vu Leblois à plusieurs reprises entre le 15 août et le 15 septembre<sup>(92)</sup>. Il n'est certes pas impossible que Capiaux ait été soudoyé, ou influencé, par les officiers, mais on peut en penser tout autant des témoins de Leblois, témoins tardifs, étrangers et non assermentés...

Il reste que Leblois est au moins venu voir Picquart une fois entre le 8 et le 16 novembre 1896, époque à laquelle Picquart ne devait guère se soucier de colombophilie. Même en se tenant à la seule version dreyfusarde, le fait qu'après trois mois d'absence, Leblois se trouve au ministère quelques jours après son retour, peut laisser penser que son ami Picquart lui a fait part de ses graves préoccupations du moment.

— Enfin, que la Section de statistique ait cherché à perdre Picquart est l'évidence même : à partir du procès Esterhazy, l'ancien chef du service sera définitivement passé dans le camp dreyfusard, en toute connaissance de cause, et accusera ouvertement ses anciens collaborateurs de protéger sciemment un coupable. Dans l'ambiance de 1898, il n'est pas étonnant que les officiers du service de renseignements aient rassemblé tous les griefs contre Picquart et que leurs moindres souvenirs aient été interprétés en la défaveur de Picquart. Il est parfaitement exact que les anciens subordonnés de Picquart vont porter à charge contre lui en 1898 de menus incidents auxquels ils n'avaient pas pensé en 1897. Quoique rien ne permette de l'établir, il n'est nullement impossible qu'Henry ait cédé à la tentation "d'en rajouter". Il a trop menti pour que sa seule parole soit un élément fiable.

Toutefois, il ne faut pas donner une importance exagérée à ce débat indécis. Lors des poursuites contre Picquart, l'accusation de divulgation de secret militaire à Leblois ne portera pas uniquement sur 1896. Picquart

(91) Fabre, pp. 183-184 : Leblois.

(92) Fabre, p. 26 : Capiaux.

sera tout autant accusé d'avoir parlé à Leblois en juin 1897... Cette décision, qui fait sa gloire aux yeux des dreyfusards (et que certains lui reprochent d'avoir trop tardé à prendre), est au regard des tribunaux militaires une faute également grave. Picquart ne pourra la nier, puisque Scheurer-Kestner avait raconté la visite de Leblois de juillet 1897 et ses confidences.

Il tentera d'assurer sa défense en soutenant n'avoir parlé à Leblois d'aucune pièce à proprement parler secrète, pas même du Petit bleu ; il lui aurait seulement montré les lettres de Gonse, qu'il disait considérer comme personnelles. Bien sûr, Leblois et Scheurer confirmeront. En juin 1897, Leblois a cru Picquart sur parole parce qu'il était son ami et qu'il le savait probe. Et, sans plus de preuve, Scheurer a cru Leblois (qu'il ne connaissait pas).

Cette angélique version est répétée par tous les historiens. Il suffit de lire la sténographie de l'instruction Fabre pour comprendre qu'elle ne pouvait convaincre les juges militaires. Par exemple, on lit successivement la dénégation formelle de Scheurer à la question : « [Leblois] ne vous a-t-il pas dit que le colonel Picquart avait un dossier sur la trahison d'Esterhazy ? »<sup>(93)</sup>, puis la reconnaissance par Leblois de l'exactitude de ces propos du général de Pellieux : « [à] la suivante "Qui a fait connaître à M. Scheurer-Kestner qu'il existait, au ministère de la Guerre un dossier ouvert contre Esterhazy pour trahison [...] ?" Me Leblois a répondu que c'était lui. »<sup>(94)</sup>. De même pour le Petit bleu, Leblois reconnaît que Picquart lui en a révélé l'existence, mais pas le contenu. Ce dernier étant apparemment vide de sens, il reste que Picquart avait livré l'essentiel !

On peut trouver les meilleures raisons du monde à Picquart d'avoir parlé, à Scheurer et à Leblois de travestir la vérité devant les tribunaux ; on ne peut pas reprocher aux juges d'avoir eu le sentiment qu'on leur mentait.

Il reste que le point de savoir si oui ou non Picquart a parlé à Leblois dès 1896 du dossier Esterhazy-Dreyfus n'est pas tranché. La Section de statistique peut effectivement être soupçonnée de partialité. Le personnage de Leblois est par ailleurs trop effacé, trop peu connu avant 1897 pour que l'on puisse prouver qu'il était déjà en contact avec des dreyfusards — ce qu'il nie bien sûr. Historiquement, c'est donc une voie sans issue pour déterminer si Picquart fut ou non en relation avec les défenseurs de Dreyfus dès 1896.

Mais nous en avons vu des indices dès 1895. Et, à partir de juin 1897, c'est une certitude.

(93) Fabre, p. 114 : Scheurer-Kestner.

(94) Fabre, p. 137 : Leblois.



### QUESTION : QUEL EST LE RESSORT DE L'ACTION DE PICQUART ?

Tous les historiens conformistes restent fidèles au portrait vertueux de Picquart tracé par les dreyfusards historiques. Avec quelques nuances de jugement, quelques aveux de faiblesses mineures, voire quelques reproches propres à paraître donner une image objective et à "humaniser" Picquart aux yeux d'une époque qui ne goûte plus guère les héros, tous s'appliquent à présenter la conduite de Picquart comme parfaitement claire, uniquement dictée par la découverte fortuite de la vérité. Picquart reste le symbole du juste, se battant contre une hiérarchie lâche et prête à toutes les compromissions. Sa parole est tenue pour l'aune même de la vérité...

Un tel parti pris oblige les plus doctes à escamoter un certain nombre de vérités gênantes qui ne "cadrent" pas. Ou bien ces vérités sont passées sous silence, ou bien elles sont décrétées d'importance mineure, assorties d'excuses inadaptées au contexte. Rappelons les principales.

- Les dissimulations et mensonges de Picquart, tant sur la date d'arrivée du Petit bleu que sur son origine, prouvent qu'il a voulu tromper ses supérieurs et restent inexplicables (réalité édulcorée).

- Picquart n'a jamais rien fait pour détromper les dreyfusards qui croyaient que le Petit bleu était écrit de la main même de Schwartzkoppen et le proclamaient (vérité passée sous silence).

- Dès avril ou mai 1896, Picquart a cherché à établir qu'Esterhazy était l'auteur du bordereau. Selon l'historiographie officielle, il ne disposait alors d'aucun élément lui permettant de faire ce rapprochement (fait résultant du témoignage neutre, et non démenti, du commandant Curé, dont personne ne semble s'être aperçu).

- Picquart s'est fait le rapporteur de la version selon laquelle Henry aurait "bousculé" Cuers pour l'empêcher de dénoncer Esterhazy, version hautement improbable (remarque jamais formulée).

- Après cinq mois d'enquête silencieuse, Picquart se met à harceler ses supérieurs, du 1er au 15 septembre 1896, au moment où la famille Dreyfus entre en campagne. Objectivement, rien ne justifiait qu'Esterhazy soit immédiatement accusé du crime de Dreyfus, sinon un affolement que Picquart fait tout créer (coïncidence décrétée fortuite, vision faussée de la situation au ministère).

- En mai 1897, Picquart prend l'initiative de rompre avec la Section de statistique (réalité passée sous silence).

Si aucun de ces éléments ne constitue une preuve que Picquart ait été, à un degré ou à un autre, le complice des défenseurs de Dreyfus, chacun d'eux constitue un indice troublant et oblige au moins à se poser

la question. Les dénégations offusquées des historiens ne sont qu'une fuite. Nier l'existence du problème dispense évidemment de l'étudier.

Pour disposer de tous les éléments de réflexion, il conviendrait de connaître quelle fut la stratégie des défenseurs de Dreyfus. Question qui, curieusement, n'a pas non plus beaucoup passionné les chercheurs.



### Chapitre III

#### *Histoire de la cause dreyfusarde en ses débuts*

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'histoire des dreyfusards est fort mal connue, au moins en ce qui concerne la période fondamentale allant de la condamnation de Dreyfus au procès Zola, de janvier 1895 à février 1898. Pour savoir comment s'organise la défense de Dreyfus durant ces trois années de quasi-clandestinité, on ne dispose pratiquement que du seul récit de Joseph Reinach. L'historiographe a utilisé des papiers de Mathieu Dreyfus, de Scheurer-Kestner, et des principaux dreyfusards ; manifestement chargé d'en réaliser la synthèse, il référence dûment ces inédits... qui le sont restés bien longtemps.

Il faut en effet attendre 1965 pour voir publier de minces extraits des *Souvenirs* de Mathieu et 1978 pour en trouver en librairie l'intégralité<sup>(1)</sup>. Achievés en 1914, ces souvenirs se situent largement en deçà de l'œuvre de Reinach dont ils paraissent souvent être un simple résumé. Hormis quelques détails d'ordre familial et émotif propres à l'auteur, ils ne révèlent aucun des éléments que Mathieu était le seul à connaître, ou à pouvoir dire. Ils laissent l'impression d'un récit contraint et conventionnel.

C'est seulement en 1988 que la partie des *Mémoires* de Scheurer-Kestner consacrée à l'affaire fait l'objet d'une édition partielle<sup>(2)</sup>. Encore peut-on se demander quelle est la fiabilité de l'ouvrage... En effet, retranché derrière la maladie de Scheurer, le présentateur, André Roumieux, avoue s'être trouvé dans l'obligation de « rétablir l'ordre chronologique de certains passages, [...] donner plus de clarté à certaines pages, [...], alléger le texte [sur] des questions très techniques »<sup>(3)</sup>. Selon quels critères ? (Selon Reinach, bien probablement, ce qui aurait pour effet de ramener l'ouvrage à la vulgate là où il s'en écarterait peut-

(1) *Dreyfusards !*, Julliard, collection archives, 1965. On y trouve divers inédits présentés par Robert Gauthier. Mathieu Dreyfus, *L'Affaire telle que je l'ai vécue*, Grasset, 1978. Il s'agit du texte intégral des mémoires de Mathieu auquel on a ajouté quelques textes de lui concernant Scheurer, Picquart et Leblois.

(2) Auguste Scheurer-Kestner, *Mémoires d'un sénateur dreyfusard*, présentation et notes d'André Roumieux, Bueb et Reunaux, Strasbourg, 1988.

(3) Idem, p. 54. Scheurer écrit ses souvenirs en 1898, effectivement atteint du cancer de la gorge qui l'emportera en 1899. Cependant rien ne prouve que les « innombrables ratures, surcharges, corrections » que signale M. Roumieux doivent être attribuées à la maladie (certes éprouvante, mais n'atteignant pas les facultés mentales).



être...). La question paraît encore plus angoissante à la lecture de l'avant-propos signé par M. Roumieux. Ayant choisi de commencer par relater la première visite que fit Mathieu à Scheurer, le 7 février 1895, il décrit... le « *pardessus d'une coupe parfaite, sembl[ant] taillé dans la meilleure laine, la plus fine et la plus chaude* » que Mathieu est censé porter ce jour-là. Il évoque « *son visage tendu et ses gestes saccadés [trahissant] une vive agitation intérieure* », ce qui suscite la curiosité des passants<sup>(4)</sup> ! Nous avons même droit aux réflexions in petto prêtées au secrétaire de Scheurer ! Ce monsieur Roumieux semble plus doué pour le roman historique que pour la recherche rigoureuse... La seule méthode honnête aurait consisté à publier le texte intégral de Scheurer, quitte à signaler les corrections que le présentateur pensait devoir y apporter. Tel qu'il se présente, le texte ne révèle quasiment rien qui ne soit connu.

L'avocat Edgar Demange, un des hommes les plus au fait du combat mené pour sauver son client, n'a laissé aucun écrit public. Il n'est jamais fait allusion à des écrits privés.

Un livre consacré à l'affaire Dreyfus est signé Louis Leblois<sup>(5)</sup> ; mis en forme en 1929 par « *une main pieuse* » (son épouse ?), un an après la mort de l'avocat ami de Picquart, il est totalement dépersonnalisé. Il n'offre qu'un banal résumé des faits, suivi d'une présentation agencée de divers documents (multiples dépositions, extraits de presse, quelques lettres largement connues). On n'y trouve rien qui ressemble de près ou de loin à des souvenirs personnels de Leblois.

Les notes de Labori, second avocat de la famille Dreyfus, ont été réunies et publiées par sa veuve. Mais il n'est entré dans l'affaire que le 4 janvier 1898, sollicité par Leblois pour être l'avocat de Lucie Dreyfus, épouse d'Alfred, qui souhaitait se porter partie civile dans le procès Esterhazy<sup>(6)</sup>. Il n'a pas fait partie des premiers dreyfusards.

Enfin, Pierre-Victor Stock a laissé des souvenirs, édités en 1938, mais ils ne se rapportent qu'à son rôle d'éditeur.

Il est donc tacitement admis que le seul historien du mouvement dreyfusard est Joseph Reinach, source à laquelle chacun vient puiser sa science. Et, si d'autres parties de son œuvre sont aujourd'hui critiquées, il est religieusement suivi lorsqu'il s'agit de savoir "comment tout a commencé".

Or, Reinach fut un des principaux artisans de la réhabilitation de Dreyfus. « *Sans exagération, la cheville ouvrière de l'affaire Dreyfus dans tout ce qui a suivi le procès Zola* », dit Scheurer-Kestner<sup>(7)</sup>... Il est donc,

(4) Idem, p. 13.

(5) Louis Leblois, *L'Affaire Dreyfus*, Aristide Quillot, Paris, 1929.

(6) Marguerite-Fernand Labori, *Labori, ses notes manuscrites, sa vie*, Paris, 1947.

(7) A. Scheurer-Kestner, p. 286. Bien avant le procès Zola, pensons nous.

au sens propre, un historiographe partisan. Tous les auteurs modernes semblent l'oublier. Comme ils oublient que son *Histoire de l'affaire Dreyfus* fut publiée entre 1901 et 1907, les cinq premiers volumes avant 1906, c'est-à-dire alors qu'Alfred Dreyfus était encore officiellement coupable... Même si le ton se veut plus posé que dans ses brochures des années précédentes, l'œuvre garde essentiellement un caractère polémique. Reinach semble "tout dire" de ce qu'il sait (parfois même de ce qu'il ne sait pas...). Mais nous avons vu, par exemple, qu'il ment en niant avoir reçu Esterhazy en 1892. Mensonge explicable ? Certainement. Vénial ? Peut-être. Mais peut-être pas. En tout cas, ce fait doit nous faire comprendre que Reinach ne pouvait pas tout dire. Il est évident que tout détail risquant d'être utilisé par le parti antidreyfusard, encore bien vivant, devait impérativement être occulté par Reinach.

En ce qui concerne l'organisation des dreyfusards, Reinach est des plus discrets. Il ne donne que de minces renseignements, imprécis, le plus souvent dépourvus de date, toujours éparpillés dans divers chapitres de son œuvre, sans aucune synthèse. En fait, selon lui, il n'y a presque rien à dire au début, aucune organisation n'ayant existé avant les premières prises de position de Scheurer, à l'été 1897. Est-ce la vérité, ou est-ce une des armes de son parti qui, pour conquérir l'opinion, devait paraître le plus démunie possible ?

Dans ses *Souvenirs*, Mathieu s'indigne contre la presse nationaliste qui dénonçait l'existence d'un "syndicat" dreyfusard. Et il résume la doctrine de Reinach. En fait de syndicat, affirme-t-il, les premiers dreyfusards furent « *à peine une poignée d'hommes* », isolés, n'agissant que par leur influence personnelle. « *Les doutes sur la culpabilité de mon frère se propagèrent ainsi par voie de rayonnement, dans les milieux où je n'avais aucune attache directe, et leur action avait lieu, indépendamment de moi, dans des limites que j'ignorais.* »<sup>(8)</sup>

Nous avons là toute la teneur de l'histoire des dreyfusards racontée par eux-mêmes. Il y a deux axes fondamentaux. D'une part, les défenseurs de Dreyfus ont été acquis à sa cause par le seul exercice de leur jugement, sur le modèle cartésien du doute, puis ils ont travaillé à convaincre leur entourage selon le même mode de raisonnement. D'autre part, Mathieu n'est pour rien dans cette prise de conscience, dont il découvrira l'existence sur le tard. Donc, le syndicat n'existe pas, puisqu'il n'a pas de tête, et l'organisation dont on constatera les effets n'a d'autre énergie que la justesse de la cause...

On ne peut qu'admirer le retournement du mot "intellectuel" ; jeté à la tête des dreyfusards pour dénoncer des esprits qui raisonnaient sur du vide et digressaient sur un dossier qu'ils ignoraient, il est devenu

(8) Mathieu Dreyfus, pp. 131-132.



le symbole de l'intégrité d'hommes venus à la cause par le seul exercice de leur intelligence. L'action dreyfusarde se trouve ainsi totalement dématérialisée.

Cette présentation des choses est parfaitement légitime de la part d'un Mathieu Dreyfus ou d'un Reinach. L'historien Reinach ne pouvait évidemment pas ébranler l'œuvre du dreyfusard Reinach. Il est en revanche stupéfiant que les autres historiens ne se soient pratiquement jamais écartés de ce schéma directeur, évitant toutes les questions techniques sur les moyens d'action des dreyfusards.

La véritable histoire des dreyfusards restera inconnue tant qu'aucun chercheur n'aura contrôlé la version de Reinach et cherché à combler les lacunes de son récit. Travail énorme, peut-être impossible faute de documents authentiques et sincères. Au moins devons-nous analyser d'un œil critique l'histoire dreyfusarde des dreyfusards.

## I - L'EXISTENCE DU DOSSIER SECRET

Nous allons commencer par étudier un point précis, caractéristique de l'ignorance consentante des historiens sur les moyens employés par les défenseurs de Dreyfus. Il s'agit de savoir comment, et quand, Mathieu Dreyfus apprit qu'un dossier secret avait été communiqué aux membres du conseil de guerre de 1894, durant la délibération.

Soyons bien clair. La communication de pièces aux juges à l'insu de la défense, fait établi, clairement reconnu par le général Mercier à Rennes, est une chose ; savoir comment les dreyfusards l'apprirent en est une autre. La confusion entre ces deux questions est d'autant plus facile que le public les découvre en même temps, imbriquées l'une dans l'autre. Dès 1896, à partir de l'article de l'*Éclair*, mais surtout en 1898, le bruit de l'illégalité commise en 1894 se répandit, sans preuve ni témoignage officiel ; les militaires firent tout pour nier cette illégalité, aussi longtemps qu'ils le purent, de façon jésuitique ou nettement mensongère. Opposer les justes qui disent vrai aux pervers qui mentent est un exercice aisé, mais l'historien n'est pas moraliste et savoir comment les défenseurs de Dreyfus ont eu accès à cette vérité est un point important de leur histoire, complètement négligé.

### a - Le docteur Gibert

Selon Mathieu Dreyfus, la première informatrice fut la voyante Léonie... Début 1895, Mathieu Dreyfus entre en relation avec le docteur

Gibert<sup>(9)</sup>, un spécialiste de la suggestion mentale qui parvient à mettre en état d'hypnose une paysanne normande, Léonie. Convaincu de l'innocence de Dreyfus, dont il avait connu le père, le docteur Gibert interroge la voyante sur le condamné et certains détails convainquent Mathieu de son pouvoir, malgré, dit-il, une méfiance préalable<sup>(10)</sup>. Début février, Léonie révèle que des pièces secrètes ont été communiquées aux juges... Stupéfaits, Mathieu et Gibert restent méfiants, car il arrive à Léonie (qui l'eût cru ?) de dire des sornettes.

Mais le docteur Gibert se trouve être un ami de Félix Faure ; il se rend chez le président de la République pour lui demander de surseoir à l'exil du condamné. Il tente notamment de l'émouvoir en lui lisant une lettre du condamné à sa femme, en vain. C'est alors, suivant la vulgate, que le chef de l'État confirme au docteur que Dreyfus a bel et bien été condamné sur des pièces secrètes, et autorise Gibert à communiquer l'information à Mathieu, à condition de ne le dire à personne d'autre. Et M. Bredin de commenter avec extase : « *Singulier destin : c'est une indiscretion du président de la République qui révélait le 21 février 1895 à la famille Dreyfus qu'un dossier secret avait été transmis aux juges, dans la salle des délibérations* ». Avec plus de sobriété d'expression, Marcel Thomas ne manque pas de consigner le fait<sup>(11)</sup>.

Lecteurs, n'avez-vous pas l'impression que l'on vous prend pour des benêts ? Certes, libre à chacun de croire ou non à l'hypnose, mais, si au siècle dernier ce genre d'exercice était fort prisé, nous doutons que les auteurs d'aujourd'hui lui accordent grand crédit ; pourtant, les uns passant l'histoire sous silence, les autres la rapportant avec respect, aucun ne manifeste de suspicion... Pour notre part, animé du seul souci de la vérité factuelle, jamais nous n'admettrons que Léonie ait pu "voir" qu'Alfred Dreyfus venait de changer son lorgnon pour des lunettes (détail qui convainquit Mathieu, raconte-t-il). Et nous aimerions comprendre ce que cachent ces boniments.

Cependant, supposons un instant que Léonie ait "vu" que, deux mois plus tôt, un dossier secret avait été communiqué aux juges. L'épisode suivant, avec Félix Faure, est-il crédible ?

Premièrement, on ignore si Félix Faure, président depuis le 17 janvier, connaissait l'existence du dossier secret et, dans l'affirmative, comment il l'aurait connue. Cela n'a rien d'évident, le général Mercier, parti avec le précédent gouvernement, ayant fait le maximum pour garder le

(9) Selon Mathieu, c'est un parent de sa femme qui le met en relation avec Gibert. Mais, dans une lettre à un ami, Gibert raconte qu'il avait connu Raphaël Dreyfus, le père.

(10) Mathieu Dreyfus, p. 50. Mathieu insiste sur son scepticisme initial, reconnaissant que Léonie lui semblait « *poussée par le docteur* » (p. 48), qui parfois « *la sollicitait trop vivement* ».

(11) Marcel Thomas, p. 433.



silence sur ce point. Deuxièmement, si l'on en croit le récit laissé par Mathieu, le président de la République aurait expliqué que la pièce avait été dissimulée à la défense par raison d'État. Respectueux comme il l'était de la chose militaire, très soucieux de la dignité de sa fonction, Félix Faure aurait-il confié ce grave secret à un civil, fût-il son ancien médecin ? Enfin, est-il admissible qu'il ait donné l'autorisation de fournir au frère du condamné un renseignement dont il ne pouvait méconnaître la redoutable portée ?

Peut-être objecterez-vous que le colloque de Gibert et de Félix Faure doit être exactement relaté, puisque ce personnage historique pouvait être appelé à témoigner ? Que nenni ! Nous allons voir que, à une mince exception près, l'histoire ne fut rendue publique qu'après la mort de Félix Faure, et même après celle de Gibert...

En 1895, dit Mathieu, impossible d'exploiter le renseignement, car Félix Faure « *sans doute, eût démenti le docteur Gibert* ». Sans doute, assurément, mais il est tout de même étonnant que Mathieu, désespéré et désemparé comme il l'est à ce moment, n'essaie pas de répandre la nouvelle.

C'est seulement à l'automne 1897, lors de la grande offensive en faveur de Dreyfus, que le bruit de la conviction du docteur Gibert est lancé, fort discrètement d'ailleurs. Le 13 novembre 1897, Gibert relate sa prétendue conversation avec Félix Faure, dans une lettre privée à Gabriel Monod ; c'est la première trace écrite d'une rencontre déjà vieille de deux ans et demi. Elle ne sera publiée que le... 24 mars 1899 (Gibert et Faure tous deux morts et enterrés). C'est le 21 novembre 1897 qu'on trouve la première allusion dans la presse : Le *Cri de Paris* raconte avec ironie que le docteur Gibert a été convaincu de l'innocence de Dreyfus par une voyante. Le lendemain, dans une lettre à son collaborateur Edmond Le Roy, Gibert proteste contre le ton de l'article, affirme que ce que Léonie « *a pu dire, penser, au sujet du capitaine Dreyfus n'a eu aucune importance* » pour lui, qu'il a acquis sa conviction de l'innocence de Dreyfus dans la famille de Mathieu<sup>(12)</sup>. C'est, à notre connaissance, la seule et unique prise de position semi-publique<sup>(13)</sup> de Gibert de son vivant. Soulignons qu'elle ne comporte aucune allusion ni à Félix Faure, ni à une pièce secrète...

Aux procès Esterhazy et Zola, début 1898, alors que les défenseurs de Dreyfus font du dossier secret un cheval de bataille et s'efforcent de

(12) Le *Temps*, 30 mars 1899.

(13) Dans cette lettre privée, Gibert se félicite d'avoir ainsi l'occasion « *de dire publiquement à tous ceux qui peuvent attacher de l'importance à [son] opinion* » qu'il est convaincu de l'innocence de Dreyfus. M. Le Roy avait donc l'autorisation de divulguer ce renseignement, bien mineur, mais il n'y eut, à notre connaissance, aucune communication de presse.

contraindre la Section de statistique à en avouer l'existence, le témoignage de Gibert n'est pas utilisé. Écoutons M. Bredin : « *Cité comme témoin au procès Zola, le docteur Gibert, très malade, avait préparé par écrit le récit de sa conversation avec Félix Faure. Mais ce dernier aurait-il pu alors faire autre chose que de le démentir ? Pour éviter au vieux médecin cette épreuve, Mathieu renoncera à ce témoignage et brûlera la déclaration du docteur Gibert* »<sup>(14)</sup>... Si l'on peut admettre que le sensible Mathieu ait voulu épargner à un vieil ami pareille épreuve, il est en revanche incompréhensible qu'il n'ait pas précieusement gardé la trace écrite de son témoignage. Et le médecin, qui va vivre encore un an, n'a – autant qu'on sache – jamais réitéré ce témoignage capital ni eu le souci d'en laisser une transcription posthume. Curieux.

Quatre jours après le procès de Zola, le 27 février 1898, le *Cri de Paris*, décidément bien renseigné, informe ses lecteurs que, il y a environ deux ans, Félix Faure aurait affirmé à son ami Gibert que Dreyfus avait été accusé sur une pièce secrète (c'est là l'unique "fuite" du vivant des intéressés). Phénomène surprenant, la révélation passe alors totalement inaperçue : elle n'est ni répercutée par la grande presse, pourtant friande des divers incidents faisant suite au procès, ni relevée par les dreyfusards, bien qu'ils fissent grand bruit, accusant les militaires de dépositions mensongères, à juste titre, mais sans pouvoir le prouver.

Et l'histoire demeure dans l'oubli.

Elle y reste jusqu'en mars 1899. Félix Faure est mort le 16 février 1899, le docteur Gibert le 18 mars de la même année.

Et c'est huit jours après, le 24 mars, que la confidence de l'ancien président de la République est livrée à la publicité ! (mars 1899 est l'époque d'une contre-offensive de Mathieu Dreyfus après que la "loi de dessaisissement" ait retiré le dossier de cassation à la Chambre criminelle, trop ouvertement favorable à Dreyfus).

Cette fois, il s'agit d'une véritable campagne de presse, avec interview de Mathieu Dreyfus, de Gabriel Monod et publication de deux lettres privées du défunt docteur Gibert racontant son entrevue avec Félix Faure (sans les visions de Léonie). Immédiatement, l'ancien secrétaire du défunt Félix Faure, M. Le Gall, déclare avoir vu une note manuscrite du président de la République, en marge de l'article du *Cri de Paris* de février 98 : « *Ceci est un mensonge* ». La volonté de Félix Faure de démentir est confirmée par MM. Brindeau, député, et Siegfried, sénateur. C'est donc parole contre parole, à titre posthume et sans preuve ni témoignage au sens juridique du terme. « *A l'heure actuelle, on fait parler deux cadavres* », note le général Legrand-Girarde dans ses souvenirs<sup>(15)</sup>.

(14) Jean-Denis Bredin, p. 712.

(15) Cité dans *Dreyfusards !*, collection Archives, Julliard, 1965, p. 63.



La véracité de cette histoire est donc incontrôlable.

L'unique pièce matérielle qui en atteste est la lettre de Gibert à Monod, laquelle, rappelons-le, est écrite en novembre 1897 et publiée après la mort de son auteur. Admettons son authenticité. A partir de cela, les dreyfusards nous racontent une histoire religieusement répétée par leurs suiveurs.

Or, absolument rien n'oblige Gibert à avoir écrit la vérité dans ce courrier privé ! Très proche de Mathieu, le docteur est entièrement dévoué à la cause de Dreyfus. En 1897, comme Mathieu, il connaît l'existence du dossier secret, depuis au moins un an. L'objet de sa lettre à Gabriel Monod est de le convaincre de passer ouvertement dans le camp dreyfusard (on savait Monod sympathisant, mais il venait d'écrire dans *Signal* que l'existence d'un dossier secret, si elle est avérée, « ne constituerait pas un cas de révision »). Dans ces conditions, on peut parfaitement imaginer, sans offenser en rien sa mémoire, que le docteur Gibert ait eu l'idée d'attribuer la révélation du dossier secret à son ami Félix Faure, pour lui donner plus de poids (à cette date, hors un cercle très étroit d'initiés, la forfaiture de 1894 n'est connue que par l'article anonyme de l'*Éclair* et la brochure partisane de Lazare : le prudent Monod avait de quoi se méfier...). Une telle hypothèse expliquerait d'une part le caractère unique et tardif de ce "témoignage" de Gibert, d'autre part son silence au procès Zola et devant l'histoire. Et l'on comprendrait mieux la "délicatesse" de Mathieu : il s'agirait alors d'épargner au docteur, non pas un affrontement avec Félix Faure, mais la transformation d'un pieux mensonge privé en faux témoignage public...

#### b – Autres indications données par Reinach et Mathieu Dreyfus

Craignant peut-être que l'histoire du médium (dont lui-même ne dit mot) et de l'évanescence colloque avec Félix Faure n'éveille quelque suspicion, Joseph Reinach s'empresse d'ajouter que bien d'autres personnes étaient au courant de la communication secrète... Il cite des noms de ministres, Freycinet, Hanotaux, Trarieux ; il nomme des membres du conseil de guerre qui auraient divulgué le secret, Echemann, Freystaetter, Florentin ; il mentionne deux hommes de loi ayant servi de relais, Reitlinger et Salle.

Une telle avalanche d'informations mérite d'être triée et examinée avec attention.

Rappelons d'abord que c'est dans la brochure de Bernard Lazare, en novembre 1896, que les défenseurs de Dreyfus révèlent qu'ils connaissent la communication secrète. Leur protestation porte alors sur deux points : premièrement la forfaiture juridique que constitue la dissimulation d'une pièce à la défense, deuxièmement l'interprétation abusive

de l'initiale D. pouvant désigner un autre que Dreyfus. La quasi-totalité des auteurs confondent ces deux aspects, et le lecteur, qui "sait" que la pièce secrète et *Ce canaille de D.* sont un seul et même document, n'en est pas choqué. C'est pourtant se condamner d'avance à ne rien comprendre... En effet, ou bien on croit avec les antidreyfusards que quelqu'un (Picquart dans leur esprit) a livré en bloc la pièce *Ce canaille de D.* et son histoire, et on comprend que Mathieu ait appris en même temps l'existence de cette lettre et son texte. Ou bien on suit les dreyfusards dans leur récit des laborieuses recherches de Mathieu. Dans ce dernier cas, les deux informations, communication secrète aux juges d'une part, existence d'une pièce portant l'initiale D d'autre part, furent obtenues de façon disjointe. Reinach est particulièrement précis sur cette distinction : la communication secrète fut révélée par Félix Faure, Freycinet et certains juges, qui ne dirent pas de quel texte il s'agissait ; la pièce à l'initiale fut signalée à Trarieux par Hanotaux, sans mention de communication. Nous allons analyser tout cela.

C'est d'abord Freycinet, « ancien ministre de la Guerre et toujours renseigné » qui aurait dit à Scheurer-Kestner, en janvier 1895, que la condamnation à l'unanimité avait été obtenue en montrant aux juges une pièce secrète<sup>(16)</sup>. Scheurer le rapporte effectivement dans ses mémoires, d'après une note prise par lui le surlendemain de sa conversation. Freycinet lui avait dit qu'il s'agissait d'une lettre de Panizzardi contenant l'expression « *Dreyfus tient la dragée haute* ». Le texte cité était inexact et l'ancien ministre ne donnait aucune source. Scheurer classa-t-il l'information au rang des multiples ragots qui hantent même les salons ministériels ? En tout cas, il ne semble pas avoir attaché d'importance aux propos de son collègue, auxquels il ne fit jamais allusion par la suite. Reinach est d'ailleurs obligé d'avouer que le vieux sénateur ne les avait rapportés ni à lui ni à Mathieu<sup>(17)</sup>.

Lorsque l'on recherche comment les amis de Dreyfus connurent la communication secrète, la voie Freycinet-Scheurer est donc sans issue. Tous les historiens qui la mentionnent sont sous influence de Reinach qui cherche un effet de masse.

Ensuite, sans fournir aucune date, Reinach nous dit que des membres du conseil de guerre de 1894 auraient divulgué ce détail, inconscients de sa gravité. Le lieutenant-colonel Echemann, par exemple, aurait parlé à un journaliste du *Gaulois*. Mais aucune référence contrôlable n'est indiquée...

Le commandant Freystaetter aurait également fait mention d'une communication secrète à un certain « capitaine Picard, cet ancien

(16) Reinach, Hist. II, p. 169.

(17) Reinach, Hist. II, p. 175.



*camarade de Dreyfus que la note d'un général antisémite avait empêché d'entrer à l'État-major. [...] Picard relata l'incident à l'un de ses parents, ancien élève de l'École Polytechnique, ingénieur d'un rare mérite (Léon Lévy) qui doutait de la culpabilité de Dreyfus et n'objecta rien »<sup>(18)</sup>.*

De son côté, le commandant Florentin, lui aussi juge de 1894, aurait fait le même récit à un capitaine Potier qui l'aurait transmis « à un avoué juif », que Reinach ne nomme pas, « qui ne s'étonna pas davantage »<sup>(19)</sup>. Ce qui est bien surprenant de la part d'un auxiliaire de justice connaissant les règles de la procédure contradictoire.

On ne peut sérieusement retenir ces prétendus bavardages, les indications de Reinach étant toutes invérifiables. Aucun historien, à notre connaissance, n'en a trouvé de trace. Là non plus, il n'est même pas dit que ces fuites parviennent à Mathieu ; Reinach les mentionne dans le seul but de donner au lecteur l'impression que la communication secrète avait transpiré de toute part, et de la source la meilleure qui soit. Il ajoute d'ailleurs gratuitement qu'au ministère vingt officiers « en causaient entre eux ou avec des amis » !

Il est frappant de voir Reinach insister aussi lourdement sur le fait que toutes les indiscretions prêtées à ces juges aboutissent à des oreilles militaires israélites. Peut-être s'était-il assuré que, si elles étaient questionnées, ces personnes confirmeraient le fait. Mais surtout l'historien dreyfusard tient à dire que, bien que juives, bien que plutôt favorables à Dreyfus, ces personnes n'ont pas été scandalisées par le principe d'une communication secrète. Pourquoi ? C'est qu'il s'agit en fait de justifier la longue attente de Mathieu (un an et demi) avant d'utiliser cette information... L'explication des dreyfusards fut toujours qu'elle n'aurait ému personne en 1895, et Reinach appuie cet argument de toutes ses forces.

Enfin, le 29 octobre 1896, l'un de ces juges aurait fini par raconter à l'avocat Émile Salle que Dreyfus avait été condamné sur des pièces ignorées de la défense. Salle serait allé répéter l'information à Demange. C'est la première date précise fournie par Reinach, nous y reviendrons. Mais quel juge avait parlé ? « On ne le sut jamais », note tristement Marcel Thomas, ajoutant que Demange était convaincu qu'il s'agissait du commandant Florentin. Lequel Florentin était mort avant de pouvoir être interrogé.

Aucun de ces bavards n'est supposé avoir donné de textes, ou de bribes de textes extraits des pièces secrètes.

Concernant par ailleurs l'existence d'une lettre dans laquelle un traître est désigné par la lettre D, la lumière serait venue de Ludovic

(18) Ibid., p. 176.

(19) Ibid., p. 176.

Trarieux. Ministre de la Justice dans le gouvernement Ribot (15 janvier-1er novembre 1895), inquiet quant à la culpabilité de Dreyfus, il serait allé demander quelques renseignements à son collègue des Affaires étrangères, Gabriel Hanotaux, qui avait conservé son portefeuille. Celui-ci aurait alors révélé que le ministère de la Guerre possédait une pièce dans laquelle l'initiale D désignait Dreyfus comme coupable. Trarieux aurait transmis l'information à un avoué nommé Reitlinger qui l'aurait à son tour rapportée à Demange, en avril ou mai 1895<sup>(20)</sup>. Demange n'en a jamais rien dit officiellement.

Cette explication est divulguée dans la presse en mars 1899, par Mathieu Dreyfus, en même temps qu'il révèle enfin les prétendues confidences de Félix Faure à Gibert. Mais ce n'est qu'au procès de Rennes (août 1899) que Trarieux livre son propre témoignage. Bien que dreyfusard engagé, témoin au procès Zola (février 1898) et devant la Cour de cassation, il n'a encore jamais rien dit des propos d'Hanotaux. Pourtant la pièce *Ce canaille de D.* est alors l'objet de vifs débats, tandis qu'à Rennes, l'information qu'il apporte, historiquement intéressante, ne présente plus d'intérêt politique ni juridique, le général Mercier ayant désormais reconnu la communication secrète. Son propos n'est d'ailleurs pas relevé.

Lors de cette déposition<sup>(21)</sup>, Trarieux précise bien que son collègue des Affaires étrangères ignorait (ou ne lui avait pas dit) que la pièce en question avait été illégalement communiquée. Selon Reinach, Trarieux avait même compris qu'elle avait été découverte par les services secrets après la condamnation de Dreyfus<sup>(22)</sup>. C'est seulement « *courant 96* », un peu avant l'article de l'*Éclair* que Trarieux, dit-il, eut vent d'une communication secrète.

De même, il est souvent affirmé que Trarieux avait appris d'Hanotaux l'expression entière *Ce canaille de D.*, qu'il aurait donc indirectement fait connaître à Mathieu. Or, il ne dit rien de tel, malgré la célébrité de la pièce à l'heure de sa déposition. Voici exactement ses paroles : « [Hanotaux] ajouta que M. le général Mercier lui avait communiqué une pièce sur laquelle l'initiale de Dreyfus, la lettre alphabétique D., devait permettre de penser que Dreyfus avait entretenu des relations coupables avec un agent d'une puissance étrangère ».

Par la suite, jamais Hanotaux ne fut interrogé sur ce qu'il avait dit ou non à Trarieux... Aucun juge ne fut désireux de savoir s'il avait ou non eu connaissance de cette pièce, et à quel moment. Il est vrai qu'il

(20) Mathieu Dreyfus, p. 68, et Reinach, Hist. II, p. 177. C'est Mathieu Dreyfus qui donne la date et Reinach le nom de Reitlinger qu'il dit être avocat, tandis que Marcel Thomas le signale comme avoué.

(21) Rennes III, p. 413 : Trarieux.

(22) Reinach, Hist. II, p. 177.



n'a pas démenti le propos de Trarieux, mais Hanotaux, tout au long de cette affaire, semble avoir eu pour strict principe de ne répondre qu'aux questions posées et ne prit jamais d'initiative, ni devant les juges, ni dans la presse. Répétons que la phrase de Trarieux, au sein d'une riche et longue déposition, passa à peu près inaperçue, ce qui peut expliquer que Hanotaux n'ait pas réagi. Il avait précédemment affirmé n'avoir « *jamais eu connaissance, ni comme particulier, ni comme ministre, des éléments d'accusation ni de la condamnation* » de Dreyfus<sup>(23)</sup>.

Un seul personnage politique a nettement dit avoir vu *Ce canaille de D.* au moment du procès, c'est Casimir-Périer. En annexe de son premier volume, Reinach affirmait que l'ancien président de la République le lui avait confié « *en janvier ou février 1895* » ; il aurait retenu la formule *Cet animal de D*<sup>(24)</sup>. Mais, curieusement, cette source insigne disparaît dans son second volume, alors que Reinach récapitule toutes les personnes ayant eu vent de cette pièce...

Force est de constater que les multiples indications fournies par Reinach sont essentiellement floues.

Concernant l'initiale D, la seule source jamais avouée par les dreyfusards repose sur un propos incident du témoignage de Trarieux à Rennes. Ce témoignage est unilatéral et de quatre ans postérieur aux faits ; cependant, du fait de l'absence de démenti d'Hanotaux, c'est un élément sérieux. Mais l'information est mince : Trarieux n'a eu connaissance ni de la communication secrète ni, semble-t-il, de l'expression *Ce canaille de D.* Pour ce qui est de l'existence d'une communication secrète, ni les "informations" de Freycinet, ni les prétendus bavardages des juges ne pouvant être retenus, nous en sommes bel et bien réduit à croire ou ne pas croire l'histoire posthume du docteur Gibert... Or, nous approchons du dénouement, c'est-à-dire de la parution de la brochure de Bernard Lazare.

### c – Salle, la brochure de Bernard Lazare et le procès Zola

Le 7 novembre 1896, la vérité sort toute armée de la brochure de Bernard Lazare : à cette date, les dreyfusards savent qu'une pièce où

(23) Rennes I, pp. 217 et 221 : Hanotaux. Dans une note manuscrite rédigée le 7 décembre 1894, remise par lui aux juges de Rennes, Hanotaux avait mentionné que Mercier ne lui avait montré, à cette date, aucun autre document que le bordereau.

Atteint de pleurésie, il quitta Paris le 7 décembre, pour n'y revenir que le 7 janvier. Il est possible que le ministre ait évoqué l'existence d'une pièce portant l'initiale D à ce moment, sans bien sûr parler du rôle qu'elle avait joué.

(24) Reinach, Hist I, p. 597. Et de faire le rapprochement avec l'article de l'*Éclair*, qui employait la même expression qu'il attribue à Mercier. Cela l'amène à soupçonner Mercier d'avoir montré au président une pièce falsifiée ! Mais, s'il était vrai que Casimir-Périer ait tenu ces propos, cela ferait de Reinach un des inspirateurs possibles de l'*Éclair* !

figure l'initiale D a été secrètement montrée aux juges (il serait fort intéressant de pouvoir consulter la première version de la brochure, écrite en juin 1895. L'information y figurait-elle déjà, et sous quelle forme ? Reinach donne de la première esquisse un résumé détaillé qui semble être complet : le dossier secret n'est pas mentionné. Indice que, malgré ses dires, Mathieu en ignorait le contenu<sup>(25)</sup> ?)

Même en admettant que Gibert ait appris par Félix Faure en février 1895 qu'une communication secrète avait été faite et que Demange ait appris en mai 1895 par Hanotaux, via Trarieux, l'existence de la pièce à l'initiale, il manque un chaînon : comment les amis de Dreyfus ont-ils su qu'il s'agissait de la même pièce ? L'ont-ils subodoré, prenant alors le risque de se tromper ? Ont-ils eu d'autres informations, et si oui, quand, comment, lesquelles ? Nous sommes laissés dans l'ignorance totale.

Reinach utilise la confiance de M<sup>e</sup> Salle à Demange comme faux-semblant. Précisément datée du 29 octobre 1896, quinze jours après l'article de l'*Éclair*, elle est présentée comme la source de Bernard Lazare, « *l'information importante* » qui confirme les dires de l'*Éclair* et grâce à laquelle on va enfin oser proclamer la forfaiture de 1894<sup>(26)</sup>... Ceci alors que Salle refuse de donner sa source, alors que son informateur n'est même pas censé avoir mentionné l'initiale D ! N'oublions pas que les dreyfusards disent être informés depuis plus d'un an par Félix Faure et Hanotaux... A supposer que la date indiquée par Reinach soit exacte, l'essentiel est d'avoir trouvé quelqu'un pour accepter la paternité des "révélations". Et Reinach ne fait que donner à Salle sur le plan littéraire le rôle qu'il joua sur le plan juridique.

En effet, si les dreyfusards tiennent à produire Émile Salle au procès Zola, ce n'est pas tant pour ce qu'il a à dire que pour avoir un point d'appui pour dénoncer l'existence du dossier secret. Lorsque Salle se présente à la barre des témoins, il est vrai qu'il est empêché de parler par le président du tribunal, soucieux d'éviter que le débat ne porte sur l'affaire Dreyfus<sup>(27)</sup>. Mais, s'il avait pu parler, qu'aurait-il dit ? Certainement, comme Demange parvient à le faire savoir aux jurés<sup>(28)</sup>, comme il l'a déjà relaté dans le *Matin* du 7 février 1898, jour d'ouverture du procès Zola, Salle aurait affirmé avoir appris par un des juges de 1894 qu'une pièce accusatrice avait été dissimulée à la défense. Il n'aurait certaine-

(25) Reinach, Hist. II, p. 191.

(26) Reinach, Hist. II, p. 425.

(27) L'acte d'accusation précisait de s'en tenir à la question de savoir si Zola avait ou non diffamé l'état-major, concernant l'affaire Esterhazy. De ce fait, le président repoussa toutes les questions concernant le dossier Dreyfus. Salle se retira donc sans avoir rien dit.

(28) Zola I, pp. 378 et 382 : Demange. Interrogé comme témoin, l'avocat de Dreyfus répondit « *Mais oui, parbleu !* » à M<sup>e</sup> Clemenceau qui lui demandait si ce n'était pas « *un des juges du conseil de guerre qui l'a[vait] affirmé à M. Salle* ».



ment pas dit qui était ce juge, puisqu'il a même gardé le secret envers ses amis. Un témoin refusant de nommer son informateur ne peut avoir grand poids, ni devant la Justice, ni devant l'histoire (Salle aurait pu, par exemple, être abusé par quelqu'un se faisant passer pour un des juges). ne veut pas entendre. Au contraire : chacun a retenu ce que Salle voulait dire et il échappe à toute question ! Le silence de Salle, bâillonné par le président, est bien plus efficace que ne l'eût été sa déposition. Et Reinach peut écrire avec un parfait aplomb : « *il était le maître du procès, il tenait entre ses mains le sort de cette immense affaire* »<sup>(29)</sup>...

Le rôle de Salle fut et reste de focaliser l'attention. Tout amateur cultivé, tout écrivain patenté lie son nom à la découverte de la pièce secrète. Mais que savait réellement Salle ? Que savons-nous de ce qu'il savait ? Absolument rien... Cette faiblesse d'un écho imprécis, d'origine anonyme, est telle que la plupart des historiens mentionnent en même temps Salles et Trarieux ! Ils semblent croire que les deux révélations sont concomitantes, alors qu'elles sont distantes de plus d'une année (Trarieux : 1895, Salle : 1896). Ils les présentent comme identiques, alors que Trarieux connaît le D mais pas la communication secrète, tandis que Salles a seulement entendu dire que les juges avaient reçu une pièce secrète dont il ignore le texte. Le *summun* est atteint par Jean-Denis Bredin qui va jusqu'à assimiler les deux épisodes, confondant manifestement l'avocat Salles et l'avoué Reitlinger (intermédiaire supposé entre Trarieux et Demange)<sup>(30)</sup>...

En fait, aucun de nos dreyfusologues ne s'est intéressé à la question, respectant scrupuleusement le flou savamment entretenu par les dreyfusards historiques. Par Mathieu Dreyfus notamment.

Celui-ci ne consacre à la question qu'une page de ses *Souvenirs* rapide et erronée. Semblant faire, comme M. Bredin après lui, l'amalgame Reitlinger-Salle, il laisse entendre avoir appris dès le printemps 1895 que la pièce secrète était *Ce canaille de D.* (comme il l'avait dit à l'instructeur Fabre). Rappelons que Trarieux et Reinach sont formels sur l'ignorance première de l'identité des deux pièces.

Pour faire bonne mesure, suivant la méthode de Reinach, Mathieu affirme avoir reçu, à la même époque, « *les mêmes renseignements de différents côtés* ». Il ne cite qu'un seul nom, celui de Develle, député qui avait été ministre des Affaires étrangères en 1893 ; il aurait appris « *que pour convaincre les juges de la culpabilité de Dreyfus, on leur avait montré une pièce contenant cette phrase "cette canaille de D."* ».

(29) Reinach, Hist. III, p. 358.

(30) Jean-Denis Bredin, p. 154. Il place la révélation de Salle en 1895, et réitère la même erreur dans son récent livre consacré à Bernard Lazare.

Malheureusement pour Mathieu, le témoignage de Jules Develle devant la Chambre criminelle (28 décembre 1898), particulièrement piteux, infirme ses prétendus souvenirs... L'ancien ministre était venu parler d'une lettre de Panizzardi, saisie en été 1893, dans laquelle figurait l'initiale D et qui aurait entraîné un premier soupçon contre Dreyfus. Connaissant un beau-frère du capitaine (ah ?), il se serait alors élevé contre pareil soupçon (la majorité des historiens reconnaissent que jamais Dreyfus n'avait été soupçonné avant le bordereau). A la fin de sa déposition confuse, jusqu'à l'incohérence<sup>(31)</sup>, la cour demanda à Develle s'il avait eu connaissance de *Ce canaille de D.* On obtint alors la première réponse claire de l'ancien ministre : « *Je n'en ai jamais eu connaissance* », dit-il...

Devant les juridictions ultérieures, les dreyfusards se passèrent du secours de M. Develle...

Mais, cette lamentable prestation oubliée par tous, Mathieu peut utiliser à sa guise le nom de Develle avec la bénédiction de cet homme de bonne volonté, n'en doutons pas.

Sur un point aussi important, il est difficile de croire à une innocente erreur de Mathieu. Nommer Develle, n'est-ce pas chercher à égarer les recherches sur ses véritables informateurs ?

Mais revenons à la brochure de Bernard Lazare.

Il est bien certain que ce n'est pas la demi-confiance de Salle qui a pu permettre à Bernard Lazare d'écrire que « *la découverte du bordereau [...] eut lieu longtemps après la saisie de la lettre* » où figurait le D... En effet, à l'automne 1896, non seulement les dreyfusards connaissent l'existence de *Ce canaille de D.*, mais de plus ils savent que la pièce est arrivée au service de statistique avant le bordereau, et qu'à cette époque Dreyfus n'avait pas été soupçonné. Cette information est capitale dans notre enquête sur les informateurs.

Marcel Thomas laisse abusivement entendre que l'information est apportée par Trarieux<sup>(32)</sup>. Répétons que celui-ci n'a jamais donné de date et qu'il croyait même la lettre postérieure à la condamnation de Dreyfus ; il ne pouvait donc pas savoir qu'elle était antérieure au bordereau !

Mathieu et Reinach attribuent l'information à un agent secret, ce qui revient à ne rien dire. Tous deux mentionnent la découverte avec la même sobriété, et dans un chapitre ne concernant pas le travail de

(31) 1ère Cass. I, pp. 333-335 : Develle. Le témoin paraît peu sûr de ses souvenirs. Parlant d'une lettre, saisie pendant son ministère, où aurait figuré l'initiale D, Develle dit d'abord « *Je crois savoir qu'au ministère de la Guerre, on avait prononcé, à cette occasion, le nom de Dreyfus, sans prétendre cependant que l'initiale D dissimulait son nom* ». Puis, quelques phrases plus loin : « *L'attaché de service me dit qu'on interprétait ce D par Dreyfus* ».

(32) Marcel Thomas, pp. 434-435.



Bernard Lazare. Il est manifeste qu'ils tiennent à dissimuler leur source et à estomper la question.

Or, le fait que les dreyfusards aient connaissance de l'antériorité de *Ce canaille de D.* est précisément l'indice qui acheva de convaincre le général Gonse de la complicité de Picquart. Depuis Reinach, les historiens glosent à qui mieux mieux sur « *le nombre considérable de personnes* » (M. Thomas) qui connaissent l'existence de *Ce canaille de D.*, argument aussi impossible à contrer qu'à prouver, mais aucun ne suggère laquelle de ces personnes aurait pu connaître la date de saisie de la pièce, détail interne au service. Ni les juges, ni les ministres, ni ce pauvre Salle n'avaient de raison de le savoir. Picquart, lui, avait le dossier secret en main depuis la fin août...

Touchons-nous là une explication possible à tous les mystères dont les dreyfusards ont enveloppé la découverte du dossier secret ? Léonie-Gibert-Faure ? Pas très convaincante, tout de même, cette histoire tenue sous le boisseau durant quatre ans, jusqu'à la mort des principaux intéressés. Hanotaux-Trarieux ? Bien tardif, ce témoignage de quatre ans et demi postérieur aux faits, et de toute façon largement insuffisant. Bavardages des membres du conseil de guerre ? Voire... Parmi ceux qui connurent l'existence du dossier secret en 1894, on oublie souvent le nom de l'officier placé en observateur au procès par le ministre : c'était Picquart<sup>(33)</sup>. C'est même lui qui avait été chargé de remettre ledit dossier au Conseil de guerre. Sans doute n'en connaissait-il pas le contenu, mais, chef du service de renseignements à partir de juillet 1895, il aurait pu, sans curiosité excessive, apprendre qu'une lettre nommait l'espion D.

Il ne s'agit pas là d'insinuations malveillantes contre Picquart, mais de la constatation que, d'une part, les maigres explications fournies par les dreyfusards, acceptées comme Vérité, ne sont pas satisfaisantes et que, d'autre part, la complicité de Picquart, étudiée comme hypothèse, rendrait les choses logiques. Une hypothèse qui est une alternative cohérente à une théorie boiteuse et indémontrée ne saurait être écartée par une pirouette, à la manière de M. Thomas qui moque « *une déduction trop rigoureuse à partir de prémisses incertaines* »... Seule une explication franche et complète des dreyfusards aurait pu laver Picquart de ce soupçon. Or, même à titre posthume, ils dissimulent.

Les activités de Mathieu en 1895 et 1896 sont toutes recouvertes du même silence.

(33) Rennes I, p. 381 : Picquart. Reinach, Hist. I, p. 450 : « *Picquart, très soigneux, s'était préoccupé avant le jugement des pièces secrètes : comment rentreraient-elles au ministère ?* »

## II - LA TRAVERSÉE DU DÉSERT ?

Mathieu Dreyfus dépeint les années 1895 et 1896 comme de pénibles années de solitude, de vains tâtonnements, de repli sur la famille unie dans le malheur et suspendue aux tristes lettres du prisonnier. Là encore, les auteurs ont rivalisé d'exercice de style, à qui rendrait le mieux ce lourd climat. Mais aucun n'a cherché à savoir ce que Mathieu Dreyfus avait réellement fait pendant ces années. De nombreux indices indiquent qu'il n'était pas inactif, et l'affirmation selon laquelle ces actions furent vaines reste parfaitement gratuite.

Il est certain qu'en 1895 les soutiens à Dreyfus, traître reconnu, solennellement dégradé, étaient discrets. Cela ne signifie point qu'ils aient été inexistantes, ni inefficaces.

### a - Les proches

Le noyau dur de la famille est constitué de Mathieu Dreyfus (appelé à Paris par sa belle-sœur le 31 octobre 1894, dès que du Paty de Clam l'autorise à prévenir sa famille), de Lucie Dreyfus, l'épouse du condamné, et de son père, M. Hadamard, dont la demeure est le premier point de ralliement des défenseurs de Dreyfus. On parle peu de M. Hadamard, diamantaire fortuné et bien installé. On parle moins encore du reste de la famille, qui pourtant agit discrètement. Des neveux vont voir du Paty en novembre 1894. Un beau-frère, Joseph Valabrègue, d'une des grandes familles juives de Carpentras, met Mathieu en relation avec Bernard Lazare. Deux frères, Jacques et Léon habitant Mulhouse, l'aîné de nationalité allemande, s'adressent à Guillaume II. Jacques Millerand salue « *l'antique solidarité juive au sein de la famille* »<sup>(34)</sup>. Il y a aussi un cousin dont l'influence, rarement signalée, fut certainement importante, c'est Lucien Lévy-Brühl, professeur de philosophie à Louis Le Grand, personnage déjà considéré, en relation avec le monde intellectuel. Quand il faut choisir un avocat, c'est lui qui accompagne Mathieu chez Waldeck-Rousseau, avocat réputé, qui a déjà été deux fois ministre de l'Intérieur. Rien que de normal dans ces démarches. Elles indiquent tout de même que la famille Dreyfus n'est pas dépourvue de relations.

Ajoutons le grand rabbin de France, Zadoc-Kahn, qui rend fidèlement visite à la famille éplorée. Nos auteurs conformistes sont particulièrement discrets sur ce personnage. Peu savent que Zadoc-Kahn était un parent éloigné des Dreyfus<sup>(35)</sup>. Aucun n'a retenu son intervention mena-

(34) Mathieu Dreyfus, préface de Jacques Millerand.

(35) Julien Weill, *Zadoc Kahn*, Alcan, 1912, p. 163. Le grand rabbin avait marié sa fille cadette à un cousin d'Alfred Dreyfus, en 1893.



cante dans le bureau du préfet de police Lépine en novembre 1894. Pierre Birnbaum est un des rares à signaler une réunion organisée par Zadoc-Kahn, le 27 décembre 1894 ; il a convoqué « un certain nombre de juifs [...] pour leur soumettre différentes stratégies ». Quinze jours plus tard, une seconde assemblée réunit « un grand nombre de dirigeants juifs du barreau, des sciences, de la finance et de la politique ». Selon M. Birnbaum, il s'agit seulement de lutter contre les manifestations antisémites suscitées par la condamnation de Dreyfus, mais il ajoute honnêtement : « On n'en saura guère plus tant les actions concrètes demeurèrent méconnues ». Étant donné les doutes émis par certains sur la culpabilité du capitaine, les cris d'innocence de celui-ci, il est impossible que le conclave – dont faisait partie Salomon Reinach, frère de Joseph – n'ait pas abordé cette question. Enfin, M. Birnbaum se dit « frappé par l'extrême audace d'un grand rabbin qui voit fréquemment Bernard Lazare, Scheurer-Kestner ou Gabriel Monod »<sup>(36)</sup>. Pour notre part, c'est le silence total sur ces entrevues qui nous frappe...

Hors des relations familiales, les Dreyfus ont également le soutien de Forzinetti, commandant militaire de la prison du Cherche-Midi. Il a, dit-il, été convaincu par les cris d'innocence de son prisonnier dont l'état nerveux lui a fait craindre la folie ou le suicide. C'est lui qui, en toute illégalité, remet à Mathieu la copie de l'acte d'accusation, secrètement prise en note par Dreyfus, en vue d'une future campagne de presse (le document est mis en sûreté à Bâle, par un frère de Lucie Dreyfus). Quand ladite campagne sera déclenchée par Bernard Lazare, en 1896, Forzinetti accompagnera l'écrivain chez divers journalistes pour les convaincre de l'innocence de Dreyfus.

Mais, selon Reinach, la famille Dreyfus est plongée dans l'isolement. Avant d'aller plus loin, voyons ce qu'il en est de l'historiographe lui-même.

Député des Basses-Alpes depuis 1889, homme politique influent, Joseph Reinach avait été indirectement compromis dans le scandale de Panama, par son oncle et beau-père, Jacques (de) Reinach, principal instigateur de l'entreprise de corruption, acculé au suicide en 1892. Obligé de s'effacer pour quelque temps, Joseph n'en conserve pas moins une grande influence individuelle, tant dans le milieu sémite que parmi les hommes politiques proches de Gambetta dont il avait été l'ami et le collaborateur.

Quoique le titre lui soit contesté par certains<sup>(37)</sup>, Reinach semble bien avoir été le premier dreyfusard. « Dès le premier jour, j'avais eu

(36) Pierre Birnbaum, *La France de l'affaire Dreyfus*, Gallimard, 1994, p. 527. Michael Marrus y fait également allusion pp. 275-276. Notons qu'il s'agit d'ouvrages ne s'intéressant pas directement à l'affaire. Ceux-là sont muets comme des carpes sur le sujet.

(37) Louis Leblois, *L'affaire Dreyfus*, opus cité, p. 512. Lazare réclame également cette gloire.

*l'intuition que l'accusé était innocent* », raconte-t-il, en raison de la « fureur antisémite » de la presse nationaliste. L'accusé eût-il été coupable (hypothèse qui ne peut être écartée) que ladite fureur eût évidemment été la même ; Reinach nous explique donc, à sa façon, qu'il a réagi ainsi par réflexe racial. Et, en effet, nous l'avons vu intervenir en faveur de Dreyfus ; en novembre 1894, il a protesté auprès du président du conseil contre une interview du général Mercier. Puis il a fait campagne contre le huis clos ; avec Waldeck-Rousseau, il a tenté d'influencer le président du conseil et même Mercier ; il a fait intervenir ses relations dans la presse pour essayer d'émouvoir l'opinion.

En 1895, le cas de Dreyfus le préoccupe toujours. En janvier, c'est lui, avec son ami Ranc, qui incite Scheurer-Kestner à douter de la culpabilité et à mener une enquête dans le milieu gouvernemental.

Mais il affirme qu'il ne chercha pas à rencontrer la famille de l'accusé, qu'il évita tout contact tant avec Lucie Dreyfus qu'avec Mathieu Dreyfus, afin de garder une entière indépendance de jugement. Sans donner de date précise, il dit avoir reçu la première visite de Lucie et de son père entre l'automne 1896 et le printemps 1897<sup>(38)</sup>. Sans aucun détail, bien qu'il s'agisse d'une rencontre "historique", il écrit : « Je me suis rencontré pour la première fois, avec Mathieu en octobre [1897] »<sup>(39)</sup>.

Pour sa part, Mathieu affirme : « Je vis pour la première fois Joseph Reinach au mois de décembre 1897 »<sup>(40)</sup>... Octobre ou décembre ? La différence est de taille quand on sait tout ce qui se passe durant ces deux mois (fiévreuse attente des démarches de Scheurer, "découverte" du coupable Esterhazy et sa dénonciation par Mathieu).

Lequel croire sur cet important détail ? Et surtout, globalement, faut-il croire sur parole deux hommes qui, à partir de 1898 au moins, travailleront en étroite collaboration ?

Est-il crédible que Mathieu qui, au début de 1895, sonne à toutes les portes du monde politico-médiatique (Scheurer et Siegfried, sénateurs, Lalancé, député, Guyot, directeur du *Siècle* et ancien ministre, Rodays, directeur du *Figaro*, etc.) n'ait pas cherché à contacter Joseph Reinach dont il ne peut ignorer les démarches publiques en faveur de son frère ?

Le lecteur attentif découvre que les deux hommes côtoient les mêmes personnes.

Le premier avocat pressenti par Mathieu, en 1894, est Waldeck-Rousseau, autre gambettiste, avocat de Ferdinand de Lesseps au procès du Panama, et qui fait partie des relations de Reinach. « On nous

(38) Reinach, *Hist.* II, p. 504.

(39) Reinach, *Hist.* III, p. 21.

(40) Mathieu Dreyfus, p. 132.



conseilla M. Waldeck-Rousseau», dit Mathieu. Qui est ce "on"? Waldeck décline, mais promet son soutien et conseille de s'adresser à son confrère Demange. C'est toujours le même cercle, puisque Reinach nous confie qu'il « *connaissai[t] de longue date* » M<sup>e</sup> Demange<sup>(41)</sup>. Il le connaît si bien qu'il ose lui demander, en 1894, de lui ouvrir le dossier Dreyfus... Impertinente en soi envers un avocat tenu au secret professionnel, la requête est d'autant plus effrontée que le dossier en question touche à la défense nationale (bien sûr, l'avocat refuse vertueusement).

Puis, quelque 500 pages plus loin, Reinach laisse échapper que son frère, l'archéologue Salomon Reinach, est en contact avec « *le philosophe Lévy-Brühl, cousin de Dreyfus* » ; en janvier 95, le philosophe avait soumis à l'archéologue un projet de protestation publique contre la condamnation<sup>(42)</sup>. C'est ce même Lévy-Brühl qui accompagnait Mathieu chez Waldeck en décembre... Nous avons peut-être la réponse à la question précédemment posée. Si le "on" qui a indiqué l'avocat n'est pas Joseph Reinach, n'est-ce pas son frère Salomon ? Salomon Reinach qui est, de plus, l'« *ami et proche collaborateur* »<sup>(43)</sup> de Zadoc-Kahn.

Waldeck-Rousseau, Demange, Reinach frères, Lévy-Brühl, Zadoc-Kahn... ; tous sont en relation et, plus ou moins discrètement, tentent d'agir en faveur de Dreyfus... Tout ce monde se connaît, se rencontre, et nous devrions admettre que seuls Joseph Reinach et Mathieu Dreyfus ne seraient jamais vus. Avouons notre scepticisme.

Lorsque Monod évoque son retour à Paris, en novembre 1897, il parle spontanément de « *MM. Reinach, amis de M. Dreyfus* »<sup>(44)</sup>. Dans ses *Souvenirs sur l'affaire*, Léon Blum qui était mêlé aux premiers dreyfusards par Lucien Herr et Lévy-Brühl, évoque l'automne 1897 : « *les stratèges de la campagne révisionniste, c'est-à-dire Mathieu Dreyfus et ses conseillers intimes, Scheurer-Kestner et Joseph Reinach,...* »<sup>(45)</sup>.

Et quand bien même les deux hommes se seraient-ils soigneusement évités, le truchement du cousin de l'un, des frères de l'autre, aurait suffi pour permettre à Reinach de suivre de près, voire de guider, les tentatives de la famille de 1895 à 1897...

Il paraît étonnant que cet homme combatif, convaincu d'une erreur judiciaire, n'ait rien fait du tout de janvier 1895 au 16 septembre 1896 (date de sa protestation écrite au Garde des Sceaux, à la suite de l'article de l'*Éclair*).

Au début du mois de septembre 1896, il rencontre Bernard Lazare pour la première fois, dit-il ; le jeune auteur lui parle de sa prochaine

(41) Reinach, Hist. I, p. 367.

(42) Reinach, Hist. II, p. 164.

(43) Marrus, opus cité, p. 258.

(44) Monod, 1<sup>ère</sup> Cass., p. 462.

(45) Léon Blum, *Souvenirs sur l'affaire*, Gallimard, 1981, p. 57.

brochure. « *A partir de ce moment, je le vis fréquemment, mais sans entrer encore en relation avec Mme Dreyfus, ni avec Mathieu* », note Reinach. Par Lazare interposé, c'est tout de même l'aveu de relations indirectes avec Mathieu, à partir de 1896. Mais Reinach s'efface à nouveau de son récit, n'apparaissant que par intermittence, comme conseiller de Scheurer, dont il fait le siège pour le convaincre de demander la révision du procès. C'est là le seul rôle qu'il se reconnaisse dans cette période, rôle purement moral donc.

Le peu qui nous est dit nous laisse deviner que Reinach sert d'intermédiaire entre le sénateur et Mathieu Dreyfus, en tout bien tout honneur, et sans connaître Mathieu s'entend. Par exemple, Scheurer a entendu dire que Dreyfus possédait en secret une maison de 200.000 francs. Scheurer demande à Reinach de se renseigner ; Reinach questionne Demange et Mathieu répond à Bernard Lazare (sic !) qu'il s'agit d'un ragot. Et Mathieu met les livres de compte de son frère à la disposition de Scheurer et de Reinach<sup>(46)</sup>. Toujours sans être en relation avec eux, bien sûr. Aucun de nos auteurs n'a l'impertinence d'en douter.

L'exercice tend à devenir périlleux...

Heureusement, nous arrivons à l'automne 1897 où, après la dénonciation d'Esterhazy par Mathieu, le 15 novembre, tous les proto-dreyfusards vont enfin pouvoir se rencontrer.

## b – Les enquêtes de 1895-96

Revenons à 1895. Durant les premiers mois, Mathieu s'agite beaucoup. Apparemment, la seule concrétisation de ses multiples démarches est la commande d'un texte à Bernard Lazare. La première version de la brochure est prête début juin ; principalement l'auteur s'insurge contre une condamnation prononcée à partir d'une seule lettre, d'origine inconnue, non signée, non reconnue par Dreyfus et n'ayant pas fait l'unanimité des experts. Mais Mathieu décide de surseoir à la publication. Pour quelle raison ? Tous les auteurs fournissent la même explication : Mathieu, influencé par le prudent Demange et divers conseillers, aurait estimé l'opinion encore trop braquée contre son frère pour accueillir favorablement un tel livre.

L'argument n'est guère satisfaisant... En réalité, le silence médiatique était retombé très vite sur Dreyfus<sup>(47)</sup>. Lorsque Mathieu a demandé à Bernard Lazare d'écrire ce texte, il s'agissait d'une décision bien réfléchie ; il avait fallu choisir un auteur (l'espace d'un instant, on avait envisagé...

(46) Reinach, Hist. II, p. 507.

(47) Pierre Boussel, *L'affaire Dreyfus et la presse*, Armand Colin, Paris, 1960. Julien Weill, *Zadoc Kahn*, Alcan, 1912, p. 171. Nul ne dit le contraire.



Drumont !), le contacter (Mathieu avait réuni quelques lettres d'introduction, dont une du député Naquet), puis lui fournir la documentation nécessaire et le rémunérer<sup>(48)</sup>. On n'organise pas un tel travail sans avoir l'intention de le publier. Il n'y a que deux explications possibles au refus des Dreyfus : ou bien, malgré le talent du jeune polémiste, le texte ne les a pas satisfaits, ou bien des éléments nouveaux leur ont inspiré une stratégie de plus longue haleine, nécessitant effectivement de se faire oublier quelque temps.

Au moment où Bernard Lazare écrit sa brochure, la Chambre des députés vote une loi ajoutant un quatrième cas de révision : désormais la découverte d'un fait nouveau, inconnu lors des débats, pourra donner accès à la révision des condamnations pénales. Il s'agit là d'une modification capitale pour les défenseurs de Dreyfus, qui, jusqu'en 1906, vont se livrer à une incessante chasse aux faits nouveaux. Le ministre sous l'impulsion duquel cette loi est promulguée est Ludovic Trarieux, qui se révélera plus tard un ardent dreyfusard. Aussi les anti-dreyfusards seront-ils persuadés que le nouvel article de loi n'avait d'autre objet que de servir les intérêts de Dreyfus. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'un véritable champ d'action est désormais ouvert aux défenseurs d'un homme condamné à la suite d'une obscure affaire d'espionnage.

Selon Mathieu, Reinach, et tous les autres, du printemps 1895 à l'été 1896, il ne se passe rien. « *L'automne vint, puis l'hiver [...]. Et l'hiver s'écoula* », soupire Mathieu. « *Une année s'écoula dans l'attente* », résume Reinach, qui abandonne la famille à son sort jusqu'à la subite décision de Mathieu de publier la brochure de Bernard Lazare, en septembre 96. Cependant, quelques allusions çà et là, sans jamais ni date ni précision, nous laissent deviner que Mathieu n'a pas renoncé à agir.

Courant 95, il a fait venir la voyante Léonie à Paris. Il l'installe dans un appartement, avec sa propre sœur ; lui-même apprend à la mettre en état d'hypnose, et lui consacre beaucoup de temps. Cette attitude est interprétée comme le signe du désarroi d'un frère n'espérant plus de secours que des sciences occultes. Cela se peut. Tout comme il peut s'agir d'un trompe-l'œil destiné aux agents du service de renseignements qui ne cessent de surveiller la famille Dreyfus et dont Mathieu se plaint de l'omniprésence autour de lui. Comme dit Marcel Thomas, commentant les visites de Mathieu à une autre voyante, Henriette Couëdon : « *si Mathieu s'était déjà, comme on l'a prétendu, assuré le concours de Picquart, il se fut dispensé de celui de Mlle Couëdon* ». Le plus borné des policiers ne saurait conclure différemment...

(48) Jean-Denis Bredin, *Bernard Lazare*, p. 161. L'auteur estime "probable" cette rémunération. Ce qui est au demeurant tout à fait compréhensible pour un homme vivant de sa plume.

Il n'empêche que, pendant que Mathieu se consacre ostensiblement à la voyance, ses agents travaillent.

Tous les historiens mentionnent l'existence de ces agents employés par la famille Dreyfus, mais aucun, à notre connaissance, n'a cherché à en savoir plus, répétant servilement ce que Reinach et Mathieu ont dit. Or, ils ne sont pas plus bavards l'un que l'autre...

Il y a des agents anglais, à partir d'avril 96 selon Mathieu, plutôt courant 95 selon Reinach<sup>(49)</sup>. Mathieu nomme un certain M. Cook. Comment l'a-t-il contacté ? Quels sont les moyens d'action dont dispose ce détective étranger ? On l'ignore. Ces Anglais semblent avoir été chargés de pénétrer l'ambassade d'Allemagne à Paris. D'après Mathieu, ils envoient une femme séduire Schwartzkoppen, en vain. Reinach leur prête un rôle plus sérieux : selon lui, ils réussissent à faire parler le concierge de l'ambassade, lequel aurait révélé « *qu'une lettre de Schwartzkoppen à Panizzardi avait été dérobée, livrée à l'État-major* ».

Mais il y a aussi un réseau français. Dès le début de 1895, Mathieu mentionne l'agent Dubois.

L'agent Dubois... Il est stupéfiant de retrouver sous quasiment toutes les plumes des allusions dégagées à "l'agent Dubois", comme on dit "le président Félix Faure", comme s'il s'agissait d'un personnage bien connu, parfaitement identifié<sup>(50)</sup>. Ceci, alors qu'on ignore totalement qui était cet homme, qui n'est jamais sorti de l'ombre ! Dubois est manifestement un pseudonyme. Son choix ne manque pas d'ironie ; c'est précisément par ce pseudonyme que Panizzardi et Schwartzkoppen désignaient un de leurs espions français (selon certains, ce serait le D de *Ce canaille de D.*). Un vrai Dubois avait d'ailleurs été soupçonné par le service de renseignements d'être à l'origine des fuites de plans directeurs.

Qui était le "Dubois" de Mathieu ?

Cette question n'a éveillé la curiosité d'aucun historien. Le commentateur des textes réunis sous le titre *Dreyfusards !* en fait le "commissaire Dubois", sans référence<sup>(51)</sup>. Mathieu mentionne par ailleurs les services d'un « *fonctionnaire de la Sûreté* ». Est-ce le même homme<sup>(52)</sup> ? Ce n'est pas certain, mais possible, puisqu'il écrit

(49) Mathieu Dreyfus, p. 78. Reinach, Hist. II, p. 184.

(50) Notons que Marcel Thomas, lui, s'abstient de parler de Dubois. Il mentionne, sans plus, « *des policiers privés* », p. 352.

(51) *Dreyfusards !*, opus cité, p. 66.

(52) Il est caractéristique que, dans le livre dirigé par Pierre Birnbaum, opus cité, Jean-Marc Berlière consacre un article à la police, et particulièrement à la Sûreté : il glose sur les sentiments dreyfusards ou non de la police, mais ne s'intéresse pas le moins du monde à la question des contacts de Mathieu Dreyfus et ne mentionne même pas leur existence... (*La Généalogie d'une double tradition policière*, pp. 191 à 225).



un peu plus loin : « *Je demandais à Dubois de surveiller les gens qui entraient à l'ambassade. Dubois vint me dire qu'il ne pouvait continuer, qu'il serait rapidement brûlé par les agents de la Sûreté* ». Dubois a certainement des contacts policiers, puisque début 1895, il est en mesure d'apprendre à Mathieu que les services secrets ont soudoyé le concierge de sa maison, ainsi que la cuisinière de sa belle-sœur<sup>(53)</sup>. On devine également que Dubois dirige des agents subalternes au service de Mathieu (« *il m'avoua [...] qu'il avait employé l'agent préposé à la surveillance à une autre besogne* »).

Mathieu fait allusion, en 1898 seulement, à ses relations amicales avec M. Cavard, directeur de la Sûreté. On ignore si ce contact existait dès 1895. Si oui, ce n'est certainement pas ce personnage qui aurait fait le guet devant l'ambassade d'Allemagne, mais il pourrait avoir fourni un agent à Mathieu.

Concernant les affaires d'espionnage, Mathieu dispose d'un informateur remarquablement renseigné (ni lui ni Reinach ne disent nettement qu'il s'agit de Dubois. Peu importe, ce dernier n'étant qu'un nom de code). En 1895 ou 1896, il apprend ainsi l'histoire de la femme Millescamps, de façon très détaillée<sup>(54)</sup>, y compris, affirme Reinach, le rôle de l'agent secret Brücker. L'affaire datant de 1893, on peut encore penser qu'elle a pu s'ébruiter dans les milieux d'espions que doit fréquenter Dubois. Mais il y a plus impressionnant : Mathieu apprend l'existence de l'installation destinée à espionner Schwartzkoppen organisée par les services français<sup>(55)</sup>... Le trucage de l'appartement situé au-dessus du mess des attachés militaires allemands a été commencé par Sandherr et perfectionné par Picquart, nous en avons déjà parlé. Que Mathieu ait pu avoir accès à une information contemporaine et aussi secrète (d'autant plus secrète que l'action était totalement illégale) prouve que son agent était extrêmement bien placé.

Nous avons déjà éprouvé la même impression en constatant qu'à l'automne 1896, Bernard Lazare connaît la date d'arrivée à la Section de statistique de *Ce canaille de D.* et même le fait qu'un nommé Duchet avait alors été soupçonné. Il s'agit là d'informations que seuls les très proches collaborateurs de la Section de statistique pouvaient détenir...

On ne peut perpétuellement évoquer d'insaisissables "bavardages", et certainement pas sur de pareilles questions. Si "Dubois" n'appartient pas lui-même au petit cercle des initiés, il y a assurément un contact.

(53) Mathieu Dreyfus, pp. 52-53.

(54) Mathieu Dreyfus, pp. 62-63. Marie Forêt, dite Millescamps, avait été la maîtresse de l'agent Brücker et condamnée pour espionnage en janvier 1894 sur dénonciation de celui-ci.

(55) Reinach, Hist. II, pp. 502-503.

Outre les officiers de la Section de statistique eux-mêmes, quelques noms peuvent être avancés.

On peut par exemple se demander si l'agent Guénée, le policier préféré du commandant Henry, personnage de l'ombre, réputé des plus rustiques, ne s'est pas laissé habilement interroger par "Dubois". Mais il ne semble pas que Guénée, qui travaille hors des bureaux, ait pu connaître les détails internes que nous venons de citer. Et il est très hostile à Dreyfus.

L'agent Desvernine, apprécié de Picquart, était chargé des écoutes de la "maison truquée" ; il peut avoir été acheté. Mais aucun indice ne le laisse penser.

Mais, outre Desvernine, l'agent Ducasse s'occupe de cette affaire. Rappelons que Ducasse est ce protégé de Picquart qu'il a fait entrer à la Section de statistique sous le faux nom de Durand. Il est assez singulier de voir deux agents chargés de la même mission, Ducasse semblant surveiller Desvernine<sup>(56)</sup>. Durand-Ducasse a, outre un double nom, une double vie, puisque cet agent très secret, ancien soldat parlant plusieurs langues, est officiellement secrétaire de Mlle de Comminges dont le salon est très fréquenté par les officiers mondains. Un tel personnage aurait facilement pu attirer l'attention d'un agent de Mathieu. On le dépeint comme un enthousiaste, adorant jouer à l'agent secret ; il a pu se laisser séduire par la cause de Dreyfus. Il est très proche de Picquart.

Le commissaire Toms est également une piste intéressante.

Toms appartient à la Sûreté, dont il est détaché depuis 1894 pour travailler avec la Section de statistique. Il jouit de la confiance de Picquart et c'est lui qui a été chargé d'enquêter sur l'origine du bordereau publié par le *Matin*, en novembre 1896. Très vite, il dit que la fuite vient d'un des experts de 1894. Plus tard, il précisera qu'il soupçonne Teyssonnières. Or, Mathieu écrit : « *J'ai appris au bout de quelques jours que c'était l'expert Teyssonnières* » qui avait livré son fac-similé. Simple coïncidence ou indice de relation entre les deux hommes ? Serait-ce Toms, ce « *fonctionnaire de la sûreté* » dont Mathieu s'est assuré les services ? Curieusement, Mathieu reconnaît avoir connu Toms<sup>(57)</sup>, mais beaucoup plus tard. Peu après le procès de Rennes, Toms aurait proposé à Mathieu de le mettre en rapport avec... Lajoux et Cuers ! Il est clair que les dreyfusards espéraient d'eux un fait nouveau permettant une nouvelle révision. Le voyage de Toms en Espagne à cette fin a été reconnu par le président du Conseil Waldeck-Rousseau qui en a assumé la responsabilité<sup>(58)</sup>...

(56) C'est du moins ce qui ressort de l'interprétation donnée par Picquart du message de Ducasse rédigé à moitié en espagnol, voir p. 195.

(57) Mathieu Dreyfus, p. 293. Il l'orthographe "Toms", mais il s'agit bien du même.

(58) Voir p. 419.



Cela est d'autant plus troublant que, rappelons-le, c'est Toms qui avait été spécialement chargé par Picquart, en juin 1896, d'aller rencontrer l'Allemand Cuers à Bâle pour obtenir des renseignements sur l'espion que Picquart identifiera à Esterhazy. Si d'aventure Toms était le « *fonctionnaire de la Sûreté* » employé par Mathieu à cette époque, bien des choses recevraient un éclairage différent...

Ajoutons qu'en octobre 1894, Toms, alors inspecteur, avait été chargé par Sandherr de photographier la pièce *Ce canaille de D.* dans le cadre de l'enquête sur le bordereau<sup>(59)</sup> : il en avait donc vu le texte et avait pu apprendre à ce moment que la pièce avait été reçue au printemps. Or, Mathieu précise que c'est le fonctionnaire de la Sûreté qui lui rapporte ce précieux renseignement<sup>(60)</sup>. Un fonctionnaire de la Sûreté ordinaire, travaillant à la préfecture de police, n'a aucune raison de connaître un détail si particulier. Il nous semble tenir là un indice très important.

Toutes ces coïncidences convergentes font que Toms pourrait bien être ce précieux agent de Mathieu<sup>(61)</sup>.

L'hypothèse que Picquart soit déjà en contact, sans doute indirect, avec Mathieu ne saurait non plus être écartée. Dans ce cas, ce pourrait être lui qui dirige Toms et fait espionner Schwartzkoppen pour le compte de Mathieu par Durand-Ducasse.

Ces rapprochements ne constituent pas des preuves. Certes, et nous le disons nettement. Ce chapitre a pour objet d'émettre des interrogations. Car, dans cette affaire décidément, il y a eu jusqu'ici trop de réponses et pas assez de questions.

### c – Les relations allemandes

Parlant des enquêtes de Mathieu à l'ambassade d'Allemagne, Reinach remarque que le plus simple aurait été de s'adresser directement à Schwartzkoppen, mais « *le patriotisme de ces alsaciens s'y refusa* », déclame-t-il. On sait aujourd'hui qu'il n'en est rien.

Marcel Thomas, en explorant les bulletins de renseignements transmis au ministre par la Section de statistique a découvert une note, datée du 4 février 1895, relatant qu'on (Mme Bastian) avait pu lire une lettre sur le bureau de l'attaché militaire. Un intermédiaire inconnu, que Marcel Thomas estime être Demange, écrit : « *J'ai fait part de votre lettre à Mme Dr. qui en a été tellement émue qu'elle en a pleuré de joie. Elle*

(59) Marcel Thomas, p. 195. L'information est fournie à Reinach par Cordier, qui était en 1894 le second de Sandherr.

(60) Mathieu Dreyfus, p. 69.

(61) Toms finira sa carrière comme directeur de la Sûreté du prince de Monaco. Or, la principauté était l'asile de tous les dreyfusards.

va prendre l'avis de son père et vous fera répondre aussitôt. Je suis obligé de partir pour Calais, mais je serai de retour mardi et vous verrai là-haut... »<sup>(62)</sup>. On ne possède ni la lettre de Schwartzkoppen (ce qui n'empêche pas M. Thomas d'affirmer qu'elle ne contenait que « *quelques bonnes paroles* » !), ni la réponse promise par Lucie Dreyfus. Notons tout de même qu'il y avait une question de Schwartzkoppen et que l'intermédiaire devait le revoir.

Ces relations dont nous avons la preuve furent-elles poursuivies ? Rien ne permet de répondre à cette question. L'extrait dont nous disposons est trop mince pour en déduire quoi que ce soit. Soulignons simplement que Mathieu a gardé « *le plus rigoureux silence* » et que, ce qui est plus étonnant, Schwartzkoppen n'en a pas davantage parlé dans ses *Carnets*. Si ces bribes de lettre n'avaient pas été lues par un de nos agents, si un archiviste n'en avait pas retrouvé trace, cette correspondance serait restée totalement ignorée... Et tous les historiens répéteraient en chœur la belle phrase de Reinach...

Maurice Baumont a par ailleurs publié une lettre des frères de Dreyfus adressée à Guillaume II, le 4 mars 1895, après une démarche des industriels mulhousiens Schlumberger et Mieg-Koechlin. Affirmant qu'une « *haute personnalité française* » leur a déjà promis son aide, ils prient « *[leur] très Gracieux souverain [de les] aider à obtenir la réhabilitation d'un officier, même français [...]* »<sup>(63)</sup>.

### d – La tentative de 1896

Nous l'avons vu, c'est en septembre 1896 que Mathieu tente la première action au grand jour. Il commence par lancer, le 3 septembre, le faux bruit de l'évasion de son frère lancé par le *Daily Chronicle*, en vue de créer un climat propice à la publication du texte de Bernard Lazare, dès lors décidée. Suivent les articles de l'*Éclair*, les 10 et 14 septembre, révélant l'existence d'un dossier secret. Nous avons exposé dans le précédent chapitre les raisons qui permettent d'attribuer ces publications aux amis de Dreyfus malgré l'ostensible malveillance à son égard. La brochure de Bernard Lazare leur répond début novembre.

Pourquoi s'être décidé à passer à l'offensive à ce moment-là ? L'explication officielle de cette initiative est que seul le désespoir du condamné a poussé Mathieu à agir. C'est évidemment possible. Mais

(62) Marcel Thomas, pp. 351-352, en note. C'est le 3 février que le message a été lu. M. Thomas croit bon d'ajouter, sans commentaires, que Drumont s'est rendu à Calais ce 3 février. Étalage d'érudition ou bien l'historien croit-il vraiment que Drumont a pu servir d'intermédiaire entre Mme Dreyfus et Schwartzkoppen ? ! Il ferait mieux de nous dire pourquoi il pense que l'intermédiaire est Demange. Sait-il quelque chose de plus ?

(63) Maurice Baumont, opus cité, p. 124.



toutes les lettres de Dreyfus étaient désespérées et, après avoir volontairement retenu la publication de l'ouvrage de Lazare durant une année, il semble qu'il faille des éléments nouveaux, ou l'aboutissement d'une préparation quelconque, pour changer d'avis.

Sur le plan médiatique, Mathieu ne semble pas avoir rallié à sa cause plus de monde en 1896 qu'en 1895. Si certains directeurs de journaux ne lui sont pas hostiles à priori, ils lui ont clairement signifié qu'ils ne s'engageraient pas sans disposer d'éléments solides.

Une explication plausible serait que Mathieu vienne d'apprendre l'existence du dossier secret. Elle se heurte au récit des dreyfusards qui soutiennent que Mathieu la connaissait depuis longtemps, mais nous avons vu combien sont fragiles les bases sur lesquelles repose cette affirmation. Si le récit officiel est mensonger sur ce point, reste à savoir quand, et comment, Mathieu a réellement été informé et nous retombons dans le mystère enveloppant ses enquêtes.

La coïncidence entre l'offensive dreyfusarde et l'aboutissement de l'enquête de Picquart sur Esterhazy est incontestablement troublante. La campagne publique de Mathieu en 1896 est strictement comprise entre la date où Picquart révèle ses découvertes au général Gonse et celle où il quitte le ministère : 3 septembre-16 novembre. Après cette date, aucune nouvelle information sur le dossier secret ne parvient plus aux Dreyfus. Pour expliquer ce « *synchronisme fortuit* », un Marcel Thomas ne peut qu'invoquer le « *destin malicieux* »... C'est, encore une fois, possible. Reconnaissons seulement qu'il faut être partial pour reprocher aux antidreyfusards de trouver un tel synchronisme suspect.

Pourquoi la tentative de 1896 échoue-t-elle ? Parce que, en dehors d'une certaine agitation médiatique, rien de concret n'a été apporté. La plupart des grands dreyfusards diront avoir été "troublés" à cette époque, mais ce trouble n'a pas trouvé matière à se cristalliser en une prise de position publique.

Outre des protestations, la brochure de Bernard Lazare n'apportait qu'un seul élément nouveau : la communication d'une pièce secrète. Mathieu ne voulant pas dévoiler ses sources, il ne pouvait s'appuyer dessus pour une demande en révision. L'attaque n'avait de portée que dans la mesure où elle recevait un écho favorable au ministère. Dans l'hypothèse d'une complicité de Picquart, ce qu'on présente comme une initiative hasardeuse, plus ou moins désespérée de Mathieu, devient une opération habilement calculée : au moment où, de l'intérieur, le chef de la Section de statistique expose à ses supérieurs qu'Esterhazy était le véritable coupable, de l'extérieur les défenseurs de Dreyfus révélaient qu'ils avaient connaissance de l'irrégularité commise en 1894. Menace d'un scandale d'un côté, présentation d'un coupable de l'autre : il était

raisonnable d'espérer que l'état-major décide de lui-même de rouvrir le dossier de 1894.

C'est exactement ce que Picquart avait exposé au général Gonse : « [les Dreyfus] vont tout tenter et faire un gros scandale. Je crois avoir fait le nécessaire pour que l'initiative vienne de nous »<sup>(64)</sup>. Un an plus tard, c'est exactement le langage que Scheurer-Kestner tiendra au ministre de la Guerre...

Dès 1895, le directeur du *Siècle*, Yves Guyot avait dit à Mathieu que « *Seule la découverte du coupable pourrait amener un revirement* »<sup>(65)</sup>. Officiellement, les amis de Dreyfus n'ont rien découvert du tout et, qu'ils soient ou non de connivence, le départ de Picquart sonne le glas de leur tentative.

Ils ont pourtant obtenu un élément essentiel : grâce à la publication du fac-similé du bordereau par le *Matin*, ils vont pouvoir se livrer à des comparaisons d'écriture. Jusque là, en effet, seul Demange avait eu en main la pièce accusatrice, avec interdiction de la communiquer à la famille, interdiction réputée avoir été scrupuleusement respectée. A partir du 10 novembre, Mathieu Dreyfus dispose le plus officiellement du monde d'une reproduction de l'écriture incriminée...

Grâce à qui ? Au hasard toujours, bien sûr, voulant que le vénal Teyssonnières ait profité du regain d'intérêt suscité par l'affaire pour vendre son exemplaire, soi-disant frauduleusement conservé. Il n'est pas plus aventureux de penser que le vénal Teyssonnières ait d'abord proposé son exemplaire au riche Mathieu et que celui-ci, pour rendre le cadeau utilisable, l'ait dirigé vers le *Matin*.

En effet, quoique antidreyfusard de la première heure à la dernière, Teyssonnières était en contact avec certains dreyfusards, à commencer par Ludovic Trarieux. Celui-ci, ministre de l'Intérieur de janvier à novembre 1895, avait tiré l'expert d'un mauvais pas : accusé de malversation, Teyssonnières avait été radié de la liste des experts agréés, et le ministre l'y avait fait réinscrire. Teyssonnières en garda une vive reconnaissance. Courant 1896, les deux hommes évoquèrent à plusieurs reprises le cas de Dreyfus. C'est, dit-il, parce qu'il était désolé de voir Trarieux douter de la culpabilité de Dreyfus, que Teyssonnières avait fini par lui montrer son dossier, en 1897. A la demande de Trarieux, il le montra ensuite à Scheurer.

Les explications fournies par Teyssonnières sur sa prétendue communication au *Matin* seront toujours incohérentes. En 1898, il nie, mais raconte une invraisemblable histoire de dossier volé en 1894 et réapparu

(64) Par exemple, Leblois, p. 469.

(65) *Souvenirs*, Mathieu Dreyfus, p. 59.



devant sa porte en 1896, six jours après la publication du *Matin*<sup>(66)</sup>... En 1903, il avoue, expliquant qu'un journaliste nommé Girard lui avait "emprunté" (il sous-entend "volé") ledit dossier.

De façon générale, ses dépositions présentent un singulier mélange d'évidente loufoquerie et d'apparente sincérité. Nul ne s'est risqué à démêler le vrai du faux, ni à chercher dans quel but ce personnage, somme toute mineur, mentait. Dans sa brochure *Les Faits nouveaux*, en 1903, il persiste à clamer Dreyfus coupable; mais sa théorie est burlesque et, surtout, il affirme maintenant que le bordereau est de la main d'Esterhazy... Il dénonce furieusement les manœuvres des dreyfusards, mais ses imprécations sont à l'évidence un tissu de malveillances. Volontairement ou non, il sert les dreyfusards, ne serait-ce qu'en déconsidérant un des experts de 1894, à savoir lui-même. Mais, surtout, son objectif essentiel est de dénigrer le travail de Bertillon auquel il voue une véritable haine. Bertillon, l'ennemi n°1 du camp dreyfusard...

Dès le 16 novembre, le fac-similé du *Matin* est reproduit dans une seconde édition de la brochure de Bernard Lazare, éditée par Stock. Mathieu espère, nous dit Reinach, qu'*«un bienheureux hasard lui apportera peut-être l'écriture du vrai coupable»*...

En attendant, il s'occupe de faire établir des expertises concluant que le bordereau n'est pas de la main de son frère. Il consulte une douzaine d'experts français, suisses, belges, anglais, un Américain et un Allemand (ce dernier, M. Preyer, meurt avant de rendre son rapport). Certains travaillent gracieusement (on se demande bien pourquoi), d'autres réclament des honoraires. Nous avons vu comment tous concluent dans le sens souhaité. Plus tard, d'autres experts s'élèveront contre un travail pratiqué sur des reproductions de journal.

Ces études seront éditées dans une seconde brochure de Lazare, en novembre 1897, dans un contexte beaucoup plus porteur que l'année précédente ; lorsque paraît cet ouvrage, Scheurer-Kestner a fait savoir qu'il connaît le véritable coupable et qu'il s'apprête à parler...

### III - SCHEURER-KESTNER

Le rôle de Scheurer-Kestner fut à la fois déterminant et bref. Un an après l'échec de l'automne 1896, c'est lui qui réussit à faire naître l'affaire Dreyfus. Le 29 octobre 1897 son nom est lancé dans la presse : le vice-président du sénat est convaincu de l'innocence de Dreyfus depuis juillet et il va dénoncer le véritable coupable ! A partir de ce jour, l'affaire

(66) Zola I, pp. 469-471 : Teyssonnieres.

est inéluctablement médiatisée et devient un sujet passionnel qui ne fera que s'enfler. Sans doute est-ce aussi la date où la maîtrise de la situation échappe à Scheurer ; son rôle personnel prendra fin le 7 décembre de la même année, par un échec devant le sénat. Il rentrera alors dans un silence justifié par la maladie, mais qui ne dissimule guère sa désapprobation devant la tournure donnée à l'affaire par Zola.

Disons d'emblée qu'au terme de notre étude, Scheurer-Kestner nous semble avoir été globalement un honnête homme. Il fut certainement convaincu de défendre un innocent, convaincu également de la culpabilité d'Esterhazy et de son corollaire, la vertu de Picquart. Nous disons "globalement", parce qu'au service de cette juste cause à ses yeux, Scheurer a commis un certain nombre de mensonges et de dissimulations qui rendent quelque peu agaçantes les allusions à son "âme de cristal" et font qu'une chose n'est pas nécessairement vraie parce que Scheurer l'a dite... Mais nous suivons dans ce chapitre le récit de Scheurer que nous n'avons pas de raison de mettre en doute, dans ses grandes lignes du moins<sup>(67)</sup>.

#### a - Un lent travail de persuasion

Il n'est pas abusif de dire que Scheurer-Kestner est entré dans l'affaire sous influence. Sans l'insistance de son ami Joseph Reinach, peut-être ne se serait-il jamais occupé de Dreyfus. Dans ses mémoires, il dit avoir éprouvé une vague inquiétude lors de la condamnation de 1894, mais s'il décide de se livrer à une petite enquête dans les milieux gouvernementaux, c'est *« pressé par nous »*, dit Reinach, parlant de lui et du député Ranc<sup>(68)</sup>. Mathieu vient à son tour le solliciter. Mais les quelques investigations qu'il pratique alors confortent Scheurer dans l'idée que Dreyfus est bel et bien coupable<sup>(69)</sup> ; il congédie poliment le frère et annonce à ses amis sa résolution de s'en tenir là.

Peut-être Reinach abandonna-t-il de ce fait quelque temps l'idée d'utiliser Scheurer<sup>(70)</sup>.

En novembre 1896, la brochure de Bernard Lazare tombe rapidement dans l'oubli. Il faut qu'un nom plus célèbre, une voix impossible à étouffer, prenne la défense de Dreyfus. Et Reinach va revenir à la charge. *« D'un instinct sûr, Ranc et moi, nous nous obstinions à voir*

(67) Les antidreyfusards ont cru que Scheurer-Kestner était le complice conscient des manœuvres en faveur de Dreyfus. Ce sentiment n'est étayé par rien de concret. Il suppose que tous les écrits de Scheurer soient un tissu de duplicité.

(68) Reinach, Hist. I, p. 169.

(69) Rennes II, p. 47 : Scheurer. Reinach, Hist. II, p. 171.

(70) On note cependant une intervention de Scheurer auprès du général Billot, en avril 1896.



en lui l'auteur de l'inéluctable révision ». Sous cette phrase se cache un véritable siège du vieux sénateur.

Dans ses mémoires, Scheurer ne mentionne pourtant que très peu Reinach. Il ne cite pas son nom lorsqu'il nous parle de ses doutes de janvier 1895 ou de février 1897. L'historiographe se serait-il vanté ? C'est au contraire Scheurer qui s'astreint à une discrétion absolue, confinant parfois au mensonge. Par exemple, le sénateur dira de Joseph Reinach : « je n'avais pas au départ grande sympathie pour lui. Je le connaissais peu, si ce n'est comme homme politique. Je le trouvais insinuant [...] »<sup>(71)</sup>. Or, ces affirmations sont démenties par d'autres écrits de Scheurer. Reinach, ainsi que Ranc, fait partie d'un groupe d'amis avec lesquels il déjeune tous les vendredis, en tant qu'anciens proches de Gambetta<sup>(72)</sup>. De même, lorsqu'il relate certaines anecdotes, dans lesquelles le rôle de Reinach est connu par ailleurs, il ne le nomme pas.

Plusieurs raisons expliquent le choix de Reinach

Scheurer-Kestner est un homme politique réellement influent ; il connaît tout le monde, notamment le général Billot, ministre de la Guerre. Au terme de sa carrière, il jouit d'une rare réputation de probité qui donne du poids à ses paroles. Ancien député protestataire du Haut-Rhin, il est le protecteur naturel des Alsaciens, ce qui peut suffire à justifier son intérêt pour Dreyfus. Que ce dernier soit juif n'est pas pour gêner le vieux protestant républicain. Au contraire, Reinach lui expliquera que Dreyfus est une victime de l'antisémitisme. Lutter contre l'obscurantisme est un argument propre à entraîner ce grand bourgeois libéral et Reinach sait ce qu'il fait lorsque, dans une lettre à son ami, il le compare à Voltaire défendant le protestant Callas... D'ailleurs, dans les mémoires de Scheurer, si souvent dépeint comme un grand sage à la froideur d'esprit toute scientifique, quelques élans laissent voir qu'il n'est pas étranger aux passions de son temps... Il ne dissimule ni sa haine des jésuites, ni son mépris des « officines cléricales ». Son objectif est de « défendre nos conquêtes de la révolution française », de « sauver le pays d'un danger clérical-militaire ». Sur ce thème, il est d'une rare véhémence. A cette époque de grande tension religieuse, cela n'est pas sans importance<sup>(73)</sup>.

Mais Scheurer se voulait à l'écart des passions et se méfiait des ragots. Quelles que fussent ses inquiétudes, réveillées par la brochure

(71) Scheurer-Kestner, p. 286 (note). Ce texte n'est pas référencé, mais semble destiné à la presse.

(72) Ibid., p. 66.

(73) Dans *Mon affaire Dreyfus*, publications F.B., Saint-Brieuc, 1993, François Brigneau évoque la possibilité que le ressort secret de l'affaire Dreyfus soit la guerre religieuse.

de Bernard Lazare et attisées par Reinach, il pensait toujours Dreyfus coupable. Voici le témoignage de Reinach :

« Tout ce que nous pouvions avoir de puissance persuasive, Ranc et moi, nous l'employions à le convaincre. Mais il résistait ; s'il était plus troublé qu'il ne nous en faisait l'aveu, il refusait de se contenter de preuves morales pour se faire une opinion ; habitué aux procédés scientifiques, il exigeait d'autres démonstrations, plus positives, qu'il nous était impossible de lui fournir »<sup>(74)</sup>.

Cette longue période d'hésitation (fin 96-juillet 97) a été amplement décrite pour valoriser la conviction de Scheurer, si durement obtenue. Les alternatives de doute et de certitude que connut le sénateur attestent effectivement une certaine volonté de rigueur. Nous rappellerons seulement les deux anecdotes les plus marquantes, la seconde curieusement beaucoup moins souvent relatée que la première.

— En mars 1897, lors d'un dîner chez des amis, Scheurer entend un militaire, prétendant avoir pris « une certaine part à l'instruction » du procès Dreyfus, affirmer que l'accusé possédait en secret une maison de 200.000 francs. Après s'être assuré, par le truchement de Reinach, que l'information était fausse, Scheurer-Kestner fait avouer au militaire, un certain commandant Boyer, qu'il avait parlé par ouï-dire. Et de s'indigner légitimement qu'on puisse parler ainsi à la légère. (Notons que le nom de Boyer n'apparaît nullement au procès de 1894 et que ses forfanteries oiseuses n'altèrent en rien le sérieux dudit procès.)

— Quelque temps plus tard, Bernard Lazare, avec lequel Reinach l'a mis en contact, apprend au sénateur qu'un témoin a entendu un des membres du conseil de guerre dire que la culpabilité de Dreyfus n'avait pas été prononcée à l'unanimité. Scheurer veut vérifier, fait venir le témoin : c'est un journaliste ayant seulement entendu le commandant Gallet dire qu'il était désolé d'avoir dû condamner un officier pour trahison. Mis devant la vérité, Bernard Lazare perd quelque peu contenance et bafouille : « J'avais cru comprendre ainsi... Il faut que je me sois trompé... »<sup>(75)</sup>.

Bref, malgré les doutes qui l'assaillent et la pression de Reinach, Scheurer n'a pas encore trouvé de bonne raison de mettre la culpabilité de Dreyfus en question. Il décide alors de s'intéresser à la comparaison des écritures.

Fidèle à ses principes, il souhaite entendre un des experts qui a attribué le bordereau à Dreyfus (et on sent bien là Scheurer en train de

(74) Reinach, Hist. II, p. 505.

(75) Scheurer, p. 74. On mesure la partialité de Reinach lorsque, ayant rapporté ces deux anecdotes, il énonce : « Scheurer conclut de cette première enquête que les accusateurs de Dreyfus propageaient de véritables mensonges, mais que certains de ses défenseurs avaient l'assertion légère » !



lutter contre l'idée de l'innocence dont on cherche à le pénétrer : c'est en fait une contre-expertise par rapport aux dires de Reinach qu'il pratique). Un expert hostile à Dreyfus ? Rien de plus facile : justement, son ami Ludovic Trarieux connaît l'expert Teyssonnières qui lui avait déjà ouvert son dossier. Trarieux envoie donc Teyssonnières à Scheurer qui le reçoit deux fois, le 20 juin et le 9 juillet 1897. A la première visite, Scheurer est convaincu par les arguments de l'expert : oui, l'écriture du bordereau est bien celle de Dreyfus. Mais, à la seconde, il n'est pas satisfait des réponses de Teyssonnières à certaines objections qu'il formule et se remet à douter.

Scheurer n'est donc pas prêt à s'engager pour la cause de Dreyfus.

Le 9 juillet, le jour même où il revu Teyssonnières, il dit à Reinach : « *Je chercherai jusqu'aux vacances ; si je n'ai trouvé d'ici là, j'y renonce* »<sup>(76)</sup>. On imagine combien Reinach dut être alarmé de sentir faiblir son grand homme... Heureusement, quatre jours plus tard, un bienheureux hasard va retenir Scheurer sur cette mauvaise pente.

#### b – Les révélations de Leblois

C'est en effet le 13 juillet que Louis Leblois, avocat et ami de Picquart, vient parler de l'affaire à Scheurer.

Rappelons que, selon la version officielle, Picquart a révélé à Leblois sa découverte sur Esterhazy le 20 juin, avec ordre de n'en parler à personne, sauf éventuellement pour sa défense propre, mais surtout pas aux Dreyfus. Dans une des rares phrases personnelles de son livre, Leblois écrit qu'il a livré les confidences de Picquart à « *quelques personnes sûres* »<sup>(77)</sup> (dont Charles Risler, son ami et neveu de Scheurer ; quelles autres ?). Cela infirme la croyance répandue que seul Scheurer fut mis dans le secret. Notons que Risler et Joseph Reinach sont membres de la même loge maçonnique<sup>(78)</sup>.

Le 13 juillet donc, Leblois révèle à Scheurer que le colonel Picquart, chef du service de renseignements, a découvert le véritable auteur du bordereau, un certain commandant Esterhazy. « *Je fus renversé* », affirme Scheurer. Mais pour un homme aussi rigoureux, il fallait quelques preuves aux dires de ce Leblois qu'il ne connaissait pas, dit-il, malgré les vieilles amitiés familiales.

En effet, Scheurer réclame « *un document matériel* ». Leblois le conduit alors chez lui et lui fait lire la correspondance échangée entre Gonse et Picquart (nous suivons pas à pas le récit de Scheurer et de Leblois). Avouant avoir eu jusque là des doutes quant au récit de l'avocat,

(76) Reinach, Hist. II, p. 505.

(77) Louis Leblois, *L'Affaire Dreyfus*, Paris, 1929, pp. 6 et 37.

(78) *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, art. d'André Combes, "La franc-maçonnerie", p. 384.

Scheurer affirme que ces lettres emportèrent sa conviction : « *après leur lecture, fus-je absolument terrassé* »<sup>(79)</sup> – « *La preuve était évidente* »<sup>(80)</sup>.

Or, nous avons beau lire et relire ces lettres, échangées du 5 au 10 septembre 1896, nous n'y voyons pas la moindre preuve de quoi que ce soit... On se rappelle que, le 1er septembre, Picquart avait fait part au général Gonse, alors en vacances, de ses découvertes et qu'il lui avait écrit ensuite pour le pousser à faire rouvrir l'affaire Dreyfus. Son supérieur répondait en l'exhortant à approfondir d'abord ses recherches sur Esterhazy, lequel n'était jamais nommé dans cette correspondance (donc pas de "preuve" des dires de Leblois de ce côté).

Scheurer, qui note la prudence de Gonse, prétend avoir vu la preuve que le général partageait la conviction de Picquart dans cette seule phrase : « *Au point où vous êtes arrivé de votre enquête, il ne s'agit pas, bien entendu, d'éviter la lumière, mais de savoir comment on doit s'y prendre pour arriver à la manifestation de la vérité* ». Scheurer-Kestner semble avoir compris (ou feint d'avoir compris...) que le général dit : « *Je connais, comme vous, la vérité. La question est de savoir comment on doit la révéler* », alors que, manifestement, le propos de Gonse est : « *Il y a effectivement des choses à éclaircir. La question est de savoir comment mener l'enquête pour y parvenir* ».

Il est évident que le général ne cherchait qu'à calmer son subordonné et que ses conseils de temporisation n'avaient d'autre fin que d'empêcher Picquart d'ébruiter son idée avant d'arriver « *à une certitude aussi complète que possible* », ce qui est pour le moins normal. N'oublions pas que Gonse devait rentrer à Paris le 15 septembre et n'avait pas encore étudié le dossier de Picquart ! Il est vrai que Scheurer devait ignorer ce contexte.

Au plus, l'échange de lettres peut confirmer à Scheurer que le colonel Picquart estimait avoir découvert le véritable auteur du bordereau. En rien il ne prouve la culpabilité d'Esterhazy. En rien il ne justifie la kyrielle de phrases indignées qui jaillissent alors dans les mémoires de Scheurer (« *Quoi ! un officier, un général, faisait bon marché du sort abominable d'un innocent [...] ! Quoi ! c'est ainsi que la servitude militaire transforme en vil plomb l'or pur de l'éducation civile et civique ! Quoi !...* », etc.).

Il nous paraît extrêmement douteux que le scrupuleux Scheurer ait pu être convaincu des dires de Leblois par de tels documents, où ne figure même pas le nom d'Esterhazy. Or, convaincu, il l'est au point de répandre au Sénat, dès le lendemain, sa conviction de l'innocence de Dreyfus et, le 16, d'autoriser Reinach à faire part de cette conviction à

(79) Scheurer-Kestner, p. 86.

(80) Rennes II, p. 49 : Scheurer.



Lucie Dreyfus ! Il y a vraisemblablement une donnée qui nous manque.

Scheurer-Kestner était-il acquis à la thèse de l'innocence avant la visite de Leblois ? Les antidreyfusards en furent persuadés et pensèrent que l'histoire de la visite de Leblois était un récit arrangé, dissimulant une ancienne complicité entre Scheurer et Leblois. Aucun élément concret n'existe à l'appui de ce soupçon.

Leblois cita-t-il le Petit bleu à Scheurer ? Les deux hommes l'ont farouchement nié, puisque Leblois niait même que Picquart lui eût parlé de cette pièce. Il n'est pas impossible que cette triple affirmation soit un triple mensonge, mais le Petit bleu ne pouvait suffire à convaincre le sénateur de la culpabilité d'Esterhazy dans l'affaire Dreyfus.

Scheurer vit-il un échantillon d'écriture d'Esterhazy ? Cette fois, on comprendrait qu'un homme déjà travaillé par le doute bascule dans la conviction. Non, répond Leblois, puisque lui-même n'en possédait pas.

Devant cette défense bien verrouillée, organisée à l'époque des procès militaires contre Picquart, nous avons le sentiment aigu que la vérité n'y trouve pas son compte...

### c – La stratégie Leblois-Scheurer

Scheurer regretta-t-il quelque peu son emballement de la mi-juillet ? Quoiqu'il n'en dise rien, quelques indices permettent de l'envisager.

Le 17, il demande à Lucie Faure de lui ménager un entretien avec son père, au sujet de Dreyfus. Dès le 19, elle lui adresse une réponse favorable, mais Scheurer se dérobe. « *Je fis ce que l'on fait souvent lorsqu'on est dans un pareil embarras, je m'empressais de quitter Paris et [...] je répondis à Mlle Faure que sa lettre était arrivée trop tard...* ». Dans ses mémoires, il note qu'il n'était « *pas en état* » d'expliquer sa conviction au président de la République. Pourquoi alors avoir sollicité une audience ?

Leblois a exigé de Scheurer la promesse de ne rien faire sans lui en parler et, surtout, de ne pas prononcer le nom de Picquart. Le sénateur semble s'être aperçu très vite que rien n'était possible sans l'intervention de Picquart, mais il était lié par sa promesse. Telle est du moins la seule explication fournie. On devine cependant que Scheurer va se heurter aux autres dreyfusards, mais aucun détail, aucune précision n'ont jamais été donnés. C'est que Leblois est censé ne pas être en contact avec le moindre dreyfusard et que Scheurer affirme n'avoir rien révélé des secrets de Leblois à Reinach. Les protagonistes s'en sont strictement tenus à cette version laconique et immuable, excellente stratégie devant les tribunaux, irritante rétention pour l'historien, à qui

échappent trop d'éléments, tant matériels que psychologiques. Tentons de suivre leur récit.

Avant le prompt départ de Scheurer pour sa villégiature d'été en Alsace, Leblois et lui étaient convenus que la meilleure stratégie consistait à ce que Scheurer "découvre" seul que l'écriture du bordereau était celle d'Esterhazy et qu'alors il pourrait annoncer publiquement le nom du vrai coupable. Pour se procurer cette écriture, le sénateur a engagé un ancien policier nommé Jaume, différent des agents de Mathieu affirme-t-il. Le 5 août, il reçoit un premier échantillon et peut enfin comparer lui-même l'écriture du bordereau (fac-similé du *Matin*) avec celle d'Esterhazy. Et là, déçue : « *j'eus au premier abord une véritable déception : je ne leur trouvais aucune ressemblance* », avoue Scheurer<sup>(81)</sup>. Il ne dit pas s'il se remit alors à douter... Notons que cela n'empêche pas Jean-Denis Bredin d'affirmer effrontément que le sénateur a trouvé « *les ressemblances [d'écriture] frappantes* »<sup>(82)</sup> ! Scheurer envoie une photographie de cet échantillon à Leblois (jamais publiée), lequel trouve tout de même quelques analogies et lui explique que les différences ne doivent pas l'inquiéter car Esterhazy, se sachant soupçonné, a modifié son écriture ; il faut donc, dit-il, se procurer de l'écriture antérieure à novembre 1896.

Mais, un mois plus tard, l'agent de Scheurer écrit à Esterhazy et obtient une réponse présentant une écriture enfin semblable à celle du bordereau. « *Il était tombé dans le piège, avait oublié son écriture forcée et répondu en employant son style d'antan. Il n'y avait plus de doute possible pour moi* », raconte le sénateur avec satisfaction. Cette fois, notre "scientifique" fait montre d'une grande naïveté. Si Esterhazy a décidé de modifier son écriture, comment penser qu'il oublie cette précaution précisément en répondant à une lettre dont il ne connaît pas l'expéditeur (c'est, en substance, sa réponse), qui risque d'être un piège ?

De toute façon, la similitude des écritures semble être passée au second rang des préoccupations de Scheurer, sans qu'on sache pourquoi. On dispose de la correspondance échangée entre l'avocat et le sénateur du 11 août 1897 au 25 octobre 1897 et il n'est plus question de baser la position de Scheurer sur cette découverte. Le décevant échantillon d'écriture d'Esterhazy n'a pas freiné l'ardeur de Scheurer (c'est la seule remarque qui pourrait amener à douter de sa sincérité). Le 11 août, il souhaite affirmer sa conviction de l'innocence de Dreyfus dans un journal. Leblois l'en dissuade ; lui voulait que Scheurer saisisse le ministère de

(81) Scheurer-Kestner, p. 96.

(82) Jean-Denis Bredin, p. 237. Peut être pris de remords, l'auteur ajoute, en note, que le sénateur n'eut pas « *la certitude d'identité absolue* »... Scheurer a écrit : « *aucune ressemblance* » !



la Justice dès juillet, mais le sénateur ne s'estimait pas "suffisamment armé". Il faut donc attendre octobre. Pourquoi, et en quoi Leblois peut-il espérer que Scheurer sera mieux armé en octobre ? Il n'en dit rien.

Scheurer est au courant de la publication projetée par les Dreyfus d'une deuxième édition de la brochure de Bernard Lazare, contenant les expertises d'écritures. Ne voulant pas, dit-il, paraître de connivence avec eux, il obtient que cette publication soit repoussée à octobre. Il tait une autre raison : certaines expertises concluent à une écriture forgée, théorie lui paraissant un obstacle à la dénonciation d'Esterhazy<sup>(83)</sup>... L'intermédiaire entre le sénateur et le clan Dreyfus est Joseph Reinach, mais Leblois est au courant. Selon la vulgate, le cloisonnement restait absolu, Scheurer respectant sa promesse à Leblois, Reinach respectant le silence de son ami, Leblois évitant les Dreyfus comme la peste. Et Bernard Lazare ? Et Demange ? Admirons Reinach qui assume son rôle sans connaître le nom d'Esterhazy, ni avoir jamais rencontré Mathieu Dreyfus... Durant l'été 1897, Scheurer et Reinach échangent une correspondance fournie, dont l'historiographe donne de multiples extraits anodins, mais qui n'a jamais été publiée.

Dans ses lettres à Leblois, Scheurer s'emploie à obtenir d'être délié de sa promesse de ne pas révéler l'enquête de Picquart. Pour soutenir une demande de révision, il faudra arguer de faits nouveaux, dit-il avec raison. L'avocat paraît vouloir protéger Picquart à tout prix et tente d'expliquer à Scheurer que l'annulation du procès pourrait être obtenue uniquement sur l'illégale communication d'une pièce secrète. Il va jusqu'à mettre en garde Scheurer contre l'éventuelle mauvaise volonté de Picquart : « *Sur certains points, je prévois un refus* », écrit-il le 19 août. Et il demande un rendez-vous au sénateur, dans sa propriété alsacienne. C'est, semble-t-il, au cours de cet entretien, début septembre, que les deux hommes décident que Scheurer va commencer par tenter de toucher les membres du gouvernement : il doit voir, dans l'ordre, Félix Faure, président de la République, Billot, ministre de la Guerre, Méline, président du conseil, et Darlan, Garde des Sceaux, plan qui sera appliqué à la lettre, du 30 octobre au 5 novembre. Mais, le 19 septembre, le 3 et le 25 octobre, Leblois semble vouloir retarder l'intervention de Scheurer ; il émet le souhait que le sénateur rencontre Picquart avant toute démarche, ce qui n'aura pas lieu.

Parallèlement, l'avocat entretient avec Picquart une correspondance dont on ignore la teneur<sup>(84)</sup>. Dans ses mémoires, Scheurer se plaint beaucoup des tergiversations de Leblois. Sans aller plus loin dans les confidences, il écrit : « *Jusqu'où Picquart l'avait-il autorisé à aller ?* »

(83) Reinach, Hist. II, p. 554.

(84) Marcel Thomas, p. 496.

*Je ne le sais pas plus aujourd'hui qu'alors* ». C'est l'aveu que les dessous de l'affaire lui sont restés inconnus... Doit-on croire que Leblois désirait vraiment dénouer l'affaire sans l'intervention de Picquart ? Nous donnerons quelques lumières sur cette importante question au chapitre suivant.

Globalement, la stratégie retenue est donc une action officieuse de Scheurer dans l'espoir que son influence (« [son] *autorité morale et [son] autorité politique* », comme dit Leblois) va décider le gouvernement à prendre l'initiative de la révision. Pour éviter de compromettre Picquart, Scheurer tentera d'inciter Billot à rappeler de lui-même l'officier à Paris à fin d'enquête.

#### d - L'échec de Scheurer

Le 29 octobre, Scheurer est reçu par Félix Faure qui lui dit de s'adresser au général Billot ; pour sa part, le président de la République promet une « *neutralité bienveillante* ».

Le lendemain 30, le vice-président du sénat a un très long entretien avec le ministre de la Guerre, son ami de longue date. Il s'applique à ne pas évoquer Picquart, mais expose sa conviction de la culpabilité d'Esterhazy, basée sur l'identité d'écriture. On ignore quel prétexte il imagina pour dire à Billot comment il avait connu l'écriture d'Esterhazy (dommage !), mais le ministre ne fut pas dupe. Picquart était à Paris en juin, la Section de statistique savait qu'il avait vu quotidiennement Leblois : le lien était facile à faire. De même, lorsque Scheurer exhorte Billot à se défier d'Henry et de du Paty, le ministre y voit forcément la griffe de l'ancien chef de la Section de statistique.

En réalité, Scheurer n'a rien à dire au ministre, sinon lui demander, implicitement, mais très clairement, de reprendre l'enquête de Picquart parce qu'il partage sa conviction. Billot, après quelques arguments à l'appui de la culpabilité de Dreyfus<sup>(85)</sup>, promet d'étudier personnellement la question et demande à son ami de ne prendre aucune initiative d'ici quinze jours. Notons que, contrairement à ce qui est généralement affirmé, c'est Scheurer qui fixe ce délai de quinze jours<sup>(86)</sup>. Tout cela serait assez banal si, au même moment, Esterhazy n'intervenait en coulisse : c'est l'objet de notre prochain chapitre.

Singulièrement, dès le lendemain, la presse donne un écho assez complet de la conversation ultra-secrète des deux hommes. Colère de Scheurer, qui écrit à son ancien ami une lettre lui reprochant d'être

(85) Scheurer-Kestner prétend dans ses *Mémoires* que Billot lui cita alors le Faux Henry. Voir p. 373.

(86) Scheurer-Kestner, p. 137.



« *bien mal servi* ». Colère ou feinte colère ? Qui des dreyfusards ou de l'état-major avait intérêt à agiter l'opinion à ce moment ? Scheurer avait promis le silence à Billot, et il n'a certainement pas parlé lui-même à la presse qu'il détestait, mais il a rendu compte de l'entrevue à ses amis. Le 3 novembre, il écrit à nouveau au ministre : « *On m'annonce que le commandant Henry a fait deux communications à un journal de Paris. Est-ce vrai ? Je te le dis comme on me l'a dit à moi-même, seulement la personne qui me l'a dit est en situation de le savoir* »...

Pas un historien – qui s'indigne à qui mieux mieux du peu de zèle de Billot à mener une enquête (contre ses propres services) – ne se demande qui est ce "on" ! Que le propos de Scheurer soit vrai ou faux, il atteste que le sénateur est en contact étroit avec quelqu'un qui cherche à atteindre Henry. Il peut s'agir de Leblois (instruction générale de Picquart) ou de Reinach (représentant de Mathieu, qui a, on le sait, un agent à l'intérieur du ministère). Quoi qu'il en soit, cette petite phrase de Scheurer prouve qu'il est bien tenu par les dreyfusards.

D'ailleurs, ses mémoires trahissent une certaine irritation. Ses amis (jamais de précision) le pressent de parler, dit-il. Dès son entrevue avec Félix Faure, Ranc avait répété son récit à Pascal Grousset, qui avait alerté la presse, sans l'aval de Scheurer. « *J'étais dans une fourmilière dont je ne parvenais plus à me dépêtrer* », se souvient Scheurer... Leblois refuse toujours de l'autoriser à prononcer le nom de Picquart, sauf au président du conseil, Méline, que Scheurer voit les 2, 3 et 4 novembre. Méline le renvoie toujours à Billot, qui a seul le pouvoir de faire revenir Picquart. Scheurer est violemment attaqué par la presse, excédée de ces longueurs. (La seule presse française, car, dit-il, la presse « *de tous les pays [lui] envoyait des encouragements* ». Il part deux jours à la chasse : ses « *amis* » lui reprochent de « *désert* ».

Déjà, Scheurer estime qu'il a échoué. Il désigne d'ailleurs en termes clairs son objectif : agir officieusement auprès du gouvernement pour qu'il prenne l'initiative de rouvrir l'affaire Dreyfus<sup>(87)</sup>. Méline l'informe le 6 octobre qu'il ne voit aucune « *autre possibilité aux partisans de Dreyfus que de déposer entre les mains du Garde des Sceaux une requête officielle en révision* »<sup>(88)</sup>. C'est donc l'échec. Cette décision gouvernementale, publiée le 8, est irréversible. Hormis une ressemblance d'écriture, qui ne convainc pas tout le monde, l'existence du dossier secret, sans source avouable, et le maigre dossier de Picquart, dont il n'est même pas autorisé à faire état, Scheurer a conscience d'avoir les mains vides. Homme de cabinet, il répugne à en appeler à l'opinion publique.

Il va y être contraint dans des conditions bien mystérieuses.

(87) Ibid., pp. 151, 155, etc.

(88) Marcel Thomas, p. 559.

## e – La dénonciation d'Esterhazy

Seul, Scheurer ne peut plus rien faire. Ou bien il abandonne, ou bien il se joint à Mathieu – Reinach – Lazare. Dans ses *Mémoires*, nous ne trouvons aucune trace de dilemme, pas plus que de détails sur les interventions de ses amis. Cette discrétion semble bien dans le tempérament de Scheurer : fidèle à la parole donnée, il ne dit jamais un mot qui puisse compromettre les siens. Il est difficile de déterminer la part de réelle naïveté et de jésuitisme laïc dans ses souvenirs (lesquels sont voulus les plus fidèles possible à ses diverses dépositions). Lui est-il arrivé de se demander s'il n'était pas l'objet de quelque manœuvre ?

Ses *Mémoires* livrent un seul détail inédit : contrairement à ses affirmations en justice, Scheurer avait vu Mathieu avant le 11 novembre 1897... « *M. Mathieu Dreyfus m'ayant fait demander si je connaissais l'auteur du bordereau et m'ayant supplié de le lui dire franchement, je n'avais pas cru devoir lui refuser cette communication malgré l'opposition de Leblois. Je donnais donc rendez-vous à M. Mathieu Dreyfus. Il vit l'écriture d'Esterhazy sur des photographies sans signature* ».

M. Roumieux (celui qui "arrange" le texte du sénateur supposé sénile) dit avoir « *rétabli l'ordre chronologique* » quand cela était nécessaire : voici au moins un cas où il l'a altéré. Il place en effet ce passage entre le 5 et le 9 novembre, ce qui fait de l'entrevue un détail anodin, simple anticipation de quelques jours sur la vérité officielle. Or, en annexe des *Souvenirs* de Mathieu sont publiés certains textes de lui, dont on ignore la destination : l'un concerne Scheurer-Kestner. Il contient un passage extrêmement intéressant, dont pratiquement aucun auteur ne fait écho, ce pourquoi nous le donnons en entier<sup>(89)</sup>.

« *Leblois lui avait aussi défendu de se mettre en rapport direct avec moi avant l'heure qu'il désirait fixer. M. Scheurer-Kestner avait cependant le sentiment que cette défense était une erreur, que mon concours pouvait lui être utile. Aussi accepta-t-il de me voir secrètement à Bâle, en septembre 1897. Ce fut mon ami Paul Jeanmaire, dont le dévouement fut toujours complet, absolu, qui nous servit d'intermédiaire. Je me rendis de Paris à Bâle et je me rencontrai avec M. Scheurer-Kestner et Paul Jeanmaire à l'hôtel Zuber, dans un salon particulier, où nous dînâmes ensemble. Pendant tout le repas, et cela fut vraiment dramatique, M. Scheurer-Kestner tâchait, s'efforçait de me mettre sur la trace de Walsin Esterhazy, sans me le nommer. "Cherchez, me disait-il, dans l'annuaire, un commandant d'infanterie à deux noms et appartenant à l'aristocratie. Il est lié intimement avec un israélite qui a été au*

(89) Mathieu Dreyfus, pp. 298-299. A notre connaissance, seul Michaël Burns mentionne l'entrevue (*Histoire d'une famille française, les Dreyfus*, Fayard, 1994, p. 234). Or, cet auteur ne s'intéresse pas à l'affaire proprement dite.



*ministère de la Guerre et qui actuellement est dans la réserve ; je ne puis en dire davantage ; je suis enchaîné par la parole donnée ; cherchez bien, vous trouverez le nom." Et il souffrait visiblement de ne pas pouvoir tout dire. Et jusqu'à l'heure du départ de son train pour Thann, il fut anxieux de me mettre sur la bonne voie, car son secret l'étouffait. Mais que pouvais-je faire avec des indications aussi vagues ? Dès mon retour à Paris, j'étudiais l'annuaire militaire, mais les renseignements étaient imprécis, il s'y trouvait des quantités de commandants portant deux noms. »*

Ces deux textes, publiés en 1978 pour celui de Mathieu, en 1988 pour celui de Scheurer, constituent une importante révélation dans l'histoire des dreyfusards. Ils prouvent d'abord qu'aussi bien Mathieu que Scheurer ont menti en justice (avec d'excellentes raisons, sans doute, mais le fait est avéré). Ensuite, qu'un contact direct a existé entre les deux hommes (contact pudiquement dissimulé par les historiens actuels<sup>(90)</sup>). A la suite de cette entrevue, Scheurer mentionne un débat entre lui et Demange, débat dont nul ne connaissait l'existence jusque là, et dont la teneur reste ignorée. Rien ne garantit l'exactitude de la date de septembre avancée par Mathieu, pas plus que l'ultime silence de Scheurer sur le nom d'Esterhazy. Qu'a-t-il fait de plus pour mettre son visiteur « sur la bonne voie » ? Même en prenant à la lettre le récit de Mathieu, il est évident qu'une fois rentré chez lui, celui-ci n'aurait pas seulement consulté l'annuaire militaire, mais son ami Reinach (fût-ce par Bernard Lazare), juif et spécialiste des questions militaires, que la mention d'un israélite au ministère de la Guerre avait des chances d'inspirer. Weil avait sa petite célébrité...

Sans qu'il soit possible d'en déduire davantage, nous avons là une preuve irréfutable que nous ignorons ce qui s'est vraiment passé entre les divers acteurs dreyfusards à cette époque.

Le 9 novembre, les dreyfusards sont donc dans une impasse. Ce jour-là, alors même qu'il vient de faire une ultime tentative auprès de Méline, Scheurer reçoit un télégramme anonyme : « *Piquart [sic] est un gredin. Vous en aurez la preuve par le second bateau de Tunisie* ». Il l'attribue (ou "on" lui fait attribuer) à l'état-major, qui serait alarmé de l'agitation qu'il a créée (comme si ce télégramme pouvait y changer quelque chose !). Si l'armée prépare quelque machination, il ne faut

(90) C'est manifestement un cas où Marcel Thomas observe un silence volontaire. Relatant la réunion du 12 novembre entre plusieurs dreyfusards, il dit que « depuis qu'il était en contact avec Scheurer-Kestner, [Mathieu] ne cessait de le pousser à l'assaut ». Depuis la veille donc, si la première rencontre est du 11, version officielle non démentie par le dreyfusologue... Curieuse formulation ! M. Thomas est évidemment au courant de la rencontre de septembre, mais préfère la taire...

pas lui laisser le privilège de l'offensive. Peu à peu, tant par lassitude que par impuissance, Scheurer se laisse gagner par l'envie de "tout dire".

Savourons la vulgate...

Le 10 novembre, Mathieu Dreyfus demande à être reçu par Scheurer. La rencontre, officiellement la première depuis 1895, a lieu le 11. Il lui apporte une nouvelle extraordinaire : il vient de découvrir de son côté l'auteur du bordereau. Mais une inquiétude l'a saisi : son coupable est-il le même que celui de Scheurer ? D'où sa démarche. Et Mathieu Dreyfus de livrer le nom d'Esterhazy à Scheurer. Oui, c'est bien lui. Les deux hommes tombent dans les bras l'un de l'autre.

Comment Mathieu avait-il découvert Esterhazy ? Par « un concours de circonstances si extraordinaire qu'il suscita plus tard l'incrédulité totale des antidreyfusards », avertit Marcel Thomas. Laissons cet érudit à la plume sobre raconter le célèbre épisode :

« A la fin d'octobre, la deuxième brochure de Bernard Lazare, dont la publication avait été différée sur les instances de Scheurer-Kestner, parut enfin. M. de Castro, un coulissier qui s'était antérieurement trouvé en relations suivies avec Esterhazy, en acheta un exemplaire sur les boulevards : en voyant le fac-similé du bordereau, il reconnut sans hésiter l'écriture de son ancien client, dont il possédait de nombreuses lettres.

Il parla de sa découverte à des amis qui lui conseillèrent d'en faire part à Scheurer-Kestner, mais Mathieu Dreyfus, prévenu par une relation commune, vint trouver Castro [...] »

Mathieu précise que la découverte de Castro eut lieu le 6 ou le 7 novembre<sup>(91)</sup>. Reinach dit le 9. Notons que M. Thomas commet une erreur en situant la parution de la seconde brochure de Bernard Lazare fin octobre ; elle sort seulement le 11 ou le 12 novembre<sup>(92)</sup>. Il serait donc matériellement impossible que M. de Castro l'ait achetée le 7 ou le 9. Mais, selon Mathieu, le coulissier avait en fait acheté un des placards représentant le bordereau et des lettres de Dreyfus, qu'il avait répandus depuis quelque temps déjà. Mais passons sur ces boîtes... L'essentiel de cette histoire, c'est la providentielle trouvaille de M. de Castro, son coup d'œil infallible et la révélation du nom d'Esterhazy enfin faite à Mathieu au moment même où Scheurer avait échoué.

Est-il nécessaire d'être antidreyfusard pour être incrédule ? Quelque chose nous dit que Marcel Thomas lui-même... Mais il se raccroche à la défense de Scheurer, et déplore que certains mettent encore cette his-

(91) Mathieu Dreyfus, p. 98.

(92) *Le Temps*, 12 novembre 1898 : la brochure est "parue aujourd'hui", dit ce journal antitadé de la veille. Reinach place également la découverte de Castro après la brochure (Hist. II, p. 678), ce qui est impossible.



toire en doute « *malgré la déposition si nette de M. de Castro devant la cour d'assises* »<sup>(93)</sup>. Évidemment, si M. de Castro l'a dit...

Ajoutons enfin que Mathieu nomme la relation commune entre lui et M. de Castro : M. Obendoerffer, un banquier. Lequel banquier a pour maîtresse une juive allemande, Isabelle Goldschmidt, mariée à un citoyen américain nommé Sternfeld. Or, Mme Sternfeld se trouve être également la maîtresse d'un ressortissant italien, Casella, qui un mois plus tard sera l'agent de liaison entre Mathieu Dreyfus et Panizzardi pour faire pression sur Schwartzkoppen afin qu'il dénonce Esterhazy<sup>(94)</sup>...

Tout cela semble manquer fâcheusement de spontanéité.

A partir de ce 11 novembre, la jonction, indirecte, entre Mathieu et Picquart est officiellement réalisée. Cependant Scheurer n'est pas encore résigné à laisser faire les dreyfusards à leur guise. Le 12, une réunion a lieu entre lui, Mathieu, Demange, Leblois et Emmanuel Arène, journaliste au *Figaro* et ami de Ranc. Ce dernier propose que Mathieu dénonce Esterhazy, à partir de la révélation Castro, mais Scheurer s'y oppose : il s'est engagé à déposer une demande de révision devant le Garde des Sceaux et veut aller jusqu'au bout.

Une fois encore, Scheurer va être contraint par ses « amis ». Arène passe outre sa volonté et publie dans le *Figaro* du 14 un article signé Vidi qui divulgue l'essentiel de l'enquête de Scheurer, sauf le nom de Picquart et d'Esterhazy. Le 14 également, la *Liberté* annonce que l'officier soupçonné par Scheurer est un commandant nommé Rougemont. Scheurer ne peut plus imposer silence, et il donne son accord pour que Mathieu dénonce Esterhazy. C'est chose faite le 15, par une lettre adressée au ministre de la Guerre et publiée dans les journaux le 16.

Tel est le récit des événements qui amenèrent la désignation d'Esterhazy du côté des dreyfusards et racontés par eux. Pour s'en faire une idée complète, il va falloir étudier ce qui s'est passé au même moment du côté d'Esterhazy et de Picquart, qui, ce même 15 novembre, porte plainte contre Esterhazy auprès de Billot... C'est l'objet du prochain chapitre.

### QUESTION : POURQUOI LA LOI DU SILENCE ?

L'histoire des "machinations" de l'état-major est amplement racontée, retournée, étudiée. Pas un geste ni un acte de la Section de statistique

(93) Marcel Thomas, p. 582. Avec la même candeur, Jean-Denis Bredin souligne que les témoignages de Scheurer, Castro et Mathieu « *se recoupent exactement* ».

(94) A.N. BB/19/96. Note du préfet de police Charles Blanc du 1er mai 1898, précisant que Casella et Obendoerffer sont reçus chaque jour chez le mari complaisant.

qui ne donne lieu à un examen minutieux et suspicieux : à quel moment fut écrite telle pièce ? Sous l'inspiration de quel officier ? Dans quel (noir) dessein ? Si la partialité dans l'interprétation des faits peut irriter, une telle démarche n'a rien que de normal, et appelle naturellement le débat.

En revanche, en ce qui concerne les dreyfusards, un bataillon d'historiens de l'affaire Dreyfus s'incline avec respect devant la seule version, monolithique et indiscutée, celle que les dreyfusards ont eux-mêmes racontée, modèle d'innocence et de pureté. Ces gens, acculés au désespoir, n'ont jamais employé que des moyens moralement irréprochables et, si parfois le hasard les sert, même avec insistance, c'est que leur cause est juste. Ni les incohérences ni les sensibles dissimulations de leur récit n'ont donné lieu à des recherches. Au contraire, les différents auteurs s'appliquent avec complaisance à les effacer.

– Comment les dreyfusards ont-ils eu connaissance du dossier secret ? Tous reprennent en chœur l'histoire Gibert-Félix Faure, sans dire qu'elle ne fut connue qu'après la mort des intéressés. Tous croient à la révélation de Salle, sans preuve, sans même connaître le nom de son prétendu informateur, mais Reinach et Mathieu l'ont dit : c'est parole d'évangile. En revanche, on oublie charitablement le bredouillis de Develle ; on ne cherche pas sérieusement qui a pu connaître l'antériorité de *Ce canaille de D.* sur le bordereau.

– Qui était l'agent Dubois ? Aucune importance. On ne va tout de même pas contester à Mathieu le droit d'enquêter ! Pourtant ce Dubois lui a apporté de précieux renseignements, parfaitement exacts, forcément issus de la Section de statistique elle-même, ce qui fait de l'identification de ce personnage une question capitale.

– Pourquoi, en 1896, la tentative d'agitation médiatique des Dreyfus est-elle strictement parallèle à l'action de Picquart ? Par synchronisme fortuit. Pourtant, la plupart des auteurs modernes semblent avoir le sentiment que l'article de l'*Éclair* fait partie de la stratégie de Mathieu, pas un n'ose le dire franchement. Parce que les dreyfusards ont toujours clamé que c'était l'œuvre de l'état-major et qu'il est interdit de les contredire. Idem pour le fac-similé du *Matin*.

– Pourquoi personne ne dit que Scheurer avait rencontré Mathieu au cours de l'été 1897 ? Pourquoi ne remarque-t-on pas le silence du sénateur sur ces différents contacts avec les dreyfusards et ne cherche-t-on pas qui étaient ses informateurs ? Scheurer a mille bonnes raisons d'être discret, l'historien n'en a aucune de respecter cette discrétion.

En relatant l'anecdote Castro, Marcel Thomas a un mot révélateur. Il parle de l'« *incrédulité* » des antidreyfusards. Lui croit à cette histoire, ou du moins choisit d'y croire. C'est le nœud du problème : face à l'his-



toire des premiers dreyfusards, les prétendus chercheurs sont devenus des croyants et ont abdiqué tout esprit critique. Force est donc de constater que les bases de la défense de Dreyfus sont restées inconnues.

Allons plus loin. Si c'est par paresse et conformisme que la majorité des auteurs se contentent de glose, tel ne peut être le cas de Marcel Thomas. Une étude sérieuse montre que les dreyfusards ont dissimulé certains faits avec un soin vigilant, et même posthume. Si le dreyfusologue esquivait la question, c'est délibérément, c'est parce que cela le conduirait à envisager la complicité de Picquart... Sans doute pourrait-il dire légitimement qu'il n'en existe aucune preuve. Mais il ne pourrait dissimuler ce qu'a de sérieux cette hypothèse, alors qu'il a choisi de la soustraire à l'étude, de la dénoncer d'avance comme une absurde calomnie. Parce que Marcel Thomas est dreyfusard...

Nous allons voir ce que donnent de tels a priori dans la manière de présenter l'épisode crucial connu sous le nom de collusion.

## Chapitre IV

### *Analyse critique de la "collusion" (16 octobre 1897 - 16 novembre 1897)*

Entre le 16 octobre et le 16 novembre 1897, des relations occultes se nouent entre Esterhazy et la Section de statistique : c'est ce que les dreyfusards ont nommé la "collusion". Il ne faut pas confondre la collusion, entente secrète à dénomination péjorative, désignant des événements réels, et la "partie liée" que nous étudierons au chapitre suivant, théorie indémontrée selon laquelle l'état-major aurait aidé Esterhazy face à la justice, du 16 novembre au 12 janvier 1898.

La collusion, qui n'a rien à voir avec la culpabilité ou l'innocence de Dreyfus, a une importance extrême dans l'affaire Dreyfus, dont elle va être le levier. C'est en grande partie en raison de la collusion, de tout ce qui se met en place à ce moment, que l'affaire va déchirer la France et prendre une ampleur que le seul procès de 1894 ne pouvait justifier. Avant octobre 1897, il n'y a qu'un fait divers, dramatique si Dreyfus est innocent, mais au plus un bon roman pour Zola. Après novembre 1897, sont réunis les éléments d'une crise nationale, où l'honneur de l'armée se trouvera mis en cause. Pendant ce mois où certains militaires tentent de maîtriser Esterhazy, les dreyfusards préparent leur grande offensive qui va faire jaillir l'affaire de l'ombre, avec la dénonciation d'Esterhazy, le 16 novembre.

Cet épisode particulièrement obscur, incomplètement connu, est souvent traité de façon hâtive et superficielle. Seule est restée l'interprétation dreyfusarde dont les faiblesses ne furent que mollement dénoncées par les antidreyfusards, beaucoup ayant choisi de condamner la collusion sans discussion et, croyons-nous, sans réflexion.

Il n'y a que trois acteurs visibles sur la scène : Esterhazy, le colonel du Paty de Clam et le commandant Henry. Henry mourra trop tôt pour être sérieusement interrogé sur la collusion. Esterhazy donnera diverses versions, multipliant mensonges et invraisemblances. Le témoignage de du Paty de Clam paraît assez fiable ; de 1898 à 1904, ses différentes dépositions sont à peu près cohérentes et Marcel Thomas, qui a eu accès à ses souvenirs inédits, plus complets, nous dit qu'ils semblent



confirmer la sincérité de l'officier<sup>(1)</sup>. Mais du Paty ne savait pas tout... En 1898 et 1899, il fut dénoncé comme l'instigateur de ce sombre épisode à la fois par les dreyfusards (Picquart, presse) et par les antidreyfusards (Cavaignac, Cuignet). Il est aujourd'hui admis qu'il ne fut qu'une dupe. Au premier chef, dupe d'Esterhazy. Mais qui était derrière Esterhazy ? Toute la question est là. Elle est cruciale non seulement en ce qui concerne la collusion, mais pour connaître les dessous de l'affaire Dreyfus-Esterhazy.

## I - LES FAITS

Dans ce paragraphe, nous énonçons les faits tels qu'ils ont été relatés par les divers protagonistes, sans les discuter. Les données chronologiques sont celles avancées par les intéressés.

Depuis la mi-juillet 1897, on sait que Scheurer-Kestner est convaincu de l'innocence de Dreyfus et décidé à se battre pour la révision du procès de 1894. Ne pouvant pas dénoncer publiquement Esterhazy sans compromettre Picquart, il a donc décidé d'agir par pression sur ses relations au gouvernement dès son retour de vacances, le 23 octobre (il a commencé des pressions indirectes). Mais la presse a été mise au courant de ses intentions et s'agite, l'obligeant à des démentis ambigus. Il est certain que l'affaire Dreyfus va reprendre incessamment.

Le 15 octobre, le général Gonse établit pour le ministre un rapport sur Dreyfus, rassemblant les diverses preuves de sa culpabilité, parmi lesquelles le faux Henry. Le 16, il décide de s'adjoindre le commandant du Paty, qui avait suivi de près l'affaire en 1894. En présence d'Henry, le général explique à du Paty que le but de la campagne amorcée par Scheurer est de substituer à Dreyfus un officier dont l'écriture ressemble aussi à celle du bordereau. Il précise que « *la très longue enquête* » effectuée sur Esterhazy a montré que, malgré une vie déréglée et une moralité des plus douteuses, « *il n'y avait rien contre lui du point de vue trahison* »<sup>(2)</sup>, ce qui est parfaitement exact (après le départ de Picquart, la surveillance exercée par l'agent Desvernine n'avait pas cessé, et elle continuera jusqu'à novembre).

L'état-major s'apprête donc à faire face à une machination dont Esterhazy est la victime, dont l'enjeu est un scandale visant à réhabiliter Dreyfus et à salir l'armée (nul n'a oublié la communication des pièces secrètes aux juges), avec des répercussions internationales possibles.

(1) Marcel Thomas, p. 525.

(2) 2ème Cass. I, p. 276 : du Paty. Ce propos prêté au général Gonse est conforme à la déposition de Desvernine sur les résultats de son enquête : cf. 2ème Cass. II, p. 44.

Il faut d'abord réunir les charges contre Dreyfus ; le 18, du Paty complète le rapport du général Gonse par une note résumant son commentaire du dossier secret, rédigée en 1894 pour le général Mercier, et le 19 un rapport sur son interrogatoire de Dreyfus, en 1894. Le 20, le général convoque le capitaine Lebrun-Renaud pour parler des aveux de Dreyfus que celui-ci aurait entendus<sup>(3)</sup>.

Parallèlement, la Section de statistique estime qu'il faut prévenir Esterhazy de ce qui se prépare. On ignore de qui vint l'idée, mais il n'y eut pas d'objection. Peut-être est-elle émise dès le 16 (il existe une note de Desvernine datée du 16, fournissant l'adresse d'Esterhazy à son château de Dommartin-la-Planchette, ce qui ne prouve pas qu'on eût déjà décidé de le contacter), plus vraisemblablement le lundi 18, ou le 19. Prévenir Esterhazy, mais comment ? Du Paty suggère de le faire venir au ministère, mais ce moyen, trop voyant, est repoussé. Le 21 octobre, arrive une lettre anonyme signée P.D.C., adressée au général de Boisdeffre, révélant que les amis de Dreyfus vont accuser Esterhazy. Inspiré, Henry envisage alors d'envoyer à Esterhazy une lettre anonyme ; après un essai de du Paty, jugé trop long, Henry rédige un bref message, confié à Gonse pour être soumis au ministre :

« *Vous êtes menacé d'un grand scandale qui rejaillira sur votre nom si vous perdez votre sang froid. Vos ennemis comptent sur votre impressionnabilité pour vous voir commettre un acte de faiblesse ou une imprudence, mais vos amis comptent sur votre énergie bien connue pour déjouer cette manœuvre. Donc ne vous emballez pas, et attendez crânement.* »

Mais le lendemain Gonse apprend à ses collaborateurs que Billot a interdit d'employer ce moyen. Le projet d'Henry est classé avec la mention, de la main de Gonse : « *non envoyée, ordre du ministre* ».

C'est alors qu'Henry et du Paty prennent la décision de contacter personnellement Esterhazy, qui est rentré à Paris. Avec l'aval de Gonse ? Celui que les dreyfusards baptisèrent Gonse-Pilate s'en défendra toujours et du Paty confirmera n'avoir reçu aucun ordre formel. Mais on peut au moins croire à sa bonne foi lorsqu'il ajoute : « *le général m'a donné à entendre d'une façon telle que j'ai compris et j'y suis allé* »<sup>(4)</sup>. L'approbation d'Henry et le tempérament exalté de du Paty firent le reste.

De fait, le 22 dans l'après-midi, Henry envoie Gribelin porter un message à Esterhazy, à son cercle : il n'y est pas<sup>(5)</sup>. A 7 heures du soir,

(3) Voir pp. 346 et suivantes.

(4) 2ème Cass. I, p. 276 : du Paty. Il exprime la même idée dans toutes ses dépositions. « *J'ai marché droit au but, [...] sur des incitations qui pour un officier, sont des ordres* », 1ère Cass. II, p. 32 ; « *J'ai compris ce que parler veut dire* », 1ère Cass. II, p. 191, etc.

(5) 1ère Cass. I, p. 434 : Gribelin. Sa déposition est d'une remarquable précision.



Gribelin se rend au 49, rue de Douai où Esterhazy loge avec Mlle Pays, sa maîtresse. L'homme est encore absent. Gribelin revient le lendemain 23 à l'aube et remet au concierge un billet fixant un rendez-vous pour l'après-midi même, vers 5 heures, au parc Montsouris. Esterhazy fait répondre "oui" par le concierge.

Après une entrevue d'une heure avec Schwartzkoppen<sup>(6)</sup>, dûment consignée par l'agent Desvernine qui poursuit sa filature, Esterhazy se rend au parc. Henry fait le guet dans un fiacre (il a expliqué à du Paty qu'Esterhazy risquait de le reconnaître). C'est du Paty affublé d'une fausse barbe, flanqué de Gribelin dissimulé derrière d'épaisses lunettes sombres, que l'on dira tantôt bleues, tantôt vertes (ultérieurement, la presse forcera les couleurs avec délice), qui entre en contact avec Esterhazy. Immédiatement, celui-ci brandit une lettre signée *Espérance* qu'il dit avoir reçue la veille : envoyée par une mystérieuse protectrice, elle l'avertit de la manœuvre tramée contre lui par Picquart au bénéfice de Dreyfus. Du Paty a donc la surprise de trouver son homme déjà averti... Apparemment affolé, Esterhazy reconnaît la « *phénoménale* » ressemblance de son écriture avec le bordereau (à partir du fac-similé du *Matin*). Du Paty s'emploie à le calmer et lui enjoint de ne rien faire sans s'adresser à ses supérieurs. Le soir même, Esterhazy écrit au ministre Billot pour solliciter une audience.

Il est convoqué le 25 pour une entrevue avec le général Millet. *Espérance* en main, il expose son cas. Questionné sur ses relations avec le ministère, il signale avoir fait, en 1893, une étude sur la bataille d'Eupatoria (épisode de la guerre de Crimée où son père avait joué un rôle), à la demande d'un certain capitaine Brô de l'état-major. Le soir même, il rédige une longue lettre à Billot. On y retrouve l'histoire d'Eupatoria, avec son objectif : il suggère que Dreyfus ait pu obtenir et calquer son écriture sur ce manuscrit. D'où l'étonnante ressemblance... Plus tard, Brô (en fait Brault) assurera ne connaître ni Esterhazy ni son manuscrit.

Le 26 octobre, Desvernine apprend à la Section de statistique qu'Esterhazy s'est rendu à l'ambassade d'Allemagne le 23. On craint une initiative fâcheuse d'Esterhazy et, le 27, du Paty le rencontre à nouveau. Il le trouve toujours aussi agité, peut-être davantage ; il se dit décidé à se tuer<sup>(7)</sup>, mais pas avant d'avoir alerté ceux qui sont prêts à défendre

(6) Selon certains, Esterhazy serait retourné à l'ambassade d'Allemagne après l'entrevue de Montsouris ; du Paty l'a cru, Reinach l'a dit, mais il n'y a pas de preuve. Mentionnons (une nouvelle fois) notre indignation de lire sous la plume de Marcel Thomas (p. 536) que les *Carnets de Schwartzkoppen* donnent de l'entrevue une version qui « *concorde à peu près* » avec celle d'Esterhazy, alors que c'est dans la partie rédigée par Schwertfeger, en 1930, que se trouve cette "confirmation"...

(7) 1ère Cass. II, p. 177 : Esterhazy.

son honneur, et il annonce à du Paty sa résolution d'en appeler à l'empereur d'Allemagne<sup>(8)</sup>. Précisément commis pour empêcher Esterhazy de faire ce genre de bêtise, du Paty l'en dissuade de son mieux. « *Je lui ai dit qu'il valait mieux écrire au Président de la République, qui était le père de tous les Français.* »<sup>(9)</sup>, témoignera-t-il. Et il reconnaîtra avoir « *donné la carcasse* » d'une lettre « *raisonnable et respectueuse* »<sup>(10)</sup> pour Félix Faure, mais il niera toujours formellement être l'auteur de la lettre menaçante qu'écrira Esterhazy le 29 octobre. Esterhazy, lui, prétendra que tout ce qu'il écrivit durant cette période lui fut dicté mot à mot par du Paty. Deux autres lettres à Félix Faure suivront, le 31 octobre et le 5 novembre ; du Paty affirmera toujours n'y avoir été pour rien.

Dans celle du 31 octobre, apparaît ce qu'on appellera plus tard le "document libérateur", la photographie d'une pièce du dossier de 1894, prouvant, dit Esterhazy, la culpabilité de Dreyfus, qu'Esterhazy menace de livrer à la presse. Mais, le 5 novembre, il annonce qu'il est prêt à rendre le document s'il est défendu par le gouvernement. De ce fait, il est reçu le 7 par le général Saussier. Après une semaine de tergiversation, durant laquelle Esterhazy envoie une lettre provocatrice à Picquart, le "document libérateur" est remis au ministère, le 14 novembre, par un émissaire anonyme : c'est une photographie de *Ce canaille de D.*

Le 14, un article du *Figaro*, signé Vidi (par le dreyfusard Emmanuel Arène), annonce que Scheurer va enfin révéler le nom du véritable traître. Le 15, dans la *Libre Parole*, un article signé Dixi répond qu'il s'agit d'une machination organisée avec le concours d'un officier X.Y., dans lequel les initiés reconnaissent Picquart. On saura immédiatement<sup>(11)</sup> que l'auteur de Dixi est Esterhazy et, plus tard, par le témoignage de du Paty, qu'il a rédigé l'article grâce à des renseignements que lui avait communiqués la Section de statistique.

C'est dans les quinze premiers jours de novembre que les dreyfusards, selon leurs récits ultérieurs, ont enfin mis leurs forces en commun. Dans une lettre au ministre, datée du 14 novembre et publiée le 16 dans la presse, Mathieu Dreyfus dénonce Esterhazy comme étant l'auteur du

(8) 1ère Cass. II, p. 177 (interrogatoire d'août 1898) : du Paty. « *Je me suis employé à empêcher l'exaspération d'Esterhazy de se porter sur le terrain diplomatique* », dit-il en 1ère Cass. I, p. 450 (janvier 1899), etc.

(9) 1ère Cass. II, p. 177 : du Paty. Il avoue ce point dès son premier interrogatoire, dans le cadre du conseil d'enquête sur Esterhazy, le 24 août 1898, alors que le scandale du faux Henry n'avait pas encore éclaté.

(10) Première déposition de du Paty, 1ère Cass. II, p. 178, et dernière déposition en 1904, 2ème Cass. II, p. 175. Dans l'intervalle, jamais il n'a varié.

(11) Voir, par exemple, le *Figaro* du 17 novembre 1897 : dès le lendemain de la dénonciation d'Esterhazy, « *on assure dans certains milieux qu'il a lui-même écrit l'article* » signé Dixi.



bordereau. Le 17, une enquête est ouverte contre Esterhazy, confiée au général de Pellieux.

Ce jour-là, ayant appris par Desvernine que du Paty avait vu Esterhazy la veille, le général de Boisdeffre donne l'ordre à du Paty de n'avoir plus aucun contact avec Esterhazy. Effectivement, du Paty cesse toute relation directe, mais il garde un contact indirect par des intermédiaires, Mlle Pays et le fameux neveu Christian Esterhazy<sup>(12)</sup>. Rarement, et uniquement pour soutenir moralement l'inculpé, affirmera du Paty, ce que confirmeront aussi bien Christian que Mlle Pays<sup>(13)</sup>. Fréquemment et pour guider pas à pas l'enquête puis l'instruction, soutiendra Esterhazy l'année suivante, apportant ainsi son renfort à la thèse de la "partie liée" (entre lui et l'état-major). La seule preuve qu'il pourra en fournir est la "lettre aux deux écritures", entièrement rédigée par du Paty<sup>(14)</sup>, remise à lui avant l'interrogatoire de Pellieux, afin de préciser la position à prendre sur la collusion.

Ces faits sont la partie visible d'un jeu subtil dont les ressorts sont à découvrir.

## II – L'EXPLICATION ADMISE

Après avoir accablé du Paty, Reinach fit une retentissante volte-face en 1903 : le seul manipulateur de la collusion était Henry, qui avait piégé tout le monde. Outre l'avantage de reporter la responsabilité sur un mort qui ne pouvait plus protester (comme du Paty ne cessait de le faire...), l'explication s'intégrait parfaitement dans le cadre de la complicité entre Henry et Esterhazy que défendait Reinach. Bien que la théorie de la complicité dans la trahison initiale n'ait aujourd'hui plus d'adeptes, c'est cette version de la collusion qui est communément reprise. Avec de menues divergences d'interprétation, la plupart des auteurs acceptent la grille suivante :

1° – Les généraux Gonse et Boisdeffre connaissent l'existence de relations avec Esterhazy, en approuvent le principe, mais ne veulent en connaître aucun détail.

(12) « Il s'est toujours contenté de me dire de donner courage et confiance à Esterhazy » : 1ère Cass. II, p. 231, Christian Esterhazy. Voir aussi 1ère Cass. I, p. 797 : Mlle Pays.

(13) Là encore, du Paty le reconnaît dès que la question lui est posée par le général Renouard (conseil d'enquête du Paty), le 9 septembre 1898 : voir 1ère Cass. II, p. 194. Il le confirme à chaque interrogatoire : 1ère Cass. I, p. 454, etc.

(14) Voir p. 302.

2° – La mission de du Paty, telle qu'il l'a comprise, est de canaliser Esterhazy ; il l'a remplie avec un mélange d'exaltation et de naïveté. Lors de leurs rencontres, c'est Esterhazy qui mène le jeu.

3° – Henry a vu en secret Esterhazy, dès le début de la collusion, et a guidé ses actions tout le long du mois. C'est lui qui donne à Esterhazy tous les renseignements concernant Picquart. En prime, il tisse autour de du Paty un filet destiné à le faire passer pour le seul responsable de la collusion.

Le premier point (à notre avis douteux pour Boisdeffre, vraisemblable pour Gonse), sujet brûlant à l'époque, est sans grande importance pour l'histoire. Quoi qu'on en ait dit, il n'est pas anormal que des services secrets entrent clandestinement en contact avec un homme autour de qui une mystérieuse affaire est en train de se nouer.

Le deuxième point peut, en effet, être considéré comme acquis, sur la base des témoignages et des souvenirs de du Paty qui inspirent une toute autre confiance que ceux d'Esterhazy, radicalement opposés.

Le troisième, en revanche, nous paraît extrêmement fragile. Des deux personnages intéressés, l'un, Esterhazy, n'a jamais donné cette version, et l'autre, Henry, n'a jamais pu répondre à l'accusation formulée contre lui... De ce seul fait, on aimerait voir cette version présentée, éventuellement défendue, comme une hypothèse. Pour l'ériger en vérité, il faudrait un solide faisceau d'indices et de recoupements. Or, voici les seuls éléments certains dont on dispose :

– Henry a été partisan de contacter Esterhazy. Mais le général Gonse en avait, au moins dans un premier temps, approuvé le principe. L'idée n'a rien d'extravagant.

– Lors de la rencontre de Montsouris, le 23 octobre, Henry se tient en arrière, dissimulé dans un fiacre et envoie du Paty. Mais il a une raison : Esterhazy, qu'il a connu dix-sept ans plus tôt, pourrait l'identifier. Ajoutons que ce désir attesté de dissimulation cadre mal avec l'hypothèse infondée de Marcel Thomas selon qui Henry aurait rendu visite à Esterhazy le soir même du 23<sup>(15)</sup>.

– Dans certaines de ses dépositions, du Paty dira soupçonner Henry d'avoir eu des relations à son insu avec Esterhazy. Voici les deux phrases les plus compromettantes pour Henry :

Le 28 avril 1899, devant la Cour de cassation :

« [Le commandant Cuignet] passe sous silence les relations d'Henry avec le commandant Esterhazy, relations directes et par intermédiaire. »

Le lendemain, répondant à la question d'un conseiller :

« Je crois que le lieutenant-colonel Henry a adressé à mon insu des communications chiffrées au commandant Esterhazy, mais je ne puis

(15) Marcel Thomas, p. 540.



parler du fait que par déduction. Car le commandant Esterhazy [...] avait reçu des communications qui n'émanaient pas de moi. »<sup>(16)</sup>

Pour estimer la valeur de ces propos, il ne faut pas oublier qu'à l'époque où il les tient, du Paty devait se défendre contre ses propres supérieurs qui l'accablaient pour paraître plus intègres... Accusé de toutes parts, du Paty a effectivement acquis la certitude qu'Henry avait vu Esterhazy de son côté, mais c'est un sentiment postérieur et, avec une rigueur qui l'honore, l'officier soulignera toujours qu'il ne s'agit que d'une « déduction » de sa part. Il n'a pas trouvé d'autre explication aux mystères que gardera pour lui la collusion.

— Un seul fait concret est formellement dénoncé par du Paty : la Section de statistique a inspiré Dixi<sup>(17)</sup>, à partir d'un résumé des charges pesant sur Picquart, qui avait été communiqué à Esterhazy en vue d'une publication. Lui-même a relu et corrigé le texte. Cela prouve uniquement qu'au mois de novembre, la Section de statistique a décidé d'utiliser Esterhazy. Nous allons voir dans quelles conditions.

Toute la théorie dreyfusarde visant à rejeter la collusion sur Henry repose sur ces faits, dont aucun n'est décisif. Viennent s'y ajouter des détails qui peuvent s'interpréter dans ce sens... ou dans un autre, nous allons le montrer. C'est bien mince pour être aussi assuré et reconnaissons que Marcel Thomas abuse de la situation et de son prestige, en osant reconstituer, presque au jour le jour, la manière dont Henry aurait téléguidé Esterhazy... Encore l'historien doit-il concéder que, « *infiniment plus intelligent et retors*, [Esterhazy] arrive à dominer ou à duper son compère », en prenant des initiatives contraires aux intérêts supposés d'Henry !

Il est donc nécessaire de procéder à une analyse détaillée des épisodes de la collusion, afin que nos lecteurs puissent jauger la valeur de l'explication habituellement avancée et en découvrir une autre.

### III – QUEL FUT LE JEU D'ESTERHAZY ?

#### a – Les lettres d'octobre 1897

Voici la lettre *Espérance*, selon lui, reçue par Esterhazy :

« *Votre nom va être l'objet d'un grand scandale. La famille Dreffus [sic] va vous accuser publiquement comme étant l'auteur de l'écrit qui servit de base au procès Dreffus. Cette famille possède de nombreux*

(16) 1ère Cass. II, p. 35 : du Paty.

(17) 1ère Cass. I, p. 453 ; 2ème Cass. I, pp. 696-698.

*modèles de votre écriture pour servir de point d'examen. C'est un colonel qui était au ministère l'année dernière, un M. Picart [sic], qui a remis les papiers à la famille Dreffus. Ce monsieur est maintenant parti pour la Tunisie, je crois. La famille Dreffus compte vous affoler en publiant votre écriture dans les journaux et que vous vous enfuirez en Hongrie, chez vos parents. Cela indiquera que vous êtes le coupable et, alors on demandera la révision. C'est M. Picart qui a donné tous les renseignements à la famille. Ce M. Picart a acheté votre écriture à des sous-officiers de votre régiment à Rouen, l'année dernière ; je tiens tout cela d'un sergent de votre régiment auquel on a donné de l'argent pour avoir votre écriture. Vous voici bien averti de ce que ces scélérats veulent faire pour vous perdre ; c'est à vous maintenant de défendre votre nom et l'honneur de vos enfants ; hâtez-vous car toute la famille va agir pour vous perdre. Amie dévouée : Espérance.*

*Ne montrez jamais cette lettre à personne, c'est pour vous seul et pour vous sauver des grands dangers qui vous menacent. »*

Cette lettre, dont l'écriture n'a pas été identifiée, Esterhazy l'a en main au parc Montsouris, le 23 octobre. Quand et où l'a-t-il reçue ? On n'en sait rien puisqu'elle n'est pas datée et qu'il dit en avoir détruit l'enveloppe. Il prétendra successivement l'avoir reçue le 21, puis le 20 et enfin le 18<sup>(18)</sup>, mais toujours à Dommartin, puisque c'est, selon lui, cette lettre qui l'incite à regagner Paris. Si l'on en croit Mlle Pays, c'est bien le 18, dans la soirée, qu'il est revenu rue de Douai<sup>(19)</sup>.

Qui la lui a envoyée ? Selon les dreyfusards, c'est à l'évidence Henry (du Paty étant innocenté). Mais l'unanimité disparaît quand il s'agit d'expliquer comment et pourquoi (d'ailleurs, fort peu d'auteurs ont cherché à pénétrer ce mystère).

Joseph Reinach tient à ce qu'Henry ait fait venir Esterhazy à Paris par un message écrit le 16, reçu le 18. Mais ce message ne serait pas *Espérance*, Henry n'ayant bien sûr pas besoin d'un tel déguisement pour s'adresser à son "complice" Esterhazy. Il lui aurait remis *Espérance* plus tard, à Paris, pour qu'il arrive prévenu à l'entrevue de Montsouris, dans le but d'exercer un chantage sur l'état-major. Cette version n'a aucun appui concret (aucune trace d'un premier message, aucune allusion d'Esterhazy, pourtant si bavard lorsqu'il "avouera" la collusion) ; elle n'a de logique que si l'on admet la complicité d'Henry et d'Esterhazy avant octobre 1897, hypothèse non fondée.

(18) Le 20 dans sa lettre à Félix Faure, le 21, lors de son conseil d'enquête, en août 1898 (1ère Cass. II, p. 188), puis le 18, en janvier 1899 (1ère Cass. I, p. 577). Par la suite, il maintiendra cette dernière date, affirmant qu'on (c'est-à-dire la Section de statistique) lui avait recommandé de mentir.

(19) 1ère Cass. I, p. 802 : Mlle Pays.



Marcel Thomas, qui rejette la théorie de Reinach, estime tout de même qu'*Espérance* est l'œuvre d'Henry. Mais, pour lui, c'est bien ce message, arrivé à Dommartin le 19 qui provoque le retour d'Esterhazy à Paris le jour même. Selon l'historien, après l'interdiction de Billot d'avertir anonymement Esterhazy, Henry aurait décidé de passer outre et aurait envoyé en secret *Espérance*, à l'adresse que Desvernine lui a fournie le 16.

Les dates s'opposent formellement à cette explication, puisque c'est le 21 octobre que la Section de statistique prépare le projet de lettre anonyme à Esterhazy, le 21 que *P.D.C.* l'ayant inspiré est arrivée au ministère, et le lendemain 22 que Billot interdit d'écrire à Esterhazy. Ces dates sont attestées par les archives de la Section de statistique. Il est impossible qu'*Espérance* ait été, avant le 19, motivée par des événements ayant eu lieu le 21... Qu'à cela ne tienne ; sans autre argument que la nécessité de rendre sa théorie cohérente, l'archiviste va modifier toute la chronologie ! Il décrète que la date du 21, notée sur la lettre présentée au ministère, est mensongère. Réception de *P.D.C.*, préparation de l'avertissement à Esterhazy : en réalité, tout cela, dit-il, s'est passé le... 16. Ou « *le lendemain* », ajoute-t-il, avec un zeste de prudence<sup>(20)</sup>, sans prendre garde que le 17 tombe un dimanche. Le refus du général Billot, encore le lendemain, serait au plus tôt le 18 (mais plus raisonnablement du 19 !), « *au rapport de midi* »<sup>(21)</sup>. Henry se serait alors précipité chez lui pour faire écrire *Espérance* à sa femme (version d'Esterhazy à laquelle Marcel Thomas se dit « *tout disposé* » à se rallier), afin qu'Esterhazy reçoive le message le lendemain matin 19... On voit pourquoi M. Thomas ne peut suivre Mlle Pays et les autres dreyfusards pour faire rentrer Esterhazy le 18 !

Cette construction à l'équilibre incertain est parfaitement gratuite et de surcroît incompatible avec certains détails. Du Paty, entré en scène le 16, a spontanément déclaré que l'idée d'avertir Esterhazy avait été agitée « *plusieurs jours* » avant la lettre anonyme<sup>(22)</sup>. De toutes ses dépositions, il ressort nettement que la décision d'entrer personnellement en contact avec Esterhazy suit immédiatement le refus de Billot ; on n'a pas la moindre trace d'une hésitation de quatre jours (du 18 au 22, suivant Marcel Thomas) avant d'envoyer Gribelin rue de Douai. Et quelle raison aurait pu donner Henry au général Gonse pour dater du 21 une lettre du 16 ?

Ajoutons, c'est essentiel, qu'*Espérance* n'est pas de nature à calmer Esterhazy ! Contrairement au message concocté par Henry lui révélant que des « *amis* » veillent, *Espérance* l'avertit que « *de grands dangers*

(20) Marcel Thomas, p. 527.

(21) 1ère Cass. I, p. 547 : Billot.

(22) 1ère Cass. II, p. 31 : du Paty.

[le] *menacent* » et le laisse parfaitement seul (« *c'est à vous maintenant de défendre...* ») : pareille lettre ne peut qu'affoler Esterhazy. Nous n'avons donc aucune raison de suivre Marcel Thomas dans ses bouleversements chronologiques.

Relisons *Espérance*. Impossible de prévoir quelle va être la réaction d'Esterhazy à ce texte qui ne tend aucune perche. Est-elle seulement écrite par un ami ? Coupable, Esterhazy pourrait effectivement être tenté de s'enfuir... Si le colonel Henry a envoyé ce message à Dommartin, c'est une action irréfléchie, susceptible de créer une situation qui lui échappe. Or, autour du 16 octobre, aucun événement ne se produit qui puisse expliquer un tel réflexe de panique chez Henry. Au contraire, il s'apprête à agir dans le cadre de ses fonctions, avec l'accord de ses supérieurs.

Si *Espérance* a été remise à Paris par Henry, il faut que le colonel ait rencontré Esterhazy avant l'entrevue de Montsouris, dans l'après-midi du 23, et que, dès l'origine, il ait joué la comédie à du Paty, à Gribelin, à ses chefs. Il n'existe pas le moindre indice à l'appui de cette hypothèse. Et si, comme Marcel Thomas et tous les auteurs raisonnables, on renonce à faire d'Henry un complice de vieille date d'Esterhazy, ses mobiles sont impénétrables. Comment expliquer, par exemple, qu'il ait pris l'initiative de livrer, dès le premier contact le nom de Picquart ? Depuis un an, la Section de statistique s'efforce d'étouffer les "découvertes" de son ancien chef, et Henry aurait d'emblée tout raconté à un individu dont l'enquête de Desvernine lui a révélé le peu de moralité ? Voilà qui est bien étonnant.

Pour soutenir qu'Henry est l'auteur d'*Espérance*, il n'y a ni date, ni lieu, ni explication... Alors ? Pour avoir tous les éléments de jugement, il faut noter la ressemblance d'*Espérance* avec la lettre anonyme *P.D.C.* reçue par le général de Boisdeffre, le 21.

« *Monsieur le chef d'État-major,*

*Le hasard m'a fait connaître un grand scandale qui va éclater, qui aura pour l'armée et le gouvernement de graves conséquences, et j'ai tenu à vous en informer. Il s'agit encore de cette malheureuse affaire Dreyfus. La famille n'a jamais accepté le jugement, et ayant échoué dans ses tentatives de l'an dernier a cherché autre chose. En possession de la pièce qui servit au procès, elle chercha quelqu'officier dont l'écriture se rapprochât de celle-là de façon à pouvoir provoquer des doutes. Elle y mit le prix et il est triste de dire qu'elle trouva au moins deux officiers supérieurs pour faire de telles recherches. Tous deux aboutirent, mais l'un l'emporta, le malheureux qu'il avait trouvé offrant plus, par ses mœurs, prise. Jouant jusqu'au bout son rôle immonde, le pisteur, grassement rétribué, alla dans un régiment qui n'était pas le*



sien soudoyer des camarades, des inférieurs, pour obtenir quelques lignes d'écriture à prix d'argent, afin de constituer un dossier qu'on put utiliser contre le malheureux choisi ; pendant un an, dans le plus grand mystère, ce travail a été accompli, et, au premier jour, comme un coup de théâtre, les fac-similés des écritures vont paraître dans les journaux juifs proclamant : l'innocence du condamné, l'erreur judiciaire commise malgré tout par une pression épouvantable, des manœuvres indignes sur les juges, et la culpabilité du bouc émissaire.

On compte que, devant ce coup terrible, cette publication de sa propre écriture, ce malheureux, très nerveux et impressionnable, dit-on, perdra la tête, s'enfuira, ou, dans le premier mouvement de stupeur, fera quelque chose de semblable. La presse, bien rétribuée, bien allumée, criera alors : haro ! L'homme se sera perdu lui-même, et on demandera, et on obtiendra la révision, proclamant l'innocence de Dreyfus, la confusion de ses juges et de ses accusateurs.

La ressemblance entre les deux pièces est, dit-on, remarquable.

Instruite par un bien curieux hasard de cette machination, menée pourtant dans le plus grand secret, j'ai pensé remplir un devoir en vous en faisant part. Avec la presse actuelle, je doute que vous puissiez la réduire. Il était bon toutefois que vous fussiez averti.

Veuillez croire à mes sentiments de très haute considération.

P.D.C. »

Contrairement à Reinach, Marcel Thomas estime qu'Henry ne peut être l'auteur de P.D.C. : la lettre, dit-il, « n'apprenait rien à Billot, ni aux initiés, et on conçoit mal qu'au moment où Henry se préparait à agir en liaison étroite avec du Paty, il ait compromis celui-ci en usant d'initiales aussi transparentes »<sup>(23)</sup>. En effet. Mais, aussitôt, il choisit de l'attribuer à « un obscur adversaire de la révision »... Cela est insoutenable ! Il est évident que l'auteur de P.D.C. est bien renseigné. Ce ne peut être par hasard qu'il évoque un officier supérieur s'étant procuré de l'écriture d'un malheureux aux mœurs douteuses : il connaît l'existence de Picquart et de son dossier, il connaît le personnage d'Esterhazy. A la mi-octobre 1897, le public ignore complètement tout cela. Le cercle des auteurs possibles est extrêmement restreint : seul un officier d'état-major ou un dreyfusard renseigné, comme l'est par exemple Leblois, est capable d'écrire cette lettre.

La question est fondamentale, car l'auteur de P.D.C. est très vraisemblablement le même que celui d'*Espérance*. Relisons-les de conserve.

(23) Reinach expose tout un raisonnement pour accuser Henry d'avoir mis les initiales P.D.C. (Paty De Clam) sur la pièce anonyme, ultérieurement, pour compromettre son camarade. Un seul inconvénient à cette belle théorie : du Paty a spontanément signalé (1ère Cass. II, p. 190, interrogatoire de septembre 1898) que la lettre arrivée le 21 octobre 1897 portait bel et bien les initiales P.D.C....

La substance est la même : c'est par l'écriture qu'Esterhazy va être confondu, grâce à l'intervention d'un officier supérieur qui a acheté des spécimens de son écriture à un sous-officier de son régiment, dit *Espérance* (à « des inférieurs », dit P.D.C.). Certaines expressions sont jumelles : on « compte que » Esterhazy « s'enfuira », « on demandera la révision », etc. Il nous paraît manifeste que l'inspirateur des deux lettres est un même personnage, poursuivant le même but.

Dans cette lettre, un cri retient notre attention : « Haro ! »...

« Haro à moi, mon prince, à ma rescousse » sera, on le sait, l'appel lancé par Esterhazy au président de la République dans sa dernière lettre, le 5 novembre. L'expression n'est guère banale... Simple coïncidence ? Voyons la seconde lettre anonyme adressée au général de Boisdeffre, trois jours après P.D.C., le 24 octobre, rarement mentionnée<sup>(24)</sup>.

« Monsieur le chef d'État-major,

Vous n'avez peut-être pas attaché d'importance à une lettre anonyme. On ne tient pas compte de ces avis. Le crime monstrueux, unique peut-être, qui va s'accomplir, tramé dans l'ombre, avec une scélératesse que vous ne pouvez même pas soupçonner, n'est que trop réel, et ma situation m'empêche, sachant cette infamie, de faire plus, c'est déjà beaucoup trop.

Vous avez une police, cherchez, mais vite. Le malheureux innocent qu'on va perdre porte un nom illustre, européen. Ses aïeux ont servi la vieille France avec les vôtres, c'est un nom de généraux. Les bandits veulent l'affoler et lui faire commettre un acte de désespoir. Comprenez-moi bien et ne vous récriez point. S'il ne fuit pas, s'il ne se tue pas, on fera un suicide. Il n'est cependant pas possible qu'on laisse pareille horreur s'accomplir, quelque bas soit tombé ce pays, et si aux juifs qu'il soit. Je vous adjure, au nom de la patrie, au nom de l'armée, au nom de l'honneur, de prescrire une enquête qui vous montrera l'exactitude de tout ceci. Mais faites vite ; il n'y a pas une minute à perdre. »

Quoique non signé, ce message a sans nul doute le même auteur que la lettre signée P.D.C., à laquelle il se réfère d'entrée. Cette fois, l'objectif est exprimé : « Je vous adjure [...] de prescrire une enquête ». Sauf à reconsidérer complètement son rôle, ce n'est certes pas l'objectif d'Henry ! Quant au style grandiloquent, au choix des expressions, il évoque de façon frappante ceux d'Esterhazy...

Comparons immédiatement ce texte à celui de la première lettre à Félix Faure, écrite par Esterhazy, le 29 octobre, dont voici les principaux extraits :

(24) Elle figure parmi les pièces présentées par l'enquêteur Targe, 2ème Cass. I, p. 121.



« Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur de vous adresser le texte d'une lettre anonyme qui m'a été envoyée le 20 octobre 1897. [...] Or, ma maison est assez illustre dans l'histoire de France et dans celle des grandes Cours européennes, pour que le gouvernement de mon pays ait le souci de ne pas laisser traîner mon nom dans la boue. Je m'adresse donc au chef suprême de l'armée, au Président de la République. [...] Je lui demande justice contre l'infâme instigateur de ce complot, qui a livré aux auteurs de cette machination les secrets de son service pour me substituer à un misérable.

Si j'avais la douleur de ne pas être écouté [...], mes précautions sont prises pour que mon appel parvienne à mon chef de blason, au suzerain de la famille Esterhazy, à l'empereur d'Allemagne. [...] A vous, Monsieur le Président, de juger si vous devez le forcer à porter la question sur ce terrain. Un Esterhazy ne craint personne, sinon Dieu [...]. »

L'analogie des deux textes, objectif, ton, vocabulaire, paraît flagrante.

Si Esterhazy a toujours soutenu que du Paty de Clam lui avait dicté mot à mot tout ce qu'il avait écrit durant la collusion, l'officier l'a nié avec une énergie inlassable (confirmée par ses notes personnelles). Il a reconnu, dès qu'il fut interrogé, avoir suggéré à Esterhazy de s'adresser à Félix Faure (plutôt qu'à Guillaume II, comme le forban l'en menaçait), et avoir fourni une « carcasse » de cette première lettre, mais en aucun cas ce texte « charentonesque »<sup>(25)</sup>. On le croit volontiers, tant le style est celui d'Esterhazy.

Esterhazy a écrit la lettre du 29 octobre à Félix Faure ; la lettre anonyme adressée à Boisdeffre le 24 présente avec celle d'Esterhazy du 29 une similitude d'expression frappante ; l'auteur de la lettre du 24 est le même que celui de *P.D.C.* (dans laquelle figure le haro d'Esterhazy) ; *P.D.C.* et *Espérance* ont vraisemblablement le même auteur (ou inspireur, bien sûr). Et, comme par hasard, seule *Espérance*, censée avoir été reçue par Esterhazy, est dépourvue d'enveloppe.

Tout converge pour désigner Esterhazy comme concepteur des quatre textes...

Cela ne fait que repousser le problème, car il faut quelqu'un derrière Esterhazy, talentueux porte-plume, mais ne pouvant ni avoir connu par lui-même l'enquête de Picquart, ni se lancer sans appui dans pareille aventure. Soutenir que ce personnage dans l'ombre est Henry se heurte aux difficultés précédemment exposées (Pourquoi livrer le nom de Picquart à Esterhazy ? *Espérance* ne peut qu'affoler Esterhazy, tandis que *P.D.C.* agace inutilement Boisdeffre et que la lettre du 24

(25) 1ère Cass. I, p. 178 : du Paty.

réclame une enquête...). Et quel eût été son objectif en dictant à son prétendu protégé une lettre menaçante à Félix Faure, dont le ton ne pouvait qu'indisposer le président ? Aucun dreyfusard ne répond...

Il reste donc à envisager l'éventualité qu'Esterhazy ait été téléguidé par certains dreyfusards.

Pour cela, il faut que d'autres que Scheurer aient été dépositaires du secret de Picquart. Cela va à l'encontre d'une idée reçue, mais on sait au moins, par Leblois lui-même, qu'il avait parlé à quelques autres personnes, non nommées.

## b – Une autre hypothèse

L'hypothèse dans laquelle nous nous plaçons ici est celle, déjà évoquée, où Esterhazy, à la solde de certains dreyfusards, aurait été dûment préparé pour être un jour désigné comme l'auteur du bordereau. Ce jour est imminent. La seconde brochure de Bernard Lazare, qui présentera diverses expertises en écriture affirmant que le bordereau n'est pas de Dreyfus, est déjà prête. Elle est cependant insuffisante : si ce n'est pas Dreyfus, qui est-ce ? La réponse ne peut venir du clan Dreyfus, qui ignore résolument Picquart, donc Esterhazy. Mais Leblois a révélé le nom du "vrai coupable" à Scheurer-Kestner depuis juillet et le vice-président a décidé d'agir officieusement auprès du gouvernement en octobre. Parviendra-t-il ainsi à faire sortir de l'ombre Esterhazy, pièce manquante du puzzle ? Qui connaît les réactions provoquées par l'enquête de Picquart, l'année passée, sait que ses chances d'aboutir sont minces. L'action de Scheurer va donc être secrètement étayée par l'entrée en lice d'Esterhazy... Il n'y a pas grand-chose à dire, nous le savons ; l'intérêt des dreyfusards est que cela paraisse terrible aux militaires. Le rôle d'Esterhazy sera de s'agiter au maximum (exactement comme à l'automne 1896, avec ses démarches pour entrer au ministère, parallèles aux révélations de Picquart) et de tirer le meilleur parti des réactions qu'il suscitera.

On (c'est-à-dire celui des dreyfusards qui est en contact avec lui) le fait donc revenir de sa campagne, peut-être le 18 comme l'a dit Mlle Pays. Plus ou moins nerveux (ou sur commande), il fait passer le bail de la rue de Douai au nom de sa maîtresse, peut-être en laissant entendre qu'il veut se suicider, selon le témoignage du syndic Autant. Il est censé être un coupable effrayé par l'annonce des révélations prochaines de Scheurer.

Sur ordre, il rédige *P.D.C.* (ou participe à sa rédaction), dans le but d'accentuer la tension créée à l'état-major par l'imminente démarche de Scheurer. Par cette lettre anonyme, les militaires apprendront que l'action de Picquart est désormais connue hors du ministère et leurs soupçons



que Scheurer la connaît seront confirmés (la Section de statistique en était déjà persuadée, ayant su que Picquart avait vu Leblois et que Leblois avait rencontré Scheurer en secret durant l'été...). D'emblée, ils sont mis en situation défensive, avertis que le sénateur en sait probablement davantage qu'il ne le dit. *P.D.C.* mentionne en passant « *des manœuvres indignes sur les juges* » de 1894, allusion discrètement menaçante à la communication de pièces secrètes, renouant avec l'article de l'*Éclair* de l'an dernier. Dreyfus a été condamné par « *une pression épouvantable* », thème cher à ses défenseurs. La transparente signature *P.D.C.* est propre à troubler le jeu.

Autant il faut se creuser la tête pour découvrir dans quel objectif Henry aurait pu écrire *P.D.C.*, autant il est tangible que la lettre, amplifiant la démarche de Scheurer, est tout au profit du camp dreyfusard, dont elle est une démonstration de force. On a peut-être même subodoré que la Section de statistique allait chercher un contact avec « *ce malheureux très nerveux et impressionnable* »... Réaction, si on y réfléchit bien, assez prévisible de la part d'un service secret – auquel Esterhazy avait naguère appartenu... Que faire d'autre, sinon attendre et voir, ce qui n'est guère dans le tempérament militaire de l'époque ?

Lorsque, le 23 au matin, Esterhazy reçoit le message de Gribelin, il devine que la Section de statistique a mordu à l'hameçon. Dans la journée, *Espérance* est rédigée – à moins qu'elle ne l'ait été à l'avance, préparant une démarche officielle d'Esterhazy auprès de ses chefs, démarche qui aurait eu lieu de toutes les façons. Avec *Espérance*, Esterhazy se présente au rendez-vous armé et c'est lui qui mène le jeu. Du Paty a dit quelle fut sa surprise de trouver la "victime" déjà prévenue...

Oh, certes, Esterhazy montre de l'inquiétude, de la panique. Il parle de « *se suicider, de tuer Picquart, de s'adresser à Schwartzkoppen* »<sup>(26)</sup> : il doit manifester combien il a besoin d'être aidé, soutenu, guidé. Et il ne craint pas d'en faire trop : « *Esterhazy s'accrochait à son sauveteur. Du Paty qui le trouvait à chaque instant sur son passage ou pendu à son cordon de sonnette, le jugeait même "crampon et tenace"* »<sup>(27)</sup>. Le contact avec le ministère doit être exploité à fond. On peut faire confiance à Esterhazy pour jouer la comédie à du Paty et, au besoin, pour le faire parler.

Le 25 octobre, dans les déclarations d'Esterhazy au général Millet, qui l'a convoqué à sa demande, apparaît l'anecdote du manuscrit d'Esterhazy sur la bataille d'Eupatoria qu'il dit avoir prêté au capitaine Brô. Dans cette histoire saugrenue, deux choses semblent certaines.

(26) Signalé par Marcel Thomas, p. 539 et 547. L'historien donne pour référence les papiers inédits de du Paty.

(27) Idem note 26.

D'une part, le nom de Brô est lié à l'interrogatoire de Dreyfus du 18 octobre 1894 ; il avait signalé que l'écriture du bordereau lui évoquait celle d'un certain capitaine Brault (l'orthographe est des plus flottantes<sup>(28)</sup>). D'autre part, la finalité du roman est d'introduire l'idée que le bordereau a été décalqué sur l'écriture d'Esterhazy, moyen qui permettra de surmonter les divergences d'expertises.

Beaucoup d'historiens voient dans cette invention d'Esterhazy l'indice qu'il eut, avant le 25 octobre, un contact avec Henry. En effet, l'incident de 1894 venait d'être rappelé par du Paty dans sa note au ministre du 19 octobre 1897. Henry aurait donc fourni ce nom à Esterhazy, avec le machiavélique dessein de compromettre du Paty... Rien n'empêche évidemment d'imaginer pareille interprétation, mais elle ne s'intègre que dans la version où Henry veut piéger du Paty et où l'idée de prétendre le bordereau calqué sur l'écriture d'Esterhazy émane de l'état-major. Or, ces deux affirmations fondamentales ont beau être répétées sans relâche par les dreyfusards, elles ne sont que des présupposés ! Il faut également beaucoup de hardiesse pour penser qu'en 36 heures (à supposer qu'Henry ait contacté Esterhazy le 23 au soir, comme l'envisage, sans la moindre preuve, Marcel Thomas), Henry et Esterhazy aient pu nouer des liens assez serrés pour mettre au point toute une stratégie...

On peut tout aussi bien penser que du Paty a évoqué l'incident Brô devant Esterhazy. Du Paty l'a nié, mais a prétendu que Gribelin avait entendu Esterhazy prononcer ce nom. On ne peut exclure la possibilité que du Paty ait préféré dissimuler qu'il avait été trop bavard. Esterhazy aurait alors saisi le nom de Brô pour y greffer son histoire d'Eupatoria et de calque.

Mais la source d'Esterhazy n'est pas forcément le ministère. Henry et du Paty ne sont pas les seuls à connaître le nom de Brô : l'avocat Demange au moins connaissait l'incident de 1894<sup>(29)</sup>. La famille de Dreyfus avait pu la connaître soit par lui, soit par Forzinetti, le directeur de la prison du Cherche-Midi qui avait recueilli les confidences de Dreyfus. Elle aurait alors pu le retenir d'autant plus facilement que, dans la maison de M. Hadamard, le beau-père de Dreyfus, habitait un nommé Brault. Bien qu'on ne sache pas que celui-ci ait de rapport ni avec le capitaine ni avec Esterhazy, l'homonymie pouvait donner quelque consistance au récit. Lors de l'enquête de décembre 18997, Esterhazy

(28) Nous devons signaler ici un perpétuel flottement dans l'orthographe Brô ou Brault, selon les diverses sources.

(29) Sur ce point, Marcel Thomas commet une erreur en affirmant que « *l'instruction d'Ormescheville ne fit même pas mention* » de l'allégation de Dreyfus. Bien au contraire, l'écriture de Brault fut étudiée et l'hypothèse d'une ressemblance est formellement écartée dans le rapport d'Ormescheville, qui mentionne également la rétractation de Dreyfus. On peut s'en assurer, par exemple, dans 1ère Cass. II, p. 80.



dira d'ailleurs au général de Pellieux avoir envoyé son manuscrit rue de La Fayette ou rue de Châteaudun, là où habitait M. Hadamard. Le fait que l'information puisse venir de l'état-major permettait de compromettre du Paty.

Inutilement compliqué ? Oui, si l'idée vient d'Henry ; l'histoire ne peut déboucher sur rien. Non, si elle vient des dreyfusards, car l'unique but est de formuler la théorie du calque qui permettra à la fois d'éviter la condamnation d'Esterhazy et de relancer l'affaire par la suite. Nous avons déjà vu que l'histoire des brouillons de la potiche sera précisément montée, l'été suivant, pour "révéler" que l'état-major avait organisé le sauvetage d'Esterhazy en prétendant que son écriture avait été décalquée par l'auteur du bordereau. Esterhazy, qui ne risque alors plus rien, appuiera cette version.

Ridicule, le roman d'Eupatoria ? Mais Esterhazy provoque sciemment le ridicule ! Il le montre bien en écrivant au capitaine Brault de l'état-major, pour lui réclamer le manuscrit prêté en 1893, alors qu'il sait bien ne lui avoir jamais donné... Il laissera alors vaguement entendre que Dreyfus ait pu emprunter le nom de Brô pour le mystifier, puis abandonnera cette voie sans issue. Elle lui aura permis de s'agiter, d'occuper du Paty, de lancer l'idée du calque.

C'est encore le 25 octobre qu'Esterhazy apporte un renseignement dont Marcel Thomas reconnaît qu'il ne peut lui avoir été soufflé par Henry...

Le général Millet l'a invité à écrire au ministre de la Guerre pour s'expliquer. Aussitôt dit, aussitôt fait : le soir même la lettre est écrite. Esterhazy jurera avoir recopié un texte de du Paty, dont il dira avoir gardé l'original, sans jamais le montrer à personne, mais dont, paraît-il, il existe des photos<sup>(30)</sup>. Eh bien, par rapport au modèle, il « prit hardiment l'initiative » (Marcel Thomas) de signaler qu'un des documents mentionnés dans le bordereau, le manuel de tir, lui avait été prêté en 1894 par le lieutenant Berheim... Celui-ci confirmera, quoique le document prêté ne soit pas vraiment le manuel, nous l'avons vu, mais Esterhazy « entretient délibérément l'équivoque » (Marcel Thomas)...

Suprême habileté du véritable coupable, ou racolage d'un homme qui cherche à paraître suspect ?

### c – La dame voilée et le document libérateur

Du Paty parle d'écrire à Félix Faure ? Plutôt trois fois qu'une ! Nous venons de citer la lettre du 29, la première ; ébauche de chantage, preuve de l'insolence sans borne d'Esterhazy. Cela tombe bien pour les

(30) Marcel Thomas, p. 543.

dreyfusards. Le 29 octobre, c'est précisément le jour où Scheurer est reçu par Félix Faure, lequel aura connaissance de la prose d'Esterhazy une heure avant l'audience. On pouvait espérer que, connaissant cette lettre folle, le président de la République, émoustillé, allait presser le sénateur de questions, désireux de savoir s'il soupçonnait Esterhazy et à partir de quels éléments. Avec un peu de chance, le président aurait prononcé lui-même le nom d'Esterhazy et Scheurer aurait certainement "craqué"...

Las, Félix Faure refuse d'entendre les confidences de Scheurer, l'envoie à Billot qui le reçoit le 30 octobre et décide de ne prendre aucune initiative.

Qu'à cela ne tienne, on augmentera la pression. Et c'est la lettre du 31 octobre, écrite à Félix Faure par Esterhazy à l'insu de du Paty. En voici l'essentiel :

« [...] Je sais que des considérations de politique parlementaire empêchent le gouvernement de faire une déclaration franche et nette me mettant hors de cause [...].

*Je suis acculé à me servir de tous les moyens en mon pouvoir.*

Or, la généreuse femme qui m'a prévenu de la machination ourdie contre moi par les amis de Dreyfus, avec l'aide du colonel Picquart, a pu me procurer, entre autres documents, la photographie d'une pièce qu'elle a réussi à soutirer à cet officier. [...] Si je m'obtiens ni appui ni justice, [...cette photographie...] sera immédiatement publiée. [...] »

Le chantage se précise. Apparaissent le "document libérateur" et la "dame voilée" (dénominations ultérieures de la presse ; à l'époque Esterhazy parle de sa "sauvegarde" et de sa "protectrice")... Dans l'histoire telle qu'on la raconte, rien ne justifie cette escalade de menace le surlendemain de la première lettre : encore une fois, pourquoi Henry irait-il exaspérer Félix Faure, hostile par principe à la révision ? En revanche, après le refus du 29, les dreyfusards ont tout avantage à montrer au président de la République qu'Esterhazy n'a nullement l'intention de laisser pourrir la situation et qu'il faudra compter avec lui. « *Je suis acculé à me servir de tous les moyens...* », écrit-il : mais avec la dérobade de Félix Faure devant Scheurer, le 29, Esterhazy n'était précisément acculé à rien du tout ! Les termes du chantage correspondent certainement à un plan bien médité, mais le moment est choisi pour impressionner le président.

Sur ses entrevues avec la femme voilée, Esterhazy sera prolix à souhait ; dès le lendemain de sa dénonciation par Mathieu Dreyfus, il livrera à la presse ravie des détails changeants, mais toujours chatoyants, de ces rendez-vous clandestins<sup>(31)</sup>. A partir de 1898, la presse

(31) Voir par exemple le *Figaro* du 18 novembre.



dreyfusarde se déchaînera contre du Paty, accusé d'avoir joué le rôle de la femme voilée. Aujourd'hui encore, nous avons trouvé des amateurs cultivés fermement convaincus que du Paty s'était déguisé en femme, fort surpris d'apprendre qu'il avait seulement porté fausse barbe et lunettes noires (et uniquement tant qu'Esterhazy ne connaissait pas son nom)... D'autres "gens raisonnables" estiment que cette histoire est le lot inévitable d'une époque romanesque pour laquelle l'histoire manquait de femmes. En partie peut-être, mais pas seulement.

Il est certain que la fable de la dame voilée fut notamment conçue contre du Paty. Celui-ci eut d'ailleurs la primeur du récit d'Esterhazy ; ses souvenirs confirment qu'il fut bel et bien dupe du roman, notamment grâce à certains détails bien choisis... Il existait en effet un contentieux entre du Paty et la famille de Comminges : en 1892, M. de Comminges s'était opposé au mariage de du Paty avec sa fille. Du Paty avait alors été (ou prétendu être) l'objet d'un chantage de la part de quelqu'un détenant des lettres compromettantes, à lui écrites par Mlle de Comminges. Un dossier avait été ouvert à la préfecture de police. Or, dans le récit d'Esterhazy, sa mystérieuse protectrice lui donne rendez-vous au cirque Fernando, puis près du pont Alexandre III, c'est-à-dire... là où les maîtres chanteurs de 1892 rencontraient du Paty ! Ému par la coïncidence, du Paty avait alors soupçonné la vieille Mlle de Comminges, tante de son ex-fiancée et amie de Picquart, d'être la femme voilée.

Il était évidemment victime d'un piège autrement subtil.

Piège concocté par Henry, bien sûr, selon Reinach, cette fois pleinement suivi par Marcel Thomas qui salue le « *trait de génie* »<sup>(32)</sup> du rusé fils de paysan. Et l'archiviste d'affirmer qu'Henry « *connaissait fort bien* » (sic) l'affaire Comminges-du Paty, « *soit par les amis qu'il avait dans la police civile, soit par du Paty lui-même* »... Autrement dit, M. Thomas avoue n'avoir pas le moindre élément prouvant qu'Henry savait à quel endroit du Paty avait rencontré ses maîtres chanteurs ! Il estime seulement qu'il aurait pu le connaître... Nous eussions préféré cette formulation.

En revanche, la famille de Comminges, elle, connaissait tous les détails de l'épisode de 1892. Elle a très bien pu les fournir pour nuire à du Paty, par exemple Mlle de Comminges a pu les donner à son ami Picquart. Cette hypothèse est cohérente dans le schéma où Esterhazy est inspiré par quelque dreyfusard. Notons aussi un détail singulier : le policier chargé du dossier Comminges-du Paty de 1892 était un certain inspecteur Jaumes<sup>(33)</sup> ; or, depuis juillet 1897, pour se procurer de l'écriture d'Esterhazy, Scheurer-Kestner a embauché un policier en

(32) Marcel Thomas, p. 567. L'archiviste juge bon d'ajouter que du Paty n'avait pourtant rien fait à Henry, « *sinon peut-être l'humilier involontairement* »...

(33) Reinach, Hist. II, pp. 529, 536 et 559.

retraite nommé Jaume<sup>(34)</sup>. Malgré la mince différence d'orthographe (mais nous avons de nombreux exemples prouvant que l'époque est peu regardante sur l'écriture des noms propres), la coïncidence est troublante.

Et comment l'histoire du Paty-Comminges fut-elle connue et rattachée à l'affaire Esterhazy ? Très rapidement, par le ministre Barthou, classé par Reinach parmi les « *amis de Picquart* ». Il eut communication du dossier en question par la préfecture de police, dit-il sans préciser davantage... Barthou s'empessa de présenter ce dossier au ministre de la Guerre et au président du Conseil, car il « *lui paraissait jeter une certaine lumière* » sur la collusion<sup>(35)</sup>. Au procès Zola, M<sup>e</sup> Labori fait raconter l'affaire de 1892 par son confrère Leblois, qui ne cite pas ses sources.

Qui prétendra que du Paty et la dame voilée ne font qu'un ? Les journaux dreyfusards, pour l'entier bénéfice du parti de Dreyfus. Esterhazy, lui, racontera que la dame voilée lui avait été amenée par du Paty, d'où la version, également tenace, selon laquelle il s'agirait de Mme du Paty. Tout au long des procès, le discrédit sera jeté sur du Paty en raison de cet épisode ridicule et dégradant. Ses supérieurs le considéreront ouvertement comme un officier au comportement indigne.

Or, n'oublions pas que du Paty est l'auteur du commentaire du dossier secret de 1894... En 1897, c'est lui, et non Henry, qui passe pour le principal ennemi de Dreyfus. Si notre hypothèse actuelle est exacte, réussir à ruiner son témoignage en le faisant passer pour un homme prêt à tout pour perdre Dreyfus est un coup de maître du parti dreyfusard.

Mais la dame voilée n'est que le support enrubanné du document libérateur, étrange invention dont l'objectif reste obscur. La seule chose claire est qu'il s'agit d'une menace envers le gouvernement. La réclamation exprimée par Esterhazy, « *une déclaration franche et nette me mettant hors de cause* », est absurde. On ne peut mettre hors de cause un homme que personne n'a officiellement mis en cause... Pareille exigence revient à demander au gouvernement de prendre l'initiative de rouvrir l'affaire Dreyfus, sans quoi on l'y contraindra en livrant une certaine pièce à la presse. Rouvrir l'affaire, c'est exactement ce que demande Scheurer, qui, une nouvelle fois, reçoit à son insu l'appui d'Esterhazy...

Il ne faut pas séparer l'histoire du document libérateur de son contexte. Esterhazy l'introduit le 31 octobre. Rappelons que c'est le 30 qu'a lieu l'importante entrevue entre Scheurer et le ministre de la Guerre. Scheurer a dit sa certitude de l'innocence de Dreyfus et l'analogie de l'écriture d'Esterhazy ; Billot lui a répondu que dans le dossier Dreyfus existaient des preuves accablantes de sa culpabilité. Les deux hommes

(34) 1<sup>ère</sup> Cass. III, p. 271 : procureur Manau.

(35) 1<sup>ère</sup> Cass. I, p. 337 : Barthou.



se sont séparés sur une vague promesse, Billot s'engageant à mener une enquête personnelle et Scheurer à attendre quinze jours. Le sénateur a considéré ce résultat comme un échec.

Et, le lendemain, Esterhazy amorce le chantage du document libérateur. Et il parle de Picquart, ce nom que Scheurer n'a pas voulu prononcer, mais qui est indispensable à une mise en cause sérieuse d'Esterhazy. A la suite de la lettre du 31, d'ailleurs, le ministre fait interroger Picquart en Tunisie, pour savoir si une femme lui a dérobé quelque document (!) ; c'est le premier pas vers son entrée en scène.

Le dimanche 31 octobre, c'est aussi le jour où l'excitation de la presse atteint son paroxysme : on apprend que Gabriel Monod est lui aussi convaincu de l'innocence de Dreyfus<sup>(36)</sup>, on annonce la prochaine parution d'une deuxième brochure de Bernard Lazare. Dans cette ambiance, la menace de publier un document secret, quel qu'il soit, prend tout son poids.

Et surtout, ce 31 octobre, plusieurs journaux relatent l'entrevue du sénateur et du ministre, qui devait rester secrète... Nous avons vu que, dans trois lettres indignées à Billot, les 1er, 2 et 3 novembre, Scheurer affirme n'avoir parlé à personne, mais "on" lui a dit que la fuite viendrait d'Henry ou de du Paty. Et d'inciter Billot à se défier de ses collaborateurs, en particulier du général Gonse. Soumis, les historiens répètent que la communication aux journaux est venue du ministère. Sans avancer de mobile... Or, on voit mal quel intérêt aurait trouvé la Section de statistique à agiter davantage l'opinion. Et qui a désigné Henry et du Paty à Scheurer ? En tout cas, le 31, tous les journaux parlent de l'affaire et réclament que Scheurer-Kestner dise ce qu'il sait, objectif dreyfusard.

Mais le sénateur espère encore obtenir la révision par des pressions officieuses, sur Billot à nouveau, sur le président du conseil Méline, sur le Garde des Sceaux Darlan. Le 3 novembre, il prononce enfin le nom de Picquart devant Méline. Embarrassé de la confidence, celui-ci l'enjoint de s'adresser à Billot, avec Leblois. Mais le 4 l'avocat refuse d'aller livrer son client. « *L'impasse était totale* », selon M. Thomas<sup>(37)</sup>.

Heureusement, voilà à nouveau Esterhazy en renfort. Le lendemain, 5 novembre, il adresse une troisième lettre à Félix Faure puis, le 7, il écrit... à Picquart, avec double de la lettre au général de Boisdeffre. La machine s'emballe.

« *Monsieur le Président de la République,*

[...] *C'est la dernière fois que je m'adresse aux pouvoirs publics. La femme qui m'a mis au courant de l'odieuse machination ourdie contre moi m'a remis entre autres une pièce qui est une protection pour*

(36) *Le Jour*, la *Réforme*, etc.

(37) Marcel Thomas, p. 558.

*moi, puisqu'elle prouve la canaillerie de Dreyfus, et un danger pour mon pays, parce que sa publication avec le fac-similé de l'écriture forcera la France à s'humilier ou à faire la guerre. [...]*

*Forcez les Ponce-Pilate de la politique à faire une déclaration nette et précise, au lieu de louvoyer pour conserver les voix de Barrabas. Toutes les lettres que j'ai écrites vont arriver entre les mains d'un de mes parents qui a eu l'honneur, cet été, de recevoir deux empereurs [...].*

*Je pousse le vieux cri français "Haro à moi, mon prince, à ma rescousse!" [...] Qu'on me défende et je renverrai la pièce au ministère de la Guerre sans que personne y ait jeté les yeux, mais qu'on me défende vite car je ne puis plus attendre, et je ne reculerai devant rien pour la défense ou la vengeance de mon honneur indignement sacrifié. »*

Cette fois, sous des dehors bouffons, Esterhazy fait enfin une proposition concrète : rendre le "document libérateur" – maintenant clairement identifiable à *Ce canaille de D.* – mais à condition d'être officiellement protégé, et rapidement.

Là, il réalise un coup de maître. D'abord, il semble céder aux exhortations de du Paty, qui s'acharnait à lui faire rendre ce dangereux document depuis qu'Esterhazy lui avait dit le détenir... Ensuite, suivant une inexorable progression, l'état-major se trouve poussé à jouer la carte Esterhazy, ce qui garantira dans un premier temps la sauvegarde d'Esterhazy et, dans un deuxième temps, le scandale. Enfin, l'initiative d'Esterhazy permet de sortir de l'impasse à laquelle les négociations secrètes de Scheurer ont abouti.

Cette fois, Billot ne peut plus rester immobile. Le 6, il écrit au général Saussier, lui communique les lettres d'Esterhazy et lui demande de convoquer l'insolent officier pour le ramener à la raison. Le 7, Esterhazy est reçu par Saussier, sans résultat marquant. Nouvelle convocation le 9 : le général ordonne la remise du document libérateur, Esterhazy promet, puis tergiverse dans une lettre du 10. Finalement, une photographie de *Ce canaille de D.* est remise au ministère le 14 au soir (on ne sait trop si ce fut Esterhazy ou un autre qui la porta). Selon ses exigences, un reçu lui est délivré.

Il est fréquemment affirmé que cette photographie n'avait en fait jamais quitté le ministère que pour être introduite, par Henry bien sûr, dans l'enveloppe scellée aux armes d'Esterhazy, remise le 14 octobre. Assertion gratuite qui ne repose sur rien. Du Paty témoignera avoir eu l'impression qu'Esterhazy ne connaissait pas la pièce, lorsqu'il le questionnait à son sujet. Sans doute Esterhazy cherchait-il à le faire parler, histoire de compromettre un peu plus l'état-major. Il est bien possible d'ailleurs qu'Esterhazy n'ait jamais vu *Ce canaille de D.*, mais cela n'indique rien sur l'identité de celui qui lui a remis l'enveloppe.



Par ailleurs, il est de bon ton de voir dans la relative passivité du ministère un indice de complicité avec Esterhazy. L'argument sera d'ailleurs utilisé par Esterhazy lui-même<sup>(38)</sup>. Il est complètement anachronique.

Il est facile de prendre le chantage du document libérateur à la légère quand on pose en axiome qu'il était monté avec l'accord tacite du ministère... Si tel n'est pas le cas, la divulgation dont menace Esterhazy est bel et bien de nature à embarrasser les généraux dont l'objectif est encore d'éviter une reprise de l'affaire Dreyfus. Imaginons qu'Esterhazy ait été arrêté immédiatement après sa lettre du 31 octobre ; *Ce canaille de D.* aurait été publiée et l'état-major se serait trouvé contraint à une explication publique touchant le dossier secret, ce qu'il voulait éviter à tout prix. Esterhazy arrêté, Scheurer pouvait enfin parler officiellement ; c'eût donc été céder aux dreyfusards. En revanche, sachant que la Section de statistique avait un contact secret avec le maître chanteur, on pouvait avoir quelque espoir de gagner du temps. Les tergiversations de l'état-major prouvent son embarras, nullement sa complicité avec Esterhazy.

#### IV – ET PICQUART ?

##### a – Henry et Picquart

La principale objection qu'un historien comme Marcel Thomas ferait à l'hypothèse selon laquelle la collusion est en fait régie par les défenseurs de Dreyfus serait : "Et Picquart ?".

En effet, il est manifeste que les divers agissements d'Esterhazy durant cette période visent en partie à dénoncer Picquart. Dès le 23 octobre, *Espérance* parle de manigances de Picquart. Esterhazy ne cesse de demander justice contre l'instigateur du complot qui vise à l'accuser. Le document libérateur semble renouer avec l'accusation portée l'année passée contre le chef de la Section de statistique, d'avoir divulgué la pièce *Ce canaille de D.* Conclusion : c'est évidemment Henry qui, tout en assurant la protection d'Esterhazy, travaille à compromettre Picquart.

Cette explication est la seule justification que Marcel Thomas arrive à fournir au document libérateur, avec une assurance tranquille<sup>(39)</sup>. Il ne fait là que reprendre l'interprétation soutenue par Picquart lui-même :

« Alors, on a pris l'offensive. On a dit : "Nous allons affirmer que c'est Picquart qui a volé cette pièce à son service et qui se l'est laissé voler à son tour par une femme, après avoir voulu la remettre entre les mains des amis de Dreyfus. Nous allons tomber sur lui, nous allons

(38) Lorsqu'il passera à l'offensive contre l'état-major à l'été 1898.

(39) Marcel Thomas, p. 562.

*l'accuser de divulgation de documents secrets. Il tombe sous le coup de la loi sur l'espionnage. C'est un moyen de s'en débarrasser, soit par intimidation, soit ouvertement." Vous voyez alors tout le complot reposant sur cette histoire de document libérateur. »<sup>(40)</sup>*

S'il n'est pas inadmissible en soi que Picquart ait découvert la vérité, il est gênant de sentir que l'archiviste colle à cette version sans une ombre d'esprit critique. Car, si l'on accepte de raisonner, avouons que l'explication est un peu légère, sinon invraisemblable !

On nous dit qu'Henry aurait pris le risque d'être lui-même accusé de divulgation de pièce secrète et de chantage envers le président de la République, uniquement pour accuser Picquart de s'être laissé voler un document par une femme... C'eût évidemment été se mettre à la merci d'Esterhazy et, hors la théorie extrémiste de Reinach (complicité Henry-Esterhazy dans la trahison de 1894), rien ne justifie pareille inconséquence du "policier" Henry, habitué à travailler avec des agents douteux. Quant à la mise en cause de Picquart, elle paraît tout à fait accessoire dans l'histoire du document libérateur (mentionnée dans la lettre du 31, elle ne figure plus dans celle du 5 novembre), dont le principal objet est un chantage envers le ministre. En outre, le maniement d'une pareille accusation eût été particulièrement difficile : en cas d'enquête, plusieurs amies de Picquart pouvaient assurément être suspectées d'être la "femme voilée", mais il aurait été impossible d'établir que l'une d'elles l'avait trahi pour Esterhazy. On voit mal Picquart sous le coup de la loi sur l'espionnage à partir du seul témoignage d'Esterhazy, que rien n'aurait étayé.

Comment accepter qu'Henry soit allé imaginer cette piètre et dangereuse fable, alors que la Section de statistique avait mis au point un système d'accusation de Picquart autrement solide fondé sur les divulgations à Leblois, système qui conduira son ancien chef en prison, sans besoin de l'intercession de la dame-voilée ? Là encore, Marcel Thomas compte trop sur la docilité du lecteur subjugué...

Il nous semble, tout au contraire, qu'on peut raisonnablement estimer qu'Henry n'a pas pu prendre l'initiative d'utiliser Esterhazy contre Picquart, tant cela eût été maladroit et risqué.

Mais, nous objectera-t-on, on sait que l'article Dixi a été écrit par Esterhazy à l'aide de renseignements qui lui ont été fournis par la Section de statistique, soit par Henry, soit sur son ordre.

Certes, mais dès le 23 octobre, Henry et du Paty ont trouvé Esterhazy averti, par la lettre *Espérance*, que Picquart était à l'origine de sa mise en cause. Sans excès d'imagination, on peut deviner

(40) Rennes I, p. 462 : Picquart.



qu'Esterhazy a questionné du Paty sur ce Picquart, dont il se présente comme l'innocente victime... On sait qu'Esterhazy disait vouloir le tuer, on peut penser qu'il s'est mis à la disposition de l'état-major pour agir contre Picquart. Dans ces conditions, il est moins étonnant qu'on le dit de voir les officiers du service de renseignements se servir d'Esterhazy en novembre. Il faut se souvenir qu'Esterhazy avait travaillé à la Section de statistique dix-sept ans auparavant ; il pouvait même se targuer d'une certaine expérience en matière de service secret !

La Section de statistique (donc Henry) avait réuni ses griefs contre Picquart en quelques feuillets que du Paty désigne sous le nom de "plaquette". Communiquée à Esterhazy, cette plaquette fut la base de Dixi, article écrit avec l'accord des officiers pour répliquer à l'article Vidi paru dans le *Figaro* du 14 novembre, annonçant que Scheurer allait donner le nom du vrai coupable. Le message de Dixi adressé en réplique aux dreyfusards, le lendemain 15 dans la *Libre Parole*, est clair : vous allez dénoncer Esterhazy, eh bien nous dénoncerons Picquart comme votre complice.

Du Paty a connu Dixi, ou du moins la plaquette de renseignements à la base de l'article, dont il a lui-même corrigé certains passages<sup>(41)</sup>. Citons sa déposition la plus détaillée :

« Lorsque l'affaire Esterhazy a été sur le point d'éclater, on a établi une sorte de résumé des préliminaires de cette affaire au service des renseignements. C'est le colonel Henry, je crois, qui a fait ce résumé. De ce résumé il a été extrait une plaquette qui a été communiquée à Esterhazy, dans le but d'être distribuée à sa famille, à ses amis et à certaines personnalités. Cette plaquette primitivement devait être tirée à la machine à écrire du Service de renseignements. Le colonel Henry a pensé que serait imprudent. On a préféré confier à Esterhazy le soin de faire imprimer cette plaquette. Il n'a pas réussi. [...] [Il] a porté cette plaquette, transformée en un article, à la *Libre Parole*. »<sup>(42)</sup>

On sait qu'effectivement Esterhazy avait fait porter le document au journal la *Croix*, mais le directeur l'avait refusé. Lorsqu'il l'amène à la *Libre Parole*, il se présente ostensiblement en émissaire de l'état-major<sup>(43)</sup>.

Il n'est nullement impossible que l'idée de diffuser cette plaquette réponde à une demande d'Esterhazy. N'oublions pas le ton de la lettre du 5 novembre à Félix Faure : *Je rends le document libérateur si vous me protégez rapidement et efficacement*. Or, c'est le 5 ou le 6, selon

(41) 1ère Cass. II, p. 178 (enquête Esterhazy, 24 août 1898) ; 2ème Cass. II, p. 699 : du Paty.

(42) 1ère Cass. I, p. 453 : du Paty.

(43) 1ère Cass. II, p. 180 : Boisandré.

ses dires<sup>(44)</sup>, le 14 pense Marcel Thomas<sup>(45)</sup>, qu'il porte la plaquette dénonçant Picquart à la *Croix*. En tout cas, la remise du document libérateur s'effectue le 14, le jour même où Esterhazy porte Dixi à la *Libre Parole*. Il est tentant de voir ici le résultat du chantage... Dans un premier temps, début novembre, Esterhazy réclame à ceux qui l'assurent de leur soutien une garantie concrète, un document pour sa famille, ses amis, certaines personnalités : on lui confie un exemplaire de la plaquette. Puis, virtuellement dénoncé dans le *Figaro* le matin du 14, il exige la publication, en échange de quoi il se défait de la pièce secrète..

Une version tout aussi plausible que la vulgate serait donc la suivante : du Paty rencontre d'abord seul Esterhazy. Quand apparaît le "document libérateur", dans la lettre du 31 octobre à Félix Faure, Henry estime que du Paty ne suffit plus et contacte personnellement Esterhazy, début novembre (rappelons toutefois que hors la conviction ultérieure de du Paty et les dires, toujours suspects d'Esterhazy, il n'y a nulle trace de rencontre entre les deux hommes). Il tente de lui faire rendre le document libérateur, Esterhazy marchande et Henry, plus ou moins inspiré par Esterhazy, trouve judicieux de satisfaire le reître tout en attaquant Picquart dont l'intervention est désormais inéluctable.

Faute de preuve, il ne s'agit là que d'une suggestion. Mais remarquons qu'elle n'est pas moins fondée que la version officielle, et bâtie suivant le même schéma : construction logique dans le cadre d'une certaine hypothèse.

## b — Les dreyfusards et Picquart

S'il n'est pas dès l'origine téléguidé par Henry, ce que nous pensons, c'est donc à la demande des dreyfusards qu'Esterhazy cherche à attirer les foudres de l'état-major sur Picquart. Impossible, insoutenable ! Sornette, calomnie scandaleuse ! Telle fut la première réaction d'un amateur cultivé de nos amis... Il est certain que si l'on s'en tient à l'histoire officielle des dreyfusards, racontée par eux-mêmes, pareille hypothèse est inconcevable. Mais faut-il les croire et les suivre en tout ?

Rappelons la situation de la défense de Dreyfus juste avant la collusion. Le 13 juillet 1897, Leblois a livré à Scheurer les confidences que lui avait faites Picquart : mais il lui a défendu de parler à quiconque de Picquart et de son dossier. Dans un mémoire rédigé par lui le soir même des révélations de Leblois, le sénateur note : « *M. Picquard [sic] doit rester dans l'ombre* »... Effectivement, lors de ses premières démarches, fin octobre, il ne nomme pas Picquart, mais il espère que

(44) Reinach, Hist. II, p. 607.

(45) Marcel Thomas, p. 585.



Billot sera suffisamment ébranlé pour rouvrir le dossier de Picquart de 96. Il le dit fort nettement dans ses mémoires : « ...en parlant ainsi, je lui donnais l'idée de s'adresser au colonel Picquart »<sup>(46)</sup>.

Mais il faut bien voir que cette "protection" de Picquart est limitée au seul objectif d'éviter un "flagrant délit" de complicité directe avec les dreyfusards. Aucune offensive sérieuse ne pourra être menée sans la participation de Picquart, Scheurer le sait parfaitement qui s'emploie à convaincre Leblois de lever le secret. Aussi l'idéal serait-il d'obtenir une initiative de Billot, afin que l'ancien chef de la Section de statistique rentre dans l'affaire sur la demande du ministère, et non sur "dénonciation" d'un défenseur de Dreyfus. En cas d'échec, assez prévisible, de la tentative de Scheurer, il fallait préparer d'autres moyens pour faire sortir Picquart de l'ombre.

Il n'est donc nullement absurde de penser que des dreyfusards aient prévu de faire expliciter par Esterhazy ce que Scheurer ne devait pas dire... Qu'on y réfléchisse : c'est là encore une manœuvre extrêmement habile et parfaitement bien calculée :

– D'abord, il est naturel qu'Esterhazy, "victime" de l'enquête de Picquart (et le sachant par *Espérance*), se déchaîne contre son accusateur. Ses vitupérations sont indispensables à sa crédibilité.

– Ensuite, on pourra dire que tous les renseignements contre Picquart lui ont été livrés par l'état-major ; cela fait partie du piège conçu contre du Paty, en vue d'une dénonciation ultérieure de la collusion. D'ailleurs, l'année suivante, les journaux dreyfusards vont s'acharner à rappeler qu'entre les deux hommes existait une vieille querelle, plus ou moins héritée de l'affaire Comminges, d'où la prétendue haine de du Paty contre Picquart..., hameçon auquel mordront les antidreyfusards primaires. Cette version tenace sera encore soutenue par les magistrats en 1904.

– Nous avons vu, au fur et à mesure, que les allusions faites par Esterhazy à Picquart viennent toujours à point nommé pour étayer les dires de Scheurer (ce vieux sénateur se prend pour Voltaire dans l'affaire Callas ? Mais n'oubliez pas, Monsieur le Ministre, qu'un jeune et brillant officier nommé Picquart disait la même chose, l'an dernier...).

– Enfin, quoi qu'on en dise, il n'y a pas dans les accusations formulées par Esterhazy le moindre risque pour Picquart ou, plus exactement, pas le moindre risque supplémentaire.

En effet, puisque l'objectif des dreyfusards est d'obtenir la révision du procès Dreyfus en faisant accuser Esterhazy, l'ancien chef du bureau de renseignements sera nécessairement appelé à témoigner. Or, Picquart (donc au moins Leblois) sait fort bien qu'il est soupçonné par ses anciens collaborateurs d'avoir établi son dossier sur Esterhazy au pro-

(46) Scheurer-Kestner, p. 135.

fit du parti de Dreyfus ; il sait qu'il est accusé d'être à l'origine des fuites de l'*Éclair* et du *Matin*, à l'automne 1896 ; il sait, par la lettre d'Henry de mai 97<sup>(47)</sup>, qu'une enquête a été menée sur son compte. Nul doute qu'en cas de révision, la Section de statistique s'emploiera à démontrer qu'il a été circonvenu par les dreyfusards. Non seulement il n'y a aucun inconvénient à prendre les devants en énonçant les accusations dont Picquart est l'objet, mais encore, en les plaçant dans la bouche du fol Esterhazy, on a une chance de pouvoir d'abord les dévaloriser (cette histoire de travesti..., grotesque, non ?), ensuite les faire passer pour une invention de l'état-major.

Autant les risques qu'aurait pris Henry, selon Reinach et Marcel Thomas, paraissent insensés et vains, autant les dreyfusards n'avaient rien à perdre et tout à gagner en poussant Esterhazy dans cette voie.

Mais Billot ne bouge pas ; il fait seulement interroger Esterhazy par le général Saussier, au sujet du document libérateur. Scheurer, après avoir couru de ministre en ministre durant huit jours, aboutit seulement à s'entendre dire par Méline, le 6 novembre, qu'il n'a rien d'autre à faire que de déposer une requête officielle en révision. Le soir même, une note officieuse du gouvernement fait connaître sa position à la presse.

Cette conclusion de bon sens plonge aujourd'hui encore les dreyfusards dans l'affliction... « *Le bilan des efforts de Scheurer était médiocre* » (Jean-Denis Bredin). « *Les tentatives officieuses de Scheurer auprès du gouvernement avaient lamentablement échoué* » (Marcel Thomas). Il est donc parfaitement clair que l'objectif de Scheurer était d'obtenir que le gouvernement prenne l'initiative de rouvrir l'enquête.

Perplexe, car il n'y a pas de "dossier Esterhazy" à produire autre que celui de Picquart, dont il ne dispose même pas, Scheurer demande quinze jours pour faire rédiger la requête. En fait, sa stratégie a abouti à une impasse. « *Le rôle du vice-président du Sénat dans la lutte pour la révision s'arrêta pratiquement là* », note Marcel Thomas.

Bref, le temps des intrigues de cour est révolu. Puisque le ministre de la Guerre ne veut pas faire rappeler Picquart en France de lui-même, il reste la solution d'amener Picquart à demander de son côté qu'une enquête soit ouverte sur des machinations qui, comme par hasard, vont se manifester à partir du 7 novembre...

Ce 7 novembre, nous l'avons vu, le "hasard" fait découvrir au cou-lissier Castro que le bordereau est d'Esterhazy ; il l'apprend à Mathieu Dreyfus qui va ainsi pouvoir officiellement joindre ses forces à celles de Scheurer, en fait prendre le relais. Si l'on trouve un caractère quelque peu hâtif à cette histoire, il peut s'expliquer par la nécessité d'en finir avec Scheurer. Ne manque plus que Picquart.

(47) Voir p. 198.



### c – Les "machinations" contre Picquart

Ce même 7 novembre, jour de sa première convocation par Saussier, Esterhazy décide d'écrire à Picquart. Marcel Thomas reconnaît qu'Henry n'a pas pu lui donner pareil conseil, qui « *présentait le grave inconvénient de mettre Picquart sur ses gardes* »<sup>(48)</sup>. Certes ! Et de raconter benoîtement qu'Esterhazy, « *ce pécheur impénitent* » (sic) a de plus « *poussé l'aplomb* » jusqu'à adresser le double de la lettre au général de Boisdeffre ! Pas curieux, l'historien ne se demande ni quel avantage Esterhazy pouvait bien trouver à cette double provocation, ni si quelqu'un d'autre n'avait pas intérêt à brusquer Picquart... Reinach, qui estime que la lettre a été dictée par Henry, ne donne pas non plus de suggestion quant au but recherché.

Le brûlot se présente comme une dénonciation en règle. En le communiquant au chef d'état-major, Esterhazy l'officialise et en appelle à sa confrontation avec Picquart. Toujours le même objectif...

« *Mon colonel,*

*J'ai reçu ces jours-ci une lettre dans laquelle vous êtes formellement accusé d'avoir ourdi contre moi la plus abominable machination pour me substituer à Dreyfus. Dans cette lettre, il est dit, entre autres choses, que vous avez soudoyé des sous-officiers pour avoir des spécimens de mon écriture ; le fait est exact, je l'ai vérifié. Il est dit aussi que vous avez détourné du ministère de la Guerre des documents confiés à votre honneur, pour en composer un dossier clandestin que vous avez livré aux mains du traître. Le fait du dossier clandestin est exact puisque j'ai aujourd'hui en ma possession une des pièces soustraites à ce dossier. Devant une aussi monstrueuse accusation et malgré les preuves qui m'ont été données, j'hésite à croire qu'un officier supérieur de l'armée française ait pu trafiquer des secrets de son service pour tâcher de substituer un de ses camarades au misérable du crime duquel il avait les preuves. Il est impossible que vous vous dérobiez à une explication franche et nette. »*

Esterhazy utilise à nouveau *Espérance*, à laquelle il ajoute l'accusation de détournement de pièces, sur laquelle se greffe le "document libérateur". Un tel réquisitoire ne peut, selon toute apparence, avoir été dressé que par Henry ou du Paty ; Picquart est maintenant armé pour dénoncer un complot contre lui et la collaboration de la Section de statistique avec Esterhazy. Le comportement d'Esterhazy, révélant à Picquart les accusations dont il est l'objet à Paris (à supposer qu'il les ignore), est ici typiquement celui d'un agent double. Dans quel but ? Dans l'immédiat, le ton insultant et comminatoire exige une réaction ;

(48) Marcel Thomas, p. 570.

aucun officier ne peut laisser pareille lettre sans réplique, surtout venant d'un autre officier.

Picquart la reçoit à Sousse, le 11 novembre à 8h. du matin. Le lendemain, il demande au général Leclerc l'autorisation de se rendre à Tunis. De là, le 15 novembre, il adresse une demande d'enquête au ministère, par la voie hiérarchique, signalant qu'Esterhazy a été averti « *par je ne sais qui* » de l'enquête menée contre lui l'année passée<sup>(49)</sup>. Et de faire le lien avec la lettre qu'Henry lui a adressée au mois de mai<sup>(50)</sup>...

Plainte contre Esterhazy donc, mais avec mise en cause explicite de ses anciens subordonnés. Qu'elle soit ou non spontanée, la réaction de Picquart va exactement dans le sens que pouvaient souhaiter les dreyfusards. Esterhazy a été l'indispensable catalyseur.

Dans sa plainte du 15 novembre, Picquart mentionne également deux mystérieux télégrammes qui lui sont parvenus au même moment et qui feront couler beaucoup d'encre. Tous deux sont partis de Paris le 10 novembre. Le premier, posté à midi, lui a été adressé à Tunis, alors qu'il se trouvait à Sousse ; il lui est donc arrivé seulement le 12 au matin.

« *Arrêtez le demi-dieu. Tout est découvert. Affaire très grave.*

*Sperenza. »*

Le second posté à dix heures du soir, mais directement envoyé à Sousse, lui est parvenu le 11, une demi-heure après la lettre d'Esterhazy.

« *On a preuve que bleu a été fabriqué par Georges.*

*Blanche. »*

Ce même 10 novembre, une lettre anonyme est envoyée à Picquart, qui la reçoit le 17. Curieusement, il la jette au feu<sup>(51)</sup>, empêchant ainsi toute analyse d'écriture, alors que depuis une semaine il est en butte à d'obscur manœuvres et qu'il a porté plainte l'avant-veille. Mais il pourra en citer le texte au juge Bertulus, en février 1898, lorsqu'il eût porté plainte pour faux (concernant *Blanche* et *Sperenza*) :

« *A craindre tout l'œuvre découverte. Retirez-vous doucement. Écrivez rien. »*

La signification de ces messages du 10 novembre est limpide pour qui connaît les arcanes de l'affaire Esterhazy-Dreyfus. Ils paraissent être écrits par des dreyfusards avertissant leur complice que leurs manœuvres sont découvertes. Le demi-dieu peut être Scheurer, *Blanche* est le prénom de Mlle de Comminges, Georges celui de Picquart et "bleu" désigne bien sûr le Petit bleu.

Là encore, l'explication proposée par Picquart au juge Bertulus est adoptée sans réserve par les historiens, qui se contentent d'en affiner la

(49) Marcel Thomas, p. 588.

(50) Reinach, Hist. II, p. 672.

(51) 1ère Cass. II, p. 212 : Picquart.



démonstration : les faux sont conçus par le trio Esterhazy-Henry-du Paty pour faire croire à une entente entre Picquart et les dreyfusards (Picquart conférait le rôle majeur à du Paty qu'il détestait, tandis que les modernes, suivant la seconde version de Reinach, l'attribuent à Henry). La signature *Sperenza*, choisie pour créer un lien avec la fausse lettre envoyée à Picquart le 15 décembre 1896, également signée *Sperenza*<sup>(52)</sup>, et le demi-dieu emprunté à la vraie lettre de Ducasse devaient, selon M. Thomas, « dans l'esprit d'Henry, accabler Picquart, mais elle[s] dénonce[nt] aujourd'hui de la façon la plus claire l'auteur de la machination ». Subtil mensonge par omission : ce n'est pas "aujourd'hui" que ces coïncidences dénoncent Henry (ou du Paty), mais dès novembre 1897... Écoutons le récit que fait Picquart au juge Bertulus le 16 février 1898 :

« Je répondis au général de Pellieux que cette lettre [du 15 décembre 1896] déchirait le voile à mes yeux, qu'il était évident que cette lettre marchait avec le télégramme signé "Sperenza" [...], que c'était un faux fait avec l'intention évidente de me nuire, par quelqu'un qui était au courant de mes relations avec Mlle de Comminges et qui connaissait la lettre en espagnol signée J. »<sup>(53)</sup>

Immédiatement, la double signature *Sperenza* fournit à Picquart l'occasion d'étayer ses accusations contre l'état-major. Rappelons que rien, sinon la logique du système dreyfusard, n'établit que la lettre du 15 décembre 1896 émane de l'état-major.

Si les télégrammes *Blanche* et *Sperenza* émanent d'Henry, il faut qu'il ait prévu de leur attribuer un sens qui les rendent exploitables. Quelle devait être, dans son esprit, l'« affaire très grave » dont ces télégrammes avertissent si ostensiblement Picquart ? Selon les dreyfusards, il s'agirait de la "découverte" de l'altération du Petit bleu.

En effet, entre les photographies de la pièce faites par Lauth au printemps 1896 et l'instruction de Pellieux en novembre 1897, le nom d'Esterhazy avait été gratté et réécrit d'une encre différente de celle du texte. Une expertise ultérieure confirmera que c'était bien le nom d'Esterhazy qui figurait à l'origine. Mais, curieusement, les retouches avaient été faites en deux temps : quelques-unes (renforcement du E notamment) figurent déjà sur les photographies faites par Lauth en 96, sans qu'il y ait de grattage, les plus nombreuses sont postérieures. Toutes ces retouches sont pourtant de la même encre. Picquart estimera naturelle l'existence des premières pour renforcer la photographie, dira-il, ajoutant ne s'être pas occupé des détails techniques ; mais Lauth affirmera n'avoir jamais retouché le Petit bleu à l'encre, si peu que ce soit<sup>(54)</sup>...

(52) Voir p. 197.

(53) 1ère Cass. II, p. 214 : Picquart.

Sur ce nouveau mystère, les dreyfusards adoptent toujours en bloc l'explication de Picquart : la personne (aujourd'hui Henry) qui s'est livrée à ce travail a voulu faire croire que le Petit bleu était une pièce envoyée à quelqu'un d'autre qu'Esterhazy, pour le compromettre, lui, Picquart<sup>(55)</sup>. Le forfait, commis, selon Marcel Thomas, « fort probablement peu de jours avant la dépêche "Blanche" »<sup>(56)</sup>, est immédiatement exploité. Ainsi, les télégrammes du 10 novembre font d'une pierre deux coups : dénoncer le faux faux et mettre en évidence les relations coupables de Picquart. C'est lumineux et l'archiviste dreyfusologue nous garantit que cela peut être tenu « pour acquis »...

Si l'on y regarde de plus près, cette version est pourtant surprenante. Voici quelques objections qui, à défaut d'interrogatoire d'Henry (sur les épaules duquel toute la machination est censée reposer) et d'enquête approfondie, empêchent de la "tenir pour acquise". :

– L'accusation portée contre Picquart par ses anciens subordonnés sera d'avoir introduit dans le cornet de Mme Bastian une fausse pièce, comme il en avait la possibilité matérielle, et non d'en avoir falsifié une vraie, comme le grattage tend à le faire soupçonner. Les deux griefs sont incompatibles.

– Quel eût été l'intérêt de faire croire que Picquart avait écrit le nom d'Esterhazy à la place d'un autre, alors que l'adresse, non retouchée, correspondait bien à la sienne (Le 7 du « 27 rue de la Bienfaisance » avait été retouché, sans aller plus loin) ?

– Henry savait qu'il existait des photographies de la pièce dans son état d'origine (selon Reinach, il « oublia de détruire les clichés »...).

– Henry ne peut être accusé des premières surcharges. Il est singulier que, décidant de truquer la pièce, il emploie précisément la même encre que celle des premières retouches, une encre au bois de campêche, généralement réservée aux retouches photographiques.

– Pour qu'Henry puisse retoucher le Petit bleu, il fallait qu'il l'ait en sa possession. Il y a sur ce point un certain flou dans les déclarations de Picquart : il affirme à plusieurs reprises que, lors de son départ, il a remis « au général Gonse toutes les pièces de [son] enquête sur Esterhazy », mais d'autres fois, uniquement lorsqu'il parle de la falsification du Petit bleu, il prétend avoir remis le Petit bleu à Henry<sup>(57)</sup>,

(54) Rennes I, p. 465 : Picquart. Instruction Tavernier, Lauth et Lunck (citation dans Reinach, Hist. II, p. 464).

(55) 1ère Cass. I, p. 145 ; Rennes I, pp. 464-465 : Picquart.

(56) Marcel Thomas, p. 576 ; il suit l'avis de Picquart. Reinach, lui, plaçait cette falsification au même moment que le faux Henry.

(57) Sur la remise de TOUTES (en majuscules dans le compte-rendu sténographique) les pièces à Gonse : 1ère Cass. I, p. 147, et Rennes II, p. 120 : Picquart. Sur la remise du Petit bleu à Henry : 1ère Cass. I, p. 146, et Rennes I, p. 466 : Picquart.



sans expliquer pourquoi cette pièce fondamentale aurait été détachée du dossier Esterhazy.

— A supposer qu'Henry ait, malgré tout, pu préparer ce piège contre Picquart, c'était dans le but de le perdre lors de l'enquête imminente. Pourquoi l'avertir de l'accusation face à laquelle il allait se trouver, lui permettant ainsi de contre-attaquer ?

— Enfin par quelle voie les amis de Picquart étaient-ils supposés avoir appris, début novembre 1897, que la Section de statistique avait découvert la fausseté du Petit bleu ? Pour que le montage attribué à Henry soit crédible, il eût fallu, au moins, qu'une enquête à ce sujet existât au ministère, d'où elle aurait pu transpirer. Henry aurait pu, par exemple, en toucher un mot à du Paty, puisque, nous dit-on, il s'applique avec tant de subtilité à compromettre son collègue. Or, rien, pas le moindre rapport, pas la plus mince note, pas une remarque à un autre officier, absolument rien n'indique qu'Henry ait pensé à imputer le maquillage du Petit bleu à Picquart. Ni même, tout simplement, qu'il se soit aperçu de l'altération de la pièce... ! Il est bien difficile de penser qu'Henry ait pu machiner un piège aussi voyant (de tels télégrammes seraient forcément un jour l'objet d'enquête) sans l'étayer sérieusement.

Une fois de plus, on constate que la version "évidente" des dreyfusards comporte bien des incohérences. Il paraît extraordinairement léger d'écrire l'histoire et la condamnation posthume du colonel Henry sur des bases aussi boiteuses...

A rebours, on peut remarquer que c'est Picquart qui signale un changement suspect sur le nom d'Esterhazy, dès que le général de Pellieux lui montre le Petit bleu, « à bout de bras, sans la [lui] mettre entre les mains »<sup>(58)</sup>, le 26 novembre 1897. Personne n'y avait fait attention jusque là. Au cas où le Petit bleu serait bel et bien une fausse pièce, n'était-il pas habile de lui faire subir une altération de façon à pouvoir détourner l'accusation de faux, brouiller les pistes et se ménager une possibilité de contre-expertise ? Picquart aurait fort bien pu prendre cette initiative avant de rendre le dossier Esterhazy, en novembre 1896, d'où le caractère quelque peu précipité de l'opération... Simple hypothèse, nous le disons clairement, mais ni plus ni moins démontrable que celle qui attribue la surcharge à Henry et, nous semble-t-il, moins incohérente.

Revenons aux télégrammes. Quel que soit leur objet (qui peut fort bien être inexistant !), ils ne peuvent manquer d'inquiéter Picquart, de lui donner l'impression que quelque chose se trame contre lui. Leur complémentarité avec la lettre d'Esterhazy est frappante. D'une part, Picquart apprend, dans une lettre quasi officielle, qu'il est accusé

(58) 2ème Cass. II, p. 304 : Picquart

d'avoir monté la machination contre Esterhazy, d'autre part les télégrammes semblent conçus précisément pour étayer les accusations de complicité avec les dreyfusards et de fabrication du Petit bleu. C'est bien ainsi que Picquart dira avoir compris les choses :

« Il est évident pour moi que ce nouveau télégramme [Sperenza] était comme le premier [Blanche], destiné à faire le jeu d'Esterhazy. »<sup>(59)</sup>

Et Esterhazy a tout fait pour rendre cette évidence plus visible...

Dans la lettre signée qu'il lui adresse le 7 novembre, Esterhazy orthographie "Piquart", sans le c. Or, il avait écrit correctement le nom dans sa deuxième lettre à Félix Faure, une semaine plus tôt. La faute est donc vraisemblablement intentionnelle (Reinach y voit « la malice coutumière d'Henry », sans indiquer en quoi consisterait la ruse). Mais on retrouve la même faute... dans le télégramme *Sperenza* ! « Vieille habitude de faussaire », commente Reinach, incapable d'expliquer ce qui serait un faux pas d'Henry ; pour Marcel Thomas, tout commentaire est inutile puisqu'il ne signale tout simplement pas la concordance des fautes<sup>(60)</sup>...

Pourtant, il est clair que réitérer sur *Sperenza* la faute commise par Esterhazy deux jours avant revenait à apposer une véritable signature sur le télégramme anonyme ! Pour quelle raison, sinon pour permettre à Picquart de soutenir que les deux textes ont le même expéditeur, ce qu'il ne manquera pas de faire<sup>(61)</sup> ? Il n'y a aucun risque supplémentaire pour Esterhazy, puisqu'il dira que c'est du Paty qui lui a dicté le tout... Et pour faire bonne mesure, Esterhazy réitère une troisième fois la même faute dans un télégramme envoyé à Scheurer ce même 10 novembre (« *Piquart est un gredin. Vous en aurez la preuve par le second bateau de Tunisie.* » Ce message, apparemment dépourvu de tout sens précis, nous semble entrer dans le jeu d'un Esterhazy passant ostensiblement à l'offensive contre Picquart. Il sert en outre à convaincre Scheurer que Picquart est en danger).

Lors de son interrogatoire par Bertulus, le 14 mai 1898, Esterhazy prétend que la première lettre qu'il a reçue à Dommartin était signée *Sperenza*<sup>(62)</sup>. Impossible qu'il ait oublié *Espérance*, si importante pour lui. Pourquoi cette confusion sinon pour laisser deviner que l'"Italienne" et la "Française" était une seule et même invention de l'état-major, poursuivie depuis décembre 96 ?

(59) 1ère Cass. II, p. 212 : Picquart.

(60) Sans commentaire, Marcel Thomas signale la faute sur *Spérenza*, p. 574. Mais, lorsqu'il a présenté la lettre d'Esterhazy, quatre pages avant, il ne l'a pas mentionnée.

(61) 1ère Cass. II, p. 215 : Picquart. L'identité des fautes sera utilisée par le juge Bertulus (p. 269). M<sup>e</sup> Clemenceau exploitera également l'argument au procès Zola, Zola II, p. 154.

(62) 1ère Cass. II, p. 224 : Esterhazy.



Mieux encore : dans deux articles, toujours signés Dixi, de la *Libre Parole* les 16 et 17 novembre, Esterhazy révèle, déjà, qu'il connaît *Blanche* et *Sperenza* ! S'adressant à Scheurer-Kestner, il laisse entendre le 16 que le sénateur connaissait la personne qui « le 10 novembre [...] s'est rendue place de la Bourse et a déposé, à 10h. du soir, un télégramme pour une ville tunisienne » (il s'agit de *Blanche*). Le 17, il dit que « des télégrammes imprudents et affolés » ont été écrits par un nommé Souffrain, à la solde de Dreyfus. Ces deux articles, compréhensibles par les seuls initiés, seront largement utilisés par Picquart et le juge Bertulus pour prouver qu'Esterhazy avait écrit *Blanche* et *Sperenza*<sup>(63)</sup>. Et ils ne peuvent avoir été commandés par Henry : en admettant que le colonel ait machiné l'envoi des télégrammes à Picquart, il a dû être catastrophé en voyant son protégé bavarder dans la presse, au risque de se découvrir. A tel point que Marcel Thomas est tenté d'y voir l'amorce des manœuvres de chantage qu'Esterhazy exercera plus tard envers ses protecteurs...

Grâce aux télégrammes et à la lettre d'Esterhazy, Picquart est enfin fondé (voire contraint...) à réclamer une enquête, au moment où les dreyfusards en ont un impérieux besoin, après l'échec de Scheurer-Kestner. Il n'est d'ailleurs pas exclu que les dreyfusards aient usé de ce moyen pour contraindre Picquart à réagir. Rappelons le propos de Leblois à Scheurer : « *Sur certains points je prévois un refus* ». Il est plausible que Picquart, estimant en avoir fait suffisamment, ait refusé une nouvelle intervention. Les initiatives intempestives d'Esterhazy l'y contraignent. Ainsi, il rentre dans l'affaire sans que ni Scheurer ni Mathieu Dreyfus ni Leblois n'aient eu à le demander, ce qui était leur objectif commun.

Le 16 novembre, le ministre va ainsi se trouver pris entre la requête en révision de Scheurer-Kestner, uniquement basée sur l'écriture, la demande d'explication d'Esterhazy, la plainte de Picquart et la dénonciation d'Esterhazy par Mathieu Dreyfus...

Marcel Thomas conclut : « *Il est permis de dire que la collusion avait échoué, puisque les conjurés n'avaient pu éviter l'ouverture d'une enquête officielle* ». Pour les dreyfusards, en revanche, la collusion a parfaitement réussi... Et il est impossible de ne pas voir que toutes les initiatives d'Esterhazy poussent vers l'ouverture de l'enquête. Comment peut-on soutenir à la fois que la Section de statistique a dirigé pas à pas Esterhazy et qu'elle voulait éviter l'ouverture d'une enquête ?

Bref, ou bien Henry a agi stupidement et imprudemment tout au long de la collusion, ce qui est loin d'être évident pour cet homme roué, rompu aux méthodes des services secrets, ou bien il y avait côté dreyfusard des gens très malins...

(63) 1ère Cass. II, p. 225, par exemple

## QUESTION : LA "COLLUSION" EST-ELLE UN ÉCHEC D'HENRY OU UN SUCCÈS DES DREYFUSARDS ?

La collusion procède d'un ensemble de faits réels. Mais sa dynamique et ses objectifs sont à découvrir. La clef de cet épisode crucial, condensé en trente jours, est la même que celle de l'affaire Dreyfus-Esterhazy.

La plupart des auteurs passent rapidement, se contentant d'énoncer la version admise depuis Reinach, entérinée comme vérité. Or, sur ce chapitre, Reinach est particulièrement pauvre en arguments. Sa construction, attribuant toute la responsabilité à Henry est purement inductive : Henry, vraisemblablement complice de longue date d'Esterhazy, a, déjà un an auparavant, fabriqué son faux pour éviter la révision ; il est donc capable de tout. Point n'est besoin d'expliquer davantage ses actes, ni même de leur trouver un objectif cohérent. D'où une version de la collusion satisfaisante d'un point de vue polémique, mais dépourvue de tout élément démonstratif.

Marcel Thomas, conscient de ces faiblesses, a prétendu écrire l'histoire rigoureuse de la collusion. Et il apporte effectivement un certain nombre d'indices, mais uniquement en vue de démontrer ce que Reinach avait imaginé (qu'il corrige sur des points mineurs) : Henry dirige Esterhazy pour perdre l'innocent Dreyfus et le clairvoyant Picquart. Cette interprétation est actuellement tenue pour acquise, alors qu'elle n'a de logique psychologique que si Henry est depuis longtemps le complice d'Esterhazy (théorie de Reinach, aujourd'hui abandonnée). Elle s'avère pleine d'incohérences inexpliquées, dont nous rappelons les principales :

– Pourquoi Henry pousserait-il Esterhazy à provoquer le ministre de la Guerre et le président de République ? Une telle agitation d'Esterhazy ne peut avoir d'autre conséquence que de faire ouvrir une enquête. Tel est l'objectif des dreyfusards, non celui d'Henry.

– Pourquoi Esterhazy s'acharne-t-il à accumuler les indices propres à le rendre suspect ? Pourquoi menace-t-il, de plus en plus ouvertement, l'état-major ? Quoi qu'on en dise, cela ne semble pas un bon moyen de se faire protéger. En revanche, ses singulières initiatives sont strictement parallèles aux démarches de Scheurer.

– Pourquoi Esterhazy envoie-t-il à Picquart cette lettre incendiaire au moment précis où les dreyfusards ont besoin que l'officier supérieur entre de lui-même dans l'affaire ? Esterhazy, supposé coupable, n'avait aucun intérêt personnel à faire intervenir son principal accusateur. Henry moins encore.

– Pourquoi Henry aurait-il fait envoyer à Picquart deux télégrammes affolants, lui permettant de dénoncer une machination contre



lui ? Si machination il y avait – ce que l'on n'a jamais pu expliquer de façon satisfaisante – ne devait-elle pas évidemment se tramer à l'insu de la victime ?

Etc.

Or, ces étrangetés s'expliquent très bien dans l'autre version, selon laquelle Esterhazy agit en 1897 pour le compte des dreyfusards. Ce n'est plus par hasard ou par bêtise d'Henry que toutes ses initiatives tournent à l'avantage de Dreyfus... A la fin de la collusion, Esterhazy se trouve dûment dénoncé ; il a accumulé assez d'éléments louches pour paraître aussi suspect que Dreyfus, avec suffisamment de flou pour être acquitté au bénéfice du doute le cas échéant.

Il est vrai que cette dernière interprétation n'a guère été soutenue par les antidreyfusards, peut-être précisément parce que la machine avait remarquablement bien fonctionné... En effet, dès l'été 1898, les chefs militaires accablèrent du Paty de Clam. Le ministre Cavaignac, le général Roget, le général Gonse, le commandant Cuignet n'eurent pas de mots assez durs pour condamner l'attitude indigne du colonel du Paty. Par là même, ils reconnaissaient un caractère coupable à la collusion, alors qu'ils eussent pu la défendre en s'en tenant aux sobres indications sans cesse répétées par du Paty : nécessité de maîtriser Esterhazy, de savoir ce qu'il savait, où il allait, puis idée de l'utiliser. Manœuvre que l'on peut juger dangereuse, mais nullement scandaleuse venant des services secrets...

Autant les dreyfusards utilisent abondamment les dépositions de du Paty lorsqu'il avoue sa conviction que le colonel Henry était en relation avec Esterhazy à son insu, autant les antidreyfusards semblent n'avoir même pas entendu du Paty dire qu'il avait trouvé Esterhazy « *parfaitement renseigné sur le camp adverse* », c'est-à-dire sur les dreyfusards. Il l'a pourtant répété sans cesse, mais cet élément est tombé dans l'oubli. Donne-t-il plus de détails dans ses souvenirs inédits ? Nous l'ignorons, et ni les juges militaires ni les juges civils n'ont été soucieux d'en savoir plus. Esterhazy avait raconté à du Paty qu'il tenait ces renseignements de sa fameuse protectrice, histoire rendue crédible par l'analogie avec Mlle de Comminges.

Qui a renseigné Esterhazy sur les agissements des dreyfusards ? Henry, par ce qu'il peut apprendre au ministère, diront certains. Mais dans quel but lui faire raconter cela à du Paty, qui précise de plus : « *tout ce qu'on lui faisait savoir était toujours de nature à le décourager* »<sup>(64)</sup> ? Plus tard, c'est par Esterhazy que la Section de statistique apprit comment le *J'accuse* de Zola avait été publié<sup>(65)</sup>. Du Paty signale également

(64) 1ère Cass. II, p. 178.

(65) 1ère Cass. II, p. 194.

qu'Esterhazy cherchait toujours à lui faire dire qu'il était auprès de lui un représentant de l'état-major, ce qui sera un cheval de bataille des dreyfusards.

Si aucun n'est décisif, les indices permettant de penser qu'Esterhazy est dirigé par les dreyfusards sont nombreux et troublants. Dans cette vision des choses, nous ne sommes pas en mesure de tout expliquer. Nous ignorons qui est en contact avec Esterhazy, qui parmi les dreyfusards est dupe du montage et qui l'orchestre. Scheurer en est certainement dupe. Mais Leblois ? Mathieu ? Et Picquart ? Il peut soit reconnaître un scénario prévu d'avance dans ses grandes lignes, soit être poussé par les dreyfusards qui, Leblois dixit, pouvaient craindre des "réticences". Nous ne savons rien des rapports entre Henry et Esterhazy, rapports que Marcel Thomas prétend livrer au jour le jour !

Parlant de la collusion, Marcel Thomas ose écrire : « *les faits sont d'une lumineuse simplicité* » ! Certes, en écartant les éléments gênants, en forgeant les éléments manquants, tout devient facile, mais on est passé dans le roman... Pour peu que nous imaginions une rencontre secrète entre Esterhazy et un envoyé de Mathieu Dreyfus, par exemple le 22 octobre, comme M. Thomas imagine une rencontre Esterhazy-Henry le 23 au soir, nous obtiendrions un récit aussi lumineusement simple que le sien.



## Troisième Partie

# Le déroulement public de l'affaire (1898-1906)



## Chapitre I

### Les premiers affrontements

#### I – L'ACQUITTEMENT D'ESTERHAZY

##### a – Les enquêtes du général de Pellieux<sup>(1)</sup>

A la suite de la dénonciation d'Esterhazy par Mathieu Dreyfus, le ministre Billot annonce l'ouverture d'une enquête. Le 17 novembre 1897, le général de Pellieux est désigné comme enquêteur, afin de se prononcer sur la nécessité d'une instruction judiciaire contre Esterhazy.

L'enquête du général de Pellieux ouvre la longue série des épisodes judiciaires de l'affaire Dreyfus-Esterhazy. Avec un nombre réduit de protagonistes, nous avons l'avant-goût des difficultés ultérieures. Quelle que soit l'interprétation que l'on fasse de la collusion, son objectif a été de faire apparaître les choses autres que ce qu'elles sont. Esterhazy ment. Les défenseurs de Dreyfus dissimulent. Les militaires se raidissent contre une remise en cause de la condamnation de Dreyfus. La presse pèse sur le déroulement de l'enquête.

Pellieux est le premier profane à se pencher sur l'affaire. Sans doute, en tant que militaire, est-il influencé par ses collègues qu'il n'a évidemment pas idée de considérer comme des suspects et que nul encore ne désigne comme tels. Mais Marcel Thomas doit reconnaître que ce « *parfait honnête homme* » s'est efforcé de rester impartial.

Dès l'après-midi du 17 novembre, le général de Pellieux reçoit Mathieu Dreyfus, l'accusateur. Pour justifier sa dénonciation, Mathieu Dreyfus présente un seul argument, l'analogie d'écriture entre Esterhazy et son frère, fortuitement découverte. Il dépose trois lettres d'Esterhazy à fin d'expertise.

On reproche toujours à Pellieux de n'avoir pas immédiatement fait procéder à cette expertise. Mais elle n'était nullement indispensable dans le cadre d'une enquête préliminaire. De plus, elle n'aurait pas apporté grand-chose, « *le commandant Esterhazy reconnaissant lui-*

(1) 2ème Cass III, pp. 292-296 pour le rapport de Pellieux du 20 novembre, 2ème Cass. I, pp. 102-103 pour celui du 3 décembre. Les citations non référencées de ce paragraphe en sont extraites.



*même que certains mots du bordereau sont identiques à son écriture* », comme l'a expliqué le général. Pour aller plus loin, c'est-à-dire vers une inculpation d'Esterhazy, il faudrait des éléments permettant par ailleurs de le suspecter de trahison. Sur ce chapitre, Mathieu renvoie à Scheurer-Kestner, « *selon la tactique arrêtée* » précise M. Thomas. Le sénateur est aussitôt convoqué, pour le lendemain. Conditionné comme il est, le lecteur d'aujourd'hui oublie facilement que le général de Pellieux, investi d'une mission d'enquête à la suite d'une dénonciation publique, avait tout autant le devoir de protéger Esterhazy, si la dénonciation s'avérait calomnieuse, que d'obéir à Mathieu Dreyfus... Et chaque fois qu'un dreyfusard lui indiquera une piste, il l'explorera.

Le 18 le général de Pellieux entend d'abord Esterhazy. En parfaite logique avec son attitude du mois écoulé, celui-ci admet la ressemblance des écritures, évoque l'idée d'un calque et crie à une machination dont le lieutenant-colonel Picquart serait l'auteur.

Face à Scheurer-Kestner, Pellieux est frappé par sa « *conviction sincère, évidente* ». Mais lorsqu'il l'interroge sur les motifs de cette conviction, outre la ressemblance d'écriture, le sénateur dit n'avoir d'autre dossier que celui de l'avocat Leblois, qu'il faut interroger. Il évoque le rôle de Picquart. Il insiste longuement sur la nécessité de convoquer cet officier, tout en faisant écrire qu'il n'a pas eu de contact avec lui « *ni directement, ni indirectement* », ce qui est bien maladroit, les seules confidences de Leblois constituant à l'évidence une relation indirecte. Et Pellieux convoque Leblois, pour le lendemain 19.

L'avocat reconnaît sans difficulté être au courant de l'existence d'un dossier de trahison à l'encontre d'Esterhazy, dossier constitué par Picquart l'année passée et contenant une pièce fondant les soupçons. Consciencieusement, Pellieux se rend alors au ministère. Les généraux de Boisdeffre et Gonse (qu'il n'avait pas encore consultés jusque là) lui montrent le dossier en question, et naturellement, lui exposent leurs soupçons à l'encontre de Picquart. L'enquêteur ne trouve au Petit bleu « *aucun caractère de vraisemblance* ». Dès lors les dreyfusards estiment qu'il a été circonvenu. Il peut pourtant légitimement paraître suspect qu'un attaché militaire corresponde par télégramme avec un espion... Pour le reste le dossier constitué par Picquart est toujours aussi léger que l'an dernier, lorsque Marcel Thomas admettait que les charges réunies contre Esterhazy étaient peu probantes. Pellieux ne dit pas autre chose en remarquant qu'on ne peut poursuivre sur de telles bases. Après le départ de Picquart la surveillance d'Esterhazy a été maintenue, sans apporter plus d'éléments suspects.

Le 20 novembre, Pellieux rédige donc un premier rapport. Il estime qu'Esterhazy paraît « *un officier taré [...] mais, de là à la trahison qu'on lui impute il y a loin* » ; il signale que Picquart semble suspect

et demande « *faut-il continuer l'enquête et l'étendre ?* ». Le 21, à l'issue du conseil des ministres, il reçoit l'ordre de poursuivre l'enquête, cette fois selon les formes prévues par le code de justice militaire, avec procès-verbaux, avocat pour Esterhazy, etc. C'est ce qu'on nomme la seconde enquête de Pellieux.

Elle est marquée par le retour de Picquart. Le 20, sa plainte contre Esterhazy a été transmise à Pellieux, en même temps que le ministre ordonnait son retour en France. Sur ce plan, les choses se déroulent donc selon le vœu des dreyfusard<sup>(2)</sup>.

Dans leurs souvenirs, Scheurer et Mathieu Dreyfus notent que Pellieux leur a paru beaucoup plus froid au cours de leurs nouvelles dépositions. Et d'en déduire que l'enquêteur avait reçu des ordres, visant à favoriser Esterhazy.

Il n'est pas impossible, en effet, que le général éprouve désormais une sensible défiance. Il ne peut croire que la dénonciation de Mathieu, venant après trois semaines d'agitation médiatique autour de la prochaine révélation de Scheurer-Kestner, soit sans rapport avec celle-ci. Il ne peut croire Edgar Demange écrivant dans le *Figaro* du 17 novembre : « *Je sais, j'affirme, et je vous autorise à dire que, jusqu'à hier, ni M. Mathieu Dreyfus, ni aucun membre de la famille Dreyfus, n'a eu le moindre rapport avec le vice-président du sénat* ». Il sait que le 19 Leblois a menti en faisant écrire dans le *Figaro* « *qu'il n'a apporté aucune contribution personnelle au dossier de M. Scheurer-Kestner* ». Ces mensonges ont pour but de dissimuler l'entente entre Mathieu et Scheurer-Kestner. Comment Pellieux n'en déduirait-il pas que les dreyfusards ont bien d'autres choses à cacher ? Leblois, maintenant, refuse de parler, se retranchant derrière le secret professionnel. Il accepte seulement de signer un papier comme quoi il maintient ce qu'il a dit lors de sa première déposition, laquelle n'a pas été dûment recueillie ! On ne peut contester que Pellieux ait quelques bonnes raisons de se sentir méfiant face à des gens de mauvaise foi...

Le général poursuit ses investigations sur la dame voilée (Esterhazy lui fait suspecter Mlle de Comminges), sur l'histoire Bro-Eupatoria. Tout cela évidemment sans succès, mais accréditant le rôle de victime d'Esterhazy.

Lorsqu'il reçoit Picquart, les 25 et 26 novembre, celui-ci ne lui apprend sur Esterhazy rien qu'il ne sache déjà. Pellieux lui soumet les mystérieux télégrammes qui lui ont été adressés ; immédiatement, Picquart attribue la machination à Esterhazy, non sans sous-entendre

(2) Dans ces mémoires (p. 195), Scheurer s'attribue le mérite d'avoir difficilement obtenu le retour de Picquart ; sachant que l'ordre de retour est du 20 et que Scheurer est entendu le 19, il exagère certainement...



la complicité possible de ses anciens subordonnés de la Section de statistique. Toujours méthodique, le général de Pellieux interroge alors Henry, Lauth et Gribelin sur le Petit bleu en particulier et sur Picquart en général. Contrairement à ce qu'affirme Reinach, sans preuve, il n'avait pas entendu les officiers de la Section de statistique avant ce 28 novembre<sup>(3)</sup>. Les trois hommes détaillent leurs soupçons envers Picquart. Henry rapporte l'entretien d'octobre 1896 entre Picquart et Leblois – dont la réalité est contestée nous l'avons dit –, ce qui conforte Pellieux dans son impression d'une complicité entre Picquart et les dreyfusards. Aussi, dans son rapport, conclura-t-il à la nécessité de déférer Picquart devant un conseil d'enquête afin de déterminer s'il fut en rapport avec les dreyfusards et de sanctionner ses divulgations à Leblois.

Si Picquart n'apporte aucune preuve qu'Esterhazy est un traître, Mathieu Dreyfus s'occupe d'en réunir plusieurs de son passé peu édifiant. Tentatives d'escroquerie, relations avec un proxénète, etc....

C'est là que se situe l'épisode des lettres écrites par Esterhazy à Mme de Boulancy, 13 ans plus tôt.

Rappelons que le 26 novembre un homme, inconnu de Scheurer-Kestner, mais « *très connu des deux amis avec qui [il] était à table* »<sup>(4)</sup>, vient lui révéler que l'avocat de la cousine d'Esterhazy détient des lettres de ce dernier, où s'étalent des sentiments anti-français. Toujours cette discrétion absolue : aucun nom. Toutefois, si l'on observe que le 26 novembre tombe un vendredi, jour du déjeuner hebdomadaire avec Ranc, Reinach et autres gambettistes, on peut deviner qui amène cet homme providentiel... Scheurer se précipite donc chez l'avocat, qui lui montre effectivement les lettres et lui remet la plus violente, dite "lettre du Uhlan". Le sénateur la dépose chez Pellieux le lendemain matin 27, en exigeant une saisie des autres, chez Mme de Boulancy. Pellieux ordonne immédiatement la réquisition, qui a lieu l'après-midi même. Entre temps, l'avocat avait restitué à sa cliente le paquet de lettres, afin que la réquisition soit bien mise en scène ! Détail technique passé sous silence par le bon Scheurer...

Le 28, Mathieu Dreyfus et Reinach font publier la lettre du Uhlan en fac-similé dans le *Figaro*. D'autres extraits de lettres suivront. Les dreyfusards font ainsi coup double. D'une part, ils pèsent sur l'opinion en montrant qu'Esterhazy n'est nullement le soldat patriote que défend la presse nationaliste, d'autre part, les dénégations d'Esterhazy (toutes provisoires et portant sur la seule lettre du Uhlan<sup>(5)</sup>) vont obliger Pellieux à faire intervenir un expert en écriture.

(3) Reinach le déduit des questions posées à Picquart. Mais le 20 Pellieux rencontre Gonse, lequel n'a pas manqué de lui faire part des préventions contre Picquart.

(4) Scheurer-Kestner, p. 207.

(5) Esterhazy commence par clamer qu'il orthographie toujours Hulan... Mais un avoué du nom de Lorat-Jakob produit une lettre de lui, datée de 1893, parlant de "ulhan"...

L'*Aurore* et le *Figaro* relatent : « *le commissaire de police, M. Aymard, se présente chez Mme de Boulancy et, pendant dix bonnes minutes essaie de l'effrayer...* ». Mais, le 2 décembre, M. Aymard dément ce récit : c'est sans aucune difficulté que Mme de Boulancy lui a remis les lettres d'Esterhazy<sup>(6)</sup>. Que des journaux dreyfusards cherchent à faire croire qu'il a fallu user de violence pour obtenir ces lettres est, nous semble-t-il, l'indice de la crainte que la complicité de Mme de Boulancy n'aiguille les soupçons vers la complicité d'Esterhazy... On sait qu'en fait, Mme de Boulancy était parfaitement consentante.

Dans le même ordre d'idée, il est significatif que, dans leurs livres respectifs, ni Mathieu ni Reinach n'avouent être les auteurs de la communication à la presse des lettres Boulancy.

Mais ni Pellieux ni, ensuite, l'instructeur Ravary ne soupçonneront Esterhazy d'être d'accord avec sa cousine. Il joue à merveille l'indignation devant une aussi vile dénonciation (qui ne charge en rien son dossier de trahison !). Et il manifeste avec ostentation sa rancœur envers Picquart.

Le 3 décembre, le général de Pellieux achève son rapport. Il a demandé l'expertise de la lettre du Uhlan, ainsi que celle comparant les écritures du bordereau et d'Esterhazy. Cette dernière est retardée par la nécessité de trouver des experts n'ayant pas participé au procès de 1894. En conscience, le général estime qu'il n'y a contre Esterhazy « *en l'état, sous réserve de l'expertise du bordereau, aucune preuve à l'appui des accusations de Dreyfus* », pas davantage quant à celles de Picquart. Néanmoins, pour faire la lumière complète, il conclut à la nécessité d'ouvrir une instruction judiciaire. Eh bien, cela n'empêche pas Jean-Denis Bredin d'affirmer que Pellieux a « *renoncé à une expertise générale* » et que son « *rapport conclut [...] au refus d'informer* »<sup>(7)</sup> !

Les dreyfusards prétendent que c'est l'épisode des lettres Boulancy qui a contraint Pellieux à faire passer Esterhazy en justice, car, selon eux, le 27 novembre, le général venait d'achever un rapport concluant au non-lieu. Nous n'avons pas trouvé trace d'un tel rapport.

## b – Esterhazy et la partie liée

Rappelons la différence entre la "collusion", terme désignant les contacts établis entre les services secrets et Esterhazy à partir d'octobre 1897, et la "partie liée", théorie selon laquelle l'état-major a faussé toute la procédure contre Esterhazy pour camoufler sa culpabilité. La première est un fait, la seconde un argument de propagande dreyfusarde.

(6) Le *Temps*, 2 décembre 1897.

(7) Jean-Denis Bredin, p. 288.



Les auteurs qui veulent démontrer la réalité de la partie liée ont deux points d'appui : de prétendues preuves qui, en fait, ne font qu'établir l'existence de la collusion (d'où, parfois, l'amalgame) et les dires d'Esterhazy après son retournement. Ces bases sont tellement fragiles et suspectes que, contrairement aux auteurs superficiels et asservis à la vulgate, Marcel Thomas estime que la partie liée se réduit à un vague principe de protection d'Esterhazy qui aurait imprégné les différentes phases judiciaires, sans ordre précis en sa faveur.

Entre les furieuses dénonciations des dreyfusards historiques et l'évidence que les militaires étaient, à l'automne 1897, de tout cœur du côté d'Esterhazy, essayons de discerner quels furent réellement les rapports entre Esterhazy et l'état-major durant cette période.

Lors de la dénonciation d'Esterhazy, le 15 novembre, la collusion est à son apogée. Esterhazy vient de faire publier l'article Dixi par la *Libre Parole*, avec l'aval et l'aide de la Section de statistique. Il a remis le document libérateur à l'armée. Du Paty y voit le résultat de ses exhortations, la preuve que si Esterhazy est une tête brûlée il n'est pas mauvais garçon et que, bien tenu, il peut être utile.

Le 17 novembre, Boisdeffre, voulant faire le point de la situation, apprend par les policiers, toujours chargés de surveiller Esterhazy, qu'il a rencontré clandestinement du Paty la veille. Immédiatement, il donne à du Paty l'ordre de cesser tout contact.

Autant cet ordre peut laisser supposer que le général n'ignorait pas l'existence de la collusion, autant il prouve qu'elle n'avait pas, à sa connaissance, l'ampleur que l'on décrit aujourd'hui. Si depuis un mois la Section de statistique menait pas à pas Esterhazy, ce n'était pas une fois l'affaire devenue publique qu'il fallait laisser la bride sur le cou à cet agité. Si le général de Boisdeffre avait eu l'intention de protéger et de guider Esterhazy face aux enquêtes à venir, il n'aurait pas ordonné de cesser toute relation avec lui.

Du Paty n'ose rien répliquer, mais il estime que l'ordre du chef d'état-major est mal venu. « *Il y avait trop d'intérêt à ne pas continuer [ces relations], même après la défense qui m'avait été faite* », dira-t-il lors de son conseil d'enquête<sup>(8)</sup>. Et il maintient le contact avec Esterhazy, par des intermédiaires. Par le neveu Christian, par Marguerite Pays, il va donc s'employer à rassurer Esterhazy. Quelques fois, reconnaîtra du Paty. Tous les jours, diront Esterhazy et les dreyfusards.

Ce contact est la suite naturelle de la collusion. Il importe de noter que rien de nouveau n'apparaît dans l'attitude d'Esterhazy. Dans le mois précédent, chaque jour surgissait une initiative, une lettre, un document. Maintenant, plus rien. Tout se déroule presque calmement du côté

(8) 1ère Cass. II, p. 195 : du Paty (septembre 1898).

d'Esterhazy, comme s'il suffisait de laisser agir les forces précédemment mises en place, sans qu'une nouvelle impulsion soit nécessaire. Cette constatation permet d'une part de croire du Paty lorsqu'il affirme n'avoir envoyé à Esterhazy que des messages de soutien moral, d'autre part de juger sans fondement l'affirmation de certains auteurs selon laquelle Henry rencontrait clandestinement Esterhazy dans cette période : aucune trace concrète, aucune conséquence induite. Jusqu'à son acquittement, Esterhazy reste parfaitement dans la logique de son attitude du mois passé, sans aucune nouvelle excentricité, sans aucun changement de cap.

Il se contente de donner une ampleur inattendue à ses dépositions, en les rendant publiques...

Dès sa dénonciation, il se répand dans les journaux. Il court les salles de rédaction, parfaitement à l'aise, y compris là où il est vivement attaqué, comme au *Figaro* : il y lit en épreuve les articles « *tous les soirs pendant une semaine* »<sup>(9)</sup>. Il multiplie les déclarations. Son écriture ressemble beaucoup à celle du bordereau « *il y a des mots qui semblent être écrits de ma plume* », dit-il dans le *Matin*. Dans l'*Écho de Paris*, il avance l'hypothèse du calquage de son écriture et, signale qu'il a eu connaissance du manuel de tir mentionné dans le bordereau (pièce que l'article dreyfusard signé Vidi signalait comme difficile à se procurer pour un officier d'artillerie). Rappelons que le document prêté par le lieutenant Bernheim n'était pas le manuel de tir... Esterhazy avoue avoir eu des rapports « *peu fréquents, mais très ouverts* » avec Schwartzkoppen « *qui voyait souvent les siens à Carlsbad* ». Il glose à plaisir sur la femme voilée et révèle l'existence d'un « *haut personnage* », inconnu de lui, qui le protège. Il insiste sur ses rapports avec son ami Drumont, à tel point que ce dernier, bien que prenant fait et cause pour l'officier qu'il croit victime d'un complot dreyfusard, doit démentir : « *Esterhazy n'est pas de mes amis* ».

Bref, tout ce qu'il a distillé dans ses courriers aux autorités le mois précédent, il le livre au public. En une semaine, les lecteurs de journaux ont appris, par les soins de l'intéressé lui-même, les principaux éléments propres à le rendre suspect ! Avec, en filigrane, le dessein de compromettre l'état-major (il est protégé, dit-il...) et Drumont en prime.

S'il est couvert par l'état-major, ou cherche à l'être, cette attitude est absurde. Il sait que le vœu des militaires est d'éviter la reprise de l'affaire Dreyfus ; s'il est protégé en haut lieu, il peut espérer que la dénonciation de Mathieu soit suivie d'une enquête discrète concluant à son innocence. Or il fait tout pour rendre une telle issue impossible.

Ses déclarations à la presse suffisent à justifier la dénonciation de Mathieu Dreyfus, et rendent irréversible la marche vers son procès.

(9) Reinach, Hist. III, p. 10.



Sans doute, Esterhazy crie à la machination et dénonce Picquart, l'officier félon, mais c'est aller dans le sens voulu par les dreyfusards : contraindre l'état-major à faire revenir Picquart et, peut-être, forcer la main de l'officier pour qu'il passe complètement et activement du côté dreyfusard. Dans Dixi, Esterhazy n'avait pas nommé son ennemi. Dès qu'il est livré à lui-même, il apprend l'existence et le rôle de Picquart au public, qui va désormais attendre avec impatience les déclarations de l'ancien chef des services secrets ! Si la Section de statistique avait souhaité, d'abord tenir Picquart éloigné, ensuite limiter son impact à une enquête interne au service et protégée par le secret de l'instruction, cet espoir est définitivement enterré, des mains d'Esterhazy... Scheurer-Kestner, dans sa naïveté, a parfaitement exprimé cela : « j'ai été bien servi par les événements, car le nom de Picquart a été sorti par l'impudent coquin d'Esterhazy »<sup>(10)</sup>... On ne saurait mieux dire !

Défendu par la presse nationaliste ou attaqué par la presse dreyfusarde, peu importe. L'essentiel est qu'Esterhazy ait troublé l'opinion publique qui attend maintenant la suite et n'acceptera pas d'en être frustrée. Et là dessus viendront les lettres de Mme de Boulancy, nouvelle illustration de ce jeu d'écho médiatique dont les dreyfusards ont usé avec une extraordinaire maîtrise... Drumont, le farouche nationaliste, défend Esterhazy ? Eh bien on va vous montrer ce qu'il dit de la France.

Il est tellement manifeste qu'Esterhazy sert les intérêts dreyfusards, que Marcel Thomas parle d'un "chantage" exercé sur ses protecteurs. C'est au moins reconnaître qu'il n'est pas si protégé que cela... Et voilà un bien étrange coupable qui choisit de servir ses ennemis plutôt que de satisfaire ses prétendus protecteurs... Effectivement, Esterhazy commence à faire sentir à la Section de statistique qu'elle est prise dans les rets de la collusion. Du Paty s'inquiète de ce qu'Esterhazy peut raconter sur ces gens qui le protègent. Il pense même qu'il risque de parler de leurs rencontres clandestines au général de Pellieux et que lui-même va être interrogé. C'est ainsi qu'il écrit la fameuse "lettre aux deux écritures", ainsi nommée car la lettre, d'abord écrite en capitales d'imprimerie, avait reçu des corrections et deux paragraphes supplémentaires à l'écriture courante. Du Paty, qui reconnaîtra la paternité du texte, affirmera en être le seul et unique scripteur<sup>(11)</sup>. Esterhazy soutiendra que les capitales étaient de Mme du Paty. Voici l'essentiel de cette lettre :

« Dans le cas où le général de Pellieux me demanderait si j'ai eu des rapports avec vous, j'ai l'intention de dire ceci, qui est sensiblement vrai : "Dès que nous avons été informés anonymement de la manœuvre ourdie contre le commandant Esterhazy [...exposé du principe de contacter

(10) Scheurer-Kestner, p. 195.

(11) 1ère Cass. II, p. 194 – 2ème Cass II, p. 701 : du Paty.

Esterhazy...]. Je dois dire cependant que la "dame voilée" est tout à fait étrangère à ces relations. Dès que j'ai su que [le commandant Esterhazy] avait en sa possession une pièce secrète, tous mes efforts ont tenu à lui faire rendre [...].

Je me suis abstenu de rien lui communiquer ayant un caractère secret. Les renseignements de cette nature qu'il a pu avoir lui sont venus d'une autre source. Je suis étranger à la campagne contre Picquart. Le général de Boisdeffre n'est pas sans savoir, d'ailleurs, que j'ai eu des relations indirectes avec le commandant Esterhazy.

[...] Voilà le terrain sur lequel je me placerai : pénétrez-vous bien de ce que je coche en rouge et détruisez. Vous comprenez combien il est important d'être bien d'accord, pour vous comme pour moi.

Tout va bien : la personne qui a été chercher les fameuses lettres de Picquart, en style convenu, est précisément l'auteur du télégramme signé *Blanche*, lequel est de son écriture un peu déguisée. La police a mis la main dessus. C'est une amie de Curé »<sup>(12)</sup>.

Outre la naïveté de du Paty – évidemment, Esterhazy se garde bien de détruire la note ! – cette lettre révèle un certain nombre de choses capitales.

D'abord que du Paty éprouve une entière confiance envers Esterhazy. On sent qu'il croit nécessaire de le calmer, de le contrôler (explication qui reviendra constamment dans les dépositions ultérieures de du Paty), mais qu'il a la conviction absolue que la cause d'Esterhazy est celle de la Section de statistique.

La note aux deux écritures sera longtemps présentée comme la preuve de la partie liée, alors qu'elle est pratiquement la preuve du contraire ! Si elle confirme la collusion, elle prouve que du Paty souhaitait la dissimuler à l'enquêteur militaire et qu'il n'avait pour cela pas d'autre moyen que de s'adresser à Esterhazy. C'est donc que Pellieux est bel et bien ressenti comme un censeur possible et n'est pas "aux ordres" d'un état-major complice d'Esterhazy. C'est, au moins, l'assurance formelle qu'il n'y a pas de partie liée entre Pellieux et du Paty.

Le dernier paragraphe atteste que du Paty n'est effectivement pour rien dans les prétendues manœuvres contre Picquart. Ce n'est pas lui qui a dicté *Blanche*, et il ne soupçonne pas Esterhazy de l'avoir écrit, puisqu'il se réjouit de lui apprendre qu'on vient d'en découvrir l'auteur. (La sûreté avait saisi deux lettres suspectes de Picquart, semble-t-il adressées à sa maîtresse, et avait découvert que la personne qui venait

(12) La note se termine par une phrase énigmatique « On pourra prouver que le Roumain ne vous a rien remis ». Reinach explique qu'il s'agit d'un certain prince Ghika, affirmation à laquelle nous n'avons trouvé aucun fondement.



les prendre à la poste restante était Mlle Comminges. Pellieux pensa alors qu'elle était l'auteur de *Blanche* – ce qui fut rapidement infirmé par le commandant Curé). C'est d'ailleurs cette évidence qui contraindra Reinach à renoncer à accuser du Paty, au profit d'Henry.

La note aux deux écritures, si souvent invoquée, si rarement publiée, ne fait donc que confirmer les rapports clandestins existant entre du Paty et Esterhazy, rapports qui manifestement constituent plus un embarras pour la Section de statistique qu'un soutien pour Esterhazy...

Le général Gonse reconnaîtra en revanche avoir autorisé du Paty à rencontrer l'avocat d'Esterhazy, M<sup>e</sup> Tézenas. Ce dernier est demandeur, sous prétexte qu'il connaît mal la juridiction militaire, et jusqu'au procès il se tient en contact avec l'état-major. Via du Paty, l'armée a certainement tenté d'exercer un contrôle sur Tézenas et elle lui a fourni certains renseignements dont il avait besoin pour la défense de son client (contexte du bordereau, notamment). Ni les généraux ni la Section de statistique (maintenant ouvertement mise en cause par Picquart) n'étaient neutres dans l'affaire Esterhazy, et ils n'en faisaient pas mystère, mais ils n'étaient pas ses juges.

Curieusement, l'avocat choisi par Esterhazy n'est pas inconnu du milieu dreyfusard. Tézenas avait été un camarade de collège de Joseph Reinach, lequel signale que les secrétaires de l'avocat devinrent d'ardents révisionnistes<sup>(13)</sup>. Tézenas avait par ailleurs été l'avocat de Pierre-Victor Stock, l'éditeur de Bernard Lazare, puis de tous les dreyfusards, lors des poursuites contre *Sous-off* de Lucien Descaves, en 1889, livre symbole de l'antimilitarisme renaissant. Depuis lors, les deux hommes étaient restés en « *excellentes relations* »<sup>(14)</sup>. On ignore comment Esterhazy a désigné son conseil, mais ce n'est certainement pas l'état-major qui le lui avait indiqué ! Plus tard, lorsque Esterhazy se retournera contre l'armée, Tézenas sera un discret, mais fidèle support pour lui permettre de dénoncer la partie liée. On se souvient d'un certain télégramme qui passera si opportunément de la poche de l'avocat d'Esterhazy à celle de son confrère, M<sup>e</sup> Mornard, défenseur de Dreyfus<sup>(15)</sup>...

En 1897, Tézenas épouse le point de vue de son client sur les deux idées directrices de ce premier épisode judiciaire. D'une part, il insiste beaucoup pour utiliser la théorie du calque, prévoyant de dire que l'écriture de son client avait été "volée" par Dreyfus. Or un tel argument pouvait provisoirement sauver Esterhazy, mais se retournait fatalement en faveur de Dreyfus, celui-ci n'ayant jamais été en contact avec Esterhazy. D'autre part, Tézenas paraît convaincu que seul un procès

(13) Reinach, Hist. III, p. 90.

(14) Pierre-Victor Stock, *Mémoire d'un éditeur*, Stock, 1994, p. 58.

(15) Voir p. 109.

peut définitivement sauver son client, et il s'acharne à démontrer à l'état-major que c'est également son intérêt. Jean-Denis Bredin ajoute sans référence à l'appui, que, à la fin de l'enquête de Pellieux, Esterhazy « *se fait tirer l'oreille* » pour marcher vers le procès, mais que « *le général de Boisdeffre, consulté, est formel. L'acquittement ne fait aucun doute* »<sup>(16)</sup>. Une fois de plus, la plume académique vient soutenir une affirmation dreyfusarde qui ne repose sur rien et qui est contradictoire avec cette autre affirmation que seules les lettres Boulancy ont évité le non-lieu... Mais l'axiome de la partie liée exige qu'Esterhazy ait été conduit devant le tribunal par la volonté des généraux ayant manigancé son acquittement. Tel est, dès décembre 97, le bruit que propagent les dreyfusards, telle est toujours l'explication officielle, tenue pour si évidente que nul ne se soucie de l'étayer. Le procès d'Esterhazy est le moyen de "condamner une seconde fois Dreyfus", selon l'expression consacrée... Il est vrai que l'état-major se ralliera à cette façon de voir et essaiera de tirer le meilleur parti d'un procès qui lui a été imposé, mais aucune source ne permet de lui attribuer la paternité de cette stratégie.

En revanche, on sait qu'Esterhazy a fait tout son possible pour accréditer cette version. Le 2 décembre, lorsque Pellieux lui donne connaissance de son rapport, Esterhazy tente de le persuader qu'il est préférable que ce soit lui, l'officier dénoncé par Mathieu Dreyfus, qui demande sa mise en jugement. Le général refuse<sup>(17)</sup>. Mais Esterhazy tient à jouer les officiers outragés ; le soir même, il envoie son neveu Christian porter au domicile privé de Pellieux un brouillon de lettre destiné au général Saussier (à qui appartient la décision d'ouverture d'une instruction), dans laquelle il demande solennellement que son honneur soit enfin lavé. Pellieux réplique que c'est du « *fatras* », mais qu'il ne peut empêcher l'officier d'écrire à Saussier. En fait, la lettre sera publiée dès le lendemain par le *Figaro*, alors ouvertement dreyfusard...

Le brouillon de cette lettre réapparaîtra, lors de la fameuse perquisition dans la potiche de Mlle Pays : il portait de menues corrections (deux mots barrés, un « *je crois que* » ajouté) qu'Esterhazy dira être de la main du général. Quoique ce dernier l'ait nié<sup>(18)</sup>, le brouillon est toujours dit "annoté par le général de Pellieux" et présenté comme une des preuves matérielles de la partie liée... Il est assurément une des preuves matérielles du double jeu d'Esterhazy.

Esterhazy va rejouer exactement la même scène, un mois plus tard. Cette fois, l'instructeur, le commandant Ravary, conclut au non-lieu. N'importe. Esterhazy demande solennellement sa comparution devant

(16) Jean-Denis Bredin, p. 287.

(17) 2e Cass. III pp. 407-412 : enquête du général Duchêne sur Pellieux (juin 99).

(18) Ibid., p. 415.



un conseil de guerre, « *exécutant le plan prévu* », dit M. Bredin. Quel plan ? Et prévu par qui ? Si l'état-major veut le procès, pourquoi ne pas faire conclure Ravary en ce sens, comme l'a fait Pellieux, puisqu'il est, selon l'académicien, aux ordres de Gonse et Boisdeffre ? Pour impressionner les futurs juges, dit-on parfois. Mais il faut alors que les comploteurs militaires se soient assurés de la personne du général Saussier afin d'être certains qu'il repoussera les conclusions de l'instructeur. Saussier, notoirement en marge de l'état-major, *a priori* hostile à tout ce qui peut venir du ministère ! Hypothèse extravagante !

Trêve de boniments.

En 1897, ce n'est pas l'armée qui a voulu le procès – elle l'a évité tant qu'elle a pu ! –, ce sont les dreyfusards. Et c'est Esterhazy qui le réclame à cor et à cri. C'est Esterhazy qui, dans des journaux dreyfusards, distille des éléments rendant ledit procès politiquement inévitable. C'est Esterhazy qui, six mois plus tard, viendra raconter que tout a été truqué par l'état-major. Une fois remis à leur juste place la note aux deux écritures et le brouillon annoté, la "partie liée" ne repose plus que sur ses déclarations, ou celles de son neveu.

Hormis un bourrage de crâne séculaire, rien n'établit qu'une stratégie ait été élaborée entre Esterhazy et les militaires. En revanche, là encore, plusieurs épisodes apparemment saugrenus s'expliquent fort bien dans l'hypothèse où Esterhazy joue le jeu des dreyfusards. Si partie liée il y a, ce n'est pas forcément celle qu'on dit.

### c – L'instruction Ravary<sup>(19)</sup>

Le commandant Ravary, retraité, désigné par le général Saussier le 4 décembre 1897, est chargé de l'instruction judiciaire. Il reprend donc l'enquête du général de Pellieux sur la double accusation d'Esterhazy par Mathieu et par Picquart. Les dires de Mathieu entraînent l'expertise du bordereau, ceux de Picquart des investigations sur le Petit bleu.

Concernant Picquart, l'instructeur entend la Section de statistique et le général Gonse. Sa conviction est la même que celle de Pellieux : le dossier de 1896 ne contient rien de concluant contre Esterhazy du point de vue de la trahison et la conduite de l'ancien chef de la statistique laisse soupçonner une connivence avec les défenseurs de Dreyfus. Pareille conclusion, qu'elle soit exacte ou erronée, repose sur des éléments objectivement incontestables pour tout esprit non prévenu. Sauf à suspecter le général Gonse de mensonge – et on sait au moins qu'il ne ment pas en soulignant les "fâcheuses coïncidences" qui accablent Picquart – le commandant Ravary peut difficilement avoir un autre

(19) Voir par exemple Louis Leblois, op. cit., pp. 597-602.

jugement. Là encore, l'indignation des dreyfusards de voir l'instruction se retourner contre Picquart est injustifiée : il est parfaitement normal d'enquêter sur celui qui accuse Esterhazy, de se demander quelle est la valeur de la pièce fondant l'accusation. Sachant fort bien que le cas de Picquart ne lui est pas soumis, Ravary se contente de signaler la nécessité de soumettre l'affaire aux autorités militaires.

Pour comparer l'écriture du bordereau à celle d'Esterhazy, trois experts sont réunis, MM. Belhomme et Varinard, du tribunal de la Seine, et M. Couard du tribunal de Seine et Oise. Le 14 décembre, les experts dictent une série de textes à Esterhazy, dont quelques-uns en allemand. Ils disposent en outre de 24 écrits d'Esterhazy, datés de 1882-84, 1894 et 1897, et de l'original du bordereau, qu'il remettent chaque soir à l'instructeur Ravary (ils peuvent emporter une photo). Après avoir travaillé séparément, ils se réunissent et rédigent un rapport commun, achevé le 26 décembre. Leur conclusion est formelle : « *Le bordereau incriminé n'est pas l'œuvre du commandant Walsin-Esterhazy* »<sup>(20)</sup>.

Les trois experts seront accablés d'insultes, d'autant plus que, par la suite, ils refuseront catégoriquement de revenir sur leur opinion<sup>(21)</sup>. On dira qu'ils travaillaient "sous les ordres" de Ravary (dans son bureau, oui, puisqu'ils n'étaient pas autorisés à emporter le bordereau). Reinach nommera M. Belhomme "le gâteux" (il était alors âgé de 77 ans). Zola accusera les trois hommes de rapports « *mensongers et frauduleux* ». Esterhazy ajoutera son venin en déclarant « *j'ai vu, moi, M. Belhomme dans le cabinet du général de Pellieux, le 20 ou le 22 novembre* », ce contre quoi l'expert protestera vivement, ayant vu pour la première fois Pellieux le 30 novembre et Esterhazy le 14 décembre<sup>(22)</sup>. On accusera Bertillon d'avoir influencé ses confrères (ils n'eurent affaire à lui qu'une seule fois, pour faire effectuer certaines photos dans son atelier). On dénoncera, en même temps, l'incompatibilité des conclusions des experts avec le "système Bertillon". A Rennes, M. Belhomme montrera au contraire que, malgré des méthodes différentes, leurs conclusions se rejoignent sur l'essentiel, puisque l'un comme l'autre estiment que le bordereau est un document truqué.

En effet, en 1897, Belhomme, Couard et Varinard découvrent des « *incohérences de toute sorte* » et jugent que « *les hésitations, les reprises, la gêne, la contrainte, sont des indices de fraude* ». Ils rejoignent en cela l'opinion de la majorité des experts professionnels sur le bordereau<sup>(23)</sup>.

(20) Le rapport des trois experts n'a pas, à notre connaissance, été publié dans son intégralité. On en trouve des extraits dans Révision, pp. 171-174 (réquisitoire de Manau).

(21) Rennes II, p. 493 : Varinard, p. 483 : Couard, p. 578 : Belhomme.

(22) Rennes II, p. 567 : Belhomme.

(23) De 1894 à 1897, sur 18 experts consultés, 13 jugèrent l'écriture trafiquée. Voir pp. 130-132.



Comparant les écritures du bordereau et d'Esterhazy, les experts constatent « des dissemblances [...] allant jusqu'à des véritables dissimilitudes », tout en reconnaissant « dans le bordereau des formes de lettres spéciales de l'écriture d'Esterhazy »<sup>(24)</sup>. En outre, les mots répétés paraissent tracés de façon identique, ce qui les conduit à signaler la possibilité que certains mots précis du bordereau sont susceptibles d'avoir été calqués sur Esterhazy.

Les dreyfusards, ayant décrété que l'idée du calque vient de la Section de statistique, voient ici la preuve que, stipendiés ou simplement influencés, les experts ont conclu dans le sens souhaité par l'état-major. Si l'on y ajoute les fameux brouillons qui sortirent de la potiche de Mlle Pays en juillet 1898, dans lesquels Esterhazy est censé écrire à l'état-major « si vous êtes véritablement les maîtres de l'instruction et des experts [...] », nous avons le tableau que brossera, à grands accents dramatiques, le procureur Manau en 1898. Les brouillons en moins, un Jean-Denis Bredin reste fidèle à cette manière de raconter les choses. Or, l'expert Belhomme a vivement protesté contre cette présentation : « M. Esterhazy désirait nous voir dire que le bordereau est une pièce décalquée, décalquée sur son écriture [...] mais nous n'avons rien dit de pareil ; nous avons établi que le bordereau pouvait avoir été calqué, attendu qu'il était sur papier pelure, mais nous avons immédiatement repoussé cette idée en déclarant d'abord qu'il ne pouvait pas avoir été calqué en entier [...] »<sup>(25)</sup>. M. Varinard également a rappelé combien Esterhazy avait insisté sur cette solution du calque. Il est significatif de voir Esterhazy (Esterhazy et non Ravary !) s'efforcer d'imposer aux experts cette idée de calque... Cette idée qu'il agite depuis octobre.

M. Bredin présente des extraits du rapport de 1897 de façon à donner l'impression que les experts ont refusé d'attribuer le bordereau à Esterhazy au motif que les ressemblances sont si fortes qu'on ne saurait les admettre chez un homme cherchant à dissimuler son écriture. Or, cette ultime hypothèse n'est envisagée qu'à la 29ème et avant-dernière page du rapport, après que les experts aient motivé leur refus d'attribuer le bordereau à Esterhazy. Les lecteurs d'aujourd'hui ont donc une vision faussée de l'expertise de 1897. Que la conclusion en soit exacte ou non, il s'agit d'un rapport rédigé en termes intelligibles et raisonnables, élaboré par des professionnels qui, Marcel Thomas doit le reconnaître, n'ont pas été l'objet de pressions<sup>(26)</sup>.

(24) Rennes II, p. 493 : Varinard.

(25) Rennes II, p. 573 : Belhomme.

(26) En 1904, M. Belhomme sera l'objet d'une commission rogatoire à la suite de l'article d'un journaliste prétendant avoir vu, en 1897, sur le bureau de l'expert, un premier rapport suspect d'émaner de l'état-major... Bien qu'âgé de 83 ans, l'expert fera justice de ces accusations (2ème Cass. III, pp. 321-324).

Pour le reste, les divers interrogatoires, les enquêtes annexes, n'apportent rien de nouveau à l'instruction.

Esterhazy amuse le tapis avec la dame voilée, ne cessant d'apporter des fioritures à l'histoire. Mais en ce qui concerne le bordereau, sa défense est sobre et sérieuse. D'une part, il expose qu'il n'était pas en état de communiquer quoi que ce soit sur les thèmes évoqués, surtout pas au printemps 1894 (toujours date présumée du bordereau à ce moment). D'autre part, il insiste sur le fait qu'il n'a jamais utilisé de papier pelure !

Scheurer-Kestner se contente de renvoyer à sa déposition devant Pellieux. Il est plein d'hostilité envers Ravary, qu'il nomme « le vieux débris ». Un honorable « correspondant de Belfort », ville où le commandant avait été en garnison, le lui avait décrit comme « un être méprisable, un grec et un escroc » qui aurait triché au jeu. Et de s'indigner, sans vérification. L'*Aurore* répercute la rumeur, apparemment indifférente au risque d'indisposer l'instructeur.

Mathieu Dreyfus continue d'enquêter de son côté sur la moralité d'Esterhazy et s'indigne de s'entendre répondre par l'instructeur que de telles considérations n'ont rien à voir avec l'affaire de trahison dont il est question. Dans ses souvenirs, il dit avoir la conviction que Ravary livrait immédiatement à l'inculpé ses dénonciations et qu'Esterhazy allait ensuite faire pression sur les témoins. Il en donne pour preuve le fait suivant :

Au cours de l'instruction, Mathieu signale à Ravary qu'en octobre, Esterhazy a envoyé un télégramme, anonyme, menaçant de mort le père de Lucie Dreyfus, M. Hadamard. Ce télégramme était envoyé de Lyon, grâce à une agence sise place de l'Opéra, spécialisée dans l'alibi, postant des missives d'un lieu choisi par le client. Ravary fait interroger le directeur, M. Féret-Pochon. Celui-ci répond que le télégramme ne lui a pas été remis par Esterhazy, mais que celui-ci est venu essayer de "l'intimider" la veille de sa déposition devant Ravary. L'intimider dans quel but, si ce n'est pas lui ? A supposer le fait exact, Esterhazy peut avoir appris la dénonciation de Mathieu par quelqu'un d'autre que Ravary, ou l'avoir déduit d'une question de l'instructeur. Et sa démarche n'a d'autre but que de se faire remarquer.

Mais l'origine de l'histoire est encore plus rocambolesque. En novembre ou décembre 1897, Mathieu Dreyfus était allé consulter un avocat militaire, le colonel Croissandeau, sur les possibilités de révision ; dans la conversation, celui-ci lui avait parlé de son beau-frère, associé au directeur de ladite agence d'alibi, et précisément en litige avec lui. En effet, le beau-frère de Croissandeau s'était aperçu que l'agence en question était en fait une souricière de la police. Précisément, l'agent chargé de prendre copie des messages les plus louches avait remarqué



et adressé aux services de police une lettre de menace à M. Hadamard. Via son beau-frère, Croissandeau avait su l'histoire et c'est ainsi qu'il avait pu la relater à Mathieu.

Une fois de plus, nous voyons le hasard s'évertuer à servir Mathieu et sa juste cause... Il faut que le beau-frère ait remarqué ce nom de Hadamard, qu'il ait raconté une anecdote aussi mince, et que Mathieu soit justement allé consulter ce Croissandeau-là ! Ce que nous savons des enquêtes de Mathieu nous inciterait plutôt à voir les choses en sens inverse : c'est vraisemblablement par son agent travaillant à la Sûreté qu'il a eu connaissance de l'"Alibi-Office", le truchement de Croissandeau étant utilisé *a posteriori*, pour présenter l'histoire de façon honorable à Ravary.

Et le télégramme ? C'est une bien curieuse initiative d'Esterhazy, que cette menace de mort au beau-père de Dreyfus ! Dans quel but ? Il est bien plus surprenant encore d'avoir choisi un canal aussi compliqué (et certainement onéreux) pour envoyer un message d'humeur, dépourvu de toute utilité stratégique...

Et que penser d'Esterhazy venant faire un esclandre dans le bureau de Férét-Pochon pour lui dire : vous savez bien que ce n'est pas moi qui vous ai remis le télégramme ? Qu'en penser, sinon que tout cela était fait pour être vu ?

Cette anecdote est assez représentative des rumeurs dont bruissait la presse et qui commence à passionner l'opinion. Filandreuse à souhait, elle sera versée au dossier de la "partie liée", tout détail encombrant oublié...

Plus tard, Esterhazy dira que « *tous les jours, Ravary communiquait au ministère les résultats de son instruction de la journée, résultats qui m'étaient aussitôt communiqués* ». Nous n'avons trouvé nulle autre trace de cette affirmation, qui n'en est pas moins très souvent reprise (« *tous les soirs, [Ravary] fait rapport au général Gonse* », affirme Jean Denis Bredin...), sans autre référence que Reinach, lui-même renvoyant aux déclarations d'Esterhazy<sup>(27)</sup>.

Le 31 décembre, le commandant Ravary remet son rapport. Le résultat de l'expertise tend à prouver qu'Esterhazy n'est pas l'auteur du bordereau. Ni le dossier réuni par Picquart, ni la présente enquête n'ont apporté de « *preuve probante, juridique* » d'un acte de trahison (qui pourrait soutenir le contraire ?). Malgré le désir d'Esterhazy, insistant pour « *faire éclater [s]on innocence* » devant un conseil de guerre, Ravary conclut qu'une ordonnance de non-lieu lui semble devoir être rendue.

(27) Déposition d'Esterhazy à Londres. Leblois, p. 567.

Le 2 janvier 1898, le général Saussier passe outre et ordonne la mise en jugement d'Esterhazy.

#### d – Le conseil de guerre

Le procès d'Esterhazy a lieu les 10 et 11 janvier, devant un conseil de guerre présidé par le général de Luxer. La question posée aux juges est : « *le nommé Walsin Esterhazy est-il coupable d'avoir pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec une puissance étrangère ou avec ses agents pour les engager à entreprendre la guerre contre la France ou pour leur en procurer les moyens ?* »

Ultérieurement, on a remarqué des traces de grattage : à l'origine, la question était « *...d'avoir, en 1894,...* » et le millésime a été effacé. On n'a jamais su qui était l'auteur de cette modification, mais toute la littérature, y compris Marcel Thomas, dénonce là une fraude de l'état-major, en vue d'abriter définitivement Esterhazy derrière un acquittement le plus global possible. Spéculation purement gratuite ! D'une part, si Esterhazy est stipendié par les dreyfusards, cet objectif est avant tout le leur : Esterhazy ne peut continuer à les servir que s'il est hors de portée de la justice (et les bureaux du général Saussier ne sont pas inaccessibles à Esterhazy, via un Weil ou un autre). D'autre part, il peut s'agir d'une correction sans malice, ce que nous pensons. Avec la restriction "en 1894", il était, par exemple, impossible d'étudier la question du Petit bleu, découvert en 1895 – la moitié de l'enquête de Picquart devenait hors sujet ! Le grattage a sans doute été effectué immédiatement par le rédacteur de la question.

Mathieu Dreyfus et Lucie Dreyfus tentent de se constituer partie civile au procès. Mathieu prend Demange pour avocat, Mme Dreyfus Fernand Labori ; contacté par Leblois le 4 janvier, ce dernier accepte, non sans hésitation<sup>(28)</sup>. Mais les juges refusent de les laisser participer aux débats.

Le commissaire du gouvernement demande le huis-clos, mais le conseil de guerre n'accepte qu'un huis-clos partiel, sur les questions touchant à la sécurité nationale. Le public entend donc les dépositions d'Esterhazy, de Mathieu Dreyfus, de Scheurer-Kestner. L'accusé raconte bien sûr l'histoire de la dame voilée, expose la théorie du calque, et établit qu'il ne connaissait rien des notes livrées par le bordereau. Mathieu et Scheurer exposent comment, chacun de son côté, ils ont découvert la culpabilité de l'accusé. C'est là que le sénateur prononce la phrase stupéfiante, aujourd'hui oubliée : « *Je peux me tromper en attribuant le bordereau au commandant Esterhazy [...] ce qui m'importe,*

(28) Labori, p. 18.



*c'est qu'il soit bien établi que le bordereau a été établi par erreur à M. Alfred Dreyfus »*<sup>(29)</sup>. Lapsus ou expression d'un véritable doute ? Compte tenu des multiples réticences de Scheurer-Kestner, nous inclinons vers la seconde réponse... En tout cas, c'était une énorme maladresse que cette phrase lâchée au cours du procès d'Esterhazy, par un homme qui depuis trois mois clamait avoir trouvé le vrai coupable...

A l'audience publique encore, Maurice Weil dépose sur ses rapports avec Esterhazy et le contexte de la fameuse lettre écrite par ce dernier au grand rabbin, que Mathieu avait fait verser au dossier. La lettre prouve bien sûr les difficultés pécuniaires d'Esterhazy en 1894, mais n'apporte pas le moindre indice d'une trahison. M. Autant, gérant de l'immeuble qu'habite Mlle Pays, vient témoigner de l'affolement d'Esterhazy en octobre 1897 ; Mlle Pays lui est confrontée et nie. Enfin le directeur de l'"Alibi-Office" est entendu.

Toute l'étude du dossier de Picquart est, elle, faite à huis-clos, sans procès-verbaux, selon le code de justice militaire. La longue déposition de l'ancien chef de la Section de statistique est écoutée avec attention par les juges. Le commandant Curé et le sergent Mulot confirment certains points de son enquête. Les officiers de la Section de statistique et le général Gonse sont entendus ensuite ; ils exposent leur défiance envers Picquart. L'accusation faite au témoin d'avoir communiqué le dossier secret à Leblois donne lieu à une vive altercation entre Picquart et Henry, qui rebondira au procès Zola. Interrogé, Leblois affirme avoir été absent de Paris au moment où Henry disait l'avoir vu au ministère, mais n'en apporte pas de preuve. Il ne fait aucun doute que la parole d'Henry a prévalu aux yeux des juges.

Après la longue plaidoirie de Tézenas, le conseil de guerre délibère quelques minutes et annonce l'acquittement d'Esterhazy à l'unanimité.

L'acquittement d'Esterhazy est considéré comme une victoire pour l'armée. La presse nationaliste exulte, allant jusqu'à accréditer des sornettes telles que le général de Luxer embrassant Esterhazy à l'issue du procès<sup>(30)</sup>. Le ministre Billot, les généraux croient en avoir fini avec l'affaire Dreyfus.

Mais l'alerte a été chaude. Le général Gonse avait ouvert un dossier prévoyant la mise en cause du général Mercier. Celui-ci, qui commandait alors le 47<sup>ème</sup> corps d'armée, s'était rendu au ministère au mois de décembre ; Gonse lui avait alors remis, en accord avec le général de Boisdeffre, une copie du commentaire du dossier secret qui avait été conservée par Sandherr, commentaire effectué par du Paty en 1894 (on se souvient que l'original avait été détruit en 1895) « *je l'ai immédia-*

(29) Voir par exemple Reinach Hist. III, p. 209.

(30) La Libre Parole, la Patrie, l'Intransigeant,...

*tement jeté au feu, en présence du général Gonse, et dans son cabinet »* avouera Mercier, arguant du caractère personnel de cette note<sup>(31)</sup>.

Cet épisode met en évidence quelle fut à cette période la crainte de l'état-major. Contrairement à ce qui est systématiquement affirmé, nous n'avons pas le sentiment que les militaires aient douté de la culpabilité de Dreyfus. C'est au contraire parce qu'ils en sont convaincus, sans doute d'ailleurs en ayant, par principe, refusé de se poser la question, qu'ils sont sûrs de l'innocence d'Esterhazy... En revanche, les généraux savent que le point faible du procès de 1894 est la communication illégale aux membres du conseil de guerre. Depuis octobre 1896 (l'*Éclair*), ils savent que cette arme est aux mains des défenseurs de Dreyfus. Cette question, qui ne concerne pas Esterhazy, n'a été soulevée par aucun dreyfusard au cours de la procédure, mais la presse a plusieurs fois rappelé l'article de l'*Éclair*, mettant l'état-major au défi de nier la forfaiture. Toujours convaincus que l'information a été livrée par Picquart, les généraux semblent avoir résolu de nier la communication secrète s'il en avait été question.

La légende veut que les défenseurs de Dreyfus aient été atterrés par l'acquittement. Le furent-ils vraiment ? Certes (à supposer qu'il ne fût pas leur complice), pour eux, l'idéal eût été la condamnation d'Esterhazy. L'attribution du bordereau à un autre que Dreyfus eût évidemment entraîné la révision du procès de 1894. Mais un tel objectif était peu réaliste. Des deux arguments existant contre Esterhazy, l'écriture et le dossier de Picquart, le premier était ruiné par les experts, le second peu convaincant. Sur de pareilles bases, Esterhazy ne pouvait pas être condamné, à moins d'un coup de théâtre qui ne se produisit pas. Le résultat du procès ne fut donc pas une surprise pour les dreyfusards ; ils s'y attendaient, ils l'avaient préparé, comme le montrera Zola dès le lendemain.

A défaut d'avoir confondu le "vrai coupable", le procès Esterhazy va ouvrir aux dreyfusards un vaste champ de protestations.

## II - LE FRONT DREYFUSARD

### a - De Scheurer à Zola

A partir de la dénonciation d'Esterhazy, le rôle de Scheurer-Kestner s'efface rapidement. Rappelons que, depuis sa conviction de l'innocence de Dreyfus en juillet, son action a été double : démarches officieuses auprès du gouvernement pour obtenir la révision du procès de 1894 et

(31) 1<sup>ère</sup> Cass. I, p. 567 : Gonse - 1<sup>ère</sup> Cass. II, p. 339 : général Mercier.



révélation au public qu'il avait découvert le vrai coupable. Il est très net que, s'il a accepté le premier rôle de son plein gré, il a été poussé, et même contraint, au second par son entourage. Ses amis dreyfusards, eux, estiment qu'il faut amener l'opinion, pour créer en faveur de Dreyfus un mouvement de sympathie, qui, habilement exploité, rendra la révision politiquement nécessaire. L'avenir leur donnera raison, mais c'est aux antipodes du tempérament de Scheurer.

Pourtant, les dreyfusards espèrent encore faire de Scheurer leur porte-parole. Au début de l'enquête de Pellieux, Mathieu Dreyfus va lui demander de raconter tout ce qu'il sait au sénat, afin de « *conquérir l'opinion publique hésitante* »<sup>(32)</sup>, mais le sénateur refuse catégoriquement d'intervenir au cours de la procédure. Même refus de s'adresser aux journaux. Et dans ses mémoires, pourtant si discrets, l'irritation perce. « *Mes amis furent fort ennuyés à ce moment. Chaque soir, j'étais assailli chez moi par leurs conseils et quelquefois avec des insistances presque comminatoires* »<sup>(33)</sup>.

Scheurer va cependant céder encore une fois. Le 4 décembre 1897, à la suite d'une question posée par l'inévitable Castelin, le comte de Mun, chef de file de la droite, interpelle le gouvernement au sujet de l'affaire. Le ministre Billot garantit que la procédure en cours contre Esterhazy ne remet pas en cause la culpabilité de Dreyfus et le président du conseil Méline prononce la célèbre phrase « *il n'y a pas d'affaire Dreyfus* ». La chambre des députés vote la confiance à une écrasante majorité. Scheurer se laisse alors convaincre qu'il faut réagir, lors de la séance du mardi 7 septembre, au sénat. « *Mes amis me conseillèrent de ne pas me livrer à l'improvisation [...]. Le temps était court, il fut convenu que, le lundi, Joseph Reinach, Emmanuel Arène et Leblois m'apporteraient chacun un canevas [...]* ». Lorsqu'il s'agit de prendre une position publique, Scheurer n'est plus qu'une marionnette, consentante certes, mais agitée par d'autres mains.

Devant le sénat, Leblois s'étant opposé à ce que soit donnée lecture de la correspondance entre Gonse et Picquart, Scheurer expose les autres raisons de son engagement. Malgré une intervention en sa faveur de Ludovic Trarieux, le vice-président ne parvient pas à convaincre ses collègues.

Ce nouvel échec met fin à l'action de Scheurer. Il n'écrit plus qu'une lettre, publiée dans le *Temps* du 6 janvier, disant simplement qu'il attend « *la juste, l'inévitable réparation* ». Il déposera aux procès Esterhazy et Zola. Encore pour ce dernier cédera-t-il à la pression de ses amis,

(32) Mathieu Dreyfus, p. 103. Quelques jours après, Scheurer lui répond : « *Mon parti est irrévocable. Je n'interviendrai pas en ce moment* ».

(33) Scheurer-Kestner, p. 198.

car il avait d'abord souhaité ne pas y participer et n'hésite pas à écrire qu'on le « *forç[a] de comparaître comme témoin* »<sup>(34)</sup>.

Il ne fut pas « *un chef, à peine un guide* » conclut Reinach<sup>(35)</sup>. En réalité, Scheurer a été très bien choisi pour faire revenir l'affaire Dreyfus dans les préoccupations gouvernementales : il a été le fer de lance de la campagne de 1897. C'est grâce à lui que Mathieu Dreyfus a pu dénoncer Esterhazy dans des conditions aussi favorables, quand tout le pays attendait ce nom que devait livrer un vieux sénateur plein de sagesse et de vertu républicaine. Bien après qu'il soit sorti de scène, sa conviction servira de garantie du bien-fondé du combat dreyfusard, de caution morale.

De toute façon, ce n'est pas un chef au sens stratégique du terme que recherchait Reinach, mais un homme capable de galvaniser l'opinion. Cet homme, ce fut Zola.

L'engagement dreyfusard de Zola est de fraîche date. Contacté par Bernard Lazare, en 1896, il n'avait pas voulu le suivre, absorbé dit-on par la rédaction de son roman *Paris*. Il est entrepris à nouveau par Bernard Lazare le 6 novembre 1897, par Louis Leblois le 8 et le 10. C'est seulement le 13, au cours d'un dîner organisé par Leblois, que Scheurer le convainc de l'intérêt de la cause de Dreyfus. Encore essaie-t-il de se dérober à toute prise de position publique. Il écrit à sa femme qu'il ne veut pas s'engager. Mais, « *malgré lui, il est entraîné par ce qui lui apparaît être une histoire extraordinaire et passionnante* ». Le 20 novembre, il écrit à Scheurer « *il n'est pas plus beau rôle que le vôtre, et je vous l'envie. Je ne sais pas ce que je ferai, mais jamais drame humain ne m'a empli d'émotion plus poignante* »<sup>(36)</sup>. Et le 25 novembre, il se range publiquement au côté de Scheurer.

Certains antidreyfusards ont tenté de jeter le discrédit sur la conviction de Zola. Il aurait, selon eux, recherché la publicité, voire l'académie, poursuivant l'ambition d'être à Dreyfus ce que Voltaire avait été à Callas. Polémique stérile, et assez mesquine. Tout auteur à succès est un cabotin, et Zola fut sans doute alléché par l'aspect retentissant de son rôle, mais l'affaire Dreyfus devait lui apporter plus d'ennuis que d'avantages (ce dont il pouvait, dans une certaine mesure, se douter, voyant le rejet dont Scheurer-Kestner faisait l'objet). Il était certainement grisant d'attaquer les autorités et d'être admiré par un cercle d'érudits en mal d'émotion, mais cela nécessitait tout de même un peu de courage. Quant à la sincérité de Zola, elle valait ce que vaut toute sincérité d'écrivain : Alfred Dreyfus, l'innocent, du Paty de Clam, le tortionnaire,

(34) Ibid., p. 263.

(35) Reinach, Hist. III, p. 221.

(36) Alain Pagès, in *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, sous la direction de Michel Drouin, Flammarion, Paris, 1994, pp. 293-294.



étaient devenus ses personnages et il y croyait, sans quoi le roman eût été mauvais.

En revanche, on peut dire que la conviction d'un Zola est parfaitement arbitraire, dictée par un engouement esthétique, liée à ses inclinations politiques, mais fondée sur une totale ignorance du dossier. Son engagement est d'une nature complètement différente de celui de Scheurer, le "scientifique", qui avait pesé le pour et le contre, qui s'était efforcé d'entendre les deux partis. Zola, lui, n'éprouve pas le besoin d'exercer le moindre contrôle : ses amis lui montrent deux écritures semblables, lui racontent qui sont Picquart, Esterhazy, et cela lui suffit. Il y croit parce que c'est « *extraordinaire et passionnant* ». Il maîtrise déjà son sujet : une famille juive vouée à l'opprobre, des puissants en place, prêts à tous les crimes pour couvrir un premier crime, une poignée de courageux défenseurs. Les premiers mots de son article du 25 novembre « *Quel drame poignant, et quels personnages superbes !* » Le tableau qui se dessine devient sa réalité. Et ce que Zola a esquissé en dix jours est resté l'image d'Épinal de l'affaire... Nous sommes au siècle d'Alexandre Dumas et de Michel Zévaco... Zola sera le Pardaillan de Dreyfus.

Cette fois encore, les dreyfusards ont bien choisi leur homme. Outre l'engouement du romancier, l'aspect idéologique est le moteur de son engagement. Comme Scheurer, Zola déteste le parti clérical et a déjà pris position contre l'antisémitisme. Il est l'ennemi des forces conservatrices qui, au nom de la morale, jugent ses livres immondes, qui ont fait interdire, en 1885, la pièce tirée de *Germinal*. Et surtout, contrairement au sénateur, il ne craint pas de prendre des positions antimilitaristes. Son roman *La Débâcle*, dans lequel il cherche à montrer que la défaite de 70 vient de l'impéritie du haut commandement et que le soldat est toujours la victime de ses chefs, a été très mal accueilli dans les milieux militaires et patriotes. Compréhensif envers la Commune, Zola se veut le chantre du petit peuple opprimé et rêve d'être un révolutionnaire. La formule acérée de Barrès, « *Émile Zola pense tout naturellement en Vénitien déraciné* », est parfaitement juste : Zola rejette toute forme de nationalisme, dont Dreyfus est à ses yeux une victime.

En 1897, il a terminé le cycle des Rougont-Macquart ; son nom est connu de toute la France et de l'Europe lettrée. Autant Scheurer-Kestner pouvait être l'homme influent des négociations de cabinet, autant Zola peut être le levier qui va soulever l'opinion. Son intervention va donner à l'affaire sa dimension sentimentale et révolutionnaire.

Il publie d'abord trois articles dans le *Figaro*. Le 25 novembre, pour protester contre les attaques dont est victime Scheurer-Kestner, le sénateur « *à la vie de cristal* » – on dirait déjà un éloge funèbre. Le 1er décembre pour affirmer qu'il n'existe pas de "syndicat" dreyfusard. Le 5 pour

dénoncer l'antisémitisme de certains journaux. Viennent ensuite deux brochures, *Lettre à la jeunesse* et *Lettre à la France*, exposant que la justice et la vertu républicaine exigent la révision du procès de Dreyfus. Ces textes, où alternent grandiloquence et larmoiement, sont faits pour émouvoir et restent essentiellement littéraires.

En prévision de l'acquittement d'Esterhazy, il prépare une troisième brochure, d'une tout autre envergure. C'est une véhémence protestation contre les chefs militaires, accusés d'avoir fait acquitter sciemment un coupable, pour ne pas reconnaître que Dreyfus avait été jugé au mépris du droit et en dépit du bon sens. La brochure, couronnement de la trilogie, doit s'intituler *Lettre au Président de la République*. Clemenceau lui donne son titre définitif : *J'accuse* et le publie dans un numéro spécial de l'*Aurore*, le 13 janvier 1898.

Ce célèbre texte de Zola est généralement présenté comme une impulsion personnelle de l'écrivain, une heureuse initiative venant redonner l'espoir aux dreyfusards quand tout paraissait perdu. Léon Blum, par exemple, écrit « *pas un instant nous n'avions eu l'esprit seulement touché par l'idée que l'acquittement d'Esterhazy fut possible* ». Or ceci est faux, du moins en ce qui concerne les chefs dreyfusards : Mathieu, Scheurer, Leblois, savent très bien qu'Esterhazy va certainement être acquitté. « *Nul d'ailleurs n'en doutait plus* » affirme Reinach, ajoutant que les défenseurs du condamné « *se préparaient à d'autres combats* »<sup>(37)</sup>. La presse amie a d'ailleurs largement préparé ses lecteurs à une telle issue. Dès les premiers jours de décembre, Emmanuel Arène dénonce dans le *Figaro* le déni de justice qui se concocte et Clemenceau, fraîchement converti, écrit dans l'*Aurore* un véritable prélude à *J'accuse* :

« *Qui protège Esterhazy ? [...] Quel pouvoir occulte, quelles raisons inavouables s'opposent à la justice ? [...] S'il le faut, nous dirons* »...

Il serait bien singulier qu'estimant l'acquittement d'Esterhazy probable, les dreyfusards n'aient pas envisagé de réplique. Mathieu n'en révèle qu'une : exploiter la "contradiction" entre les expertises de 1894 et 1897 – projet ruiné par le huis-clos. Ce n'était certainement pas la seule.

La légende veut que Zola ait eu l'idée de son texte le 10 janvier, à la suite d'une conversation avec Clemenceau, qu'il l'ait rédigé en « *un jour et deux nuits* » (J.-D. Bredin) et qu'il l'ait fait découvrir à l'équipe de l'*Aurore*, éblouie, le soir du 11 janvier. Alain Pagès, spécialiste de Zola, est beaucoup plus prudent : si la forme définitive du texte a pu être très rapidement rédigée, et achevée le 12 au matin, cela repose sur « *un travail d'écriture réalisé antérieurement* ». En fait, « *La correspondance de l'écrivain montre que le projet est en préparation depuis*

(37) Mathieu Dreyfus, p. 121.



au moins le 4 janvier »<sup>(38)</sup>. On sait d'ailleurs que la brochure encore intitulée *Lettre au Président de la République* avait déjà été acceptée par l'éditeur Fasquelle, Zola dit même « imprimée »<sup>(39)</sup>.

*J'accuse* est l'exposé complet de l'affaire Dreyfus, puis de l'affaire Esterhazy, du point de vue dreyfusard. Cela se prépare... Zola, qui s'intéresse à l'affaire depuis peu, qui a donné dans ses premiers écrits des arguments plus moraux que techniques, a dû réunir toute une documentation auprès des dreyfusards. Reinach reconnaît que l'écrivain lui avait déjà dit, ainsi qu'à Leblois, « qu'il fallait amener l'affaire devant les juges civils ». L'objectif est clairement exprimé dans les dernières lignes de *J'accuse*, pleines de panache « en portant ces accusations, je n'ignore pas que je me mets sous le coup des articles 30 et 31 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881, qui punit les délits de diffamation. Et c'est volontairement que je m'expose. [...] Qu'on ose donc me traduire en Cour d'assises et que l'enquête ait lieu au grand jour ! J'attends. »

Cela relève d'une stratégie consciente et explicite : faire que le gouvernement lui intente un procès, pour obtenir, de façon indirecte, la révision de l'affaire Dreyfus. Imagine-t-on que Zola ait pu prendre l'initiative d'un si vaste projet sans en avoir conféré avec ceux qui auraient à gérer les conséquences de son défi ?

Le seul résidu plausible de la vulgate serait que la décision de transformer la brochure prévue en numéro spécial de l'*Aurore* ait été prise au dernier moment. Et encore... Clemenceau et Vaughan ont-ils pu lancer leur journal dans cette aventure sans entente préalable avec certains responsables dreyfusards (*a priori*, ils pouvaient craindre de voir Mathieu Dreyfus se désolidariser d'un texte aussi nettement antimilitariste) ? Dans la journée du 12, le numéro de l'*Aurore* du lendemain est annoncé dans tout Paris par affiches et crieurs. Il a bien fallu imprimer ces affiches, engager et payer ces crieurs. Cela a-t-il vraiment pu s'improviser en un jour ? Et sur quels fonds ? Le 13 au matin, l'*Aurore* est vendue dans les rues « grâce au déploiement inhabituel de plusieurs centaines de crieurs de journaux »<sup>(40)</sup>. Pour la circonstance, on a tiré à 300.000 exemplaires. 200.000 sont vendus dans la journée.

Les lecteurs y apprennent qu'en 1894, Dreyfus a été accusé à partir d'une idée machiavélique de du Paty, suivit par le général de Boisdeffre, par « passion cléricale », et le général Mercier, « dont l'intelligence semble médiocre ». En 1896, Picquart découvre que le véritable coupable est Esterhazy : les généraux Gonse, Boisdeffre, Billot en sont convaincus, mais par orgueil militaire, ils refusent d'innocenter Dreyfus.

(38) Alain Pagès, op. cit., p. 296.

(39) Zola, *La vérité en marche*, Pauvert, Paris, 1972, p. 102.

(40) Jean-Denis Bredin, p. 312.

En 1897, les enquêtes de Ravary et Pellieux sont « scélérates » et le conseil de guerre, qui vient d'acquitter Esterhazy, a commis un « crime juridique » parce qu'il est « hiérarchiquement tenu ».

Pour la première fois un écrit dreyfusard attaque l'armée de front. Jamais on n'avait dit – ni d'ailleurs, semble-t-il, pensé – que les généraux savaient Dreyfus innocent. C'est la rupture totale avec la ligne diplomatique voulue par Scheurer. C'est le choix de l'alliance avec les antimilitaristes. Car c'est non seulement les premiers chefs militaires du pays qui sont pris à partie dans *J'accuse*, mais l'esprit militaire en soi.

Puisqu'on ne peut pas sauver Dreyfus avec l'armée, on perdra l'armée pour sauver Dreyfus.

*J'accuse* est la réponse à l'acquittement d'Esterhazy : tout conduit à penser que cette réplique avait été préparée à l'avance. Reinach écrit : « Il était nécessaire de codifier ces fragments de vérité, de donner aux fidèles leur credo ». Dans une large mesure, le credo va créer les fidèles...

## b – Les dreyfusards et les intellectuels

*J'accuse* a été qualifié par Jules Guesde de « plus grand acte révolutionnaire du siècle ». Scheurer-Kestner, atterré par cette nouvelle tournure, exprime la même opinion, dans ses mémoires : « Zola s'est mis sur le terrain révolutionnaire dans une affaire qui a besoin de l'opinion. Quelle faute ! L'ère des bêtises va commencer... »<sup>(41)</sup>. En effet, ce texte, qui n'est certainement pas une erreur du point de vue des intérêts de Dreyfus, est à l'origine du grand déchirement qui va durablement diviser la France en deux clans.

Avec *J'accuse*, l'affaire Dreyfus quitte définitivement le terrain strictement militaire et judiciaire. Désormais, lorsqu'on se déclarera pour ou contre Dreyfus, pour ou contre la révision de son procès, on verra toujours l'affaire à travers le prisme de *J'accuse*. Au moins autant que la question de l'innocence ou de la culpabilité de Dreyfus, question au demeurant inaccessible à la quasi-totalité du public, c'est la question de ses implications idéologiques qui se posera et, fût-ce inconsciemment, c'est la réponse à la seconde qui dictera la réponse à la première.

Citons quelques-uns des passages les plus mordants du factum :

« C'est un crime que d'exploiter le patriotisme pour des œuvres de haine, et c'est un crime enfin que de faire du sabre le dieu moderne, lorsque toute la science est au travail pour l'œuvre prochaine de vérité et de justice. [...] »

(41) Scheurer-Kestner, p. 255.



*J'accuse le général de Boisdeffre et le général Gonse de s'être rendu complices du même crime, l'un sans doute par passion cléricale, l'autre, peut-être, par cet esprit de corps qui fait des bureaux de la guerre l'arche sainte, inattaquable. [...] Quant aux gens que j'accuse, je ne les connais pas [...] Ils ne sont pour moi que des entités, des esprits de malveillance sociale. »*

D'un côté le sabre, le goupillon, la raison d'État, le patriotisme qui ne se discute pas ; de l'autre la vertu républicaine, le droit de l'individu, la science, la raison. Zola trace ici la ligne de partage symbolique entre les "conservateurs" et les "modernistes". Les premiers sont hostiles à la révision, donc Dreyfus doit devenir le champion des seconds. Parlant des premiers dreyfusards, M. Bredin note :

*« On a en commun la détestation des autorités traditionnelles, des hiérarchies sociales, des institutions comme l'Église et l'Armée, qui se prétendent fondées sur des idées éternelles. On exalte la liberté de l'esprit laïc opposé à tous les préjugés. L'attitude critique à l'égard de tout jugement, l'anticléricalisme, le refus de l'antisémitisme sont les raisons d'un doute qui peu à peu deviendra une conviction. »<sup>(42)</sup>*

Ces valeurs, habilement mises en jeu, vont effectivement être le levain du mouvement en faveur de Dreyfus. Si de nombreux dreyfusards, en premier lieu Scheurer et Reinach, s'affirment patriotes, tous réclament des idéaux de 1789. Dans sa lettre ouverte au ministre de la Guerre, publiée le 8 janvier 1898, Ludovic Trarieux, parlant de droits de l'accusé, écrit :

*« [...] y pourrait-on toucher sans reculer d'un siècle et revenir du coup aux procès redoutables de l'ancien régime, à toutes ces formes arbitraires de la justice contre lesquelles la Révolution s'est faite ? »*

*J'accuse* enfonce le clou : défendre Dreyfus, c'est défendre le droit de l'individu. L'esprit scientifique est appelé en renfort pour contester un jugement prétendu arbitraire. Cet appel aux grands principes s'adresse directement au petit monde de la pensée : minoritaire, mais bien en vue et avide de pouvoir, il renferme suffisamment d'hommes disponibles et intelligents qui deviendront d'excellents militants dreyfusards.

Dès le 14 janvier, *l'Aurore* publie une pétition pour la révision du procès de 1894 et une première liste de signatures, sous le titre *Manifeste des intellectuels*. On y trouve des écrivains, des membres de l'Institut, des professeurs à la Sorbonne. Il est bien connu que Clemenceau et Zola ont repris ce terme d'"intellectuels" à leurs adversaires, lesquels pensaient dénoncer l'incompétence des dreyfusards. Mais les railleries de la presse conservatrice, cocardière ou catholique, ont pour effet majeur de regrouper ceux qui se sentent insultés. *« On jetait l'injure à*

(42) Jean-Denis Bredin, p. 251.

*l'intelligence »* dira, sans excès de sobriété, Anatole France. Beaucoup, qui n'approuvent pourtant pas le ton révolutionnaire d'un Zola, vont être ainsi amenés dans les rangs dreyfusards.

Parmi les premiers défenseurs actifs de Dreyfus, certains appartenaient déjà au monde universitaire et normalien. Dès 1894, Lucien Herr, bibliothécaire à l'École Normale, avait essayé d'éveiller des sympathies à sa cause. Lucien Lévy-Brühl, professeur de philosophie à Louis Le Grand, cousin du condamné, et Salomon Reinach, archéologue de renom, également.

Lorsque l'affaire devient publique, grâce à la campagne de Scheurer, des engagements de prestige se manifestent : Gabriel Monod, professeur d'histoire à l'École Normale, Charles Andler, maître de conférence d'allemand à la Sorbonne, Grimaux, professeur de chimie à l'École Polytechnique, puis Appel, doyen de la faculté des Sciences de Paris, Émile Duclaux, directeur de l'Institut Pasteur, Paul Meyer, directeur de l'École des Chartes. Ils répandent dans leur entourage la conviction que la révision du procès de 1894 est une nécessité, autant d'un point de vue humain que scientifique.

A propos du rapport d'Ormescheville, que Reinach et Mathieu ont fait publier dans la presse, Grimaux écrit : *« Nous autres, hommes de science, nous avons une autre manière de raisonner »*. Dignes héritiers des "lumières", philosophes et scientifiques du XIX<sup>ème</sup> sont encore persuadés qu'on mène les hommes comme on résout un problème de physique et que tous les malheurs sociaux proviennent d'une erreur de raisonnement. Leur vision de l'affaire Dreyfus s'inscrit dans ce cadre. Habilement, Lucien Herr oppose le "devoir d'obéissance" et le "devoir de critiquer"... Si tel est l'enjeu de l'affaire Dreyfus, quel universitaire peut hésiter ? Peu d'entre eux osent rejeter l'alternative, sauf à affirmer la primauté de l'intérêt national. L'élite de la nation ne saurait avoir de "devoir d'obéissance" envers des militaires dont le seul style d'un Ormescheville laisse augurer l'indigence intellectuelle. L'esprit de corps fait le reste, stimulé par des maladresses gouvernementales, comme la suspension de Grimaux (une souscription est ouverte pour lui permettre de reconstituer un laboratoire).

Emmanuel Beau de Loménie a fort bien décrit la situation sociale et l'état d'esprit du corps enseignant de la III<sup>ème</sup> République : *« [Les gouvernements républicains] avaient flatté les professeurs : ils avaient cultivé leur orgueil en les habituant à se considérer comme les porte-flambeaux de la science et du progrès en lutte contre l'obscurantisme [...]. Cependant, par une lésinerie absurde, cette élite universitaire restait très mal payée [...]. Le monde conservateur, qui soutenait le clergé*



[...] s'était mis à considérer en ennemis les professeurs de l'enseignement public [...]. La conséquence avait été que les universitaires, à la fois pleins de leur valeur et tenus à l'écart de la bonne société [...] s'était aigris. Ils s'étaient mis à poursuivre d'une jalousie particulièrement vive les officiers, dont, du haut de leurs diplômes, ils dédaignaient l'inférieure culture, mais qui par le prestige de leur uniforme et de leur relations de famille, étaient reçus dans les salons et attiraient les riches héritières. [...] [De plus] un respect dévotieux de la science allemande s'était développé qui menait les jeunes générations intellectuelles [...] à une sorte de mépris dédaigneux pour le patriotisme cocardier et revanchard de la foule. »<sup>(43)</sup>

On ne saurait imaginer terrain plus favorable à la propagation du dreyfusisme... Une majorité du monde enseignant et cultivé va donc se regrouper autour du thème de l'erreur judiciaire, commise par des militaires bêtes et arrogants, au nom d'une raison d'État qu'ils abhorrent. L'innocence, ou seulement l'innocence possible, de Dreyfus, érigée en principe scientifique, est le prétexte moral d'un engagement qui exprime avant tout une insatisfaction politique et sociale.

Outre professeurs et "savants", les intellectuels comptent de nombreux écrivains. Anatole France et Octave Mirbeau signent la pétition pour la révision, ainsi que de jeunes auteurs, encore peu connus, comme Daniel Halévy, Marcel Proust, Fernand Gregh.

L'engagement de Charles Péguy est resté célèbre et souvent présenté comme l'exemple d'un dreyfusard inattendu : Péguy aurait été dreyfusard malgré son patriotisme, malgré son christianisme. C'est oublier qu'agé de 23 ans en 1895, Péguy a abandonné la foi catholique (qu'il différencie de la vertu chrétienne) et ne se sent pas du tout patriote ! A cette époque, il se veut socialiste, antimilitariste, anticlérical et internationaliste. Jeune normalien, il est sous l'influence de Lucien Herr, admire Jaurès et voue « une affection presque filiale » à Gabriel Monod<sup>(44)</sup>. Il est donc tout naturel de le trouver parmi les dreyfusards militants. Il ne se distingue de ses condisciples que par son exaltation pour la cause ; très vite, le dreyfusisme devient pour lui une mystique, à laquelle il se consacre entièrement.

Il harcèle les socialistes pour qu'ils rejoignent les défenseurs de Dreyfus. Le 1er mai 1898, avec la dot de son épouse, il fonde la librairie Bellais, rue Cujas, qui va devenir le rendez-vous des intellectuels et des étudiants dreyfusards. Avec Lucien Herr, il forme des bandes pour affronter les groupes antisémites du quartier latin. « J'étais le chef mili-

(43) Emmanuel Beau de Loménie, *Les responsabilités des dynasties bourgeoises*, La Librairie française, Paris, 1981, tome II, pp. 289-290.

(44) Robert Burac, in *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, op. cit., p. 255.

taire les jours où il y avait à se battre. Herr était le chef militaire les jours où il n'y avait pas à se battre », note-t-il dans ses souvenirs sur l'affaire...

Un autre point de ralliement des dreyfusards parisiens est la *Revue Blanche*. Dès 1895, Bernard Lazare et Lucien Herr y avaient créé un courant dreyfusard. Joseph Reinach et Demange sont également des proches de la revue. Jean-Denis Bredin précise que « sous l'influence des frères Natanson qui en avaient pris la direction en 1891, elle avait évolué, à partir de 1897, vers le dreyfusisme. Léon Blum qui avait succédé à Lucien Muhlfeld, le 1er février 1896, y était alors le critique littéraire attitré »<sup>(45)</sup>. La *Revue Blanche*, qui compte de nombreux collaborateurs juifs, se mobilise contre l'antisémitisme. La rupture est consommée avec son premier maître à penser, Maurice Barrès, en qui Lucien Herr voit désormais réunis « *La brute du XII<sup>ème</sup> siècle, et le barbare du XVII<sup>ème</sup>* ». Belle formule, certainement appréciée par Barrès.

Avec les intellectuels, c'est à une immense force potentielle que s'allient les dreyfusards. Ils ont l'esprit militant, souvent du talent et beaucoup de disponibilité. Écrivains, journalistes, professeurs, hommes de plume ou de parole, ils disposent d'une audience certaine. Peu nombreux, ils sont bien placés dans la société, rarement au pouvoir, mais proches du pouvoir, à des positions leur permettant de toucher différents milieux. Grâce à eux, par un noyautage des sphères dirigeantes et de la presse, par une exploitation intelligente des fautes de l'adversaire, en moins d'un an, tout le monde cultivé, des salons aux ministères, se voudra dreyfusard...

### c – Les dreyfusards et le monde politique

En choisissant la voie dite révolutionnaire, les dreyfusards peuvent donc s'appuyer sur les intellectuels, déjà influents et brûlants d'envie de jouer un rôle politique. En revanche, et c'est ce dont s'alarme Scheurer, ils s'aliènent le plus gros des masses populaires, pour qui l'armée est véritablement « *l'arche sainte* ». Ils n'ont rien à y perdre, partant d'une opinion entièrement hostile à Dreyfus, mais, dans l'immédiat, cela leur rend difficile l'accès au monde politique.

Les lignes de partage entre les différents partis, très nettes aux débuts de la III<sup>ème</sup> République se sont émoussées, en même temps que les gouvernements se sont fragilisés.

Les conservateurs, qui rassemblaient légitimistes, orléanistes et certains bonapartistes, étaient à l'origine tous hostiles à la République. Mais ils se sont ralliés peu à peu, notamment à la suite de l'encyclique

(45) Jean-Denis Bredin, p. 357.



du 20 février 1892, dans laquelle le pape Léon XIII a reconnu la légitimité du nouveau régime français. Les conservateurs représentent une importante minorité à la chambre, attachée à l'armée, à l'ordre et à la défense du clergé. Le comte de Mun en est le ténor.

Les républicains, tous hostiles à l'Église et adeptes du libéralisme économique, sont théoriquement divisés en opportunistes (ou progressistes) et radicaux. Les premiers (Jules Ferry, Jules Grévy, Freycinet,...) estiment qu'il faut procéder par étapes, pactiser avec les conservateurs. Les seconds (Clemenceau, Naquet, Cavaignac,...) veulent immédiatement une révision de la constitution, la suppression du Sénat, la séparation de l'Église et de l'État. Mais les différentes crises ont conduit tout ce petit monde aux compromis. Les radicaux, de tendance cocardière très affirmée, avaient soutenu Boulanger (1886-1889). L'échec de l'aventure les contraint à se modérer. Les opportunistes, qui tiennent les gouvernements successifs, sont sévèrement ébranlés par le scandale des décorations, qui a conduit le président Grévy à la démission en 1887, le scandale de Panama en 1892, et la vague d'attentats anarchistes en 1892 et 1893.

Depuis les élections de septembre 1893, il faut enfin tenir compte de 50 députés socialistes, siégeant à l'extrême gauche, grâce aux efforts conjugués de Jaurès, Viviani, Millerand pour donner une représentation parlementaire aux forces qui avaient été brisées par la répression de la Commune. Sans prôner le coup de force comme les anarchistes, les socialistes représentent les masses ouvrières ; ils ont pour ennemi désigné le grand capital (Jules Guesde développe une théorie collectiviste d'inspiration marxiste), l'Église, accessoirement l'armée. Quoique se disant encore patriotes, ils tendent vers les idées internationalistes, et on compte parmi eux de plus en plus de germanophiles, par admiration pour le socialisme allemand.

Les dreyfusards ne peuvent évidemment pas compter sur les conservateurs, hostiles par principe à toute remise en question du procès Dreyfus. Quant aux radicaux, ils sont les plus fermes soutiens de l'armée républicaine. Après *J'accuse*, leur député Godefroy Cavaignac se joint fougueusement au comte de Mun pour réclamer des poursuites contre Zola et sera un farouche antidreyfusard. L'engagement dreyfusard de Clemenceau reste personnel.

C'est dans les sphères opportunistes que les dreyfusards pouvaient espérer un soutien naturel. D'ailleurs, nous avons vu que beaucoup des premiers défenseurs de Dreyfus étaient des amis de Gambetta : Reinach, Ranc, Scheurer-Kestner<sup>(46)</sup>. Le sénateur, allié à la famille de Jules Ferry, représentant typique des opportunistes, était particulièrement habilité

(46) Gambetta, à l'origine radical, était devenu opportuniste.

pour une tentative d'arrangements officieux parce qu'il connaissait tout le ministère, Billot, Méline, etc.

Mais ce sont précisément des questions d'opportunité qui, en 1898, interdisent aux républicains modérés de défendre Dreyfus ! D'abord, étant au gouvernement, vingt-huit ans après un terrible revers militaire qui est dans tous les esprits, ils doivent avant tout défendre l'armée. Or l'armée est le bastion du monde conservateur et les opportunistes travaillent discrètement à la doter de cadres républicains (les généraux Mercier et Billot sont des anticléricaux notoires)... L'entreprise nécessite de maintenir des apparences de rigueur intransigeante pour ne pas mécontenter le corps des officiers. Par ailleurs, à la veille des élections de mai 1898, il n'est pas question de se laisser embarquer dans une aventure impopulaire qui vaudrait aux députés la double vindicte des conservateurs et des radicaux. Enfin, depuis Panama, les politiciens ont tous la hantise des "scandales".

Non sans tergiversation et demi-mesure, le gouvernement prend donc parti contre la révision, espérant surtout étouffer l'affaire. D'où l'échec de Scheurer. Nous avons vu Méline affirmer en décembre 1897 qu'il n'y avait pas d'affaire Dreyfus : il réitère l'affirmation en février 1898, à l'issue du procès Zola. Députés et sénateurs approuvent en masse cette ligne de conduite.

Du côté socialiste, les dreyfusards n'ont rien à attendre non plus dans l'immédiat. Dreyfus est non seulement un officier, mais un officier riche, juif qui plus est. Or, en 1898, l'antisémitisme de gauche est aussi vivace que celui de la droite nationaliste. Le 19 janvier 1898, paraît dans la *Petite République*, un manifeste signé par tous les députés socialistes, éloquente réplique au *Manifeste des Intellectuels* :

« Les capitalistes juifs, après tous les scandales qui les ont discrédités, ont besoin, pour garder leur part du butin, de se réhabiliter un peu. S'ils pouvaient démontrer, à propos d'un des leurs, qu'il y a eu erreur judiciaire, ils chercheraient [...] d'accord avec leurs alliés opportunistes la réhabilitation indirecte de tout le groupe judaïsant et panamiste. Ils voudraient laver à cette fontaine toutes les souillures d'Israël. »

Ce texte collectif, bien rarement cité, paru huit jours après *J'accuse*, a été signé par Jean Jaurès...

Il touche d'ailleurs assez juste. Il est exact que nombre de dreyfusards déclarés avaient été compromis dans le scandale de Panama. Joseph Reinach en est même une figure emblématique, en tant que neveu du baron de Reinach, le principal financier de Lesseps, celui qui distribuait les fonds de corruption réunis par Cornélius Hertz et qui avait dû se suicider en 1892. Lorsque Joseph Reinach avait pris la parole en faveur de Dreyfus, le 4 décembre 1897, il s'était déjà attiré une vive réplique du



socialiste Millerand, l'engageant à s'occuper plutôt d'autres réhabilitations, dans sa propre famille... A un moindre degré, mais à titre personnel, Emmanuel Arène et Clemenceau comptent parmi les hommes politiques éclaboussés par le Panama. Le journal de Clemenceau, la *Justice*, avait été largement financé par Cornélius Hertz et ses adversaires prétendent, non sans raison, que, dans la cause de Dreyfus, il voit avant tout l'occasion de sortir du silence auquel l'avait contraint son échec aux élections de 1893. Waldeck-Rousseau, premier avocat contacté par les Dreyfus, qui avait refusé par prudence, avait été un des avocats de Lesseps. Il n'est pas inutile non plus de signaler que le député Jules Roche, dont Esterhazy est le protégé, avait été un des parlementaires les plus impliqués dans le scandale.

La vertu républicaine d'un Scheurer n'y saurait rien changer aux yeux de l'extrême gauche car il appartient aux milieux opportunistes d'affaires et symbolise l'alliance entre le capital et le juif. Tout cela incite les socialistes à regarder les dreyfusards comme des ennemis de classe.

Seul, Jaurès désapprouve cette position, mais il réagit là en tant qu'intellectuel, non en tant que socialiste. Brillant normalien, il est en contact avec les dreyfusards par Lucien Herr et Lucien Lévy-Brühl. Très tôt, il a vu quelle formidable crise pouvait sortir de cette affaire Dreyfus. Il se tient prêt à l'exploiter, mais l'heure n'est pas venue, et avec la totalité des socialistes il signe le manifeste du 19 janvier 1898 cité plus haut. Il attendra septembre, et la découverte du faux Henry, pour s'engager complètement et entraîner derrière lui le groupe socialiste, non sans mal. En 1900 encore, des socialistes lui reprocheront cette option, dont il se justifiera en expliquant que le combat pour Dreyfus « *n'était pas du temps perdu car [...] le prestige du militarisme descendait chaque jour dans l'esprit des hommes* »<sup>(47)</sup>.

Les anarchistes suivent sensiblement la même courbe. En 1894, l'anarchiste Émile Pouget écrivait dans *Le Père Peinard* : « *un youtre alsacien, Dreyfus, grosse légume au ministère de la Guerre, a bazaré un tas de secrets militaires en Allemagne. Ohé, bourgeois, ne vous épatez donc pas, les militaires ont ça dans le sang* ». En novembre 1897, il n'a pas changé d'avis et affirme : « *qu'il soit innocent ou coupable, je m'en tamponne le coquillard* ». A quelques exceptions près, *J'accuse* ne les émeut pas davantage. Ce n'est qu'après la découverte du faux Henry que les anarchistes verront l'intérêt révolutionnaire de l'affaire et s'engageront aux côtés des dreyfusards, très activement en 1899. Encore déploreront-ils plus tard cette compromission avec les partis politiques.

(47) Alexandre Zevaès, *Jean Jaurès*, La Clé d'or, Paris, 1951, p. 165.

Bref, au début de 1898, pour diverses raisons, aucun groupe politique n'est prêt à épouser la cause de Dreyfus. Mais des engagements individuels préparent le terrain d'un futur retournement. Derrière Zola, derrière Clemenceau, derrière Trarieux, se retrouveront demain le gros des troupes socialistes, radicales et opportunistes. En juin 1899, on trouvera même le supplément de conservateurs nécessaire au gouvernement de "défense républicaine" (rien moins !) rassemblé par Waldeck-Rousseau sous la bannière de la cause de Dreyfus...

A ce moment, la puissance franc-maçonne pèsera de tout son poids en faveur de Dreyfus. A l'époque du procès Zola, il n'y a pas d'engagement massif de la franc-maçonnerie, beaucoup trop prudente pour une aventure encore aléatoire. Mais parmi les premiers défenseurs de Dreyfus, la quantité de maçons (connus) est impressionnante : Mathieu Dreyfus, Joseph Reinach, Ludovic Trarieux, Arthur Ranc, Charles Risler, Yves Guyot, Pascal Grousset, Rodolphe Koechlin, Alexandre Zévaès<sup>(48)</sup>. Ces individualités vont travailler à convertir leur entourage, avec d'autant plus d'aisance qu'à partir de *J'accuse*, dreyfusisme rime avec anticléricalisme.

#### d – Les dreyfusards et l'étranger

Face à la reprise de l'affaire, la première réaction officielle d'un pays étranger vient de l'Italie. Le 28 novembre 1897, le comte Tornielli, ambassadeur d'Italie, avertit par courrier le ministre des Affaires étrangères que Panizzardi veut publier un communiqué pour « *déclarer fausses les phrases que l'on prétend avoir été écrites par lui et qui auraient désigné Dreyfus soit par son nom soit par son initiale* »<sup>(49)</sup>. La presse a en effet reparlé de *Ce canaille de D.* et même fait allusion au faux Henry (Vidi). Mais le principal objet de la lettre est de convaincre Hanotaux que Panizzardi peut être entendu comme témoin dans le procès Esterhazy, au sujet de ces pièces.

S'il est compréhensible que le gouvernement italien souhaite démentir les bruits courant dans la presse française, comme il l'avait fait en 1894, la demande de témoignage est pour le moins surprenante et tout à fait inusitée. Tornielli s'efforce de faire un parallèle avec une affaire d'escroquerie, dont Panizzardi avait été victime, lors de laquelle il avait été appelé à témoigner. Les deux cas n'ont rien à voir et il est sans précédent qu'un représentant étranger prenne l'initiative de demander à être témoin.

Il n'était évidemment pas possible au gouvernement français d'accepter l'ingérence d'un pays étranger, lui-même compromis dans l'affaire

(48) André Combes, in *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, op. cit., pp. 383-384 – Michaël Burns, op. cit., p. 107, P. Birnbaum, op. cit., p. 517.

(49) 1ère Cass. I, pp. 398-399.



en question. Le général de Boisdeffre l'expose dans une communication au conseil des ministres, à laquelle il joint trois pièces pouvant être concernées par la déclaration de Tornielli : *Ce canaille de D.*, adressé à Panizzardi par Schwartzkoppen, ainsi qu'un autre message contenant la phrase « *car D. m'a apporté* », et la pièce qui se révélera plus tard être le faux Henry, prétendument écrite par Panizzardi. De son côté, Hanotaux demande l'avis d'un jurisconsulte concernant une éventuelle déposition de Panizzardi, avis négatif. L'offre de Tornielli est donc rejetée.

Mais l'ambassadeur revient à la charge le 15 janvier 1898, donc deux jours après le factum de Zola. Il insiste à nouveau pour que le témoignage de Panizzardi soit entendu, cette fois pour déclarer n'avoir jamais eu de rapport avec Alfred Dreyfus. Proposition à nouveau rejetée, le 28 janvier. Tornielli, décidément plein de zèle, demande par ailleurs à son ministre des Affaires étrangères une déclaration concernant Dreyfus. Dans un premier temps, Visconti-Venosta juge une telle intervention « *non justifiée* », puis, sans qu'on sache pour quelle raison, il donne son feu vert, le 1er février. La presse publie donc un communiqué officiel comme quoi l'Italie n'a jamais connu Dreyfus.

Les efforts de Tornielli sont généralement présentés comme ceux d'un homme agissant spontanément, mû par le seul désir de justice. Le lecteur d'aujourd'hui, habitué aux mobilisations internationales, n'est pas surpris. Mais, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le fait est sans précédent. L'Italie de 1897 a signé la Triplice avec l'Allemagne et l'Autriche ; elle est l'ennemie potentielle de la France dans la guerre de demain... C'est d'ailleurs pour cela que les dreyfusards ont dissimulé les contacts qu'ils avaient avec l'Italie. En fait, il est très probable que leur influence soit à l'origine des démarches de Tornielli, qui dépassent le strict intérêt de son pays.

Gabriel Monod, par exemple, passe l'hiver 97-98 à Rome. Il affirmera s'être « *refusé à toute entrevue avec des personnages politiques qui aurait eu pour but de prendre des informations directes sur l'affaire Dreyfus* »<sup>(50)</sup>. Mais il citera toute une liste d'importants personnages censés lui avoir (spontanément) confié leur conviction de l'innocence de Dreyfus, dont le chef d'état-major et la reine d'Italie.

De son côté, Ludovic Trarieux est lié d'amitié avec Tornielli. Il prétendra ne pas lui avoir parlé de l'affaire Dreyfus-Esterhazy avant mars 1898<sup>(51)</sup>. Faut-il le croire, quand, dans une lettre du 29 janvier 1898 adressée à Schwartzkoppen, Panizzardi fait explicitement allusion à des entretiens entre Tornielli, « *Scheurer-Kestner, Reinach et plusieurs autres personnes* »<sup>(52)</sup> ?

(50) 1<sup>ère</sup> Cass. I, p. 400 : Monod.

(51) 1<sup>ère</sup> Cass. I, p. 464 : Trarieux.

(52) Carnets, p. 204.

De ces entretiens, on ne sait rien. Sans ladite lettre de Panizzardi, leur existence même serait inconnue ! Ni Scheurer ni Reinach n'en ont parlé – ce qui prouve une fois de plus que l'histoire des dreyfusards reste à écrire... Dans la même lettre, Panizzardi précise que le syndicat, comme il l'appelle, a « *appris tout, tout* » à Tornielli... Tout, y compris que les défenseurs de Dreyfus sont en possession de « *la liste des documents d'Est...* [fournis à Schwartzkoppen], *les sommes qu'il a reçues, les jours où il les a reçues* » ! Cela est bien évidemment faux, les dreyfusards n'ayant jamais produit de telles pièces, ni même évoqué leur existence. Mais, par Panizzardi, nous avons ici la preuve des efforts fournis pour attirer Tornielli dans le camp de Dreyfus, efforts couronnés de succès.

Et il est important de bien remarquer que ce sont les dreyfusards qui renseignent Tornielli et Panizzardi, non l'inverse...

Au mois d'avril 1898, l'ambassadeur d'Italie à Berlin signale à son gouvernement que trois membres de l'ambassade italienne à Paris « *sont indiqués comme faisant une active propagande en faveur de Dreyfus* ». Il s'agit de Giorgio Pallaco, israélite de Livourne, chargé d'affaires en l'absence de l'ambassadeur, du marquis Cahen di Torre Alfina, israélite également, et du comte Paulucci<sup>(53)</sup>.

Par ailleurs, Mathieu est en relation avec un journaliste italien nommé Casella, mystérieux personnage sur lequel les dreyfusards restent fort évasifs. Il aurait été présenté à Mathieu par un de ses amis (qui ?) fin 1897, semble-t-il. Un rapport de police de mai 1898 signale que Casella est l'amant attitré d'une dame Sternfeld, née Isabelle Goldsmidt, de nationalité américaine, laquelle reçoit un abondant courrier d'Allemagne et d'Italie, transmis à la famille Dreyfus par un domestique<sup>(54)</sup>. Ce Casella en contact avec Panizzardi et Mathieu lui demande d'obtenir que l'attaché militaire vienne témoigner devant la justice française. Selon Mathieu, qui ne fait aucune allusion à la démarche parallèle de Tornielli auprès d'Hanotaux, Panizzardi aurait refusé, renvoyant à Schwartzkoppen.

Les Italiens, malgré tout leur zèle, font figure de doublure des Allemands. Concernant Esterhazy, les déclarations que pourrait faire Panizzardi, qui n'a pas connu le nom du traître en 1894, ne valent que par leur référence à son homologue allemand. Selon Casella, Schwartzkoppen lui aurait avoué ce nom lors de la publication du bordereau, en novembre 1896<sup>(55)</sup>. Selon Tornielli, c'est de septembre 1897 que daterait

(53) Baumont, p. 204.

(54) A.N. BB/19/96 Casella partage ostensiblement cette maîtresse avec Obendoeffer, celui qui, on s'en souvient, a mis Mathieu Dreyfus en relation avec Castro, lequel aurait "reconnu" l'écriture d'Esterhazy.

(55) Mathieu Dreyfus, p. 119.



la confiance<sup>(56)</sup>. En fait, on en sait rien. Les historiens conventionnels s'appuient beaucoup sur la correspondance des deux compères, sans préciser que l'on n'en connaît que les lettres de l'Italien, manifestement écrites dans un état de grande nervosité réelle ou simulée. En fait, tout ce que nous apprennent ces lettres est que Schwartzkoppen a laissé Panizzardi croire qu'Esterhazy était le vrai coupable sans le démentir. Il est d'ailleurs fort probable que Panizzardi ait rédigé ses missives à Schwartzkoppen sur ordre de Tornielli : dans sa position, Panizzardi n'a pas intérêt à prendre des initiatives... Si tel est bien le cas, leur texte ne correspond même pas à ce que pense l'attaché militaire, mais à ce que son ambassadeur souhaite entendre dire à Schwartzkoppen...

Fin décembre 1897, Mathieu sollicite Casella pour contacter directement Schwartzkoppen ; il accepte immédiatement de partir pour Berlin. Vraisemblablement est-il payé pour cela, mais la pudeur des dreyfusards sur ces questions reste totale. En revanche, on sait que Casella est muni d'une recommandation de Panizzardi... A qui fera-t-on croire que cela se passe sans relations directes et organisées entre certains dreyfusards et l'ambassade italienne ? Le journaliste voit plusieurs fois Schwartzkoppen. L'Allemand lui aurait affirmé n'avoir jamais eu de relations avec Dreyfus, position officielle de son gouvernement, restant évasif sur Esterhazy (« *je le crois capable de tout* », aurait-il dit).

Muni d'une lettre de Schwartzkoppen destinée à son ami Panizzardi, Casella revient à Paris le 7 janvier 1898. Mathieu raconte que Casella dépose cette lettre sous son nez et le laisse seul pour qu'il s'en empare. Il n'en fait rien par vertu et Casella lui reprochera sa bêtise car la lettre était « *une preuve écrasante contre Esterhazy* ». Libre à chacun de croire Mathieu Dreyfus, mais il nous semble difficilement imaginable que, dans une affaire prenant en France l'allure d'une crise politique, les attachés militaires allemand et italien s'abandonnent à leur impulsion individuelle et laissent traîner dans la nature une lettre de cette importance... Si l'on en croit Ludovic Trarieux, ladite lettre aurait fini par arriver à Panizzardi, qui la montre à Tornielli<sup>(57)</sup>. Ensuite, elle s'évapore...

Casella ne dépose pas au procès Zola, écarté par la défense, semble-t-il sur intervention de Panizzardi. C'est en avril 1898 que les dreyfusards rendent publiques les "révélations" de Casella. Le 4 avril, le *Siècle* commence par publier la lettre d'un prétendu diplomate de Berne, en fait rédigée par Yves Guyot et Francis de Pressensé, chez Reinach, en présence de Trarieux<sup>(58)</sup>. Opération de préparation médiatique désormais classique des offensives dreyfusardes : on allèche l'opinion pour la

(56) Baumont, p. 173.

(57) 1ère Cass. I, p. 465 : Trarieux. Toutefois, le sénateur ne prétend pas avoir vu lui-même la lettre.

(58) Reinach, Hist. III, p. 559.

rendre mieux attentive à la véritable information qui sort quelques jours plus tard. Il y est affirmé, sans mention de source, que Schwartzkoppen savait que le traître n'était pas Dreyfus et avait compris en novembre 1896, grâce au fac simulé du *Matin*, qu'il avait été accusé à la place d'Esterhazy. Le 8 avril, un article signé de Casella relate sa visite à Schwartzkoppen, avec tous les détails sur le rôle de l'attaché militaire Panizzardi. Ce dernier est censé avoir reconnu la culpabilité d'Esterhazy, racontant en prime au journaliste la dernière visite du traître à Schwartzkoppen, sous sa forme la plus folklorique<sup>(59)</sup>.

Cette publication semble avoir amené la rupture entre Panizzardi et Schwartzkoppen. En tout cas leur correspondance connue s'arrête ici. De son côté, l'ambassadeur allemand à Rome demande au ministre des Affaires étrangères italien de « *couper court définitivement à de telles déclarations* », précisant que « *les faits allégués échappent aussi bien à la compétence du ministère des Affaires étrangères qu'à l'ambassade d'Italie* ». Ce qui est certain ! Visconti-Venosta promet de faire le nécessaire et d'agir dorénavant « *en étroite liaison avec le gouvernement impérial* » pour tout ce qui concerne cette affaire<sup>(60)</sup>.

Le fait est que les ressortissants italiens n'interviendront plus dans l'affaire. Panizzardi sera relevé de ses fonctions en août 1898 et on n'entendra plus parler de lui, pas plus que de Casella.

En Allemagne, Guillaume II est tenu au courant du déroulement de l'affaire par le comte von Münster. En marge du texte de l'acte d'accusation d'Esterhazy, il note « *rien à voir avec le bordereau* » et en commentaire de l'acquiescement : « *L'affaire pourrait évoluer d'une façon moins inoffensive* ».

Le 24 janvier, à la suite de *J'accuse*, von Bülow, alors secrétaire d'État aux Affaires étrangères, est interpellé au Reichstag sur l'affaire Dreyfus. Il répète « *de la façon la plus catégorique* » que l'Allemagne n'a pas eu de rapports avec Dreyfus. De façon non moins catégorique, il ajoute n'avoir jamais entendu parler d'Esterhazy avant son procès et que l'histoire du bordereau dérobé dans la corbeille à papier ne relève que de l'imagination des français. La dernière affirmation mesure le crédit qu'on peut accorder aux deux premières. On sait qu'officiellement l'Allemagne maintiendra toujours ce discours, et nous avons vu que la position du futur chancelier est, de son propre aveu, dictée par l'objectif d'affaiblir la France, en encourageant ses divisions internes<sup>(61)</sup>.

Tel est bien l'avis du vieux Bismarck, qui, de sa retraite, confie le 25 février 1898 à son porte-parole : « *Les félicitations que les Allemands*

(59) Version selon laquelle Esterhazy aurait menacé de se suicider si Schwartzkoppen ne déclarait pas officiellement la culpabilité de Dreyfus.

(60) Baumont, pp. 204-204.

(61) Voir p. 91.



envoient à Zola dénotent un manque de tact, de jugement et de patriotisme. [...] Dans les cercles qui, sans aucun doute, comptent parmi les mieux informés d'Europe, nous avons entendu exprimer des opinions d'où il résulte qu'on croit bien plutôt à la culpabilité de Dreyfus qu'à son innocence. Laissons donc les français mijoter dans leur propre jus, en traitant Émile Zola et Dreyfus comme des héros nationaux »<sup>(62)</sup>.

Si Bismarck incline à croire Dreyfus coupable, beaucoup d'Allemands seront convaincus de son innocence et les dreyfusards arriveront à toucher des personnages haut placés. À défaut d'obtenir une position officielle en leur faveur, ils sauront créer, et exploiter, une ambiance dreyfusarde en Allemagne, ainsi que dans de nombreux pays étrangers.

### III – LE PROCÈS ZOLA

Le jour même de la parution de *J'accuse*, à la chambre des députés, le comte de Mun, appuyé par le radical Cavaignac, demande réparation de l'outrage que vient de subir l'armée. Billot, puis Méline, promettent que l'auteur de *J'accuse* sera poursuivi. C'était céder à la manœuvre dreyfusarde, visant à rouvrir le procès Dreyfus de manière indirecte. Pour tenter de rétablir la situation, le 18 janvier 1898, le gouvernement décide de ne poursuivre qu'une seule des accusations de Zola, celle affirmant que le second conseil de guerre, ayant jugé Esterhazy, avait, par ordre, acquitté sciemment un coupable. C'est le ministre de la Guerre qui porte plainte, au nom du conseil de guerre diffamé. Ainsi espérait-on que les débats ne porteraient pas sur Dreyfus.

Godefroy Cavaignac réclame que soit publié le rapport de Lebrun-Renaud, selon lequel Dreyfus aurait avoué, le jour de sa dégradation. Méline et Billot refusent, au motif que ce serait entamer la révision du procès de 1894. Il est également possible que le ministre de la Guerre ait eu conscience de la fragilité de cette histoire d'aveux, qui deviendra un cheval de bataille de Cavaignac<sup>(63)</sup>. Méline n'en garantit pas moins, de façon solennelle, l'existence (exacte) et la validité (beaucoup moins évidente) de la déclaration de Lebrun-Renaud. L'incident est caractéristique de l'attitude du gouvernement qui n'utilise l'argument d'autorité que pour camoufler ses faiblesses. Cela ne fait que renforcer la position des dreyfusards, désormais campés sur l'exaltation de l'esprit critique. Ils contre-attaquent dans le *Siècle*, publiant divers témoignages tendant à établir que Dreyfus n'a jamais avoué. Cela permet à Jaurès

(62) Hamburger Nachrichten, cité par Reinach, Hist. III, p. 566.

(63) Voir pp. 346 et suivantes.

de sortir de la réserve imposée par son parti. Le 22 janvier il proteste contre les « demi-mesures », les « équivoques » et les « lâchetés » du gouvernement. Les injures fusent, le député de droite Bernis, insulté par un socialiste, frappe Jaurès. La séance s'achève en un pugilat général.

Le 4 janvier, Picquart avait porté plainte pour faux, concernant les télégrammes *Blanche* et *Sperenza*. L'état-major riposte en déférant l'officier devant un conseil d'enquête pour faute grave dans le service. Sur la base du rapport Ravary, Picquart est accusé de communication illégale à Leblois (dossiers des pigeons-voyageurs et de Dreyfus, en 1896, lettres du général Gonse en 1897) et de manœuvres suspectes autour du Petit bleu. Par quatre voix contre une, le conseil conclut à la mise en réforme. Toutefois, pour ne pas influencer les jurés de la Cour d'assises, le ministre ajourne sa décision au lendemain du procès Zola : Picquart, entendu comme témoin, déposera donc en uniforme.

#### a – Devant la Cour d'assises

Le procès de Zola s'ouvre le 7 février, et dure jusqu'au 23. Zola est défendu par Labori ; Perrenx, le gérant de l'*Aurore*, par Albert Clemenceau, frère de Georges. Ce dernier obtient l'autorisation de plaider aussi, bien que n'étant pas avocat. Ne faisant pas mystère de sa volonté de remettre toute l'affaire Dreyfus en question, la défense a cité environ 200 témoins.

Mais l'avocat général Van Cassel demande d'emblée que le débat soit circonscrit à la seule plainte du ministère de la Guerre. La Cour admet ce principe et rend un premier arrêt limitant les débats à la question de savoir si, oui ou non, Zola a diffamé le conseil de guerre ayant jugé Esterhazy. De ce fait, le président Delegorgue s'efforce d'éviter que l'on parle de Dreyfus. Il repousse de son mieux les tentatives de la défense, rythmant le procès par un sempiternel « *La question ne sera pas posée* » dont la presse dreyfusarde fait un objet d'indignation.

Le président Delegorgue, magistrat depuis vingt ans, d'origine conservatrice, avait su devenir en temps utiles « *fermement républicain* ». Mais il verra sa carrière ruinée par ce procès où son comportement passa pour antidreyfusard<sup>(64)</sup>. Réputation davantage basée sur les gémissements des dreyfusards que sur la réalité, puisque, malgré le

(64) Jean-Pierre Royer, in *La France de l'affaire Dreyfus*, op. cit., pp. 258 et 284. L'auteur, qui a eu accès au dossier du magistrat, mentionne « *l'infléchissement incontestable des ses notations* ». En 1899, dans la rubrique "incident de carrière", on lit « *a présidé l'affaire Zola* ». En 1903 : « *la passion avec laquelle il a dirigé certains débats d'assises ne permet pas de le considérer comme capable de présider une chambre de la Cour* ». Présidence qu'il n'obtiendra jamais, pas plus que la Légion d'honneur à laquelle sa carrière lui donnait droit selon l'usage.



cadre contraignant de l'arrêt préliminaire, il laisse s'exprimer la défense, comme le soulignera plus tard le très dreyfusard procureur Manau.

Concernant Esterhazy, la seule nouveauté par rapport au conseil de guerre est la présence de témoins venant affirmer l'identité de son écriture avec celle du bordereau. Les professeurs Meyer, Molinier, Giry font leur première prestation devant un tribunal<sup>(65)</sup>, ainsi que les nommés Célérier, Bournon, Frank. Un seul des experts consultés par Bernard Lazare vient témoigner, le suisse Paul Moriaud. Lui qui concluait l'année passée que l'auteur du bordereau était un « *imitateur grossier de l'écriture de Dreyfus* » déclare maintenant que « *seule la vie a pu produire* » un tel graphisme et que « *la main d'Esterhazy a couru sur le papier* »... Ces dépositions, longues, pompeuses, émaillées de théories générales, semblent devoir peu toucher le jury populaire.

Pour ce qui est de la trahison, le seul accusateur d'Esterhazy reste Picquart, avec son dossier de 1896, qui ne contient toujours aucune preuve réelle. Il rapporte son enquête avec froideur (rigueur toute militaire et d'autant plus persuasive, disent les dreyfusards ; contrainte dans laquelle on perçoit de la gêne, interprètent les antidreyfusards). La Section de statistique, notamment Lauth, réplique en exposant ses doutes sur l'authenticité du Petit bleu. Picquart est accusé d'être un agent des dreyfusards. Il rétorque qu'il est victime de machinations, venant du service de renseignements, vraisemblablement de connivence avec Esterhazy – thème longuement développé par Louis Leblois, qui met du Paty en cause. La confrontation de Picquart avec Henry dégénère en une algarade sur la présence de Leblois au ministère en 1896. Un duel s'ensuivra, le 5 mars, Henry ayant traité son ancien supérieur de menteur.

Scheurer-Kestner a été chargé par ses amis de lire aux jurés les fameuses lettres de Gonse et Picquart, échangées en septembre 1896 et censées avoir définitivement établi sa conviction. Il en parlait depuis longtemps, prétendant y avoir trouvé la preuve que Picquart avait alors convaincu son supérieur de la culpabilité d'Esterhazy, mais Leblois et Picquart lui avaient jusqu'ici défendu d'en livrer le contenu. Le président Delegorgue s'oppose à leur lecture, mais autorise Scheurer à en citer le contenu de mémoire. La fameuse phrase de Gonse disant « *il s'agit de savoir comment on arrivera à la manifestation de la vérité* » apparaît dans toute sa banalité, bien que le sénateur « *supplie* » les jurés de « *remarquer l'affirmation qui s'y trouve* ». Le lendemain, Reinach fait publier ces lettres, qui ont fait long feu, dans le *Siècle* et l'*Aurore* ; elles ne peuvent évidemment entraîner aucune nouvelle adhésion. On n'en parlera plus par la suite.

(65) Voir p. 134.

Quant à Esterhazy lui-même, il opte pour le mutisme absolu. Ayant déclaré d'emblée qu'il ne répondrait à aucune question posée par la défense de Zola, il écoute sans broncher les soixante questions que lui pose Albert Clemenceau, allant jusqu'à lui tourner théâtralement le dos ! Attitude jugée superbe par de naïfs nationalistes. En fait, cette succession de questions sur sa vie, ses turpitudes personnelles, les lettres Boulancy, et son rôle dans les "machinations" de l'automne 97, fait figure d'un long exposé de la version dreyfusarde cautionnée par le silence d'Esterhazy. Mais aucune question sur la connaissance qu'Esterhazy aurait pu avoir des notes du bordereau, aucune même sur sa présence à des manœuvres... La seule et unique question concernant la trahison est d'une pauvreté étonnante : Clemenceau demande au témoin s'il a eu des relations avec Schwartzkoppen. A cette question, Esterhazy est presque défaillant, dit-on<sup>(66)</sup>. On se demande bien pourquoi, puisqu'il a lui-même depuis longtemps avoué de telles relations et qu'il est de surcroît à l'abri de son acquittement. La mine défaite d'Esterhazy, qui selon des témoins, paraît au supplice, ressemble fort à un rôle de composition...

Il n'a qu'un défenseur, outre son avocat, le général de Pellieux, qui personnellement mis en cause par Zola, prend l'affaire à cœur. Il explique efficacement au jury pourquoi Esterhazy n'était pas en mesure de connaître les renseignements livrés par le bordereau.

Concernant Dreyfus, les militaires sont les premiers à transgresser la limitation des débats. S'ils refusent avec hauteur de répondre à toute question précise, ils affirment solennellement la culpabilité de Dreyfus. Mercier, Boisdeffre, Gonse se portent garants que le traître a été justement condamné. De leur côté, Scheurer, Trarieux disent pourquoi ils ont douté de sa culpabilité (sa fortune, ses cris d'innocence), doute devenu certitude avec l'apparition d'Esterhazy.

Les dreyfusards attaquent sur la question de la communication illégale du dossier secret au conseil de guerre. Nous avons vu comment Salle et Demange parviennent à l'affirmer malgré les efforts du président. Avocats et témoins de la défense en parlent ensuite comme d'un fait établi. Les militaires ne s'en défendent que mollement et maladroitement. La stratégie voulue par Billot, nier, semble ne pas avoir fait l'unanimité. On a dit que Mercier était déjà partisan d'avouer l'illégalité, en la justifiant par la raison d'État. Il le fera plus tard. Pour l'heure, il se contente de refuser de répondre, d'une façon qui passe pratiquement pour un aveu.

En revanche, lorsque les questions de la défense se font plus précises, sur la pièce *Ce canaille de D.*, les militaires ne reculent pas devant le mensonge. Mercier affirme ne pas la connaître<sup>(67)</sup>. Or, cette

(66) Reinach, Hist. III, p. 461 – Jean-Denis Bredin, p. 331.

(67) Zola I, p. 167 : Mercier.



pièce a été nommément évoquée, tant par Ravary qu'au conseil de guerre, comme sortant du dossier secret qu'Henry disait avoir vu aux mains de Picquart et Leblois en 1896. Mais Henry déclare que « *jamais la pièce Ce canaille de D. n'a eu de rapport avec le dossier Dreyfus* » (il veut dire, avec le dossier remis aux juges en 1894). Et il noie le poisson dans une obscure histoire de documents encore plus importants que le colonel Sandherr aurait tenus en réserve<sup>(68)</sup>. Visiblement, sur cette question, l'armée est sur la défensive, sans grande coordination. Il est probable que les jurés furent bel et bien persuadés de l'existence la communication secrète, mais ce n'était pas ce qu'on leur demandait. En revanche, dans les mois à venir, les dreyfusards pourront exploiter à leur profit ce qui s'était dit au procès et dénoncer la mauvaise foi des militaires.

L'épisode le plus marquant, et le plus lourd de conséquences pour l'avenir, est l'incident soulevé par le général de Pellieux. A la dixième audience, alors que Picquart vient d'exposer qu'Esterhazy avait pu livrer les renseignements annoncés par le bordereau (on entend pour la première fois la théorie selon laquelle une note est « *une petite copie de n'importe quoi* »), le général a un mouvement d'humeur. Agacé par ces débats tournant autour de Dreyfus sans en parler vraiment, Pellieux décide de révéler qu'il existe un document prouvant la culpabilité de Dreyfus : c'est le faux Henry, dont il donne de mémoire la teneur...

Nul ne met en doute la sincérité de Pellieux : il croit à l'authenticité de cette pièce, il compte s'en servir pour confondre définitivement les défenseurs de Dreyfus. Or, nous y reviendrons, les dreyfusards connaissent l'existence de cette lettre et savent, ou estiment, qu'elle est fausse. Labori saisit l'occasion ; il demande que la pièce soit versée aux débats et que les généraux acceptent « *un jugement loyal [...] un jugement contradictoire* ». Le général Gonse s'interpose : une pièce mettant en cause un pays étranger ne peut être rendue publique, Picquart réplique qu'un telle lettre ne peut être qu'un faux. Pellieux, furieux de voir sa parole mise en doute, réclame le témoignage du général de Boisdeffre. Le chef d'état-major revient donc déposer, le lendemain. Il « *confirme en tout point la déposition de M. le général de Pellieux* », mais refuse d'en dire plus : si on ne lui fait pas confiance, il est prêt à démissionner.

Gonse et Boisdeffre ont-ils ce jour-là sciemment couvert un faux de leur autorité ? Bien sûr les dreyfusards, et donc la vulgate, l'affirment. Absolument rien ne le prouve. Durant tout le procès, les chefs militaires n'ont cessé de mettre leur prestige en balance avec les "insinuations

(68) Zola I, pp. 375-376 : Henry. Ce propos, qui passa inaperçu à l'époque, a servi de base à l'imagination des historiens futurs, notamment aux tenants de la "lettre d'Alsace", mystérieuse lettre reçue d'un non moins mystérieux correspondant de Sandherr.

perfides" de la défense. C'est sur le même ton qu'ils refusent de soumettre une pièce relevant du secret d'État au jugement de civils. Il y a des choses dont on ne discute pas : telle est la stratégie adoptée par les militaires au cours du procès. Elle est sans doute critiquable, mais elle n'est pas réservée au faux Henry. D'ailleurs il aurait effectivement été très grave, sur le plan diplomatique, de livrer une pièce, censée avoir été écrite par l'attaché militaire italien.

Pour retentissante qu'elle ait été, cette prestation des généraux n'a consisté qu'à donner la citation d'une des preuves contre Dreyfus dont ils avaient déjà affirmé l'existence, et il est peu probable qu'elle ait modifié l'opinion des jurés. Globalement, ceux-ci croient Dreyfus coupable parce que les responsables militaires affirment avoir de bonnes raisons de le savoir. Qu'une de ces raisons soit explicitée n'a sans doute pas changé grand chose à leur conviction. C'est plus tard, quand on saura que la pièce évoquée par Pellieux était fausse, que l'opinion basculera.

Et malgré tout, le procès est celui de Zola... Il est évident que la défense n'a pas été en mesure de prouver qu'Esterhazy était ce coupable sciemment acquitté que dépeignait *J'accuse*. Ce qu'elle a pu dire sur Dreyfus se résume à l'exposé de convictions personnelles, que les jurés connaissent depuis longtemps par les journaux, et à la révélation d'une illégalité de procédure en 1894 que les militaires écrasent sous le poids de la raison d'État. Reste le texte, et l'esprit de *J'accuse*...

Zola le dit lui-même : « *L'affaire Dreyfus, ah ! Messieurs, elle est devenue bien petite à l'heure actuelle, bien perdue et bien lointaine devant les terribles questions qu'elle a soulevées. Il n'y a plus d'affaire Dreyfus, il s'agit désormais de savoir si la France est encore la France des droits de l'homme [...]* »<sup>(69)</sup>.

Il est certain que la limitation de la question posée n'empêche pas les jurés d'avoir lu l'article en entier et d'en avoir fort bien compris le caractère révolutionnaire. Une des premières répliques de Zola a pu conforter cette impression : « *Je ne connais pas la loi, et je ne veux pas la connaître* » lance-t-il au président... Pour sauver Dreyfus, Zola est prêt à de grands bouleversements, dont d'autres portent la responsabilité dit-il, mais dont il agite la menace : « *ma condamnation [...] sera une semence nouvelle de passion et de désordre* ».

En face se dresse le général de Pellieux : il fait figure de gardien de la nation, lorsqu'il dit, avec une sincérité totale :

« *...On est criminel de chercher à enlever à l'armée la confiance qu'elle a en ses chefs. Que voulez-vous que fassent ces malheureux soldats qui seront conduits au feu par des chefs qu'on a cherché à déconsidérer auprès d'eux ? C'est à la boucherie qu'on conduirait vos fils.*

(69) Zola II, p. 223 : Zola.



*Messieurs les jurés ! Mais M. Zola aurait gagné une nouvelle bataille, il écrirait une nouvelle Débâcle [...] »<sup>(70)</sup>.*

Or, pour le malheur des dreyfusards, le jury est un jury populaire au sens social du terme : deux négociants, un rentier, un marchand de nouveautés, un marchand de vin, un monteur en cuivre, un entrepreneur de couverture, un employé, un tréfileur, un mégissier, un grainetier et un maraîcher. De « *petites gens* », « *d'esprit simple et de culture moyenne* » comme dit Reinach avec dédain. Effectivement des représentants du peuple de Paris, sans doute attachés à l'armée, à l'ordre, et surtout hostiles à l'idée qu'un romancier se mêle de politique.

La péroraison finale de Zola est une déclamation littéraire qui ne peut que sembler ridicule et déplacée à ces gens qu'on imagine d'un solide bon sens :

*« Dreyfus est innocent, je le jure ! J'y engage ma vie, j'y engage mon honneur. [...] et par tout ce que j'ai conquis, par le nom que je me suis fait, par mes œuvres qui ont aidé à l'expansion des lettres françaises, je jure que Dreyfus est innocent ! Que tout cela croule, que mes œuvres périssent, si Dreyfus n'est pas innocent ! »*

Les intellectuels se pâment, le grainetier rigole.

La délibération dure une demi-heure. Reconnu coupable, et sans circonstances atténuantes, Zola est condamné au maximum de la peine, soit un an de prison et 3.000 francs d'amende. Perrenx à quatre mois de prison et 3.000 francs d'amende.

Le procès Zola n'a pas fait la lumière sur l'affaire Dreyfus. Il a largement amplifié son impact. L'arrêt initial a empêché un débat de fond, tout en permettant aux dreyfusards de dire publiquement ce qu'ils avaient à dire. Il est dramatique pour la suite, et pour la considération de l'armée qui tenait tant au cœur du général de Pellieux, que les militaires aient utilisé la raison d'État, et leur parole de soldat, pour dissimuler leurs faiblesses et, même inconsciemment, pour cautionner un faux.

Mais la condamnation de l'auteur de *J'accuse* est incontestablement l'expression de la volonté populaire. Elle est d'ailleurs saluée par une explosion de joie dans tout le pays. La population crie sa confiance en l'armée et sa haine pour les agitateurs, particulièrement les juifs. Zola, qui avait déjà été en butte à des manifestations d'hostilité aux abords du Palais de justice, est conspué dans toute la France.

## b – La Cour de cassation

A l'issue du procès, Zola se pourvoit en cassation. Son avocat, Henry Mornard, qui sera plus tard l'avocat de Dreyfus devant la Cour

(70) Zola II, p. 13 : Pellieux

de cassation, soulève sept moyens. Six sont estimés irrecevables, mais le septième va être retenu par la Cour.

On se souvient que c'est le général Billot qui avait déposé la plainte contre Zola, au nom du conseil de guerre diffamé dans *J'accuse*. Maître Mornard soutient que le ministre de la Guerre n'avait pas le droit de se substituer aux membres du conseil de guerre auxquels revenait l'initiative des poursuites. La question est discutable en droit, puisque le conseil de guerre ayant jugé Esterhazy n'est pas une institution permanente, mais un conseil de guerre extraordinaire, réuni pour le seul procès d'Esterhazy. Le procureur général, Jean-Pierre Manau, peut donc objecter que ledit conseil « *n'exist[e] plus depuis son arrêt* » et que ses membres sont « *morts judiciairement* ». Pour sagace qu'il soit, cet argument n'est donné que du bout des lèvres, par un homme tout acquis à la cause de Dreyfus. La Cour estime que c'était bel et bien les membres du conseil de guerre qui auraient dû porter plainte. La citation est donc déclarée nulle, et, le 2 avril 1898, la juridiction suprême prononce la cassation sans renvoi du verdict de la Cour d'assises.

Le gouvernement tombe des nues. Il vient de découvrir un foyer de dreyfusards qu'il ne soupçonnait pas. Un signe avant coureur s'était pourtant manifesté le 7 février. La Cour de cassation avait fait afficher au Palais de justice l'arrêt de révision concernant Pierre Vaux. Cet instituteur républicain, condamné sous l'Empire et mort au bagne, avait été victime de faux témoignages et venait d'être réhabilité l'année passée. Choisir précisément le jour de l'ouverture du procès Zola pour un tel affichage était une démarche symbolique ostensible en faveur de la révision du procès de Dreyfus.

Dans le milieu feutré de la haute magistrature, le dreyfusisme fait doucement son chemin. Il rencontre un terrain plutôt favorable. D'abord, la rivalité séculaire entre gens de robe et gens d'épée : le bon mot de Clemenceau, disant que la justice militaire est à la justice ce que la musique militaire est à la musique, flatte la justice civile. Les dreyfusards exploitent au mieux l'illégalité commise en 1894 pour éveiller une bienveillante attention chez les juristes. Dans leur presse, dans les textes de Zola, on invoque sans cesse la justice, et plus précisément la justice républicaine.

Depuis un siècle, la magistrature avait été un bastion des forces conservatrices. Souvent issus de vieilles familles bourgeoises, les magistrats aimaient les pouvoirs politiques durables ; royalistes, puis fidèles à l'Empire, ils n'avaient accepté la République que par la force des choses, avec l'idée d'y être les garants d'un ordre immuable. Mais cette ancienne magistrature qui, en un siècle, avait traversé à peu près



indemne trois révolutions et sept régimes différents, venait d'être balayée par une purge sans précédent, assez peu connue.

En 1879, les élections avaient enfin donné "la République aux républicains", selon la formule consacrée. Bien décidés à la garder, ces derniers avaient entrepris de républicaniser tous les rouages de la société, notamment la fonction judiciaire. Dans un premier temps, de 1879 à 1880, c'est le Parquet qui avait été sévèrement épuré : plus de trois cents substituts et procureurs, qui avaient trop bien servi l'Empire ou manifesté un trop grand zèle catholique, avaient été remplacés par des républicains éprouvés<sup>(71)</sup>. L'affaire était plus délicate pour les magistrats du Siègre, en principe inamovibles. Durant quelques années, les tentions s'étaient multipliées entre "Parquet rouge et Siègre blanc", notamment dans le cadre de l'application de la loi sur les congrégations. Puis, en août 1883, la chambre des députés avait voté une loi suspendant l'inamovibilité des magistrats pour trois mois... Par une série de décrets d'application, 609 magistrats du Siègre avaient été admis « à faire valoir leur droit à la retraite »<sup>(72)</sup>. De trois à quatre cents autres avaient démissionné par solidarité. C'est ainsi environ le tiers de la magistrature assise qui avait disparu, presque sans bruit... Soit une véritable révolution, laissant un corps hébété et globalement soumis au régime.

Les accents révolutionnaires de *J'accuse* n'effraient donc pas en tant que tels cette nouvelle magistrature ; mise en place pour soutenir la lutte contre l'ordre ancien, l'idée de s'affronter à l'armée ne lui répugne nullement. Non que toute la magistrature soit dreyfusarde, loin s'en faut (les procureurs Bertrand et Feuilloley, par exemple, ne montreront aucune complaisance à l'égard des dreyfusards). A cette heure, on peut encore être républicain et antidreyfusard et une grande partie de cette corporation, gouvernementaliste d'instinct et d'expérience, réprouve l'atmosphère de scandale créée par les dreyfusards. Mais il n'est pas étonnant de trouver en son sein, et parmi ses représentants les plus en vue, des défenseurs de Dreyfus, au verbe plus modéré que les intellectuels, mais à l'action déterminante.

Un des premiers noms que l'on connaisse est celui de l'avocat général à la Cour de cassation Louis Sarrut. Dans l'été 1897, lorsque Scheurer-Kestner recherche les moyens légaux d'entamer la révision, c'est lui que l'on consulte. Il est présent lors de la réunion du 13 novembre 1897 où se décide la dénonciation d'Esterhazy par Mathieu Dreyfus. Quoique d'une grande discrétion, il exerce autour de lui une influence favorable à Dreyfus. En 1904, il sera nommé président de la Chambre civile et,

(71) J.-P. Royer, R. Martinage et P. Lecoq, *Juges et notables au XIX<sup>e</sup> siècle*, pp. 360-362 et 382.

(72) Ibid., p. 369 : « aucune révolution n'est arrivée à la cheville de cette opération »

à ce titre, sera l'un des quatre magistrats à décider de la cassation du procès de Rennes (il serait l'auteur de l'arrêt de 1906).

Le procureur général Jean-Pierre Manau se révèle lors de la cassation du procès Zola. Son réquisitoire fait sensation. En effet, il ne se contente pas d'intervenir sur la forme – critique, et réfutation, des moyens de cassation présentés par la défense – mais donne son opinion sur le fond. Et il prend, avec véhémence, la défense des dreyfusards : ils sont « l'honneur du pays », dit-il, et user de la justice pour les faire taire, c'est « pervertir le droit ». Son style est pathétique, grandiloquent. Il en appelle aux mânes de Voltaire et à l'Exode. Très inhabituelle, une telle attitude est parfaitement légale ; elle utilise la liberté de parole qui, en théorie et rarement en pratique, permet aux procureurs de s'opposer au gouvernement. Les dreyfusards n'ont pas assez de mots pour encenser Manau dont ils font l'image même de la vertu.

Sans discuter la conviction de celui que M. Bredin appelle « un vieux combattant du droit et de la justice », il convient de dire que Manau est avant tout un homme politiquement engagé. Malgré son grand âge, c'est un représentant typique de la nouvelle magistrature, animée des idéaux républicains et révolutionnaires. Il a été secrétaire de Ledru-Rollin, au ministère de l'Intérieur, en 1848. Avocat durant trente ans, républicain militant, ayant connu sous l'Empire la prison et l'exil, il est nommé président de la commission départementale de Toulouse le 11 septembre 1870, puis premier avocat général à la cour d'appel de cette ville – dans le cadre de l'épuration du Parquet par Adolphe Crémieux. Immédiatement, il fait révoquer le procureur impérial et le procureur général. En 1890, on le surprend encore en train de dénoncer certains de ses collègues ayant servi sous l'Empire<sup>(73)</sup>. Sa carrière de magistrat est une carrière politique. S'il se lance d'une manière aussi retentissante dans le combat pour Dreyfus, c'est que l'idéologie de *J'accuse* est la sienne. S'il s'oppose, provisoirement, aux vœux du gouvernement, c'est qu'il est un républicain de combat. L'éventualité d'une illégalité commise en 1894 lui permet de s'indigner, avec une sincérité certaine, et de proclamer que si la communication secrète a bien eu lieu « il n'est pas douteux que la décision [de 1894] serait frappée d'une nullité radicale ». On voit que le procureur n'hésite pas à aborder l'affaire Dreyfus elle-même et à prendre clairement position. Manau sera encore le procureur en charge des réquisitions lors des débats de cassation du procès de 1894, et nous avons déjà signalé sa partialité (utilisation forcée des fameux brouillons de la potiche, volonté de compromettre l'état-major, etc.).

(73) Henri Dutrait-Crozon, *Précis de l'Affaire Dreyfus*, 1938, p. 146 – J.-P. Royer, in *La France de l'affaire Dreyfus*, op. cit., p. 274.



Ce 2 avril, la Cour de cassation se découvre dreyfusarde. Douze conseillers de la Chambre criminelle ont siégé. Selon les souvenirs de greffier en chef Louis Ménard, six était favorables à la cause de Dreyfus : le président Loew, les conseillers Bard, Chambareaud, Forichon, Dupré, Dumas et un septième, Pradines, se laissa convaincre<sup>(74)</sup>.

Le président Louis Loew, qui dirigera les débats de la cassation du procès Dreyfus jusqu'à son dessaisissement, en mars 1899, est déjà un dreyfusard convaincu. La vulgate ne parle que de sa rigueur professionnelle et de son esprit de justice. Nul ne dit que Louis Loew, protestant né à Strasbourg (ses adversaires le diront d'origine juive) et ayant opté pour la France, n'est autre que... le beau-frère du docteur Gibert, l'ami de Mathieu Dreyfus ! La veille de la mort du docteur, il lui promettra solennellement l'annulation du jugement de 1894<sup>(75)</sup>. La conviction de Loew est peut être sincère, elle n'en est pas moins liée à des relations personnelles. Et lorsque le haut magistrat écrit dans ses souvenirs : « *Dreyfus nous était indifférent* », en ce qui le concerne, il ment.

Il désigne comme rapporteur le conseiller Jean Chambareaud, déjà connu pour être hostile à l'armée et favorable à Zola, si l'on en croit le greffier Ménard. Comme Manau, Chambareaud, est un républicain de 1848. Entré dans la magistrature en 1885 seulement, il est tout de suite nommé conseiller à la Cour de cassation. Parfait exemple de carrière politique. Il sera président de la Chambre criminelle de 1903 à 1905 (année de sa mort), c'est-à-dire lors des débats pour la cassation du procès de Rennes. Le 2 avril 1898, son rapport est celui d'un juriste, froid et très technique. Seules ses dernières paroles laissent deviner sa pensée. C'est le septième des moyens de cassation présentés par Mornard qu'il convient de retenir, car il comporte, expose le rapporteur, « *l'inappréciable avantage de permettre à la Cour de ne pas renvoyer l'affaire devant un nouveau jury* »<sup>(76)</sup>. Présenté dans un but respectable d'apaisement des esprits, l'objectif est d'éviter à Zola un nouveau procès.

Mais, à l'annonce de la cassation sans renvoi, les juges d'Esterhazy délibèrent sur la conduite à tenir. Le 8 avril, au terme d'une longue discussion, ils décident de porter plainte en diffamation, sur la phrase « *un conseil de guerre vient, par ordre, d'oser acquitter Esterhazy, soufflet suprême à toute vérité, à toute justice* ». Le nouveau procès a lieu le 23 mai, après les élections, et cette fois à Versailles. D'emblée, Labori dépose des conclusions d'incompétence, soutenant que seule la Cour de Paris est qualifiée. La Cour rejette ses conclusions. Labori se pourvoit en cassation sur ce point. Le pourvoi est rejeté le 16 juin et l'affaire

(74) Cité par Henriette Dardenne, *Lumière sur l'affaire Dreyfus*, p. 126.

(75) Mathieu Dreyfus, p. 305.

(76) Zola II, p. 474 : Chambareaud. Manau (pp. 501 et 505) avait exprimé la même opinion.

revient à Versailles le 18 juillet. Cherchant à gagner du temps, Labori tente à nouveau de faire renvoyer l'affaire en se portant en cassation sur la question de la connexité entre la phrase poursuivie et l'ensemble de *J'accuse*. Le procureur Bertrand reproche à Labori de « *fuir dans le maquis de la procédure* » et la cour passe outre. Zola et Perrenx en profitent pour se retirer. Absents des débats, ils sont condamnés par défaut, chacun à un an de prison et 3.000 francs d'amende.

Zola s'enfuit le soir même en Angleterre où il restera jusqu'au 4 juin 1899.

On peut s'étonner que l'auteur de *J'accuse* ait reculé devant l'épreuve de la prison : le célèbre romancier n'eût pas été jeté dans n'importe quel cul de basse fosse et le retentissement eût été formidable. Dans son réquisitoire d'avril, Manau avait souhaité que, en cas de rejet de la cassation, « *M. Zola [...] se résigne à subir dignement sa peine* ». Le 20 juillet, dans l'*Aurore* un article signé Zola, mais rédigé par Clemenceau, explique qu'il n'a pas voulu fuir la prison, mais qu'il refuse de se plier à des débats limités. L'argument est acceptable, mais il fait figure de prétexte. Il semble bien que le révolutionnaire qui voulait forcer la révision en se jetant, lui et ses quarante volumes, devant les juges se soit évanoui... Ses adversaires ont dit que, dépourvu de courage physique, Zola était vert de peur lorsque la foule l'insultait à la sortie du Palais de justice. Il est vrai que cet adulateur du peuple était terrifié par les colères populaires (il avait beaucoup tremblé lors de la Commune, mais l'avait oublié)... Cependant, au-delà de ces remarques, il est frappant de constater que Zola ne va pratiquement plus se manifester dans l'affaire Dreyfus. Durant son exil, aucun article retentissant, aucun ouvrage militant (on pense à Victor Hugo conspuant Badinguet depuis Guernesey). Son retour, le lendemain de la cassation du jugement de 1894 sera fort discret. Quasi-mutisme également durant le procès de Rennes, auquel il n'assistera pas.

Scheurer avait tenu six mois, Zola sept. Les dreyfusards usent vite leurs champions...

#### IV- NOUVEAUX PRÉPARATIFS

Le verdict du procès Zola constitue un échec pour les dreyfusards, mais qui n'a rien de définitif. Si leur impopularité s'est manifestée de façon cuisante, l'engagement des intellectuels leur est définitivement acquis et continuera de faire tache d'huile. Si les militaires ont emporté une victoire, ils ont commis de graves erreurs, susceptibles de se retourner contre eux. Une chose est certaine, c'est que l'affaire reprendra. Et chaque camp s'y prépare.



## a – Au ministère

En avril 1898, le général Billot décide de faire mettre en ordre le dossier Dreyfus, qui avait beaucoup voyagé depuis janvier. Le colonel Henry se charge de rassembler les documents et les pièces de comparaison appartenant au dossier. Puis, il procède à un examen d'ensemble des documents que possède la Section de statistique afin de réunir tout ce qui se rattache à l'affaire Dreyfus ou à son contexte. A partir des premiers jours de mai, il est assisté dans ce travail par un jeune magistrat nommé Wattine, gendre du général Billot, qui effectuait sa période de réserve. Le général Gonse supervise les travaux qui s'achèveront le 1er juin par un rapport rédigé par Wattine et signé par Gonse, connu sous le nom de "rapport Gonse-Wattine"<sup>(77)</sup>.

Les pièces sont classées et numérotées, ce qui n'avait pas encore été fait de façon rigoureuse. Chacune est paraphée par le général Gonse. Les pièces de l'ancien dossier secret sont réparties, chacune à sa place selon l'ordre chronologique de leur arrivée au service – ou du moins selon la date estimée, puisque, on s'en souvient, les documents saisis par la Section de statistique n'étaient pas systématiquement datés. Certains documents se voient donc attribués une date en ce printemps 1898 – d'où suspicions et débats par la suite. C'est dans le cadre de ce grand rangement que du Paty met par écrit ses souvenirs sur la dépêche du 2 novembre.

Au dossier proprement dit sont joints des documents annexes concernant l'obus Robin et l'obus à la mélinite.

En effet, des documents secrets concernant ces obus avaient été livrés à l'Allemagne fin 1890. Or, ils étaient étudiés à l'école de pyrotechnie de Bourges où Dreyfus était resté de septembre 1889 à novembre 1890. En 1894, la Section de statistique n'avait pas pensé à faire le rapprochement, mais en 1898 la coïncidence apparaît troublante et semble mériter d'être signalée.

Il n'y a, dans ce dossier annexe, aucune preuve contre Dreyfus. Bertillon est chargé d'examiner les fragments calcinés de la copie, sur papier pelure, d'une instruction secrète relative aux obus à la mélinite qui a été livrée à l'Allemagne. L'expert, dont le rapport est joint au dossier, est formel : l'écriture n'est pas celle de Dreyfus. Le seul élément permettant d'asseoir quelques soupçons est une lettre du capitaine Rémusat relatant que, peu après son départ de Bourges, Dreyfus lui avait demandé des renseignements sur l'obus Robin, sous prétexte d'une recherche d'un professeur d'artillerie de l'École de guerre. Le général Langlois et le colonel Ruffey affirment n'avoir jamais chargé

(77) 2ème Cass. I, p. 169 : le capitaine Targe cite des extraits du rapport Gonse-Wattine.

un élève de pareille mission. Mais, à Rennes, Dreyfus niera avoir effectué cette démarche. A notre connaissance, Rémusat ne répliquera pas et la lettre que Dreyfus lui aurait écrite ne sera pas produite. Les dires de Rémusat ne sont étayés par rien de concret.

La constitution de ce très fragile dossier annexe serait compréhensible dans la mesure où la Section de statistique aurait cru avoir découvert une piste pouvant mener à la découverte d'un acte de trahison de Dreyfus dès 1890. Mais aucune trace d'enquête approfondie ne figure au dossier et il semble bien que le but principal soit d'alourdir les présomptions contre Dreyfus. « *C'est un indice, ce n'est pas une charge* » dira Gonse à Rennes. Soit, mais il est singulier de chercher des indices contre un homme dont on dit qu'il a été condamné sur un accablant dossier de trahison, trois ans et demi plus tôt... Cette démarche révèle que Gonse et Henry ont maintenant conscience des faiblesses de l'accusation de 1894 et de l'exploitation qu'on peut en faire en cas de révision.

Tout ce travail de mise en ordre a été ordonné par le général Billot, dans le but de laisser un dossier en ordre à ses successeurs. Il sait qu'il ne sera peut-être plus ministre après les élections législatives (8 et 22 mai 1898). Durant quelques semaines suivant les élections, Méline reste président du conseil, mais le 15 juin, il est mis en minorité et doit démissionner.

Après tergiversation, Félix Faure désigne le radical Brisson comme président du conseil. Responsable de la chute de Méline, haut dignitaire de la Grande Loge de France, Brisson est de tendance dreyfusarde, mais encore discrètement, sinon secrètement. Il installe Léon Bourgeois, ancien Président de conseil, à l'Instruction publique : cet anticlérical viscéral, franc-maçon influent, sera l'homme des dreyfusards au gouvernement. Bourgeois est notamment un proche de Ferdinand Buisson, dreyfusard actif, professeur à la Sorbonne et co-fondateur de la Ligue des droits de l'homme.

En revanche, sur volonté expresse de Félix Faure dit-on, le ministère de la Guerre est confié à Godefroy Cavaignac, radical patriote et farouchement antidreyfusard. C'est d'ailleurs pour cette raison que les députés nationalistes, Drumont et Déroulède en tête, votent la confiance au nouveau gouvernement, le 29 juin.

La nomination de Cavaignac ouvre une nouvelle phase de l'affaire. Passionné par le cas de Dreyfus, le nouveau ministre, un civil, n'en connaît guère que l'aspect extérieur (bien qu'il ait détenu le portefeuille de la Guerre dans le ministère Bourgeois, de novembre 1895 à avril 1896, période où l'affaire était en sommeil. Républicain intransigeant, Cavaignac veut ce qu'on n'appelle pas encore la "transparence". Aucune



autre stratégie ne le guide, tant il est convaincu que la culpabilité de Dreyfus est évidente, et que l'affaire n'a été embrouillée que par les fautes et les tergiversations de ses prédécesseurs. Avec une parfaite bonne conscience, Godefroy Cavaignac va amorcer la déstabilisation de nos services secrets qu'il reprochera tant aux dreyfusards d'avoir démantelés...

En juillet 1898, tout se précipite.

Le 7 juillet, lors de son grand discours à la Chambre, Cavaignac décide de jouer cartes sur table. Oui, Dreyfus est coupable. D'une part, il a avoué. D'autre part, des pièces saisies dans une ambassade étrangère le désignent clairement comme le traître. Et, pour convaincre les dreyfusards honnêtes, le ministre donne lecture de *Ce canaille de D.*, de la pièce « *car D. m'a apporté* » et du faux Henry... Dans son euphorie de voir mettre un point final à l'affaire, l'assemblée vote l'affichage du discours de Cavaignac, à une écrasante majorité.

Clairvoyant, Jaurès remercie le ministre de cette aide apportée aux dreyfusards dans la *Petite République* du 8 juillet. Clemenceau dans l'*Aurore* et Yves Guyot dans le *Siècle* font chorus. En effet, c'est, au moins, avouer l'existence de ces fameuses pièces secrètes sur lesquelles, deux jours auparavant, Lucie Dreyfus vient de fonder une demande en révision... Par ailleurs, Jaurès proteste vivement contre l'affirmation du ministre concernant les aveux. Cette histoire d'aveux est en effet un des plus médiocres arguments des antidreyfusards.

#### \* Les aveux

Il s'agit en fait de demi-aveux qui auraient été formulés par Dreyfus le 5 janvier 1895, dans l'attente de sa dégradation. Il était alors sous la surveillance du seul capitaine Lebrun-Renaud, de la Garde Républicaine. Tout en protestant de son innocence, Dreyfus lui aurait dit avoir livré des documents à l'Allemagne, mais uniquement dans un but d'amorçage.

Quelques officiers placés dans une salle attenante avaient entendu des bribes de cette conversation (chef de bataillon Bernard, capitaine d'Attel). Lebrun-Renaud avait noté « *Rien à signaler* » sur son rapport de mission, mais il avait rapporté les propos de Dreyfus à certains officiers présents (lieutenant Philippe, commandant Guérin) et en avait reparlé le soir, au bal du Moulin Rouge. Le lendemain, le *Petit Journal*, le *Temps* et le *Figaro* s'en faisaient l'écho.

Ému par ces déclarations de presse, le général Gonse, dès le 6 janvier, était allé chercher Lebrun-Renaud et l'avait conduit auprès du général Mercier, lequel l'avait envoyé chez le Président de la République en personne. Mercier déclarera plus tard avoir jugé très importantes les confidences de Dreyfus. Nous nous permettons d'en douter. Si tel avait

été le cas, le ministre n'aurait-il pas fait faire une déclaration écrite à Lebrun-Renaud ? D'autant plus que, devant Casimir-Périer, Lebrun-Renaud n'osa même pas parler des "aveux" : rendu furieux par l'article du *Figaro*, qui faisait notamment allusion à l'ambassade d'Allemagne, au moment même où ce pays agissait des menaces diplomatiques, le Président de la République tança vivement l'officier pour ses indiscretions et celui-ci resta muet comme une carpe. Si l'on peut comprendre que le capitaine ait été impressionné par l'ire présidentielle, il paraît inadmissible que, s'il avait véritablement cru à des aveux de Dreyfus, ou à un embryon d'aveux, Mercier ne lui ait pas demandé un rapport circonstancié. Ni Mercier ni Gonse ne l'ont jugé utile.

Toujours est-il que l'agence *Havas* avait publié un démenti selon lequel Lebrun-Renaud n'avait fait aucune déclaration à la presse et que, à partir de ce moment, le capitaine s'était tu.

On le retrouve dans le bureau du général Gonse, le 20 octobre 1897, à l'époque où la Section de statistique réunit tout ce qu'elle possède contre Dreyfus. C'est ce jour-là seulement que Lebrun-Renaud met par écrit les paroles selon lui prononcées par Dreyfus le 5 janvier 1895 :

« *Je suis innocent. Dans trois ans mon innocence sera prouvée. Le ministre sait que si j'ai livré des documents sans importance, c'était pour en obtenir de plus sérieux des Allemands.* »

Et, dans les mois suivants, la Section de statistique rassemble des témoignages d'officiers ayant immédiatement recueilli les confidences de Lebrun-Renaud. Ces témoignages sont parfaitement concordants quant à la teneur du propos prêté à Dreyfus. Il n'est pas besoin de sous-entendre, comme nombre d'auteurs, que Gonse et Henry ont influencé Lebrun-Renaud, car les paroles que celui-ci attribue à Dreyfus en 1897 sont bien, au moins dans l'esprit, celles dont il avait fait état en 1895.

Elle sont également conformes à une lettre que le général Gonse avait adressée au général de Boisdeffre dès le 6 janvier 1895. Il est vrai que les dreyfusards prétendent que cette lettre n'a été écrite qu'en 1897 et serait antidatée. Il n'y a aucune preuve à cela et nous sommes d'autant moins porté à le croire que Gonse y donne des précisions dont Dreyfus admettra la véracité et qui lui serviront à se disculper ! Voici, selon cette lettre de Gonse, ce que Lebrun-Renaud faisait dire à Dreyfus :

« *Le ministre sait que je suis innocent, il me l'a fait dire par le commandant du Paty de Clam dans la prison, il y a trois ou quatre jours, et il sait que si j'ai livré des documents, ce sont des documents sans importance et que c'était pour en obtenir de plus sérieux des Allemands* »<sup>(78)</sup>.

(78) 1ère Cass. II, pp. 131-141 : le dossier des aveux.



On peut donc tenir pour acquis que le 5 janvier 1895, le capitaine Lebrun-Renaud a entendu, ou cru entendre, ces demis aveux de Dreyfus, sachant que ni lui (« rien à signaler ») ni ses supérieurs n'y ont alors attaché d'importance.

La seule véritable question est de savoir quel est le degré d'exactitude des propos attribués à Dreyfus et quelle interprétation on peut en faire.

Il est certain que Lebrun-Renaud n'a pas tout inventé.

A Rennes, Dreyfus ne niera pas avoir eu une conversation de ce type avec son gardien. Il se souviendra d'un « *monologue haché* » dans lequel, affolé par la haine autour de lui, il s'efforçait de dire son innocence<sup>(79)</sup>.

« J'ajoutai : "Le ministre le sait bien". Cela se rapportait à ce que j'avais dit au lieutenant-colonel du Paty de Clam lors de sa visite [...] "Dites au ministre que je ne suis pas coupable" »

Il est donc acquis que Dreyfus a bien tenu devant Lebrun-Renaud des propos évoquant la visite que du Paty lui avait faite dans sa cellule le 31 décembre (soulignons le fait que, côté antidreyfusard, on ne connaît cette visite que par la lettre de Gonse à Boisdeffre). Dans les paroles rapportées par Lebrun-Renaud, se retrouvent effectivement des parcelles de leur entretien : Dreyfus affirme son innocence et qu'elle sera reconnue dans quelques années ; du Paty cherche à l'engager dans les aveux en parlant d'imprudence ; le condamné se refuse à invoquer la moindre circonstance atténuante. Seule nuance : Dreyfus affirmera que du Paty lui avait parlé d'amorçage, du Paty le niera<sup>(80)</sup>. Il importe peu de savoir si du Paty avait effectivement prononcé ce mot (comme Dreyfus l'avait écrit à son avocat le jour même, sans insister d'ailleurs) ou si c'est l'interprétation personnelle que Dreyfus a faite des "imprudences" qu'on voulait lui faire avouer. L'essentiel est de pouvoir bien situer ce à quoi Dreyfus se réfère dans son « *monologue haché* » devant Lebrun-Renaud.

L'alternative est donc la suivante :

– ou bien Lebrun-Renaud a mal compris ce que disait son prisonnier et lui a attribué des paroles qui étaient celles de du Paty. Il est tout à fait plausible que, dans des phrases indistinctes, « *repris[es] sans cesse* » comme précise la lettre de Gonse, Lebrun-Renaud ait entendu "si j'ai livré des documents, c'était pour..." au lieu de "du Paty m'a dit que si j'avais livré des documents, c'était pour..."

– ou bien, dans un moment de désarroi moral, au demeurant compréhensible de la part d'un homme environné de mépris, Dreyfus a tenté de nouer un contact avec son gardien (qui avait reçu la consigne

(79) Reinach, Hist. V, p. 293.

(80) Rennes I, pp. 39, 100 et 101 – Rennes III, p. 513.

de ne pas lui adresser la parole – on imagine l'ambiance...). Il a alors pu emprunter un instant l'argument suggéré (ou induit) par du Paty.

Dans un cas comme dans l'autre, les paroles recueillies par Lebrun-Renaud n'ont aucune valeur. En aucun cas, elles ne constituent des "aveux", aveux jamais réitérés, jamais recueillis en bonne et due forme. Dreyfus ne cessait de clamer son innocence, du Paty et Mercier ne le savaient que trop. Eût-il connu un instant de faiblesse qu'on ne saurait en déduire sans partialité que c'est la vérité qui lui aurait alors échappé.

Mais Godefroy Cavaignac va faire un cheval de bataille de ces prétendus aveux. Dès le 13 janvier 1898, protestant contre *J'accuse*, il y voit un argument implacable contre Dreyfus, et va entraîner les militaires derrière lui. Le débat sera d'autant plus acharné que, bien à tort, certains dreyfusards nieront en bloc l'existence des paroles rapportées par Lebrun-Renaud et n'hésiteront pas à accuser de faux témoignage les officiers qui avaient recueilli ses confidences. Outrances qui, par effet d'engrenage, renforceront les antidreyfusards dans leur conviction de l'importance des aveux. Les passions seront telles que certains iront jusqu'à penser que les témoins Attel et Chaubin-Servinière, morts par accident ou suicide en chemin de fer, avaient été assassinés (alors que le capitaine d'Attel disparut en octobre 1895, quand nul ne se préoccupait ni de Dreyfus, ni de ses éventuels aveux !). Côté dreyfusard, on invoquera en 1904 une lettre prétendument écrite par Sandherr à un journaliste, M. de Civry, pour le dissuader d'accorder foi à de prétendus aveux de Dreyfus<sup>(81)</sup>. Ce document, que nul n'a jamais vu, ne peut guère être pris au sérieux, étant daté du 5 janvier 1895, un jour avant que Lebrun-Renaud ait ébruité son histoire.

Il faut débarrasser l'affaire Dreyfus de ces scories...

Fort de sa conviction, à peine arrivé au gouvernement et préparant son grand discours, Cavaignac convoque Lebrun-Renaud, le 4 juillet 1898. Selon le témoignage des deux hommes<sup>(82)</sup>, Lebrun-Renaud lui aurait apporté ce jour-là une page déchirée de son calepin sur laquelle il aurait noté les propos de Dreyfus, dès le 6 janvier 1895. Le brave soldat aurait donc fait de lui-même ce rapport que le ministre de la Guerre n'avait pas eu l'idée de lui demander. C'est possible. Mais que fait Cavaignac ? Il prend le feuillet, en recopie le texte (semblable à la déposition écrite par Lebrun-Renaud en octobre 1897) et le rend à son propriétaire. Quelques jours plus tard, Lebrun-Renaud détruit cette

(81) 2ème Cass. I, p. 425 : lors de la déposition du général Mercier, le Procureur général lui demande s'il a eu connaissance de cette lettre, dont il donne lecture. La réponse est négative. Le magistrat laisse échapper « *Nous verrons si nous trouvons [cette lettre] comme cela a été publié dans la presse* » !

(82) 1ère Cass. I, p. 39 : Cavaignac – p. 274 : Lebrun-Renaud.



pièce à conviction : il dira avoir estimé qu'elle n'avait plus d'intérêt depuis que le ministre de la Guerre l'avait recopiée de sa main et citée publiquement...

Peut-on accorder foi à pareille histoire ? Quoique l'acte de Lebrun-Renaud détruisant le feuillet soit stupéfiant, son explication est plausible, venant d'un homme qui n'est ni archiviste ni juriste. Mais comment expliquer que Cavaignac, averti des choses judiciaires et se préparant à mener un rude combat contre les défenseurs de Dreyfus, n'ait pas précieusement gardé la note manuscrite de Lebrun-Renaud ? Si l'histoire est vraie, l'inconséquence de Cavaignac est sidérante... Et il reste que, lorsque les dreyfusards crient au mensonge, il n'y a rien à leur répondre.

Pourtant, si l'intelligence de Cavaignac est parfois suspectée, tout ingénieur des Ponts et Chaussées soit-il, son honnêteté ne l'est pas, du moins sur le fond. Il est absolument convaincu de la culpabilité de Dreyfus, et convaincu que des aveux lui ont échappé, qui peuvent ébranler ses défenseurs. Qu'il ait ou non forcé la vérité avec cette histoire de note de Lebrun-Renaud, sa conduite est révélatrice d'une dangereuse inconséquence. Sans le support matériel de la page manuscrite de Lebrun-Renaud, la déclaration de Cavaignac a moins de valeur que celle rédigée de la main de Lebrun-Renaud en octobre 1897. Si le ministre estime nécessaire une telle déclaration, c'est pour pouvoir affirmer qu'il a mené une enquête personnelle, indépendamment de la Section de statistique. C'est parce que sa signature, sa parole sont une caution absolue. On mesure ici à quel point Cavaignac, plus encore que les militaires, compte sur l'argument d'autorité pour écraser l'affaire Dreyfus...

Le 9 juillet, Picquart écrit à Cavaignac pour lui faire savoir qu'il est en mesure de prouver que les premières pièces citées dans son discours ne s'appliquent pas à Dreyfus, et que la troisième est un faux. Nous y reviendrons.

Cette "insolence" de Picquart décide le ministre à agir contre lui. Le 12 juillet, l'ancien officier fait l'objet d'une plainte pour divulgation de documents intéressants la sûreté de l'État et il est écroué à la Santé, le 13 juillet. L'instruction est confiée au juge Fabre et durera jusqu'au 25 août, date à laquelle sera prononcé le renvoi de Picquart, et de Leblois, devant un tribunal de police correctionnelle.

Le même 12 juillet, Esterhazy a été lui aussi incarcéré à la Santé, par les soins du juge Bertulus. En effet, Picquart et les dreyfusards ont entrepris la dénonciation de la collusion... Esterhazy paraît à Cavaignac un personnage des plus louches et, dans son discours du 7 juillet, il a annoncé son intention de diligenter une enquête contre lui. Mais il

cherche à le faire sortir des mains de la justice civile, d'autant qu'il apparaît que le juge Bertulus est acquis aux thèses dreyfusardes.

### b – Chez le juge Bertulus

En marge des procès Esterhazy et Zola, se déroulent une série d'affaires connexes. En décembre 1897, une enquête avait été ouverte à l'initiative de la Section de statistique concernant la tentative de corruption du colonel Sandherr par les frères Dreyfus<sup>(83)</sup>. Joseph Reinach avait de son côté déposé plainte à la suite d'une obscure histoire de faux (le "faux Otto") qu'on aurait essayé de lui vendre pour le compromettre. Une autre enquête concernait les lettres à Mme de Boulancy. Enfin Picquart avait porté plainte, le 4 janvier, pour faux à propos des télégrammes *Blanche* et *Sperenza*.

Ces quatre instructions avaient été confiées au juge Bertulus. Il conclut les trois premières au printemps 1898 par des ordonnances de non-lieu. C'est la quatrième qui va permettre aux dreyfusards de reprendre l'offensive.

Paul Bertulus (ou Berthulus) est entré dans l'affaire en novembre 1897. Lorsque Scheurer a demandé au général de Pellieux la saisie des lettres Boulancy, le général avait pris conseil de ce magistrat sur la recommandation d'Henry qui avait déjà eu affaire à lui pour certaines affaires d'espionnage. Mais le juge devient rapidement un allié des dreyfusards. Selon Reinach, c'est la manifeste bonne foi de Picquart qui l'a convaincu, conviction sur laquelle se greffe l'ambition de jouer un grand rôle dans l'affaire. Selon les antidreyfusards, c'est parce que ce magistrat à la carrière mouvementée est juif qu'il décide, selon son expression, d'"aller au feu"...<sup>(84)</sup>

Picquart est entendu par le juge les 15, 16, 19 et 28 février 1898. Il expose les "machinations" dont il dit avoir été victime. Il les fait remonter à l'automne 1896, grâce au lien entre la lettre et le télégramme signés *Sperenza*, « *trait trop net pour qu'il ne puisse pas être aperçu* ». Il les attribue à Esterhazy, notamment grâce à la similitude de la faute d'orthographe sur son nom, Picquart écrit sans le *c*. Il évoque la complicité quasi certaine de « *certaines de ses amis du ministère* », car, apprend-il à Bertulus, un ou deux officiers ont « *intérêt à tout fouler aux pieds pour sauver leur situation* ». Il n'en nomme qu'un, du Paty,

(83) Ou ressentie comme telle par Sandherr.

(84) Rennes I, p. 357 : Bertulus. Juge d'instruction à Nice en 1883, puis à Chambéry, il avait chaque fois dû en partir à la suite de scandales financiers où son nom était mêlé. Ces mésaventures sont aujourd'hui classées parmi les manifestations d'antisémitisme – voir in *La France de l'Affaire Dreyfus*, art. de Jean-Pierre Royer, "La magistrature déchirée", p. 260).



qu'il accuse particulièrement d'avoir écrit le télégramme *Blanche*, dont certaines lettres lui semblent caractéristiques de son écriture<sup>(85)</sup>.

Bertulus ne convoque pas officiellement du Paty, mais le reçoit chez lui, à titre privé, non sans avertir le général Gonse. Il lui confie qu'un témoin l'accuse d'être l'auteur de *Blanche* et lui demande un échantillon de son écriture, à titre amiable, ce à quoi du Paty se plie sans hésiter. Pour l'heure, le juge cherche à s'assurer la confiance des militaires. Il explique au général Gonse qu'il est « *ami de l'armée et [veut] circonscrire cette affaire* »... En fait, il suit son plan, dit Reinach, sans plus de précision<sup>(86)</sup>. En vérité, à ce moment, le juge Bertulus doit être quelque peu embarrassé, car le 28 février, puis le 31 mars, l'expert Couderc conclut que l'écriture de *Blanche* n'est pas celle de du Paty. Le seul élément concret pouvant étayer les dires de Picquart s'évanouit. L'instruction marque alors une pause.

Le plan de Bertulus est manifestement de revenir sur l'affaire Dreyfus en montrant que Picquart a été persécuté par ses chefs pour avoir mis sa culpabilité en doute. Il semble inévitable qu'à ce stade de sa réflexion, le juge ait eu besoin d'un contact autre que Picquart dans le camp dreyfusard, mais nous n'en savons rien et, une fois de plus, le silence de Reinach nous paraît éloquent...

Cette fois, il ne s'agit plus de chercher à prouver la culpabilité d'Esterhazy, au demeurant acquitté, mais de l'accuser d'avoir commis des faux pour nuire à Picquart, sur ordre de la Section de statistique. On marche vers la révélation de la collusion qui verra s'opérer la jonction publique de Picquart et des dreyfusards.

L'objectif des dreyfusards de 1898 n'est plus simplement d'innocenter Dreyfus ; c'est de prouver que cet innocent a été décrété coupable par une armée bête et méchante, imprégnée des idées et des méthodes de l'ancien régime. *J'accuse* a bel et bien marqué un tournant irréversible. C'est cette volonté de républicaniser l'armée qui fait marcher les Jaurès, les Clemenceau, qui gagne déjà en coulisse de nombreux politiciens radicaux ou opportunistes. Pour se débarrasser de ces officiers catholiques et conservateurs, plutôt hostiles au régime parlementaire, dont le général de Boisdeffre est un représentant typique, l'affaire Dreyfus apparaît comme l'arme idéale. En montrant que l'état-major a été sciemment le complice, voire l'organisateur d'une injustice, en exploitant habilement le scandale produit, c'est la colonne vertébrale de l'armée traditionnelle que l'on peut briser. Zola avait proclamé la culpabilité de l'état-major. Picquart, lui, se propose de la prouver.

(85) 1ère Cass. II, pp. 229 à 253 : Interrogatoire de Christian. Celui du 9 juillet ne figure pas et n'a, à notre connaissance, jamais été publié.

(86) Reinach, Hist. III, p. 256.

Si l'instruction en cours aboutissait à une ordonnance de mise en jugement, cela donnerait lieu à un procès où Picquart pourrait préciser ses accusations contre la Section de statistique. La seule révélation des contacts ayant existé entre le service secret et Esterhazy serait d'un effet formidable sur l'opinion et créerait la panique à l'état-major. Mais, pour le moment, seule la parole de Picquart pèse dans la balance, et elle est plutôt déconsidérée. Mis en réforme le 26 février pour faute grave dans le service (communication à Leblois), Picquart n'appartient plus à l'armée. On pourrait croire qu'il agit par vengeance, et il serait, de toute façon, démenti par ses anciens collègues de la Statistique. Quant à Esterhazy, même dans l'hypothèse où il est complice des dreyfusards, il ne peut prendre l'initiative de dénoncer la collusion, puisque cet épisode est censé avoir eu pour but de le sauver. Il est d'ailleurs tout à fait remarquable que le juge Bertulus ne convoque même pas Esterhazy – pas avant mai ! –, alors que dès sa première déposition Picquart l'a explicitement accusé, sur des faits précis... Tout se passe comme si le juge attendait qu'un événement extérieur vienne étayer les dires de Picquart.

Cet événement va être le "retournement" de Christian. Christian est ce neveu d'Esterhazy qui avait, on s'en souvient, servi de truchement entre son oncle et du Paty au mois de novembre.

Suivons le récit dreyfusard.

Esterhazy s'était fait confier de l'argent par la mère de Christian pour le placer à la banque Rotschild et l'avait, dit-on, purement et simplement empoché. Le hasard veut que Christian s'en aperçoive précisément en avril 1898 (Reinach fixe au 23 sa discussion définitive avec son oncle). Convaincu de la forfaiture, il va consulter un avocat de ses amis, Maître Herbin. Par un heureux hasard, cet homme de bien se trouve être dreyfusard. Aussi la conversation tombe-t-elle naturellement sur le rôle d'Esterhazy dans l'affaire Dreyfus, et Christian parle des contacts entre son oncle et du Paty. M<sup>e</sup> Herbin s'empresse d'aller tout raconter à son éminent confrère Labori (on notera le strict parallèle de cette histoire avec celle de Mme de Boulancy et de son avocat, M<sup>e</sup> Jullemier). Restait à diffuser les confidences de Christian...

Peut-être édifié par la récente suspension de Leblois de l'ordre des avocats, M<sup>e</sup> Herbin se refuse à trahir le secret professionnel. Pour contourner cette difficulté, Christian, certainement bien conseillé, va raconter son histoire à Trarieux dès le lendemain. Pourquoi Trarieux ? Parce qu'il est sénateur de la Gironde où réside officiellement Christian. Tout est donc pour le mieux, et Trarieux peut aller "révéler" à Reinach, Mathieu et compagnie les derniers rebondissements de l'affaire<sup>(87)</sup>. Ainsi aura-t-on

(87) Reinach, Hist. III, pp. 615-616.



une chaîne d'information présentable en cas d'enquête. Laquelle enquête n'ayant pas eu lieu, les historiens actuels se sont empressés d'oublier ces rouages, pourtant révélateurs de l'extrême organisation des dreyfusards...

L'étape suivante est que Christian aille soulager sa conscience auprès du juge Bertulus. Celui-ci a été immédiatement averti (indice d'un contact avec les dreyfusards) et il souhaite une démarche spontanée de Christian, facilement justifiable par un désir de vengeance envers son oncle. Là, on constate un certain flottement. On nous dit seulement que M<sup>e</sup> Herbin « exhorte » son client à faire son devoir, ce qui peut laisser supposer que Christian se dérobe. A-t-il des exigences ? Y-a-t-il contact avec Esterhazy, discussion sur l'attitude qu'il doit adopter ? Attend-on la nomination du nouveau ministre de la Guerre ? Mystère. Toujours est-il qu'après une esquisse de reprise début mai, l'instruction Bertulus reste en suspens. Il est manifeste que la stratégie dreyfusarde a rencontré là une difficulté.

Tout devient urgent en juillet, quand Cavaignac s'apprête à frapper de tous les côtés à la fois. Il veut sanctionner Picquart, Esterhazy et du Paty ! Si ces trois hommes clefs passent aux mains de la justice militaire, les dreyfusards ne contrôleront plus la situation. Il faut donc que ce soit Picquart, mis au courant par Labori, qui dénonce Christian au juge Bertulus, le 4 juillet. Le 7, Cavaignac annonce sa résolution de poursuivre Esterhazy « *qu'on a tenté de substituer à Dreyfus* ». Bertulus convoque Christian pour le 9 juillet.

Lors de sa première audition, Christian semble rétif : il affirme ne rien savoir au sujet des télégrammes et va jusqu'à dire qu'il a cédé « *à des conseils intéressés* » en parlant à Labori, sans que le juge ait la curiosité de lui demander lesquels<sup>(88)</sup> ! Mais, dès le 11, l'honnête jeune homme se ressaisit et raconte au juge sa version de la collusion, avec un grand luxe de détails accablant du Paty.

Cette déposition est une arme de poids pour les dreyfusards. Encore faut-il quelques documents pour l'étayer. Christian en a, mais il les a remis à Labori. Il est gênant de faire remettre des pièces appartenant à Christian par... l'avocat de Picquart. Bertulus va donc organiser, le 11 juillet, un simulacre de saisie chez l'avocat ! Celui-ci proteste bien haut contre cette méthode « *attentatoire aux droits de l'avocat* », mais consent à remettre son dossier à Christian, qui le dépose immédiatement entre les mains du juge ! Cet épisode ubuesque se conclut par une saynète rapportée par Mathieu, mais omise dans la publication de ses souvenirs<sup>(89)</sup>. Elle est pourtant savoureuse :

(88) Reinach, Hist. IV, p. 36.

(89) Cette piquante anecdote figure dans les souvenirs manuscrits de Mathieu Dreyfus et a été publiée dans *Dreyfusards !*, op. cit., p. 161. En revanche, elle a été sautée dans l'édition publique desdits souvenirs, *L'Affaire telle que je l'ai vécue*, op. cit., p. 162 (on passe directement de « *Labori le lui remit* » à « *C'est ainsi que ce dossier...* »).

« *Alors, le greffier André, fort obligeamment, offrit à Christian Esterhazy sa serviette vide pour y enfermer le dossier puis monsieur Bertulus se retira, suivi de Christian Esterhazy.*

*André fermait la marche. Arrivé sur le seuil, il rentra, alla vers Labori et lui dit en riant : "Comoedia, comoedia".*

*"Que dites-vous ?" répondit un peu sèchement Labori qui voulait sauver les apparences devant le greffier.*

*"Comoedia, cher Maître" reprit le greffier André. Puis il sortit gravement avec sa serviette qu'il tenait précieusement sous son bras. »*

Il semble que le dossier de Christian n'ait guère contenu que quelques pièces concernant son affaire financière. « *Un commencement très suffisant de la preuve de ma sincérité* », dit-il modestement. En effet, cela suffit à Bertulus pour procéder le lendemain 12 juillet à la perquisition chez Marguerite Pays, immédiatement suivie de l'arrestation d'Esterhazy et de sa maîtresse. Rappelons pour mémoire que le principal résultat de cette perquisition est la découverte des brouillons cachés dans la potiche trônant sur la cheminée. Quant à Esterhazy, après avoir manifesté un ostensible affolement, il passe les quatre heures de la perquisition à plaisanter avec sa maîtresse. Comoedia ?

Tout cela révèle au moins une incontestable collusion entre le juge Bertulus et les dreyfusards. Si la parodie de saisie avait été connue, elle aurait suffi au désaisissement de ce magistrat.

Que penser du rôle de Christian Esterhazy dans ce tournant décisif de l'affaire ?

On a effectivement retrouvé des relevés de compte d'Esterhazy selon lesquels la mère du jeune homme avait effectivement remis environ 38.000 francs or à son cousin, en trois versements de novembre 1896, février et octobre 1897<sup>(90)</sup>. Une telle somme paraît énorme pour une famille qu'on dit désargentée (au point que Christian s'apprêtait à devenir employé d'assurance). Dans l'hypothèse de l'homme de paille, on pourrait fort bien avoir là un indice important : l'obligeante cousine n'aurait-elle pas tout simplement servi de relais pour verser ses gages à Esterhazy ?

Quoi qu'il en soit, devant Bertulus, Esterhazy reconnaît sans aucune difficulté que « *les 38.000 francs de Christian ont été perdus* » – c'est-à-dire que son neveu avait effectivement une bonne raison de vouloir de venger... Escroqué ou pas, Christian est un jeune homme impécunieux et de faible moralité. Son unique ambition connue est de vivre de ses rentes et, comme il en est dépourvu, de trouver une épouse riche, « *même tarée* », dont la dot puisse le lui permettre.

(90) A.N. BB 19 87-88 ; Marcel Thomas, p. 520.



Sa brusque décision de dénoncer son oncle vient à point pour les dreyfusards – et l'on repense forcément à Mme de Boulancy livrant les lettres "anti-françaises" d'Esterhazy à l'instant idoine – non seulement dans le temps, mais plus encore dans la teneur... C'est que, comme le dit Reinach lui-même, « le récit de Christian confirmait et précisait singulièrement les accusations de Picquart contre Esterhazy et du Paty, même dans ce qu'elles avaient d'inexact »<sup>(91)</sup> ! Ô combien... Détaillons :

– Christian révèle que la dame voilée et du Paty ne font qu'un. Nous savons que cela est faux, et que du Paty, intoxiqué par Esterhazy, a longtemps cru à l'existence de cette femme mystérieuse.

– Christian dit que c'est du Paty qui remet à Esterhazy le document libérateur. Cela est faux et du Paty en a également été dupe.

– Christian dit que du Paty est l'inspirateur de *Blanche* et *Sperenza*. Cela est faux (comme le prouve notamment la note aux deux écritures). Il précise que *Sperenza* est de la main de Mlle Pays, ce qui possible, et *Blanche* de celle de du Paty, ce qui est faux.

Ainsi, lorsque Christian se décide à parler, c'est pour débiter des mensonges...

Reinach ne propose nulle explication à cette étrangeté que les auteurs modernes excellent à éluder. Selon eux, Christian prétend seulement répéter ce que son oncle lui a dit (ce qui n'est d'ailleurs pas exact<sup>(92)</sup>), ce qu'il « croit être la vérité », comme dit gentiment Marcel Thomas. Et de laisser entendre que du Paty est victime du piège machiavélique monté par Henry. Rappelons que cette fiction, tardivement imaginée par les dreyfusards se heurte à de graves incohérences. Mais, même dans cette hypothèse, il serait bien singulier qu'Esterhazy ait choisi de confier à son neveu la fausse version de la collusion, accablant du Paty et innocentant Henry<sup>(93)</sup>. Il faudrait alors imaginer qu'il ait prévu la future trahison de Christian !

L'étendue et la précision des confidences qu'Esterhazy est censé avoir faites à son neveu sont d'ailleurs stupéfiantes.

Ce dernier n'entre dans l'affaire que dans la seconde quinzaine de novembre 1897, effectivement pour quelques services d'intermédiaire entre son oncle et du Paty. Pourquoi aller lui raconter que le choix de la signature *Sperenza* est destiné à rappeler celle d'une lettre de décembre 1896 ? Quel besoin de lui expliquer que *Blanche* a été écrit quelques heures après *Sperenza*, pour corriger l'orthographe défectueuse de Picquart, d'abord écrit sans le *c* ? De telles précisions impliquent

(91) Reinach, Hist. III, p. 616.

(92) Christian précise bien que certaines confidences lui avaient été faites par du Paty seul.

(93) 1ère Cass. II, p. 240 : Christian dit nettement qu'Henry est venu le voir « une seule fois, au sujet du duel » avec Picquart, donc après le procès Zola.

qu'Esterhazy a raconté la collusion par le menu, antécédents compris, à un jeune homme sur la moralité duquel il ne devait guère se faire d'illusions... Et, comme par hasard, ces détails sont exactement ceux que donnent Picquart à l'appui de sa démonstration. Ainsi, les déductions et conjectures de l'ancien chef de la Section de statistique se trouvent "prouvées", dans le détail, par les révélations d'un transfuge du camp Esterhazy – « y compris dans ce que [elles ont] d'inexact » –, révélations dirigées contre du Paty.

Dans l'hypothèse où la collusion serait en fait maîtrisée par les dreyfusards, ces convergences s'expliquent parfaitement : Christian, double de son oncle, est l'intermédiaire indispensable pour dénoncer ses relations coupables avec l'état-major. Il dit ce qu'on lui fait dire, ce que Picquart clame du fond de son cachot. Et Bertulus peut "aller au feu".

Or, il existe une preuve que Christian et son oncle obéissent bel et bien au même mot d'ordre. Le 12 août suivant, à peine libérés de prison, Esterhazy et Mlle Pays se mettent à faire des confidences... à leur concierge ! Ils sont « à table et mang[ent] un poulet » servi par Mme Gérard et les voilà qui racontent à la bonne dame que si on les a relâchés, c'est qu'il « n'y a pas de justice » (sic !), parce qu'« on savait très bien que c'était eux qui avaient fait le faux ». Et de préciser que Mlle Pays avait rédigé *Sperenza*, sur ordre de du Paty, et « du Paty lui-même » qui avait rédigé *Blanche*. Et d'ajouter, cerise sur le gâteau, que tout cela avait été fait pour perdre Picquart<sup>(94)</sup>. Croira-t-on qu'Esterhazy et sa maîtresse ont pu céder à un besoin de confession, dans un instant de relâchement nerveux ? Non, car le 14, il revient sur les mêmes confidences lors d'un dîner où il a lui-même invité le couple de gardiens ! Et Mme Gérard se souvient que Marguerite Pays lui avait déjà confié en juillet, donc avant leur arrestation, que la dame voilée n'existait pas et que tout était monté par du Paty qu'elle avait vu « tous les jours » en novembre et décembre 1897 (cette brave Mme Gérard, pour faire bonne mesure, racontera même qu'elle avait vu... le général de Boisdeffre venir chez Esterhazy avec une fausse barbe !). C'est là l'essentiel des révélations de Christian...

Peut-on soutenir que Christian "trahit" son oncle lorsqu'il va dire à un magistrat ce que l'oncle et sa maîtresse racontent solennellement à leur concierge ?

Tout cela obéit à l'évidence à une seule et même logique.

Grâce à Christian, le 25 juillet, Bertulus a terminé son enquête et rédigé le procès-verbal. C'est l'exposé de la collusion selon Picquart.

(94) 1ère Cass. I, pp. 785-786 : Mme Gérard. La brave dame avait tout noté dans un petit carnet qu'elle remet à la Cour...



Celui-ci, précisant l'attaque contre le maillon faible, porte à nouveau plainte cette fois nominativement contre du Paty, l'accusant d'être l'auteur de *Blanche* et le complice de *Sperenza*. Le procureur Feuilloley établit à l'adresse du juge Bertulus des réquisitions d'incompétences au motif que du Paty relève de la juridiction militaire. Bertulus réplique par une ordonnance, se déclarant compétent en ce qui concerne l'accusation de complicité, ordonnance infirmée le 5 août par la Chambre des mises en accusation.

Quant à l'affaire d'origine, la seule plainte pour faux, Bertulus la clôt le 8 août par une ordonnance renvoyant Esterhazy et Marguerite Pays devant la Cour d'assises comme auteur et complice des télégrammes *Blanche* et *Sperenza*. Mais, le 12 août, la Chambre des mises en accusation, décidément peu coopérative, infirme cette ordonnance et rend un arrêt de non-lieu. Labori se pourvoit en cassation, mais la Cour de cassation confirme le non-lieu le 2 septembre.

Cet épisode se conclut donc provisoirement par une défaite des dreyfusards. Pourquoi ? D'abord, comme nous l'avons dit, la magistrature n'est pas encore toute acquise à Dreyfus : la rigueur du procureur Feuilloley et la prudence du conseiller Bard, rapporteur à la Cour de cassation, en témoignent. Mais il est erroné d'attribuer leur décision à des motifs politiques (une occasion de plus pour les dreyfusards de se poser en minorité opprimée). Bertulus avait rendu une décision si manifestement partielle qu'il était impossible de lui donner raison. L'arrêt de la Chambre des mises en accusation, pudiquement oublié, est implacable<sup>(95)</sup>.

Qu'y avait-il contre du Paty ?

– Deux témoignages, de Mlle de Comminges et de Christian Esterhazy. Or ces deux personnes sont, de leurs propres aveux, inspirés par des « *animosités anciennes ou récentes* ». De plus, la première ne fait état que de soupçons et le second se contredit, affirmant le 11 juillet qu'il tient ses renseignements de son oncle uniquement, jamais du Paty ne lui ayant rien dit, et le 13 juillet que « *à maintes reprises du Paty de Clam lui avait avoué la fausseté des deux télégrammes* »...

– Deux expertises de son écriture affirmant, par deux fois, que *Blanche* n'était pas de sa main. Bertulus avait bravement tenté de les disqualifier sous prétexte que les pièces de comparaison étaient trop anciennes. Or l'une d'elles, ayant servi à l'expertise du 31 mars, datait du 26 mars...

Qu'y avait-il contre Esterhazy et Mlle Pays ?

– Le témoignage de Christian, dont les dépositions des 9, 11 et 13 juillet présentent, on l'a vu, des « *contradictions nettes et flagrantes* ».

– Une ébauche d'aveux de Marguerite, lors de son arrestation. Aveux consignés par le juge, mais rétractés le jour même par l'intéressée affirmant avoir été mal comprise.

– Une similitude entre l'écriture de la maîtresse d'Esterhazy et celle de *Sperenza*. Similitude décrétée par Bertulus, sans expertise ! Or, « *de l'expertise régulière, confirmée par divers témoignages, il résulte au contraire formellement que [...] le télégramme aurait été écrit par un tiers* ». Précisons que l'expertise évoquée dans l'arrêt est celle qui avait été faite lors de l'enquête de Pellieux. Bertillon avait identifié l'écriture d'un nommé Souffrain, louche individu connu de ses services. Vingt photographies, dont celle de Souffrain et une d'un individu du même type physique, avaient alors été soumises à la demoiselle des Postes qui avait enregistré le télégramme (et on dira que la Section de statistique s'est livré à un simulacre d'enquête !). Après une seconde d'hésitation sur l'homme de même apparence, la postière avait désigné Souffrain<sup>(96)</sup>. Décidément préparé à tout, Christian avait expliqué à Bertulus que Souffrain se trouvait par hasard dans le bureau de Poste le jour où Esterhazy y porta *Sperenza* !

– Un certain nombre de coïncidences troublantes (Picquart sans le *c*, science de l'auteur de Dixi, etc...). Coïncidences dont la Chambre des mises en accusation fait prudemment observer qu'elles sont « *susceptibles d'interprétations différentes* ». Certes !

Bref, les dreyfusards avaient, si l'on nous permet l'expression, jeté le bouchon un peu loin...

On mesure leur déception à la rancune de Marcel Thomas qui ose écrire, et « *bien souligner* », que si la Chambre des mises en accusations a accordé le non-lieu à Mlle Pays, « *ce fut seulement parce que les magistrats considérèrent que le fait de signer un télégramme d'un pseudonyme ne constituait pas un faux, au sens juridique du terme* »<sup>(97)</sup>. Ceci alors que la deuxième phrase de l'arrêt est : « *Sans qu'il soit nécessaire d'examiner si [...] ces écrits peuvent, en droit, constituer des crimes de faux, prévus et punis par le code pénal* » !

Et effectivement, cette question n'est plus évoquée dans la suite, alors que sont présentés des éléments à la décharge de Mlle Pays. Ce n'est pas l'honnêteté de Mlle Pays qui nous préoccupe ici – auteur ou non de *Sperenza*, elle était la complice dévouée d'Esterhazy – mais bien celle de Marcel Thomas...

A peine Esterhazy est-il libéré, le 12 août, que Godefroy Cavaignac ordonne l'ouverture d'une enquête militaire contre lui. Un Conseil d'enquête, présidé par le général Florentin, se réunit du 24 au 27 août et décide la mise en réforme d'Esterhazy pour « *inconduite habituelle* ». Mais il est acquitté d'avoir fauté contre l'honneur et la discipline...

(95) Publié in extenso par le *Temps*, le 2 septembre 1898.

(96) A.N. BB 19 88, liasse 1.

(97) Marcel Thomas, p. 575.



C'est lors de cette enquête qu'Esterhazy "avoue" toute la collusion, note aux deux écritures à l'appui. Réplique au non-lieu dont il vient de bénéficier... Cavaignac, à qui du Paty avait déjà confié l'essentiel de ce qui s'était réellement passé, ne doute pas qu'Esterhazy dise la vérité. Fier de montrer sa vertu, le ministre est décidé à réclamer des sanctions contre du Paty, cet officier indigne. C'est son successeur, le général Zurlinden, qui chargera le général Renouard d'enquêter, les 9 et 10 septembre, à la suite de quoi du Paty sera mis en non-activité pour "faute grave dans le service". Car entre temps, tout aura basculé.

## Chapitre II

### La révision du procès de 1894

#### I - LE FAUX HENRY

Dans la volonté de mener énergiquement l'affaire Dreyfus, Godefroy Cavaignac, le jour même de son entrée en fonction, charge le capitaine Cuignet de reprendre le travail effectué par Henry, Gonse et Wattine au mois de mai. Cuignet, en fonction au 4ème bureau a déjà été appelé en renfort par la général Gonse, à la place de du Paty. Depuis que le procès Zola a laissé entrevoir ses relations avec Esterhazy, celui-ci a été écarté de l'affaire. Cavaignac demande à Cuignet d'établir un rapport détaillé de l'ensemble du dossier, rapport devant « *comporter une discussion spéciale d'authenticité portant directement sur chacun des documents essentiels [...] et, par des commentaires appropriés, mettre en lumière la portée de chacune des pièces* »<sup>(1)</sup>.

Le 13 et le 14 août 1898, Cuignet, qui prend les pièces par ordre chronologique, examine la fameuse lettre de Panizzardi où figure le nom de Dreyfus, sur papier quadrillé. Il s'aperçoit que la couleur du quadrillage des différents morceaux dont est constituée la pièce n'est pas homogène ; gris-bleu sur l'ensemble du texte, il tire sur le mauve aux endroits de l'en-tête et de la signature. Peu frappant à la lumière naturelle, le phénomène est bien visible sous une lampe.

Immédiatement, Cuignet prévient le général Roget, chef de cabinet du ministre, puis Cavaignac. Le 18, après étude d'une autre lettre de Panizzardi, datée de juin 1894 (classée par Henry avec le faux, en tant que pièce de comparaison), il apparaît que les deux pièces présentent le même mélange de quadrillage. Cavaignac imagine qu'il y a pu avoir confusion lors de la reconstitution et ordonne de tenter d'autres assemblages par calquage : l'expérience est sans appel. Cuignet découvre d'autres différences, menues, mais visibles à l'œil nu : l'écartement des deux types de carreaux diffère légèrement ; certains fragments ont manifestement été coupés au canif et non pas déchirés naturellement comme la partie censée leur correspondre !

(1) Instructions du ministre, citées par Henriette Dardenne, *Lumières sur l'affaire Dreyfus*, Nouvelles éditions latines, Paris, 1964.



Le 27, il faut se rendre à l'évidence : la pièce nommant Dreyfus dont le ministre a lu le texte à la Chambre est un faux...

Le 30, le colonel Henry est appelé au bureau du ministre, en présence des généraux Roget, Gonse et Boisdeffre. Après trois quarts d'heure d'interrogatoire, il avoue avoir entièrement fabriqué la pièce. Conduit au mont Valérien le soir même, Henry est trouvé mort dans sa cellule, le lendemain matin 31 août, la gorge tranchée, semble-t-il avec un rasoir qu'il tient encore dans la main.

#### a - La fabrication du faux

C'est deux ans plus tôt, le 2 ou le 3 novembre 1896, que le commandant Henry a montré au général Gonse cette lettre signée par Panizzardi.

Il la présente alors comme étant arrivée le samedi 31 octobre par la voie ordinaire. Dans une enveloppe authentique portant l'adresse de Schwartzkoppen de la main de Panizzardi, se trouve le message suivant :

*« Mon cher ami,*

*J'ai lu qu'un député va interpellier sur Dreyfus. Si on demande à Rome nouvelles explications, je dirai que jamais j'avais des relations avec ce Juif. C'est entendu. Si on vous demande, dites comme ça, car il faut pas qu'on sache jamais personne ce qui est arrivé avec lui.*

*Alexandrine. »*

Rappelons le contexte.

En septembre 1896, une campagne d'agitation médiatique en faveur de Dreyfus a été déclenchée. A la même époque, Picquart révèle à ses supérieurs qu'il a découvert le véritable coupable de la trahison reprochée à Dreyfus, un certain Esterhazy. Divers détails laissent penser aux généraux Gonse et Boisdeffre que Picquart collabore avec les défenseurs de Dreyfus, et ils insistent auprès du ministre de la Guerre pour que le chef de la Section de statistique soit écarté. A contrecœur, car il a de l'estime pour cet officier, le général Billot signe son ordre d'envoi en mission le 27 octobre. Toutefois, il souhaite que Picquart reste à Paris jusqu'au 18 novembre, date prévue pour l'interpellation du député Castelin, à laquelle le texte du faux fait allusion.

C'est dans ces conditions, pense-t-on, qu'Henry a décidé d'introduire une fausse pièce pour alourdir le dossier Dreyfus. En effet, la première conséquence du faux est de lever les objections de Billot. Désormais convaincu que Picquart s'est laissé égarer, le ministre décide son départ pour le 16 novembre.

Marcel Thomas estime que la résolution d'Henry est une conséquence de sa conversation du 30 octobre avec l'agent Guénée. Celui-ci lui relate qu'à la mi-septembre, Picquart lui a parlé de ses rapports de 1894 concernant les déclarations de Val Carlos. Comme M. Thomas

croit avoir découvert que ces rapports ont été truqués par Henry, la connexion lui semble manifeste : c'est pour couvrir un premier crime qu'Henry en commet un second... N'ayant pas été convaincu par la démonstration de l'archiviste quant à ce prétendu trucage<sup>(2)</sup>, nous ne pouvons le suivre. En revanche, le propos de Guénée montre à Henry que Picquart est en train d'étudier à fond le dossier secret : s'il est effectivement en contact avec les défenseurs de Dreyfus, comme Henry le croit, ce sont des secrets d'État qui risquent de passer entre leurs mains. D'ailleurs, Henry rédige immédiatement une note, transmise à Gonse puis au ministre, pour prouver l'urgence de retirer le dossier secret à Picquart. Il est donc tout à fait plausible que ce soient les propos de Guénée qui aient décidé Henry à passer à l'acte.

Actuellement, les différents auteurs tendent à penser qu'Henry a fabriqué son faux chez lui. Il lui arrivait d'ailleurs souvent de reconstituer à son domicile les pièces arrivées par la voie ordinaire. M. Thomas, donnant dans le genre romanesque, va jusqu'à décrire le laborieux travail du faussaire inexpérimenté, s'appliquant sous le contrôle de son épouse...<sup>(3)</sup>

En fait, un interrogatoire approfondi d'Henry nous manque pour savoir pourquoi et comment il a procédé. On ignore même si le mélange des morceaux résulte d'une stratégie ou d'une erreur de manipulation.

Matériellement, le faux est élaboré à partir de deux véritables lettres de Panizzardi à Schwartzkoppen. De l'une, au texte sans intérêt, ne subsiste que l'enveloppe, portant le cachet de Panizzardi et, de sa main, l'adresse de Schwartzkoppen. Ce sera l'enveloppe du faux. L'autre lettre deviendra la pièce de comparaison. Voici son texte :

*« Mon cher ami,*

*Voici le manuel ; j'ai payé pour vous (180) selon le convenu. C'est entendu, mercredi, huit heures du soir, chez Laurent. J'ai invité trois de mon ambassade, dont un seul juif : ne manquez pas.*

*Alexandrine. »*

L'en-tête et la signature de cette lettre sont collées de part et d'autre du texte du faux au moyen des bandes collantes qu'Henry emploie habituellement à cet usage. La pièce de comparaison est elle-même complétée et datée du 14 juin 1894, alors qu'elle est probablement de juin 1896<sup>(4)</sup>.

(2) Voir pp. 24 et suivantes.

(3) Marcel Thomas, p. 147. Il se base sur un brouillon de lettre de du Paty à l'attention de son avocat, M<sup>e</sup> Ménard, dans lequel il évoque un récit que lui aurait fait Ménard d'une visite de Mme veuve Henry à son cabinet, en 1898. Témoin au procès de Rennes, Mme Henry n'a rien dit de tel.

(4) Marcel Thomas, p. 415. Sa démonstration est tout à fait convaincante.



On peut raisonner à partir de l'alternative suivante, deux hypothèses seulement étant envisageables pour la réalisation matérielle du faux : Ou bien Henry s'est procuré du papier quadrillé neuf sur lequel il a rédigé la fausse lettre. Ou bien il a employé une partie vierge de la lettre sans intérêt. Or, l'en-tête et la signature recollées sur la pièce de comparaison sont sur le même papier que le corps du faux.

Dans la première hypothèse, emploi de papier neuf, il faut qu'Henry ait imité ces éléments ; il aurait donc mélangé sciemment les morceaux des deux pièces, afin que le faux porte la seule signature authentique. Aucune expertise des signatures n'a été faite. Mais, lors de son interrogatoire, quand il tente de se disculper, Henry insiste sur l'impossibilité d'imiter la signature de Panizzardi. Pour attirer le débat sur ce terrain, il doit être sûr de son fait. D'ailleurs on ne voit pas pourquoi il se serait risqué à une imitation alors qu'il possédait la signature authentique de Panizzardi sur la lettre sans intérêt (à moins qu'elle en soit dépourvue, certes, mais dans la quantité de lettres sans importance que possédait la Section de statistique, on peut supposer qu'Henry en avait choisi une complète). Subsidiairement, si Henry avait employé du papier neuf, acheté à cette fin, on peut penser qu'il aurait examiné avec attention le quadrillage et aurait vu la différence.

Si, au contraire Henry a utilisé un papier provenant effectivement de Panizzardi, par hypothèse pris sur la lettre sans intérêt, on s'explique mieux qu'il ait négligé une comparaison attentive. Dans ce cas, les deux signatures, du faux et de la pièce de comparaison, sont authentiques et le mélange des morceaux, dépourvu de finalité, résulterait d'une erreur de manipulation. Mais cette hypothèse rencontre aussi des objections. S'il disposait de la signature de Panizzardi sur la lettre sans intérêt, pourquoi démembrer la pièce de comparaison ? Et comment se fait-il que les déchirures de l'en-tête et de la signature des deux pièces correspondent presque parfaitement ?

Il s'avère donc extrêmement difficile de reconstituer le procédé d'Henry. Dans les deux hypothèses, la manœuvre paraît inutilement compliquée (la méthode la plus simple et la plus sûre eût évidemment été de garder telle quelle la lettre de comparaison et de fabriquer le faux avec une vraie signature). Premier mystère.

L'emploi d'une procédure aussi complexe contraste avec la négligence d'Henry qui n'en voit pas les imperfections (« *incroyable étourderie* » estime M. Thomas). En 1904, l'inspecteur Targe, enquêtant dans un esprit très dreyfusard, estimera que de telles incohérences sont la trace d'une falsification ultérieure de la pièce « *dans le but probable de rendre le faux éclatant aux yeux de tous* »<sup>(5)</sup>. Mais il n'explicite pas

(5) 2ème Cass. II, p. 777 : Targe.

ses soupçons et on voit mal qui au ministère aurait eu intérêt à pareille manœuvre... De leur côté, les antidreyfusards ont parfois supposé, ou espéré, qu'Henry était tombé dans un piège, sans trop savoir lequel. Quant aux auteurs actuels, ils passent en général rapidement sur ces détails<sup>(6)</sup>.

## b – Le faux et l'état-major

La seconde question est de savoir si le faux est une initiative du seul Henry. Cavaignac l'a interrogé sur ce point, semblant mettre en doute qu'il ait pu avoir seul une pareille idée. Le ministre « *perçut très nettement chez Henry un tressaillement, une hésitation aussitôt réprimée, suivie d'un oui prononcé avec fermeté. "Personne n'a su cela, personne au monde." Ce fut tout.* »<sup>(7)</sup>

Nul n'a jamais prétendu qu'Henry ait fabriqué son faux sur ordre de ses supérieurs, en revanche beaucoup d'auteurs affirment que, courant octobre 1896, le général Gonse lui aurait fait comprendre qu'une initiative de sa part serait la bienvenue. Ils n'en ont aucune preuve. Le seul indice de cette théorie réside dans la psychologie supposée d'Henry : on est stupéfait de voir ce soldat discipliné prendre une pareille initiative. (Seuls les stricts disciples de Reinach n'en sont pas surpris puisque, selon eux, Henry agit pour protéger son complice Esterhazy). Une telle hardiesse peut cependant s'expliquer quand on se rappelle qu'Henry travaille à la Section de statistique. Il est habitué à faire des faux, par exemple pour ses agents doubles. Sans aller jusqu'à parler de routine, on peut dire qu'il emploie un procédé usuel de la guerre secrète. De plus, depuis que le départ de Picquart est décidé, Henry se sent virtuellement chef de service. Il est enfin le successeur du colonel Sandherr auquel il a voué une admiration passionnée et dont il s'estime l'héritier, particulièrement en ce concerne Dreyfus. Lorsqu'une décision s'imposait, Sandherr n'avait besoin d'aucune sollicitation pour prendre une initiative !

Certains militaires, comme Cuignet, ont pensé que du Paty était l'instigateur du faux. Cette accusation ne repose sur rien.

Il reste que le tressaillement observé par Cavaignac n'est pas expliqué, sinon par le sursaut de courage nécessaire pour assumer seul un acte aussi grave.

(6) Marcel Thomas estime que le mélange est volontaire afin que le faux « *ait au moins quelque chose d'authentique* » (p. 417), mais n'exclut pas l'authenticité des deux signatures (p. 418). M. Bredin croit les deux signatures authentiques, sans être surpris par la coïncidence des déchirures, et semble présenter le mélange comme volontaire, ce qui n'a alors aucun intérêt.

(7) Henriette Dardenne, op. cit., p. 179.



Variante de la question : les généraux ont-ils éprouvé des soupçons quant à l'authenticité de la pièce ? Aujourd'hui, la plupart des auteurs l'affirment, parce que cela correspond à leur vision de l'affaire. En son temps, Reinach ne l'avait pourtant pas soutenu, remarquant avec justesse qu'en 1896, les supérieurs d'Henry sont trop heureux de l'arrivée d'une telle preuve pour la suspecter. Ils sont habitués au style maladroit de Panizzardi qui maîtrise notre langue, et à l'aspect de la lettre, déchirée et recollée, comme la plupart des documents issus de la corbeille à papier de Schwartzkoppen. Mais le faux ne résiste pas à l'examen, objecte-t-on. Encore faut-il un examen, avec une arrière-pensée d'authentification, ce que les généraux n'ont aucune raison de faire. Ce n'est pas leur travail, et Henry leur inspire une entière confiance.

De plus la lettre de Panizzardi s'insère bien parmi d'autres messages témoignant que la reprise de l'affaire Dreyfus émeut les ambassades. C'est en tout cas ainsi que s'interprètent naturellement trois pièces parvenues à la Section de statistique à la même période : un message de Panizzardi à Schwartzkoppen lui disant son vif désir de le voir, quelques fragments de la réponse de celui-ci, avec la phrase « *Il est parfaitement vrai que j'ai écrit deux fois à Rome* » (texte auquel le faux fait allusion) et une longue lettre de Panizzardi :

« *Mon cher petit bleu*<sup>(8)</sup>,

*Voici la lettre que vous avez demandée. J'espère qu'elle vous suffira. Maintenant je vous prie de prier là-bas de ne pas continuer l'enquête car ce serait moi que j'en porterai la peine, parce que le ministre de la Guerre devrait gronder le chef d'état-major [...] et que le chef d'état-major tomberait sur moi que je suis le petit poisson. [...] Tout à vous. Alexandrine. »*

Pourtant, M. Thomas croit pouvoir établir qu'il y a eu une « *véritable conspiration* » autour du faux.

Le 5 novembre 1896, des photographies de la pièce sont envoyées au ministre, ainsi qu'une copie du texte de la main de Gribelin. Ce dernier document, retrouvé dans les papiers personnels de Billot porte en bas de page la mention « *Les soussignés certifient que la présente copie est conforme aux originaux de la lettre et de son enveloppe* », suivie des quatre signatures de Gribelin, Lauth, Henry et Gonse. Une telle attestation est sans précédent. M. Thomas en déduit qu'il s'agit d'une conjuration pour authentifier le faux... On peut aussi bien penser que cette procédure exceptionnelle est justifiée par le caractère exceptionnel de la pièce. D'ordinaire, les pièces communiquées au

(8) On ne doit voir dans l'en-tête aucune allusion à la célèbre pièce du même nom, mais bien aux liens homosexuels unissant les deux attachés militaires, un "petit bleu" ou "petit télégraphiste" désignant un jeune homme "disponible".

ministre sont signées par le chef de service. Cette fois, on passe outre Picquart : cela peut également justifier les quatre signatures.

Que la pièce n'ait pas été montrée à Picquart est aussi un argument utilisé pour prouver la complicité passive de l'état-major. Cette décision, dont Boisdeffre assumera l'entière responsabilité, est pourtant justifiée, sachant que le départ de Picquart est décidé depuis plusieurs jours, précisément parce que ses chefs n'ont plus confiance en lui en ce qui concerne l'affaire Dreyfus.

La lettre signée Alexandrine et nommant Dreyfus est naturellement archivée au dossier, dans l'armoire du général Gonse, après avoir été présentée au général Billot.

Le général de Pellieux en prend connaissance un an plus tard, en novembre 1897, dans le cadre de son enquête sur Esterhazy. Nul ne conteste sa bonne foi lorsque qu'il décide de citer ce texte lors du procès Zola. Il est certain que la production du faux ne relève pas d'une stratégie. Pellieux agit sous le coup d'une impulsion<sup>(9)</sup>. Dans sa colère, il appelle en renfort les généraux Gonse et Boisdeffre qui confirment l'existence de la pièce, mais refusent d'en parler davantage et surtout de la verser aux débats. Attitude embarrassée qui paraîtra suspecte par la suite, mais qui est doublement justifiée par la limitation des débats du procès Zola et par les problèmes diplomatiques liés au rôle des attachés militaires.

Le faux Henry figure à sa place chronologique dans le classement Gonse-Wattine. Plus tard, Wattine essaiera de dire qu'il a éprouvé un certain soupçon, dissipé par l'assurance d'Henry. Cela paraît peu crédible, car le jeune magistrat aurait alors examiné la pièce avec grande attention. Dans son rapport, il fait même de la lettre de Panizzardi la cheville ouvrière du dossier, avec l'aval de Gonse, ce qui tend à confirmer la confiance du général en cette pièce.

Enfin, à peine arrivé au ministère, Cavaignac se précipite sur la fameuse lettre et, dans l'espoir de convaincre les dreyfusards sincères, il en donne lecture à l'Assemblée nationale. L'affichage de son discours ayant été voté, le texte de qui sera demain le faux Henry est exhibé dans toutes les communes de France...

C'est le 14 août 1898 que Cuignet découvre le caractère frauduleux de la pièce. Henry qui est en congé ne sera convoqué que le 30. Ce délai de quinze jours a quelques fois paru suspect, sans que nul ne puisse expliciter de soupçons. En fait, le ministre ayant prescrit des expertises

(9) Mentionnons tout de même un fait rapporté par le journal le *Gaulois*. Pendant le procès Zola, le général aurait reçu une lettre signée « *un juré* » ainsi libellée : « *Comme homme notre opinion est faite, mais comme jurés, nous vous demandons une preuve de la culpabilité de Dreyfus* ». Le journal affirme que Pellieux a remis cette lettre au Président du tribunal.



exigeant de longs et minutieux calcages, lui-même ayant dû s'absenter du 18 au 24, ce délai n'est pas anormal.

Le 29, les généraux Gonse et Boisdeffre sont avertis<sup>(10)</sup>. Rien n'a transpiré de leur entrevue avec Cavaignac. Le lendemain, ils assistent sans intervenir à l'interrogatoire d'Henry.

Cet interrogatoire n'a été transcrit que le 3 septembre par le général Roget. Sa lecture laisse une impression troublante.

Face aux questions de Cavaignac, Henry concède assez vite qu'il a trafiqué la lettre de Panizzardi. Mais il tente de s'accrocher à une position intermédiaire : il dit n'avoir ajouté qu'une phrase, une seule, la dernière, « *il faut que jamais personne...* ». C'est à ce stade que Cavaignac le questionne sur ses complices éventuels (d'où le fameux tressaillement), sur son objectif (réponse : « *donner plus de poids à la pièce* »). Puis, après avoir feint de le laisser sortir, le ministre rappelle Henry, lui dit que son explication ne tient pas. Henry hésite, puis reconnaît que le message reçu n'avait pas trait à l'affaire Dreyfus.

Le ministre : « *Ainsi, voici ce qui est arrivé : vous avez reçu une enveloppe avec une lettre dedans, une lettre insignifiante, vous avez supprimé la lettre réelle, et vous avez fabriqué l'autre ?* »

Henry : « *Oui* ».

Et, curieusement, l'interrogatoire s'achève sur cet aveu laconique<sup>(11)</sup>.

Ce « *Oui* » est la dernière parole officielle d'Henry avant son suicide, vingt-quatre heures plus tard...

On peut admettre que le ministre, nerveusement épuisé par trois quarts d'heure de questions serrées, se soit arrêté sitôt le oui fatal obtenu. Mais il est très étonnant que l'interrogatoire d'Henry n'ait pas immédiatement été poursuivi, mettant à profit l'état de choc du coupable. Pourtant, trois généraux, dont son supérieur direct, sont sur place... Henry est simplement invité à se retirer dans la pièce voisine sous la garde du général Roget. Il lui répète qu'il a agi seul, affirme qu'il n'a fait que retranscrire des informations reçues oralement, qu'il est un honnête homme. Roget pose quelques questions sur Esterhazy, sur l'arrivée du bordereau. Mais cette conversation sans témoin n'a rien d'un interrogatoire et la fabrication du faux n'est pas abordée.

En fait, il n'existe aucun interrogatoire en bonne et due forme d'Henry ! Le procès-verbal de son entretien avec Cavaignac sera rédigé trois jours après sa mort et ne porte donc pas sa signature. Le coupable n'a même pas été mis en présence de son faux. Les considérations sur les interversions de fragments ne lui ont pas été soumises (pourtant, au cours de son interrogatoire, Henry avait, en vain, tenté de faire parler

(10) Gonse avait été averti quelques jours avant par le général Roget. Reinach en tire argument pour prouver que Gonse n'était pas complice d'Henry, sans quoi il l'eût prévenu.

(11) 2ème Cass. III, pp. 418-420 : interrogatoire d'Henry.

le ministre sur ce point). Aucune question sur sa manière de procéder, aucune sur ses mobiles précis.

Cette absence de curiosité est tellement surprenante qu'au risque d'épaissir le mystère, une question nous semble s'imposer : l'interrogatoire d'Henry est-il entièrement reproduit ? Henry n'aurait-il pas dit autre chose que, d'un commun accord, Boisdeffre, Gonse, Roget et Cavaignac auraient décidé de tenir secret ?

Dans des textes polémiques, les dreyfusards ont bien souligné ces étrangetés, rêvant d'une vaste complicité de tout l'état-major. Mais Reinach, singulièrement raisonnable, a décrété que la version officielle n'était « *pas sérieusement contestable* » sans chercher à en exploiter les faiblesses. Pour une fois, le chef de file des dreyfusards et l'état-major semblent avoir le même objectif : faire avouer Henry, avoir une garantie (trois généraux et un ministre !) que le faux était faux – et peu importe les détails.

Il est extrêmement regrettable pour la connaissance de l'affaire qu'on se soit contenté de si peu.

Henry est conduit au Mont Valérien, après un bref passage à la Section de statistique, accompagné par le général Gonse, puis à son domicile où il peut voir sa femme et son fils.

Le lendemain 31 août, de sa cellule, il écrit trois lettres.

Une au général Gonse :

« *Mon général,*

*J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien venir me voir ici. J'ai absolument besoin de vous parler.*

*Veuillez agréer [...] »*

Deux à sa femme. La première reflète bien son état d'esprit, tel qu'en a témoigné le général Roget :

« *Ma Berthe adorée,*

*Je vois que tout le monde sauf toi va m'abandonner, et cependant, tu sais dans l'intérêt de qui j'ai agi. Ma lettre est une copie et n'a rien, absolument rien de faux ; elle ne fait que confirmer les renseignements verbaux qui m'avaient été donnés quelques jours auparavant. Je suis absolument innocent. [...] »*

Ce « *dans l'intérêt de qui* » a fait couler beaucoup d'encre... Pour sa veuve et tous les antidreyfusards, derrière Charles Maurras, c'est à l'armée que pensait le colonel. Mais pourquoi ne pas avoir écrit tout simplement "dans l'intérêt de l'armée" ? Dans l'autre camp, les noms du général Mercier, d'Esterhazy, de Sandherr ont été avancés, au gré des différentes théories soutenues.



Plus étrange encore est la seconde lettre, laissée inachevée :

« Ma Berthe bien aimée,

*Je suis comme fou. Une douleur épouvantable m'étreint le cerveau. Je vais me baigner dans la Seine. »*

Ici, manifestement, Henry délire. Pourquoi ? Certains auteurs avancent la chaleur ; mais le bulletin météo du jour annonce 19°6, ce qui est plutôt frais pour un 31 août. D'autres le disent accablé par la lecture des journaux du matin ; pourtant, prévenus la veille par un communiqué officiel laconique, ils étaient plus stupéfaits que loquaces, et se tenaient encore dans une expectative au ton modéré. Reinach prétend tenir de témoins oculaires que l'on retrouva une bouteille de rhum à moitié vide dans la cellule du colonel<sup>(12)</sup>. Les derniers mots d'Henry ne semblent pas évoquer l'ivresse, mais plutôt une démente de drogué, et si bouteille de rhum il y eut, on peut se demander ce qu'elle contenait...

Le colonel Henry est découvert mort ce 31 août par le planton venant lui porter son dîner à 18h.30. Selon toute apparence, il s'est tranché la gorge avec son rasoir qui est trouvé refermé dans sa main gauche. Henry était droitier. Il est étonnant, mais pas impossible, que l'homme agonisant ait changé son arme de main et que le rasoir se soit alors replié. Il porte la trace de plusieurs coups, « *aux deux côtés de la gorge, des entailles profondes* », mentionne le rapport officiel, « *sept ou huit* » entailles, selon un témoin<sup>(13)</sup>. Il est étonnant, mais pas impossible, qu'un homme suicidaire s'acharne ainsi sur sa propre personne.

Rien de cela n'étonna le médecin : il jugea que la mort remontait à trois heures environ, estima le suicide évident et aucune autopsie ne fut pratiquée...

Là encore, en dehors de la polémique immédiate, parfois fort vive dans les salons où l'on n'hésitait pas à dire que Cavaignac avait fait assassiner Henry, les dreyfusards acceptèrent sans discussion la thèse du suicide.

Pourtant, ce suicide survenu avant toute enquête, après un interrogatoire qu'on peut suspecter d'avoir été tronqué, a de quoi susciter bien des questions. Que voulait dire Henry au général Gonse, quelques heures avant sa mort ? On peut, par exemple, imaginer qu'après son aveu, Henry ait cherché à convaincre les généraux de garder le silence sur le faux. Devant le refus de Cavaignac, on peut même imaginer qu'il se

(12) Reinach, Hist. IV, p. 211. Le procès-verbal officiel ne signale pas cette bouteille. Reinach affirme tenir le renseignement de deux sources distinctes : le commandant Walter, commandant du Mont Valérien et Léon Lévy, jeune appelé faisant son service au fort et venu dans la cellule le 31 août au soir, celui qui, selon Reinach, ferma les yeux du colonel Henry.

(13) Henriette Dardenne, op. cit., p.191.

soit livré à quelque chantage ; menace d'attribuer le faux à un de ses supérieurs, voire menace de déclarer publiquement l'innocence de Dreyfus. Cela expliquerait l'interruption brutale de l'interrogatoire – et, pourquoi pas, la suppression d'Henry, effectivement devenu "fou", c'est-à-dire incontrôlable ?

Scénario fictif, bien entendu. Mais force est d'admettre que sa mort est plus mystérieuse qu'on ne le dit, et que le front uni Gavaignac-Gonse-Boisdeffre-Roget-Reinach ne garantit nullement l'authenticité de la version officielle.

Par ailleurs, les rapports des dreyfusards avec le faux sont loin d'être limpides.

### c – Le faux et les dreyfusards

Lorsque l'agence Havas fait savoir à la presse que la lettre de Panizzardi nommant Dreyfus est un faux, fabriqué par le chef du service des renseignements, c'est la stupeur dans tout le pays et l'euphorie chez les dreyfusards. Euphorie double. Non seulement c'est la seule pièce nommant Dreyfus qui disparaît, mais de plus les défenseurs de Dreyfus la désignaient comme fausse depuis des mois...

Le fait qu'ils connaissent le faux apparaît pour la première fois, et de façon la plus flagrante, le 14 novembre 1897, dans l'article du *Figaro* signé « Vidi », écrit par le dreyfusard Emmanuel Arène. L'article se termine par un paragraphe touchant un point « *d'une délicatesse extrême* » : dans le dossier Dreyfus figure une lettre échangée « *entre deux personnalités étrangères* », provenant du même panier que le bordereau, dans laquelle « *le nom de Dreyfus figure en toutes lettres* ». Vidi affirme que les défenseurs de Dreyfus savent que cette pièce leur sera opposée et sont prêts à s'inscrire en faux contre elle, car elle résulte probablement d'une « *manœuvre imaginée par les gens même qui, après la condamnation de l'ex-capitaine Dreyfus, avaient intérêt à fortifier encore le gouvernement dans l'idée de la culpabilité du condamné* ».

Tant de prescience ne peut être que de la science...

Plus vaguement, Scheurer-Kestner mentionne dans le *Temps* du 15 novembre des pièces « *plus ou moins récentes* » qui pourraient être des faux et sur lesquelles il aurait attiré l'attention du ministre Billot lors de leur entrevue du 30 octobre. Quelques jours avant le procès Esterhazy, dans le *Siècle*, Yves Guyot évoque des preuves contre Dreyfus postérieures à septembre 1896, certainement l'œuvre d'un « *fou malfaisant* » et il affirme qu'une enquête sérieuse en ferait découvrir la fausseté.

Au procès Zola, lorsque le général de Pellieux livre le texte de la pièce secrète, chacun s'accorde à dire que Labori feint la surprise, heureux de l'incident qui lui permet de réclamer la production du document. Aussitôt,



Picquart demande à revenir témoigner pour affirmer que la lettre est un faux. Il réitère au lendemain du grand discours de Cavaignac, dans une lettre solennelle où il se déclare « *en état d'établir* » la falsification.

Selon les explications officielles, deux dreyfusards auraient connu l'existence de la lettre de Panizzardi : Picquart et Scheurer-Kestner.

On sait que la Section de statistique n'avait pas montré la pièce à Picquart. C'est, dira-t-il, le ministre de la Guerre qui lui avait « *donné l'indication sommaire* » de son contenu, peu avant son départ, donc vers le 10 ou 12 novembre 1896. A partir de février 1898, Picquart répétera constamment ce témoignage.

Il est pourtant contredit par un texte du même Picquart, rédigé le 2 avril 1897, lors de l'exil en Tunisie. Ce texte solennel est connu sous le nom de *Testament de Picquart*, puisqu'il était destiné à n'être ouvert qu'en cas de disparition. Après avoir exposé ses découvertes concernant Esterhazy-Dreyfus, Picquart écrit qu'à l'automne 1896, il était presque parvenu à convaincre le général Billot, jusqu'à ce qu'une entrevue avec le général de Boisdeffre ait ramené le ministre à la certitude de la culpabilité de Dreyfus. Voici en quels termes Picquart relate son ultime entrevue avec Billot :

« *Il me dit très ostensiblement (et je me permets de croire que ce n'était pas vrai) que, par sa police particulière, il avait des preuves de la culpabilité de Dreyfus, sans me dire lesquelles.* »<sup>(14)</sup>

Picquart a bien écrit, dans ce texte qui n'a pas été rédigé à la légère, « *sans me dire lesquelles* »...

Aurait-il préféré passer sous silence une pièce compromettante pour son protégé ? Il est difficile de le soutenir : la réflexion, très appuyée, « *je me permets de croire que ce n'était pas vrai* », fait porter le doute sur l'existence même de nouveaux documents concernant Dreyfus. Si Billot lui avait dit qu'il existait une pièce nommant Dreyfus, si, comme il l'a dit plus tard, Picquart avait alors manifesté « *une incrédulité absolue* » devant le général Gonse, il n'aurait pas manqué de désamorcer ce présumé faux dans son testament.

Il est d'ailleurs tout à fait remarquable que Picquart parle de cette pièce pour la première fois le 19 février 1898, devant le juge Bertulus, deux jours après que le général de Pellieux en ait livré la teneur en plein procès Zola<sup>(15)</sup>. Ce jour-là, Picquart déclare que Billot lui a cité le texte de la lettre de Panizzardi ; ultérieurement, il se contentera de dire évasivement que le ministre « *lui [en] avait donné l'indication sommaire* ».

(14) Voir par exemple Reinach, Hist. II, p. 701.

(15) Comme par hasard, Reinach se "trompe" en situant au 13 février la déposition de Picquart, ce qui laisse penser au lecteur que Picquart connaissait le texte avant l'intervention de Pellieux...

Le Testament et les dépositions de Picquart sont donc contradictoires. Tant la chronologie que les circonstances nous incitent à accorder plus de foi au Testament. Il faut donc que Picquart ait menti – sous serment, mais ce n'est pas la première fois.

Quant à Scheurer-Kestner, c'est au mois de juillet 1897 que le général Billot est censé lui avoir mentionné la fameuse lettre de Panizzardi.

C'est Reinach qui le révèle, dans son second volume (paru en 1899), se référant aux mémoires inédits du sénateur. Effectivement, dans l'édition publique desdits mémoires, en 1988, la confidence de Billot figure en bonne place<sup>(16)</sup>. Cependant plusieurs détails confèrent à ce récit un caractère douteux.

D'abord, son auteur le place en juillet 1897, peu après la parution de la seconde édition de la brochure de Bernard Lazare, ce qui est impossible : la seconde édition de la première brochure est sortie en novembre 1896, la seconde brochure en novembre 1897, en aucun cas au début de l'été 1897. De plus, selon tous les témoignages connus, Scheurer-Kestner n'a jamais rencontré Billot en juillet 1897. Il est en relation indirecte avec lui depuis le mois de mai par le truchement du colonel Bertin-Mouro, au sujet de ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus, mais il n'a pas d'entrevue personnelle avec le général Billot avant celle du 30 novembre<sup>(17)</sup>.

Ensuite, pas une seule fois de son vivant, Scheurer n'a fait allusion au fait qu'il avait eu connaissance du faux Henry...

Dès son article au *Temps* du 15 novembre 1897, Scheurer-Kestner précise que Billot ne lui a donné aucune preuve de la culpabilité de Dreyfus. Il dit bien avoir mis le ministre en garde contre l'existence d'éventuelles fausses pièces, mais cela est nettement présenté comme une initiative de sa part, nullement comme une réplique à quelque propos de Billot. Au procès Esterhazy, au procès de Rennes, Scheurer répète que, malgré son insistance, le ministre « *retenu par je ne sais quel scrupule* » a refusé de lui citer la moindre preuve contre Dreyfus<sup>(18)</sup>. Cette déposition écrite « *sous la foi du serment* » contredit donc formellement le texte des Mémoires selon lequel, dès que Scheurer lui a demandé des « *preuves inédites, [...] convaincantes de la culpabilité de Dreyfus* », Billot a cité « *d'un air malin et coupable* » le texte approximatif de la lettre de Panizzardi, contenant Dreyfus en toutes lettres...

Ajoutons que, dans ses prétendues Mémoires, le sénateur dit avoir cru que Billot lui parlait de *Ce canaille de D.*, transformé en Dreyfus pour mieux le convaincre. Même si cela était vrai, Scheurer ne pourrait

(16) Scheurer-Kestner, p. 78.

(17) Rennes II, pp. 45-46 : Bertin-Mouro – p. 50 : Scheurer – I, p. 168 : Billot.

(18) Rennes II, p. 50 : Scheurer.



être la source d'information de Vidi qui affirme bel et bien l'existence d'une pièce portant le nom de Dreyfus en toutes lettres.

Ou bien, ce que nous pensons, le récit figurant dans les Mémoires de Scheurer Kestner résulte d'un trucage (quel qu'en soit l'auteur), ou bien il est authentique (et Scheurer aurait menti en justice, on n'imagine pas pourquoi) mais n'explique pas Vidi.

Si ce n'est ni Scheurer ni Picquart, d'où Emmanuel Arène tenait-il sa science, qui lui a permis, dès novembre 1897, de dénoncer le faux ? Question jamais posée...

Et une fois le texte rendu public par le général de Pellieux, au procès Zola, comment les défenseurs de Dreyfus ont-ils pu être aussi sûrs de la fausseté de la pièce ? Scheurer en donne pour raison le fait qu'elle venait de la corbeille à papier de Schwartzkoppen. L'argument fait sourire quant on sait tout ce qui est sorti de cette corbeille, y compris, officiellement, le Petit bleu... D'autres dreyfusards ont dit avoir été convaincus par les affirmations de l'ambassade d'Italie : mais celle-ci niait tout en bloc... D'autres ont mis leur flair sur le compte du style du faux Henry : or, quand on connaît les véritables lettres de Panizzardi, dont le français est abominable, il est parfaitement vraisemblable.

Ni Vidi, ni les défis de Picquart n'évoquent un pari. Les dreyfusards ne croient pas la pièce fausse, ils la savent fausse.

Il faut signaler que les dreyfusards ont très longtemps attribué la réalisation du faux à Lemerrier-Picart. Cet individu, de son vrai nom Moïse Leeman, était un escroc au casier judiciaire chargé.

Sa seule intervention certaine dans l'affaire se situe en décembre 1897. Il avait fabriqué une fausse lettre censée émaner d'un certain Otto, de l'ambassade d'Allemagne, et prouver la culpabilité d'Esterhazy. Selon Reinach, Lemerrier-Picart aurait d'abord essayé de lui vendre la pièce, mais, flairant un piège des services secrets, le subtil dreyfusard aurait refusé. L'escroc trouva tout de même un acheteur : Rochefort. Le journaliste antidreyfusard publia le faux comme une preuve des manigances du syndicat et accusa nommément Reinach de l'avoir fait fabriqué – d'où une condamnation en diffamation. Les antidreyfusards restèrent convaincus que Moïse Leeman était un agent des dreyfusards, tandis que pour Reinach et les siens il fut définitivement « *le faussaire attitré de la Section de statistique* »... Le personnage, opportunément retrouvé pendu à une espagnolette en mars 1898, n'a jamais pu être interrogé. Il est cependant quasiment établi qu'il n'a jamais appartenu à la Section de statistique<sup>(19)</sup>.

Son rapport avec le faux Henry repose sur un étrange témoignage de Mathieu Dreyfus.

(19) Cela résulte d'une enquête effectuée lors de la seconde cassation.

Le 16 avril 1898, soit deux mois après le procès Zola et quatre avant la révélation du faux, Mathieu aurait reçu la visite d'un jeune homme à l'accent italien disant se nommer Nino Romano et prouvant par divers détails précis qu'il connaissait Casella. Ce visiteur lui aurait raconté que, avant novembre 1897, Lemerrier-Picart avait communiqué à Schwartzkoppen « *dans le plus strict secret, qu'il avait, étant employé au ministère de la Guerre, écrit par ordre d'officier d'état-major, une lettre qui devait simuler une missive authentique adressée par le colonel Panizzardi à son collègue Schwartzkoppen* ». Nino Romano aurait précisé à Mathieu qu'il s'agissait bien de la lettre citée par le général de Pellieux au procès Zola. Schwartzkoppen, après avoir mis Lemerrier-Picart à la porte, se serait précipité pour avertir Panizzardi, lequel aurait couru chez son ambassadeur, qui aurait ensuite avisé Hannotaux.

Mathieu, impressionné, dit avoir prié Reinach de contrôler ce récit auprès de l'ambassade italienne, via « *un des ses amis* » (Trarieux ?). Deux jours plus tard, Reinach confirme et Mathieu conclut que ce récit lui permet de comprendre la mort de Lemerrier-Picart, évidemment supprimé par l'état-major<sup>(20)</sup>. Quant à Nino Romano, sa mission accomplie, il s'évanouit dans la nature.

Reinach évoque brièvement l'anecdote, précisant que Lemerrier-Picart avait en outre montré à Schwartzkoppen des lettres où il imitait sa propre écriture<sup>(21)</sup>. Ni les carnets de Schwartzkoppen ni la correspondance des deux attachés militaires n'y font allusion.

Cette histoire extravagante est oubliée des auteurs d'aujourd'hui. Pourtant, la connaissant, il est difficile de soutenir avec M. Thomas que Reinach et consorts se sont « *laissés emporter par leur imagination* » en accusant Lemerrier-Picart...

Mathieu rapporte des faits précis : ils sont vrais ou faux. Si l'intervention de Romano est authentique, on peut penser que Lemerrier-Picart avait effectivement tenté un chantage sur Schwartzkoppen. Et on ne voit pas comment il aurait connu l'existence du faux sans en être l'auteur, ce qui remet obligatoirement en question le rôle d'Henry. Si l'anecdote est inventée par Mathieu, elle ne peut être que la trace d'une explication esquissée par les dreyfusards pour dénoncer Lemerrier-Picart comme auteur du faux, avant qu'Henry soit reconnu coupable.

Quelle que soit la vérité, cette histoire n'est pas insignifiante.

Le faux Henry, dont la découverte est un des épisodes majeurs de l'affaire Dreyfus, est aujourd'hui rapidement évoqué (Henry a fait un faux, il a avoué et s'est suicidé) comme un événement sans mystère.

(20) Mathieu Dreyfus, pp. 172-175.

(21) Reinach, Hist. II, p. 529. Il référence Mathieu et Trarieux (1ère Cass. I, p. 467), mais en fait l'ancien ministre ne fait pas allusion au faux Henry ; il dit seulement que Tornielli savait que Lemerrier-Picart pouvait imiter l'écriture de Schwartzkoppen.



Nous avons pu constater qu'il en va tout autrement. Il n'est pas sans importance de constater qu'une fois de plus, on ignore le circuit de renseignement des dreyfusards et que les vagues indications qu'ils ont données sont suspectes, certaines manifestement mensongères. Le lecteur ne peut non plus ignorer que l'interrogatoire d'Henry s'interrompt de façon anormale, que son suicide n'a rien d'évident.

Les aveux d'Henry n'auraient-ils pas, par exemple, révélé une intoxication au sein même des services secrets, que les généraux effarés auraient délibérément censurée ?

Il y a là toute une zone d'ombre où la recherche n'a jamais sérieusement pénétré. A défaut de pouvoir l'éclairer, du moins doit-on en désigner les contours.

## II - VERS LA RÉVISION

### a - Après la découverte du faux Henry

La révélation du faux, immédiatement suivie de la nouvelle du suicide du colonel Henry jette la stupéfaction dans les deux camps. Chez les dreyfusards, c'est l'euphorie : la révision semble ne plus pouvoir être évitée. Chez les antidreyfusards, c'est l'attement et, dans un premier temps, on s'en prend à Henry. Son geste est « *imbécile et coupable* » pour la *Libre Parole*, « *odieux et stupide* » pour l'*Intransigeant*...

Le président du Conseil, Henry Brisson, est personnellement acquis à la cause de Dreyfus, mais il n'ose pas le montrer. Il se contente de faire officieusement savoir à la famille qu'il attend une requête en révision venant de Mme Dreyfus. Les dreyfusards ne pardonneront pas à Brisson ce qu'ils considèrent comme une dérobade car, une fois de plus, ils souhaitent que l'initiative vienne du gouvernement. Le 3 septembre la requête est déposée, signée par Lucie Dreyfus, rédigée par Mathieu, Reinach, Ranc, Trarieux, assistés de Demange et Labori.

Cavaignac, décidé à devenir le chef de file des dreyfusards, donne sa démission. Sur le conseil de Félix Faure, le général Zurlinden est nommé ministre de la Guerre le 5 septembre.

*A priori* Zurlinden est convaincu de la nécessité de la révision. Mais il demande quelques jours pour prendre personnellement connaissance de la question. Dossier secret en main, le nouveau ministre acquiert la conviction de la culpabilité de Dreyfus... Le 10 septembre, il remet au Garde des Sceaux un avis contre la révision. Le changement de ministre n'a servi à rien !

Zurlinden a été particulièrement frappé par l'attitude de Picquart, qui lui semble à l'évidence être un agent dreyfusard. Le Petit bleu est une pièce des plus suspectes et, le 16 septembre, le ministre donne l'ordre d'ouvrir une enquête contre Picquart pour faux et usage de faux.

C'est l'affolement chez les dreyfusards, qui avaient espéré profiter de l'effet Henry pour faire libérer leur champion (demande rejetée dès le 12 septembre par le tribunal correctionnel).

Leur meilleur allié au gouvernement est Léon Bourgeois. Dreyfusard de la première heure, membre influent de la franc-maçonnerie, il est ami de Brisson, maçon comme lui, et ne cesse de le pousser à la révision. Sous son influence, Brisson se résout à changer une nouvelle fois de ministre de la Guerre. Mais lequel prendre dont on soit assuré qu'il n'entrave pas la révision ? Le chef du gouvernement n'a d'autre idée que de consulter... Joseph Reinach et Mathieu Dreyfus ! Le frère du condamné de 1894 et le neveu du suicidé de Panama sont désormais en position de choisir le ministre de la Guerre : on mesure le chemin parcouru ! C'est finalement Léon Bourgeois qui désigne l'homme de la situation : le général Chanoine, un général "de gauche", partisan déclaré de la révision.

Au conseil des ministres du 17 septembre, Brisson impose que la requête de Mme Dreyfus soit transmise à la Commission de révision. Sur le champ, Zurlinden démissionne. Dans sa lettre de démission, publique, il affirme sa conviction de la culpabilité de Dreyfus.

Le général Chanoine est donc nommé ministre. Comme promis, il ne s'oppose pas à la révision, ce dont il n'a d'ailleurs plus le pouvoir. Mais, après une entrevue avec le général Zurlinden, qui a repris son poste de gouverneur militaire de Paris, le 20 septembre, le nouveau ministre signe l'ordre d'informer pour faux contre Picquart. Les dreyfusards se sentent trahis.

En effet, c'est une victoire pour les antidreyfusards, car Picquart devait comparaître le lendemain devant le tribunal correctionnel, dans le cadre de l'enquête sur les divulgations de documents en 1896. En raison de cette nouvelle procédure, le procureur demande, et obtient, le renvoi de l'affaire. Picquart passe donc aux mains de la justice militaire, beaucoup moins bien disposée à son égard que la justice civile... Il est immédiatement transféré de la prison de la Santé (où il est depuis le 12 juillet) à celle du Cherche-Midi.

La Commission de révision se réunit les 21 et 22 septembre, composée de trois Conseillers à la Cour de cassation et de trois fonctionnaires du ministère de la Justice. Elle a en main les dossiers Dreyfus et Esterhazy (conseil de guerre et enquête Bertulus). Elle observe qu'il n'est présenté aucun fait nouveau ni aucune pièce « *de nature à établir l'innocence*



du condamné Dreyfus », étant précisé que la découverte du faux Henry est sans incidence, pour la double raison que le faux est postérieur à 1894 et qu'Henry fut étranger à la mise en cause de Dreyfus. La Commission conclut donc qu'elle n'est « *pas d'avis qu'il y ait lieu à révision* »<sup>(22)</sup>.

Il ne s'agit que d'un avis consultatif, le Garde des Sceaux, Sarrien, restant maître de la décision. Malgré les adjurations de Brisson, qui en appelle à la République et sanglote lors du conseil restreint du 24 septembre, Sarrien incline à rejeter la requête de Lucie Dreyfus. La décision finale doit se prendre au Conseil des ministres, le 26 septembre. Nous avons vu comment Esterhazy intervient, le 25, en faisant publier des aveux dans la presse anglaise, aveux après lesquels il devient médiatiquement impossible de rejeter la révision. Par six voix contre quatre, le Conseil des ministres décide de transmettre la requête en révision à la Cour de cassation.

C'est donc le ministère Brisson qui a accompli ce pas décisif vers la révision du procès Dreyfus. Les loges du Grand Orient adressent leurs félicitations à leur frère Brisson (le 19 septembre, le Convent avait publié une déclaration dénonçant l'alliance du militarisme et du cléricalisme et appelant à la « *sauvegarde du droit humain* »...). Pourtant, les dreyfusards ne seront guère reconnaissants envers Brisson, lui reprochant d'avoir tergiversé trop longtemps et d'avoir laissé l'armée prendre l'offensive contre Picquart. Quant aux nationalistes, ils voient tout simplement Brisson comme un traître qui compromet l'armée pour satisfaire les exigences maçonniques. Leur exaspération est portée à son comble par l'affaire de Fachoda.

Depuis juillet 1898, devançant les Anglais dans la conquête du Haut-Nil, le capitaine Marchand et sa mission occupent le poste soudanais de Fachoda. L'anglais Kitchener y arrive à son tour en septembre et Londres exige que Paris rappelle Marchand. Le ministre des Affaires étrangères, Gabriel Hanotaux est plutôt partisan de résister, mais le gouvernement hésite, préfère entamer des négociations. L'Angleterre se déchaîne, menace de déclencher une guerre. Une tension internationale s'ensuit. La France finit par proposer l'évacuation de Fachoda, le 12 octobre. Durant la crise, la presse anglaise s'est saisie de l'affaire Dreyfus pour alimenter l'animosité de l'opinion anglaise contre la France et son armée. Les nationalistes français y trouvent la confirmation que les agitateurs dreyfusards affaiblissent le pays. Drumont et Déroulède se déchaînent.

Le 25 octobre, Déroulède organise une manifestation de soutien à l'armée durant une séance à la Chambre des députés. La tension est vive, d'autant plus que, depuis quelques semaines, les partisans de

(22) 1ère Cass. II, pp. 128-130 : Décision de la Commission de révision.

Dreyfus ont lancé le bruit d'un complot militaire, un coup d'État monté par le général de Pellieux. Il devait avoir lieu, disaient-ils d'abord, le 16 octobre, date à laquelle les Jaurès, Clemenceau et compagnie avaient feint une grande peur leur permettant de maintenir en alerte les forces de gauche, et de les attacher définitivement à la cause de Dreyfus. Le 25 octobre, à la chambre, les nationalistes réclament la démission de Brisson. Le général Chanoine, apparemment sous le coup d'une impulsion, prend la parole et prononce ces mots fatidiques :

« *On parlait tout-à-l'heure d'une affaire néfaste devant laquelle mes deux prédécesseurs se sont retirés. J'ai le droit d'avoir une opinion : elle est la même que la leur.* »

Et le ministre de la Guerre donne solennellement sa démission, acclamé par la foule...

Cavaignac, Zurlinden, Chanoine : dès qu'un honnête homme – et nul ne peut contester l'honnêteté de ces trois hommes – ouvre le dossier de Dreyfus, il proclame sa culpabilité. Cette évidence étaye la conviction des antidreyfusards.

La crise semble ouverte. Mais les groupes républicains, croyant toujours, ou feignant de croire, au coup d'État, font voter à l'unanimité un ordre du jour affirmant la « *suprématie du pouvoir civil* ». Cela ne sauve pas pour autant Brisson qui se voit refuser la confiance. Au dehors, la journée se termine sans incident, et bien sûr sans la moindre ébauche de coup d'État...

Félix Faure va nommer Charles Dupuy comme nouveau Président du Conseil. Ce choix est censé rassurer les antidreyfusards (car Dupuy était président du Conseil lors de la condamnation de Dreyfus), tout comme celui du ministre de la Justice, un certain Lebreton, qui passe pour hostile à la révision. Mais les dreyfusards ont exigé que le ministre de la Guerre soit cette fois un civil et le poste échoit au vieux politicien protestant Freycinet qui est, lui, plutôt favorable à Dreyfus. En fait, l'avantage est donc aux dreyfusards puisque si le Garde des Sceaux est suspect d'hostilité à leur égard, il n'a pas d'autorité sur des magistrats dreyfusards, tandis que le ministre de la Guerre pourra peser sur une armée supposée globalement antidreyfusarde.

Les 27, 28 et 29 octobre, la Chambre criminelle de la Cour de cassation examine la requête déposée par Lucie Dreyfus. Le procureur général est Jean-Pierre Manau dont les sentiments dreyfusards s'étaient manifestés lors de la cassation du procès Zola. Cette fois, il est déchaîné, il redouble de grandiloquence, il pleure, il invoque « *les saintes lois protectrices des accusés* ». Le faux Henry lui semble de nature à jeter la suspicion sur l'origine du bordereau, et nous avons parlé de l'importance fondamentale qu'il accorde aux brouillons de la potiche pour étayer la culpabilité



d'Esterhazy. Il suggère la cassation immédiate et demande que la peine de Dreyfus soit dès à présent suspendue...

Plus prudente, la Cour repousse ses conclusions, et, par arrêt du 29 octobre, décide l'ouverture d'une enquête à fin de décider de la cassation du procès 1894.

L'enquête est confiée à la Chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par Louis Loew, dont nous avons déjà dit qu'il est le beau-frère du docteur Gibert, proche ami de Mathieu Dreyfus.

### b – Antidreyfusards !

L'instant d'abattement des nationalistes après la découverte du faux Henry n'a guère duré.

Cavaignac fait savoir que cet événement, preuve de sa probité puisque c'est lui qui a mis le faux à jour, ne change rien à sa conviction de la culpabilité de Dreyfus. Il se base essentiellement sur le fait que le faux Henry est de deux ans postérieur au procès Dreyfus. La découverte qu'une pièce frauduleuse a été introduite dans le dossier en novembre 1896 ne saurait permettre de revenir sur une condamnation prononcée en décembre 1894. La simplicité et l'apparente solidité de ce raisonnement rallient les antidreyfusards. Certes, l'argument constituera un réel obstacle juridique, mais les partisans de Dreyfus répliqueront facilement que, sans le faux Henry, les généraux eux-mêmes auraient été acquis à la révision par Picquart en 1896...

De son côté, le 5 septembre, dans la *Gazette de France*, Charles Maurras lance le thème du « faux patriotique ». Prenant le contre-pied de la première réaction des antidreyfusards, hostile à Henry, le jeune écrivain, dont c'est le premier pas en politique, choisit de défendre le défunt. Sous sa plume, et peut-être de façon assez juste, le colonel Henry devient un héros antidreyfusard, voire un martyr (« Colonel, il n'est pas une goutte de votre sang précieux qui ne fume encore partout où palpète le cœur de la Nation. »...). C'est, explique Maurras, pour sauver l'armée, menacée par les manigances des dreyfusards et par la timidité des ministres, que l'« énergique plébéien » a fabriqué la fausse lettre. Il ne s'agit donc pas d'avoir honte du faux, mais bien au contraire d'ériger Henry en champion de la Raison d'État. Le camp nationaliste accueille le mot d'ordre avec enthousiasme.

Dès lors, tout ce qui est antidreyfusard va faire bloc autour de ces deux idées force, qui peuvent se résumer à un crédit absolu accordé à l'armée. Le tribunal militaire qui a jugé Dreyfus coupable, à l'unanimité, n'a pas pu se tromper. Le colonel Henry n'a pu faire un faux que pour sauver l'armée, donc la nation. Dans l'immédiat, la formule a un effet bénéfique incontestable, elle rassemble les forces nationalistes et mili-

taristes, elle galvanise les énergies. Elle est pourtant porteuse d'un danger qui, à plus long terme, sera fatal aux antidreyfusards : le refus de chercher à comprendre... Ainsi excusera-t-on Henry, mais sera-t-on sans pitié pour du Paty, coupable d'avoir altéré l'image de l'officier en portant une fausse barbe. Ainsi, Esterhazy, coupable d'avoir dupé et ridiculisé la presse nationaliste en 1897, sera-t-il désigné comme "vendu aux dreyfusards", mais ne mènera-t-on aucune contre-enquête suivie sur son cas.

Il est remarquable que ces bases doctrinales aient été fournies par deux civils, connaissant très peu le dossier Dreyfus (absolument pas pour Maurras, et fort mal pour Cavaignac). Il n'y a là nulle contradiction avec les véhéments reproches adressés à Scheurer l'année précédente de s'être engagé dans la défense de Dreyfus sans savoir de quoi il parlait, car, précisément, la position de principe des antidreyfusards est le refus de savoir. Pour eux, l'armée est bien, selon la formule de Zola, « l'arche sainte » et le seul fait d'ouvrir un dossier secret, d'envisager un débat sur des questions jugées à huis clos, est une atteinte à son caractère sacré, symbole de la nation. Là où, depuis un an les dreyfusards labourent le terrain de l'intelligence, faisant appel au doute et à l'esprit critique, les antidreyfusards demandent un acte de foi, au nom de l'intérêt supérieur de la Nation.

Avec Maurice Barrès, qui va devenir le maître à penser des nationalistes, le combat idéologique devient celui de la Nation immanente contre l'individualisme. Il attaque les intellectuels dreyfusards sur leur terrain, celui de la philosophie politique et des "grands principes". Les dreyfusards proclament la suprématie absolue des droits de l'individu ; Barrès réplique qu'il s'agit d'un dogme comme un autre (en contradiction donc avec la volonté affirmée de ces esprits scientifiques), et d'un mauvais dogme puisqu'il a pour conséquence la destruction de l'ordre social, la ruine du terreau sans lequel il n'est pas d'individu. Dans cette impeccable logique, non seulement le cas de Dreyfus importe peu, mais un Dreyfus innocent devient aussi coupable qu'un Dreyfus coupable en raison des troubles qu'il engendre. Pour intéressante qu'elle soit sur le plan philosophique, pareille théorie relève des choses de l'esprit. Elle permet de tenir tête aux dreyfusards, désormais ouvertement antimilitaristes et même alliés aux anarchistes, sur le plan dialectique, mais elle ne peut suffire à rallier durablement l'opinion sur une affaire bien concrète.

Il est vrai qu'en 1898, une majorité de Français est encore capable de répondre à cet appel de soutien sans condition à l'armée. Mais si, ce 5 septembre 1898, un Charles Maurras avait connu le dossier Dreyfus, tel qu'il était dans son armoire du ministère, avec les fragilités que nous lui connaissons, aurait-il pris le risque d'engager les forces nationalistes dans ce combat ? C'était faire reposer un enjeu énorme sur ce cas



individuel de Dreyfus que méprisait Barrès... Car s'il s'avérait innocent, ou innocenté, c'était le principe même de la Raison d'État qui chancelait. En fait, les intellectuels antidreyfusards se sont laissés attirer sur le terrain exactement choisi par leurs adversaires. Finalement, quelles que soient les subtilités barrésiennes, le discours antidreyfusard, tel qu'il est compris par les journalistes, les militaires, la population, revient à accepter les termes de l'enjeu tels que Zola les avait définis : ou bien Dreyfus est coupable ou bien le nationalisme est pervers. Que cette position soit élaborée au lendemain de la découverte du faux, élément qui aurait dû inciter des esprits politiques à une certaine prudence, nous semble caractéristique de ce goût du panache et des causes perdues dont a fait preuve si souvent la droite française, de Charles X à l'O.A.S.

En cet automne 1898 donc, avec un an de retard sur leurs adversaires, les antidreyfusards s'organisent. Ils trouvent désormais peu d'appui dans le monde politique, hormis chez les royalistes et les conservateurs. Pour la plupart des politiciens, la leçon du faux Henry a porté et tout ce qui est modéré amorce doucement le virage vers le dreyfusisme, se démarquant seulement de l'aspect révolutionnaire des défenseurs actifs de Dreyfus.

Mais les forces des antidreyfusards sont conséquentes. Ils disposent d'un large soutien populaire, de l'appui de la plupart des officiers, sensibles aux attaques incessantes des dreyfusards contre l'armée, et de celui des prêtres catholiques également désignés à la vindicte par les intellectuels anticléricaux.

Paul Déroulède, qui jusque là s'était tenu à l'écart de l'affaire Dreyfus, rentre en lice, avec un grand meeting de la Ligue des Patriotes<sup>(23)</sup> le 24 septembre 1898, annonçant son intention de défendre la France et son armée. Si les ligueurs sont assez nombreux à Paris, recrutés principalement chez les petits commerçants et artisans, beaucoup d'anciens boulangistes, ils ne constituent certes pas une menace réelle pour le régime qui feindra la crainte pour mieux souder les forces républicaines autour du gouvernement.

La seule ébauche de coup d'État de Déroulède est si farfelue qu'elle ôte à jamais tout crédit à son auteur. A la mort de Félix Faure, le 18 février 1899, en protestation contre l'élection prévisible d'Émile Loubet, Déroulède annonce publiquement l'émeute populaire pour le jour des obsèques : effectivement le 23, une poignée de ligueurs (le gros de la troupe aurait manqué le rendez-vous...) arrête le général Roget, qui revenait du cimetière avec deux régiments. On a dit que Déroulède attendait en fait le général de Pellieux – comme on l'avait dit en

(23) Fondée en 1882 par Déroulède, elle avait été dissoute en 1889 à la suite de l'échec du boulangisme dont elle avait été un soutien et venait de se reconstituer en 1896.

octobre précédent, tant les dreyfusards haïssaient cet honnête général, pourtant parfaitement républicain ! Quoi qu'il en soit, l'essentiel étant d'avoir affaire à un général antidreyfusard, Déroulède prend le cheval par la bride aux cris de « *A l'Élysée, mon général* ». Roget refuse poliment, expulse les ligueurs de la caserne et ainsi finit le coup d'État de Déroulède... Acquitté le 31 mai, Déroulède sera à nouveau arrêté en août 1899, durant le procès de Rennes, sur la base d'inquiétants rapports de police, ce qui aboutira à un long exil ; la Ligue ne survivra pas au départ de son chef.

Quel que soit son rôle politique piteux, la Ligue des patriotes est le symbole de l'antidreyfusisme populaire. On y aime guère les Juifs (Déroulède excepté !), on y est patriote au sens plein du terme, on y aime l'armée, du moins quand elle est attaquée par des intellectuels. Le ligueur, c'est ce représentant du petit peuple qui a condamné Zola.

A l'autre extrémité se situe la Ligue de la patrie française. Plus tardive à se mettre en place, puisqu'elle ne voit le jour que le 31 décembre 1898, elle est la réplique aux "intellectuels", à la Ligue des droits de l'homme (fondée en juin 1898), sur leur propre terrain, celui de la pensée politique. Trois jeunes universitaires, Dausset, Syveton et Vaugois en sont les promoteurs, ainsi que Charles Maurras ; Maurice Barrès en est le maître spirituel. En janvier, la presse antidreyfusarde publie une pétition dont les signataires s'affirment « *émus de voir se prolonger et s'aggraver la plus funeste des agitations ; persuadés qu'elle ne saurait durer davantage sans compromettre mortellement les intérêts vitaux de la patrie française, et notamment ceux dont le glorieux dépôt est aux mains de l'armée nationale* ». François Coppée est président d'honneur, Jules Lemaître président. Académicien et conférencier célèbre, Ferdinand Brunetière est un des fondateurs les plus éminents. La ligue connaît un succès immédiat. Des académiciens, de grands noms des lettres et des sciences donnent leur signature. En février 1899, on compte 21.000 signataires et 80.000 adhérents ; en novembre, elle atteint 400.000 adhérents<sup>(24)</sup>. Les ligueurs multiplient les conférences dans tout le pays.

Sur l'affaire Dreyfus proprement dite, on n'aborde guère le fond, puisque tel est le principe même des antidreyfusards, mais on travaille à ancrer la confiance en l'armée, protectrice de la Nation, entre autres contre le redoutable ennemi allemand. Sauf pour quelques esprits indépendants et atypiques, comme Édouard Drumont, depuis 1870 nationalisme et antigermanisme sont étroitement liés. L'affaire Dreyfus renforce ce lien. Les membres de la Ligue de la patrie française aiment s'opposer aux "intellectuels", d'une part comme étant le parti de l'intelligence

(24) *L'Affaire Dreyfus de A à Z*, dirigé par M. Drouin, Flammarion 1994, pp. 404 et 407.



pratique face à celui du discours, ce qui est fort bien, d'autre part comme refusant le joug du raisonnement scientifique allemand, ce qui est plus singulier venant des champions du pays de Descartes... Mais c'est là le cœur d'un débat qui agite le monde universitaire jusqu'en 1914 : doit-on chercher à imiter le modèle du vainqueur germanique ou au contraire en prendre le contre-pied ?

Sur le plan politique, les membres de la Ligue sont unis dans la volonté de défendre l'ordre, les traditions, l'intérêt de la collectivité, indissociable de son armée. Les dreyfusards leur semblent de dangereux agitateurs qui mettent en péril la solidarité nationale, des individualistes effrénés qui sapent les fondements mêmes de la patrie. En fait, ils voient bel et bien les dreyfusards tels que Jean-Denis Bredin les décrit, alors qu'en cette fin d'année 1898, ils prennent leur allure définitive :

*« Le combat pour Dreyfus est devenu, pour un grand nombre, un combat contre les institutions gardiennes de la France traditionnelle, contre l'Église, contre l'Armée, qui semblaient liées pour la défense de l'ancienne France. Le camp dreyfusard tend à regrouper toutes les forces de contestation intellectuelles et politiques : les "vrais" républicains, les antimilitaristes, les anticléricaux, les francs-maçons, les Juifs, souvent les protestants [...] les marginaux de tous les groupes sociaux, [les défenseurs des] principes de tolérance et de l'idéal d'humanité de 1789 »<sup>(25)</sup>.*

C'est donc face à un adversaire commun, et se revendiquant bien comme tel, que les défenseurs de la tradition, ou simplement de l'ordre républicain, sont amenés à se regrouper. Mais cette force de réaction, au sens propre du terme, n'aura aucune vision politique commune et ne saura dépasser d'un côté les grands principes trop vagues d'amour du pays, de l'autre une position butée sur l'affaire Dreyfus. La Ligue de la patrie française ne survivra pas à l'affaire. C'est en partie édifié par cette expérience décevante que Charles Maurras créera l'Action Française, uniquement fondée sur le principe monarchique, ossature d'une théorie politique solide et claire.

Au cours de l'année 1899, les antidreyfusards vont donc être une force bien présente dans le pays. Réunions publiques, bagarres estudiantines, presse populaire à l'appui, toute une partie de la population va affirmer bruyamment son soutien à l'armée et son hostilité à ce qui apparaît de plus en plus clairement comme la coterie de Dreyfus.

### c – Les dreyfusards contre Henry

Si les dreyfusards ont fait preuve de si peu de curiosité autour des circonstances mystérieuses de la mort d'Henry, c'est vraisemblablement

(25) Jean-Denis Bredin, p. 438.

que la version du suicide leur offrait un terrain suffisamment fertile : pour eux, Henry s'était supprimé car la découverte de son faux allait entraîner celle de tous les autres crimes commis pour perdre Dreyfus (la collusion), voire pis (sa propre complicité avec le traître, peut-être même celle d'un général). Il est plus facile de faire parler un mort et les dreyfusards, qui jusque là s'étaient peu intéressés à Henry (pas même nommé dans *J'accuse...*), vont faire de lui la cheville ouvrière du complot contre Dreyfus. Sans doute n'est-ce pas lui qui a émis le premier soupçon contre le capitaine, en 1894, mais c'est lui qui a trouvé le bordereau dans une livraison de Mme Bastian. Sans doute n'a-t-il pratiquement pas participé à l'enquête, mais lors du procès son témoignage a été marquant. Sans doute la révélation de la collusion, par les soins d'Esterhazy depuis la mi-juillet, tend-elle à accabler du Paty, l'ennemi numéro 1 d'hier, mais si Esterhazy parle si peu d'Henry, c'est certainement pour protéger son complice.

En fait, la mort providentielle d'Henry permet aux dreyfusards de combler, un peu hâtivement, des lacunes importantes de leur théorie.

Où l'on retrouve le juge Bertulus

Devant la Cour de cassation, le zèle dreyfusard de ce magistrat va se confirmer de façon éclatante. Bertulus dépose en tant que témoin, le 6 décembre 1907. Il est essentiellement le découvreur de la collusion, et relate son enquête, les aveux de Christian, les révélations d'Esterhazy et de sa maîtresse (occultant évidemment les rôles de Mathieu Dreyfus et de Labori). Mais, en outre, il rapporte une scène tout à fait extraordinaire<sup>(26)</sup>.

Elle s'est déroulée, selon lui, le 18 juillet 1897, dans l'arrière-cabinet du magistrat – c'est-à-dire dans une pièce privée, le greffier restant dans le cabinet proprement dit. Ce jour-là, Bertulus reçoit la visite du colonel Henry, envoyé par le ministère de la Guerre pour contrôler les scellés apposés sur les documents saisis le 12 chez Marguerite Pays ; un ordre du général Gonse, visé par le procureur, autorise le chef de la Section de statistique à emporter ceux de ces documents qui seraient susceptibles d'intéresser la défense nationale. Bertulus repousse ce contrôle officiel au 21, en présence d'Esterhazy et de son avocat. Mais, d'ores et déjà, il aurait montré à Henry quelques pièces, qui ne sont pas encore sous scellés. Parmi elles, se serait trouvée une pièce « écrite en français, de la main d'Esterhazy, sous forme de note, dans laquelle on lit deux mots "Bâle" et un nom propre commençant par C. ».

Lorsqu'ils entendent Bertulus, les magistrats de la Cour de cassation sont au courant de l'entrevue de Bâle, avec Richard Cuers, par Picquart qui en a donné une version accréditant la thèse d'une complicité d'Henry

(26) 1ère Cass. I, pp. 225-228 : Bertulus.



avec Esterhazy<sup>(27)</sup>. Le juge explique que lui-même était suffisamment au courant de l'histoire, par ses « relations avec le Bureau de renseignement », pour que cette note de la main d'Esterhazy lui apparût comme « la preuve qu'il avait trouvé au Bureau de renseignement des concours coupables ».

C'est donc sciemment qu'il aurait présenté cette pièce à Henry. La voyant, celui-ci se serait fortement troublé. « Henry, comprenant que la lumière s'était faite à mes yeux, cessa toute discussion, reconnut que Bâle voulait rappeler un certain voyage qu'il fit avec le capitaine Lauth pour entendre le sieur C. et finit par m'avouer que les auteurs des télégrammes "Blanche" et "Sperenza" n'étaient autres qu'Esterhazy et du Paty de Clam ». Rien de moins ! Et ce n'est pas tout. Hardiment, le petit juge aurait poussé l'avantage et, se basant sur une prétendue lettre d'Esterhazy, aurait confié à son visiteur que certains « pourraient aller jusqu'à soutenir que celui qui renseignait Esterhazy, c'était lui, Henry. Devant pareille hypothèse, Henry s'effondra dans son fauteuil, sans dire un mot ; puis, tout-à-coup, il se mit à pleurer à chaudes larmes, pour ensuite se lever, venir à moi, m'enlacer de ses bras, puis me prendre la tête dans ses deux mains, m'embrasser au front et aux joues à pleine bouche, me répétant "Sauvez-nous !" ».

Décidément, le juge Bertulus joue de malchance, qui excelle à soutirer des aveux aux gens en tête à tête (souvenons-nous de Mlle Pays), mais ne peut plus rien leur faire dire devant témoin... En effet, le 21 juillet, en présence du greffier, d'Esterhazy et de M<sup>e</sup> Tézenas, Henry est parfaitement calme ; il n'emporte que quelques papiers, d'importance mineure, des ragots d'Esterhazy destinés à un journal anglais, concernant Sandherr. Non seulement Bertulus n'a pas fait de rapport au Procureur (« Nous étions en pleine divergence », s'excuse-t-il), mais il n'a confié à personne ces extraordinaires "aveux d'Henry". Si, tout de même, il en a parlé aux sieurs Peyrot et Reclus... le lendemain de la découverte du faux Henry.

Pour mieux juger ce juge, reportons-nous six mois plus tard, devant le Conseil de guerre de Rennes. Bertulus dépose à nouveau<sup>(28)</sup>. Il parle si bas que le Commissaire du gouvernement, le Président et M<sup>e</sup> Demange doivent lui demander tour à tour de hausser le ton, car ses paroles sont inaudibles... Il passe l'essentiel de son temps à protester de son zèle pour la révision, ce dont personne ne doute. Son discours, alambiqué, verbeux, est une glose de la version dreyfusarde. Il maintient, sur le mode mineur, son récit de la scène du 18 juillet, mais il est sur la défensive. Selon sa première déposition, la pièce « Bâle... C. » avait été emportée le 21 par Henry ; hélas, le président Loew lui-même avait signalé que

(27) Voir pp. 169 et suivantes.

(28) Rennes I, pp. 340-350 : Bertulus.

rien de tel ne figurait dans les papiers de la Section de statistique. Bertulus se trouble « Y a-t-il eu substitution ? Y a-t-il eu grattage ? Je n'en sais rien. » Mais il a vu le mot "Bâle", et la lettre C. sur d'autres pièces saisies chez Mlle Pays, il en est certain, toutefois « ces documents sont des choses absolument informes »...

Bref, il n'y a aujourd'hui aucun crédit à accorder à cet "effondrement d'Henry" devant le seul Bertulus. Aussi bien le général Gonse que la veuve du colonel ont témoigné de la cordialité des rapports entre le colonel et le magistrat, ce qui est en parfaite conformité avec la stratégie du juge d'instruction qui tenait à abuser l'armée le plus longtemps possible.

Mais, devant la Cour de cassation, le témoignage de Bertulus fait partie des grandes manœuvres contre Henry. Et l'on aurait tort de croire que le petit juge a cédé à la tentation d'en faire trop. Son témoignage n'est pas inutile, puisque le procureur général Manau n'hésitera pas à faire figurer parmi les faits nouveaux justifiant la révision « la scène si dramatique qui s'est produite dans le cabinet de M. Bertulus et qui justifie les présomptions les plus graves sur les agissements coupables d'Henry et d'Esterhazy »...

D'autres témoins appuient plus finement ces « présomptions ». Picquart donne la version que l'on sait de l'entrevue de Bâle. Leblois évoque les noirceurs de l'ancien subordonné de son client. Esterhazy, sans insister, laisse entrevoir l'existence de relations avec Henry. Avec ces éléments, les dreyfusards construisent leur théorie de complicité Henry-Esterhazy et la distille dans les esprits.

#### Reinach accusateur

Si cette accusation reste en filigrane devant la Cour de cassation, elle s'exprime au même moment avec violence dans les journaux dreyfusards.

C'est dans le *Siècle* que Joseph Reinach lance l'idée que le défunt Henry a pu avoir un rôle dans l'affaire du bordereau. Le 7 novembre 1898, partant du principe qu'Henry, ayant travaillé avec Esterhazy vers 1880, ne pouvait pas ne pas reconnaître son écriture, il pose l'alternative suivante : ou bien Henry a trouvé le bordereau dans la voie ordinaire et il se tait par dévouement envers « son camarade et ami », ou bien l'arrivée du bordereau n'a pas eu lieu comme le dit la Section de statistique et Henry n'a pas pu détruire la pièce écrite par son « complice ». Peu importe la logique, l'essentiel du message à faire passer est qu'Henry et Esterhazy se connaissaient très bien.

Le 26 novembre, le dreyfusard affirme « Je sais aujourd'hui que le bordereau n'a pas été reçu, en 1894, par Henry. » (jamais il ne donnera les sources de cette prétendue information qu'il présente d'ailleurs plutôt comme une déduction dans son Histoire définitive). Reste donc la



deuxième branche de l'alternative, et, le 6 décembre, il met les gaz à fond : Henry est bien le complice d'Esterhazy, et ce depuis 1893, depuis qu'Esterhazy s'est abouché avec Schwartzkoppen (Reinach fera toujours débiter la trahison d'Esterhazy un an plus tôt que les Carnets de Schwartzkoppen). « *Et Henry se remet à l'œuvre avec Esterhazy. C'est cette année-là que les deux traîtres et Schwartzkoppen firent leurs plus belles récoltes, Schwartzkoppen de renseignements, Henry et Esterhazy d'écus, près de 100.000 F.* » Les autres journaux propagent à l'envi les "révélations" de leur confrère. Les lecteurs dreyfusards sont galvanisés ! Avec impudence (puisqu'il écrira bel et bien, plus tard, qu'il n'a aucune preuve de la complicité d'Henry avec Esterhazy), Reinach se déclare prêt à prouver ses dires, et met la veuve d'Henry au défi d'aller devant les tribunaux<sup>(29)</sup>.

Elle ira, et c'est là l'origine du fameux "monument Henry", une souscription lancée par la *Libre Parole* pour permettre à Mme Henry d'assumer les frais de justice. Les antidreyfusards se mobilisent et on compte rapidement plus de 25.000 souscripteurs. Quelques grands noms de la "droite" classique, mais surtout une foule de "petits porteurs" d'origine modeste, des curés de campagnes (anonymement pour éviter les foudres de leur évêque...), des petits commerçants. Beaucoup de ces dons modestes sont accompagnés d'un billet portant des propos antisémites. Nos auteurs bien pensant s'effraient, feignant de découvrir que le petit peuple de France n'aime guère les Juifs<sup>(30)</sup>. Le plus intéressant est de constater qu'à cette heure, la population reste soudée derrière son armée, foncièrement hostile à tout ce qui peut l'ébranler.

Le 11 janvier 1899, Mme Henry assigne Reinach en diffamation.

Durant plus de trois années, Reinach et ses avocats useront de tous les subterfuges juridiques pour échapper au procès : de demandes de sursis en désistement du Ministère public (contre lequel Reinach et Labori feindront de protester), ils tiendront jusqu'à l'amnistie qui suivra le procès de Rennes. En février 1901, l'affaire sera alors portée devant la juridiction civile, où Reinach refusera de plaider le fond, affirmant qu'il veut les Assises ou rien, chose impossible en raison de la loi d'amnistie. Dans la presse, il soutiendra toujours qu'il est prêt « *à démontrer par pièces et témoignages que le colonel Henry a été le complice du commandant Esterhazy* », mais expliquera qu'il ne le fera dans ce procès en diffamation que si Mme Henry peut prouver qu'il a eu la volonté de lui nuire,

(29) *Le Siècle*, 9 décembre 1898.

(30) Jean-Denis Bredin va jusqu'à y voir « *la justification latente du génocide, sinon son attente* » ! Dans son analyse de la répartition géographique du Monument Henry, l'académicien observe une prédominance des départements de l'Est « *où existait une longue tradition antisémite liée à une importante présence juive* » (p. 444) Nous laissons à M. Bredin la responsabilité de ses propos...

ce qu'elle ne peut faire (Reinach ne prononçant un mot que pour le Bien de l'Histoire). Et il osera conclure : « *de telle sorte, et j'en suis fâché, que je vais m'interdire à moi-même le moyen de faire la démonstration promise* »<sup>(31)</sup>. Sic.

Finalement, les débats auront lieu en mai 1902, à l'issue desquels Reinach, qui n'aura évidemment rien prouvé du tout, sera condamné en diffamation à payer 500,00 Frs de dommages et intérêts à Mme Henry et autant à son fils, condamnation confirmée en appel le 28 mai 1903.

Ce qui importe essentiellement dans cet épisode, c'est la stratégie dreyfusarde. Devant les tribunaux, ils ne soutiendront jamais directement cette théorie de la trahison d'Henry, affirmant même le contraire (Demange, Picquart), tout en glissant de nombreux éléments allant dans ce sens (entrevue de Bâle version Picquart, description de la collusion). Mais dans la presse, dans les salons, dans ces coulisses qui font l'opinion, Reinach a choisi la méthode « *Mentez, mentez ! Il en restera toujours quelque chose !* ». Et le suicidé était évidemment une proie rêvée pour les calomnies.

D'une part, cette version fournit une explication potentielle à la question de savoir comment Esterhazy aurait pu se procurer les informations livrées dans le bordereau. Potentielle car Henry, travaillant à la Section de statistique, n'était pas bien placé pour connaître les questions évoquées – mais comme on ne discutera jamais le fond, c'est sans importance. Henry est donc, sous la plume de Reinach, le premier des "troisième homme" invoqué pour pallier les carences d'Esterhazy Comme l'écrit Clemenceau dans l'*Aurore* du 27 janvier 1899 « *Sans la connivence d'un complice, le uhlan n'aurait pu se procurer les pièces qu'il vendait à Schwartzkoppen* ». L'idée qu'Henry ait été son complice, jamais défendue de front, mais lancée dans l'air du temps, vient à point pour fournir une réponse à l'esprit du public ou des magistrats...

D'autre part, l'attaque contre Henry encourage les antidreyfusards dans leur combat pour la défense du mort. Combat tout à fait noble, sans doute, mais d'autant plus stérile que, pour mieux sauver l'image d'Henry, mort, les militaires vont accabler du Paty, vivant... à l'instant où les dreyfusards renoncent à l'attaquer ! Bien exploitée, cette image des généraux arc-boutés pour défendre le faussaire sera un atout de poids dans le jeu antimilitariste.

Si elle n'a débouché sur rien à l'époque, si elle est aujourd'hui abandonnée, cette théorie de la complicité d'Henry dans l'affaire du bordereau est loin d'avoir été vaine. Elle a contribué à troubler le jeu et à étayer l'accusation d'Esterhazy

(31) Cité par M<sup>e</sup> de Saint Alban, in *L'Affaire Henry-Reinach devant le tribunal de la Seine*, Esterhazy Masson, Paris, 1902, p. 28.



#### d - Picquart et la Cour de cassation

L'enquête de la Chambre criminelle a débuté le 8 novembre. La déposition de Picquart est l'élément central de l'éventuelle révision. Elle a lieu après celles des généraux et ministres de la Guerre, qui exposent leur conviction de la culpabilité de Dreyfus, et va durer du 23 novembre au 5 décembre 1898.

Picquart fait l'exposé complet de sa conception de l'affaire Dreyfus-Esterhazy. Il développe en même temps la thèse du complot ourdi contre lui par la Section de statistique, thèse appuyée ultérieurement par Bertulus, Leblois et par tous les témoins dreyfusards qui, sans être personnellement concernés, racontent à leur tour les machinations d'Henry, histoire d'enfoncer le clou...

Rappelons que, lorsqu'il dépose devant la Cour de cassation, Picquart est incarcéré depuis le 12 juillet dernier. Il est sous le coup de deux inculpations, qui suivent leur cours parallèlement à l'enquête de la Cour de cassation.

La première fait suite à la plainte de Cavaignac, déposée le 12 juillet, pour communication illégale de documents secrets (à Leblois), fait révélé lors du procès Zola, ce qui induit la saisine d'une juridiction civile. L'instruction, confiée au juge Fabre, peut se résumer par un affrontement entre Picquart et la Section de statistique, axé sur la "fuite" du dossier Esterhazy. Picquart, ne pouvant pas nier avoir communiqué l'essentiel de ses découvertes à Leblois, et donc à Scheurer-Kestner, s'est retranché dans une discussion malaisée et jésuitique sur la nature des communications, restées selon lui orales et évasives, et destinées au seul Leblois. Il n'avait pas convaincu le juge Fabre qui, le 25 août, avait clos l'instruction par le renvoi de Picquart devant le tribunal correctionnel. L'audience a été fixée au 21 septembre.

Mais le 16 septembre, l'éphémère ministre de la Guerre Zurlinden, convaincu que le Petit bleu était un faux, a donné au Gouverneur de Paris l'ordre d'ouvrir une seconde enquête contre Picquart, cette fois pour faux et usage de faux. Malgré les pressions de Brisson dans la journée du 20, le général Chanoine, successeur de Zurlinden, a refusé de retirer l'ordre d'informer. Aussi, le 21 septembre, devant le tribunal correctionnel, le Procureur Siben a-t-il demandé et obtenu le renvoi de la cause après l'issue de cette nouvelle instruction susceptible d'apporter de nouveaux éléments.

Cette seconde instruction relève, elle, de la justice militaire. Confiée au capitaine Tavernier, elle est en cours lorsque la Chambre criminelle commence son enquête. Picquart développe la théorie d'une vaste machination contre lui. Les experts Charavay, Couderc et Varinard établissent bien entendu que le Petit bleu n'est pas de sa main, et le caractère

suspect de son attitude envers cette pièce (date d'arrivée à la Section de statistique, affirmation qu'elle est de l'écriture de Schwartzkoppen, etc...) est mis en évidence. Le capitaine Tavernier conclut donc à la mise en jugement de Picquart. Le 24 novembre, lendemain de sa première déposition devant la Cour de cassation, Picquart est renvoyé devant le deuxième Conseil de guerre, convoqué pour le 12 décembre 1898.

Convaincus que le Conseil de guerre ne peut que tourner à la confusion de leur champion, les amis de Picquart sont aux cent coups. La Ligue des droits de l'homme fait immédiatement circuler une protestation contre les persécutions qui frappent « l'héroïque artisan de la révision ». Ainsi que le Grand Orient, elle organise des réunions publiques. A la Chambre et au Sénat, l'émotion est grande, des propositions visant à faire surseoir au Conseil de guerre sont déposées, mais elles sont repoussées. M. Bredin en déduit qu'une majorité de députés reste « farouchement hostile à la révision », comme si on ne pouvait à la fois vouloir que lumière soit faite sur Dreyfus et sur Picquart... En fait, les élus pouvaient difficilement s'opposer à ce que Picquart comparaisse devant des juges, sauf à affirmer une défiance de principe envers l'impartialité d'un conseil de Guerre, ce à quoi ils ne songeaient pas tant par conviction que par souci électoral. En revanche, cette agitation permet à quelques hommes politiques de se ranger ostensiblement du côté de la révision : le socialiste Millerand, le républicain Poincaré, le radical Waldeck-Rousseau, le progressiste Barthou. Fort judicieusement cette fois, Jean-Denis Bredin voit un signe révélateur dans « le ralliement de ces hommes d'avenir, qui prennent de leur carrière un soin jaloux »<sup>(32)</sup>.

Finalement, le 2 décembre, Picquart dépose auprès de la Cour de cassation une requête en règlement de juges : son avocat, pour la circonstance M<sup>e</sup> Mimerel, fait valoir la connexité entre les faits soumis au tribunal correctionnel et ceux soumis au Conseil de guerre. L'argument est extrêmement fragile, la connexité, au sens de la loi, qualifiant deux affaires quasiment identiques soumises à des juridictions différentes, ce qui n'était manifestement pas le cas. La Cour, par la voie du conseiller Laurent-Atthalin, un proche de Loew, conclut à la nécessité d'examiner plus avant le dossier et rend un arrêt de soit communiqué qui a pour conséquence pratique le sursis aux deux procédures. Dans l'immédiat, cela comble les vœux des dreyfusards. La Chambre criminelle peut ainsi continuer son enquête sans que soit approfondi le cas de Picquart, sur lequel elle n'a évidemment pas à se pencher, laissant les protagonistes s'accuser mutuellement, qui de faux, qui de machination.

La demande en règlement de juges de Picquart restera en suspens jusqu'au 3 mars 1899, date à laquelle la Cour donnera satisfaction à

(32) Jean-Denis Bredin, p. 463.



Picquart, déclarant connexes les deux affaires touchant au Petit bleu et aux dossiers Dreyfus-Esterhazy et les renvoyant à la Chambre des mises en accusation, donc à la juridiction civile. Celle-ci se prononcera le 13 juin suivant par un arrêt de non-lieu, après avoir, le 9 juin, ordonné la libération de Picquart. Le non-lieu sera directement motivé par la décision de révision du jugement de 1894, intervenue dix jours plus tôt, le 3 juin. Les magistrats estimeront alors que de cette cassation « *résult[e] une présomption de fait paraissant en contradiction manifeste avec les charges* » rassemblées contre Picquart. Autrement dit, du fait que la culpabilité de Dreyfus s'avère ne pas être certaine, on peut présumer que Picquart n'a commis ni communication illicite, ni usage de faux... Et bien sûr, pas moyen de revenir en arrière quand, trois mois plus tard, Dreyfus sera à nouveau jugé coupable...

C'est pour le moins aller vite en besogne et on se saurait mieux illustrer combien, en juin 1899, l'équilibre des forces a changé et combien il sera difficile, sinon impossible, de juger sereinement. Ainsi, Picquart sera à jamais dispensé de s'expliquer sur ses actes et, au procès de Rennes, son témoignage ne sera entaché de nulle procédure en cours.

Autant les antidreyfusards auront lutté, en vain, pour que Dreyfus ne soit pas rejugé, autant les dreyfusards auront lutté, avec succès, pour que Picquart ne soit pas jugé.

Durant l'enquête de la Chambre criminelle, dont journalistes et mondains cherchent à deviner l'évolution, à l'affût de la moindre rumeur, Picquart est au centre des préoccupations. Le public l'a découvert lors du procès Zola et, surtout depuis son emprisonnement, les dreyfusards ont médiatisé son rôle dans l'affaire. Héros pour les uns, traître pour les autres, le personnage focalise les passions.

La lecture de sa longue déposition laisse deviner chez les magistrats une certaine complaisance à son égard ; il est écouté avec une grande attention, ce qui normal, mais aucune question approfondie ne lui est posée sur les mystères de son rôle. L'impression se précise lorsqu'on compare cette attitude avec celle de la Cour envers les militaires. Cela, qui n'est au demeurant pas démontrable, le public l'ignore, mais il pressent l'inclination de la Cour de cassation. Sa tendance dreyfusarde, apparue lors des suites de l'affaire Zola, confirmée par la suspension de jugement qui sauve Picquart du Conseil de guerre, ébruitée par diverses "fuites", déchaîne la fureur dans le camp nationaliste. Drumont, Rochefort, Arthur Meyer rivalisent à qui insultera le mieux la Chambre criminelle. Le général Mercier déclare qu'elle est stipendiée par le Syndicat, sans pouvoir le prouver. Les journaux dreyfusards jouent la vertu outragée et clament leur confiance en la justice, meilleur moyen assurément de se concilier la bienveillance des magistrats...

Dans ce climat passionnel, le président de la Chambre civile de la Cour de cassation, Jules Quesnay de Beaurepaire<sup>(33)</sup>, jette un pavé dans la mare. Ayant dû, à la demande de son confrère Loew, prêter son bureau à Picquart pour qu'il puisse attendre tranquillement ses auditions, il a été témoin de prévenances exagérées des magistrats, plus spécialement du conseiller Bard, envers ce prisonnier. Le 26 décembre, l'*Éclair* et la *Patrie* s'en font l'écho, amplifiant au passage ses confidences. Quesnay de Beaurepaire précise ses allégations en une note au premier président Mazeau. Au même moment, celui-ci reçoit d'une part les protestations écrites de Loew et de Bard, d'autre part un rapport écrit du capitaine Herquet, chargé de la garde de Picquart qui confirme « *les attitudes, les coquetteries, les démarches empressées des magistrats* » auprès de son prisonnier. Quesnay de Beaurepaire, qui a pris le mors aux dents, adresse le 8 janvier 1899 sa démission au Garde des Sceaux et détaille ses griefs dans l'*Écho de Paris* du 12. Si Loew a désigné le conseiller Bard comme rapporteur, contrairement à l'usage qui veut que ce rôle soit attribué à l'ancienneté, c'est qu'il est notoirement favorable à Dreyfus. Idem pour le choix des magistrats délégués aux enquêtes extérieures – Laurent-Atthalin notamment. Il signale les prévenances particulières envers Picquart (non seulement le grog qui fit la risée des dreyfusards, mais des conversations particulières des magistrats avec lui et avec Leblois) et révèle l'hostilité manifeste de la Cour envers les témoins militaires.

Ce même 12 janvier, le Garde des Sceaux ordonne une enquête, confiée au Premier président Mazeau. Le général Roget, le capitaine Cuignet, Godefroy Cavaignac se plaignent effectivement de l'attitude des magistrats à leur égard, et relèvent certaines altérations de leurs dépositions. La commission d'enquête conclut le 27 janvier qu'il n'y a pas lieu de suspecter la bonne foi des magistrats de la Chambre criminelle, mais que devant « *le déchaînement inouï de passions* » ils ne peuvent conserver « *le calme et la liberté morale indispensables* » et elle émet le vœu que la sentence définitive ne soit pas confiée à la seule Chambre criminelle. Le 28, le gouvernement dépose un projet de loi visant à ce que toute affaire de révision soit désormais confiée aux trois chambres réunies de la Cour de cassation (Chambre des requêtes, Chambre civile et Chambre criminelle). Le projet est renvoyé à une commission qui rend un avis négatif, ce qui n'empêche pas la loi d'être votée le 10 février à la Chambre et le 1er mars au Sénat. Connue sous le nom de "loi de dessaisissement", elle est promulguée le jour même.

(33) Quesnay de Beaurepaire est un personnage inclassable, haut en couleur. Avocat général, il s'était illustré par de violentes réquisitions contre le général Boulanger. Devenu Président de la Chambre civile en 1892, il avait été éclaboussé par le scandale de Panama et avait exigé de se justifier devant ses pairs. Il semble avoir gardé de l'épisode une rancœur contre les socialistes qui l'avaient mis en cause.



Quelle que soit sa sagesse, telle qu'exprimée par le président Mazeau, il s'agit évidemment d'une loi de circonstance et les dreyfusards crient au déni de justice. La loi de dessaisissement est ressentie comme un désaveu de la Chambre criminelle, ouvertement accusée de n'être pas impartiale. Cette fois, la cassure entre magistrature et armée est consommée et, si les deux autres chambres passent pour moins dreyfusardes que la criminelle, il est parfaitement prévisible que la plupart des magistrats de la Cour de cassation se sentiront plus solidaires de leurs collègues que des militaires qui cherchent à tout prix à éviter la révision.

Dans l'intervalle, le 16 février 1899, survient la mort inopinée de Félix Faure. A tort ou à raison, il passait pour antidreyfusard. En tout cas, il aimait l'armée et aurait certainement tenté, dans les limites de son pouvoir, de la soutenir face aux antimilitaristes. Les dreyfusards ne cachent pas leur soulagement devant sa disparition. Le 18, on procède à l'élection de son successeur. Le candidat de la gauche modérée Émile Loubet l'emporte sur Paul Deschanel, candidat de droite modérée. Loubet est franc-maçon (comme Félix Faure d'ailleurs), anticlérical et dreyfusard ; de plus, il était président du conseil lors du scandale de Panama. Les nationalistes voient avec consternation le retour au pouvoir des politiciens compromis de Panama, grâce à l'affaire Dreyfus. Drumont fustige « *le président des escrocs et des traîtres* ». Clemenceau, lui, salue « *l'esprit ouvert et même fort avisé* » du nouveau Président de la République.

### e – La cassation

Pendant ces troubles, la Chambre criminelle a continué son enquête, achevée le 9 février. Elle a entendu quantité de témoins, reprenant l'origine de l'affaire (découverte du bordereau, soupçons contre Dreyfus), étudiant le dossier secret, pour la première fois soumis à des magistrats, présenté par le commandant Cuignet.

Toutes ces dépositions seront réitérées devant le Conseil de guerre de Rennes. Toutes, sauf celle d'Esterhazy qui comparaît pour la dernière fois devant la justice, les 23, 24 et 30 janvier 1899. Encore est-ce lui qui demande à être entendu (apparemment, le président Loew n'avait pas jugé utile de le convoquer !), avec un sauf-conduit, puisqu'en France il est sous le coup de la procédure déclenchée par son neveu.

D'ailleurs, la Chambre criminelle se montre bien peu curieuse avec Esterhazy... Elle se contente d'écouter sa déposition, longue et verbeuse, truffée de détails inutiles et sans rapport avec l'affaire Dreyfus. Le sujet est effleuré lorsqu'un magistrat lui demande tout net s'il est l'auteur du bordereau. Évidemment, Esterhazy se retranche avec dignité derrière la chose jugée ! Dans le contexte, cette attitude est comprise comme un

demi-aveu. D'autant plus que, pour la première fois, Esterhazy affirme avoir eu des relations avec le colonel Sandherr.

Les Chambres réunies, sous la présidence de Ballot-Beaupré, étudient à leur tour le dossier secret et, en avril, procèdent à quelques audiences supplémentaires, qui n'apportent rien de plus.

Mais la pression médiatique s'accroît. À partir du 5 mars, cinq jours après la loi de désaisissement, Esterhazy depuis son refuge anglais lance dans la presse l'histoire de la collusion. Ses déclarations se poursuivent, toujours plus compromettantes pour l'état-major. De demi-aveux en aveux rétractés, il arrive à l'aveu définitif, on s'en souvient, à la date fatidique du 3 juin 1899, au matin même du jour où les Chambres réunies rendent leur arrêt...

Les dreyfusards estiment que, depuis le choc causé par la révélation du faux Henry, il y a six mois déjà, l'opinion tend à retourner à une indifférence plutôt hostile à leur cause. Les cercles antidreyfusards foisonnent et travaillent avec l'énergie du désespoir à dénoncer les machinations du "syndicat". Les déclarations de Quesnay de Beaupré leur font également du tort. Reinach, Trarieux, Bernard Lazare et Mathieu Dreyfus ont alors l'idée de publier les témoignages recueillis par la Chambre criminelle – moyen de passionner l'opinion, de rendre publique l'histoire de la collusion racontée par Picquart, appuyant ainsi les dires d'Esterhazy, de donner un large écho aux expertises dreyfusardes, etc. Mais les procès-verbaux d'audience sont interdits de publication, et M<sup>e</sup> Mornard, en principe seul à y avoir accès, ne peut autoriser Mathieu à les publier. Pour brouiller les pistes, Labori fera copier les pièces chez Mornard par ses secrétaires et des copistes juifs viennent à leur tour les recopier chez Labori, copies remises à Mathieu qui les apporte au *Figaro*... Du 31 mars à la fin avril, ce quotidien livre donc au public la totalité de l'enquête de la Chambre criminelle... Bien entendu, le gouvernement, qui ordonne un semblant d'enquête, ne fait rien pour interrompre la publication illégale. Et la température de l'opinion remonte en flèche. Plus que jamais, on s'invective, des amis se brouillent, des familles se déchirent.

Réunies en audiences solennelle à partir du 29 mai sous la présidence du premier président Mazeau, les trois chambres de la Cour de cassation écoutent le président Ballot-Beaupré dire sa conviction que le bordereau est écrit par Esterhazy (Esterhazy qu'il n'a lui-même jamais entendu...), le procureur général Manau affirmer que les faits nouveaux foisonnent et pleurer en lisant les lettres qu'Alfred Dreyfus écrit à sa femme, l'avocat Mornard demander bien raisonnablement que Dreyfus soit rejugé. Le délibéré des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> juin fut semble-t-il très agité. Enfin, le 3 juin, le président Mazeau annonce que la Cour casse et annule le verdict de 1894 et renvoie Dreyfus devant le Conseil de guerre de Rennes.



### III – LE PROCÈS DE RENNES

La suite de l'histoire sort quelque peu du cadre de cette étude, dont l'objet essentiel était d'enquêter sur le mystère Esterhazy-Dreyfus. Nous nous contenterons donc d'en rappeler les grandes lignes, tout en éclairant quelques épisodes mal connus.

Désormais l'affaire Dreyfus va continuer sur son erre sans surprise majeure. Non que tout soit joué. A la veille du procès de Rennes, les dreyfusards pensent que leur héros sera innocenté et on sait que ce ne sera pas le cas. Mais les rôles sont définitivement distribués, les acteurs suivent leur logique, personne ne sortira des rails. Seule reste une épreuve de force entre deux camps adverses. On ne cherche plus à savoir la vérité. Il y a deux vérités face à face, qui cherchent à dominer, non à convaincre.

Élément saisissant, Esterhazy n'est pas là. Esterhazy ne sera plus jamais là. Il est sorti de l'histoire le 3 juin 1899.

Personne ne le réclame, d'ailleurs. Il a bien été cité comme témoin, et Galliffet lui a annoncé un sauf-conduit ; mais lorsqu'il fait savoir qu'il sera défaillant, parce qu'il sait, dit-il, que Dreyfus va être acquitté et parce qu'il n'a pas les moyens matériels de faire le voyage, nul ne s'émeut. Les dreyfusards ont définitivement écrit son rôle et auraient trop peur de ses élucubrations. Les militaires sont tétanisés par le spectre de la collusion et n'ont que trop peur d'en apprendre davantage. Esterhazy est l'Arlésienne du procès de Rennes. Non seulement il n'est pas là, mais officiellement son cas n'intéresse personne. On parle beaucoup de lui, bien sûr, mais toujours par affirmations, jamais de débat, jamais d'analyse. Si ce n'est pas Dreyfus qui a écrit le bordereau, c'est Esterhazy. Si ce n'est pas Esterhazy, c'est Dreyfus. Pensée obsédante.

Sur le plan judiciaire, Esterhazy est innocent. Les seules expertises officielles affirment que le bordereau n'est pas de sa main. Mais Esterhazy a été quasiment décrété coupable par la Cour de cassation. Et Esterhazy a avoué. Comment déterminer la vérité sur de telles bases, sans enquête approfondie sur le personnage ?

Si minutieux soit-il à bien des égards, le procès de Rennes reste une sorte de demi-procès, structurellement boiteux et assuré d'avance de ne pas faire la lumière.

#### a – Le gouvernement

Les Républicains continuent de tenir leurs troupes en haleine avec le mythe d'un coup d'État militaire. Déroulède vient d'être acquitté. Un jeune royaliste frappe le Président Loubet sur le champ de courses

d'Auteuil. La République serait-elle en danger ? Le 12 juin 1899, le gouvernement Dupuy est renversé. Après un échec de Raymond Poincaré, impuissant à former un gouvernement, Loubet fait appel à Waldeck-Rousseau.

Le nouveau Président du conseil est un représentant de la grande bourgeoisie républicaine, de la génération suivant celle d'un Scheurer-Kestner (il est né en 1846). Il a fait ses débuts dans l'entourage de Gambetta dont il a été ministre de l'Intérieur en 1881. Collaborant au journal de Gambetta, la *République française*, il a côtoyé Jules Roche, Emmanuel Arène, Joseph Reinach, trois noms emblématiques du scandale de Panama et de l'affaire Dreyfus... Méfiant et soucieux d'une carrière politique à long terme, il est resté en arrière-plan des deux affaires, tout en cultivant ses relations avec les opportunistes de gauche. Il est l'avocat de Gustave Eiffel lors de Panama. Il refuse d'être celui d'Alfred Dreyfus en 1894, mais c'est lui qui conseille à Mathieu de s'adresser à son ami Demange. Depuis la découverte du faux Henry, il est devenu ouvertement dreyfusard et il ne fait aucun mystère que Loubet l'a choisi en tant que tel.

Dans une ambiance très tendue, Waldeck-Rousseau forme un gouvernement de fortune, recruté parmi ses proches, avec la collaboration étroite de son ami Joseph Reinach<sup>(34)</sup>. Sur le plan politique, le gouvernement, présenté à la presse le 22 juin 1899, est uniquement chevillé par le dreyfusisme. On peut en juger par les deux extrêmes : le chef du groupe socialiste, Alexandre Millerand, est ministre du Commerce, le général de Galliffet, le fusilleur de la Commune, ministre de la Guerre ! Impossible évidemment de faire cohabiter ces deux-là sans la sacrée cause de Dreyfus... Encore faut-il en appeler à la République menacée, car le gouvernement manque d'être mort-né. Opportunistes et modérés refusent de voir un socialiste entrer au gouvernement (rappelons qu'à l'époque socialiste est synonyme de révolutionnaire). Quant à Galliffet, il est accueilli aux cris de « *A bas l'assassin ! Vive la Commune !* »... Il semble évident que, à la séance du 26 juin, l'investiture va être refusée. Mais Brisson, le dreyfusard timide, va sauver la situation. Il monte à la tribune, adjure les députés radicaux de sauver la République et demande de voter « *je ne dis pas pour le gouvernement, je dis pour la République* ». Viviani exhorte les socialistes dans le même sens, Aymard les modérés. Et le gouvernement est adopté, à 25 voix de majorité.

– Pourquoi Millerand ? Pour avoir la paix à l'extrême gauche. Pour donner un gage à Jaurès et lui permettre de rallier les socialistes dreyfusards, des socialistes "présentables". Millerand est, selon Reinach, « *le type le plus représentatif [...] de l'évolution socialiste* » vers un parti

(34) Reinach, Hist. V, p. 162.



de gouvernement. Tant pis pour les autres qui, dès le 23 juin, font sécession et créent un groupe "socialiste révolutionnaire" derrière Jules Guesde, Vaillant, Lasalle et Marcel Sembat. Ceux-là, soutenus de l'autre côté du Rhin par Karl Liebknecht, ont vu le piège que constitue l'affaire Dreyfus, mais il est trop tard.

— Pourquoi Galliffet ? Parce que c'est un général musclé, un général dreyfusard, et presque un général antimilitariste. Il semble en effet que si Galliffet est dreyfusard affiché, c'est avant tout en raison de la piètre opinion qu'il professe volontiers à l'encontre de ses collègues. Si un gouvernement de gauche veut mettre l'armée au pas, il sera son homme. Peut-être aussi aura-t-il un certain plaisir à se venger de généraux qui se tenaient ostensiblement à l'écart du fusilleur le Commune. Et puis, il est "de la famille". Intime de Gambetta, il est un ami personnel de Waldeck-Rousseau et de Reinach : c'est le frère de celui-ci, Salomon Reinach, qui est allé proposer le portefeuille de la Guerre au général en retraite.

Le Garde des Sceaux, un nommé Monis, est un avocat très proche de Waldeck-Rousseau. Delcassé reste ministre des Affaires étrangères.

Gouvernement "de défense républicaine" pour les uns, "gouvernement Dreyfus" pour les autres, le ministère Waldeck-Rousseau ne paraît pas promis à une bien longue existence. Et pourtant, il sera le plus long de la Troisième République, mené d'une main ferme et froide par ce bourgeois opportuniste, dit de gauche modéré, qui saura tirer tous les avantages politiques de l'affaire Dreyfus pour mater l'armée et le clergé.

L'affaire Dreyfus est une affaire politique. Le nouveau Président du conseil prépare son règlement politique.

Dès le 23 juin, avant même le vote de la Chambre, Waldeck montre son autorité. Il remplace immédiatement le Préfet de police Lépine par Charles Blanc. Le Procureur de la République Feuilloley, si rétif aux desiderata dreyfusards dans l'affaire Picquart, est remplacé. Le 1er juillet, ce sera le tour du Procureur général Bertrand, qui avait requis contre Zola. Le message adressé aux magistrats est clair, et, quinze ans après la grande purge de 1883, parfaitement intelligible.

Celui de Galliffet aux militaires ne l'est pas moins. Le 26 juin, le général Roget est envoyé commander la place de Belfort. Zurlinden est relevé de son poste de Gouverneur militaire de Paris. Le 26 juillet, à peine blanchi par l'enquête ouverte à son sujet, le général de Pellieux est expédié à Quimper où il mourra moins d'un an plus tard. Plusieurs officiers supérieurs sont sanctionnés pour avoir pris publiquement une position hostile à Dreyfus. La devise de Galliffet est restée célèbre : « *Mon langage à l'armée est : Silence dans les rangs* ». Et cette armée, que l'on disait prête au coup de force, subit tout cela sans broncher...

En même temps, Waldeck-Rousseau demande une nouvelle enquête sur les prétendues conspirations contre la République, qui lui ont valu le pouvoir. Malgré la pauvreté du dossier obtenu, il en profite pour ordonner l'arrestation des agitateurs nationalistes, officiellement pour complot contre la sûreté de l'État, à l'évidence pour propagande anti-dreyfusiste. Le 12 août 1899, Déroulède est arrêté, avec quelques autres, mais Jules Guérin s'échappe et se retranche dans l'immeuble où siégeait sa ligue "Le Grand Occident de France", rue de Chabrol. Il y soutiendra un siège en règle durant plusieurs semaines, alimenté depuis les toits par ses sympathisants. "Fort Chabrol" sera la toile de fond picaresque du procès de Rennes.

Waldeck-Rousseau et Galliffet préparent le procès de Rennes, en étroite collaboration avec Joseph Reinach. Leur objectif est d'obtenir l'acquittement de Dreyfus, sans brusquer les militaires. C'est pour cette raison que Galliffet refuse d'abandonner l'accusation, comme le demandaient Millerand et Reinach, ce qui eût donné une piètre image de la liberté du ministère public. Mais le ministre promet à Reinach l'appui de « *certaines procédés qui appartiennent au gouvernement* »<sup>(35)</sup>.

Le 18 juillet, le commissaire du gouvernement — homologue du procureur dans un conseil de Guerre —, le commandant Carrière reçoit les instructions de son ministre, qui ont été rédigées par le Président du conseil en personne. Il soutiendra donc l'accusation, mais avec de sérieux garde-fous. Il lui est enjoint de tenir pour acquis les points jugés par la Cour de cassation dans l'arrêt du 3 juin. Le fait que *Ce canaille de D.* ne s'applique pas à Dreyfus, l'authenticité des lettres d'Esterhazy sur papier pelure, sont donc « *placés pour toujours au-dessus de toute atteinte et de toute discussion* ». En revanche, il est précisé que l'acquittement d'Esterhazy ne devra pas « *faire obstacle aux témoignages, aux productions documentaires, aux arguments établissant sa culpabilité* »<sup>(36)</sup>. En clair, le commissaire du gouvernement a pour mission de soutenir la culpabilité d'Esterhazy.

Jean-Denis Bredin ajoute que Waldeck-Rousseau va jusqu'à charger « *le préfet d'Ille et Vilaine de la singulière mission d'entrer en rapport avec le commissaire du gouvernement, et même avec les juges, de tâcher de les influencer* ». Il ne cite pas sa source, mais il s'agit de la copie, presque mot à mot, de Pierre Sorlin, spécialiste de Waldeck-Rousseau qui, lui, référence des lettres du préfet d'Ille et Vilaine, du fonds des manuscrits de la bibliothèque de l'Institut<sup>(37)</sup>. « *Cette méthode*

(35) Lettre du général de Galliffet à Reinach, 2ème Cass. I, p. 570.

(36) Reinach, Hist. V, p. 229.

(37) J.-D. Bredin, p. 503. Pierre Sorlin, *Waldeck Rousseau*, Armand Colin, Paris 1966. Henriette Dardenne (op. cit. p. 258) mentionne, sans citer de source, que le député Breton Guyeisse et le général Brugère étaient chargés de faire pression sur Jouaust et Carrière.



ne conduit à rien », affirme Sorlin. Toujours est-il que le procédé est révélateur de la partialité du gouvernement, prêt à tout pour obtenir l'acquittement de Dreyfus. En fait, il s'agit là d'une irrégularité aussi grave que la communication du dossier secret en 1894...

Waldeck-Rousseau va faire plus encore. Durant le procès, il entre secrètement en contact avec l'Allemagne, allant jusqu'à se rendre en personne à l'ambassade. Son objectif est d'obtenir que les services secrets allemands versent aux débats de Rennes les notes annoncées dans bordereau. Dès le 12, il voit l'ambassadeur Münster à ce sujet, qui en rend compte à son gouvernement. Après une réponse évasive, Waldeck-Rousseau, qui juge « *indispensable l'aide espérée de Berlin* », souhaitant notamment que l'Allemagne lui dise s'il existe d'autres documents émanant de l'auteur du bordereau, arrivés après l'arrestation de Dreyfus, renouvelle par deux fois sa demande, les 21 et 24 août, auprès du chargé d'affaires qui remplace provisoirement Münster, le comte von Below. Cette fois, le chancelier von Bülow répond nettement, le 25 août, par un refus très sec de s'intéresser « *à cette affaire intérieure française* ». Malgré cette rebuffade, Waldeck-Rousseau revient à la charge, le 28 et le 29 août. Nouveau refus de Bülow, le 30. Retranché derrière la volonté expresse de Guillaume II, le chancelier, assure le gouvernement français de ses regrets et de sa sympathie, mais ne peut faire mieux que de rappeler sa déclaration de janvier 1898 affirmant que l'Allemagne n'avait jamais eu de contact avec Dreyfus. Edgar Demange, avocat de Dreyfus, est tenu au courant de ces négociations que le ministre des Affaires étrangères ignore...<sup>(38)</sup>

Pareille démarche d'un chef de gouvernement, s'humiliant jusqu'à réclamer l'ingérence d'une puissance étrangère dans une affaire d'espionnage dont elle est la cause, est probablement sans précédent.

Guillaume II ne tarde d'ailleurs pas à faire sentir son mépris au gouvernement français. Le 5 septembre, sous prétexte que des officiers français se sont trouvés à Stuttgart sans permission, il fait prier par voie diplomatique le général de Galliffet « *d'ordonner immédiatement à ses messieurs de rentrer ; sinon, on les jettera dehors. Il ne faut pas que les mauvaises habitudes du procès de Rennes s'étendent à nos champs de manœuvres* »<sup>(39)</sup>. Cela n'empêche pas Galliffet, le lendemain même, d'entreprendre l'attaché militaire pour obtenir de l'Empereur que Schwartzkoppen soit entendu comme témoin, ce que demande alors Labori. L'obséquiosité du ministre français est proprement sidérante... Il

(38) Le 26 août, Delcassé disait à Maurice Paléologue, son représentant à Rennes, « *sous aucun prétexte je ne m'abaisserai à prier l'Allemagne ou l'Italie de nous aider...* » (Maurice Paléologue, *Journal de l'Affaire Dreyfus*, p. 233).

(39) Maurice Baumont, *Aux Sources de l'affaire Dreyfus*, p. 252.

dit « *combien il se [sent] sympathiquement attiré vers sa Majesté et quelle entière confiance il [a] en elle* » ; sans l'aide attendue de l'Allemagne, « *L'existence de la France [est] en danger* ». « *Exact* » note cyniquement Guillaume, tout en faisant répondre qu'il ne souhaite même pas prendre connaissance du rapport de son attaché militaire...<sup>(40)</sup>

## b – Les dreyfusards

Après la victoire de l'arrêt de cassation, les premières fissures apparaissent entre les dreyfusards, qui deviennent rapidement déchirures.

Il a été décidé que Dreyfus aurait deux avocats, Edgar Demange, son défenseur de 1894, et Fernand Labori, l'avocat de Lucie Dreyfus au procès Esterhazy, ainsi que de Zola et Picquart. Très vite, une opposition naît entre les deux hommes. Demange est l'ami de Waldeck-Rousseau, de Reinach ; il pense qu'une défense mesurée, en collaboration avec le gouvernement, est meilleure pour son client. Fidèle à la pensée de Scheurer-Kestner, il cherche à faire oublier la tournure révolutionnaire prise par l'affaire, aspect qui ne peut qu'indisposer des juges militaires.

Labori, au contraire, veut attaquer sans ménagement les chefs de l'armée. Mieux que son confrère, il a compris qu'il n'y a pas de milieu, qu'on ne sauvera pas Dreyfus sans perdre les généraux. Depuis *J'accuse*, l'alternative est sans échappatoire. Naturellement, Labori devient le champion de tous ceux qui se sont engagés dans l'affaire pour abattre le sabre et le goupillon. Le champion aussi de tous ceux qui seront déçus par Dreyfus, à commencer par Picquart.

Il est de bon ton de présenter Alfred Dreyfus comme soldat dans l'âme, paralysé par son respect des institutions militaires (il aurait été antidreyfusard, s'exclame Clemenceau...). D'autres invoquent l'épuisement physique après cinq ans de détention. Soit. Toujours est-il que Dreyfus va apparaître particulièrement terne lors de son procès, sans élan de sincérité. Question de nature, peut-être, mais ceux qui se battent pour lui depuis trois ans sans le connaître ressentent mal sa froideur, son ingratitude diront certains.

Les divergences entre les deux avocats sont si profondes que, trois jours avant le procès, Labori décide de ne pas y participer, mais Mathieu « *l'a supplié de rester* »<sup>(41)</sup>, certainement soucieux de ne pas étaler le désaccord aux yeux du public.

L'attentat contre Labori, le 14 août, sera une péripétie du procès. Le lundi matin de la deuxième semaine des débats, alors qu'il se rend à l'audience en compagnie de Picquart et d'Edmond Gast, cousin de ce dernier, l'avocat reçoit un balles dans le dos, tiré par un inconnu qui

(40) Idem, pp. 255-258.

(41) Marguerite-Fernand Labori, Labori, p. 131.



prend la fuite et qui ne sera jamais retrouvé. Voici encore un mystère, bien secondaire dans notre étude, non élucidé. L'émotion est grande. Certains dreyfusards accusent, évidemment sans preuve, le général Mercier censé redouter plus que tout d'être interrogé par le terrible Labori (il le sera, au retour du blessé, sans être décontenancé). Les plus extrémistes soupçonnent le gouvernement d'avoir saisi ce moyen d'éliminer l'encombrant confrère de Demange. Labori lui-même semble avoir été « convaincu que l'on cherch[ait] à se débarrasser de lui, et par n'importe quel moyen » (J.-D. Bredin) ; certes Alfred Dreyfus demande l'ajournement du procès, mais Edgar Demange ne soutient que très mollement cette requête, d'autant plus que son ami Mornard est immédiatement arrivé pour remplacer Labori...

Lorsqu'on apprend que les médecins ont décidé de ne pas extraire la balle, réputée logée à quelques millimètres de la colonne vertébrale, et que Labori sera rétabli en une semaine, la *Libre Parole* met en doute la réalité de l'attentat. Les huit jours d'absence de Labori dissimulèrent-ils au public une crise aiguë entre les deux modes de défenses, assortie d'on ne sait quel chantage ? Quoi qu'il en soit, que l'attentat soit lié ou non aux dissensions entre les clans dreyfusards, il a encore avivé les tensions. En huit jours, Demange en a profité pour s'affirmer comme le seul avocat de Dreyfus et, lorsque Labori revient le 22 août, il est encouragé par l'afflux de témoignages de sympathie, furieux contre son confrère et plus agressif que jamais. Désormais, le désaccord entre les deux avocats ne peut plus être dissimulé et fait les délices de la presse antidreyfusarde.

### c - Le procès

Le procès s'ouvre le 7 août, dans la grande salle du lycée de Rennes (Labori et les journalistes avaient protesté contre le projet initial d'une petite salle du tribunal, indigne de la grandeur d'un tel événement...). Les audiences commencent dès six heures du matin, les juges consacrent l'après-midi à l'étude du dossier.

Le tribunal est constitué de militaires, tous anciens polytechniciens, comme Dreyfus. Il est présidé par le colonel Jouaust et composé du lieutenant-colonel Brongniart, des commandants de Bréon, Merle et Profillet, des capitaines Beauvais et Parfait. Leur travail, leur application, leur désir de chercher à comprendre seront unanimement salués.

Le commissaire du gouvernement, le commandant Carrière, est un homme terne, sans connaissance approfondie du dossier. Les commentateurs des deux camps sont très durs avec lui<sup>(42)</sup>. Il faut reconnaître que sa position est particulièrement inconfortable. Il est officiellement chargé de soutenir l'accusation de Dreyfus, officieusement de soutenir

la culpabilité d'Esterhazy ! Durant tout le procès, il est tiraillé entre l'esprit de corps qui tend à le rendre solidaire de l'armée et l'obéissance au gouvernement. En fin de compte, il va jouer un rôle insignifiant, intervenant peu, et toujours sur des questions mineures. Le résultat est l'absence, très sensible, de toute accusation organisée. Face à une défense pimentée par les foudres de Labori, mais parfaitement maîtrisée par Demange, habile à interroger les témoins, à mettre en évidence les faiblesses de l'accusation, le ministère public est comme absent. Les témoignages défavorables à Dreyfus ne sont pas approfondis, les témoins à décharge ne sont pas contre-interrogés ; il n'y a nulle volonté de construire une théorie charpentée de l'accusation. C'est le général Mercier qui, sortant parfois de son rôle de simple témoin, cherche à remplacer le ministère public, du moins dans le domaine militaire, entravé par les légitimes protestations de la défense.

Deux autres personnages exercent une fonction officielle, le général Chamoin, représentant du ministère de la Guerre et Maurice Paléologue, représentant du ministère des Affaires étrangères. Le premier, personnage falot connaissant mal le dossier, accusé par les dreyfusards de s'être fait manipuler par Mercier, est en fait l'oreille de Galliffet à qui il rend compte tous les jours de l'évolution des choses. Assis derrière les juges durant les audiences, ils disposent d'un petit bureau au lycée où ils se tiennent à la disposition des juges durant leur délibéré. Cette présence d'*amicii curiae* qui n'appartient pas à la tradition juridique française, du moins en justice civile, nous rappelle que les tribunaux militaires sont toujours un peu à part<sup>(43)</sup>.

Le premier jour est consacré à l'interrogatoire de Dreyfus, très semblable à celui de 1894. De cette voix sans timbre qui frappe tous les assistants, il nie tout ce qu'on lui reproche. Les antidreyfusards se précipitent sur les menues contradictions avec ses réponses initiales ; cinq ans après, elles sont pourtant excusables et, de toute façon, nullement déterminantes. L'agent Guénée n'est pas là pour venir défendre ses rapports, ce qui laisse le champ libre aux dreyfusards pour les dénigrer ; il est mort le 4 juillet dernier. Il avait pourtant été interrogé, à deux reprises, en janvier, ne pouvant déjà plus quitter sa chambre. Le juge Josse avait mis tout son zèle à arracher au malade des réponses permettant de déconsidérer son travail de 1894, sans pourtant obtenir son reniement : avec toute la difficulté d'expliquer ses méthodes de "basse police",

(42) Maurice Paléologue a laissé un cruel portrait de ce vieux commandant venu à Rennes avec son chien et son corbeau apprivoisé : « ...lui et son corbeau [...] même angle facial, même structure céphalique, pourquoi différeraient-ils de mentalité ? ».

(43) Cette présence très contestable de "conseillers" auprès des juges semble être le regrettable apanage des tribunaux militaires : il y avait par exemple des *amicii curiae* au procès de Nuremberg, en 1946 (tribunal militaire international).



Guénée continuait à affirmer que Dreyfus était bien connu des cercles de jeu<sup>(44)</sup>.

Du 8 au 11, ont lieu les examens du dossier secret et du dossier diplomatique, à huis clos. Le dossier secret est présenté par le général Chamoin. Labori provoque un incident, à partir d'une erreur de Chamoin, qui a mis au dossier secret une note de du Paty sur la dépêche du 2 novembre, alors que Mercier la lui avait remise pour son information personnelle. La confusion est sans conséquence, puisqu'il a toujours été clair que la dépêche du 2 novembre ne faisait pas partie du dossier secret remis aux juges en 1894, en raison des doutes portant sur sa traduction, mais elle souligne le rôle qu'exerce le général Mercier dans l'accusation de Dreyfus. Labori crie au scandale et demande l'arrestation immédiate du général Chamoin. Waldeck-Rousseau et Galliffet refusent.

Les audiences publiques reprennent le samedi 12. M. Delaroche-Vernet vient témoigner de l'attitude suspecte de Picquart, touchant la lettre CCC. Casimir-Périer donne de la "nuit historique" une version contredisant celle du général Mercier.

Le témoignage du général Mercier, qui se prolonge le 14, est très attendu. Il procède à un historique détaillé de l'affaire, insistant sur la réalité et la gravité de l'espionnage allemand en France et sur l'importance des sujets évoqués par le bordereau, au cœur des préoccupations de l'état-major à l'été 1894. Posément, méthodiquement, il expose tout ce qui accable Dreyfus à ses yeux. Dans ce témoignage, qui englobe la plupart des témoignages de détail à venir, se trouvent tous les éléments propres à faire d'Alfred Dreyfus un suspect et à nous convaincre de la sincérité des différents chefs de l'Armée qui ont cru et croient encore Dreyfus coupable, mais rien ne prouve formellement cette culpabilité. En écoutant le général Mercier, on comprend qu'Edgar Demange ait plaidé le doute, incontestablement fondé, et meilleur moyen d'ébranler des militaires.

Après Mercier, défilent ministres et généraux, qui répètent leur conviction de la culpabilité. Certains développent davantage certains points ; Roget et Gonse exposent les suspicions envers Picquart, Cavaignac s'arc-boute sur les aveux. La déposition du ministre qui a découvert le faux Henry, très écoutée, est par ailleurs une remarquable synthèse de l'affaire. Le lundi 21, Lauth et Gribelin étayent ce récit, vu de l'intérieur de la Section de statistique.

Picquart témoigne les 17 et 18 août. Très attendu, il semble qu'il ait quelque peu déçu ses admirateurs (Paléologue, pourtant désormais

(44) La lecture de l'interrogatoire de Guénée (1ère Cass. I, pp. 719-729) laisse réellement une impression sordide. Josse, revenu à la charge une semaine après la première audition, le pousse à réponses épuisées, faciles à interpréter comme l'aveu que toute son enquête reposait des bruits de bas-fonds.

dreyfusard, le trouve « *équivoque, rampant, furtif et nébuleux* »). C'est un personnage en civil (il a été mis en réforme par le conseil d'enquête, à la suite de l'instruction Ravary, en février 1898, mesure contre laquelle il est instance devant le Conseil d'État) qui accuse ses anciens chefs de forfaiture, rôle certainement difficile devant un tribunal militaire... Outre le récit de son rôle personnel, des prétendues machinations contre lui, il développe l'argumentation selon laquelle les notes du bordereau étaient vraisemblablement des informations sans importance.

Le verdict de 1894 est passé au crible. Les témoins à charge de l'époque reviennent à la barre dire leur mauvaise opinion de Dreyfus. Le capitaine Freystaetter, seul membre du Conseil de Guerre de 1894 à avoir pris des positions dreyfusardes, prétend qu'il y avait dans le dossier secret la dépêche du 2 novembre et une note imputant d'autres trahisons à Dreyfus. Cette affirmation, contraire au souvenir de tous les autres juges et que nul ne défend, est battue en brèche par le général Mercier.

Suivent une multitudes de témoignages mineurs, appelés par l'accusation, pour appuyer tel ou tel aspect suspect de Dreyfus. Certains se bornent à attester un point précis, sans interprétation. D'autres ressemblent à des ragots, comme celui du piqueur Germain, qui atteste avoir vu Dreyfus parler amicalement avec un officier allemand. D'autres encore reposent sur des souvenirs individuels, toujours suspects d'avoir été déformés avec le temps, comme celui de M. Mertian de Muller affirmant avoir vu en novembre 1894, alors qu'il visitait le château de Potsdam, une annotation de la main de l'Empereur d'Allemagne « *le capitaine Dreyfus est pris* »...

Le 31 août sont entendus les témoins des "aveux" de Dreyfus, Lebrun-Renaud, bien sûr, mais aussi ceux à qui ces bruits sont parvenus.

Les témoins Esterhazy, Marguerite Pays et Maurice Weil étant défaillants, on donne lecture de leurs dépositions à la Cour de cassation. Divers journalistes viennent expliquer dans quelles conditions ont eu lieu les "aveux" d'Esterhazy. Responsables et membres du service de renseignements démentent qu'Esterhazy ait pu agir sur ordre de Sandherr (c'est la version sur laquelle Esterhazy s'est arrêté). Du Paty, souffrant, est entendu à son domicile sur commission rogatoire. Le témoignage de cet homme, que tout le monde accable, est aussi sobre que possible, très riche en éléments permettant d'éclairer la collusion, ce qui hélas n'intéresse personne.

Les experts en écriture des deux camps viennent présenter leurs théories, sans changement notoire depuis la Cour de cassation.

L'expertise technique oppose le général Deloye au commandant Hartmann. Le premier, qui refuse de livrer son opinion sur la culpabilité de Dreyfus puisqu'il dépose en tant qu'expert, directeur de l'artillerie



au ministère de la Guerre, explique au Conseil l'importance qu'attachaient les Allemands à être renseignés sur le 120 court. Le second, expert désigné par la défense, soutient l'argumentation inverse, prétendant que le traître Boutonnet avait livré l'essentiel en 1890 et défendant plus généralement la thèse de notes sans valeur. Deloye s'inscrit avec vigueur contre cette idée. Une partie de ce débat a lieu à huis clos, pour d'évidentes raisons de secret militaire.

A partir du 31 août sont plus spécialement entendus les témoins de la défense, Forzinetti, le lieutenant Bernheim, divers militaires venus dire leur avis que les notes étaient faciles à se procurer, que Dreyfus savait qu'il n'irait pas aux manœuvres. Cordier est leur seul témoin issu de la Section de statistique, témoin peu fiable, ayant un penchant connu pour la bouteille, à plusieurs reprises convaincu de mensonge par Lauth ou par Roget. D'autres témoignages viennent étayer les dires de Picquart, dont celui de l'agent Toms concernant l'entrevue de Bâle et de l'enquête sur les révélations du *Matin*, en 1896. Les propos prêtés aux uns ou aux autres, bien ou mal interprétés, sont l'objet de minutieux débats.

Le 5 septembre a lieu une longue déposition (qui s'achève le 6) de Ludovic Trarieux qui tient à faire son récit de l'affaire. Ses relations privilégiées avec l'ambassade italienne apparaissent, scandalisant ainsi les nationalistes, d'autant plus que la collaboration de l'Italie avec l'Allemagne en matière d'espionnage a été mise à jour. Le dernier témoin dreyfusard se trouve ainsi reconnaître, avec un mélange de candeur et de morgue, l'existence de relations entre les défenseurs de Dreyfus et l'étranger ! Maurice Paléologue a rapporté le très mauvais effet produit sur les juges militaires, et nous le croyons volontiers. D'autant plus que, dans les tout derniers jours du procès, la question d'une intervention surprise de l'Allemagne se pose ouvertement...

#### - L'incident Cernuszky

Le 4 septembre est entendu un singulier témoin surprise. Après une série de lettres restées sans réponse, Cernuszky, ancien officier autrichien, résidant en France depuis 1894, ayant épousé une Française, arrive à Rennes le dimanche 3 septembre.

Tour à tour éconduit par Mercier, Roget et Cavaignac, il est reçu par le commandant Carrière. C'est à la demande du commissaire du gouvernement que le Conseil entend le témoin, témoignage repris et précisé le 6, à huis clos et sous serment. Cernuszky raconte qu'à son départ pour la France, un de ses amis, nommé Adamovitch, lui avait transmis l'avis d'un certain Mosetig, travaillant dans un ministère autrichien, d'avoir à se méfier de quatre personnages faisant de l'espionnage en France, Weil, Hoffmann, Guénée et Dreyfus. Il ajoute qu'un officier supérieur prussien lui a confirmé ces quatre noms. Il

avait d'abord dit, ou écrit, avoir vu cet officier prussien à Genève en conversation avec un individu ressemblant à Dreyfus, mais, au vu de l'accusé, il reconnaît s'être trompé et rétracte cette partie de ses dires.

Une audience publique est prévue pour le 7 septembre, les noms propres devant être camouflés. Mais Cernuszky se déclare malade, dans l'incapacité de comparaître, et disparaît de Rennes aussi rapidement qu'il était arrivé. Entre temps, Labori a reçu diverses lettres l'avertissant que Cernuszky est un fou, doublé d'un escroc.

D'où vient ce témoignage douteux, fumeux et confus à souhait ? Selon toute apparence, de l'accusation évidemment, puisqu'il est entendu à la demande de Carrière. Et cela permet aux dreyfusards, Labori en tête, de dénoncer une manœuvre frauduleuse des généraux. L'incident Cernuszky sera même, en 1903, un argument de poids pour étayer la demande de révision de Dreyfus, ce "faux témoignage" étant supposé avoir influencé les juges de Rennes... Il est pourtant reconnu que le Conseil de Guerre fut éberlué par cet énergumène et que « *manifestement, ce témoignage de dernière heure avait servi la défense* »<sup>(45)</sup>. Il est pourtant acquis que Mercier, Roget et Cavaignac, les trois principaux accusateurs de Dreyfus, n'avaient rien à voir avec le personnage, et qu'ils avaient redouté une provocation.

Alors ? Il est douteux que Carrière ait pris sur lui de produire un témoin aussi évidemment farfelu et, puisque ce n'est pas Mercier qui le lui a demandé, il nous semble que c'est forcément le gouvernement. On sait que depuis la fin août, les observateurs dreyfusards envoient à Paris des messages de plus en plus alarmants ; il leur apparaît que les débats tournent à la confusion de Dreyfus et que sans intervention extérieure on va à la condamnation. Notre hypothèse sera étayée par l'épisode suivant, attestant que Waldeck est prêt à tout tenter pour arracher l'acquittement.

Quoi qu'il en soit, Demange se contente de l'impression trouble laissée par Cernuszky, mais Labori s'engouffre dans la brèche ouverte par la comparution d'un témoin étranger. Ignorant semble-t-il les démarches de Waldeck-Rousseau et Galliffet, il réclame l'audition de Panizzardi et de Schwartzkoppen, allant jusqu'à télégraphier à Guillaume II et au roi d'Italie ! On a vu que Galliffet appuie discrètement la démarche. Bien entendu, l'Allemagne répond par un nouveau refus, quelque peu méprisant, tout en soufflant sur les braises, puisqu'elle rappelle inlassablement les déclarations de Münster selon lesquelles elle n'a jamais eu de relations avec Dreyfus.

Cependant la question d'une commission rogatoire adressée à Schwartzkoppen et Panizzardi est débattue le 6 septembre, et encore le matin du 7. Labori est déchaîné. Les juges sont irrités.

(45) Jean-Denis Bredin, p. 532.



– L'incident Paléologue<sup>(46)</sup>

Au même moment, Maurice Paléologue est l'objet d'une manipulation passée sous silence par tous les historiens actuels, qui est pourtant d'une importance extrême.

Le 2 septembre au soir, Paléologue reçoit un télégramme du Quai d'Orsay le mandant d'urgence à Paris pour le lendemain (jour de l'arrivée de Cernuszky). Parti de Rennes à minuit, Paléologue se présente le 3 à 9 heures à son ministère pour apprendre que Delcassé est absent de Paris, ainsi que Waldeck-Rousseau, mais qu'il est attendu au ministère de l'Intérieur pour une « *communication officielle* ». Il est immédiatement reçu par le directeur de cabinet de Waldeck qui lui dit ceci :

« *D'accord avec M. Delcassé, le président du Conseil m'a chargé de vous dire qu'il sait, de bonne source, que le gouvernement allemand a résolu de publier les pièces livrées en 1894 si Dreyfus est de nouveau condamné. M. Waldeck-Rousseau vous prie donc de mettre à profit la confiance qui s'est si heureusement établie entre les juges et vous, pour leur faire part de cette information.* »

Paléologue dit avoir immédiatement exprimé son scepticisme devant le directeur de cabinet, assorti de son refus d'influencer les juges. Sur l'insistance du directeur de cabinet, il accepte seulement de transmettre "l'information" au commissaire du gouvernement, ce qu'il fait dès le 4 septembre. Carrière décide immédiatement de prévenir Jouaust, qui demande à voir Paléologue, lequel confirme, non sans faire part de ses réserves, dit-il. Il rapporte la réaction du président du tribunal en ces termes :

« *Je communiquerai confidentiellement à mes collègues l'information qui vous a été donnée hier à Paris. J'ajouterai que vous ne la certifiez pas : ils apprécieront ce qu'elle vaut.* »

Le lendemain 5 septembre, Paléologue reçoit un télégramme de son ministre, répondant à ses interrogations. Delcassé écrit : « *J'ignore absolument si l'Allemagne possède les pièces énumérées sur le bordereau ; j'ignore par suite si elle se propose de les publier au cas où Dreyfus serait de nouveau condamné.* » Le chef de cabinet du président du conseil avait donc menti à Paléologue...

Le lendemain du verdict, Paléologue vient rendre compte à son ministre. Revenant sur l'incident, il demande à Delcassé pourquoi Waldeck l'a chargé de transmettre cette étrange information. « *D'un air ennuyé, avec beaucoup de circonlocutions, [Delcassé] m'apprend que Waldeck-Rousseau s'est adressé en dehors de lui à Berlin [...] La négociation a complètement échoué, comme c'était facile à prévoir. D'où*

(46) Maurice Paléologue, *Journal de l'affaire Dreyfus*, Paris 1955, pp. 243-249, puis 260.

*l'intrigue déloyale dans laquelle on a essayé de m'engager. Le ministre conclut par ses mots : Oubliez tout cela ! Oubliez ! »*

Première question : peut-on accorder foi à ce récit, connu par le seul Paléologue, publié en 1955 après la mort de tous les protagonistes ? On sait que Paléologue n'est pas absolument fiable. Il enjolive volontiers ses souvenirs, pour trois raisons : la volonté de faire un récit pittoresque, agréable à lire, le désir de se mettre en valeur et son adhésion à la cause de Dreyfus courant 1898. Aucune de ces trois tendances ne peut l'avoir conduit à inventer *ex nihilo* cette histoire qui, si elle n'était pas vraie, n'aurait aucun intérêt particulier. Par ailleurs, une telle manœuvre est crédible quant on connaît les tentatives avérées de Waldeck-Rousseau pour prendre contact avec l'Allemagne d'une part (effectivement à l'insu de Delcassé), pour influencer les juges d'autre part. Nous pensons donc que Paléologue a effectivement été chargé d'un tel message.

Seconde question : dans quel l'objectif ? De manière évidente, il s'agit de suppléer au refus de l'Allemagne. Puisqu'elle ne veut pas parler, on va faire comme si. Et on fait mieux : en annonçant qu'elle livrera les pièces « *si Dreyfus est de nouveau condamné* », c'est une pression qu'on fait peser sur les juges. Étant donné la position de l'Allemagne, le message doit être compris comme : "si Dreyfus est condamné, elle livrera les pièces prouvant qu'il est innocent". C'est donc à la fois l'affirmation officieuse que de telles pièces existent et la menace d'une grande tension diplomatique en cas de condamnation... Les juges militaires sont particulièrement conscients de la gravité d'un éventuel démenti de l'Allemagne qui viendrait ridiculiser leur verdict sur la scène internationale. Les membres du Conseil de guerre sont là soumis à une pression énorme et scandaleuse.

Cette tentative de subornation des juges de Rennes est aussi grave que la communication du dossier secret en 1894. Dans les deux cas, il s'agit d'une atteinte à l'intégrité du Conseil de guerre dont le jugement est altéré par des éléments transmis clandestinement, soustraits aux débats.

#### d – Le verdict

Le 7 septembre, le commandant Carrière prononce son réquisitoire. Son résumé de l'affaire est assez médiocre, mais il ne dépasse guère une heure. Seules comptent les dernières phrases : « *Dreyfus est coupable. Je requiers l'application 76 du Code pénal* ».

Si l'on en croit les souvenirs du commandant Cuignet, Galliffet avait envoyé à Rennes dans la nuit du 5 au 6 septembre un émissaire, le capitaine Raffaelli, beau-frère d'Emmanuel Arène, chargé de porter



l'ordre de conclure à l'innocence de Dreyfus<sup>(47)</sup>. L'indignation du commissaire du gouvernement aurait achevé d'arrêter sa détermination.

Le 8 est réservé aux plaidoiries de la défense.

A l'aube du 8 septembre, chez les dreyfusards, la crise atteint son apogée. A six heures moins le quart, une délégation composée de Bernard Lazare, Victor Basch et Jean-Jaurès se rend chez Labori, et lui demande, au nom de Mathieu Dreyfus, de ne pas plaider. Ce n'est pas une vraie surprise pour l'avocat, qui n'est plus soutenu que par Picquart (il a quitté Rennes la veille), Zola et Clemenceau (ils sont restés à Paris). Démêler le rôle des uns et des autres dans cette histoire n'est pas notre objet. Il est certain que tous voyaient venir la défaite. Si Demange devait tenter de l'éviter en instillant le doute dans l'esprit des juges, les amis de Dreyfus et du gouvernement mettaient déjà tous leurs espoirs dans une grâce ultérieure. Dans une lettre à Mathieu, datée du 4 septembre, Reinach transmet l'engagement de Waldeck-Rousseau : « *Je suis autorisé à vous dire que votre frère ne sera pas dégradé une seconde fois...* ». Bernard Lazare apprend à Labori que la résolution de Mathieu résulte d'une conversation téléphonique de la veille avec le gouvernement<sup>(48)</sup>.

L'avocat dit avoir été à la fois atterré (« *...en m'imposant silence, vous jetez sur lui la dernière pelletée de terre* ») et soulagé (c'est « *le moyen de quitter le navire sans désertion* ») par la décision de l'évincer. Selon les mémoires de Labori, dans la salle d'audience, Mathieu Dreyfus hésite encore sur la décision à prendre et Demange lui demande de plaider après lui, comme prévu. C'est en entendant la plaidoirie de son confrère qu'il aurait définitivement renoncé à prendre la parole.

Durant cinq heures, Edgar Demange parle, il évoque toute l'affaire du point de vue dreyfusard bien sûr, mais en s'efforçant de ne pas blesser les militaires, en avouant avoir été lui-même troublé par la certitude des généraux. Que ce soit par habileté ou par sincérité, il ne nie pas l'existence de présomptions contre Dreyfus – et cela indigne Labori, et tous ceux qui veulent que l'armée soit coupable d'une forfaiture sans précédent. Sa plaidoirie est admirée par tous les auditeurs, belle, bien construite, habile dans le cadre de la stratégie choisie, émouvante. Et il termine, comme il avait commencé, par plaider le doute.

« *A ce moment-là, je le jure, il y aura un doute dans votre conscience. Ce doute me suffit. Ce doute, c'est l'acquiescement* ».

Le dernier espoir des dreyfusards était un acquiescement dit "à la minorité de faveur". En effet, selon le Code militaire, si trois des sept

(47) Henriette Dardenne, pp. 315-317. L'envoi de Raffaelli à Rennes comme émissaire est attesté par Reinach. Guignet relate lui-même avoir parlé à Galliffet, trois ans plus tard, de cet ordre signé que lui avait montré Carrière : le général nie et Guignet lui réplique « *alors, quelqu'un l'aura signé pour vous* ».

(48) Marguerite Fernand Labori, op. cit., pp. 157 et 163.

juges se prononçaient pour l'innocence, Dreyfus était acquitté. Le gouvernement se croyait sûr des votes du colonel Jouaust et du capitaine Beauvais ; Demange espérait donc que le fameux doute ferait basculer le commandant de Bréon, catholique pratiquant (il se rendait tous les matins à la messe avant l'audience).

Carrière reprend la parole, pour rappeler au Conseil de guerre qu'il n'a nullement besoin de preuve pour condamner, que seule compte l'intime conviction des juges. Argument définitif qui semble effacer en un instant l'effet de la plaidoirie de Demange... L'avocat répète seulement qu'il n'y a pas de preuve, et en appelle à la conscience des juges et à Dieu. Pour finir, la parole est à Dreyfus, qui ne prononce que quelques mots peu intelligibles par lesquels il affirme son innocence.

Après une heure et demie de délibérations, le colonel Jouaust donne lecture du verdict.

Dreyfus est déclaré coupable à une majorité de cinq voix contre deux. Le jugement est modéré par l'attribution de circonstances atténuantes et Dreyfus est condamné à 10 ans de détention.

On saura plus tard que, contrairement aux prévisions, le capitaine Beauvais avait voté coupable. Jouaust et Bréon avaient opté pour l'innocence.

Les antidreyfusards triomphent. Pourtant, il nous semble que l'attribution de "circonstances atténuantes" constitue une atteinte à l'armée plus grave que ne pouvait l'être l'acquiescement de Dreyfus. Comment, pour des militaires, peut-on être traître à son pays avec des "circonstances atténuantes" ? Rien de tel d'ailleurs n'est ressorti des débats. En fait, il est clair que ces circonstances atténuantes ne sont pas autre chose que la trace du doute réclamé par Demange... Un moyen de ne pas condamner Dreyfus à perpétuité et une porte ouverte préparant l'opinion à des rebondissements futurs.



### Chapitre III

## De la grâce à la réhabilitation

### I - L'AMNISTIE

A l'issue du procès de Rennes, Dreyfus, reconnu une nouvelle fois coupable de trahison, devait normalement être à nouveau dégradé, avant d'aller purger sa peine de 10 ans de réclusion. Le 4 septembre, Reinach, porte-parole de Waldeck-Rousseau, avait promis à Mathieu Dreyfus que son frère ne subirait pas une nouvelle fois cette épreuve. De fait, dès le lendemain du verdict, on voit, chose extraordinaire, les juges militaires se réunir spontanément (?) et décider à l'unanimité d'adresser une requête à l'Élysée pour que Dreyfus ne soit pas dégradé... Étranges juges militaires pour qui le traître doit surtout rester capitaine de l'armée française...

Mais le gouvernement veut davantage. Créé par et pour les dreyfusards, qui lui reprochent de n'avoir pas ordonné au Commissaire du gouvernement d'abandonner l'accusation, il se doit maintenant de sauver Dreyfus. Le lendemain du verdict, Waldeck étudie la question avec Mornard ; il apparaît que seule la grâce peut faire échapper Dreyfus aux conséquences de sa condamnation. Reinach, Galliffet (qui avait pourtant proclamé que « *l'arrêt, quel qu'il fût, [serait] respecté* »...), Millerand, Mathieu Dreyfus sont convaincus de la nécessité de cette issue. Encore exigent-ils que la grâce soit immédiate.

En revanche les dreyfusards "durs" se cabrent. D'autant plus qu'une mesure de grâce suppose que Dreyfus retire d'abord la demande de révision qu'il avait signée immédiatement après le verdict. De ce fait, le condamné va reconnaître qu'il accepte le verdict de Rennes, ce qui sera interprété comme un aveu de culpabilité. Le 11 septembre, réunis dans le bureau de Millerand, Jaurès et Clemenceau donnent du bout des lèvres leur accord à Mathieu. Le lendemain ce dernier arrive à Rennes et fait signer son frère.

Toutefois Loubet, tout à fait d'accord sur le principe de la grâce, souhaite attendre un peu pour ne pas heurter l'armée par un désaveu immédiat du jugement de Rennes. Devant ce retard, Millerand et Galliffet menacent de démissionner. Encore une fois, le "gouvernement Dreyfus"



tient à un fil. Encore une fois, Mathieu Dreyfus sauve la mise, en intervenant auprès de Millerand. On décide alors d'envoyer un médecin examiner Dreyfus, déclarer que son état de santé est incompatible avec le maintien en détention, ce qui fournira à Loubet une bonne raison de gracier. Aussitôt dit aussitôt fait et Loubet signe le 19 septembre.

Dix jours après avoir été jugé coupable, Dreyfus sortait de prison.

Déjà manifeste lors du procès de Rennes, la fracture entre les dreyfusards gouvernementaux et antigouvernementaux va davantage se creuser. Waldeck, Galliffet, Millerand lui-même sont satisfaits : l'affaire Dreyfus leur a valu le pouvoir, en échange ils ont répondu à l'attente de la famille Dreyfus, de son avocat Demange, en délivrant la "malheureuse victime". Ils sont quittes. Avec son célèbre ordre du jour « *L'incident est clos !* », Galliffet exprime parfaitement la volonté du gouvernement (bien qu'il se fasse réprimander par Waldeck, assailli par les clameurs des dreyfusards mécontents d'un texte qui saluait l'indépendance des juges militaires). C'est dans cet esprit que Waldeck prépare l'amnistie, mesure destinée à en finir avec l'Affaire, à empêcher toute reprise à l'occasion d'un procès mineur.

Les dreyfusards antigouvernementaux, ceux à qui l'affaire Dreyfus a donné un haut parleur, mais qui sont restés aux portes du pouvoir, ne l'entendent pas de cette oreille. Jaurès, Clemenceau, Zola, ont été dreyfusards pour abattre l'armée. La mise au pas feutrée de Waldeck, aux effets pourtant dévastateurs, ne satisfait nullement ces amateurs de révolution bruyante. Ils voulaient, eux, le grand nettoyage des chefs militaires. Labori devient naturellement leur champion. Picquart, symbole de pureté dans l'affaire, se joint à eux. Par des remarques et articles de plus en plus acerbes, ils ne cessent de reprocher à la famille Dreyfus d'avoir pactisé avec Waldeck-Rousseau, Picquart allant jusqu'à dire à Mathieu qu'il soupçonne Alfred d'avoir fait des aveux à Demange<sup>(1)</sup>... L'amnistie va leur donner l'occasion de jouer les vertus outragées.

Le 17 novembre 1899, Waldeck-Rousseau dépose au Sénat son projet de loi pour l'amnistie de « *tous les faits criminels ou délictueux connexes à l'affaire Dreyfus* ». Le projet de loi est adopté au Sénat au printemps 1900, et par la Chambre en décembre. C'est le 27 décembre 1900 que la loi d'amnistie est promulguée, précisant bien que l'amnistie concerne les faits « *n'ayant pas donné lieu à une décision de justice définitive* », ce qui paradoxalement laisse à un seul homme le pouvoir de rouvrir l'affaire, Alfred Dreyfus, pouvant, lui, toujours demander une révision.

En fait la loi d'amnistie a commencé son effet un an avant d'être en vigueur puisque, dans l'attente, nul ne doutant qu'elle serait votée,

(1) Propos de Labori rapporté par Mathieu Dreyfus. Voir par exemple *Dreyfusards !*, archives Julliard, 1965, p. 240.

toutes les procédures concernées avaient été renvoyées. Les dreyfusards "durs" ont beau jeu de fulminer, de protester qu'ils souhaitent être jugés, d'accuser les dreyfusards gouvernementaux de protéger l'armée, etc. Si ce débat alimente leurs luttes intestines jusqu'à la haine, la vérité est que la loi d'amnistie va tirer des griffes de la justice uniquement des dreyfusards ! Ils ont beau clamer qu'ils voulaient déférer le général Mercier en justice (sous le chef de quelle accusation ? devant quelle juridiction ?<sup>(2)</sup>), Picquart a beau réclamer une instruction contre Gonse et Gribelin, tout cela est virtuel. En pratique, voici les affaires auxquelles la loi d'amnistie va mettre fin :

- Procès de Zola devant la Cour d'assises de Versailles,
- Procès de Picquart devant le Conseil de guerre,
- Procès de Reinach devant la Cour d'assises de la Seine.

Or, les trois dreyfusards couraient à la condamnation, puisque, quelle que fût la pureté de leurs intentions, il était difficile de nier que Zola avait accusé sans preuve, que Picquart avait communiqué avec Leblois et que Reinach n'avait pas le moindre indice lui permettant d'accuser Henry d'espionnage. Il est d'ailleurs tellement clair que l'amnistie est conçue pour les dreyfusards qu'un seul homme va y échapper. C'est Drumont, poursuivi en diffamation par Labori pour avoir écrit sans preuve que l'attentat de Rennes était un simulacre : lui est condamné sans attendre, le 13 décembre 1899. Pas d'amnistie pour les ennemis de Dreyfus...

## II - LE DÉMANTÈLEMENT DES SERVICES SECRETS

Bien qu'elle ne soit pas à l'ordre du jour dans l'immédiat, une deuxième révision de l'affaire Dreyfus exige la reprise en main de la Section de statistique, véritable pépinière d'antidreyfusards, de surcroît ayant accès à tous les dossiers. En plein cœur du procès de Rennes, le 28 août 1899, le *Figaro* annonce le rattachement du service de renseignements au ministère de l'Intérieur, mesure voulue semble-t-il par Waldeck-Rousseau et approuvée par Galliffet. A la suite d'une protestation circonstanciée du capitaine François, second du lieutenant-colonel Rollin (successeur d'Henry), le ministre revient sur sa décision. Mais il dote la "Section des renseignements", nouveau nom pour ce service atrophié, d'un régime extrêmement strict : simple département du deuxième bureau, il dépend étroitement de lui, tant sur le plan financier que décisionnel. A partir d'octobre, avec le départ de Rollin, c'est un simple capitaine

(2) Ce qui n'empêche pas M. Brézin de regretter à grand bruit que Mercier ait échappé à la justice grâce à l'amnistie



qui dirigera la section. De plus, tout ce qui est contre-espionnage relève désormais du ministère de l'Intérieur, l'exécution des services secrets à l'étranger devant être confiée à des agents de la Sûreté nationale... Ce service très particulier du ministère de l'Intérieur, police politique du gouvernement, avec lequel, on l'a vu, les dreyfusards ont entretenu très tôt des relations privilégiées, n'est évidemment pas à même d'établir des relations de confiance avec nos agents étrangers. De l'avis de tous les spécialistes, cette séparation entre espionnage et contre espionnage sera extrêmement préjudiciable aux renseignements français. Quelle autre armée pouvait sérieusement prétendre abandonner ses services de renseignements au profit de la police civile ? En quelques mois, c'est toute l'œuvre du colonel Sandherr qui s'est écroulée...

Cette politique fait immédiatement deux victimes emblématiques : la malheureuse Marie Bastian, et le marquis de Val Carlos.

La première, qui avait continué tranquillement son double travail à l'ambassade d'Allemagne, a quitté son emploi en juillet 1899, prévoyant les conséquences du procès de Rennes, sans manquer de renvoyer les clefs qu'elle détenait à l'ambassadeur. Touchante élégance d'une femme simple : espionne, mais honnête... Mme Bastian n'est pas appelée à témoigner à Rennes, où elle n'est d'ailleurs pas nommée, mais son rôle est mis en évidence sous le nom de "voie ordinaire" et, dès le 29 août, les journaux livrent son nom. Durant le procès, elle est l'objet d'une étroite surveillance de la Sûreté générale, ce qui peut paraître normal, mais qui l'est moins quand on sait que les agents, chargés suppose-t-on de sa sécurité, la harcelaient de questions sur l'arrivée du bordereau, au point qu'elle dut appeler la police, se croyant menacée. De ce fait, les dreyfusards cherchèrent à la faire passer pour faible d'esprit et victime de complexe de persécution... Calomnie durable que l'on retrouve dans bien des ouvrages. Beaucoup d'auteurs en font une psychopathe. Comme si une névrosée aurait pu, durant tant d'années, mener à bien son travail d'espionne à l'ambassade d'Allemagne, humble tâche certes, mais qui demandait tout de même habileté et maîtrise de soi.

Le rôle de Mme Bastian dévoilé, c'est tout notre système de surveillance de l'ambassade d'Allemagne qui est mis à jour. Guillaume II s'étrangle de colère et réclame des explications. Dans une longue lettre, M. von Münster tente de minimiser les dégâts et de rejeter la faute sur les attachés militaires et leur propre pratique d'espionnage<sup>(3)</sup>. Par ailleurs, il cherche toujours à nier qu'un vol ait pu avoir lieu dans une corbeille à papier. C'est selon lui une « légende » imaginée par les Français : le bordereau n'a pu qu'être dérobé à la poste. Curieusement, c'est la version

(3) Baumont, pp. 274-280. C'est cette remarque de Münster que Guillaume réplique en marge « *Tonnerre ! A quoi bon alors mes attachés militaires !* ».

que Reinach essaie d'imposer et c'est qu'on cherche à faire dire à Mme Bastian... C'est ce que Toms, appelé tout exprès à Paris en juillet 1899 (il était alors commissaire spécial de la Sûreté à Dunkerque), essaie de faire dire à l'agent Brücker, personnage qui, selon Reinach, aurait volé le bordereau à la poste. Brücker refuse de se plier à ce jeu. On retrouve ici la convergence d'intérêts entre l'Allemagne et les dreyfusards.

Par ordre de Galliffet, Mme Bastian, dont le mari est devenu infirme, ne percevra plus de mensualités à compter d'août 1899, ni aucun secours de l'État après une ultime gratification de 1.000 francs en octobre 1899. Lors de l'enquête de 1904, le Procureur tentera même de faire un mauvais procès au général Mercier pour avoir secouru la malheureuse d'une modeste somme à l'automne.

On se souvient du marquis de Val Carlos, attaché militaire à l'ambassade d'Espagne, qui fournissait de précieux renseignements à la Section de statistique, dont les propos sont à l'origine des fameux rapports Guénée figurant au dossier secret. A Rennes, le général Mercier ayant évoqué sans le nommer le rôle de ce personnage, Picquart réplique en révélant que cet agent reçoit, depuis décembre 1894, des mensualités du service de renseignements, mettant ainsi en doute son impartialité. Le général Gonse est obligé de répondre sur ce point, précisant qu'ayant commencé par toucher quelques sommes ponctuelles répondant à des besoins précis, Val Carlos avait reçu des émoluments réguliers à partir de mars 1895. Outre que le débat est vain, la valeur d'un agent de renseignements ne se mesurant pas à son désintéressement, Val Carlos se reconnaît dans ces propos transparents. Il s'affole, ne sachant où les révélations vont s'arrêter. Le 22 août 1899, le *Figaro* livre son nom. Prêt à être appelé comme témoin, il demande sa mise à la retraite, qu'il obtient en octobre. On ignore les remous internes suscités à l'ambassade d'Espagne, mais là encore les services secrets français se déconsidèrent et compromettent gravement le recrutement futur d'agents étrangers.

Lors de l'enquête pour la deuxième révision, la question des rémunérations de Val Carlos fournira le prétexte à un contrôle de la comptabilité de la Section de statistique. En effet, sur les premiers registres de comptabilité, cet agent figurait sur les initiales V.C. (ultérieurement transformées en H.G. pour dissimuler l'identité de l'agent) ou sous le nom "Vésigneul", code changé en "Juana" à partir de novembre 1896. Cela occasionnera de longs débats filandreux, une déposition pleine d'incohérences de Val Carlos (qui choisira Labori comme avocat pour le défendre dans un procès de presse en 1904), sans rien apporter d'utile.

Seul reste le déballage des coulisses de ce qui fut un service secret...



### III – LA CHASSE AUX FAITS NOUVEAUX

Les dreyfusards se retrouvent devant le même problème qu'en 1895 : pour rouvrir l'affaire, il faut pouvoir invoquer un fait nouveau. Or à Rennes, chacun le reconnaît, tout a été débattu.

Esterhazy est désormais inutilisable : après ses aveux, il ne peut rien faire de plus. Toute nouvelle initiative de sa part ne peut que discréditer lesdits aveux, comme on l'a vu avec sa pitoyable tentative de réécrire "en direct" le bordereau durant le procès de Rennes. Une ultime tentative du gouvernement, en 1900, pour obtenir de lui des preuves de la partie liée, se solde par la production de chiffons de papier impossibles à exploiter.

#### a – L'affaire Toms-Wessel-Cernuszky

Cernuszky est cet étrange témoin autrichien surgi à Rennes pour témoigner qu'il avait été averti, en 1894, par deux intermédiaires, que Dreyfus était un espion. Reparti aussi vite qu'il était venu, cet individu, apparu de façon flagrante comme « *une crapule et un faux témoin* », n'avait manifestement pas influencé sur les juges. En mal de fait nouveau, les dreyfusards tentent d'exploiter l'incident, en profitant de la main mise de la Sûreté Générale sur les services secrets.

A partir d'un article paru en Autriche, Reinach lance la polémique sur Cernuszky en octobre 1899 dans le *Figaro*. Pour le gouvernement, c'est l'obligation d'ouvrir une enquête. Comme par hasard, c'est le commissaire Toms qui en est chargé. Il prend contact pour cela avec une munichoise, Mathilde Baulmer, qu'il avait connue en 1895 dans le cadre de ses fonctions à la Section de statistique. Mathilde Baulmer a pour amant un certain Wessel, travaillant dans le génie allemand, ayant lui aussi servi temporairement d'agent de renseignements à la France. Il se trouve précisément arrêté à Bruxelles en novembre 1899, extradé en février 1900 pour l'Allemagne, voyage au cours duquel il s'évade pour retrouver sa maîtresse à Nice. En mars, Wessel contacte le capitaine Mareschal, du service de renseignements, pour lui livrer certains documents. Il révèle à cette occasion que Toms est en train de faire pression sur un nommé Przyborowsky, autrichien attaché à la direction des chemins de fer en relation avec Mathilde Baulmer, pour lui faire dire que le témoignage de Cernuszky à Rennes avait été financé par la Section de statistique par son intermédiaire. Wessel remet à Mareschal une déclaration écrite de ses dires le 10 mars 1900.

Le rapport effectué par le capitaine François, chef de la Section des renseignements, est bloqué par le chef d'état-major, le général Delanne. Le rapport est brûlé le 16 mars en présence du capitaine François, dans

le bureau du général de Lacroix, sous-chef d'état-major ! Cette scène ahurissante, dont tous les acteurs ont témoigné<sup>(4)</sup>, révèle la terreur de l'armée face à tout ce qui pouvait toucher l'affaire Dreyfus...

Le 9 avril, Wessel est arrêté par la Sûreté générale, agissant au vu de la demande d'extradition de l'Allemagne. Emprisonné à Nice, il écrit pour protester de son sort au général de Galliffet, qui lui envoie... Toms pour complément d'enquête, sur la proposition de Waldeck-Rousseau en personne ! Toms recueille évidemment une toute autre version que Mareschal. Wessel lui explique que c'est le capitaine Mareschal qui lui a dicté sa déclaration du 10 mars, contre promesse de rémunération, et qu'en vérité Przyborowsky lui avait dit que Cernuszky avait été payé par l'état-major pour déposer à Rennes. Soit ce que Toms voulait entendre.

A la lecture du procès-verbal de Toms, Galliffet décide de renvoyer les capitaines Mareschal et François dans le corps de troupe, chose faite le 15 mai, sans que les deux officiers accusés, l'un de faute grave, l'autre de couvrir son subordonné, n'aient été entendus par le ministre !

Au service de renseignements, désormais squelettique, le seul officier un peu au courant de l'affaire reste le capitaine Fritsch. Il contre-attaque en signalant à l'*Éclair* l'existence de Przyborowsky, lequel relate qu'il a effectivement été circonvenu par Toms dans un article du 22 mai 1900. Il produit deux lettres de Toms à Mathilde Baulmer venant à l'appui de ses dires. Le 24 mai, Fritsch est mis en non-activité pour sanctionner son indiscrétion<sup>(5)</sup>. Le 27, Wessel est remis en liberté ! Prix de ses déclarations à Toms ?

Du coup, l'affaire commence à faire du bruit. Des explications sont demandées à la chambre qui vote à 465 voix contre 60 une invitation au gouvernement à « *s'opposer énergiquement à la reprise de l'affaire Dreyfus* ». Mais Galliffet et Waldeck-Rousseau ne peuvent nier les agissements de Toms, tentant seulement d'en atténuer la gravité. Galliffet affirme n'avoir pas eu connaissance des lettres de Toms à Mathilde Baulmer – ce qui est possible, tant le général Delanne avait peur d'être soupçonné par son ministre de vouloir se mêler à l'affaire Dreyfus. Waldeck-Rousseau tente de défendre Toms, en plaidant qu'il ne sollicitait pas un témoignage, mais se disposait à le recueillir... Par ailleurs, le bruit d'une mission de Toms à Madrid pour aller interroger l'agent Richard Cuers a également filtré : Waldeck-Rousseau en assume la responsabilité, tout en affirmant que ce voyage n'avait aucun rapport avec l'affaire Dreyfus et en dénonçant une intrigue contre la Sûreté générale.

(4) Lors du procès Dautriche, que nous évoquons plus loin.

(5) Ce que Jean-Denis Bredin appelle « *courageusement [couvrir] ses subordonnés* » (p. 560).



Le 28 mai, la question revient. Waldeck-Rousseau fustige « *la félonie d'un officier [ayant livré] des documents confiés à sa garde* » (Fritsch). Lassé, et tentant d'affirmer solennellement sa solidarité avec l'armée, Galliffet quitte la salle et remet sa démission le soir-même.

Une fois de plus, Waldeck-Rousseau est en mauvaise posture. Une fois de plus, Bourgeois lui sauve la mise, en appelant à la République en danger. C'est à cette occasion que Waldeck remplace Galliffet par le général André.

En 1900, l'affaire Cernuszky-Wessel a donc fait long feu, aboutissant à achever la destruction du service de renseignements, mais impuissante à relancer l'affaire Dreyfus. Elle entre en sommeil jusqu'en 1903. Comme l'affaire Dreyfus.

C'est le 6 avril 1903 que les dreyfusards reprennent l'offensive en vue d'une révision du procès de Rennes.

Comme par hasard, Wessel est de nouveau arrêté précisément en avril 1903, en Italie, sur demande de l'Allemagne. C'est le prétexte à la parution dans la presse italienne de lettres échangées entre Mathilde Baulmer et Gabriel Monod, correspondance d'où il ressort que Wessel affirme à nouveau que Cernuszky a été payé pour sa prestation au procès de Rennes. Le 24 avril, trois ans presque jour pour jour après ses premières "révélations" à Toms, Wessel confirme de sa prison – lieu où décidément lui vient l'esprit... – dans une lettre *molto urgente*, adressée à ses avocats et bien évidemment transmise à la défense de Dreyfus. En P.S., Wessel indique « *ce mémorial vous parviendra un peu tard. Mais, il m'a fallu trois jours pour avoir de quoi écrire...* », phrase qui évoque un travail de commande.

Le 27 avril, le « *caractère frauduleux et mensonger du témoignage Cernuszky* » est l'un des points sur lesquels Dreyfus sollicite une enquête auprès du ministre de la Guerre. En novembre, c'est l'un des faits nouveaux invoqués à l'appui de la demande de révision, lettre de Wessel à ses avocats jointe.

Malgré son importance historique, les auteurs conformistes préfèrent passer sous silence cette histoire filandreuse. On croit deviner pourquoi.

A Rennes, Cernuszky n'a pu servir que la défense, c'est évident, et Jean-Denis Bredin le reconnaît. Ce louche personnage avait d'abord tenté de se faire recevoir par les généraux. Dans quel but, sinon de faire cautionner par eux son ridicule témoignage ? Si donc il a été stipendié (et, sauf un cas de mythomanie aiguë, il ne peut en être autrement), ce ne peut être que par des amis de Dreyfus. En 1900, c'est Toms, ami de Picquart, ayant déjà rendu bien des services aux dreyfusards, qui est chargé de faire dire à Wessel que Cernuszky a été acheté par l'état-

major. Waldeck-Rousseau en personne se préoccupe de cette histoire minable. Échec de cette tentative pour faire redémarrer l'affaire. Reprise en 1903 du même pas que les dreyfusards, avec un parfum de déjà-vu...

Rumeurs dans la presse, réplique de Monod : on se croirait en 1896 en train de préparer la brochure de Bernard Lazare ou en 1897 lors des préliminaires à l'apparition d'Esterhazy.

"Fait nouveau" indispensable à la demande de révision, aujourd'hui oublié : on pense aux brouillons de la potiche.

Et en filigrane le concours discret de l'Allemagne pour faire emprisonner Wessel au moment idoine.

Plongeant dans le milieu louche de l'espionnage, où la frontière entre mensonge et vérité varie selon le prix payé, l'affaire Wessel ne sera sans doute jamais totalement éclaircie. Mais il apparaît très probable que les dreyfusards en aient été les commanditaires.

#### – Le procès Dautriche

En 1904, un nouvel espoir apparaît de faire rebondir la question Cernuszky, lorsque l'enquêteur Targe découvre dans les livres de compte du service de renseignements une sortie de 20.000,00 francs inexplicable du 16 août 1899 : c'est sûrement le prix du faux témoignage, pense-t-il. On interroge les capitaines François et Mareschal, ainsi que l'archiviste Dautriche. Si tous sont d'accord pour expliquer spontanément que cet argent avait été remis à un espion surnommé "Austerlitz" qu'ils refusent de dévoiler (mais dont l'existence et les services rendus sont attestés par tout un dossier), ils se contredisent quelque peu dans les détails, divergences peut-être excusables à 5 ans de distance. Mais les dreyfusards croient détenir un bon filon.

Dautriche est inculpé, ainsi que Mareschal, François et même le colonel Rollin, ce qui donne lieu à un procès qui va durer cinq mois, en marge de l'enquête de la Cour de cassation, avec de longs débats, expertises des livres de compte, digression sur les méthodes de la Section de statistique, etc. Le capitaine Targe jouera le rôle du principal accusateur. On verra ce spectacle hallucinant d'un officier chargé d'évaluer *a posteriori* le prix des documents livrés par l'espion, l'agent Austerlitz... On verra des agents de la Sûreté tenter d'établir un contact avec cet espion (pour réitérer l'affaire Wessel ?), qui se dérobera au rendez-vous avec des agents inconnus de lui.

Mais rien de compromettant ne ressort du procès Dautriche à tel point que le commissaire du Gouvernement, après avoir en vain tenté d'en finir par un non-lieu, abandonne l'accusation le jour du réquisitoire et des plaidoiries. Les accusés sont acquittés quelques jours avant la fin de l'instruction Dreyfus.



### b – Le bordereau annoté

L'outil principal de la première révision avait été la communication secrète faite aux juges en 1894. Mathieu Dreyfus rêve de pouvoir employer la même méthode. Mais sur quelle base ? L'affaire Cernusky n'a pu être exploitée à cette fin. À défaut de véritable communication secrète, on en inventera une, qui aura le même effet médiatique. Or les dreyfusards tenaient en réserve le roman du bordereau annoté.

Les prémices de cette fable sont apparues très tôt.

En décembre 1897, au moment où la presse nationaliste croyait devoir défendre Esterhazy dénoncé par Mathieu Dreyfus comme l'auteur du bordereau, l'*Intransigeant* avait publié un long article de Rochefort affirmant tenir d'une « *personnalité militaire des mieux placées* » qu'en 1894, huit documents avaient été dérobés à Schwartzkoppen, sept lettres de Dreyfus et une « *lettre impériale* », de la main de Guillaume II, nommant Dreyfus. Documents originaux remis à l'Allemagne sous la menace de guerre, mais dont des photographies avaient été gardées... Le gouvernement avait immédiatement démenti et Rochefort n'avait pas insisté. Jaurès s'empare de cette histoire en septembre 1898, lorsqu'il publie *Les Preuves*, ouvrage destiné à prouver les turpitudes de l'état-major. Estimant que Rochefort a effectivement reçu une telle communication officieuse, il conclut soit à un mensonge monstrueux, soit à l'existence d'un faux dans les dossiers militaires, cette dernière hypothèse ayant sa préférence (un mois après le suicide d'Henry, le public est prêt à tout).

Arrêtons-nous un instant sur cet article de Rochefort. Personnage haut en couleur, politiquement inclassable<sup>(6)</sup>, il a fondé un journal à scandale, revendiquant un patriotisme bruyant, sympathique mais sans finesse. L'*Intransigeant* est utilisé comme caisse de résonance par qui veut bien frapper à sa porte. Quand on a étudié ce qui se trame fin 1897, on comprend que Rochefort est une proie facile. Dupe de l'état-major affirme Jaurès. Mais en lisant l'article de Rochefort, on apprend que « *les photographies [des documents en question] ont été mises sous les yeux des juges du conseil de guerre* »... Rappelons qu'en 1897, l'état-major nie toute communication secrète. Rochefort, par hypothèse instrumentalisé pour intoxiquer les nationalistes, se trouve donc cautionner l'existence du dossier secret, argument essentiel des dreyfusards et véritable secret d'État. On ne voit pas comment cela

(6) Farouche opposant à Napoléon III (la *Lanterne*), favorable à la Commune et comme tel exilé en Nouvelle Calédonie, il fonde l'*Intransigeant* à son retour en France, en 1880, où il adopte des positions socialistes. Il fait partie des radicaux séduits par Boulanger, ce qui le conduit encore à s'exiler à Londres jusqu'en 1895, résolument nationaliste, mais certainement pas "de droite".

pourrait venir des sphères officielles. En revanche, il est tout à fait plausible que les dreyfusards aient fait communiquer à Rochefort les informations ubuesques leur permettant tout à la fois de discréditer les antidreyfusards (l'article affirmait par exemple que Guillaume II et Dreyfus correspondaient personnellement) et de les convaincre de l'existence du dossier secret.

Interrogé en 1904, Rochefort nie toute communication officielle. La visite à l'*Intransigeant* de Pauffin de Saint Morel, ordonnance du général de Boisdeffre, le 16 novembre 1897 – visite dûment notée par les services secrets ! –, faisait fantasmer les dreyfusards : Rochefort affirme que l'officier n'était passé que quelques minutes, pour lui dire un mot d'encouragement. Il explique que ses sources étaient la rumeur publique, un peu embellie, et la première version de la brochure de Bernard Lazare dont celui-ci lui avait, on le sait, soumis quelques pages en 1896<sup>(7)</sup>... Il est au moins probable qu'il tenait de lui l'expression « *Ce canaille de D.* » et le fait de la communication secrète, éléments que les dreyfusards cherchaient à rendre publics par tous les moyens.

Quoi qu'en dise Jaurès, après décembre 1897, la légende d'un manuscrit de Guillaume II disparaît, hormis une vague allusion d'Esterhazy à la "garde impériale". De toute façon, la "lettre impériale" de Rochefort n'est pas encore le bordereau annoté.

Celui-ci apparaît au cours du procès de Rennes. L'idée est que, le bordereau étant écrit sur papier calque, il ne serait que la copie d'un vrai bordereau, autrement terrible puisque portant une annotation de la main même de Guillaume II.

Le 11 août 1899, quatrième jour du procès et veille de la déposition du général Mercier très attendue par les antidreyfusards, la *Liberté* (journal vaguement monarchiste, sans rôle particulier dans l'affaire) lance la première fusée éclairante, affirmant que le général « *a sur lui un papier, et quel papier !* », insistant le lendemain : « *...il sortira le terrible papier dont il est providentiellement muni* ». Le 12 a lieu la déposition de Mercier, sans incident. Le 13, les journaux nationalistes saluent unanimement cette déposition, claire et convaincante. C'est le 14 août que le *Gaulois* publie une lettre ouverte au général Mercier dans laquelle apparaît pour la première fois la légende du bordereau annoté. En voici l'essentiel :

« *Le bordereau avait été écrit par Dreyfus sur papier fort et envoyé au chef de l'espionnage allemand, l'empereur Guillaume. En face de chaque pièce se trouvait indiqué le prix exigé. L'empereur envoya le bordereau à Paris avec une note de sa main, en allemand, dont le sens*

(7) 2ème Cass. I, p. 631 : Rochefort.



était que "décidément cette canaille de Dreyfus devenait bien exigeant et qu'il fallait veiller à ce qu'il livrât le plus tôt possible les documents annoncés". »

[suit l'histoire, semblable à celle de l'*Intransigeant*, de la colère de Münster à qui la pièce est rendue, non sans avoir été photographiée, photographie que Mercier aurait apportée avec lui à Rennes]

« ...Ces faits expliquent le quiproquo Esterhazy. Pour motiver les poursuites sans découvrir l'Empereur d'Allemagne, on chargea Esterhazy de décalquer sur papier pelure la photographie du bordereau, en omettant l'annotation de l'Empereur d'Allemagne. Ainsi, Esterhazy a pu dire avec vérité que le bordereau avait été écrit par lui et vous avez pu soutenir avec vérité qu'il était l'œuvre de Dreyfus.

Si cette information est très sérieuse et très exacte, confirmez-la ; si elle est en partie erronée, rectifiez-la. »

L'avant-dernier paragraphe éclaire le tout d'une étrange lumière.

Il y est dit, ni plus ni moins, qu'Esterhazy est bien l'auteur du bordereau, écrit par lui sur ordre des services secrets, comme il le proclame. Et le défi final lancé à Mercier porte autant sur l'existence du bordereau annoté que sur la culpabilité d'Esterhazy. On retrouve donc, exactement comme dans l'article de Rochefort, une grossière affirmation propre à faire délirer les antidreyfusards primaires, assortie d'une autre plus subtile, destinée à troubler ceux qui réfléchissent, à instiller un doute. Encore une fois, cet article qui cautionne les sornettes d'Esterhazy ne peut émaner de l'état-major, tandis qu'on y reconnaît une méthode typiquement dreyfusarde, utilisée par Mathieu en 1896 (articles de l'*Éclair*), en 1897 (préparation médiatique à la dénonciation d'Esterhazy), en 1898 (publication des révélations de Casella).

Et la presse nationaliste populaire saute sur le chiffon rouge. La *Libre Parole*, l'*Intransigeant*, se grisent du bordereau annoté, reprochant à Mercier d'avoir reculé devant sa production.

Dès le 14, le juge Brongniart pose la question au général « A-t-on jamais fait l'hypothèse que le bordereau sur papier calque pourrait être la copie d'un bordereau original ? » Réponse : « J'ai vu cette hypothèse dans la presse, mais elle n'a jamais été faite à ce moment-là. Nous avons toujours admis que le document sur papier pelure était bien le document original du bordereau. » Jaurès et Reinach affirmeront voir dans les mots "à ce moment" et "admis" la trace d'un sous-entendu complice à l'égard des juges, alors qu'il est bien clair que Mercier souligne qu'il parle de 1894 (et non de 1897 où Esterhazy voulait imposer la théorie du bordereau calqué) et qu'en effet, dès son arrivée au service de renseignements, le bordereau est regardé comme un original.

Questionné à son tour sur le bordereau annoté, le général Roget repousse ces ragots d'un « Cela ne tient pas debout » définitif, et l'on

n'en parle plus dans l'enceinte du tribunal de Rennes. La défense ne pose aucune question, ce que Demange ou Labori n'auraient pas manqué de faire s'ils avaient éprouvé la moindre inquiétude à l'égard d'une éventuelle communication secrète.

Donc, en 1903, pour faire rebondir l'affaire sur le bordereau annoté, les dreyfusards n'ont en main que quelques coupures de presse anti-dreyfusardes, et encore à condition de ne pas y regarder de trop près. C'est peu.

Mais, il y a le talent de Jaurès... Le bordereau annoté constitue l'épine dorsale de son grand discours du 6 avril 1903 qui relance l'affaire Dreyfus. Sous le verbe puissant du député du Tarn, l'histoire du bordereau annoté devient une machination organisée de longue date, appuyée par une campagne de presse ininterrompue depuis 1897. Lorsque, immédiatement après la découverte du faux Henry, le général de Pellieux écrivait « Dupe de gens sans honneur [...] qui m'ont fait travailler sur des faux... », le pluriel « des faux » est le signe tangible de l'existence du bordereau annoté ! Esterhazy aurait remis au consul de France à Londres une lettre d'Henry disant « nous ne nous servirons plus de la lettre impériale » (les fameux « chiffons de papier » inutilisables). Authentique ou forgée par Esterhazy, n'importe, « dans les deux cas [...] [cette note] démontre avec certitude que la note signée de Guillaume II tenait dans le plan de campagne antirévissionniste une place importante »<sup>(8)</sup> ! Et de poser la question de la communication aux juges de Rennes, affirmant que l'article du *Gaulois* leur avait été « envoyé directement » et brandissant la lettre d'un certain docteur Dumas qui aurait reçu des confidences du juge Merle.

Lors de l'enquête en vue de la seconde cassation, en 1904, Jaurès recule d'un pas ; s'il se dit convaincu que le général Mercier a fait une large utilisation du bordereau annoté, c'est « non pas en justice, mais dans les cercles mondains ». Il cite ses sources : Émile Ollivier qui lui a écrit « Je n'ai pas vu le document, mais l'existence m'en a été affirmée par les personnes les plus dignes de foi... », un certain docteur Weiss qui lui a dit « qu'il a entendu M. de Champreux déclarer que le général Mercier affirmait à ses amis l'existence de ce document », etc. Tous "témoignages" de seconde ou troisième main. Interrogé, M. de Champreux dément formellement<sup>(9)</sup>.

De même, le commandant Merle proteste vigoureusement contre le récit du docteur Dumas, qui racontait avoir observé chez son interlocuteur une panique intense, alors qu'il lui parlait du bordereau annoté. En revanche, Merle se souvient parfaitement avoir été entrepris par

(8) 2ème Cass. I, pp. 549-163 : Jaurès.

(9) 2ème Cass. III, p. 306 : M. de Champreux d'Altenbourg.



Dumas sur ce sujet, à plusieurs reprises du 13 au 27 octobre 1902, malgré ses refus réitérés de parler du procès de Rennes. « *Il m'avoua qu'il avait promis à madame Valabrègue [sœur de Dreyfus – note] d'obtenir de moi des déclarations* »<sup>(10)</sup>.

Lors de l'enquête préliminaire au ministère de la Guerre, le colonel Targe doit reconnaître qu'il n'a absolument rien trouvé permettant de penser que la légende émane de l'état-major, ou des services secrets.

Cette indigence n'empêche pas les magistrats de faire une grande enquête autour du bordereau annoté. Il avait tenu une trop grande place dans la reprise de l'affaire, et dans les esprits, pour être abandonné. On interroge soigneusement tous ceux qui avaient vu ceux qui avaient entendu dire par des amis que le général Mercier "en avait parlé". Certains témoignages sont franchement comiques, comme celui d'un pauvre général de 82 ans affirmant, sous la foi du serment, qu'on lui a parlé d'un « *papier venant de l'étranger et qui avait rapport avec à cette affaire* »... Les plus sérieux sont ceux qui renvoient au colonel Stoffel, et cela va nous apporter quelque lumière.

Le plus grand bruit autour du bordereau annoté, en dehors de Jaurès, avait été fait par la journaliste Séverine qui tenait sa science d'un certain Ferlet de Bourbonne, lequel racontait à qui voulait l'entendre les confidences que lui avait faites le colonel Stoffel : existence du bordereau annoté, Münster allant récupérer l'original, etc.<sup>(11)</sup>. Plusieurs témoignages concordent à cet égard. L'intéressé est entendu par la Cour. S'il jure n'avoir « *jamais vu de bordereau quelconque* », il reconnaît avoir bel et bien répandu autour de lui l'affirmation de l'existence d'un bordereau annoté, existence à laquelle il avait, dit-il, de bonnes raisons de croire et dont il est d'ailleurs toujours convaincu...

Stoffel serait-il donc le porte-parole du général Mercier ? Certainement pas, puisqu'il est allé jusqu'à tenter de convaincre le général de la véracité de son histoire<sup>(12)</sup>. La source de Stoffel n'est autre que... l'ancien ambassadeur von Münster, dont il était effectivement un intime. C'est du moins ce qu'il avait dit à M. Ferlet de Bourbonne, apparemment naïf mais honnête, et à un autre témoin. Lors de sa déposition, le colonel Stoffel, retranché derrière la lettre du général André qui lui recommande

(10) 2ème Cass. III, p. 298 : Merle.

(11) 2ème Cass. I, pp. 647-655 : Ferlet de Bourbonne.

(12) 2ème Cass. I, p. 601 : Stoffel. Le président du tribunal lui cite la déposition de Mercier disant que Stoffel était venu, apparemment à Rennes, lui confier son histoire, qui lui avait « *paru tout à fait invraisemblable* ». Stoffel ne fait aucune difficulté à reconnaître la scène, précisant simplement qu'il n'a pas montré à Mercier de bordereau annoté, mais lui a cité la phrase attribuée à Guillaume II. La réalité est donc exactement l'inverse de ce qu'on raconte : ce n'est pas Mercier qui intoxique son entourage, mais c'est lui qu'on tente d'engager sur une piste absurde !

expressément de « *s'abstenir complètement de prononcer [...] les noms des personnes dont la mise en cause pourrait entraîner des complications diplomatiques...* », refuse de nommer « *le gros personnage* » qui l'a « *instruit confidentiellement* ». Ce mutisme sur ordre revient à cautionner les dires des témoins précédents. On peut donc tenir pour acquis que le colonel Stoffel a colporté le bobard du bordereau de Rennes, sous le couvert de son ami von Münster.

Or Münster est un des Allemands qui a le plus collaboré avec les dreyfusards (allant, on se le rappelle, jusqu'à chercher à obtenir de Schwartzkoppen une fausse déclaration concernant le Petit bleu). La boucle est bouclée. Chaque fois que l'on gratte un peu sous la légende du bordereau annoté, campagne de presse ou rumeur mondaine, on trouve la patte dreyfusarde...

La montagne a accouché d'une souris puisqu'il n'y avait là ni fait nouveau, ni initiative compromettante des militaires, mais ce fut un excellent tapage médiatique, un bon moyen d'engluer les antidreyfusards dans une histoire à laquelle ils n'y comprenaient goutte, n'ayant eu, pour les plus naïfs, que le tort d'y croire tant était grande leur haine de Guillaume II... Notons que le piège fonctionne toujours un siècle plus tard, car la quasi-totalité des livres sur l'affaire présente arbitrairement le bordereau annoté comme un montage pervers du général Mercier.

#### IV – LA SECONDE CASSATION

##### a – En marche vers la cassation

Les années 1900-1903 font l'objet d'une grande discrétion chez les dreyfusards. Les souvenirs de Mathieu Dreyfus s'arrêtent purement et simplement à la grâce, avec un ultime paragraphe sur l'arrêt de 1906. Les autres discourent sur les querelles internes entre dreyfusards divisés, mais rien sur les préparatifs de la révision. Certes, Dreyfus étant désormais libre, la révision du procès de Rennes n'apparaît pas très urgente aux artisans de la première révision – paresse que les Labori, les Clemenceau, les Picquart reprochent durement à leur ancien protégé... – mais il est certain qu'elle se prépare. Le rôle de Toms dans l'affaire Wessel, les tentatives d'approcher le juge Merle, les contacts que Reinach recherche en Allemagne sous couvert de son rôle d'historien sont les rares traces connues de cette activité qui reste à découvrir.

Lors des élections de 1902, l'affaire Dreyfus est à peu près oubliée par l'opinion, effacée par la question religieuse. La loi sur les associations (1er juillet 1901), étape capitale dans la politique antireligieuse amorcée par Waldeck-Rousseau, divise nettement un bloc de droite et un bloc



de gauche. Ce dernier sort victorieux du scrutin, avec une forte progression des radicaux, mais Waldeck-Rousseau, fatigué, démissionne de la présidence du Conseil. Il est remplacé en juin par Émile Combes, ancien séminariste, fanatiquement antireligieux, qui donne une brutale accélération à la lutte contre les congrégations en faisant appliquer immédiatement la loi mise en place par son prédécesseur. L'anticléricalisme virulent de Combes a pour rôle de souder le bloc de gauche, constitué de forces disparates.

A la chambre, Jaurès, élu en mai député de Carmaux, devient un des principaux soutiens du gouvernement. Pour lui, au sein du parti socialiste où il doit affronter l'opposition des guesdistes qui lui reprochent de cautionner l'affairisme gouvernemental, il est particulièrement important de donner une dimension idéologique à son action. L'affaire Dreyfus, la lutte contre le cléricalisme et contre la caste militaire sont inséparables : Jaurès compte bien sur cette équation pour occuper le devant de la scène et faire sentir son poids politique. Signalons que cette orientation résolument dreyfusarde et parlementaire lui vaudra, un an plus tard, la fondation de l'*Humanité* (28 avril 1904), grâce à des fonds rassemblés par Joseph Reinach : enfin libéré des socialistes intransigeant avec qui il devait compter dans la *Petite République*, il s'entoure des dreyfusards Herr, Andler, Halévy, Blum et prône l'accord entre toutes les fractions de la démocratie<sup>(13)</sup>.

Au début de 1903 donc, Jaurès se rapproche des frères Dreyfus, de Reinach, de Clemenceau et de Trarieux, les convainc (difficilement en ce qui concerne Clemenceau à qui il vole provisoirement le rôle de vedette) que le moment d'agir est venu. Il prépare un grand discours, nouveau *J'accuse*, portant des accusations contre les généraux et l'esprit ecclésiastique. Nous savons la place qu'y tient le bordereau annoté... Le 6 avril 1903, Jaurès prononce sa diatribe, coup d'envoi à la réouverture de l'affaire.

A la suite du discours de Jaurès, de la réplique de Godefroy Cavaignac et de l'agitation qui s'en suit, la chambre vote un ordre du jour s'affirmant « résolue à ne pas laisser sortir l'affaire Dreyfus du domaine judiciaire ». Il est alors décidé d'ouvrir une enquête, comme le général André l'avait immédiatement annoncé, mais une enquête curieusement baptisée "personnelle". C'est-à-dire, d'une part discrète par rapport à l'opinion, d'autre part libérée de toutes les contraintes légales qu'aurait imposées une enquête administrative.

(13) Emmanuel Beau de Loménie, *Les responsabilités des dynasties bourgeoises*, La Librairie française, Paris 1981, tome II, p. 359. L'auteur, qui publie en 1947, ajoute ce commentaire « ... l'*Humanité* qui apparaît aujourd'hui l'organe attitré de la pure doctrine prolétarienne avait dans ses débuts servi surtout, sans peut-être que Jaurès s'en rendit expressément compte, à entretenir [...] des dissidences favorables au grand capital ».

L'enquête est confiée au capitaine Targe, qui travaille seul, sous le regard attentif du ministre de la Guerre et sa collaboration directe pour certains dossiers.

On peut sourire en lisant sous la plume de Jean-Denis Bredin que « Le général André était sans préjugé »<sup>(14)</sup>... André est ce ministre qui va s'illustrer un an plus tard par la fameuse affaire des Fiches, lorsque sera révélé qu'il a demandé aux loges maçonniques de dresser dans toute la France la liste des officiers allant à la messe, liste en fonction de laquelle le ministre établissait les tableaux d'avancement... Or la maçonnerie est ouvertement engagée dans la cause de Dreyfus depuis 1898, cause qui sert son objectif anticlérical et antimilitariste. Le Président du conseil Émile Combes et son ministre André travaillent d'une même ardeur à « républicaniser l'armée » comme on dit pudiquement, c'est-à-dire à écarter tous les officiers catholiques pratiquants ou notoirement antidreyfusards.

L'enquête de Targe est achevée le 14 octobre 1903, date où il remet son rapport, communiqué au ministère de la Justice le 22 novembre, accompagné d'un rapport du Contrôleur général Crétin qui avait été chargé parallèlement d'examiner les livres de compte de la Section de statistique (enquête justifiée par les affirmations Baulmer et Wessel). Targe a trouvé quantité de faits nouveaux, dont nous allons parler ; Crétin n'a pas eu de mal à découvrir des irrégularités dans la comptabilité d'un service secret qui n'avait en lui-même pas vraiment d'existence légale.

Les dreyfusards se retrouvent alors dans une situation un peu analogue à celle de 1897, quoique maintenant en position de force. Scheurer devait obtenir la révision sans utiliser le dossier de Picquart. Dreyfus ne doit pas utiliser les découvertes de Targe qu'il est censé ignorer. Le parti antidreyfusard est encore actif et se tient prêt à faire un scandale si des traces de connivence entre le gouvernement et la famille Dreyfus apparaissent au grand jour. Bien sûr, il est avéré que « le gouvernement et le condamné de Rennes se concertaient... pour marcher vers la révision d'un pas assuré »<sup>(15)</sup>, notamment par le truchement de Jaurès et Brisson, mais cette partie liée ne doit pas se voir.

Le 26 novembre 1903, Mornard remet donc au Garde des Sceaux la demande en révision signée par Alfred Dreyfus<sup>(16)</sup>. Il se borne à signaler l'enquête de Targe dont il « croi[t] savoir » que les résultats justifient la révision. Mais il prétend se fonder uniquement sur l'impondérable

(14) Moins partial, Marcel Thomas avoue « Le général André [...] s'ingéniait par tous les moyens à trouver des témoins susceptibles de favoriser la cause de Dreyfus et de déconsidérer les hommes de l'ancien état-major » (p. 135).

(15) Jean-Denis Bredin, p. 587.

(16) 2ème Cass. I, p. 26.



bordereau annoté, évoquant les lettres du docteur Dumas à l'appui, sur deux prétendus faux témoignages, celui de Cernuszky (qualifié de faux sur la base des « *révélations graves d'un sieur Wessel* », lettre que celui-ci a écrite en avril à ses avocats jointe à la requête) et celui de Gribelin concernant Picquart et Leblois, ainsi que sur divers bruits selon lesquels Schwartzkoppen garantissait en privé son innocence.

Alfred Dreyfus annexe à sa demande une lettre de Münster à Reinach censée attester que Schwartzkoppen lui avait avoué que le véritable traître était Esterhazy. Cette dernière affirmation a beau être obligeamment cautionnée par M. Bredin, elle n'en est pas moins fausse. La lettre de Münster, du 20 mai 1901, dit expressément que Schwartzkoppen l'a « *laissé dans l'ignorance* » à ce sujet<sup>(17)</sup>. Si elle fait état de ce que l'attaché militaire lui a affirmé n'avoir pas eu de relation avec Dreyfus, cette "révélation" est explicitement datée par l'ancien ambassadeur de 1894. Si Münster paraît effectivement convaincu de l'existence de relations avec Esterhazy (ce qu'il aurait appris « *par d'autres* » – lesquels ?), il avoue les connaître « *moins que personne* ». Aussi s'excuse-t-il auprès de Reinach du peu d'aide qu'il est en mesure de fournir...

La seule pièce touchant le fond de l'affaire est donc d'une parfaite indigence.

La référence officielle à Münster, impensable en 1898, n'est qu'un succédané de la déclaration de Schwartzkoppen que les dreyfusards espéraient. Redisons ici notre conviction que Reinach a multiplié les tentatives pour obtenir une telle déclaration et que l'ébauche de rédaction des *Carnets* par l'ancien attaché militaire, le 1er août 1903, est en liaison directe avec ce qui se passe en France. Sur ces questions, mutisme des dreyfusards. Côté allemand, on note toujours un désaccord entre la Guerre – Schwartzkoppen, finalement, se tait – et les Affaires étrangères qui soutiennent en sous-main les dreyfusards, avec le cynisme politique que l'on sait. Répartition des rôles inchangée depuis 1898, lorsque le général von Schlieffen, chef d'état-major de l'armée allemande, répondait au chancelier du Reich Hohenlohe (dont le fils multipliait les démarches en faveur de Dreyfus) :

« *J'ai l'honneur de rendre compte respectueusement à Votre Altesse qu'à mon avis il n'est pas possible de donner, d'après les archives que nous avons ici, une preuve convaincante de la culpabilité d'Esterhazy.* »<sup>(18)</sup>

Ces quelques mots illustrent parfaitement la cloison entre l'armée allemande et la diplomatie allemande. Si la seconde a pu être abordée, au plus haut niveau, par le réseau de relations des dreyfusards dont

(17) Idem, p. 29. La lettre est aussi publiée dans les *Carnets*, pp. 348-349.

(18) Maurice Baumont, *Aux Sources de l'Affaire*, Les productions de Paris, 1959, p. 205.

l'action ne pouvait que la servir, la première reste impénétrable. A défaut du témoignage direct de l'attaché militaire, on se contente de celui indirect de l'ambassadeur, qui plus est en l'interprétant...

De toute façon, la demande de Dreyfus est de pure forme. Sans surprise, aucun des faits nouveaux qu'elle invoque n'est retenu.

C'est en se basant sur les révélations de Targe, dont le rapport lui a bien sûr été communiqué dans la foulée, que, le 24 décembre 1903, la commission de révision, à l'unanimité, rend un avis favorable à la révision.

Le dossier est transmis à la Chambre criminelle de la Cour de cassation le 26 décembre. Le procureur général est Manuel Baudouin. Les 3 et 4 mars 1904, la Cour entend le réquisitoire du procureur, le rapport du conseiller Boyer et la plaidoirie de Mornard. Boyer est le plus rigoureux ; après un sobre résumé de l'affaire, il écarte tous les faits nouveaux proposés par la défense de Dreyfus, et la majeure partie de ceux fournis par Targe, hormis deux pièces suspectes qui justifient à ses yeux une nouvelle enquête. Baudouin commence par un long exposé visant à établir l'évidence de l'innocence de Dreyfus, ce qui, dit-il, doit inciter les juges « *à apprécier avec moins de rigueur peut-être la nouveauté des faits qui leur [sont] soumis* »... Éloquente formulation ! Le 5 mars, la Cour de cassation rend un arrêt de recevabilité de la demande en révision et ordonne une nouvelle enquête en vue de la cassation du jugement de Rennes.

## b – Les faits nouveaux

Targe a fourni un rapport abondant, dénonçant plusieurs « *affirmations inexactes et témoignages suspects* » lors du procès de Rennes, une liste de « *pièces non produites* » qui selon lui étaient à décharge de Dreyfus. Il serait fastidieux d'examiner ces affirmations, les unes erronées, les autres tendancieuses, qui portent de toute façon sur des points mineurs et que les historiens actuels ont charitablement oubliées.

Seuls comptent les deux éléments effectivement retenus comme faits nouveaux tant par le Garde des Sceaux, que par le procureur Baudouin et le rapporteur Boyer. Il s'agit de deux pièces du dossier de l'accusation, considérées comme ayant été falsifiées.

La première est « *Car D... m'a apporté beaucoup de choses très intéressantes* », pièce portant le numéro 371 dans la nomenclature du dossier militaire<sup>(19)</sup>. Cette lettre, écrite au crayon et portant la date de mars 1894, est, on s'en souvient, un des trois documents cités par le

(19) « *Le docteur m'a défendu de sortir. Ne pouvant aller chez vous demain, je vous prie de venir chez moi dans la matinée ; car D... m'a porté beaucoup de choses très intéressantes. Il faut partager le travail, ayant seulement 10 jours de temps.* »



ministre Cavaignac dans son malheureux discours de juillet 1898. Mais, en même temps qu'il découvrait le faux Henry, le commandant Cuignet s'était aperçu que l'initiale avait été inscrite après grattage d'une autre initiale, ou renforcement d'un premier *D*. L'expert Bertillon était d'avis qu'il s'agissait d'un *D* surchargé. Or, Targe a retrouvé dans les archives une copie de la pièce portant un *P*. Cette copie, faite à la machine à écrire, se trouvait dans le coffre-fort du service de renseignements, où elle avait été enfermée après le procès Esterhazy avec d'autres pièces, et ne comportait en elle-même aucune garantie d'authenticité. Aussi Targe a-t-il poursuivi ses recherches jusqu'à trouver un second exemplaire de cette copie, toujours avec un *P*, d'ailleurs faite par la même machine, tout simplement entreposée dans les archives de la Section de statistique, avec le bordereau de transmission au ministre signé par Sandherr, dans une chemise dûment authentifiée par Gribelin. Les antidreyfusards s'étonneront que Gribelin ayant indiqué le 30 juillet où se trouvaient ces copies originales, Targe ne retrouve la pièce que le 6 octobre... Il est également singulier, si c'est Henry qui a falsifié la pièce originale, qu'il ait négligé les copies officielles dont il connaissait parfaitement l'existence (lui ou toute autre personne du service). Tout cela reste assez mystérieux.

Pour faire de cette découverte un fait nouveau, les magistrats s'appuient sur le fait que Mercier avait cité la pièce devant les juges de Rennes, effectivement sans signaler le doute sur le *D*. Mais le général l'avait fait uniquement au cours d'une démonstration ne concernant nullement Dreyfus, dans le but de « *prendre la diplomatie en contradiction avec elle-même* », puisque Tornielli prétendait que les attachés militaires ne recevaient aucune information importante du nommé *D*.<sup>(20)</sup> Le commandant Carrière y avait également fait allusion dans son réquisitoire, mais sans prétendre que la pièce constituait une charge à l'encontre de Dreyfus.

Il est particulièrement osé d'avoir considéré cette falsification comme un fait nouveau, puisque Cuignet l'avait clairement signalée, aussi bien lors de l'enquête de 1898 qu'à Rennes : « *...le D m'a paru ajouté ou du moins être une surcharge [...] je me suis rendu compte que le papier avait été gommé sous la lettre D* »<sup>(21)</sup>. La pièce avait donc été présentée par l'accusation dans la catégorie « *des documents suspects* », bel et bien répertoriée ainsi dans le dossier du ministère de la Guerre (d'où son numéro 371, classée entre le faux Henry et le faux Weiler, dans la catégorie des documents falsifiés). Dans sa plaidoirie, Demange l'avait d'ailleurs signalée, sans discussion inutile, comme « *pièce fausse, abandonnée par tous les témoins* ».

(20) Rennes I, p. 83 : Mercier.

(21) Rennes I, p. 516 : Cuignet.

L'autre, dite "pièce des chemins de fer" ou simplement "pièce 26", est une lettre de Panizzardi à Schwartzkoppen, se terminant par la phrase « *Je vous annonce que j'aurai l'organisation des chemins de fer* ». L'authenticité de la pièce n'est pas discutée, mais sa date. Targe retrouve une copie de la pièce, de la main de Gribelin, portant la date « *28 mars, 3 heures du soir* », mention normalement copiée sur l'original, et prouve que la lettre a été trouvée en 1895. Or, sur l'original, dépourvu de sa partie supérieure, figure, de la main d'Henry, la date « *avril 1894* », d'où la suspicion d'une falsification ayant permis de charger Dreyfus à Rennes.

Elle est accompagnée d'une pièce de comparaison, portant le numéro 267, écrite manifestement le même jour à 6h. du soir, dite "pièce du télémètre" (« *Je vous prie, mon cher ami, de m'envoyer ce que vous avez copié du télémètre, car comme je vous le disais dans la lettre que mon domestique vous a apportée à 3 heures...* »). Les deux sont transmises au ministre le 1er avril 1895, le bordereau signé par Sandherr faisant foi. La pièce du télémètre porte la date « *28 mars 1895* », écrite à l'encre rouge et, selon Targe, de la main d'Henry. C'est là que commencent les discussions.

Si, comme l'affirme Targe, les deux dates « *avril 1894* » et « *28 mars 1895* » sont portées par Henry, la falsification est évidente. Trop évidente diront certains : si Henry a truqué la première pièce, pourquoi ne pas avoir corrigé aussi la seconde ? Or ni le général Roget, ni le commandant Cuignet, passionnément antidreyfusards mais découvreurs du faux Henry, ne se souviennent avoir vu cette date du « *28 mars 1895* » dont la contradiction avec l'autre aurait vraisemblablement attiré leur attention.

Cuignet ajoute une considération intéressante, qui sera supprimée dans la retranscription officielle<sup>(22)</sup>. Si les lettres ont été écrites par Panizzardi le 28 mars 1895, il faut, pour qu'elles soit transmises au ministre le lundi 1er avril, à 10h. du matin, qu'elles aient été immédiatement jetées par Schwartzkoppen, ramassées le vendredi 29 par Mme Bastian qui aurait précisément eu rendez-vous avec Henry le soir du 29, afin que le cornet fut dépouillé le samedi 30 mars. Extraordinairement court, comme le font remarquer tous les témoins militaires mais théoriquement possible. En revanche, Cuignet remarque que, contrairement à son usage de verser sa mensualité à Mme Bastian lors de leur rendez-vous usuel à la fin du mois, Henry l'a payée le 23 mars 1895, avance ne pouvant se justifier que par une absence prévue d'Henry en fin de mois. Si cette affirmation, jamais contredite, est exacte, il est impossible que les lettres en question soient du 28 mars 1895, avec une forte présomption que cette date portée sur la pièce du télémètre l'ait été par malveillance

(22) Henriette Dardenne, *Lumières sur l'Affaire Dreyfus*, p. 393. Cuignet a d'ailleurs protesté tant par lettres que par voie de presse contre la censure dont il était victime.



au cours de l'enquête « *personnelle* » de Targe. Aucune contre-enquête n'eut lieu sur ce point.

Il reste que la mention « *avril 1894* » semble bien avoir été portée par Henry sur une pièce arrivée en mars 1895, puisque communiquée au ministre le 1er avril. Que faut-il en penser ?

Rappelons que la Section de statistique ne datait pas les pièces du jour de leur arrivée. La date attribuée à une pièce est plutôt celle de l'origine qu'on lui attribue. Il y a deux possibilités. La date d'avril 1894 peut avoir été mise sans arrière-pensée particulière aussitôt la pièce découverte, en mars 1895, avril 1894 correspondant à une période où l'on copiait des cours à l'ambassade d'Allemagne (la première partie de la lettre de Panizzardi faisait allusion un intense travail de copie). La date peut avoir été portée en 1896, d'un élan parallèle au faux Henry, ou en 1897, période où l'état-major recherche à tout prix matière à épaissir le dossier Dreyfus. Or, il faut souligner que cette pièce ne figure dans aucun des rapports du général Gonse avant le rapport Wattine, en avril 1898<sup>(23)</sup>. Cela prouve que ni lui ni Henry ni personne au service de renseignements ne pensait plus à ce document en 1896 et 1897. C'est donc très probablement lors du grand travail de classement "Gonse-Wattine" que la pièce des chemins de fer a été retrouvée, telle qu'elle avait été laissée en 1895 (nul n'a jamais pensé que des falsifications aient pu avoir lieu sous le regard de Wattine) et mise au dossier, ainsi qu'il ressort du témoignage, manifestement sincère, du général Gonse.

Quoi qu'il en soit, il faut toute la bonne volonté que Baudouin avait réclamée aux magistrats pour considérer la prétendue falsification de la pièce des chemins de fer comme un fait nouveau... Sans rapport direct avec la culpabilité de Dreyfus, cette lettre de Panizzardi n'avait pas été une pièce maîtresse de l'accusation.

Il est clair que « *la nouveauté des faits* » soumis aux magistrats n'est qu'un prétexte auquel il faut bien se raccrocher puisque la loi l'exige. En fait, ils sont convaincus de l'innocence de Dreyfus et l'objectif de l'enquête pour la cassation du procès de Rennes est de l'établir.

### c – L'enquête de la Chambre criminelle

L'enquête de la Chambre criminelle de la Cour de cassation commence le 7 mars 1904 et va durer huit mois. Elle a lieu à huis clos (processus qui déclenchait autrefois l'ire des dreyfusards) sans débat contradictoire ni confrontation de témoins. M<sup>e</sup> Mornard et le procureur sont admis à participer à l'instruction, mesure semble-t-il inhabituelle et toute à la faveur de la défense puisque le procureur n'est là que pour

(23) 2<sup>e</sup>me Cass. I, pp. 307 et suivantes : Gonse. C'est un conseiller qui fait observer l'absence de la pièce dans les rapports antérieurs à Wattine.

accuser l'état-major et défendre l'accusé. L'enquête se déroule donc en l'absence de tout débat contradictoire, face à une défense organisée et cohérente.

Ainsi faussée d'emblée, cette enquête, contrairement à celle de 1898-99 pour la cassation de l'arrêt de 1894, va apporter peu de renseignements à l'historien. La première avait cherché à faire la lumière sur une affaire encore inconnue, non sans partialité certes, mais elle avait réellement enquêté tant sur la trahison de 1894 que sur les conditions de l'accusation de Dreyfus, sur le rôle de Picquart, de la Section de statistique, même sur le comportement d'Esterhazy. Elle avait pu recueillir des témoignages fondamentaux et précieux, sinon par leur honnêteté du moins par leur fraîcheur. La seconde apparaît au mieux comme une répétition décolorée par le temps, ternie par le manque d'intérêt d'une affaire trop connue, et surtout dont le résultat est joué d'avance. Officiellement coupable gracié, Dreyfus est depuis longtemps innocent aux yeux du monde politique que sa cause a mis en place et du pouvoir judiciaire qui ne fera pas d'incartade. La cassation est assurée (avec ou sans renvoi, c'est la seule surprise) et la longue enquête ressemble à bien des égards à une parodie. Se voulant minutieuse, elle se perd dans des dossiers annexes n'ayant avec l'affaire qu'un lointain rapport. Se voulant impartiale, elle ne manque pas d'interroger les témoins militaires, mais dans le seul et unique but de prouver la noirceur de l'état-major. Se voulant un rôle historique, elle écrit avec application et flagornerie les pages de la vulgate. Avec la gravité solennelle de la haute magistrature, le procureur n'est autre que le Zola de *J'accuse* revêtu d'hermine.

Le premier témoin entendu est le capitaine Targe. Délégué du ministre de la Guerre, il est venu présenter le dossier militaire, produit de ses enquêtes au service de renseignements. D'un ton apparemment neutre, il exploite toutes les zones d'ombre inhérentes à un service secret de façon à jeter la suspicion sur tous les faits et gestes de la Section de statistique. Comme c'est son rôle, il verse au débat les pièces du dossier, mais sans ordre chronologique, ce qui donne une impression particulièrement confuse, faisant apparaître captieusement la Section de statistique comme un capharnaüm glauque où se tissent en permanence des affaires louches. Il présente les pièces avec des commentaires systématiquement destinés à étayer la thèse dreyfusarde. L'origine du bordereau est suspecte. La comptabilité du service est truquée. Bernheim a menti en niant avoir remis le manuel de tir à Esterhazy. Aucun des sujets évoqués par les notes du bordereau n'était véritablement secret. Etc. Le ton est donné, de l'autorité même du représentant officiel du ministère de la Guerre.

Tant le président Chambareaud que le procureur Baudouin vont s'engouffrer avec zèle dans la voie ainsi ouverte. Le rôle du procureur



efface d'ailleurs de loin celui du président, au demeurant malade (il mourra en mars 1905).

Avec les témoins militaires, il se montre à peine poli et les traite avec la hauteur de la Loi s'adressant à des malfaiteurs chevronnés. Quelques exemples pour illustration :

– Lorsque du Paty remarque qu'il y a « *quelque chose de jésuitique* » dans une question du procureur, il s'attire cette réplique « *S'il y a quelque chose de jésuitique, ce n'est pas moi. Mais peut-être en êtes-vous un élève...* » Dénégation de du Paty.

– Au général Mercier, Baudouin reproche 20 francs donnés à Marie Bastian après le procès de Rennes « *C'est une constatation de dire que vous avez donné de l'argent à cette femme...* ». Et de sous-entendre que Mercier, qui avait effectivement rencontré Mme Bastian en juillet 1899, pour l'inciter à quitter l'ambassade d'Allemagne avant Rennes, avait circonvenu la femme de ménage pour cautionner sa version de l'arrivée du bordereau...

– Au général Gonse, lorsqu'il proteste de la façon dont on le traite : « *Nous sommes ici dans une enquête particulière qui n'est pas soumise aux règles du Code de l'instruction criminelle, mais qui est soumise aux règles que la Cour trace* ».

– Au commandant Cuignet : « *Si j'avais été à la place du ministre de la Guerre, il y longtemps que vous ne seriez plus en activité.* »

– Gribelin, l'ancien archiviste de la Section de statistique (il a quitté le service en décembre 1898) a dû se mettre à la disposition tant de Targe que du contrôleur Crétin. On a besoin de sa collaboration et on l'incite à charger les anciens responsables : Targe lui montre une note attestant que « *Gribelin paraît être un honnête homme qui a eu trop de confiance en ses chefs* » ; le ministre André lui fait savoir qu'il le couvre<sup>(24)</sup>. A l'audience, cependant, bien que le procureur tente de lui arracher des révélations compromettantes, alternant cajolerie et intimidation, il reste digne et retranché derrière sa fonction.

Du Paty est l'objet d'une vindicte toute particulière. Aussi bien Targe que le procureur cherchent à le faire apparaître comme l'organisateur de la collusion, suivant en cela la version de Picquart, qui expliquait l'attitude de l'officier par les séquelles de la vieille affaire avec Mlle de Comminges. Outre le témoignage de Picquart, les magistrats ont à leur disposition un rapport du commandant Cuignet accablant du Paty, selon la malheureuse stratégie retenue par l'état-major... Cuignet y affirme notamment que « *du Paty est bien la "dame voilée" de l'affaire Esterhazy* » et qu'il est l'auteur de la lettre *Sperenza*. Targe s'efforce de faire passer du Paty pour un menteur, par exemple en répétant à plusieurs

(24) 2ème Cass. I, p. 195 : Targe

reprises qu'il avait prétendu ne s'être occupé d'Esterhazy qu'à partir du 19 novembre 1897, alors que l'officier a toujours parlé du 16 octobre 1897. Pris sous ce feu croisé, du Paty reste digne, répète inlassablement son récit de la collusion, invariable depuis 1898, rapporte les faits lacunaires qu'il a connus. Son témoignage sur les faits de 1894, de l'arrestation de Dreyfus à la dépêche du 2 novembre, reste sobre et précis, faisant toujours nettement la différence entre ce qu'il sait et ce qu'il suppose. Rappelant qu'il n'a jamais manifesté d'hostilité à Alfred Dreyfus, qu'il avait même été d'avis d'abandonner les poursuites contre lui en 1894, estimant l'accusation trop fragile, il affirme sa conviction de la culpabilité du capitaine. Et il a le courage de dire qu'il soupçonne Esterhazy d'avoir été de connivence avec les dreyfusards, sans pouvoir expliquer comment.

Le commandant Cuignet est devenu un des plus fervents adversaires de Dreyfus. Avec le ministre Cavaignac – qui n'a même pas été invité à témoigner ! – et le général Roget, arrivé sur le tard dans l'affaire, en juillet 1898, il est maintenant le fer de lance des antidreyfusards. Découvreur du faux Henry et grand dénonciateur de la collusion, Cuignet se sent nanti d'un double certificat d'honnêteté. N'étant pas suspecté du complot originel, comme le sont Mercier, Gonse ou du Paty, il s'est attribué une mission de justicier qu'il assume avec un mélange d'arrogance et d'héroïsme, sacrifiant totalement sa carrière à sa cause. Il rassemble tous les éléments à charge contre Dreyfus, avec une partialité évidente et beaucoup de maladresses qui affaiblissent sa position. Mais il est malgré tout le seul antidreyfusard en mesure de contre-attaquer et il gêne ses adversaires, au point que le général André, en juin 1904, donc au cours de l'enquête, ordonne « *de faire visiter et contre-visiter le commandant Cuignet au point de vue mental et de faire connaître s'il avait pleinement conscience de ses actes* ». L'examen est favorable à Cuignet qui proteste du sort qui lui est fait dans les journaux nationalistes. A la chambre, MM. Lasies et Lannes de Montebello interpellent le ministre sur son cas. En février 1906, Cuignet portera plainte (sans suite) contre le général André pour faux à propos de la pièce du télémètre, plainte rendue publique par l'*Éclair*, à la suite de quoi le commandant sera mis en non-activité par retrait d'emploi.

Le général Mercier est interrogé sur des questions ponctuelles, la constitution du dossier secret, la dépêche du 2 novembre, la nuit historique, Mme Bastian, les pièces 371 et 26, etc. Traité en coupable et en menteur, il doit se défendre point par point, sans pouvoir faire l'exposé de sa vision de l'affaire. Lors de sa dernière comparution, il demande une expertise comparant le papier du bordereau à celui des lettres sur papier pelure d'Esterhazy, expertise qui ne sera jamais faite.



Sur les deux faits nouveaux initialement retenus, aucune véritable discussion ne peut avoir lieu, puisque les débats sont non contradictoires. C'est un dialogue de sourds où les uns accusent les autres de falsification et de machination. Aucun des éléments litigieux (*D* gratté, date portée sur le document du télémètre) ne fait l'objet d'une expertise.

Une autre pièce prend de l'importance devant la Chambre criminelle : la minute Bayle. En décembre 1895, la Section de statistique était entrée en possession d'un memento manuscrit de Schwartzkoppen : les renseignements recueillis par l'attaché militaire émanaient manifestement d'une note technique établie pour le 1er bureau de l'état-major français en mars 1893 et dont un résumé avait alors été établi par le commandant Bayle, chef du 1er bureau, à l'intention du 3e bureau. Cela n'est pas contesté. Pas plus qu'il n'est contesté qu'en mars 1893, Dreyfus était stagiaire au 1er bureau.

A Rennes, cette coïncidence suspecte avait été citée parmi les éléments à la charge de Dreyfus apparus depuis le procès de 1894, d'autant plus que la "minute" du résumé, copie conforme destinée aux archives du 1er bureau, rédigée soit par Bayle soit par son stagiaire, était restée introuvable – disparition que les accusateurs de 1899 imputaient à Dreyfus. Or, Targe prétend avoir retrouvé la minute Bayle au cours de son enquête, bien à sa place dans les archives du 1er bureau, « *en quelques instants* ». Et de conclure que les accusateurs de Dreyfus à Rennes avaient seulement fait semblant de chercher... Un faux débat de plus s'engage, sur la question de savoir si on a bien ou mal cherché lors des enquêtes de 1895 et 1898 (Bayle est mort en novembre 1895, Dreyfus dit n'être au courant de rien). D'un côté, on fait assaut de minutie en étudiant soigneusement la façon dont sont conservées les archives et le mode de correspondance d'un bureau à l'autre, de l'autre on relève bien des caractères suspects à la minute produite par Targe, copiée par un secrétaire et dont le seul caractère d'authenticité tient à une mention au crayon de la main du commandant Bayle, portée sur la couverture du document, avec de surcroît une date (mars 1893) raturée<sup>(25)</sup>.

Il reste que, minute Bayle ou pas, Schwartzkoppen a bel et bien reçu des renseignements confidentiels émanant du 1er bureau à une date où Dreyfus y effectuait son stage...

Bien qu'il ait été écarté de la liste des faits nouveaux valables, le bordereau annoté fait l'objet d'une véritable fixation de la part des magistrats... Jaurès est entendu, ainsi que les principaux personnages ayant véhiculé l'histoire, auditions qui font apparaître la vacuité de

(25) Henri Dutrait-Crozon fait une analyse détaillée de la question, *Précis de l'Affaire Dreyfus*, op. cit., pp. 417-420.

l'affaire – hormis le rôle du colonel Stoffel, comme nous l'avons dit. Mais cette piste conduisant évidemment à s'interroger sur le rôle de l'ambassadeur von Münster n'intéresse personne et Baudouin s'acharne à chercher des traces du terrible document. Aurait-il emporté la conviction de la princesse Mathilde ? Cette grave question fait l'objet d'une enquête, sans aboutir au résultat espéré.

Tous les témoins qui auraient pu avoir eu vent du bordereau annoté sont interrogés avec insistance. Mercier, du Paty, Boisdeffre, Billot, etc. personne n'y échappe. Le procureur demande par trois fois à Hanotaux s'il en a entendu parler, cherchant à lui faire dire que c'est en raison d'une confiance du général Mercier sur ce texte de la main de Guillaume II que le ministre des Affaires étrangères était hostile au procès en 1894 ! Hanotaux rejette avec irritation cette explication saugrenue – « *ce sont des histoires* » – ce qui n'empêche pas Baudouin de revenir à la charge. Il insiste également auprès de Dupuy, affirmant au témoin que le bordereau annoté, ou le bruit de son existence, a eu « *une influence sérieuse sur les juges de Rennes* ». Mais non, Dupuy n'a rien vu de tel. Casimir-Périer non plus, bien que Baudouin se doit donné la peine de détailler à l'ancien président de la République, notoirement hostile au général Mercier, toute l'affaire du bordereau annoté, et son importance. En vain<sup>(26)</sup>.

L'enquête se perd dans des questions annexes bien éloignées de celle du bordereau, toujours dans le but de montrer la vilenie des militaires. On discute sur la date de la "nuit historique", nuit où le général disait avoir craint une guerre avec l'Allemagne, alors qu'il est avéré que toute la période du 12 décembre 1894 au 6 janvier 1895 fut une période de grande tension. On reproche au général Gonse d'avoir voulu utiliser des lettres de Schwartzkoppen établissant sa liaison avec la femme d'un diplomate hollandais, procédé rejeté par du Paty. On épilogue sur le rôle de Mme Monnier, la maîtresse de Picquart, car selon certains bruits le général de Pellieux aurait tenté d'exercer un chantage sur son mari. Le père Du Lac, confesseur d'une amie de Mme Monnier et par ailleurs lié au général de Boisdeffre, aurait une responsabilité dans l'histoire. On collecte tous les échos possibles de la prétendue conviction de Schwartzkoppen. On se penche sur le cas d'un certain soldat Kadur qui avait dit avoir vu à Berlin le dossier de Dreyfus, puis s'était rétracté.

Dans ses fouilles à la Section de statistique, Targe a trouvé une série de fiches établies sur certains hommes politiques influents et il s'indigne d'y trouver des gens aussi respectables que « *MM. [...] Clemenceau, Freycinet, Reinach* ». La Section de statistique étant un service de renseignements, il n'y a rien de particulièrement scandaleux à ce qu'elle ait

(26) 2ème Cass. I, pp. 148-155 pour Hanotaux, 2ème Cass. II, p. 555 pour Dupuy, 2ème Cass. II, p. 280 pour Casimir-Périer.



exercé une certaine surveillance sur des activistes dreyfusards. D'ailleurs, si Targe a signalé le fait à la cour lors de sa cinquième déposition, le 13 juin 1904, c'est sans insister ; il n'en fait un objet de scandale que dans le cadre du procès Dautriche, le 28 octobre 1904... soit le jour même où, à la chambre des députés, M. Guyot de Villeneuve sort l'affaire des Fiches du général André, fiches dont le *Figaro* avait publié des facsimilés le matin...<sup>(27)</sup>

Reinach dépose pour la première fois. Il appuie la thèse du bordereau annoté, défend la culpabilité d'Esterhazy avec les arguments dreyfusards classiques, présente avec prudence ses relations avec l'Allemagne et l'Italie – mais nulle question indiscrete ne lui est posée. Il introduit un nouveau témoin : le lieutenant-colonel Péroz qui affirme qu'un sous-chef des services de renseignement allemand, le major Dahme, lui aurait garanti, au cours du procès de Rennes, l'innocence de Dreyfus. Il aurait ajouté que les vrais coupables étaient Esterhazy et un homme s'étant donné la mort depuis – donc Henry<sup>(28)</sup>. Dahme confirme ses propos par une lettre versée au dossier. Curieusement, cet argument aventuré n'est pas utilisé à la décharge de Dreyfus et il est aujourd'hui oublié. Il mériterait une enquête à part entière sur les fonctions exactes du major Dahme et ses compétences quant à l'affaire.

Picquart refait son récit de l'affaire. Il en profite pour régler ses comptes avec les dreyfusards gouvernementaux, dénonçant le marché qui selon lui s'était établi à Rennes entre la défense de Dreyfus et les juges.

Concernant le contenu du bordereau, le ministre André a nommé une commission de quatre généraux qui rendent un rapport favorable à Dreyfus, cependant sans conclure. La tendance générale est de faire du bordereau un acte d'escroquerie plus que de trahison, suivant en cela la version de Picquart, sans exclure une collaboration d'Esterhazy avec Henry. Mais bien sûr la question de la culpabilité d'Esterhazy n'est jamais étudiée en tant que telle. Seule Marguerite Pays est interrogée, sans insistance, sur la collusion et répond qu'elle n'était au courant de rien.

Concernant l'écriture du bordereau, il paraît primordial de disqualifier l'avis de Bertillon, et nous avons vu comment MM. Darboux, Appel et Poincaré s'acquittent de ce qu'ils nomment eux-mêmes leur « mission ». En revanche, l'expert Belhomme, qui fait l'objet d'une enquête à partir des ragots d'un journaliste, n'est pas invité à témoigner, pas plus que ses deux collègues qui avaient conclu que le bordereau n'était pas écrit par Esterhazy.

(27) Henri Dutrait-Crozon, op. cit., p. 503.

(28) 2ème Cass. II, p. 551 : Péroz.

La question de la comptabilité de la Section de statistique et du grattage du nom de Val Carlos sur les registres occupe longuement la Chambre criminelle. Cette gestion clandestine est présentée sous les aspects les plus noirs – d'autant plus facilement que les questions posées plongent effectivement les officiers concernés dans l'embarras... Le témoignage de Val Carlos, qui nie tout en bloc, est manifestement inutilisable. En revanche la question de la caisse noire de la Section statistique permet de faire rebondir l'affaire Cernuszky grâce à des contradictions apparues entre les témoignages des capitaines François et Mareschal et celui de l'archiviste Dautriche, ce qui donne lieu à leur inculpation. L'enquête de la Chambre criminelle, qui était pratiquement achevée en juin, suspend son cours dans l'espoir qu'un fait nouveau surgisse du procès Dautriche. Mais, malgré l'acharnement de Targe, celui-ci s'achève par l'acquiescement des accusés, le 7 novembre 1904... Le 19 novembre est rendu l'arrêt de clôture de l'enquête de la Chambre criminelle.

#### d – La cassation sans renvoi

Le dossier est alors remis aux Chambres réunies (Chambre des requêtes, Chambre criminelle et Chambre civile de la Cour de cassation) qui doivent se prononcer sur la cassation.

Le procureur Baudouin remet son réquisitoire écrit en mars 1905. Après avoir réécrit l'histoire de l'affaire sur le mode dreyfusard, il énumère les faits nouveaux justifiant la cassation : à la pièce des chemins de fer et à *Car D. m'a apporté...* ont été ajoutés la minute Bayle, le cas de Cernuszky, celui de Val Carlos, un télégramme du colonel Guérin signalant au général Saussier qu'il n'y avait pas eu d'incident lors de la dégradation (pièce non produite à Rennes). Et il requiert la cassation sans renvoi.

Ce n'est qu'en mai 1905, les deux premiers magistrats pressentis ayant refusé, que l'on trouve un rapporteur acceptant de se charger du travail préparatif à l'arrêt, le conseiller Moras. Il va mettre plus de six mois à rédiger son rapport... Nul ne semble pressé d'en finir avec cette affaire qui traîne en longueur, qui ne passionne plus les foules, mais qui peut toujours réveiller quelques vieilles blessures, d'autant que la crise d'Algésiras ravive les tensions entre la France et l'Allemagne. Les politiques ont d'autres préoccupations que la réhabilitation de Dreyfus.

A la fin de 1904, l'affaire des Fiches du général André a défrayé la chronique et entraîné la chute du ministère Combes, en janvier 1905. C'est Rouvier qui lui succède à la présidence du Conseil. Autrefois compromis dans le scandale de Panama, il est l'homme des milieux affairistes. La politique anticléricale lui permet de faire diversion, et il achève l'œuvre



d'Émile Combes en faisant voter la loi de la séparation de l'Église et de l'État, le 3 juillet 1905. Elle est immédiatement et brutalement mise en œuvre, en commençant par les fameux "inventaires", préliminaires obligés de la séparation, consistant à dénombrer et évaluer les biens de l'Église. Les inventaires sont pratiqués avec violence, tabernacles brisés, prêtres malmenés. Outrés, les catholiques viennent défendre leurs églises, la police intervient, il y a des blessés, un mort. L'anticléricalisme est au pouvoir et en abuse au point de se rendre impopulaire. Le gouvernement Rouvier est renversé en mars 1906. Armand Fallières, président de la République depuis janvier, nomme Sarrien à la présidence du Conseil.

Clemenceau devient ministre de l'Intérieur ; mesurant le risque induit par la crise religieuse, il prône l'apaisement, ce qui déplaît à ses amis anticléricaux. Au même moment, il brise durement les grèves dans les mines du Nord, se construisant rapidement une image d'homme d'ordre et consommant la rupture avec les socialistes. Les élections de mai 1906 voient le triomphe du groupe radical et de ses alliés, recomposés autour de Clemenceau qui a attiré de nombreuses voix de droite et apparaît comme l'homme fort du gouvernement – il deviendra Président du Conseil en octobre et fera de Picquart, devenu général, son ministre de la Guerre... Tout comme Jaurès en 1903, Clemenceau a besoin de restaurer son image d'adversaire de la droite militaro-cléricale vis-à-vis des ses propres troupes et l'affaire Dreyfus va lui rendre cet ultime service.

Le conseiller Moras avait déposé son rapport depuis le mois de janvier. Le 15 juin 1906, les Chambres réunies sont convoquées pour se prononcer sur la cassation du procès de Rennes.

Après étude à huis clos du dossier militaire, le rapporteur donne lecture de sa synthèse du 18 au 22 juin. Il a retenu trois faits nouveaux justifiant la cassation, les pièces 371 et 26, plus la non-disparition de la minute Bayle. Contrairement à Baudouin et Mornard, il estime que le bordereau constitue bel et bien un acte de trahison et conclut à l'application stricte de la loi, c'est-à-dire au renvoi devant une nouvelle juridiction. Pour le reste, le rapport est parfaitement dreyfusard.

Baudouin lui succède pour un interminable réquisitoire qui s'étale sur huit journées, du 25 juin au 5 juillet. Il lance l'invective contre l'état-major avec une telle hargne que Reinach doit se désolidariser de cette « *haine récente, toute fraîche [...] de cette immense arrière-garde qui rejoint la petite armée victorieuse* ». Mme Dreyfus, elle, se réjouit d'entendre le procureur frapper passionnément sur son pupitre en disant du général Mercier que « *sa place était au baignoire* »<sup>(29)</sup>...

Pour justifier la cassation sans renvoi, le procureur présente deux arguments, les mêmes que Mornard exposera dans ses conclusions du

(29) Jean-Denis Bredin, pp. 606-607.

5 au 7 juillet. Le premier s'appuie sur le paragraphe 5 de l'article 445 du code d'instruction criminelle qui prescrit la cassation sans renvoi « *lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou plusieurs condamnés* ». Et de soutenir que le décès du colonel Henry et l'impossibilité de juger Esterhazy constituent bien ce cas de figure. L'argument est évidemment nul, ni Henry ni Esterhazy n'étant « *parties* » dans l'affaire Dreyfus, mais simplement témoins ; il ne sera d'ailleurs pas retenu dans l'arrêt.

C'est le second argument qui sera retenu. Il est tiré du paragraphe final du même article 445 qui énonce : « *Si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé* ». Comme Mornard, Baudouin feint de comprendre que le texte dit « *...ne laisse rien subsister à la charge du condamné qui puisse être qualifié...* » et s'emploie à démontrer que tel est bien le cas, l'enquête de la Chambre criminelle ayant selon lui déchargé Dreyfus de tout soupçon. Jean-Denis Bredin, tout en montrant une certaine réserve, épouse l'argument, sans hésiter à citer le texte de la loi en ajoutant sournement le membre de phrase « *à la charge du condamné* »<sup>(30)</sup>...

Il est pourtant clair qu'en raisonnant ainsi, la Cour de cassation se porte juge du fond, en violation des devoirs de sa charge. Le texte signifie simplement que la cassation doit avoir lieu sans renvoi au cas l'annulation repose sur la disparition du crime ou délit proprement dit – par exemple par l'écoulement d'un délai de prescription. Cela avait d'ailleurs été l'avis formel tant du rapporteur Moras que du procureur Manau (« *La loi ne laisse aucun doute à cet égard. Il suffit de la connaître, et pour la connaître de la lire* ») et du président Ballot-Beaupré en 1899. Or le bordereau est bel et bien là, acte de trahison reconnu comme tel (Mornard essaie en vain de faire admettre le contraire), donc élément tangible et subsistant du crime.

Mais il fallait en finir et pour cela éviter à tout prix que Dreyfus ne repasse devant un troisième conseil de guerre. L'affaire des fiches, la querelle religieuse dopent l'esprit de corps des militaires. On a même vu le très dreyfusard colonel Hartmann donner sa démission avec éclat pour se désolidariser de la "bande" du ministre André. Les tensions avec l'Allemagne ravivent la hantise de l'espionnage et la défiance envers ceux qui utilisent ouvertement le témoignage de l'ennemi. La cassation du verdict de Rennes relève à l'évidence d'une mascarade politico-judiciaire qui peut provoquer un sursaut inverse de la part d'un tribunal militaire. Les éléments permettant de réitérer la condamnation,

(30) Ibid. p. 608



sur la base d'un faisceau d'indices convergents, selon la formule du général Billot, ne manquent pas. Le risque d'une troisième condamnation de Dreyfus est donc bien réel. Mornard le mesure, qui plaide la cassation sans renvoi, ce qu'il n'avait pas fait en 1898. Baudouin est parfaitement clair en disant « *Il n'est dans cette affaire de justice possible que dans cette enceinte* ».

Les Chambres réunies délibèrent et rendent leur arrêt le 12 juillet 1906. La cassation de la sentence de Rennes est votée à l'unanimité. Le débat est plus vif en ce qui concerne la question du renvoi. Le conseiller Moras s'en tient toujours à la fidélité au texte de la loi. Mais le premier président Ballot-Beaupré, bien qu'il aille contre son propre avis de 1899, le président de la Chambre des requêtes Tanon, le président de la Chambre civile Sarrut, le président de la Chambre criminelle Bard (« *Ce sont les dreyfusards qui portent maintenant les plus lourdes hermines* » écrit éloquemment M. Bredin...) se prononcent pour la cassation sans renvoi. Ils l'emportent par 31 voix contre 18.

Le premier président Ballot-Beaupré donne lecture de l'arrêt qu'il a lui-même rédigé<sup>(31)</sup>.

La première partie de l'arrêt commence par énoncer les moyens de révision. Conformément à l'avis du rapporteur Moras, sont retenus comme faits nouveaux la falsification de la pièce *Car D. m'a apporté*, celle de la pièce des chemins de fer et le cas de la minute Bayle. Plusieurs attendus s'efforcent de justifier leur influence sur les juges de Rennes « *sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens proposés* ». Si tendancieuse soit cette analyse, comme nous l'avons vu, la Cour de cassation est bien là dans son rôle.

Mais elle en sort immédiatement après en annonçant « *Qu'il y a lieu de rechercher au fond s'il faut dans la cause appliquer le paragraphe final de l'article 445* ». Et d'enchaîner non pas sur la question de savoir si un acte de trahison avait été commis en 1894, ce qui eût été logique, mais sur tout un exposé selon lequel le bordereau ne pouvait être attribué à Dreyfus, ce qui constitue un abus de pouvoir évident au détriment de la juridiction du fond.

Mais la cour ne recule devant rien, allant jusqu'à décréter la culpabilité d'Esterhazy, en violation tant de l'autorité de la chose jugée que de ses seules prérogatives propres de juge de la forme... La seconde partie de l'arrêt est consacrée à cette question qui ne lui était pas posée et sur laquelle son enquête n'avait évidemment pas porté. Elle ose affirmer qu'il résulte des expertises de MM. Meyer, Molinier et Giry qu'Esterhazy

(31) Selon Henriette Dardenne, *Lumières sur l'affaire Dreyfus*, op. cit., p. 397, l'usage voulait que ce soit le rapporteur qui prépare l'arrêt, mais Moras aurait refusé, constatant que « *...la Cour, gardienne du Droit donnerait elle-même l'exemple de la violation de la loi* » (propos rapportés par un parent de Moras au général Roget).

est l'auteur du bordereau, alors que ces trois personnages n'ont jamais été experts officiels, qu'elle ne les a même pas entendus au cours de son enquête et qu'elle a totalement ignoré les expertises légales de MM. Belhomme, Varinard et Couard établissant le contraire ! Elle affirme l'existence et, tant qu'à faire, « *l'authenticité indiscutable* » des papiers pelures écrits par Esterhazy, pièces au demeurant parfaitement connues des juges de Rennes, qui n'ont nullement été soumises à son examen. C'est donc uniquement par prévention dreyfusarde et par ouï-dire que, après plusieurs attendus consacrés à disqualifier l'expertise de Bertillon, la cour se permet d'écrire :

« *Attendu que le bordereau ayant été écrit par Esterhazy, on ne comprend pas, dans l'état de la procédure, comment les pièces dont il annonçait l'envoi auraient été fournies par Dreyfus, puisqu'on n'allègue même pas qu'ils se soient connus* ».

Cet attendu en trompe l'œil est destiné à faire paraître ridicule l'accusation de Dreyfus – puisque Esterhazy est l'auteur du bordereau – et permet d'enchaîner sur une troisième partie s'appliquant à démontrer que Dreyfus ne peut être l'auteur du bordereau, en reprenant point par point les notes du bordereau et l'argumentaire dreyfusard. Enfin, la cour s'applique à démonter d'autres arguments contre Dreyfus, divers indices à charge de l'accusé apparus au procès de Rennes, comme l'affaire de l'obus Robin, ou les aveux. Pour être, nous semble-t-il, plus pertinente sur cet aspect des choses, la Cour de cassation n'en sort pas moins de son rôle, divaguant hors de ses terres.

Après avoir pris la peine de mentionner que le bordereau annoté relève d'une « *légende [qui] doit être mise à néant* », la cour rédige ses derniers attendus :

« *Attendu en dernière analyse que de l'accusation portée contre Dreyfus, rien ne reste debout ;*

*Et que l'annulation du jugement du conseil de guerre ne laisse rien subsister qui puisse, à sa charge, être qualifié de crime ou délit ;*

*Attendu dès lors que par application du paragraphe final de l'article 445, aucun renvoi ne doit être prononcé. »*

On voit bien ici l'insertion maligne de l'expression « *à sa charge* », destinée à fausser l'esprit de l'article 445, comme nous l'avons plus vu haut, ce qui constitue une violation du texte de loi. Pour ce faire, la Cour de cassation avait dû doublement sortir de son rôle en se portant juge du fond et en prononçant la culpabilité d'Esterhazy. Fort embarrassé, le recueil de jurisprudence Dalloz attendra... décembre 1908 pour publier l'arrêt.

L'affaire Dreyfus, commencée par ce que les dreyfusards ont traité de crime judiciaire, se termine ainsi sur ce que les antidreyfusards ont dénoncé comme une forfaiture judiciaire.



## CONCLUSION INACHEVÉE

Nous avons commencé ce travail n'étant ni dreyfusard ni anti-dreyfusard. Dans quel état sommes-nous aujourd'hui ?

Strictement neutre au départ, nous sommes arrivé à un scepticisme généralisé...

En ce qui concerne Dreyfus lui-même, l'affaire d'origine, Dreyfus et le bordereau de 1894, on peut tenir pour acquis que Dreyfus a été condamné à la légère et que, en l'état du dossier tel que nous le connaissons, il serait aujourd'hui vraisemblablement acquitté au bénéfice du doute.

Faut-il y voir nécessairement une machination de l'état-major ou des services secrets ? Nous ne le pensons pas. Répétons qu'en 1894, période où l'humiliation de la défaite de 1870 est présente dans tous les cœurs, où la France rêve de revanche sur l'Allemagne, le crime de trahison est le pire qui soit. Il révolte comme le crime de pédophilie révolte aujourd'hui et cet aspect passionnel explique une justice rapide, même s'il ne l'excuse pas. N'oublions pas non plus que Dreyfus a été condamné par un tribunal militaire, justice d'exception, justice d'État, dont le caractère sommaire a fait bien d'autres victimes que le célèbre capitaine.

Mais, si d'un point de vue judiciaire, l'absence de preuve de culpabilité de Dreyfus peut conduire à l'acquittement, d'un point de vue historique la question de son innocence n'est pas résolue pour autant. La réalité d'une trahison provenant du sein même de l'état-major peut difficilement être contestée (memento de Schwartzkoppen notamment). Alfred Dreyfus reste suspect. Incontestablement, son écriture ressemble à celle du bordereau. Incontestablement, il cherchait à connaître des secrets militaires à la limite de son service. Incontestablement, il a été en relation avec une espionne autrichienne. Tout cela est peut-être fortuit, mais peut-être pas.

Pour être sûr de l'innocence de Dreyfus, il faudrait être sûr de la culpabilité d'Esterhazy. Et là, rien ne va plus.

Depuis cent ans, on a bâti une fable dans laquelle les arguments polémiques des dreyfusards sont devenus autant de vérités sacralisées. La seule marge de liberté laissée aux historiens est l'interprétation de la trahison d'Esterhazy : agent double des services français, escroc vendant



des rumeurs à Schwartzkoppen, traître de haut vol complice d'un troisième homme, ces différentes versions sont tolérables et alimentent la littérature sur le sujet. Mais il y a quatre axiomes dont il est interdit de s'affranchir :

1° – Esterhazy a écrit le bordereau (donc Dreyfus est *a fortiori* innocent).

2° – Picquart a découvert fortuitement la culpabilité d'Esterhazy.

3° – L'état-major a guidé et protégé Esterhazy jusqu'à son procès.

4° – Les dreyfusards n'ont eu aucune relation avec Picquart ni indirecte avant juillet 1897 (Leblois) ni directe avant janvier 1898. Tout contact avec Esterhazy est inenvisageable.

Or rien de tout cela n'est acquis. Cette trame correspond à une hypothèse, à une explication de l'Affaire Dreyfus, qui, en l'état actuel des connaissances, est contestable et que nous contestons. Rappelons pourquoi.

1° Il n'est pas acquis qu'Esterhazy soit l'auteur du bordereau.

Les seules expertises faites par des professionnels assermentés ont conclu qu'Esterhazy n'avait pas écrit le texte litigieux.

Esterhazy n'était pas en mesure de fournir des renseignements importants sur les sujets évoqués par le bordereau.

Esterhazy n'était pas au camp de Châlons quand on y a éprouvé le frein du canon de 120 et Marcel Thomas a établi qu'il avait menti sur ce point pour faire croire qu'il y avait été.

Les écrits d'Esterhazy sur du papier pelure semblable à celui du bordereau et prétendument datés de 1892 et 1894 sont tous suspects d'avoir été écrits après coup.

Les aveux d'Esterhazy, truffés de mensonges avérés et d'incohérences, ne sont pas crédibles.

La dénonciation posthume d'Esterhazy par Schwartzkoppen est faite dans des Carnets dont le contenu, largement puisé dans l'œuvre de Joseph Reinach, n'est certainement pas un témoignage sincère.

2° Il y a des raisons de se demander si Picquart n'avait pas été prévenu en faveur de Dreyfus.

Picquart n'a pas parlé à ses supérieurs de la lettre CCC nommant Dreyfus, découverte en juillet 1895.

La conduite de Picquart dans l'épisode du Petit bleu n'est pas nette. Il a attendu quatre mois avant d'en parler à ses supérieurs. Il a tenté d'en dissimuler l'origine. Il a probablement dit et en tout cas il a laissé dire que la pièce était écrite par Schwartzkoppen, alors qu'il savait que c'était faux.

Dès le début de son enquête, en cherchant à savoir si Esterhazy avait été aux manœuvres en 1894, Picquart a relié le Petit bleu à l'affaire Dreyfus : ce fait, jamais observé, est sans explication possible dans le cadre communément admis.

La simultanéité de la pression exercée par Picquart sur l'état-major afin de voir Esterhazy accusé de la trahison de 1894 et l'offensive médiatique lancée par Mathieu Dreyfus à l'automne 1896 peut ne pas être fortuite.

La probabilité d'une action concertée s'accroît quand on constate qu'une fois Picquart éloigné, l'agitation dreyfusarde cesse.

3° Il est plausible qu'Esterhazy ait joué la Section de statistique au profit des dreyfusards.

A l'origine des relations d'octobre 1897 entre du Paty de Clam et Esterhazy se trouvent des lettres anonymes dont nous avons de bonnes raisons de penser que l'auteur est Esterhazy lui-même.

Toutes les initiatives d'Esterhazy font avancer l'affaire dans le sens voulu par les dreyfusards : ouverture d'une enquête, pression pour obtenir le retour de Picquart.

Les lettres adressées à Picquart, avec un savant jeu de fautes d'orthographe, permettront à ce dernier de dénoncer une machination contre lui.

Les lettres d'Esterhazy au Président de la République viennent chaque fois épauler une démarche de Scheurer-Kestner.

La "note aux deux écritures" prouve que du Paty cherchait à dissimuler ses relations avec Esterhazy à sa hiérarchie, donc que la "partie liée" (théorie selon laquelle l'état-major aurait guidé pas à pas Esterhazy) n'a pas existé.

Esterhazy a pris un avocat célèbre pour avoir défendu un écrivain antimilitariste, avocat qui soutiendra plus tard les dreyfusards.

C'est Esterhazy qui tente d'imposer aux experts la solution du calque.

C'est Esterhazy qui exige son procès.

C'est par les "révélations" d'Esterhazy que du Paty de Clam, tenu par les dreyfusards pour le principal artisan de la condamnation de Dreyfus, s'est trouvé totalement déconsidéré, y compris aux yeux de l'armée.

Une fois jugé innocent, et donc définitivement à l'abri de l'autorité de la chose jugée, Esterhazy joue ouvertement le jeu dreyfusard, sans que l'on voie quel "chantage" il pourrait exercer envers l'armée.

4° L'action des dreyfusards est entourée d'une discrétion anormale.

On ne sait pas par quelle voie Mathieu Dreyfus a connu la communication secrète et l'existence de *Ce canaille de D.* : les explications avancées ne sont pas satisfaisantes.



On sait que Mathieu Dreyfus employait des agents secrets, on n'a jamais cherché à savoir qui.

Il est fortement probable que l'article de l'*Éclair* de novembre 1896 ait été publié à l'instigation de Mathieu Dreyfus : les auteurs qui le pensent n'osent pas le dire.

On sait que la famille Dreyfus est dès l'origine entrée en contact avec l'Allemagne ; on ne le dit pas.

On sait que Mathieu Dreyfus est entré en relation avec Scheurer-Kestner avant la date toujours tenue comme étant celle de leur première rencontre : on ne le dit pas.

Nul ne manifeste d'incrédulité devant des contes tels que l'histoire de la voyante ou le merveilleux hasard qui conduit le financier Castro à dénoncer Esterhazy à Mathieu Dreyfus le jour même où Scheurer était acculé à parler. Ce Castro a été mené à Mathieu Dreyfus par le banquier Obendoerffer qui a la même maîtresse que l'agent italien chargé par Mathieu Dreyfus de contacter Panizzardi et Schwartzkoppen : cela manque fâcheusement de naturel...

Doit-on croire que c'est toujours un bienheureux hasard qui vient aider les défenseurs de Dreyfus ? Un jeu de "relations" sur lequel nul ne juge utile de s'appesantir vient utilement aider le hasard.

En 1896, Mathieu ne sait sur quoi baser des expertises en écriture. L'expert Teyssonnières, obligé du dreyfusard Monod, vend au moment opportun son exemplaire au *Matin*.

En juillet 1897, Scheurer-Kestner n'arrive pas à croire à l'innocence de Dreyfus et annonce à Reinach qu'il s'apprête à renoncer à son enquête. Quatre jours plus tard, un ami de son neveu vient lui révéler que le bordereau a été écrit par un certain Esterhazy.

A l'automne, l'enquête de Pellieux piétine. Un avocat ami vient livrer à Scheurer les lettres de Mme de Boulancy qui choisit ce moment pour se venger d'une prétendue escroquerie de son cousin Esterhazy vieille de treize années.

En 1898, le juge Bertulus se trouve dans une impasse pour prouver que Picquart a été victime de machinations. Par l'intermédiaire d'un avocat ami de Labori, Christian Esterhazy arrive à la rescousse. Prétendument victime d'une escroquerie de son cousin, il procède à la dénonciation en règle de la collusion dont il connaît curieusement tous les détails. Esterhazy s'indigne bruyamment de cette trahison familiale... et s'en va raconter la même chose à sa concierge !

Même respect des historiens devant des présentations dreyfusardes pourtant moins fondamentales. On passe rapidement sur les contacts de Waldeck-Rousseau avec l'Allemagne pendant le procès de Rennes. Seul Jean-Denis Bredin signale que le Président du Conseil a tenté d'influencer

les juges de Rennes. L'instrument grossier que fut le bordereau annoté entre les mains de Jaurès pour relancer l'affaire est évoqué avec le plus grand sérieux, bien qu'il n'ait même pas été retenu par la justice à l'époque. Ainsi de suite.

Tant la remarquable absence d'esprit critique des auteurs de référence sur ces questions que leur refus souvent délibéré de vouloir les prendre en compte, conduisent l'analyste à disqualifier les thèses de l'historiographie officielle.

Mais cela ne nous a pas pour autant rejeté dans le camps des anti-dreyfusards historiques, dont les positions, d'ailleurs jamais réellement coordonnées, sont souvent indéfendables. Pour mémoire :

– Les antidreyfusards se sont arc-boutés sur les prétendus aveux de Dreyfus, aveux recueillis dans des conditions extrêmement douteuses et qui de toute façon, étant donné les conditions psychologiques dans lesquelles ils auraient été formulés, ne seraient pas probants.

– Le faux Henry constitue un aveu de faiblesse inouï de la part de l'homme qui, après Sandherr, connaît le mieux le dossier Dreyfus : pour convaincre ses supérieurs que Picquart se trompe, il n'a pas d'autre moyen que de fabriquer une fausse pièce.

– A partir de 1897, mais surtout en 1898, les militaires ont repris le dossier Dreyfus avec un indéniable partialité. On a cherché par exemple à imputer à Alfred Dreyfus la livraison à l'Allemagne des documents sur l'obus Robin et l'obus à la mélinite sans la moindre preuve.

– L'interrogatoire d'Henry, recueilli sans respect des formes légales, ni procès verbal, ni écrit signé, qui s'arrête net après que l'aveu ait été obtenu nous paraît suspect d'avoir été tronqué. Il y a là un mystère qui semble n'avoir inquiété personne, mais qui induit la question de la franchise de Cavaignac, ainsi que des généraux Boisdeffre, Roget et Gonse. Quoi qu'il en soit, la mort d'Henry survenue sans qu'il ait parlé constitue un obstacle dirimant à la découverte de la vérité.

– Préférant par principe l'argument d'autorité à toute enquête sérieuse, les antidreyfusards ont laissé Esterhazy les mener par le bout du nez. Même après janvier 1898, revenus de leurs illusions sur ce personnage et affirmant volontiers qu'il était l'homme de paille des dreyfusards, ce que nous jugeons très probable, ils sont restés prisonniers de ses mensonges. La version de la "collusion" imposée par Esterhazy a gêné les anti-dreyfusards bien plus que le faux Henry...

Bref, si les antidreyfusards avaient écrit une histoire officielle en ce sens, nous n'aurions pas pu y souscrire.

Faut-il vraiment conclure ?



Des amis nous pressent de proposer une solution : c'est impossible. La vulgate ne peut pas résister, nous semble-t-il, à l'assaut des critiques, et la seule conclusion solide que nous avançons est que l'affaire Dreyfus n'est pas élucidée.

Depuis cent ans, on a peu et mal travaillé sur cette affaire. Loin de la rendre intelligible, en détournant l'attention des vraies questions, on l'a opacifiée. Tout serait à refaire, et tout ne peut être refait.

Le bordereau a opportunément disparu. Trouverait-on demain une méthode d'expertise moderne fiable à 99,99% qu'elle ne pourrait être appliquée. Les témoins dreyfusards se sont volontairement tus, effacés derrière Reinach. Henry s'est tu, ou "a été" tu. Les militaires ont arrêté une attitude et la plupart n'ont rien compris à l'affaire. Il est inutile de lire et relire les écrits d'Esterhazy car il n'existe pas de clef pour déterminer le vrai du faux et chacun trouvera toujours ce qui l'arrange dans ses dires ou dans ses silences. L'Allemagne n'a rien dit, et Schwartzkoppen se moque encore de nous du fond de sa tombe. L'Allemagne n'a jamais livré les documents correspondants au bordereau (disparus dans l'incendie de Berlin en 1945, lit-on parfois ?), ce qui autorise même certains à mettre en doute leur existence.

Pour ce qui est de l'affaire Dreyfus proprement dite, on est totalement dans l'inconnu. Les solutions les plus satisfaisantes pour l'esprit sont celles qui font reposer l'affaire sur le jeu de l'espionnage et du contre-espionnage. Elles reviennent d'ailleurs à avouer l'insuffisance de l'histoire officielle. On peut tout imaginer. Que le bordereau ait été un leurre destiné à détourner l'attention des Allemands du canon de 75, tout en se débarrassant de Dreyfus, par ailleurs suspecté (Jean Doise) ; un document forgé par les services secrets allemands pour tester Esterhazy (Michel de Lombardès) ; un faux fabriqué par la Section de statistique pour avertir le général Saussier que Weil et Esterhazy le trahissaient (Henri Guillemin) ; une manœuvre de Dreyfus dans le cadre d'activités plus ou moins louches au service de Saussier (Jacques Amiot), etc. On part d'un élément inexplicable, d'une bribe de phrase aux allures mystérieuses – celle d'Henry faisant allusion à un document ultra-secret et celle de Guillaume II semblant rattacher l'affaire à la Russie ont été particulièrement prisées – et on laisse aller son imagination. Aucune des ces propositions n'a de fondement solide, mais pourquoi pas ? Nous renvoyons le lecteur à ces auteurs originaux : ils peuvent séduire, nous ne pensons pas qu'ils peuvent convaincre.

Pour notre part, nous n'avons aucune solution à proposer.

En revanche, pour ce qui est de la seconde affaire Dreyfus, en fait l'affaire Esterhazy, une hypothèse nous semble devoir retenir l'attention. On peut esquisser la trame d'explication suivante :

Les proches de Dreyfus sont résolus à tout faire pour l'innocenter. Ils connaissent le personnage d'Esterhazy, avide de reconnaissance mondaine, d'enrichissement rapide, peu scrupuleux : son écriture ressemble à celle du bordereau et il se trouve être l'obligé de certains israélites influents. Plus ou moins consentant, plus ou moins averti du rôle qu'on attend de lui, il accepte de prêter sa plume et refait d'anciennes lettres en imitant l'écriture de Dreyfus (lettres Boulancy, lettres sur papier pelure).

Parallèlement, Picquart est convaincu de prêter main-forte aux dreyfusards, peut-être directement par Reinach, officier de réserve à l'état-major du général de Galliffet, cadre dans lequel ils ont pu facilement se rencontrer, qui peut lui avoir fait miroiter la gloire de contribuer à sauver un innocent, ou l'avantage de découvrir le vrai coupable. Picquart, représentant du ministre de la Guerre au procès de 1894, devenu chef de la Section de statistique, est l'homme le mieux placé pour apporter aux dreyfusards les renseignements qui leur manquent et leur rendre de précieux services.

On remet à Picquart le Petit bleu, qu'il fait entrer au service de renseignements, vraisemblablement avec trop de précipitation – ce qui expliquerait l'étrangeté de sa conduite : les dreyfusards qui contestaient l'importance de la voie ordinaire ne pouvaient souhaiter voir le Petit bleu introduit par ce moyen. D'où les tentatives pour effacer les déchirures et faire mettre de faux cachets de la poste. D'où le retard de quatre mois avant de se décider, finalement, à utiliser ce télégramme pour faire ouvrir une enquête interne contre Esterhazy. Et à l'automne 1896, alors qu'Esterhazy s'est fait opportunément remarquer au ministère de la Guerre, tout en se rendant ostensiblement à l'ambassade d'Allemagne, Picquart et les dreyfusards exercent une pression simultanée sur l'état-major pour faire rouvrir le dossier de Dreyfus. Échec.

Début 1897, on constate un flottement. Grâce au fac-similé du bordereau paru dans le *Matin*, Mathieu Dreyfus fait établir des expertises d'écritures concluant à une imitation de l'écriture de son frère. Mais cela ne suffira pas. Il faudra nommer un "vrai coupable", forcément Esterhazy. Il faudra qu'il soit désigné par Picquart. C'est sans doute en avril que Picquart accepte le principe de cette nouvelle étape, lorsqu'il rédige son testament. Mais Picquart ne peut – ou ne veut – prendre l'initiative de rentrer de lui-même dans l'affaire. Ses instructions à Leblois, si mal connues soient-elles, montrent que le champion de Dreyfus n'est pas encore décidé à sacrifier sa carrière... Scheurer-Kestner, travaillé depuis de longs mois par Reinach, accepte d'agir officieusement auprès du gouvernement en octobre 1897 pour obtenir l'inculpation d'Esterhazy et surtout le témoignage de Picquart. Son action n'aurait pu aboutir sans le secours d'Esterhazy qui, trompant les



services secrets chargés de le neutraliser, porte lui-même les coups décisifs qui rendent sa mise en cause inéluctable et publique. Les lettres, anonymes ou signées, qu'Esterhazy adresse à Picquart en novembre 1897, obligent celui-ci à passer ouvertement dans le camp dreyfusard.

Esterhazy marche au procès dont il impose le principe aux autorités militaires, tout en ligotant du Paty dans les rets de la partie liée. Il ne risque rien, ayant basé sa défense sur des arguments très simples et irréfutables. Il n'a jamais utilisé de papier pelure – et personne n'en produit –, il ne connaissait pas un mot des notes du bordereau. D'ailleurs personne ne veut sa condamnation, ni les militaires qui le croient leur meilleur allié contre les dreyfusards, ni les chefs dreyfusards qui ont un bien plus vaste projet. A peine prononcée la condamnation qui le met à définitivement à l'abri, que l'affaire entre dans sa phase dure : Zola accuse l'armée de forfaiture. Dans les journaux, puis devant diverses juridictions, Esterhazy va en fournir des preuves tous les jours. Non seulement il avoue être l'auteur du bordereau, ce qui est l'objectif le plus apparent, mais, beaucoup plus subtilement, il prétend l'avoir fait par ordre, au service de la Section de statistique (donc ne s'avoue pas coupable de trahison, ce qui pourrait paraître suspect), d'où la protection dont il clame avoir joui. Bien plus que coupable de trahison – on a vu que les dreyfusards n'y tiennent pas tant que cela –, Esterhazy devient coupable d'avoir été protégé par les plus hautes instances militaires du pays à la seule fin de faire accuser un innocent. Il révèle la collusion, la partie liée, il perd du Paty aux yeux mêmes de ses supérieurs. En prime, il ridiculise la *Libre Parole*. Son personnage est la preuve vivante de la perversité de l'esprit militaire.

Après ses aveux définitifs, en juin 1899, Esterhazy est mis à la retraite en Angleterre.

Nous ne prétendons pas avoir apporté de preuves formelles de cette hypothèse qui comporte bien des blancs. Mais nous pensons avoir montré qu'elle repose sur des indices sérieux, qu'elle permet d'expliquer ce que la vulgate tente de cacher et qu'elle est cohérente.

Une telle hypothèse peut être contestée, mais elle ne peut être évacuée par les historiens à venir de l'affaire Dreyfus. Ceux qui estiment devoir la récuser auront à répondre aux incontestables questions qu'elle pose. Ceux qui pensent qu'elle correspond à la vraisemblance devront chercher d'autres éléments pour l'étayer, ou la corriger dans ce qu'elle a d'aventureux.

L'affaire Dreyfus demeure mystérieuse. Sa vraie histoire, une histoire dépassionnée, incisive et débarrassée de ses multiples écrans et faux-semblants, reste à écrire. Voilà tout ce que nous pouvons proposer à la fin de cet ouvrage, estimant sans fausse modestie que c'est déjà beaucoup...

## SOMMAIRE

Avertissement en guise d'introduction	p. 9
Repères chronologiques	p. 11
Abrégés des ouvrages les plus fréquemment référencés	p. 13

### PREMIÈRE PARTIE : L'ORIGINE DE L'AFFAIRE (1894)

<b>I – Le bordereau</b>	p. 17
<b>II – Le contexte</b>	p. 18
a - Espionnage et contre-espionnage	p. 18
b - Des signes précurseurs	p. 23
c - Le contexte militaire	p. 30
<b>III – L'enquête</b>	p. 31
a - Dreyfus soupçonné	p. 31
b - Dreyfus accusé	p. 35
c - L'instruction d'Ormescheville	p. 40
<b>IV – Le procès</b>	p. 45
a - Les préoccupations diplomatiques	p. 45
b - Le dossier secret	p. 51
c - La condamnation	p. 55
d - Après le procès	p. 57
<b>V – Les points faibles de la condamnation</b>	p. 59
<b>VI – La sidération actuelle</b>	p. 63
a - Jean-Denis Bredin ou l'art d'utiliser la forme	p. 63
b - L'antisémitisme à la rescousse	p. 65
c - Le poids réel de la question juive en 1894	p. 69
d - Un érudit : Marcel Thomas	p. 71

### DEUXIÈME PARTIE : LE CŒUR INCONNU DE L'AFFAIRE (1895-1897)

<b>CHAPITRE I : ESTERHAZY, LE COUPABLE AUTO-PROCLAMÉ</b>	p. 75
<b>I – L'étrange trajectoire du commandant Esterhazy</b>	p. 76
<b>II – Les Carnets de Schwartzkoppen</b>	p. 80
a - La genèse des Carnets	p. 81
b - Le contenu des Carnets	p. 82
c - Les différentes hypothèses possibles	p. 88
d - Enseignement des Carnets	p. 92
<b>III – Que faire d'Esterhazy ?</b>	p. 93
a - Un fol ?	p. 93
b - Les relations d'Esterhazy	p. 95
c - Une logique possible pour Esterhazy	p. 104



<b>IV – Trois documents fondamentaux</b>	p. 111
a - Le Petit bleu	p. 111
b - Les brouillons de la Potiche	p. 116
c - Les lettres sur papier pelure	p. 120
<b>V – Esterhazy peut-il être l'auteur du bordereau ?</b>	p. 126
a - L'écriture du bordereau	p. 126
b - Un témoignage troublant	p. 135
c - La version <i>soft</i> : un traître de pacotille	p. 140
d - La version <i>hard</i> : nécessité d'un troisième homme	p. 146
<b>Question : Quel tribunal pourrait condamner Esterhazy ?</b>	p. 152
<b>CHAPITRE II : PICQUART, LE CHAMPION DE DREYFUS</b>	p. 157
<b>I – Picquart au service de renseignements</b>	p. 157
a - La lettre C.C.C.	p. 158
b - Réorganisation du service	p. 161
<b>II – Picquart et le Petit bleu</b>	p. 162
a - La date de réception du Petit bleu	p. 162
b - L'origine du Petit bleu	p. 163
c - L'écriture du Petit bleu	p. 166
<b>III – Le Petit bleu relié à l'affaire Dreyfus</b>	p. 168
a - Cuers, Lajoux et l'entrevue de Bâle	p. 169
b - Premières enquêtes de Picquart	p. 178
<b>IV – Actions en faveur de Dreyfus</b>	p. 180
a - Picquart prévient l'état major	p. 180
b - Interventions extérieures	p. 183
c - Les articles de l' <i>Éclair</i>	p. 185
d - Nouvelles publications	p. 191
<b>V – Éviction de Picquart</b>	p. 195
a - Deux lettres mystérieuses	p. 195
b - La rupture de mai 1897	p. 197
c - Louis Leblois	p. 199
<b>Question : Quel est le ressort de l'action de Picquart ?</b>	p. 204
<b>CHAPITRE III : HISTOIRE DE LA CAUSE DREYFUSARDE A SES DÉBUTS</b>	p. 207
<b>I – L'existence du dossier secret</b>	p. 210
a - Le Docteur Gibert	p. 210
b - Autres indications données par Reinach et Mathieu Dreyfus.	p. 214
c - Salle, la brochure de Bernard Lazare et le procès Zola	p. 218
<b>II – La traversée du désert ?</b>	p. 223
a - Les proches	p. 223
b - Les enquêtes de 1895-96	p. 227
c - Les relations allemandes	p. 232
d - La tentative de 1896	p. 233
<b>III – Scheurer-Kestner</b>	p. 236
a - Un lent travail de persuasion	p. 237

b - Les révélations de Leblois	p. 240
c - La stratégie Leblois-Scheurer	p. 242
d - L'échec de Scheurer	p. 245
e - La dénonciation d'Esterhazy	p. 247
<b>Question : Pourquoi la loi du silence ?</b>	p. 250
<b>CHAPITRE IV : ANALYSE CRITIQUE DE LA "COLLUSION"</b>	p. 253
<b>I – Les faits</b>	p. 254
<b>II – L'explication admise</b>	p. 258
<b>III – Quel fut le jeu d'Esterhazy ?</b>	p. 260
a - Les lettres d'octobre 1897	p. 260
b - Une autre hypothèse	p. 267
c - La dame voilée et le document libérateur	p. 270
<b>IV – Et Picquart ?</b>	p. 276
a - Henry et Picquart	p. 276
b - Les dreyfusards et Picquart	p. 279
c - Les "machinations" contre Picquart	p. 282
<b>Question : La "collusion" est-elle un échec d'Henry ou un succès des dreyfusards ?</b>	p. 289

### TROISIÈME PARTIE : LE DÉROULEMENT PUBLIC DE L'AFFAIRE (1898-1906)

<b>CHAPITRE I : LES PREMIERS AFFRONTEMENTS</b>	p. 295
<b>I – L'acquittement d'Esterhazy</b>	p. 295
a - L'enquête du général de Pellieux	p. 295
b - Esterhazy et la partie liée	p. 299
c - L'instruction Ravary	p. 306
d - Le conseil de guerre	p. 311
<b>II – Le front dreyfusard</b>	p. 313
a - De Scheurer à Zola	p. 313
b - Les dreyfusards et les intellectuels	p. 319
c - Les dreyfusards et le monde politique	p. 323
d - Les dreyfusards et l'étranger	p. 327
<b>III – Le procès Zola</b>	p. 332
a - Devant la Cour d'assises	p. 333
b - La Cour de cassation	p. 338
<b>IV – Nouveaux préparatifs</b>	p. 343
a - Au ministère	p. 344
b - Chez le juge Bertulus	p. 351
<b>CHAPITRE II : LA RÉVISION DU PROCÈS DE 1894</b>	p. 361
<b>I – Le faux Henry</b>	p. 361
a - La fabrication du faux	p. 362
b - Le faux et l'état-major	p. 365
c - Le faux et les dreyfusards	p. 371



**II – Vers la révision**

- a - Après la découverte du faux Henry
- b - Antidreyfusards !
- c - Les dreyfusards contre Henry
- d - Picquart et la Cour de cassation
- e - La cassation

**III – Le procès de Rennes**

- a - Le gouvernement
- b - Les dreyfusards
- c - Le procès
- d - Le verdict

**CHAPITRE III : DE LA GRACE À LA RÉHABILITATION****I – L'amnistie****II – Le démantèlement des services secrets****III – La chasse aux faits nouveaux**

- a - L'affaire Toms-Wessel-Cernusky
- b - Le bordereau annoté

**IV – La seconde cassation**

- a - En marche vers la cassation
- b - Les faits nouveaux
- c - L'enquête de la Chambre criminelle
- d - La cassation sans renvoi

**CONCLUSION INACHEVÉE**

p. 376  
p. 376  
p. 380  
p. 384  
p. 390  
p. 394  
p. 396  
p. 396  
p. 401  
p. 402  
p. 409  
p. 413  
p. 413  
p. 415  
p. 418  
p. 418  
p. 422  
p. 427  
p. 427  
p. 431  
p. 434  
p. 441  
p. 447

**INDEX DES PERSONNAGES CITÉS**

**Apparaissant régulièrement dans ce livre, les noms suivants ont été volontairement omis : Dreyfus, Esterhazy, Henry, Paty de Clam, Picquart, Reinach, Scheurer-Kestner et Schwartzkoppen**

Aboville d' (Col.) : 32-33, 44, 66n, 67  
Abria d' (Col.) : 105  
Adamovitch : 406  
Ames : 131  
Andler Charles : 321, 428  
André (Gal) : 70, 420, 426, 428-429, 436-437, 440-441, 443  
André (greffier) : 355  
Appel : 129-130, 321, 440  
Arène Emmanuel : 250, 257, 314, 317, 326, 335, 374, 397, 409  
Attel : 346, 349  
Atthalin, voir Laurent-Atthalin  
Austerlitz : 421  
Autant : 312  
Aymard (commissaire) : 299  
Aymard (député) : 397  
Ballot-Beaupré : 122-123, 395, 443-444  
Bange de (Col.) : 30  
Baquet (Cpt) : 30-31  
Barbarin (Cdt) : 56  
Bard Alphonse : 116, 118, 342, 358, 393  
Barrès Maurice : 64, 316, 323, 381-383  
Barthou Louis : 273, 391  
Basch Victor : 410  
Bastian Marie : 17-18, 20, 22, 26, 31, 60, 76, 161-162, 232, 285, 385, 416-417, 433, 436-437  
Baudouin Manuel : 331, 334-335, 436-444  
Baulmer Mathilde : 418-420, 429  
Bayle (Cdt) : 438, 441-442, 444  
Beauvais (Cpt) : 138, 402, 411  
Belhomme Edme-Étienne : 132-134, 153, 307-308, 440, 445  
Below (von) : 400  
Bernanos Georges : 68  
Bernard : 346  
Bernheim (Lt) : 126, 135-140, 153, 301, 406, 435  
Bernis : 333  
Bernollin (Cal) : 44  
Bertillon Alphonse : 35, 39, 56, 127-134, 181, 184-187, 193-194, 236, 307, 344, 359, 432, 440, 445  
Bertillon Louis-Alphonse : 128  
Bertin-Mouroit (Cdt) : 33, 43, 66, 373  
Bertrand : 340, 343, 398  
Bertulus (ou Berthulus) Paul : 78, 108, 117-119, 147, 196n, 283-284, 287-288, 350-359, 372, 377, 385-387, 390, 450  
Billot (Gal) : 62, 102, 106, 118, 160, 181, 185, 191, 195, 197, 237n-238, 244-246, 250, 255-256, 262, 264, 273-275, 280-281, 295, 312, 314, 318, 325, 332, 335, 339, 344-345, 362, 366-367, 371-373, 439, 444  
Biot (Cdt) : 99-101, 141-143  
Bismarck : 18, 331-332  
Blanc Charles : 250n, 398  
Blum Léon : 148, 226, 317, 323, 428  
Boisandré : 99-100, 102, 278n  
Boisdeffre de (Gal) : 20-21, 32-33, 65, 77-78, 149, 162-164, 169, 171, 174, 180-181, 191-192, 255, 258-259, 263-266, 274, 282, 296, 300, 303-306, 312, 318, 320, 328, 335-336, 347-348, 352, 357, 362, 367-372, 423, 439, 451  
Bonnetfond (Gal) : 40, 66  
Borup : 21-23  
Boulancy de (Mme) : 107-109, 123-124, 298-299, 302, 305, 335, 351-356, 450, 453  
Boulanger (Gal) : 324, 393n, 422n  
Boullenger (Cpt) : 43-44  
Bourgeois Léon : 345, 377, 420  
Bournon Fernand : 334  
Boutonnet : 21, 23, 406  
Boyer (Cdt) : 239  
Boyer (conseiller) : 431  
Brault (Cpt) : 43, 256, 269-270  
Bréon (Cdt) de : 402, 411  
Bridier Gustave : 131-133  
Brissard : 39n  
Brisset (Cdt) : 55  
Brisson Henri : 345, 376-379, 390, 397, 429  
Bro (Cpt) : 37, 297  
Broca : 128  
Brongniart (Lt-col) : 402, 424  
Brücker Joseph : 17, 20, 86, 148, 230, 417  
Brugère (Gal) : 399n  
Brunetière Ferdinand : 383  
Buisson Ferdinand : 142, 345  
Bülow von : 89, 91, 331, 400  
Cahen d'Anvers : 96  
Cahen di Torre Alfina : 329  
Callé : 121-125, 131  
Calmette Gaston : 186n  
Campionnet (Cdt) : 19  
Capiaux : 202  
Carrière (Cdt) : 138, 399, 402, 406-411, 432  
Carvalho : 131-132



Casella Henri : 250, 329-331, 375, 424  
 Casimir-Périer Jean : 34, 48-52, 56n, 144, 218, 347, 404, 439  
 Cassagnac Paul de : 51  
 Cassel van : 333  
 Castelin : 77, 192, 195, 314, 362  
 Castro Jacques de : 249-251, 329n, 450  
 Caudron Marie, voir Bastian  
 Cavaignac dit Godefroy : 9, 78, 109, 117, 122, 129, 254, 290, 324, 332, 345-350, 354, 359-361, 365-372, 376, 379-381, 390, 393, 404-407, 428, 432, 436, 451  
 Cavard : 230  
 Célerier Calixte : 334  
 Cernusky : 406-408, 418-422, 430, 441  
 Chambareaud : 342, 435  
 Chamoin (Gal) : 403-404  
 Champreux de : 425  
 Chanoine (Gal) : 377, 379, 390  
 Charavay Étienne : 39, 56, 60, 131, 390  
 Chartier : 121-122  
 Civry de : 349  
 Clemenceau Albert : 333, 335  
 Clemenceau Georges : 64, 219n, 287n, 317-320, 324-327, 335, 339, 343, 346, 352, 379, 389, 394, 401, 410, 413-414, 427-428, 439, 442  
 Clément (Col.) : 56  
 Cochefert : 35-36  
 Colard (Lt-col.) : 40, 42  
 Combes Émile : 428, 441-442  
 Comminges Mlle de : 196, 231, 272-273, 280, 283-284, 290, 297, 304, 358, 436  
 Coppée François : 383  
 Cordier (Lt-col.) : 20, 27n, 159, 232n, 406  
 Corvisard (Cpt) : 44  
 Couard Émile-Louis : 127, 132-134, 153, 307, 445  
 Coudere : 352, 390  
 Crémieu-Foa André (Cpt) : 95-96, 98, 102-103  
 Crémieu-Foa (famille) : 96  
 Crémieux Adolphe : 341  
 Crépieux-Jamin Ernest : 131-133  
 Crétin Louis : 429, 433  
 Croissandeau (Col.) : 309-310  
 Cron Suzanne : 41  
 Cuers Richard : 84, 113, 126, 153, 169-180, 183, 204, 230-232, 385, 419  
 Cuignet (Cdt) : 254, 259, 290, 361, 365, 367, 393-394, 409-410n, 432-433, 436-437  
 Curé (Cdt) : 105, 162, 179-181, 204, 303-304, 312  
 Dacher : 30, 52  
 Daguenet (Cpt) : 105, 114, 126, 139, 153, 175  
 Dahme (major) : 440  
 Darboux : 129-130, 440

Daudet Léon : 64  
 Dautriche Grégoire : 419n, 421, 440-441  
 Davignon (Gal) : 21, 27-28, 53  
 Delanne (Gal) : 418-419  
 Delaroche-Vernet : 46, 159-160, 404  
 Delcassé Théophile : 91, 398, 408-409  
 Delegorgue Albert : 333-334  
 Deloye (Gal) : 21, 31-32, 147, 405-406  
 Demange Edgar : 51-52, 55, 128, 147, 185, 208, 216-220, 226-227, 232-235, 248, 250, 269, 297, 311, 333, 335, 376, 386, 389, 397, 400-404, 407, 410-411, 414, 425, 432  
 Deport (Lt-col.) : 30-31  
 Déroulède Paul : 65, 345, 378, 382-383, 396, 399  
 Dervieu (Cpt) : 42, 44  
 Descaves Lucien : 304  
 Deschanel Paul : 394  
 Desvernine : 178-181, 196, 231, 254-258, 262-263  
 Deveau (Cpt) : 56  
 Develle Jules : 220-221, 251  
 Dhéry Mme : 41-42  
 Dida Mme : 42  
 Dionne Lebelin de (Gal) : 66  
 Dixi : 257, 260, 277-279, 288, 300, 302, 359  
 Donin de Rosière (Cdt) : 158  
 Dreyfus Lucie : 64, 109, 186, 208, 223-225, 233, 242, 309, 311, 346, 376-379, 401  
 Dreyfus (rabbin) : 56  
 Drumont Edouard : 65-68, 93-103, 142, 153, 228, 233n, 301-302, 345, 378, 383, 392, 394, 415  
 Dubois (empl. de bureau) : 30, 52  
 Dubois (agt de Mathieu Dreyfus) : 229-231, 251  
 Ducasse Germain : 161, 195-196, 231-232, 284  
 Duchet : 193, 230  
 Duclaux Émile : 321  
 Dumas (conseiller) : 342  
 Dumas (Dr) : 425-426, 430  
 Dupré : 342  
 Dupuy Charles : 34, 39-40n, 48-50, 379, 397, 439  
 Durand, voir Ducasse  
 Ecalle : 105, 114  
 Echemann (Lt-col.) : 55, 214-215  
 Edon (Gal) : 98  
 Edouard VII : 91  
 Eiffel Gustave : 397  
 Esterhazy Christian : 78, 109, 116, 258, 300, 305, 352n-359, 385, 450  
 Fabre (Gal) : 32-33, 44, 67, 102n, 162-168, 187, 193, 199n-203, 220, 350, 390  
 Fallières Armand : 442  
 Fasquelle : 318

Faure Félix : 77, 93, 211-219, 222, 229, 244-246, 251, 257, 261n, 265-271, 274, 278-279, 287, 345, 376, 379, 382, 394  
 Faure Lucie : 242  
 Féret-Pochon : 309-310  
 Ferlet de Bourbonne : 426  
 Ferry Jules : 324  
 Feuilloley : 340, 398  
 Florentin (Cdt) : 55, 187n, 214, 216, 359  
 Forêt Marie, voir Millescamps  
 Forichon : 342  
 Forzinetti (Cdt) : 187, 224, 269, 406  
 Foucault de (Col.) : 169, 175-179  
 François (Cpt) : 415, 418-421, 441  
 Frank Louis : 334  
 Freycinet Charles : 98, 170, 176, 214-215, 218, 324, 379, 439  
 Freystaetter (Cpt) : 55-57, 214-215, 405  
 Fritsch : 419-420  
 Füncke (von) : 21-22  
 Gallet (Cdt) : 55, 239  
 Galliffet de (Gal) : 142, 158, 161, 396-400, 403-404, 407-410n, 413-420  
 Gambetta Léon : 224, 238, 324, 397-398  
 Gast Edmond : 401  
 Gérard Louise-Marguerite : 357  
 Germain : 405  
 Gibert (Dr) : 210-219, 222, 251, 342, 380  
 Giry : 134-135, 334, 444  
 Gobert Alfred : 34-35, 45, 56, 60, 130  
 Gohier Urbain : 61, 68  
 Gonse (Gal) : 20, 33-34, 85, 149, 161-164, 181-185, 189-200, 203, 222, 234-235, 240-241, 254-255, 258-259, 262, 274, 285, 290, 296, 304, 306, 310-314, 318, 320, 333-336, 344-348, 352, 361-372, 385, 387, 404, 415, 417, 434-439, 451  
 Graveteau (Cpt) : 136, 138-139  
 Gray-Birch : 131-132  
 Greiner : 22-23  
 Grenier Gaston : 96  
 Grenier (Gal) : 76-78  
 Grévy Jules : 324  
 Gribelin Félix : 20, 31, 158, 165-166, 181, 193-194, 201-202, 255-256, 262-263, 268-269, 298, 366, 404, 415, 430-433  
 Grimaux Edouard : 321  
 Grousset Pascal : 246, 327  
 Guénée François : 20, 23-26, 42, 52n, 54, 61, 192, 231, 362-363, 403-406, 417  
 Guérin (Cdt) : 346, 441  
 Guérin Eugène : 131  
 Guérin Jules : 34, 399  
 Guesde Jules : 319, 324, 398  
 Guillaume II : 22, 48, 223, 233, 266, 331, 400-401, 407, 416, 422-427, 439, 452  
 Guillot (Cpt) : 23, 174, 177  
 Guisot (Col.) : 19  
 Guyot de Villeneuve : 440

Guyot Yves : 128, 225, 235, 327, 330, 346, 371  
 Hadamard Jacques : 38, 57  
 Hadamard famille : 223, 269-270, 309-310  
 Halévy Daniel : 322  
 Hanotaux Gabriel : 18n, 34, 40, 45-50, 214-219, 222, 327-329, 375, 378, 439  
 Hartmann (Cdt) : 138-139, 405, 443  
 Haussner : 30  
 Henry Mme née Berthe Bertincourt : 363n, 369-370, 388-389  
 Herbin : 353  
 Herquet (Cpt) : 393  
 Herr Lucien : 226, 321-323, 326, 428  
 Hertz Cornélius : 325-326  
 Hoffmann : 406  
 Hohenlohe (prince de) : 49-50, 90, 430  
 Hubbard Gustave : 128  
 Huene von : 21  
 Iunck (Cpt) : 20, 163, 165-166  
 Isaac : 96  
 Jaume (ou Jaumes ?) : 243, 272-273  
 Jaurès Jean : 61, 64, 322-326, 332-333, 346, 397, 413-414, 422-429, 438, 451  
 Jeannel (Lt-Col.) : 37  
 Josse Alexandre : 121, 403-404n  
 Jouaust (Col.) : 399n, 402, 408, 411  
 "Juana" : 417  
 Jullemer Lucien : 107, 353  
 Kadur : 439  
 Kitchener : 378  
 Koechlin Rodolphe : 233, 327  
 Labori Fernand : 25, 109, 117, 176, 194, 201n, 208, 273, 311, 333, 336, 342-343, 353-355, 358, 376, 385, 388, 395, 400, 404, 407, 410, 414-417, 425, 427, 450  
 Lacroix (Gal) : 419  
 Lajoux Edmond : 169, 179, 231-237  
 Lalance Auguste : 68, 225  
 Lallemand (Cpt) : 196  
 Langlois : 344  
 Lannes de Montebello : 77, 437  
 Lareinty baron de : 77  
 Lasalle : 398  
 Lasies : 437  
 Laurent-Aithalin : 391, 393  
 Lauth (Cdt) : 20, 31, 66, 76, 160n-170, 175-176, 180, 190, 198, 284, 298, 334, 366, 386, 404, 406  
 Lazare Bernard : 104 131-134, 186, 188, 192-194, 214, 218-230, 233-239, 244, 247-249, 267, 274, 304, 315, 323, 334, 373, 395, 410, 421, 423  
 Leblois Louis : 189, 198-203, 207n-209n, 235n, 240-247, 250, 264, 267-268, 273-274, 277-280, 288, 291, 296-298, 306n, 310n-318, 333-336, 350, 353, 387, 390, 393, 415, 430, 448, 453



Leblois père du précédent : 199  
 Leblond (Cdt) : 56  
 Lebon André : 197  
 Lebreton Georges : 379  
 Lebrun-Renaud (Cdt) : 255, 332, 346-350, 405  
 Leeman Moïse dit Lemercier-Picart : 374-375  
 Legrand-Girarde (Gal) : 148, 213  
 Lemaître Jules : 383  
 Léon XIII : 69n, 324  
 Léonie : 210-213, 222, 228  
 Lépine Louis : 35, 55-56, 71, 224, 398  
 Le Rond (Cpt) : 125, 191  
 Lesseps Ferdinand de : 225, 325-326  
 Lévy-Brühl Lucien : 56, 82, 89, 148, 223, 226, 321, 326  
 Lhote : 123  
 Liebknecht Karl : 398  
 Lissajous : 187  
 Loew Louis : 342, 380, 386, 393-394  
 Loubet Émile : 91, 382, 394-397, 413-414  
 Luxer de (Gal) : 311-312  
 Maistre : 42, 44  
 Manau Jean-Pierre : 118, 120, 273n, 307n-308, 334-343, 379, 387, 395, 443  
 Maneffre : 131  
 Marchand (Cpt) : 378  
 Mareschal Jean-Pierre : 418-421, 441  
 Marion : 39  
 Mathilde (princesse) : 439  
 Matton : 20, 32, 47n, 159-160  
 Maurel (Col.) : 55-57  
 Maurras Charles : 369, 380-384  
 Mazeau : 393-395  
 Méline Jules : 244, 246, 248, 274, 287, 314, 325, 332, 345  
 Ménard Louis : 342, 363n  
 Mendigorría : 22-25  
 Mercier Auguste : 20, 23, 29, 34-35, 39-40n, 45-58, 61-62, 70, 85, 87, 108, 122, 136, 141-142, 149, 151, 181, 185, 210-211, 217-218, 225, 255, 312-313, 318, 325, 335, 346-349, 369, 392, 402-407, 415, 417, 423-427, 432, 436-439, 442  
 Mercier-Milon : 40, 199  
 Merle (Cdt) : 402, 425-427  
 Mertian de Muller : 405  
 Meyer Arthur : 392  
 Meyer Paul : 56, 134-135, 321, 334, 444  
 Millerand Alexandre : 324, 326, 394, 397, 399, 413-415  
 Millescamps : 230  
 Millet (Gal) : 256, 268, 270  
 Mimerel : 391  
 Mirbeau Octave : 322  
 Miribel de (Gal) : 20, 170  
 Molinier Auguste : 134-135, 334, 444  
 Monaco (prince de) : 232n

Monis : 398  
 Monnier Mme née Pauline Romazotti : 439  
 Monod Gabriel : 46, 131, 212-214, 224, 226, 274, 321-322, 328, 420-421, 450  
 Montebello, voir Lannes de Montebello  
 Morès (marquis de) : 97  
 Moriaud Paul : 131-133, 334  
 Mornard Henry : 25, 109, 118-121, 124, 173n, 304, 338-339, 342, 395, 402, 413, 429, 431, 434, 442-444  
 Mosetig : 406  
 Mueller (major) : 53  
 Muhlfeld Lucien : 323  
 Mulot (sergent) : 191, 312  
 Mun (comte de) : 314, 324, 332  
 Münster-Ledenburg von : 21, 47-50, 87, 116, 168, 331, 400, 407, 416, 424-427, 430, 439  
 Naquet : 228, 324  
 Natanson : 323  
 Ollivier Émile : 425  
 Ormeschville (Cdt) Bexon d' : 32n, 34, 37n-45, 48, 56, 60-61, 269n, 321  
 Pagès Alain : 317-318n  
 Paléologue Maurice : 46, 97n, 148-149, 158-159, 400n, 403-409  
 Pallaco Giorgio : 329  
 Panizzardi Alessandro : 22, 27-28, 46-47, 87-88, 137, 192, 215, 221, 229, 250, 327-331, 361-375, 407, 433-434, 450  
 Parfait (Cpt) : 402  
 Patron (Cdt) : 55  
 Pauffin de Saint Morel (Cdt) : 423  
 Paulucci (comte de) : 329  
 Pauwels : 35, 128  
 Pays Marguerite : 99, 109, 111, 117-118, 155, 256, 258, 261-262, 267, 300, 305, 308, 312, 355-359, 385-387, 405, 440  
 Péguy Charles : 322  
 Pelletier Eugène : 39, 56, 60, 130-131  
 Pellieux de (Gal) : 78, 107-108, 135-139, 162, 197, 203, 258, 270, 284, 286, 295, 299, 302-309, 314, 319, 335-338, 351, 359, 367, 371-375, 379, 382, 398, 425, 439, 450  
 Perrenx Alexandre : 333, 338, 343  
 Peyrot : 386  
 Philippe (Lt) : 346  
 Poincaré Henri : 129-130, 440  
 Poincaré Raymond : 391, 397  
 Poissien : 187n  
 Pouget Émile : 326  
 Pradines : 342  
 Pressensé Francis de : 85, 330  
 Prévost : 121-122  
 Profillet (Cdt) : 402  
 Proust Marcel : 322  
 Przyborowsky : 418-419

Quesnay de Beaurepaire Jules : 393, 395  
 Ranc Arthur : 51, 225, 237-239, 246, 298, 324, 327, 376  
 Raffaelli (Cpt) : 409-410  
 Rau (Gal) : 148-149  
 Ravary (Cdt) : 78, 105, 108, 201, 250, 299, 305-310, 319, 333, 336  
 Reclus : 386  
 Reinach Jacques : 224  
 Reinach Salomon : 224, 226, 321, 398  
 Reiss Rodolphe : 128  
 Reitlinger Frédéric : 214, 217, 220  
 Rémusat (Cpt) : 344-345  
 Renouard : 32, 259n, 360  
 Ribot : 217  
 Rieu : 122-123, 145  
 Risler Charles : 199, 240, 327  
 Roche (Cpt) : 55  
 Roche Jules : 96, 103, 141-142, 326, 397  
 Rochefort-Luçay Henri de, dit Henri Rochefort : 26, 374, 392, 422  
 Rodays Fernand de : 227  
 Roget (Gal) : 79, 122, 147, 160n, 163, 290, 361-362, 368-369, 382-383, 393, 398, 404, 406, 424, 433, 437, 444n, 451  
 Rollin (Lt-col) : 19-20, 170-171n, 174, 415, 421  
 Romano Nino : 375  
 Rothschild Edmond : 96-97, 102, 104  
 Rothschild (famille) : 93-96, 102, 353  
 Rougemont Albert de : 131  
 Rougemont de (Cpt) : 250  
 Rouvier : 441-442  
 Roy : 42, 44  
 Ruffey (Cpt) : 56, 344  
 Salle Émile : 214, 216-222, 251, 355  
 Samuel (Cpt) : 19  
 Sancy (Col.) : 21n, 28, 44  
 Sandherr (Col.) : 19-22, 30-32, 44-47, 52-54, 58, 61, 66-72, 76, 79, 102, 106, 110, 140, 148-149, 153, 157-161, 171-172, 181, 200, 230, 232, 312, 336, 349, 351, 365, 369, 386, 395, 405, 416, 432-433, 451  
 Sarrien Ferdinand : 442  
 Sarrut Louis : 340, 378, 444  
 Saussier (Gal) : 34, 40, 70, 77-78, 97, 100, 103, 108, 149-151, 257, 275, 281-282, 305-306, 311, 441, 452  
 Schlieffen von (Gal) : 22, 430  
 Schmidt : 121-123  
 Schneider (Col.) : 22  
 Schwartz : 68  
 Schwertfeger : 81-84, 87-91, 114, 144, 146  
 Scooling : 131  
 Sembat Marcel : 398  
 Séverine : 426  
 Sperenza : 197, 283-284, 287-288, 333, 351, 356-359, 386, 436  
 Sibille (Cpt) : 40, 43  
 Sorel Georges : 68  
 Sorlin Pierre : 399-400  
 Souffrain : 288, 359  
 Sternfeld Isabelle née Goldsmidt : 250, 329  
 Stieber Wilhem : 18  
 Stock Pierre-Victor : 84, 192, 208, 304  
 Stoffel (Col.) : 426-427, 439  
 Süßkind (Cpt von) : 23-24  
 Syveton Gabriel : 383  
 Tanon : 441  
 Targe (Cpt) : 90, 137-138, 171n-174, 265n, 344n, 364, 421, 426, 429-441  
 Tavernier (Cpt) : 285n, 390-391  
 Teyssonnières Pierre : 39, 56, 131, 193-194, 231, 235, 240, 450  
 Tézenas Maurice : 108-109, 304, 312, 386  
 Thiers Adolphe : 18  
 Tisseyre (Gal) : 97  
 Tocanne (Cpt) : 42, 57  
 Toms Louis : 170, 194, 231-232, 406, 417-420, 427  
 Torcy de (Col.) : 154  
 Tornielli Luigi : 88, 327-330, 375n, 432  
 Trarieux Ludovic : 214-222, 228, 235, 240, 314, 320, 327-330, 335, 353, 375-376, 395, 406, 428  
 Valabrègue Mme : 426  
 Val Carlos : 20, 23-26, 30, 52-55, 362, 416-417, 441  
 Varinard Pierre : 132-134, 153, 307-308, 390, 445  
 Vaucaire : 56  
 Vaugeois Henri : 383  
 Vaughan Ernest : 318  
 Vaux Pierre : 339  
 Vidi : 250, 257, 278, 301, 327, 371, 374  
 Vincent (Col.) : 19  
 Viviani : 324, 397  
 Voilemont Jean de : 79  
 Waldeck-Rousseau : 51, 89, 225-226, 231, 326-327, 397-401, 404, 407-415, 419-421, 427-429, 450  
 Wattine Adolphe : 344, 361, 367, 434  
 Weede Hermance de : 22  
 Weil Maurice : 71, 77, 95-98, 101-102, 108, 148-151, 248, 311-312, 405-406, 452  
 Weil Mme : 97, 149  
 "Weiler" : 184-185, 432  
 Weiss (Dr) : 425  
 Wessel : 418-421, 427, 429-430  
 Zadoc-Kahn : 71, 96-97, 223-227n  
 Zévaès Alexandre : 326n-327  
 Zola Émile : 61, 80, 108-109, 116, 128, 237, 253, 290, 307, 313, 315-321, 324, 328, 332-343, 352, 381-383, 401, 410, 414-415, 454  
 Zurlinden (Gal) : 58, 158, 360, 376-379, 390, 398



*Imprimé en Union Européenne  
par FARESO (Madrid)  
pour les Éditions de l'Æncre*